NUNC COGNOSCO EX PARTE

THOMAS J. BATA LIBRARY
TRENT UNIVERSITY

Digitized by the Internet Archive
in 2019 with funding from
Kahle/Austin Foundation

https://archive.org/details/robertwalpoleetl0003vauc

ROBERT WALPOLE

ET

LA POLITIQUE DE FLEURY

Ce volume a été déposé au ministère de l'intérieur en 1924.

PAUL VAUCHER
DOCTEUR ÈS LETTRES
PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ DE LONDRES

ROBERT WALPOLE
ET LA
POLITIQUE DE FLEURY
(1731-1742)

PARIS
LIBRAIRIE PLON
PLON-NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
8, RUE GARANCIÈRE - 6e

Tous droits réservés

Trent University Library
PETERBOROUGH, ONT.

DA47.1 . V3

Copyright 1924 by Plon-Nourrit et Cie.
Droits de reproduction et de traduction réservés pour tous pays.

A

MONSIEUR ÉMILE BOURGEOIS

Membre de l'Institut

hommage respectueux.

239562

INTRODUCTION

LES RAPPORTS FRANCO-ANGLAIS

L'histoire des rapports franco-anglais nous fait assister, dans la premiète moitié du XVIIIe siècle, à un spectacle singulier. L'alliance entre les deux Couronnes ne parvient pas à cacher leur rivalité; elle est justifiée néanmoins par des raisons péremptoires qui expliquent sa durée. Nécessaire pour maintenir en Europe la paix que des deux parts on s'accorde à désirer, elle est aussi le seul moyen dont les deux gouvernements disposent pour neutraliser l'une par l'autre leurs ambitions opposées.

Les débuts de cette alliance nous ont été déjà racontés dans leur détail. Les études récentes de M. Bourgeois sur la période de la Régence, de M. Dureng sur le ministère du duc de Bourbon (1) *ont mis en lumière les conditions étranges dans lesquelles les cours de St-James et de Versailles se sont rapprochées après la mort de Louis XIV. Nous connaissons l'influence qu'exerçaient alors sur les destinées des peuples les intérêts personnels des princes : Hanovre, Orléans, Condé; et les origines de la diplomatie secrète nous permettent de mieux comprendre l'aventure du Secret du Roi.*

Lorsque Fleury s'empare de la direction du Ministère français, notre politique ne paraît plus désormais poursuivre d'autre but que l'intérêt véritable de l'État. Le Cardinal est le serviteur dévoué du Roi, et les prin-

(1) E. Bourgeois *La diplomatie secrète au XVIIIe siècle. Ses débuts*, 3 vol. 1909-1911. — J. Dureng. *Le duc de Bourbon et l'Angleterre*, 1911.

cipes qui le dirigent lui sont dictés, semble-t-il, par des vues très simples; mais les moyens qu'il met en œuvre sont d'une extrême complexité : contraste qui répond à celui que nous trouvons dans son caractère. Comment accorder, en effet, la réputation de faiblesse que tant de ses propos justifiaient, avec l'obstination prodigieuse dont il fit preuve pour maintenir son autorité, pour tenir tête aux innombrables intrigues de la Cour et garder dans ses mains, par un effort presque héroïque, la direction de toutes les affaires jusqu'à sa mort?

« *Fleury, rapporte Saint-Simon, avec son air doux, riant, modeste, était l'homme le plus superbe en dedans et le plus implacable que j'aie jamais connu* (1). » *Sa carrière nous montre en effet que la faiblesse de son caractère n'excluait pas une énergie tenace, soutenue par une insatiable ambition. Est-il vrai, d'autre part, qu'il « n'avait aucune vue de grand ministre »? Ce jugement de Bernis doit être corrigé par celui de Voltaire écrivant : « Il haïssait tout système parce que son esprit était heureusement borné. » Son bonheur vint de ce que « le bien de l'État s'accorda longtemps avec sa modération... Il laissa tranquillement la France réparer ses pertes et s'enrichir par un commerce immense, sans faire aucune innovation, traitant l'État comme un corps puissant et robuste qui se rétablit de lui-même* » (2). *Convaincu que « dans une puissante monarchie... on est sûr de retrouver, tôt ou tard, des ressources dans l'avenir, pourvu que l'on veuille bien les attendre* » (3), *il sut se garder de toute impatience et put se dispenser ainsi de former un système nouveau.*

(1) Saint-Simon *Mémoires* (éd. de Boislisle), t. XXVI, p. 89. — Cf. t. VI, p. 321, « plus roi que premier ministre ».

(2) Bernis *Mémoires* (éd. Masson), t. I, p. 60. Bernis juge que « Fleury aurait été un excellent ministre d'un petit prince » (id. p. 58); mais Voltaire le déclare au contraire « incapable d'être commis d'un bureau et capable de gouverner l'État ». *Siècle de Louis XV* (éd. Fallex), p. 36.

(3) Hénault *Mémoires* (éd. Rousseau), p. 162.

Il avait au plus haut point l'esprit de suite, mais à aucun degré l'esprit de contradiction. Parler ferme, opposer un refus catégorique à son interlocuteur lui coûtait un effort pénible, mais il n'en persistait pas moins dans ses desseins, et, comme il ne tenait jamais compte de son âge, il savait attendre. Sa patience ne saurait pourtant expliquer seule son succès; par elle seule il n'aurait point réussi à prouver « que les esprits doux et conciliants sont faits pour gouverner les autres ». Il sut encore y joindre une adresse extrême; et Voltaire note avec raison que « son caractère était de croire soutenir de grandes choses par de petits moyens » (1). *A le fréquenter on en vient à penser que, se connaissant bien lui-même, habile aussi à économiser ses forces, il avait pris le parti d'utiliser jusqu'à ses défauts dans l'intérêt de son œuvre. Aux Anglais il devait apparaître ainsi peu à peu comme le plus artificieux et le plus décevant des amis; du moins réussit-il longtemps à entretenir leurs illusions. Il n'y serait point parvenu en multipliant seulement les témoignages de confiance et les assurances d'amitié; il sut encore utiliser ici les qualités et les défauts de son associé Chauvelin.*

Le caractère du Garde des Sceaux n'était pas moins complexe que celui du Cardinal. Les contemporains ont noté l'adresse du courtisan. Toute sa fortune reposait sur un jeu secret de démarches adroites qui lui procuraient des amitiés puissantes, et, dès le début de sa carrière, le Régent disait « que tout lui parlait de Chauvelin, que les pierres mêmes lui rappelaient son nom » (2). *Il cheminait « sous terre comme taupe »; il « entretenait des correspondances extrêmement multipliées »* (3), *et les intrigues, qui, par lui, se formaient contre Fleury, étaient si secrètement ourdies, qu'au-*

(1) Voltaire *op. cit.*, pp. 35 et 352.
(2) D'Argenson *Mémoires* (éd. Rathery), t. I, p. 75.
(3) D'Argenson *id.*, p. 79. — Toussaint *Anecdotes curieuses de la Cour de France* (éd. Fould), p. 62.

jourd'hui encore on ne parvient pas à les démêler. Aucun doute néanmoins que Chauvelin ne possédât au premier chef les dons qui manquaient au Cardinal. D'un naturel impatient, il avait une grande vivacité de répartie (1)*; travaillant vite et bien, il maîtrisait les affaires qui lui étaient confiées, il tenait en mains ses agents, il intimidait les étrangers; on craignait ses colères et l'on subissait son autorité.*

Les Anglais s'aperçurent vite que Fleury ne pouvait point lui tenir tête, que même il semblait trembler devant lui. Le Cardinal, d'ailleurs, ne leur en faisait-il pas confidence? Avec un étrange abandon il leur ouvrait son cœur et leur confiait ses chagrins. Pour longtemps les Anglais furent convaincus que toutes les difficultés qu'ils rencontraient provenaient du seul Garde des Sceaux; ils admirent dès lors, sans conteste, et les bonnes dispositions sincères et la timide faiblesse du Premier Ministre (2)*. Ils regrettaient seulement que celui-ci s'obstinât à garder près de lui un associé aussi dangereux. Mais à leurs instances Fleury répliquait que, par ses aptitudes de travail et d'exposition, Chauvelin lui rendait des services dont il ne saurait se passer. C'était avouer la moitié de la vérité; la fermeté de Chauvelin ne lui était pas moins utile; et, de plus, en se plaisant à noircir ses intentions, Fleury faisait briller aux yeux des Anglais l'image de sa propre innocence. Lorsqu'on suit dans le détail l'écho direct de ces entretiens, on peut apercevoir aujourd'hui quelle*

(1) Cette vivacité lui était quelquefois nuisible : « Cet homme, le plus caché de tous les hommes, n'était pas maître de son visage » nous dit Hénault, son ami de jeunesse. (*Mémoires*, p. 154). — « Il avait de grands talents, connaissait les affaires, maniait avec adresse les cours étrangères, sans jamais avoir pu prendre le ton de celle de Versailles ». (Bernis, *op. cit.*, t. I, p. 53). — Barbier, en 1727, le disait « un homme qui n'a ni usage ni connaissance », mais ajoutait en 1732 : « Il a beaucoup d'esprit, de la politique, il sait beaucoup et de tout, ce qui est un grand point pour une administration générale » (*Journal*, t. II, p. 260 et 403).

(2) Bien que Fleury n'ait jamais accepté ce titre, nous croyons légitime de le lui donner.

étrange comédie le vieux Cardinal avait choisi de donner à ses vieux amis et à son collaborateur.

Par là, par les manœuvres de Fleury et les intrigues de Chauvelin, la diplomatie secrète conserve une place dans les démarches de la Cour de Versailles. Mais, à cette époque, c'est en Angleterre surtout qu'elle se montre envahissante.

Les Walpole s'en servent constamment pour faire prévaloir leur influence. Dans son long ministère Robert Walpole se préoccupe surtout des affaires intérieures du royaume, et l'on a dit souvent qu'il ne s'intéressait pas aux négociations diplomatiques, que c'était seulement dans les crises importantes qu'il se décidait à intervenir dans ce domaine. Il est vrai que, soucieux d'organiser son travail avec une méthode rigoureuse (1), *il n'aimait point à gaspiller son temps dans le détail quotidien des affaires courantes; mais il maintenait pourtant un contrôle efficace sur toutes les parties du gouvernement, et la diplomatie secrète lui en fournissait souvent le moyen.*

Par son frère Horace il restait en rapports étroits avec le Cardinal; nous le verrons aussi entretenir des correspondances particulières avec les ambassadeurs anglais en France et en Espagne. Cependant le développement de la diplomatie secrète n'est pas seulement son œuvre; elle paraît au contraire enracinée dans les habitudes courantes du ministère tout entier. Elle s'explique alors par la distinction qui subsiste entre les intérêts du Hanovre et ceux de l'Angleterre, par la nécessité de surveiller l'activité des Jacobites, qui entraîne la Cour de Londres à recruter sur le continent un grand nombre d'agents secrets. Les correspondances des archives anglaises, par un contraste frappant avec celles des ministres français, sont grossies d'un nombre

(1) Chesterfield remarque que, malgré toutes ses occupations, il ne semblait jamais pressé. (*Lettres à son fils*, éd. Bradshaw, t. II, p. 607).

considérable de dépêches intitulées « privées », « particulières » ou « secrètes », et qui doivent rester ignorées tantôt de l'un, tantôt de l'autre des membres du Cabinet.

Après cela on voit assez que des négociations ainsi menées doivent nous paraître aujourd'hui difficiles à débrouiller, encombrées d'une foule de détails qui ont perdu toute importance. Mais, outre l'intérêt psychologique qu'elles peuvent offrir encore, on verra aussi qu'à travers ces débats des problèmes se posent, qui certes méritaient de retenir l'attention des hommes d'État. Dans les années qui précèdent les longues guerres qui vont mettre aux prises les deux peuples, chacun se préoccupe déjà de s'y préparer. L'entente franco-anglaise à cette époque n'est pas seulement curieuse comme une première tentative pour imposer, par l'union des deux puissances, la paix au continent; l'Angleterre est amenée à définir sa politique d'équilibre et ses rapports avec l'Europe; la France est obligée de rechercher de quel côté, Autriche ou Angleterre, doit désormais porter son effort. Les traditions diplomatiques pèsent déjà lourdement sur les deux Gouvernements, mais les hommes qui les dirigent ne sont pas disposés à se laisser simplement conduire par elles. Aux problèmes qu'ils ont à résoudre ils appliquent une méthode commune : le bon sens, qu'ils ont pris pour guide; et, de part et d'autre, ils ont à compter avec les réactions passionnées de l'opinion publique.

On ne peut, bien entendu, raconter l'histoire des relations des deux pays sans étudier la marche de leur politique intérieure.

Les dépêches diplomatiques de l'époque abondent en informations à ce sujet. Les ambassadeurs anglais sont alors les observateurs les plus vigilants de la Cour et du gouvernement de Versailles, et leur témoignage est important à confronter avec les dires des mémorialistes français. Les entretiens prolongés qu'ils ont avec le Cardinal sont particulièrement instructifs; les sujets

les plus divers y sont abordés, et Fleury n'hésite pas à s'expliquer, avec une loquacité plus ou moins sincère mais toujours intéressante, sur les affaires qui l'occupent. C'est sans conteste le meilleur moyen dont nous disposions pour saisir sur le vif comment il parlait, travaillait et gouvernait.

Mais c'est la vie politique de l'Angleterre qui doit, à notre avis, retenir surtout notre attention. La diplomatie française restait en un sens indépendante de la vie même du pays; la principale influence extérieure qui s'exerce sur elle est celle des intrigues de la Cour. Il en est tout autrement chez les Anglais; leur Cabinet est, lui aussi, divisé par des rivalités et des conflits; mais, en outre, les ministres ont à tenir compte des sentiments du public. Si celui-ci ne fait pas toujours prévaloir les mesures qu'il préfère, il soumet du moins à une critique constante celles qui sont prises. De plus, à l'époque de Walpole, la politique extérieure reste volontairement subordonnée à la politique intérieure; à la première Walpole demande avant tout de ne pas le gêner, de ne point lui lier les mains. Aussi trouvons-nous les envoyés français attentifs à étudier tous les aspects de la vie politique et sociale du pays, enclins même avec quelque exagération à entretenir des intelligences avec les adversaires de Walpole, avec l'opposition parlementaire, qui pouvait prétendre exprimer plus fidèlement les opinions du public. Eux-mêmes ainsi nous incitaient à étendre de ce côté le champ de nos recherches. D'ailleurs, à mesure que s'avance l'histoire du ministère Walpole, la politique extérieure devient plus envahissante; et c'est sur ce terrain que se livrent les grandes batailles parlementaires qui précèdent sa chute. Une histoire des relations franco-anglaises à ce moment ne pouvait point être séparée d'une étude de cette crise.

II

L'ÉVOLUTION INTÉRIEURE DE L'ANGLETERRE

Dans l'histoire d'Angleterre « les années de Walpole » sont restées trop négligées. Au premier abord on croirait qu'elles forment une période d'immobilité; elles ont pourtant l'intérêt qu'offrent les périodes de transition. Depuis Macaulay on admet couramment l'idée que la révolution de 1688 *n'aurait pas acquis son importance sans la lente évolution, qui, au XVIII*e *siècle, lui a fait porter ses fruits; et, d'autre part, les succès foudroyants de Pitt n'ont été possibles que parce que l'Angleterre, sous Walpole, s'était peu à peu préparée à les remporter. A bien des points de vue on s'accorde aujourd'hui à reconnaître que « l'âge de Walpole » marque un moment de grande importance dans la formation de l'Angleterre moderne. N'est-il pas regardé comme le premier des Premiers Ministres anglais* (1) *? Opinion qui, somme toute, nous paraît justifiée; car, si le ministre reste encore dans une dépendance étroite de la Couronne, on ne peut nier qu'il ait fait beaucoup, tant pour établir son autorité sur le Cabinet, que pour dominer le Parlement dont il dirigeait la majorité.*

C'est sur l'opinion du public que ses adversaires ont, au contraire, voulu s'appuyer; eux aussi, sans doute, étaient surtout guidés par des motifs égoïstes, et l'opinion n'était pas encore en mesure d'opposer sérieusement sa force à celle du patronage exercé par la « gentry ». Le public pourtant suit avec ardeur les luttes politiques ; et des travaux récents ont montré combien intense et puissant avait été l'effort fait alors de tous côtés pour l'associer à la bataille des politiciens. Cette activité ne devait pas se dépenser en pure perte. Si,

(1) Clive Bigham, *The Prime Ministers of Britain*, 1922.

*en temps ordinaire, la nation n'était pas encore en mesure d'intervenir, dans des circonstances exceptionnelles il lui arrivait de prendre tout à coup la parole. La vie publique alors était souvent troublée; on a pu dire de l'Angleterre du XVIII*e *siècle qu'elle est le « pays classique de l'émeute ». Parfois l'agitation prenait une ampleur et un retentissement qui faisaient pénétrer son influence jusqu'à Westminster. Les dernières années du ministère Walpole sont, à cet égard, spécialement instructives. C'est le moment où le méthodisme commence sa prodigieuse expansion; c'est celui, d'autre part, où les débuts de la grande industrie commencent à troubler la vie sociale et paraissent susciter les premières crises de surproduction. Ces forces obscures ont dû jouer leur rôle dans la bataille électorale et parlementaire qui mit fin au pouvoir de Walpole, alors que le peuple était appelé à se dresser pour défendre ses institutions libres et sa fierté nationale* (1).

Aborder de front un pareil sujet suppose un ensemble de compétences auquel un étranger surtout peut difficilement prétendre. Des recherches dans les archives locales deviendraient aussi nécessaires, auxquelles nous ne pouvions nous livrer. C'est du moins en tenant compte de ces divers problèmes que nous avons essayé d'utiliser les journaux, les pamphlets, les documents parlementaires et des pièces nombreuses conservées au British Museum ou au Record Office pour écrire l'histoire de cette crise politique.

*Il ne pouvait être question, d'autre part, d'embrasser dans son entier le ministère de Walpole. En ce qui concerne les rapports de l'Angleterre et de la France, les livres de MM. Bourgeois et Dureng, dont nous avons déjà parlé, ont éclairé le sujet pendant le règne de Georges I*er*; les travaux de Chance* (2) *s'arrêtent éga-*

(1) E. Halévy, *La naissance du méthodisme, Revue de Paris*, 1906, t. IV, pp. 841-867.

(2) J.-F. Chance *The Alliance of Hanover*, 1923.

lement en 1727*; enfin les excellents articles, que M. Basil Williams a donnés autrefois à l'*English Historical Review (1), *ont présenté une étude d'ensemble de la politique extérieure de Robert Walpole jusqu'en* 1731.

C'est de cette année qu'il nous a paru préférable de faire partir notre enquête. Le traité de Vienne, conclu en 1731, *marque à bien des égards, l'apogée de Walpole. Par son initiative l'Angleterre se rapproche des cours de Vienne et de Madrid, laissant la France isolée; des deux côtés de la Manche on parle de la fin de l'alliance. Ce traité est l'œuvre propre de Walpole, qui vient de provoquer la retraite de Townshend. Personne désormais ne paraît devoir lui tenir tête à l'intérieur du Cabinet; et le rétablissement de la paix va lui permettre, semble-t-il, de mettre sur le chantier des projets de réformes commerciales et financières.*

Mais nul doute qu'après 1731 *nous n'assistions au déclin ininterrompu de son autorité. Les dix années où il se maintient au pouvoir sont traversées par deux crises importantes. De* 1732 à 1735 *il voit échouer son programme de réforme économique, tandis que, dans la guerre de Pologne, l'abstention de l'Angleterre permet à la France d'acquérir une influence prépondérante en Europe. De* 1737 à 1741 *s'affirme en France le dessein de tenir les Anglais à l'écart des affaires continentales; Walpole se trouve entraîné malgré lui dans la guerre d'Espagne, au moment où la politique de paix suivie par Fleury laisse la France libre d'unir toutes ses forces à celles de l'ennemi; enfin à ce danger succède, en* 1740, *la perspective, aussi redoutable, de la destruction par la France de la monarchie autrichienne. De là, contre Walpole, les attaques passionnées de l'opposition parlementaire, qui, après les élections de* 1741, *le contraignent à la retraite. C'est sur l'histoire de ces deux crises que nous avons fait*

(1) Basil Williams, *The foreign policy of England under Walpole. E. H. R.*, vol. XV et XVI. 1900-1901.

porter notre enquête. Pour la première, nous pouvions retracer son évolution en suivant l'histoire des relations franco-britanniques, sans nous arrêter au détail des luttes parlementaires. Il nous suffisait de comprendre dans quelle mesure les difficultés que Walpole avait à vaincre en Angleterre ont influé sur sa diplomatie. Mais, dans la seconde, c'est sur le terrain même de la politique extérieure que l'opposition prononce son offensive contre Walpole ; et il n'était pas possible d'étudier séparément l'histoire extérieure et l'histoire intérieure des dernières années de son ministère.

Nous désirons exprimer nos remerciements à nos maîtres : M. Émile Bourgeois, auquel appartient la première idée de ce travail, et qui nous a guidé de ses conseils (1), *MM. Charles Bémont et Élie Halévy, qui, après nous avoir orienté dans les études anglaises, ont de toutes manières facilité nos recherches. M. B. Williams a eu l'obligeance, non seulement de nous fournir d'utiles informations, mais même de nous permettre d'utiliser quelques-unes de ses notes.*

(1) Nous avons tiré grand profit des pages que M. Bourgeois a consacrées à Fleury dans son *Manuel Historique de Politique Etrangère*, t. Ier, 4e édit., 1906, p. 476 et suivantes.

BIBLIOGRAPHIE

I

SOURCES MANUSCRITES

Archives du Ministère des Affaires Etrangères : La *Correspondance d'Angleterre* forme de 1731 à 1741 une suite de 44 volumes (1). Peu après la conclusion du traité de Vienne notre ambassadeur, le comte de Broglie revint en France. Bien qu'il fût loin d'être persona grata à la Cour d'Angleterre, son départ marquait néanmoins le ressentiment de la France, qui devint encore plus manifeste lorsque Fleury décida de le remplacer par le comte de Chavigny, avec la simple qualité de Ministre Plénipotentiaire. Chavigny avait acquis dans une carrière déjà longue, et spécialement dans la mission qu'il venait de remplir en Allemagne (2), une réputation brillante d'adresse et d'activité. Son séjour en Angleterre, qui se prolongea jusqu'en 1736, ne nous paraît pas, il est vrai, la confirmer. Il y connaissait beaucoup de gens, et fut prompt à lier d'étroites relations avec les chefs de l'opposition, sur lesquels sa correspondance abonde en détails curieux. Mais, ses dépêches, d'une lecture d'autant plus pénible qu'elles sont écrites en une langue étrangement obscure et tourmentée, se grossissent trop souvent de dissertations interminables sur toutes les parties de la politique européenne. A maintes reprises sa Cour devait lui rappeler qu'elle attendait surtout de lui des informations précises sur le pays qu'il avait mission d'observer. De plus Chavigny méprisait les Anglais ; et, toujours empressé à flatter le Garde des Sceaux, auquel il avait lié sa fortune, il en venait à se porter garant de la fragilité de la dynastie hanovrienne, de l'effon-

(1) A. E. corr. Angl., vol. 373 à 416, et supplément, vol. 8 et 9. — Consulter d'autre part la corr. Brunswick-Hanovre, vol. 48 et 49.

(2) Dureng, *La mission de Th. Chevignard de Chavigny en Allemagne*, 1911. — Sur Chavigny, voir Saint-Simon *Mémoires* (éd. de Boislisle) t. XIX, p. 456.

drement prochain du Ministère Walpole, prophéties que les événements devaient ensuite démentir.

La correspondance du comte de Cambis, qui remplit les fonctions d'ambassadeur de septembre 1737 à février 1740, n'est pas non plus très instructive. Figure assez effacée, longtemps malade, il ne paraît pas avoir acquis une connaissance sérieuse et directe de l'Angleterre. D'un bien plus grand intérêt sont, au contraire, les lettres écrites par François de Bussy, qui fut quelques mois résident en 1737 et plus tard ministre de 1740 à 1744. Il y a fort à dire, on le verra, sur le caractère de notre représentant, mais nul doute qu'il n'ait observé de près les Anglais, dont il parlait d'ailleurs la langue. Au ministère même, dont il était l'un des commis le plus actifs, on le consultait souvent sur les affaires d'Angleterre ; nous retrouvons son écriture dans bien des mémoires intéressants, et c'est lui-même qui, en 1740, rédigeait ses propres instructions (1).

La Cour de Versailles recueillait en outre les renseignements émanant d'un grand nombre d'agents secrets. Les Jacobites résidant en France étaient toujours empressés à lui offrir leurs services, et le principal agent du Prétendant, O'Brien, adressait au ministère français des billets réguliers. Il ne paraît pas qu'on ait attaché grande importance à ces renseignements trop partiaux. Plus intéressantes étaient les « nouvelles d'Angleterre » anonymes (2), qui accompagnent en particulier la correspondance de Chavigny. Mais le plus intelligent de ces agents officieux est Silhouette, le futur contrôleur général. Son père l'avait conduit à Londres en 1731 ; il commença dès lors à envoyer en France des « réflexions sur les affaires publiques » (3). Nous le retrouvons à Londres en 1734 (4). Il s'y établissait enfin en 1739, sous le prétexte de négocier des achats de tabac, mais, en réalité, chargé, sur la recommandation de Chavigny, d'observer la situation économique et les préparatifs militaires des Anglais. Il correspondait alors avec Amelot et Maurepas, et, après la mort de Cambis, ses lettres devinrent même la principale source d'informations du ministère. Mais Bussy, à son arrivée, s'appliqua par tous les moyens à se débarasser de ce témoin

(1) Cf. en particulier : *Portraits des Ministres Etrangers qui sont à la Cour de Londres*, 29 *novembre* 1744, A. E. Mém. et Doc. Angleterre, 8, f. 284.

(2) Beaucoup d'entre elles sont l'œuvre de Féret de Beaufort.

(3) Fleury à Chammorel, chargé d'affaires, 8 juillet 1731, A. E. corr. Angl.., 375, f. 187

(4) Silhouette à Fleury, 1er janvier 1734, A. E. id., 383, f. 5 ; 21 avril, 385, f. 235 ; à Chauvelin, 2 mai, 391, f. 89.

gênant (1). Par la finesse et la netteté de leurs vues ses mémoires sont vraiment dignes d'intérêt.

De nombreux extraits des journaux et des pamphlets, les comptes rendus parlementaires, dont nous parlerons plus loin, font enfin de la correspondance d'Angleterre, une source de premier ordre pour l'étude des affaires anglaises à ce moment.

Elle nous apporte d'autre part des renseignements précieux sur les vues, les hésitations et les décisions de la Cour de France ; mais il faut la compléter par la série connexe des *Mémoires et Documents* (2). On doit ici distinguer deux sortes de mémoires. Les uns sont des travaux d'archivistes, retraçant, après coup, dans un exposé d'ensemble la suite d'une négociation ; beaucoup sont l'œuvre de l'infatiguable Le Dran. Extrêmement utiles par les vues générales qu'ils nous procurent, ces mémoires prennent quelquefois une valeur particulière lorsqu'ils utilisent ou reproduisent des documents dont il ne nous est plus possible de retrouver les originaux (3). Les autres mémoires sont contemporains des événements dont ils traitent ; ils ont souvent été écrits pour préparer les discussions du Conseil, ou encore pour l'usage particulier du Cardinal ; on voit s'y refléter les vues divergentes des différents ministres. Les uns figurent dans la série des *Mémoires et Documents* ; d'autres sont encastrés à leur date dans les volumes de la correspondance. Tout un groupe de ces documents permet de suivre le développement de la crise qui aboutit à la conclusion du traité de Vienne en 1731 ; d'autres s'échelonnent aux dates importantes qui marquent la suite de la guerre de Pologne ; d'autres encore, aux approches du traité de Vienne en 1738, discutent l'orientation que doit prendre la politique française. Il est en général difficile d'en déterminer les auteurs. L'inventaire des ar-

(1) D'Argenson, *Mém.*, t. II., p. 362, faisait alors (1739) son éloge Plus tard cependant il le jugeait un pédant, qui « paraît savant, l'étant peu ». (1750, t. VI, pp. 137 et 237. — Waldegrave à Newcastle, 29 janvier 1740, B. M., 32802, f. 14. — Newcastle à Harrington 19 septembre, R. O. St. papers Dom. Geo. II, 52, f. 48.

(2) A. E. Mém. et Doc. France, vol. 418, 445 et 446, 457 et 458, 462, 493 et 494, 501 à 505, 1288 et 1289, 1990 à 1994, 1302 et 1310. — Mém. et Doc. Angleterre, vol. 8, 33 à 40 et 75 à 93. — Mém. et Doc. Hollande, vol. 27 et 140.

(3) Tel est le cas en particulier pour les négociations de La Haye en 1734-35 ; les lettres de Fleury et de H. Walpole ne paraissent pas avoir été conservées aux archives des Affaires étrangères. Quelques-unes d'entre elles existent au Record Office.

chives les attribue souvent au premier commis Pecquet, sans qu'il soit toujours possible d'en apercevoir la raison.

Mais, fort heureusement, presque tous ces mémoires nous ont été transmis à l'état de minutes. Sur leurs pages, et il en est de même pour beaucoup des lettres de la correspondance, apparaissent ainsi d'abord les modifications introduites par Pecquet (1), puis celles inscrites par le Garde des Sceaux, enfin, en certains cas, celles du Cardinal lui-même. On rencontre si fréquemment l'écriture, par malheur presque indéchiffrable, de Chauvelin, qu'il est relativement facile de discerner ses vues propres. Il n'en est pas de même de Fleury, beaucoup plus silencieux. Mais outre les notes autographes du Cardinal, nous disposons encore de documents écrits par son secrétaire particulier, Duparc, qui peuvent être considérés comme émanant directement du Premier Ministre. Il faut ajouter enfin que, dans le Conseil, Fleury aimait à opposer aux avis de Chauvelin ceux du duc d'Antin (2) ; celui-ci est l'auteur d'un certain nombre de mémoires, qui, pour ce motif, ont un grand intérêt. Quant aux lettres échangées entre Fleury et Horace Walpole, beaucoup d'entre elles nous ont été conservées dans les volumes de la correspondance ; mais les confidences dont elles sont remplies servent à dissimuler des calculs si complexes, qu'on ne saurait, croyons-nous, s'en servir utilement pour découvrir les divergences d'opinion qui existaient réellement entre les Ministres Français.

Les papiers de Chauvelin

Nous aurions bien voulu pouvoir éclairer cette partie de notre sujet en retrouvant les papiers que, bien certainement, le Garde des Sceaux avait dû conserver par devers lui. On sait que, dès le jour de sa disgrâce, Fleury se mit à leur poursuite ; il ne put jamais les saisir ; nous avons échoué comme lui (3).

(1) Antoine Pecquet 1704-1762, fut jusqu'en octobre 1740 premier commis au département des Affaires étrangères.

(2) Louis Antoine de Montespan duc d'Antin, 1665-1736. Bien qu'il ait été regardé par les contemporains comme l'un des partisans du Garde des Sceaux, ses mémoires montrent que, dans les dernières années de sa vie, il approuvait la politique du cardinal.

(3) Lorsque Maurepas vint annoncer à Chauvelin sa disgrâce, il lui demanda « qu'il séparât les papiers qui pouvaient lui appartenir », Chauvelin répondit « qu'il n'avait nuls papiers qu'il voulût conserver, que tout était au Roi ». (Luynes, t. I. p. 159). — Cependant, lorsqu'en 1738 on enleva à Pajot et Rouillé la ferme des postes et en 1740, lors de l'arrestation de Pecquet, nnous retrouvons Fleury à la recherche des papiers de Chauvelin. (Luynes, t. II, p. 160.)

La descendance directe du Garde des Sceaux est actuellement représentée par les trois familles dans lesquelles il avait marié ses filles (1). Mais mademoiselle de Ganay, le marquis de la Suze et le duc de Doudeauville, qui ont eu l'obligeance de m'aider dans mes recherches, n'ont en leur possession aucun document qui provienne de lui.

La branche à laquelle appartient le marquis Claude François de Chauvelin, figure bien connue de la Cour de Louis XV, n'était rattachée que par un lien éloigné à celle du Garde des Sceaux (2). Nous avons voulu cependant étendre à elle notre enquête. Le dernier marquis de Chauvelin, Bernard François, fils du précédent, est mort sans postérité à Grosbois (Côte d'Or) en 1832 ; il ne semble pas que les Archives de la Côte d'Or possèdent aucun de ses papiers. De ses deux sœurs, l'aînée avait épousé, en 1778, le vicomte d'Imécourt ; la cadette, en 1787, Charles Esprit de la Bourdonnaye marquis de Blossac. Le marquis d'Imécourt a bien voulu nous ouvrir l'accès de ses riches archives de Louppy-sur-Loison, qui, malheureusement, ont gravement souffert du vandalisme allemand. Elles contiennent un grand nombre de documents de haute valeur provenant du marquis de Chauvelin ; mais nous n'y avons découvert aucune trace des papiers du Garde des Sceaux. Le marquis de la Bourdonnaye nous a informés qu'ils ne se trouvaient point au Château de la Bourdonnaye, et le comte Roger de la Bourdonnaye a eu l'obligeance de les rechercher pour nous dans les archives du Château de Blossac. Celles-ci ne contiennent également que des papiers intéressant le marquis de Chauvelin (3). Il est donc peu probable que ceux du Garde des Sceaux existent encore aujourd'hui. Mais les documents conservés au Ministère des Affaires Étrangères nous permettent du moins de nous faire une idée assez nette de son activité, surtout lorsqu'on les rapproche des documents de source anglaise, dont il nous faut maintenant parler.

(1) Son fils unique, Charles Louis (1718-1750), était mort, avant lui, sans laisser de postérité. — Sa fille aînée, Anne Espérance avait épousé Louis des Acres, Comte de l'Aigle. — La cadette, Anne-Madeleine avait épousé Louis-Michel Chamillart, Comte de la Suze. — La troisième, Anne-Sabine-Rosalie avait épousé Jean-François, Vicomte de la Rochefoucauld.

(2) Toutes deux descendent de Toussaint Chauvelin, procureur général de Catherine de Médicis.

(3) Le nom de Chauvelin s'est conservé jusqu'à nos jours dans la famille de Beauregard ; mais il ressort d'une question posée jadis dans l'*Intermédiaire des Chercheurs et des Curieux* (tome XX, p. 353, 411 et 429) que cette famille ne possède aucun papier concernant notre sujet.

British Museum.

Ce n'est pas au Record Office que se trouve la partie la plus importante de la correspondance de lord Waldegrave, ambassadeur d'Angleterre à la Cour de Versailles. Pour des années entières la série « France » des *State Papers Foreign* ne contient que les petites lettres qu'écrivaient l'ambassadeur et son secrétaire Thompson, au sujet d'affaires privées. Pour toute notre période le Record Office ne possède généralement que les dépêches officielles de Waldegrave, et non les lettres « particulières » ou « secrètes » dont il les accompagnait. Celles-ci nous sont heureusement accessibles dans la collection des *Newcastle papers*, au British Museum.

La série « diplomatique » de ces papiers forme, de 1731 à 1742, une suite de 36 volumes (1). Nous y trouvons rassemblés, non seulement l'ensemble de la correspondance échangée avec lord Waldegrave, mais aussi la plus grande partie de celle de B. Keene, ministre d'Angleterre en Espagne (2), et un grand nombre de lettres échangées avec les représentants de l'Angleterre à La Haye et à Turin. D'ailleurs le duc de Newcastle avait coutume d'envoyer souvent à Waldegrave et à Keene copie des lettres écrites par les autres diplomates anglais, et des ordres qui leur avaient été donnés, aussi bien par son collègue lord Harrington que par lui-même. Pour toutes les affaires importantes nous trouvons ainsi des fragments de la correspondance de Th. Robinson, ministre d'Angleterre à Vienne (3).

Mais le plus grand intérêt de ces volumes vient peut-être de ce qu'ils nous apportent aussi l'écho des discussions qui se produisaient en Angleterre même, au sein du Cabinet. Le duc de Newcastle, en effet, écrivait infatiguablement à ceux de ses collègues qui se trouvaient momentanément absents de la capitale. On a déjà tiré partie de sa correspondance avec le Chancelier Hardwicke, que la présence de *Hardwicke Papers* à côté des *Newcastle Papers* au B. Museum nous permet d'embrasser toute entière. Nous avons pu de même utiliser celle qui nous raconte ses rapports orageux avec H. Walpole, et les longues épîtres qu'il adressait à Robert

(1) *Add. mss*, vol., 32767 à 32802.

(2) Les *Newcastle Papers* contiennent les dépêches de Newcastle à Keene pour toute notre période, et, à partir de 1737, époque où les rapports se tendent entre les deux pays, ils contiennent également les réponses de Keene.

(3) L'ensemble de la correspondance de Th. Robinson, qui devint ensuite Lord Grantham, se trouve d'ailleurs également au B. M. dans la collection des *Grantham Papers* (23780-23878).

Walpole lorsque celui-ci se reposait dans son château de Houghton, avec les réponses brèves et décidées du Premier Ministre.

Il est ainsi possible de voir, dans une seule série chronologique, se développer l'activité diplomatique de l'Angleterre, et ceci est d'autant plus utile que les archives anglaises ne contiennent aucune série correspondant à celle des *Mémoires et Documents* du Quai d'Orsay. Il semble que le Cabinet britannique ne sentît point la nécessité de faire dresser le tableau d'ensemble d'une négociation ou d'une crise diplomatique. Il arrivait néanmoins que le duc de Newcastle en éprouvât parfois le besoin, et, dans une autre partie de ses papiers, nous retrouvons quelques résumés établis à son usage par son secrétaire Delafaye (1).

La série des Papiers de Newcastle qui concerne les affaires intérieures n'est guère moins riche que la précédente (2). Nous y assistons également à des discussions très curieuses entre les membres du Cabinet. Par les innombrables lettres que Newcastle échangeait avec ses agents électoraux nous voyons d'autre part comment s'exerçait son patronage et nous pouvons suivre l'effet des événements politiques dans le pays. La correspondance du duc avec la duchesse de Newcastle et les autres membres de sa famille nous permet enfin de connaître dans sa vie journalière les préoccupations du Secrétaire d'État (3).

Au British Museum sont également déposés les manuscrits utilisés par Coxe pour l'ensemble de son œuvre. Bien que l'historien en ait extrait tous ceux qui lui semblaient dignes de l'impression, il est encore utile de consulter la collection qu'il avait patiemment assemblée (4).

Les archives de Houghton.

Au nombre des archives privées que Coxe avait eu le privilège d'explorer, celles de *Houghton Hall*, le magnifique château que Robert Walpole avait construit en Norfolk, avaient pour nous un intérêt particulier. Michaël en avait déjà signalé

(1) *Add. mss.* 33006 et 33007. Exposé des négociations qui ont eu lieu pendant la guerre de Pologne et après la mort de l'Empereur. Il ne s'agit pas ici d'une rédaction de style, mais d'un simple résumé des principales dépêches diplomatiques établi par ordre chronologique.

(2) *Add. mss*, 32687 à 32699. — Les vol., 33.033 et 33.034 contiennent en outre des documents concernant les travaux parlementaires.

(3) *Add. mss*, 33064, 33065 et 33073.

(4) Voir en particulier *Add. mss.* 9130, 9166 à 9171. Cf. *infra*, p. 19.

l'importance (1). Le marquis de Cholmondeley, descendant direct du Premier Ministre, a bien voulu nous autoriser à venir les consulter (2). Dans son état actuel cette collection n'a malheureusement été l'objet que d'un classement partiel et sommaire (3). Nous y avons relevé des listes de membres du Parlement écrites par R. Walpole, et qui sont probablement les pronostics qu'il dressait avant les votes des Communes, un grand nombre de statistiques et d'études sur le fonctionnement des douanes et de l'accise, montrant avec quel soin Walpole avait préparé son projet de réforme fiscale, des renseignements sur les Jacobites, quelques pamphlets et surtout une collection volumineuse de lettres particulières. Dans le nombre il y a quelques lettres politiques et des lettres de famille, mais surtout des demandes d'emploi accompagnées de billets de recommandation. Somme toute il est clair que nous ne disposons plus que d'une faible partie des papiers du Premier-Ministre. Cette constatation d'ailleurs n'a rien qui doive nous surprendre ; on sait qu'au moment de quitter le Ministère, Walpole brûla un grand nombre de documents qui l'auraient exposé aux poursuites de ses ennemis. Une anecdote digne de foi nous le montre surpris par un visiteur entre deux caisses de papiers qu'il s'apprêtait à détruire, et lui déclarant : « Dans l'une il y a quelques têtes, et dans l'autre quelques fortunes » (4). Un point cependant reste obscur. Cinquante ans plus tard le fils de Walpole communiquait à Coxe quelques documents importants que celui-ci a publiés, et, en particulier, les notes prises par son père pour ses discours parlementaires. Nous ne les avons point retrouvés. Il ne nous paraît pas néanmoins qu'on puisse contester leur authenticité. Peut-être ont-ils été à cette époque séparés du reste des archives tombées dans l'abandon, et subsistent-ils dans quelque autre partie du château où il ne nous a pas été possible de les atteindre. Mais, même en ce cas, il serait encore probable que la demeure de Walpole

(1) Dans la préface de son second volume Michaël nous raconte sa découverte, réservant aux volumes suivants de nous dire le résultat de son enquête. Cf. *infra*, p. 23.

(2) La fille de Walpole avait épousé le Comte de Cholmondeley. Le titre de Comte d'Orford, à la mort du dernier fils du Ministre (Horace Walpole l'écrivain), a passé dans la famille de son frère l'ambassadeur, premier baron Walpole. Sur le château d'Houghton voir J.-H. Broome, *Haughton and the Walpole*, 1865.

(3) Elles sont contenues dans deux salles. Dans l'une il n'y a pas encore de classement, dans l'autre les papiers sont provisoirement répartis en 73 paquets.

(4) *Walpoliana* par Ph. Yorke, 2e Comte d'Hardwicke, page 8.

ne renferme plus de documents qui aient un grand intérêt pour son histoire, en dehors de ceux que Coxe nous a transmis (1).

Public Record Office.

Dans la collection des *State Papers Foreign*, les trente volumes qui constituent la série « France, correspondance générale », de 1731 à la déclaration de guerre en 1744, restent, malgré les lacunes que nous avons signalées, une source de haute valeur (2). Lord Waldegrave, ambassadeur d'Angleterre, est un observateur attentif et subtil. Mais, lorsqu'en 1740 la maladie l'oblige à quitter la France, la correspondance perd presque tout son intérêt. On est surpris que, dans un moment si grave, le Cabinet britannique se soit contenté des maigres renseignements que lui apportait le chargé d'affaires Thompson.

La série parallèle des *State Papers Domestic, General, George II* est composée de liasses, qui, pour notre période, vont du n° 17 au n° 58 (3). Il en existe un catalogue manuscrit détaillé, d'autant plus utile, qu'à vrai dire cette collection ne forme aucun ensemble méthodique. Des documents de valeur très inégale et de sujets très divers y voisinent ; elle paraît être en quelque sorte le reliquat des autres séries de *State Papers Domestic*, qui sont au contraire nettement délimitées. Parmi celles-ci deux nous ont paru d'un intérêt particulier. La première intitulée *Entry Books* comprend, à côté des volumes où l'on gardait copie des lettres écrites par les Secrétaires d'État (4), ceux qui, sous le titre de *Regencies* (5), concernent l'activité du Conseil de Régence, gouvernant le royaume pendant que Georges II en 1740

(1) Les papiers d'Horace Walpole sont aujourd'hui en la possession du comte d'Orford. Nous n'avons pas pu les consulter. Mais Coxe paraît ici avoir épuisé le terrain ; car, en dehors des lettres qu'il a reproduites dans son ouvrage sur Robert Walpole, il leur a consacré deux volumes spéciaux. De plus les archives publiques renferment un nombre considérable de lettres de l'ambassadeur, et il ne semble pas qu'aucune obscurité subsiste sur le rôle qu'il a joué.

(2) R. O., State Papers Foreign, France, vol. 199 à 229.— Les autres séries, qui, avec celle de la correspondance générale, complètent le groupe qui concerne la France, n'ont qu'une très minime importance. On en trouvera l'énumération dans la préface de l'ouvrage de Dureng, *Le Duc de Bourbon et l'Angleterre*. Seule la série *Foreign Ministers in England*, (vol. 6 et 7) apporte quelques renseignements curieux.

(3) R. O., St. Pap. Domestic Geo. II ; 17 à 58.

(4) R. O., St. Pap. Dom. Entry Books, (Secretaries Letter books), vol. 128 à 132.

(5) R. O., St. Pap. Dom Entry Books, vols 297 à 303.

et 1741 séjournait dans son électorat (1). Cette collection renferme donc les pouvoirs des *Lords Justices*, les procès-verbaux de leurs Conseils et la correspondance rédigée en leur nom par deux des employés du duc de Newcastle, Couraud et Stone, nommés à cette occasion « Secrétaires des *Lords Justices* ».

Le mot de *Regencies* sert encore à désigner d'autres volumes, qui ne font point partie des *Entry Books*, mais forment à eux seuls une série indépendante des *State Papers Domestic* (2). Celle-ci contient les lettres échangées entre celui des membres du Ministère qui accompagne le Roi à Hanovre (Horace Walpole en 1736 ; Lord Harrington en 1735, 1740 et 1741), et le duc de Newcastle. Elles sont intéressantes à deux points de vue.

Tout d'abord, les décisions importantes ne sont pas prises en réalité par le Conseil des *Lords Justices* tout entier, mais par un Conseil intérieur, officieux, de quatre membres, qui est en fait l'organe directeur du gouvernement. C'est lui seul que le Roi consulte, et ce ne sont point les secrétaires des *Lords Justices*, mais c'est le duc de Newcastle lui-même qui transmet ses réponses. Comme les absences du Roi se produisent aux moments où l'Angleterre doit faire face aux plus graves éventualités, il est spécialement utile d'avoir recours à cette série de documents. Ils nous permettent encore de préciser les difficultés que la politique hanovrienne du souverain occasionne alors à ses ministres. Ils suppléent en partie aux informations qu'il ne nous a pas été possible d'aller rechercher à ce sujet dans les archives du Hanovre. Il est d'ailleurs probable que l'histoire du professeur Michaël, viendra combler cette lacune (3).

En outre chacun des secrétaires d'État a l'habitude d'envoyer à son correspondant la copie des lettres émanant des

(1) Durant ses absences antérieures la régence était exercée par la Reine Caroline. Après sa mort, Georges II, ne voulant point laisser le gouvernement aux mains du Prince de Galles, en remit l'exercice aux membres du Cabinet, qui, en cette qualité, reçurent la qualification de « Lords Justices ». Voir Turner : *The Lords Justices of England*, *E. H. R.*, 1914, t. XXIX, pp. 453-476.

(2) R. O. St. Pap. Dom. Regencies, vol. 15 à 30 (correspondance du Hanovre), et 86 à 109 (correspondance de Whitehall).

(3) A la tête de la chancellerie hanovrienne en Angleterre se trouvait, pendant les premières années que nous étudions, Philippe Hattorf. Il avait une grande influence sur les Souverains. Cf. *infra*, p. 82. — Il est probable que celle de Philippe de Münchhausen, qui lui succéda en 1740, ne fut pas moindre, d'autant plus qu'elle s'exerçait en accord avec celle de son frère G. A. de Münchhausen, le principal membre du conseil de régence qui gouvernait l'électorat. Cf. *Allgemeine Deutsche Biogr.*, t. XXII, pp. 730-731.

ministres anglais dans les diverses Cours, qui lui sont parvenues dans l'intervalle de ses lettres hebdomadaires. Ainsi, comme les *Newcastle Papers* ces volumes nous offrent un tableau d'ensemble de la politique anglaise.

Deux autres séries des papiers du Record Office sont facilement accessibles, parce qu'elles ont été analysées dans les volumes déjà publiés des *Calendars*. L'une intéresse les origines de la guerre d'Espagne (1) ; l'autre concerne les papiers de la Trésorerie, et la période que nous étudions coïncide heureusement avec celle où l'analyse des *Calendars*, auparavant très sommaire et réduite, s'étend désormais à toute l'activité de ce département (2).

II

DOCUMENTS IMPRIMÉS

Il y a fort à glaner dans les publications de *la Commission Royale des Manuscrits Historiques* (3). D'un intérêt particulier sont les papiers *d'Edouard Weston* (4), sous-secrétaire d'État dans le département de lord Harrington, et les réflexions du *Speaker Onslow* (5) sur les principaux parlementaires de son temps. Les *Buckingham MSS* (6) contiennent la correspondance d'Horace Walpole avec le secrétaire d'ambassade à La Haye, Trevor. Les *Carlisle MSS* (7) sont instructifs pour la vie politique dans le nord de l'Angleterre et pour les débats du Parlement.

La Commission Royale a d'autre part entrepris d'éditer le journal de Lord Percival, premier comte d'Egmont (8).

(1) *Acts of the Privy Council of England, Colonial series. America and West Indies*, t. III, 1720-1745.

(2) W. A. Shaw, *Calendars of the Treasury Books and Papers*. 1729-1741, 4 vol.

(3) On en trouvera le catalogue dans le 18e rapport (1917-in 8o). Celui-ci dans son appendice II dresse également la liste des manuscrits intéressant l'histoire diplomatique anglaise de 1509 à 1783, publiés par la Commission Royale *ou conservés au B. Museum.*

(4) Rapport X. app. 1.

(5) Rapport XIV, app. 9.

(6) Rapport XIV, app. 9.

(7) Rapport XV, app. 6. — Signalons encore les *Hodgkin mss*, (XV, 2). — les *Lonsdale mss*, (XIII, 7). — Les *Kelton mss*, (XII, 9). — les *Kenyon mss* (XIV, 4).

(8) *Diary of Viscount Percival first earl of Egmont.*, tome I, 1920 ; t. II, 1923. Grâce à l'obligeance de M. Stamp, secrétaire du Public Record Office, nous avons pu lire en épreuves le dernier volume.

Ce journal, qui s'étend de 1730 à 1743, n'a sans doute aucune valeur littéraire. Il ne donne même pas une haute idée de la perspicacité de son auteur ; mais le comte d'Egmont est, au premier chef, un témoin honnête et consciencieux. Il écrit pour lui-même ou pour sa famille, nullement pour le public ; il note simplement chaque soir les nouvelles et les propos qu'il a pu recueillir. Membre du Parlement jusqu'en 1734, il prend des notes détaillées aux séances des Communes. Ses relations avec les Walpole, qui le traitent fort mal, sont caractéristiques de leurs méthodes. Retiré dès lors de la vie politique, consacrant presque tous ses efforts au développement de la nouvelle colonie de la Géorgie, il n'en continue pas moins à suivre de près les événements ; et, lorsqu'en 1741 son fils est désigné pour représenter la cité de Westminster, les grands premiers rôles de la bataille parlementaire viennent de nouveau le consulter; si bien qu'il peut nous apporter des renseignements de premier ordre sur la crise finale du ministère Walpole.

Le témoignage d'Egmont vient ainsi compléter celui des deux écrivains auxquels tous les historiens de ce temps ont demandé la plupart de leurs informations. Lord Hervey (1) et Horace Walpole (2) sont tous deux merveilleusement renseignés sur les dessous de la vie politique ; mais ces observateurs ironiques, rancuniers et toujours préoccupés d'eux-mêmes, offrent peu de garantie d'impartialité. Il est utile de pouvoir confronter leurs dires avec les propos de l'honnête lord irlandais.

Les correspondances de ce temps les plus célèbres sont, avec celle d'Horace Walpole, celles de lord Chesterfield (3), de la comtesse de Suffolk (4), de lady Sundon (5) et de lady

(1) Lord Hervey *Memoirs of the reign of George the Second*, 2 vol. éd. 1848. Il est à remarquer que ces mémoires passent très rapidement sur la période de 1730 à 1733, et qu'ils s'arrêtent d'autre part en 1737. Les années où ils nous font défaut sont donc précisément celles pour lesquelles le comte d'Egmont nous donne le plus de renseignements.

(2) H. Walpole, *Memoirs of the reign of King George II* (éd. de Lord Holland) 3 vol. 1846. — *Reminiscences*, éd. 1819. — *Walpoliana* éd. 1819. — Cf. surtout : H. Walpole. *Letters* (éd. Greenwood), tome Ier, 1903. — L'ouvrage français du Vicomte de Ludre Frolois, *Dix années de la Cour de Georges II*, (1727-1737), 1860, est un simple abrégé d'Hervey.

(3) *The letters of Philip. Dormer Stanhope, earl of Chesterfield* (éd. John Bradshaw) 3 vol. 1892. — Pour ses lettres à Lyttelton voir l'édition de lord Mahon, t. V, 1853.

(4) *Letters to and from Henrietta Countess of Suffolk*, tome II, 1824.

(5) *Memoirs of Lady Sundon Including letters from the most celebrated persons of her time*, t. II, 1847.

Wortley Montagu (1), celles de Pitt (2), et de Lyttelton (3), et surtout celle de lord Polwarth, comte de Marchmont (4), l'un des adversaires les plus actifs de Walpole.

Nous avons déjà signalé les nombreuses lettres concernant le chancelier Hardwicke qui ont été publiées par Yorke ; indiquons enfin le recueil d'anecdotes que le second lord Hardwicke nous a transmises sous le titre de *Walpoliana* (5).

Les mémoires français qui intéressent notre période sont trop connus pour que nous voulions y insister. Ceux du duc de Luynes, du marquis d'Argenson, de Barbier et du président Hénault nous ont rendu le plus de services (6), et nous avons également mis à profit l'édition que P. Fould a donnée des « Anecdotes de la Cour de Perse » (7).

La connaissance du personnel des agents diplomatiques est aujourd'hui facilitée par les listes, encore incomplètes, qu'on est en train d'en publier (8).

Pour suivre les péripéties de la bataille politique qui se livrait autour de Robert Walpole, on doit rechercher aussi

(1) *The Letters and Works of Lady Wortley Montagu*, éd. 1893.

(2) *Correspondance of W. Pitt, earl of Chatham*, t. I, 1838.

(3) *Memoirs and Correspondance of lord Lyttelton from* 1734 *to*, 1773, par Robert Phillimore, tome I, 1845. — *The Works of George lord Lyttelton* 2e ed. 1775.

(4) *Papers of the earls of Marchmont*, 3 vol., 1831.

(5) Ph. Yorke 2d earl of Hardwicke *Walpoliana*, 1783. Voir également : *Anecdotes, observations and characters of books and men, collected by the Reverend J. Spence*, 1820. — *Memoirs of the late sir John Barnard*, 1776. — R. Glover *Memoirs of a celebrated... Character*, 1813. — W. King *Political and Literary Anecdotes of his own Time* 1818.

(6) *Mémoires du duc de Luynes* (éd. Dussieux et Soulié, t. Ier, II et III, 1860). — *Mémoires du marquis d'Argenson* (éd. Rathery, 9 vol., 1859-67). — *Journal de Barbier* (éd. de la Villegille, 1847-49). — *Mémoires du Président Hénault* (éd. Rousseau, 1911). — Il faut consulter aussi : le *Journal de Mathieu Marais* (1715-1737 (éd. de Lescure, 4 vol., 1863-68).— Les *Mémoires de Villars* (éd. de Vogué, 1884-1904) ; *de Noailles* (éd. Michaud-Poujoulat, 1836). — Le *Journal inédit du duc de Croy* (éd. Crouchy et Cottier ,tome Ier, 1906). — Les *Mémoires authentiques du Maréchal de Richelieu*, 1725-1757 (éd. A. de Boislisle, 1918). — Les *Mémoires et lettres du Cardinal de Bernis* (éd. F. Masson, 1878). — Le *Précis du règne de Louis XV* de Voltaire (éd. Fallex, 1893).

(7) F. V. Toussaint *Anecdotes curieuses de la Cour de France* (éd. Fould), 1908

(8) L. G. Wickham Legg *List of Diplomatic Representatives and Agents, England and France*, 1689-1763, 1909. — J.-F. Chance *List of English Diplomatic Representatives and Agents in Denmark, Sweden and Russia, and of those Countries in England*, 1689-1762, 1913.

les caricatures, les innombrables ballades, journaux, pamphlets, qui se répandaient dans le pays, en même temps que les discours prononcés au Parlement. Mais, pour nous orienter dans cette littérature très abondante, il est indispensable d'avoir recours aux magazines, qui en reproduisent les parties principales. Le *Gentleman Magazine*, en 1731, le *London Magazine*, l'année suivante, commencent à publier chaque mois de larges extraits de la presse périodique. Le *Political State of Great Britain*, qui les avait précédés et qui paraît jusqu'en 1740, fait une moindre place aux journaux, mais imprime par contre un grand nombre de pamphlets et donne aussi beaucoup de nouvelles originales. Tous trois nous fournissent enfin des compte-rendus des débats parlementaires (1).

Quelques-unes des caricatures de l'époque eurent une grande célébrité. Les Archives des Affaires Etrangères en conservent des exemplaires et les accompagnent de notices explicatives indispensables pour en saisir les détails souvent compliqués (2).

La ballade, bien que déjà sur son déclin, constituait encore à ce moment, une arme politique efficace. Le recueil de Milton Percival (3) rassemble celles qui intéressent le ministère de Walpole. L'introduction que cet auteur a placée en tête de son volume contient en outre une étude très documentée des divers moyens de propagande dont disposaient alors les partis politiques. Il faut rapprocher les détails qu'elle renferme sur la presse de ceux qui nous sont donnés dans l'ouvrage de D. H. Stevens (4).

En 1726, la fondation du *Craftsman*, qui, sous le patronage de Bolingbroke et de Pulteney, groupait les meilleures têtes de l'opposition, avait ranimé la presse auparavant languissante. On ne peut aujourd'hui déterminer la part qui revient à ses divers rédacteurs (5). Tandis que les principaux articles de Bolingbroke ont été réimprimés sous son nom, il est difficile au contraire d'identifier ceux qui proviennent de Pulteney et même de se faire une opinion précise sur l'impor-

(1) *L'Historical Register* cessa de paraître au début de notre période.

(2) On trouvera les portraits des principaux personnages de ce temps dans C. R. Fletcher *Historical Portraits*, 1919.

(3) Milton Percival *Political ballads illustrating the administration of Sir Robert Walpole*, 1916.

(4) D. H. Stevens *Party politics and English Journalism*, 1702-1742, 1917.

(5) W. Sichel l'a tenté, (*Bolingbroke and his time*, t. II, pp. 248 et suiv.).

tance de sa collaboration. Toujours est-il que le groupe des écrivains qui se cachaient tour à tour sous le pseudonyme de « Caleb d'Anvers » mena toute l'offensive contre Walpole jusqu'aux élections de 1734. Celui-ci, pour se défendre, avait répandu la manne des fonds secrets sur un grand nombre de journalistes ; mais aucun d'eux n'était de taille à tenir tête au *Craftsman*. Francis Osborne remplissait le *London Journal* d'interminables dissertations morales et juridiques, vrais radotages de vieilles femmes, au dire de ses adversaires, qui ne le désignaient plus autrement que par le sobriquet de « la mère Osborne ». De plus de valeur était Francis Walsingham, le rédacteur du *Free Briton*, qui ne tarda pas à devenir le meilleur champion du ministre. Aussi est-ce à lui qu'en 1735 Walpole confia la direction du *Daily Gazetteer*, lorsque, prenant le parti de concentrer ses efforts, il voulut remplacer par ce nouveau journal les autres feuilles ministérielles. Walsingham mourut l'année suivante ; mais, avec son successeur Freeman, le *Gazetteer* conserva son importance. Dans le camp des opposants la défaite électorale de 1734 avait semé le découragement, et le *Craftsman* en subit aussi l'atteinte. Caleb d'Anvers continua ses attaques ; mais ceux qui empruntaient son nom n'étaient manifestement plus les mêmes. En 1737 Chesterfield, qui songeait dès lors à se tailler une place à part, lança le *Common Sense* ; et celui-ci, sans jamais acquérir l'importance que le *Craftsman* possédait, lorsque tout l'état-major des opposants travaillait à son succès, n'en devint pas moins le plus avisé et le plus dangereux des journaux de l'opposition (1).

Le pamphlet politique, qui au temps de la reine Anne avait connu des succès si mémorables, continue sa brillante carrière durant le ministère de Walpole. Au dire de lord Hervey cette dernière période serait même « le siècle d'Auguste de l'art des pamphlets » (2). Il semble du moins qu'ils aient exercé une influence plus grande que celle des journaux. La Bibliothèque Nationale, comme le British Museum, en conserve un nombre considérable. Beaucoup d'entre eux d'ailleurs n'ont plus aucun intérêt ; mais il paraît assez aisé de discerner ceux dont l'action n'a pas été négligable (3). L'efflorescence des pamphlets suit, en effet, des règles uniformes. On voit tout d'abord se répandre dans le public quelque écrit dont l'auteur occupe évidemment le premier

(1) Citons encore le *Fog's Journal*, organe assez influent des opposants.

(2) Hervey *Memoirs*, t. I, p. 305.

(3) Nous en indiquons les titres au cours de notre exposé.

rang de la scène parlementaire. Une réplique, émanant de quelque personnage non moins considérable, ne tarde pas à le suivre. Et dès lors les thèmes développés de part et d'autre se reproduisent et se répercutent dans une multitude de « tracts » dont beaucoup n'ont guère de valeur. Il est rare qu'en se prolongeant le débat s'enrichisse d'arguments nouveaux. Mais ces passes d'armes répétées ont un autre intérêt pour nous. Tous ces pamphlets sont anonymes, et ce n'est que dans les réponses qu'ils provoquent que l'on découvre, désigné le plus souvent par quelque allusion, leurs auteurs. Bolingbroke, Chesterfield et Pulteney sont les plus notables écrivains du côté des opposants. Horace Walpole, sir William Yonge, lord Hervey et l'évêque de Salisbury leur répondent; et, en quelques occasions, Robert Walpole prend lui-même la plume (1). Malgré la violence et la partialité des polémiques ces écrits contiennent donc un grand nombre de renseignements du plus haut prix. Pour nous, ils sont d'autant plus utiles qu'il nous est difficile de connaître avec exactitude les discours que ces mêmes hommes politiques ont prononcé dans les séances du Parlement.

Nous rencontrions pour reconstituer les débats parlementaires les difficultés que M. Mantoux avait exposées (2); c'est même principalement sur la période qui nous intéresse qu'avait porté son enquête. Nos recherches ont confirmé la régle qu'il avait énoncée. On ne trouve rien dans les collections de Chandler et de Timberland qui n'ait été reproduit dans la *Parliamentary History* (3). C'est en définitive aux compte-rendus des magazines que la *Parliamentary History* a emprunté son texte, soit directement, soit par l'intermédiaire des collections antérieures. Pour la période de Walpole la plupart des débats proviennent du *London* et du *Gentleman Magazine*. M. Mantoux a précisé les con-

(1) *Observations on the Treaty... concluded at Séville on the* 9th *of November* 1729, 1777, — *A letter from a M. P. to his friends in the country concerning the duties on wine and tobacco,* 1733. — *Some general considerations concerning the alteration and improvement of public revenues,* 1733. — *Some considerations concerning the public funds...,* 1735.

(2) P. Mantoux *Notes sur les comptes rendus des séances du Parlement Anglais* au *XVIII*e *siècle*, 1906

(3) Chandler *History and Proceedings of the House of Commons from the Restoration to the present time,* t. VII à XIV, 1742-1744. — Timberland *History of the Proceedings of the House of Lords from the Restoration of* 1660 *to the present time,* t. IV à VII, 1742-1743. — *The Parliamentary History of England,* t. VIII à XII, 1811.

ditions dans lesquelles ils ont été rédigés. Travaillant sur ces bases les rédacteurs de la *Parliamenlary History* ont accompli une œuvre sérieuse. Ce n'est pas sans raison qu'ils donnent leur préférence à l'un ou l'autre de ces textes, qu'ils les complètent l'un par l'autre ou qu'enfin ils les impriment parfois in extenso tous les deux. Le texte qu'ils nous fournissent, nous paraît en somme reproduire assez exactement la série des arguments que les deux partis ont mis en avant ; par contre, ils prennent beaucoup de liberté pour les distribuer entre les différents orateurs ; souvent même ils se contentent de les répartir en deux discours opposés.

Nous disposons heureusement d'autres renseignements, plus sommaires mais aussi plus exacts, sur un grand nombre de séances. La *Parliamentary History* elle-même nous fournit les *notes de Secker*, évêque d'Oxford, qui met à notre disposition une analyse précise des débats de la Chambre des Lords. Nous devons à W. Coxe la publication des notes autographes que Walpole avaient écrites pour la préparation de quelques-uns de ses principaux discours. Dans les correspondances et les mémoires on peut glaner encore une multitude d'informations. Les lettres du Révérend Etough reproduites par Coxe, celles d'Horace Walpole ont été souvent exploitées ; celles de l'ambassadeur Horace au diplomate Trevor, et celles qui sont conservées dans les papiers du comte de Carlisle ne sont pas non plus négligeables (1). Les notes de lord Percival jusqu'en 1734 sont extrêmement abondantes et détaillées. Enfin les archives des Affaires Etrangères contiennent un certain nombre de comptes-rendus (2), dont M. Mantoux a montré l'intérêt, et les lettres mêmes de nos représentants donnent de nombreuses indications que nous avons eu soin de relever. C'est seulement par un travail de longue haleine que l'on pourra peu à peu rectifier ou confirmer les textes publiés dans la *Parliamentary History*.

Pour écrire l'histoire politique du XVIIIe siècle il faudrait connaître, d'autre part, le fonctionnement du mécanisme électoral dans les diverses circonscriptions. M. Basil Williams

(1) Lettres du Révérend Etough à John Orlebar contenues dans Coxe, *R. W.*, tome III. — Lettres de H. Walpole (édit. Greenwood). — Papiers de Trevor dans les *Buckingham mss* (Rapport IX, app. 9). — *Carlisle mss* (Rapport XV, app. 6).

(2) Ils ne forment malheureusement pas une série continue. Les plus instructifs concernent les années 1735, 1738 et 1740 ; par contre ils n'apportent presque pas de détails sur les débats si importants de 1739.

a trouvé dans les *Newcastle Papers* les éléments d'un article excellent sur les élections de 1734 (1). Nous avons tenté le même travail pour celles de 1741. Nous avons en outre utilisé quelques monographies qui étudient la représentation parlementaire des différents comtés anglais (2), les listes de membres du Parlement que la Chambre des Communes a fait imprimer en 1878 (3) et la monumentale histoire des comtés entreprise sous le patronage de la Reine Victoria (4).

III

TRAVAUX

Les environs de notre sujet ont été explorés déjà par des travaux qui ont facilité notre enquête. Le grand ouvrage de Mgr Baudrillart nous fournissait un exposé détaillé des rapports de la France et de l'Espagne. Le *Stanislas Leszczynski* de M. Boyé nous présentait un récit de la crise polonaise, où les documents tirés des archives de Vienne venaient compléter ceux de source française (5). D'ailleurs, pour tous les problèmes qui se rapportent à l'histoire d'Allemagne, nous disposions de nombreux travaux (6). Vandal

(1) *E. H. R.*, vol. XII, pp. 448-488.

(2) R. S. Ferguson *Cumberland and Westmorland M P's*, 1871. — G. R. Park *Parliamentary representation of Yorkshire*, 1886.. — W. P. Courtney *Parliamentary representation of Cornwall*, 1889. — W. D. Pink et A. B. Bevan *Parliamentary representation of Lancashire*, 1889. — W. R. Williams *Parliamentary representation of the principality of Wales*, 1895, et les volumes du même auteur consacrés aux comtés de *Hereford*, 1896, *Worcester*, 1897, *Gloucester*, 1898, et *Oxford*, 1899.

(3) *Names of Members returned to serve in Parliament, Part. II*, pp. 72 et suiv., 1878.

(4) *Victoria History of the Counties of England*, publiée sous la direction de A. Doubleday et M. Page.

(5) A. Baudrillart *Philippe V et la Cour de France*, t. III, IV et V, 1900. — P. Boyé *Stanislas Leszczynski et le Troisième Traité de Vienne*, 1898. — Cf. aussi : M. Huisman *La Belgique commerciale sous l'Empereur Charles VI. La Compagnie d'Ostende*, 1902. — G. B. Hertz *England and the Ostend Company, E. H. R.*, 1907, t. XXII, pp. 255-279. — Driault *Chauvelin*, dans la *Revue d'Histoire diplomatique*, 1893, t. VII, pp. 31-74. — E. Armstrong *Elizabeth Farnèse*, 1892.

(6) Arneth *Geschichte Maria Theresias*, t. Ier, 1853. — *Prinz Eugen von Savoyen*, 1858. — *Stahremberg*, 1853. — Droysen *Geschichte der preussischen politik*, vol. IV, part. II, 1870. — Ermansdorfer *Deutsche Geschichte* 1648-1740, t. II, 1893. — R. Koser *Geschichte Friedrichs des Grossen*, éd. 1912, t. Ier — C. Gruenhagen *Geschichte des ersten*

et Walizewski ont, d'autre part, étudié les événements d'Orient (1). A. W. Ward a brièvement exposé les relations de l'Angleterre et du Hanovre (2). La biographie du grand pensionnaire Slingelandt par M. Goslinga ne dépasse pas encore l'année 1727, mais viendra prochainement nous apporter les informations contenues dans les Archives de La Haye (3). Tous ces travaux, éclairant les divers aspects de la politique extérieure de la France pendant le ministère de Fleury, ne permettaient pas néanmoins d'en connaître et d'en apprécier les idées directrices, parce que ses rapports avec l'Angleterre n'avaient encore fait l'objet d'aucune étude spéciale. Une lacune existait ici, que nous nous sommes proposés de combler (4).

Pour la diplomatie comme pour l'histoire intérieure de l'Angleterre dans les années de Walpole, nous ne disposions au contraire, que d'un petit nombre de travaux (5). La raison en est simple. Un demi-siècle après la mort de Walpole, l'historien W. Coxe publiait une biographie monumentale du premier ministre (6). Pour cette vie et pour ses

schlesischen Krieges, t Ier, 1881. — Duc de Broglie *Frédéric II et Marie-Thérèse*, 2 vol., 1883. — Lavisse *Le Grand Frédéric avant l'avènement*, 1893. — Sautai *Les prétiminaires de la guerre de succession d'Autriche*, 1907. — Lodge *Great Britain and Prussia in the Eigteenth Century*, 1923.

(1) Vandal *Une ambassade en Orient sous Louis XV*, 2e éd., 1887. — *Louis XV et Elisabeth de Russie*, 4e éd., 1903. — Walizewski *L'héritage de Pierre-le-Grand* (1725-1741), 1900.

(2) A, W. Ward *Great Britain and Hanover*, 1899.

(3) A. Goslinga *Stingelandt's efforts towards european peace*, t. Ier, 1915. — P. Geyl *Willem IV en Engetand*, 1924. — *Engetsche Correspondentie van Prins Wittem IV en Prinses Anna* (1734-1743), dans les *Bijdragen en Mededeetingen van her Historisch Genootschap*, 1924. — Cf. *Recueit des Instructions... Hollande* (par Bourgeois et André), t. II, 1924. Nous avons bien entendu utilisé les différents volumes du *Recueit des Instructions*.

(4) La seule biographie de Fleury est celle de Verlaque : *Histoire du cardinat de Fleury*, 1878. Elle utilise la biographie manuscrite de Ranchon (Bibl. Nat. Nouv. acq. fr. 21795-21797). Les papiers de Fleury conservés à la B. N. (*id.* 22405-22407) n'ont que peu d'intérêt.

(5) L'ouvrage de J.-D. Dupuy-Demportes *Histoire du Ministère du Chevalier Watpool devenu ministre d'Angleterre et comte d'Oxford* (*sic*) 3 vol., Amsterdam, 1764, n'a aucune valeur historique. Cf. à ce propos Voltaire, *Notice de la Gazette littéraire* (éd. Garnier, t. XXV, p. 190).

(6) W. Coxe *Memoirs of the life and administration of sir Robert Watpote*, 3 vol. 1798. — A. C. Ewald *Sir Robert Walpote*, 1878. — Lord Morley *Watpote*, 1889. — J. M. Robertson *Botingbroke and Walpole*, 1919. — Cf, aussi la courte étude de Edw. Jenks *Watpote, a study in Politics*, 1894.

autres ouvrages, Coxe avait rassemblé une masse énorme de documents inédits, alors dispersés dans les archives particulières ; les copies qu'il en avait faites sont aujourd'hui conservées au B. Museum. L'opinion s'était accréditée qu'il avait à tout jamais épuisé ce sujet, et on ne chercha guère à compléter son enquête. Le livre d'Ewald n'est qu'un terne abrégé de celui de Coxe. Le petit volume si attrayant qu'en 1889 lord Morley consacrait à Walpole, dans la collection des « Hommes d'Etat anglais », doit son intérêt aux réflexions personnelles de son auteur et au parti qu'il sut tirer des renseignements accumulés par son prédécesseur. C'est par des qualités assez semblables que se distingue encore le dernier biographe de Walpole, J.-M. Robertson, qui ne paraît pas non plus avoir utilisé de sources inédites. Cependant un grand nombre des documents découverts par Coxe sont désormais accessibles aux historiens, soit au Record Office, soit dans les manuscrits du B. Museum. Quelques-uns ont été réimprimés par la Commission Royale des Manuscrits Historiques, qui relevait en même temps beaucoup d'erreurs commises par Coxe dans ses transcriptions. Il va sans dire enfin que Coxe travaillait uniquement sur des sources anglaises, et qu'un apport de documents étrangers pouvait modifier quelques-unes de ses conclusions.

Horace Walpole, le frère et le collaborateur intime du premier ministre, a partagé son sort. Les deux volumes où Coxe avait raconté sa vie et publié un choix de ses papiers en ont de même détourné les historiens (1). On comprend moins l'abandon dans lequel a été laissé William Pulteney, qui devint ensuite comte de Bath, après avoir pendant dix années conduit la bataille parlementaire contre Walpole. Le discrédit dans lequel il tomba au lendemain de sa victoire semble s'être prolongé jusqu'à nos jours.

D'autres opposants ont été heureusement plus favorisés. La vie de Carteret par Ballantyne (2) pourrait, sans doute, être utilement reprise ; mais celle de Bolingbroke a été le sujet de nombreuses études, dont la plus approfondie est due à M. Sichel (3), Lord Chesterfield, bien que le premier

(1) Coxe *Memoirs of Horatio lord Walpole*, 2e éd., 2 vol., 1808; — Comte de Baillon *Lord Walpole à la cour de France*, 1867, s'arrête en 1730.— Cf. aussi : Coxe, *Memoirs of the administration of... Henry Pelham*, t. I, 1829. — Coxe, *History of the House of Austria*, t. II, 1807. — Coxe *L'Espagne sous les rois de la Maison de Bourbon*, trad., fr., t. III, 1827.

(2) A. Ballantyne *Lord Carteret, a political biography*, 1887.

(3) W. Sichel *Bolingbroke and his time*, t. II, 1902. — A. Hassall *Life of Viscount Bolingbroke*, 1915.

éditeur de ses œuvres ait aussi raconté sa vie, a, depuis, retenu l'attention de M. Ernst et de M. Craig (1). Enfin, le bel ouvrage de Von Ruville sur W. Pitt, comte de Chatham, a été suivi par le volume où lord Rosebery retraçait les débuts de sa carrière, et. plus récemment encore, Basil Williams a présenté d'une manière originale le rôle du jeune patriote dans la lutte contre Walpole (2).

Parmi les principaux membres du Cabinet, le duc de Newcastle laissait après lui une réputation d'ignorance et d'ennui si solidement établie, que les nombreux papiers qui l'accompagnaient ne lui ont point procuré de biographe. Les articles que Basil Williams a tirés de ces manuscrits ne justifient pas complètement cet ostracisme (3). Par contre la vie de lord Hardwicke, l'ami fidèle de Newcastle, a été l'objet de nombreuses études ; en dernier lieu, l'un de ses descendants lui a dressé un monument, qui, sans nul doute, est trop élogieux, mais qui repose néanmoins sur les fondations solides d'une documentation approfondie (4). Nous devons enfin à W.-H. Wilkins une excellente biographie de la reine Caroline (5).

Quelques-uns des aspects de l'activité politique à l'époque de Walpole ont été étudiés de plus près dans ces dernières années. Les origines de la guerre d'Espagne ont été expliquées par H.-W. Temperley, au moyen de la correspondance d'Espagne conservée au Record Office, tandis que G.-B. Hertz, analysant les pamphlets contemporains, suivait le mouvement belliqueux qui entraîna l'opinion publique (6).

(1) Maty *Memoirs of Chesterfield*, dans les *Chesterfield Miscellaneous Works*, 1798 (Cf. H. Walpole *Marginal notes written in Dr. Maty's miscellaneous Works*, dans les *Miscellanies of the Philobiblon Society*, t. X et XI, 1886-7). — W. Ernst *Memoirs of the life of... Chesterfield*, 1893. — W.-H. Craig *Life of Chesterfield*, 1907.

(2) Von Ruville *W. Pitt earl of Chatham* (trad. angl.), t. Ier, 1907. — Lord Rosebery *Chatham, his early life and connections*, 1910. — B. Williams *Life of W. Pitt earl of Chatham*, t. Ier, 1913. Cf. d'autre part : Lord Ilchester *Henry Fox first lord Holland*, 1920.

(3) B. Williams *Newcastle and the elections of* 1734, *E. H. R.*, 1897, t. XII, pp. 448-488.

(4) Ph. C. Yorke *Life and correspondance of Ph. Yorke earl of Hardwicke*, t. Ier, 1913.

(5) W. H. Wilkins *Caroline the Illustrious*, t. II, 1901. — Cf. aussi, E. Charteris *William Augustus duke of Cumberland*, 1913.

(6) H. W. Temperley *The causes of the war of Jenkins ear*, dans les *Royal Historical Society Transactions*, 3e série, t. III, 1909. — G. B, Hertz *British Imperialism in the XVIIIth century*, 1908. — Cf. aussi F. W. Pitman *The development of British West Indies*, 1917. — C. M. Andrews *Anglo-French Commercial Rivalry*, 1700-1750, *A. H. R*, 1915, t. XX, pp. 539-556 et 761-780.

La conduite des opérations de guerre a été minutieusement étudiée par l'amiral Richmond (1).

La politique fiscale et commerciale de Walpole, que les ouvrages classiques de Cunningham et de Mantoux, ainsi que la grande collection de Traill aident à comprendre, a fait le sujet d'une thèse américaine due à N.-A. Brisco (2).

L'évolution des institutions politiques présentait, spécialement en ce qui concerne l'organisation du Cabinet, des problèmes fort délicats que de nombreux articles ont récemment élucidés (3).

Les mouvements religieux et littéraires de ces années ont aussi dernièrement retenu l'attention (4).

Entre toutes les histoires générales de l'Angleterre au XVIIIe siècle, celle de Mahon, la plus ancienne, nous intéresse surtout aujourd'hui parce que le jugement sevère qu'elle porte sur Walpole, amena sir Robert Peel à prendre sa défense (5). Torrens aussi est très hostile à l'homme d'état ; mais il nous procure encore beaucoup d'informations de première main. (6) Lecky met enfin sous nos yeux un tableau magistral de ces vingt années (7).

Des trois ouvrages d'ensemble qui sont aujourd'hui

(1) H. W. Richmond *The Navy in the War of* 1739-1748, t. Ier, 1920. — Cf. aussi : W. Laird Clowes *The Royal Navy*, t. III, 1898. — G. Lacour-Gayet *La marine militaire de la France sous le règne de Louis XV*, 2e éd., 1910. — Pour l'armée : J.-W. Fortescue *A history of the British Army*, t. II, 1899.

(2) N. A. Brisco *The economic policy of R. Walpole*, 1907. — W. Cunningham *The Growth of English Industry and Commerce in Modern Times, Part. I, The Mercantile System*, 6e éd., 1921. — P. Mantoux *La Révolution industrielle au XVIIIe siècle*, 1906. — H. D. Traill *Social England*, t. V, 1896.

(3) Cf. les articles de : H. W. Temperley, *E. H. R.*, t. XXVII et XXXI. — Sir W.-R. Anson, *E. H. R.*, t. XXIX. — E. R. Turner, *A. H. R.*, t. XVIII et XIX, et *E. H. R.*, t. XXIX, XXXI, XXXII, XXXIII et XXXIV. — R. Sedgwick, *E. H. R.*, t. XXXIV. — W. Michaël *Walpole als Premier minister* (*Hist. Zeitschrift*, t. CIV, pp. 504-536).

(4) Les débuts du méthodisme ont été étudiés par E. Halévy, *La naissance du méthodisme*, *Revue de Paris*, 1906, t. IV, pp. 519-539 et 841-867 ; et par A. Léger, *La jeunesse de Wesley*, 1910. — Sur l'évolution littéraire voir Dijeon *Les romans de Fielding*, 1923.

(5) Lord Mahon *History of England from the Peace of Utrecht to the Peace of Versailles*, (éd. Tauchnitz), 1853, t. II et III. — Stanhope *Miscellanies*, 1re série, 1863, pp. 82-96.

(6) W. M. Torrens *History of British Cabinets*, t. Ier, 1894.

(7) W. E. Lecky *History of England in the Eighteenth Century*, t. Ier et II, éd. 1883.

surtout consultés, la *Cambridge Modern History* contient un chapitre de H.-W. Temperley, qui, nous l'avons vu, repose en partie sur des recherches originales. Dans la *Political History of England*, J.-S. Leadam a pu développer l'article qu'il avait consacré à Walpole dans le *Dictionary of National Biography*. Le volume de Grant Robertson intitulé *England under the Hanoverians* présente, en un raccourci vigoureux et suggestif, les traits caractéristiques de l'Angleterre de Walpole (1).

En même temps un professeur allemand, W. Michaël, suivant l'exemple de Ranke, a entrepris d'édifier une « histoire de l'Angleterre au XVIIIe siècle », monument qui, à en juger par ses fondations, atteindrait des proportions comparables à celui de Lecky (2). Son premier volume, publié en 1894 (2e édition 1920), n'a été suivi qu'en 1920 d'un second, qui foit former lui-même le début d'une série d'études consacrées à « l'âge de Walpole ». A l'heure actuelle, l'histoire de Michaël ne dépasse pas encore le moment où Walpole, en 1721, arrive au pouvoir ; et, malgré la documentation imposante qu'il a rassemblée, il ne nous a pas paru qu'il eût l'intention, pour la période dont nous nous occupons, d'orienter ses recherches dans la direction que nous avons suivie.

Les bibliographies contenues dans la *Cambridge Modern History*, ainsi que dans les ouvrages de Leadam et de Grant Robertson, complèteront les indications qui précèdent.

(1) *Cambridge Modern History*, t. VI : *The Eigteenth Century*, 1909. — J. S. Leadam *England from* 1713 *to* 1760, dans *Political History of England*, t. IX, 1909. — Grant Robertson *England under the Hanoverians*, 1911.

(2) W. Michaël *Englische Geschichte im achtzehnten Jahhundert*, t. I (2e éd.) et t. II (1re partie), 1920.

ABRÉVIATIONS USITÉES

A. E. Corr. Angl.	Affaires Etrangères, correspondance d'Angleterre.
A. E. Mém. et Doc.	Affaires Etrangères, Mémoires et Documents.
B. M.	British Museum, Additional Manuscripts.
R. O. France	Public Record Office, State Papers Foreign, France.
R. O. St. Pap. Dom. Geo. II.	Public Record Office, State Papers Domestic, George II.
R. O. St. Pap. Dom. Rég.	Public Record Office State Papers Domestic, Regencies.
E. H. R.	*English Historical Review.*
A. H. R.	*American Historical Review.*
Pol. St. of G. B.	*Political State of Great Britain.*
Coxe *R. W.*	W. Coxe *Memoirs of the life and administration of sir Robert Walpole*, 3 vol., in-4°, 1798.
Coxe *H. W.*	W. Coxe *Memoirs of Horatio lord Walpole*, 2 vol. in-8°, 2e édit., 1808.

On sait que les Anglais se servaient du calendrier ancien style, qui retardait de onze jours sur le nôtre. Cependant, lorsqu'ils étaient sur le continent, ils employaient le nouveau style. Pour éviter beaucoup de confusions nous avons pris le parti de donner toutes les dates d'après le nouveau style.

Les volumes de la série *Regencies* du R. O. ne sont pas paginés, mais leurs documents sont placés dans l'ordre chronologique. Plusieurs autres volumes du R. O. ont une pagination en deux séries. En ce cas, nous désignons la seconde par le mot « bis ».

CHAPITRE PREMIER

LE SECOND TRAITÉ DE VIENNE (16 mars 1731).

I

Le Traité de Séville

Depuis les traités de Vienne et de Hanovre la guerre avait paru sans cesse devoir mettre aux prises les deux ligues rivales qui se partageaient le continent. Aussi la conclusion du second traité de Vienne, le 16 mars 1731, fut-elle regardée de toutes parts comme un succès éclatant pour le Cabinet britannique. Jamais l'autorité de Robert Walpole, qui en était le membre le plus influent, ne fut plus solidement établie. Ce traité était son œuvre propre ; pour l'accomplir il avait arraché la conduite des négociations aux mains de son beau-frère et de son fidèle associé, le secrétaire d'État, lord Townshend. En quelques mois, il avait alors trouvé le moyen de mettre fin à cette crise de cinq années, et d'assurer la paix, en rapprochant les Cours de Vienne et de Madrid sous l'égide de l'Angleterre. Le parti whig revenait ainsi à son alliance traditionnelle avec la Maison d'Autriche, et la France, brusquement isolée, semblait réduite à l'impuissance.

A vrai dire la paix de l'Europe était aussi due, pour une grande part, aux efforts du Cardinal Fleury. Depuis qu'il s'était emparé du ministère, Fleury ne

s'était jamais découragé d'y travailler. Si la France ne l'avait pas retenue, l'Angleterre serait à plusieurs reprises partie en guerre, soit contre l'Espagne qui entravait le commerce anglais dans le Nouveau Monde, réclamait à Georges Ier la restitution de Gibraltar, et encourageait même contre lui les efforts du Prétendant ; soit contre l'Empereur, qui, par l'établissement d'une compagnie de commerce à Ostende, menaçait d'une concurrence insupportable les marchands anglais (1). Dès 1727, alors que le Roi Georges avait chassé de Londres l'ambassadeur impérial, Fleury avait réussi à obtenir la suspension de la Cie d'Ostende pendant sept ans et à conclure avec la Cour de Vienne les préliminaires de Paris (31 mai 1727). Au début de l'année suivante, lorsque les Espagnols avaient déjà commencé le siège de Gibraltar, il avait encore obtenu l'adhésion de l'Espagne à la convention du Pardo (6 mars 1728).

Cependant la France recevait en même temps de Vienne et de Madrid des avances singulières ; et, s'il avait consenti à leur sacrifier l'alliance anglaise, Fleury aurait pu sans doute les grouper autour de lui, comme Walpole devait le faire plus tard. Les plénipotentiaires qui venaient représenter la Cour d'Espagne au Congrès de Soissons, cherchèrent encore à gagner la Cour de Versailles au projet d'une alliance entre les trois Couronnes catholiques (2). Mais le Cardinal

(1) M. Huisman, *La Belgique commerciale sous l'Empereur Charles VI, la Compagnie d'Ostende*, 1902. La fondation dans les Pays-Bas d'une compagnie destinée au commerce des Indes Orientales avait excité la jalousie des Puissances Maritimes, qui étaient décidées à imposer, au besoin par la force, sa suppression. Il ne semble pas cependant que cette question ait exercé une grande influence, dans la période qui nous occupe, sur les rapports franco-anglais. Fleury prévoyait avec raison que Charles VI sacrifierait ses ambitions commerciales, s'il pouvait obtenir une garantie de la Pragmatique Sanction ; et la Cie d'Ostende ne l'empêchait pas de craindre un rapprochement de l'Angleterre et de l'Empereur.

(2) Baudrillart, *Philippe V et la Cour de France*, t. III, pp. 424-426.

découragea ces tentatives, et les instructions dressées pour les plénipotentiaires français au Congrès (1) montrent que ce ne furent point les intimidations des Anglais, qui déterminèrent son refus.

Fleury ne perdait pas de vue que l'alliance anglaise ne pouvait suffire à la France, que même elle était nuisible à son commerce ; mais il ne jugeait pas possible, pour le moment, de s'en affranchir. Il discernait nettement que l'alliance de l'Espagne et de la Maison d'Autriche était fondée sur une équivoque qu'un avenir prochain allait détruire ; il ne pouvait admettre que l'Empereur acceptât de satisfaire les ambitions de la Reine d'Espagne et de donner une archiduchesse en mariage à Don Carlos. Fonder la politique de la France sur cette union n'était donc point « un parti solide » et ne pouvait pas établir une paix durable.

Les vues du Cardinal n'étaient point alors opposées à celles du ministre auquel il avait, depuis quelques mois, confié le département des Affaires Étrangères, le Garde des Sceaux Chauvelin (2). Celui-ci recherchait l'abaissement de la Maison d'Autriche ; et l'alliance espagnole n'avait de prix à ses yeux que si elle réalisait l'union des Bourbons contre les Habsbourgs. Aussi, bien qu'il détestât les Anglais, ne croyait-il pas non plus possible, pour le moment, que la France reprît à leur égard son indépendance. Deux mémoires du premier commis Pecquet, qui partageait les vues du ministre, et avait contribué à sa nomination, ne permettent pas d'en douter. Écrivant dans le temps où s'élaboraient les instructions des plénipotentiaires, il marquait fortement les dangers que l'alliance anglaise faisait courir au commerce français ; mais il redoutait aussi que l'Angleterre,

(1) Baudrillart, *op. cit.*, t. III, pp. 408 et suivantes.

(2) Sur les vues de Chauvelin cf. Driault, *Chauvelin* (*Rev. d'hist. diplomatique*, 1893) et Baudrillart, *op. cit.*, t. IV, pp. 18 et 19.

abandonnée par nous, ne se rapprochât de l'Empereur, alors que la France ne pouvait point compter sur l'appui de l'Espagne ; et il concluait qu'il fallait temporiser, en respectant nos engagements aussi longtemps que les Anglais, de leur côté, nous resteraient fidèles (1).

Il se préoccupait en attendant de regagner le concours de l'Espagne, et, à ce sujet, certains des propos de Fleury commençaient à refléter les vues propres du Garde des Sceaux. Nul doute que ce ne soit sous son influence que le Cardinal se mit à déployer aux yeux des plénipotentiaires espagnols un projet hardi d' « équilibre italique » (2). Sous le prétexte de former dans la péninsule des états indépendants, de puissance sensiblement égale, il s'agissait en réalité d'y établir les Bourbons d'Espagne, et d'y agrandir les possessions de la Maison de Savoie ; il s'agissait surtout d'en chasser les Habsbourgs, pour le plus grand profit de l'influence française. On ne saurait croire que le Cardinal ait eu sérieusement l'intention de réaliser ce programme audacieux. Les Anglais sûrement s'y seraient opposés. Mais il le jugeait propre à séduire la Reine d'Espagne, à mesure que les espoirs qu'elle avait mis dans le mariage de don Carlos seraient déçus.

Malheureusement la Cour d'Espagne connaissait trop bien la timidité du Cardinal, pour se laisser prendre à ces appâts. Son refus, son intransigeance et l'irritation des Anglais, qui nous pressaient de rompre avec elle, plaçaient la France, à la fin de 1728, dans une situation délicate.

(1) A. E. Mémoires et Documents France, 494 ff. 153 et 162 : Mémoire sur le Congrès de Soissons. Mémoire sur les partis à prendre pour une alliance, mai 1728.

(2) Baudrillart, *op. cit.*, t. III, pp. 436-440. — Sur le projet d'équilibre italique cf. l'introduction de J. Reinach aux *Instructions des ambassadeurs..., Naples et Parme*, p. CLXVII.

Chauvelin, dans une série de mémoires (1), en étudiait alors tous les aspects. Fermement résolu à ne pas rompre avec la Cour d'Espagne, il persistait à penser qu'elle découvrirait bientôt combien elle avait tort de se fier aux promesses de l'Empereur, et ne tarderait pas à devenir plus conciliante. Alors. de Vienne et de Madrid, la France recevrait à la fois des avances. De quel côté devrait se porter son choix ? Après un long débat Chauvelin se prononçait en faveur de l'Espagne, car un rapprochement avec l'Empereur ne saurait établir une paix durable. Mais l'alliance espagnole ne devrait-elle pas être aussi payée au prix d'une guerre, entreprise pour établir don Carlos en Italie ? Cette perspective inquiétante pouvait, croyait-il, être écartée ; l'Empereur, se voyant isolé, accepterait un accommodement.

Cependant Fleury continuait en même temps à tourner ses regards du côté de Vienne. Un premier échec en octobre ne l'avait pas découragé. Dès qu'il aperçut que l'Espagne, éconduite par l'Empereur, commençait à rechercher un accord avec les alliés, son premier soin fut de renouveler ses avances à la Cour Impériale (2).

Mais on aurait tort d'en conclure que cette initiative déplut au Garde des Sceaux. La suite des mémoires où le ministre exposait ses vues, nous montre qu'il y donnait au contraire son entière approbation. Tout en maintenant qu'une entente avec l'Espagne serait plus de notre intérêt et de notre goût, il jugeait le Gouvernement espagnol incapable d'une résolution sérieuse. Élisabeth Farnèse ne cherchait qu'à se servir de notre condescendance pour satisfaire ses

(1) Deux mémoires du 31 déc. 1728, A. E., Mém. et Doc. France, 494, ff 212 et 230. — « Partis à examiner », 18 janvier 1729, A. E., id., f. 249.

(2) La lettre plus conciliante de La Paz du 29 mars avait été reçue le 11 avril. Dès le 12 Fleury décida de faire à Vienne une nouvelle démarche. Baudrillart, *op. cit.*, t. III, pp. 499 et 502.

ambitions ou ses rancunes. Surtout la solution espagnole avait le défaut d'être préconisée par les Anglais, qui, pour ne pas perdre les privilèges commerciaux que leur avait accordés la Cour de Madrid, nous demandaient maintenant d'accepter l'introduction de garnisons espagnoles en Italie (1). Cela suffisait pour que Chauvelin ne voulût pas s'y prêter. Il encourageait au contraire la négociation de Vienne, à laquelle l'Angleterre avait refusé de s'associer ; car le premier objet de la politique française devait être de reconquérir son indépendance (2).

Tel fut désormais le but de tous ses efforts. Dans les mois suivants, lorsque la Reine d'Espagne, reprenant confiance dans les promesses de l'Empereur, parut s'éloigner encore des alliés ; quand les Anglais, pressés d'en finir à tout prix, nous proposèrent de la contraindre par les armes à un accommodement, Chauvelin recommanda la résistance (3). Mieux valait encore « entre plusieurs maux choisir le moindre », et consentir à l'établissement des garnisons espagnoles. La guerre aux côtés des Anglais nous coûterait cher, et leur commerce seul en profiterait. S'ils commençaient les hostilités, nous devrions donc rester neutres.

Manifestement Chauvelin, à l'affût d'une occasion

(1) Ces troupes auraient occupé dès maintenant les états de Parme et Plaisance, qui devaient revenir à Don Carlos. — Huisman, *op. cit.*, p. 451.

(2) Mémoires du 15 avril 1729, A. E., Mém. et Doc. France, 494, f. 290 ; et du 28 avril, id. 501, f. 1.

(3) Mémoire de juin 1729 (A. E. Mémoires et Documents France, 501 f. 34) : « Sur les instances que faisaient les Anglais pour faire déclarer la guerre à l'Espagne ». Cf. en particulier f. 43. Si l'Angleterre entrait en guerre contre l'Espagne et que la France refusât de de la suivre : « dans la persuasion où l'on peut être que l'Empereur ne veut point la guerre, et dans la colère où serait la Reine d'Espagne, il paraît certain que nous serions reçus et même recherchés par les deux Puissances ; nous trouverions alors autant d'amis que nous aurions d'ennemis assurés, si nous nous abandonnions au caprice des Anglais ». — Voir aussi le mémoire du 8 juillet, vol. cit. f. 61.

qui lui permit de secouer le joug de l'alliance anglaise, croyait la découvrir dans la guerre réclamée par l'Angleterre. Mais son calcul était-il juste ? S'il affichait d'abord la confiance que la France, lorsqu'elle aurait manifesté son indépendance, verrait son alliance recherchée à la fois par l'Empereur et la Cour de Madrid, il était ensuite obligé de convenir que l'Angleterre, à défaut de notre appui, saurait obtenir celui de la Cour de Vienne, et d'avouer que, de notre côté, l'alliance espagnole serait une charge plutôt qu'une aide (1). Sa fermeté ne se fondait donc pas sur une politique réfléchie qui pût gagner l'assentiment du Cardinal. Celui-ci sut se montrer tenace pour décourager les projets belliqueux des Anglais ; mais, lorsque l'Espagne devint à nouveau conciliante et fit parvenir aux Cours Alliées un projet de traité, Fleury, dans la crainte d'un rapprochement des Anglais avec la Cour Impériale, accepta les conditions que lui proposait Horace Walpole. Malgré les efforts de Chauvelin, il fit siennes leurs revendications et permit ainsi à leur envoyé, William Stanhope, de conclure le traité de Séville (9 novembre 1729) (2).

Le traité de Séville comportait l'établissement de garnisons espagnoles dans les états de Parme et de Toscane qui devaient revenir à Don Carlos. Un délai de quatre mois était prévu pour obtenir l'adhésion de l'Empereur ; si celui-ci persistait dans son intransigeance, les alliés avaient accepté de procéder dans les six mois par la force à l'installation de Don Carlos.

(1) Mémoires du 30 septembre 1729 (A. E. Mém. et Doc. France, 501).

(2) Voir la lettre de Fleury à la Reine d'Espagne du 19 septembre citée par Baudrillart, *op. cit.*, t. III, p. 539, et, sur l'action d'Horace Walpole, Baillon, *Lord Walpole à la Cour de France*, 2e éd. pp. 334-335. Un mémoire ultérieur du 30 août 1730 (Mémoires et Documents 501, f. 223) résume ainsi les raisons qui décidèrent la France à conclure : « La vivacité des Anglais et l'état d'incertitude où ils ne pouvaient rester, enfin les gallions entre les mains des Espagnols ont rendu nécessaire et forcé le consentement donné aux garnisons espagnoles ».

Mais ni la France, ni l'Angleterre n'étaient disposées à tenir ces engagements. Fleury n'était nullement résigné à entreprendre une expédition armée, et, bien que Robert Walpole consentît à prendre devant le public la défense du traité de Séville (1), il jugeait en réalité le moment venu de donner à la politique anglaise une orientation nouvelle. Dans les derniers mois de 1729, Townshend, à son retour du Hanovre, avait trouvé le Cabinet britannique hostile à ses projets belliqueux, et dès ce moment il avait dû renoncer à y faire prévaloir ses vues (2). Au cours des nombreuses conférences destinées à préparer l'exécution du traité de Séville, le principal souci de chacune des parties allait donc être de rejeter sur ses alliés la responsabilité de son inaction.

Les dépêches anglaises font valoir la bonne volonté persistante de la Cour de Londres, et attribuent l'échec des pourparlers aux manœuvres de la Cour de Versailles. Pour se dérober à ses promesses, celle-ci, pendant l'année 1730, formulait sans cesse de nouvelles exigences. En avril elle suggérait de limiter les opérations militaires à une occupation de la Sicile ; mais, en mai et en juin, elle déclarait qu'avant de passer aux actes, il fallait se mettre d'accord sur un traité d'exécution, prévu par les articles de Séville ; et de longues discussions s'engageaient alors pour fixer le nombre et l'emploi du contingent que chaque pays fournirait à l'œuvre commune (3).

Rien de plus douteux néanmoins que la bonne

(1) R. Walpole écrivit une brochure intitulée : *Observations upon the Treaty between the Crowns of Great Britain, France and Spain, concluded at Seville on the Ninth of November* 1729.

(2) J. Dureng, *La Mission de Th. Chevignard de Chavigny en Allemagne*, p. 95.

(3) Newcastle à Keene, 25 janvier 1731, B. M., 32771, f. 92, expose en détail les manœuvres de la France en 1730. — Voir aussi : Harrington et Poyntz à Newcastle, 5 et 19 mai, B. M., 32767, f. 50 et 135. — Newcastle à Harrington et Poyntz, 4 et 30 mai, id. f. 33 et 213. — H. Walpole et Poyntz à Newcastle, 25 juin, id., f. 427.

volonté désintéressée des Anglais. Les ministres français observaient au contraire que leurs démarches tendaient à rejeter sur la France toute la charge de l'entreprise ; et, dès le mois d'avril, constatant l'insuffisance des secours que leurs alliés prétendaient fournir : « telle est la situation, concluaient-ils ; elle nous conseille la paix » (1). Cette paix ne pouvait dès lors être obtenue que si l'Empereur se prêtait à un accommodement. Pour sortir de l'impasse où la politique française était engagée, le Cardinal se préoccupait d'offrir secrètement à la Cour de Vienne quelque concession. La France ne pouvait aller jusqu'à donner sa garantie à la Pragmatique ; mais ne devait-elle pas accorder une garantie limitée aux états que l'Empereur possédait en Italie ? Celui-ci n'accepterait-il pas en échange l'établissement de Don Carlos ?

Au moment où le Cardinal allait prendre cette décision, l'ambassadeur d'Autriche, le comte Kinski lui apprit que les Puissances Maritimes se préparaient à faire de leur côté, à Vienne, des ouvertures semblables. Non sans quelque dépit d'avoir été devancée, la Cour de Versailles résolut de se mettre d'accord avec elles sur une démarche commune. Le 27 mai, Chauvelin remettait au comte de Königsegg, qui venait d'arriver à Versailles, les propositions des alliés (2). Mais une garantie de sa succession limitée à ses possessions italiennes ne parut point suffisante à l'Empereur pour qu'il acceptât l'entrée de garnisons espagnoles dans la péninsule. Sa réponse suggéra qu'elles fussent rem-

(1) Mémoire du 1er avril (A. E. Mém. et Doc. France, 501, f. 176). — Les Anglais réclamaient l'envoi de 25.000 français en Italie. En dehors des mercenaires danois et hessois, dont la plus grande partie des frais étaient supportés par la France, l'Angleterre n'offrait qu'un contingent de 12.000 hommes. Encore les Hollandais prétendaient-ils les employer à la protection de leur propre fontière. — Voir aussi les mémoires du 10 mai et du 19 juin, vol. cit., f. 190 et 205.

(2) Mémoires du 28 mars et du 3 avril (A. E. Mém. et Doc. France, 501 f. 132 et 177). — « Idées communiquées à M. le Comte de Konigseck », 27 mai, B. M., 32767, f. 242.

placées par des troupes anglaises. La France ne pouvait s'en satisfaire ; l'Angleterre allait au contraire s'en servir pour entrer dans la voie d'un rapprochement avec la Cour Impériale.

II

Walpole et le Traité de Vienne

La crise, qui, depuis l'année précédente, agitait le Cabinet britannique, s'était dénouée à la fin de mai par la retraite de lord Townshend. Pour maintenir l'alliance espagnole et assurer l'exécution des articles de Séville, le secrétaire d'État aurait accepté d'engager l'Angleterre, aux côtés de la France, dans une guerre contre l'Empereur ; et Walpole, qui restait partisan de la paix, avait saisi cette occasion de se débarrasser d'un rival encombrant.

Il lui avait jusqu'alors abandonné la conduite des affaires extérieures, se réservant celle des finances et des débats parlementaires ; mais ce partage avait assez duré. En s'opposant résolument à l'envoi de dépêches belliqueuses que son beau-frère avait préparées, Walpole le contraignit à lui céder la place (1).

Il voulut s'assurer que dans l'avenir la diplomatie britannique obéirait à ses directions, et il confia, dans ce but, la succession de Townshend à William Stanhope, l'heureux négociateur de Séville, qui, en récompense de son succès, venait d'être créé baron de Harrington. En comblant ainsi toutes ses ambitions à la fois, Walpole comptait en outre que l'indolence naturelle de Harrington s'accommoderait volontiers d'un rôle de second plan (2).

(1) Sur la retraite de Townshend et le remaniement du Cabinet voir Coxe *R. W.*, t. Ier, pp. 332 et suiv., et Torrens *History of British Cabinets*, t. Ier, pp. 387-396.

(2) William Stanhope, baron et plus tard comte de Harrington, 1690-1756. — Sur son indolence voir Hervey *Memoirs*, t. Ier,

Le duc de Newcastle, qui occupait l'autre place de secrétaire d'État, ne semblait pas davantage destiné à prendre des initiatives gênantes. Son application, une certaine adresse de plume en faisaient un collaborateur utile, en même temps que son immense fortune lui valait une influence étendue dans le Parlement ; mais sa timidité, la médiocrité de son intelligence et le mépris que Georges II ne se gênait pas pour lui témoigner, étaient autant de gages de sa docilité (1).

La victoire de Walpole était due au crédit qu'il avait su s'assurer à la Cour. Il achevait de recueillir les fruits de la manœuvre adroite qui lui avait permis, à l'avènement de Georges II, de se maintenir au pouvoir (2). Il avait alors gagné les bonnes grâces de son nouveau Maître, en lui procurant une augmentation inespérée de sa liste civile, et surtout parce qu'il avait deviné l'influence irrésistible que la Reine Caroline saurait exercer sur l'esprit violent mais borné du Roi. L'accord qui avait fait de la Souveraine la collaboratrice adroite et dévouée du ministre, permettait à celui-ci de braver les intrigues de la Cour ; et la crise de 1730 consacra le succès des deux alliés. Lord Wilmington (3), dont le Roi avait voulu faire en 1727 son principal conseiller, et qui, dupé par Walpole, avait été brusquement écarté, dut maintenant, malgré son dépit, se résigner à sa défaite et accepter, dans le remaniement du Cabinet, le poste honorifique de lord

pp. 208 et 378. La Reine disait de lui qu'il lui fallait six heures pour s'habiller, six autres pour manger, six pour sa maîtresse et six pour dormir. — Cf. Coxe, *R. W.*, t. I, p. 330.

(1) Thomas Pelham Holles duc de Newcastle, 1693-1768. — Il avait été nommé secrétaire d'État à la disgrâce de Carteret.

(2) Voir le récit de cette crise dans Morley *Walpole*, pp. 85 et suiv. — Sur la Reine, voir l'excellente biographie de W.-H. Wilkins *Caroline the Illustrious*, 2 vol., 1901.

(3) Sir Spencer Compton, devenu en 1730 comte de Wilmington, 1673-1743. La crise de 1727 avait montré son insignifiance. Incapable de préparer à lui seul la première déclaration que devait faire le nouveau roi, il avait eu la naïveté d'appeler à son aide Walpole, qui en profita pour le faire écarter.

du Sceau Privé. Ce fut encore pour avoir négligé de rechercher la protection de la Reine, que Townshend, après avoir longtemps possédé la confiance absolue du Roi, connut une brusque disgrâce.

Sa chute était d'ailleurs accompagnée d'un mouvement diplomatique important. Horace Walpole (1) demandait à quitter la terre de France, où l'influence grandissante de Chauvelin troublait désormais l'idylle qu'il avait si longtemps menée avec le Cardinal. Il voyait avec inquiétude son frère disposé à engager des pourparlers en dehors des ministres français, et ne se souciait pas d'essuyer leurs reproches. Pour le remplacer on faisait revenir de Vienne l'aimable lord Waldegrave, dont les amitiés françaises et le caractère conciliant devaient faciliter la traversée des jours difficiles (2). On envoyait par contre à Vienne sir Thomas Robinson, diplomate élevé à l'école d'Horace, dévoué aux intérêts des Walpole, et dont les allures graves et solennelles ne seraient pas déplacées à la Cour Impériale (3).

C'est à gagner cette Cour que les efforts de la diplomatie anglaise allaient tendre désormais, œuvre difficile que Walpole, en s'emparant du pouvoir, était pourtant tenu de mener à bien. Il ne lui suffisait pas d'obtenir que l'Empereur permît à Don Carlos de s'établir en Italie ; il lui fallait encore le convaincre de prononcer la suppression définitive de la Compa-

(1) B. Williams, *The Foreign policy of England under Walpole*, *E. H. R.*, vol. XVI, p. 448. — Horace Walpole, plus tard baron Walpole de Wolterton, 1678-1757, était le frère cadet du ministre. Il avait été envoyé, en qualité d'ambassadeur, à la Cour de France, où il avait su gagner l'amitié de Fleury.

(2) James comte de Waldegrave, 1685-1741, petit-fils de Jacques II et d'Arabella Churchill, avait grandi en France, mais ensuite rompu toutes relations avec les Jacobites. Ambassadeur à Vienne depuis 1727. Sur ses qualités de diplomate, voir H. Walpole à Trevor, 27 mars et 28 avril 1739 dans *Buck. mss.*, pp. 26 et 28, et H. Walpole à R. Walpole, 23 juillet 1730, dans Coxe, *R. W.*, t. III, p. 8.

(3) Thomas Robinson, plus tard baron Grantham, 1695-1770. Il avait été secrétaire d'H. Walpole à Paris.

gnie d'Ostende, car les commerçants anglais et hollandais n'admettaient sur ce chapitre aucune transaction (1). Walpole, il est vrai, pouvait offrir à l'Empereur, en échange de ces concessions, la garantie anglaise de la Pragmatique Sanction, et il avait lieu de penser que Charles VI sacrifierait toutes ses autres ambitions à celle d'assurer l'avenir de sa fille. Mais Georges II éprouvait de son côté beaucoup de répugnance à s'engager dans cette voie.

Le Hanovre en effet était à ce moment en fort mauvais termes avec l'Empereur. Le Roi n'était pas encore parvenu à obtenir l'investiture impériale pour ses possessions de Brême et de Verden, achetées au Danemark en 1715 et dont la Suède, au traité de Stockholm (1719), avait accepté l'aliénation. Un différend plus grave s'était produit au sujet du Mecklembourg, où la querelle qui séparait la noblesse du souverain avait amené l'Empereur à intervenir. Il en avait d'abord confié l'administration à l'électeur de Hanovre et au duc de Wolfenbütel ; mais, comme Georges II n'avait pas été remboursé de ses frais et prétendait y maintenir ses troupes, Charles VI, en 1728, lui avait retiré ses pouvoirs et les avait même transférés à son rival détesté, le Roi de Prusse. Aussi Townshend avait-il flatté les rancunes de son Maître, lorsqu'il avait entrepris, en 1729, de former une ligue des quatre électeurs rhénans, qui s'engageraient à ne pas accorder leur garantie à la Pragmatique. Il était donc difficile d'amener Georges II à se rapprocher de la Cour Impériale, sans obtenir aussi une solution satisfaisante des prétentions de l'Électorat (2).

En attendant que l'Empereur eût répondu aux propositions que les alliés lui avaient fait connaître le

(1) Huisman, *op. cit.*, pp. 437 et 446. — Sur l'attitude des Hollandais, voir Bourgeois et André, *Recueil des Instructions... Hollande*, t. II, pp. 449 et suiv.

(2) B. Williams, *art. cit.*, *E. H. R.*, t. XV, pp. 269-270, et t. XVI, p. 231. — Dureng, *La Mission de... Chavigny en Allemagne*, p. 75.

27 mai (1), R. Walpole se préoccupa tout d'abord de modérer les Espagnols. Il était utile de faire valoir auprès d'eux la bonne volonté des Anglais ; il importait pourtant de les dissuader de s'engager en Italie sans tenir compte des sentiments de la France (2). Mais, dès qu'il connut la réponse de l'Empereur, Walpole se montra disposé à entamer avec lui une négociation secrète, et, pour obtenir qu'il acceptât les demandes des Espagnols, à lui offrir la garantie de l'Angleterre à la Pragmatique Sanction.

Cependant le Cabinet hésitait à le suivre dans cette voie ; Horace Walpole lui en montrait les dangers (3), et, pendant deux mois, s'appliquait à combattre ce projet. Il craignait que la France, surprenant le secret de ces démarches, n'en profite pour brouiller l'Angleterre avec la Cour d'Espagne, et il ne croyait pas que l'Empereur, même pour la garantie de sa succession, acceptât toutes les demandes que lui présenterait Robinson. C'était aussi l'avis de lord Chester-

(1) Sa réponse ne fut reçue qu'en juillet.

(2) Robert Walpole à Newcastle, 5 juillet 1740, R. O. St Pap. Dom. Geo II, 19, f. 35 (autographe). — Après avoir approuvé Keene de faire valoir auprès de l'Espagne la bonne volonté des Anglais, prêts à prendre les mesures nécessaires pour introduire les troupes espagnoles en Italie, Robert Walpole ajoutait : « I must submitt it to you and Lord Harrington whether at the same time Mr. Keen may not be order'd to show the Court of Spain the dangers and consequences of their undertaking this expedition alone or of driving us to joyn with them without the concurrence of France. One certain consequence will be that the Dutch will remain inactive, and, if the Dutch and French should sett still, the Emperor will have gain'd one great point, by having broke (sic) the united strength of the allies of Seville ; and Spain will then consider, wether they and England alone will be able to support a war in Italy and to effectuate the introduction of the Spanish garnisons. On the other hand, if Spain may be assured not only of our readiness to act with them, but of our endeavours to induce France to do the same thing, will it not be more advisable for Spain to wait the issue of this attempt, rather than to putt to sea again, to be forming some new sheme and to give up the friendship of England, which they may assuredly depend upon? »

(3) H. Walpole à R. Walpole, 23 juillet, 1er et 10 sept., Coxe, *R. W.*, t. III, pp. 7, 27 et 29.

field (1), qui occupait alors l'ambassade de La Haye. Robert Walpole prétendait obtenir de l'Empereur, non seulement un accord avec l'Espagne, mais aussi les satisfactions que Georges II réclamait pour son électorat. Il ne pouvait se dispenser de procurer à son Maître, par des voies pacifiques, les avantages que Townshend lui promettait d'acquérir par la guerre. En vain Chesterfield conseillait-il d'y renoncer. Robert Walpole fit prévaloir sa volonté. Le 25 septembre on ordonnait à Robinson d'engager la négociation de Vienne et d'appuyer les demandes que l'envoyé hanovrien Dieden présenterait en même temps (2).

Mais les craintes de Chesterfield étaient justifiées. Les derniers mois de 1730 et celui de janvier 1731 s'écoulèrent, sans qu'il eût été possible d'amener la Cour Impériale à un accommodement ; et c'étaient bien les exigences du Hanovre qui entravaient les efforts de Robinson.

Ce retard faillit avoir pour Walpole les plus funestes conséquences. A la fin de décembre la France avait eu vent de la négociation de Robinson. Une note de Pecquet proposait aussitôt trois mesures de défense : notre ministre à Vienne, M. de Bussy, devait la combattre en se rapprochant de Zinzendorf ; on pouvait d'autre part utiliser cette découverte pour effrayer l'Espagne et l'amener à se contenter de l'introduction de garnisons neutres dans l'héritage de don Carlos ; il fallait enfin s'en servir pour exciter en Angleterre l'hostilité des opposants contre le Cabinet (3).

Un rapprochement avec l'Empereur ne pourrait

(1) Harrington à Th. Robinson, 25 sept. 1730, dans Coxe, *R. W.* t. III, p. 34.

(2) Chesterfield à Harrington, 19 et 26 déc. 1730, dans *Weston mss*, p. 244.

(3) Note de Pecquet. A. E. corr. Angl., 375, f. 71 (sans date, mais évidemment antérieure à la lettre de Chauvelin à de Broglie du 29 déc. lui prescrivant d'entrer en rapports avec les opposants).

certes être désapprouvé par les opposants, qui n'avaient cessé de le réclamer. Mais leur rancune contre Walpole était si vive, qu'ils pouvaient être tentés d'utiliser la position délicate dans laquelle il s'était placé, pour l'embarrasser par leurs critiques. Le comte de Broglie, qui représentait la France à la Cour de St-James, se mit aussitôt en rapport avec William Pulteney, le leader des opposants à la Chambre des Communes. Celui-ci se prêta volontiers à des entrevues secrètes avec l'ambassadeur (1). Le 13 janvier, le *Craftsman*, principal journal de l'opposition, publiait une lettre de La Haye, qui révélait au public la négociation de Vienne, et, tout en évitant de la condamner, se plaisait à faire ressortir la mauvaise foi dont le ministère faisait preuve à l'égard de la France (2).

Cette publication irrita fort le gouvernement, et des poursuites furent décidées contre le journal (3). Le 15 Horace envoyait au Cardinal des plaintes très vives contre notre représentant : « M. de Broglie a de longues et secrètes négociations avec les ennemis du Gouvernement... M. de Broglie s'est conduit d'une manière qui ne peut être que très désagréable à Sa Majesté, et qui est incompatible avec l'amitié... entre les deux Couronnes. » Il n'était pourtant pas possible de cacher plus longtemps aux Français l'initiative de l'Angleterre. Newcastle décida donc d'en informer le Cardinal « de la manière la plus affectueuse » ; et, reprenant la plume, Horace tenta de faire comprendre à son ami que, dans l'intérêt de la pacification de la Chrétienté, l'Angleterre avait dû se prêter à des pourparlers, dont il attribuait d'ailleurs l'initiative à la Cour Impériale (4).

(1) De Broglie à Chauvelin, 5 janvier 1731, A. E., corr. Angl., 375, f. 13.
(2) *Craftsman* du 13 janvier, dans A. E. corr. Angl. *id.*, f. 21.
(3) Yorke *Life of Lord Chancellor Hardwicke*, t. Ier, pp. 84-5.
(4) H. Walpole à Fleury, 15 janvier et 4 février, A. E. corr. Angl., 375, ff. 9 et 54. — Newcastle à Waldegrave, 3 février, B. M., 32.771 f. 211.

Le 9 février, lorsque Waldegrave vint à Versailles remettre la lettre d'Horace et s'acquitter des ordres de Newcastle, il reçut le plus mauvais accueil. Fleury lui fit observer qu'on en usait « très cavalièrement » avec la France ; et Chauvelin lui déclara qu'il préférait se taire pour éviter de lui dire des choses désagréables (1).

La froideur des ministres français devait d'autant plus inquiéter Walpole, qu'il venait entre temps d'apprendre que la Cour d'Espagne s'était résolue à faire un coup d'éclat.

LL. MM. CC., à bout de patience, avaient envoyé le comte de Castellar, frère du ministre Patino, à Versailles. Il devait presser les alliés d'exécuter leurs engagements, et, s'ils s'y refusaient, rompre les pourparlers. Comme une série de conférences n'avait produit aucun résultat, Castellar remit aux ministres français une déclaration de son maître, portant qu'il se regardait comme dégagé des traités conclus avec les alliés et particulièrement du traité de Séville (2).

Bien que cette déclaration n'eût pas été remise au Gouvernement britannique, c'est lui qui devait être le plus sensible à ce coup de surprise (3). Les Anglais allaient donc être dépouillés des privilèges commerciaux que l'Espagne leur avait concédés ; et Walpole, pour ses débuts, semblait avoir perdu les avantages que leur avait procurés la diplomatie de Townshend. Mais l'inquiétude des Anglais provenait surtout de ce qu'ils croyaient discerner dans cette manœuvre la main de leur adversaire, le Garde des Sceaux.

Tandis que dans les conférences des alliés Chauvelin repoussait avec intransigeance les propositions de

(1) Waldegrave à Newcastle, 15 février, B. M., *id.*, f. 315.

(2) Texte de la Déclaration remise par Castellar le 28 janvier, B. M., 32.771, f. 270.

(3) Newcastle à Waldegrave, 6 février, et à Keene, même jour, B. M., 32.771, f. 233 et 351.

Castellar, il avait, d'autre part, avec lui des entretiens prolongés. Newcastle, qu'inquiétait la froideur de l'Espagnol, le jugeait « entièrement gagné par la Cour de France » (1). La déclaration de Castellar survint au moment même où Chauvelin venait d'annoncer à Waldegrave qu'il était au courant des pourparlers de Vienne (2).

La révolte de l'Espagne servait dès lors trop bien la colère de la France. Très significative était l'attitude que les ministres français avaient prise, en mettant brusquement fin aux conférences qui continuaient entre alliés pour l'exécution du traité de Séville, déclarant aux représentants des Puissances Maritimes qu'ils ne pouvaient plus y prendre part, « alors que peut-être la France était abandonnée (3) ».

En même temps que l'Espagne, ils reprenaient donc leur liberté. L'Angleterre ne pouvait tarder davantage à s'entendre avec la Cour de Vienne.

C'est dans ces conditions que, le 19 février, Walpole se décida à sacrifier les prétentions du Hanovre ; Robinson reçut l'ordre de ne plus se laisser arrêter par elles ; fortifié par une lettre où Horace Walpole confirmait les dispositions conciliantes de son frère, le diplomate anglais réussit enfin à signer, le 16 mars, le second traité de Vienne (4).

(1) Newcastle à Keene, 14 janvier 1731, B. M., 32.771, f. 97. — Cf. Waldegrave à Newcastle, 2 et 13 janvier, B. M., *id.*, f. 46 et 47.

(2) Waldegrave à Newcastle, 20 janvier, B. M., *id.*, f. 63. — Keene à Waldegrave, 9 mars, B. M., 32.772, f. 55, ne doute pas que Chauvelin ait eu part à la déclaration. — Newcastle à Waldegrave, 6 février (most private), B. M., 32.771, f. 241 : « M. Chauvelin has been in a great measure the occasion of it ».

(3) Waldegrave à Newcastle, 15 février, B. M., 32.771, f. 334.

(4) Harrington à Robinson, 19 février, Coxe *R. W.*, t. III, p. 87. — Horace Walpole à Robinson, et Robinson à Horace Walpole, *id.*, p. 81.

III

L'accord de l'Angleterre et de l'Espagne (juillet 1731.*)*

La France aurait-elle pu le prévenir ? Chauvelin croyait possible d'intimider l'Empereur et les Anglais. Il recommandait des résolutions énergiques. Il fallait à son sens offrir à l'Espagne un concours sans réserve. Une lettre personnelle de Louis XV aurait dû donner à Philippe V l'assurance que nous le soutiendrions au besoin par les armes. Le Garde des Sceaux désirait d'autre part rappeler de Londres notre ambassadeur, car il importait avant tout de ruiner la réputation funeste de faiblesse qu'Horace Walpole avait faite au Cardinal (1).

Mais Fleury avait trop mauvaise opinion de la Cour d'Espagne pour se lier à sa fortune, et il ne voulait pas encore renoncer à l'espoir de se réconcilier avec les Anglais. La lettre qu'il adressa à Horace, le 16 février, débutait par une protestation très vive, et s'achevait néanmoins sur un aveu de confiance (2).

(1) Mémoires de Chauvelin des 20 et 28 février, A. E., Mém. et Doc. France, 503, f. 1 et 31. Une note du 10 février (A. E. corr. Angl. 375, f. 75), écrite par Pecquet et corrigée par Chauvelin, nous renseigne sur ses premières réflexions. Il pensait d'abord à gagner l'Espagne : « Ce qu'il faut pour cela, disait-il, c'est lui procurer un avantage que nous ne trouverions que du côté de l'Empereur. » Il en concluait que la France devrait offrir à Vienne la garantie de la Pragmatique, pour obtenir en échange le mariage de Don Carlos. Deux jours plus tard le Conseil décidait de garantir la Pragmatique contre la cession de Luxembourg. D'autre part, on prescrivait à Rothembourg, notre ambassadeur en Espagne, de proposer aux souverains catholiques la conclusion d'une alliance séparée sous la forme d'un pacte de famille. Cf. Baudrillart, *op. cit.*, t. IV, pp. 68-73.

(2) Fleury à Horace Walpole, 16 février, A. E., corr. Angl., 375, f. 63 : « Comment donc voudriez-vous, Monsieur, que nous puissions ne pas être inquiets d'une négociation qui dure depuis trois mois sans qu'on nous en ait fait la moindre part... N'est-ce pas une infraction incontestable au traité de Hanover?... Depuis le départ de V. Exc. je n'ai pas été plus instruit de ce que faisoit Votre Cour que de ce qui se passe au Japon. » Il ne pouvait disconvenir que « le bruit

Lorsque, pour se justifier, Horace lui fit remettre le texte du projet que Robinson présentait à l'Empereur, Fleury accepta d'en prendre connaissance ; il avoua que ce texte ne contenait rien de contraire aux Traités, si ce n'est à celui de Hanovre, qui interdisait aux Anglais d'engager à notre insu cette négociation. Il s'étonnait de n'y trouver aucun article intéressant l'Électorat, mais n'en éprouvait point d'inquiétude; et, croyant déjà deviner une amélioration dans l'attitude de Robinson, il en attribuait le mérite à son ami (1).

Ce langage était propre à rassurer les Anglais. Le comte de Broglie, exactement renseigné sur la marche de leur négociation, s'effrayait de les trouver « persuadés que nous ne voulons absolument rien faire, quelque chose qui puisse arriver (2). » Mais Chauvelin était obligé de lui répondre qu'il était inutile de combattre cette conviction : « Ce ne sont point les discours, écrivait-il, qui sur cela persuaderont pour ou contre ; et il vaut autant laisser le ministère anglais dans sa sécurité ordinaire (3). » Quelques jours plus tard, après qu'un courrier de Bussy lui eût apporté la nouvelle de la signature du traité de Vienne, le Garde des Sceaux dut encore se contenter de prescrire à notre ambassadeur une attitude absolument passive, « une entière indiffé-

de votre négociation à Vienne n'ait excité en France de grands murmures contre votre nation, et qu'on ne m'ait accusé en particulier d'avoir eu trop de confiance en V. Exc. ». Il ajoutait cependant : « Je vous crois trop honnête homme pour me faire jamais repentir de la confiance sans bornes que j'ay en V. Exc. »

(1) Horace Walpole à Fleury, 1er mars ; Fleury à Horace Walpole, 20 mars, A. E., corr. Angl., 375, f. 79 et 100. — Newcastle à Waldegrave, 6 mars (most private), B. M., 32.771, f. 403.

(2) De Broglie à Chauvelin, 12 mars, A. E. *id.*, 373, f. 168 : « J'ose pourtant vous assurer, Monsieur, qu'ils auraient grande peur dans le moment présent si ils n'étaient pas persuadés que nous ne voulons absolument rien faire, quelque chose qui puisse arriver. »— Voir aussi de Broglie à Chauvelin, 8 mars, *id.*, 373, f. 64.

(3) Chauvelin à de Broglie, 22 mars, A. E., *id.*, 373, f. 170.

rence (1) ». Les ministres français en donnèrent eux-mêmes l'exemple, lorsqu'au début d'avril Waldegrave vint leur communiquer le traité du 16 mars. D'un air détaché, ils se bornèrent à formuler quelques remarques de détail et à s'incliner en silence, pour répondre aux compliments de l'ambassadeur (2).

Mais par son accord avec la Cour de Vienne l'Angleterre n'avait encore remporté qu'une victoire incomplète. Il restait à convaincre l'Espagne qu'elle devait adhérer au traité nouveau et confirmer celui de Séville, en annulant la déclaration de Castellar. La Cour de Madrid allait établir Don Carlos en Italie, mais elle devait, d'autre part, reconnaître les privilèges commerciaux des marchands anglais, réparer leurs dommages, accepter de soumettre la navigation dans le nouveau monde à des règles qui leur permettraient d'y trafiquer sans encombre.

C'était beaucoup demander aux Espagnols. Pour peu que la France encourageât leur résistance le succès serait difficile. Aussi Newcastle, envoyant à Keene ses instructions, avait-il soin de lui rappeler « qu'une réconciliation complète entre la France et l'Espagne n'est ni notre affaire ni notre intérêt (3). »

Les Espagnols auraient désiré d'ailleurs opérer leur réconciliation avec Vienne sans avoir à payer le courtage de l'Angleterre ; ils s'obstinaient toujours à espérer que l'Empereur en viendrait à accepter le mariage de Don Carlos. La cour de Madrid semblait donc très hésitante. La Reine et le ministre Le Paz

(1) Chauvelin à de Broglie, 26 mars, *id.*, 373, f. 136.

(2) Waldegrave à Newcastle, 12 avril, B. M., 32.772, f. 204.—Waldegrave exécutait les ordres envoyés par Newcastle le 6 avril (Coxe, *R. W.*, t. III, p. 109), et remettait à Fleury une lettre d'Horace (6 avril A. E., 375, f. 128). Celui-ci avait pris maintenant le parti d'impressionner le Cardinal par son assurance, et, passant sous silence sa propre trahison, il lui reprochait vivement d'avoir, malgré ses promesses, mis le Garde des Sceaux dans la confidence de leurs secrets.

(3) Newcastle à Keene, 6 avril, B. M., 32.772, f. 121.

étaient tout à fait allemands, tandis que le Roi et Patino gardaient des sympathies françaises (1). Keene rapportait des propos inquiétants de l'ambassadeur de France, Rothembourg, qui déclarait que désormais « la France était libre de ses engagements avec l'Angleterre (2) »; et, par un domestique de l'ambassade, les Anglais se procuraient des lettres de Pecquet qui prévoyait contre eux la guerre à bref délai (3).

Mais n'était-on pas en présence de quelque intrigue secrète du Garde des Sceaux. Le Cabinet britannique n'en voulait pas rendre le cardinal responsable. Il était au contraire si convaincu de sa faiblesse qu'il avait même osé lui demander son appui. Ne pourrait-il prescrire à Rothembourg de s'associer aux efforts de Keene, pour obtenir que l'Espagne annulât la déclaration de Castellar ? (4).

A cette étrange prétention le Cardinal répondit par un refus catégorique : « Nous ne savons pas, écrivit-il, ce que fera l'Espagne, et, si elle accepte (*sic*), comme nous le croyons, nous en serons fort aises. Nous avons donné ordre à M. de Rottemburg de ne pas dire un mot, ni pour ni contre, et de laisser agir LL. MM. CC. comme Elles le jugeront à propos (5). »

Ce parti pris d'abstention se manifestait en même temps par le rappel du comte de Broglie. Chauvelin saisissait avec empressement l'occasion d'une maladie de Mme de Broglie pour autoriser notre ambassadeur à revenir en France (6). Son brusque départ inquiétait un peu les Anglais (7), et, comme ils s'étaient souvent

(1) Waldegrave à Newcastle, 5 mai, B. M., 32.772, f. 375 ; Baudrillart, *op. cit.*, t. IV, p. 91.

(2) Newcastle à Waldegrave, 27 avril, B. M., 32.772, f. 191.

(3) Keene à Newcastle, 27 mai, B. M., 32.772, f. 470, contenant des lettres de Pecquet du mois d'avril.

(4) Newcastle à Waldegrave, 12 avril (private), B. M., 32.772, f. 126.

(5) Fleury à H. Walpole, 18 avril, A. E., corr. Angl., 375, f. 131.

(6) Chauvelin à de Broglie, 20 avril, A. E., *id.*, 373, f. 223.

(7) Chammorel, chargé d'affaires, à Chauvelin, 30 avril, *id.*, f. 259.

plaints de ses intrigues, ils se seraient volontiers persuadés que le Cardinal, en l'éloignant, avait voulu les obliger, si celui-ci n'avait pris soin lui-même de dissiper cette illusion (1).

Le Cardinal tenait donc à marquer aux Anglais son ressentiment. Mais il repoussait toujours les mesures plus énergiques et plus actives par lesquelles Chauvelin aurait voulu combattre leurs progrès. Un mémoire de Pecquet exposait en vain tout un plan de campagne. Avouant que l'Espagne était mal disposée pour nous et qu'Elisabeth Farnèze, encore séduite par le mirage germanique, n'écouterait pas nos conseils, il recommandait pourtant de la ménager. On pouvait, d'autre part, en soutenant la résistance de la Saxe et de la Bavière retarder l'adhésion de la Diète germanique au traité de Vienne. Notre représentant, Chavigny, devait être encouragé dans ses efforts. Une négociation pouvait être amorcée à la Cour de Sardaigne. Les princes du Nord entreraient dans notre alliance, si nous leur accordions des subsides. Il fallait enfin augmenter notre marine, « avoir dans nos colonies un fond de marine qui puisse contenir les Anglais », et, dans l'Angleterre même, entretenir les divisions qui affaiblissaient le ministère (2). Mais, à cette lecture, visiblement, le Cardinal s'effrayait. Il répugnait à engager, pour relever la marine et pour recruter des alliances, de nouvelles dépenses (3). Loin de ménager les Espagnols, il ne pouvait contenir l'irritation que leur attitude lui causait. Ne s'obstinaient-ils pas à garder les effets des gallions qui appartenaient à la France ? Devant

(1) Fleury à Horace Walpole, 8 mai, A. E., *id.*, 375, f. 147 ; il justifie la conduite du Comte de Broglie.

(2) Mémoire de Pecquet du 23 avril, A. E. Mém. et Doc., France, 503, f. 18.

(3) Mémoire de Pecquet du 26 avril, répondant aux objections faites par Fleury au mémoire précédent (*id.* f. 31). — Voir Appendice 1er.

Waldegrave, surpris et amusé, il se laissait aller à les traiter de « Turcs, barbares, sauvages, cannibales, gens sans foi ni vertu (1) ».

Il approuvait au contraire expressément les vues développées dans un autre mémoire, qui montrait l'Espagne trop engagée à Vienne pour qu'on pût la retenir, et qui recommandait la patience, parce que, pour le présent, toute intervention serait inutile : « Vous savez, écrivait-il en marge, que c'est mon sentiment ; il est triste mais il est forcé... Nous n'avons donc que le hasard des événements pour nous, comme de la mort de quelqu'un des potentats, nos ennemis, ou l'abdication. » Il fallait attendre « le bénéfice du temps... le seul qui nous reste. (2) »

La faiblesse de Fleury était trop connue de l'Espagne pour qu'elle pût se fier aux offres d'alliance que Rothembourg lui avait transmises. Les Anglais avaient le champ libre. Ils eurent de plus la sagesse de ne pas insister pour obtenir à la fois la satisfaction de toutes leurs demandes ; et leur modération assura leur succès (3). Le 6 juin, Keene put signer avec La Paz et Patino une déclaration, qui confirmait le traité de Séville. La Cour d'Espagne déclarait que, « nonobstant la déclaration faite à Paris, le vingt-huitième de janvier dernier, par son ambassadeur extraordinaire, le marquis de Castellar, les articles du susdit traité de Séville qui concernent directement et réci-

(1) Waldegrave à Newcastle, 16 mai, B. M., 32.772, f. 399.

(2) Mémoire du 14 mai, A. E., Mém. et Doc., 503, f. 47. Le mémoire justifiait notre abstention par ces mots : « Il est encore moralement impossible qu'Elle (la Reine d'Espagne) ne vienne pas à nous parce que, quoiqu'Elle fasse, il lui faut notre garantie pour la sûreté de Don Carlos en Italie. (f. 51). »

(3) L'Angleterre, qui aurait voulu tout d'abord établir un texte signé par toutes les parties, avait accepté de conclure un arrangement particulier avec l'Espagne, et de ne rechercher qu'ensuite à la mettre d'accord avec l'Empereur. Newcastle à Keene, 12 et 16 avril, B. M., 32.772, ff. 196 et 258. — 16 et 31 mai, ff. 409 et 473. — 13 juin, 32.773, f. 21. — Ces arrangements avaient suscité quelque émotion dans les Provinces Unies (Chesterfield à Harrington, 8 juin, B. M., 32.773, f. 73).

proquement les deux Couronnes subsisteront dans toute leur force et toute leur extension ; » tandis que l'Angleterre s'engageait à réaliser, dans un délai de cinq mois, l'installation de Don Carlos (1).

Puis, le 22 juillet, un nouveau traité était conclu à Vienne, par lequel l'Espagne adhérait à celui du 16 mars. Les trois Puissances signataires s'entendaient pour installer, sous la protection de garnisons espagnoles, Don Carlos dans les états qui devaient lui revenir. Le duc de Liria, ambassadeur d'Espagne, qui travaillait à un accord avec la Cour de Vienne en dehors des Anglais, avait dû se résigner à accepter leur concours (2).

IV

Walpole et l'opposition parlementaire.

Le programme que Walpole s'était fixé se trouvait dès lors atteint et son succès inattendu lui permettait de braver aussi bien le dépit de ses ennemis intérieurs que la colère de la France. L'opposition parlementaire, ayant souvent annoncé qu'il lui serait impossible d'exécuter les clauses de Séville (3), était fort déconcertée par ce dénoûment. A la dernière heure, elle avait tenté de l'empêcher, en révélant dans le *Craftsman* la négociation secrète de Vienne ; mais Walpole n'avait pas hésité à engager contre le journal des poursuites judiciaires (4) ; et, après la signature du traité, le *Craftsman*, prenant un peu tard le

(1) Texte : B. M. 32.773, f. 128. Cf. Martens Suppl., t. Ier, p. 209.

(2) Robinson à Harrington, 5 juin, B. M., 32.773, f. 138 ; et 22 juillet, *id.*, 32.774, f. 11.

(3) Voir en particulier : *A short view of the State of Affairs with relation to Great Britain for four years past*, 1730, in-8°, pp. 21-27, brochure écrite peut-être par Bolingbroke en réponse à celle de R. Walpole, citée plus haut (p. 32). Elle donna naissance à toute une série de pamphlets.

(4) *Craftsman*, 13 janvier 1731.

parti de s'en réjouir, n'avait plus d'autre ressource que d'en exagérer la portée, pour préparer au public une déception (1).

Cependant, l'autorité grandissante du ministre, la prétention qu'il avait découverte de diriger à sa guise la politique extérieure comme les affaires intérieures du pays, pouvaient fournir aux opposants un moyen de continuer la lutte. Lord Bolingbroke, son vieil ennemi, était trop perspicace pour ne pas s'en saisir (2). Revenu de l'exil en 1726, en abandonnant tout espoir de rétablir le Prétendant, il avait dès lors entrepris d'unir contre Walpole tous les politiciens avides de le supplanter. Bolingbroke était encore déchu de ses droits politiques et ne pouvait siéger au Parlement ; mais le groupe des tories ralliés à la dynastie hanovrienne suivait ses inspirations, et leur leader, sir William Wyndham (3), mettait au service de ses ambitions une éloquence hautaine qui forçait le respect.

Il s'agissait de gagner le concours des whigs que l'autoritarisme de Walpole avait écartés du pouvoir, et qui avaient groupé autour d'eux un nombre important de « whigs dissidents ». Le plus considérable d'entre eux était William Pulteney (4), qui, par ses dons exceptionnels de « debater », par ses connais-

(1) *Craftsman*, 14 avril 1731.

(2) Henry Saint-John, vicomte Bolingbroke (1678-1751). On sait qu'il avait, comme ministre, à la fin du règne d'Anne, conclu la paix d'Utrecht et préparé le retour des Stuarts. Condamné par le Parlement, après l'avènement de Georges Ier, il était entré au service du Prétendant, qui l'avait bientôt écarté.

(3) Sir William Wyndham (1687-1740), était le disciple fidèle de Bolingbroke. Sur lui cf. *infra* p. 354. — Les tories encore jacobites formaient un groupe séparé dirigé par Shippen. Celui-ci, bien qu'hostile à Walpole, n'en était pas moins estimé par lui pour sa loyauté. Voir Morley, *Walpole*, p. 127.

(4) William Pulteney, plus tard comte de Bath (1684-1764), avait fait partie du ministère whig, s'en était retiré à la suite de Walpole et Townshend en 1717 ; mais quand ceux-ci avaient repris le pouvoir en 1721, ils avaient refusé de faire entrer Pulteney dans leur cabinet. Cf. Coxe, *R. W.*, t. Ier, pp. 352 et suiv.

sances étendues, surtout en matière de finances, semblait destiné aux premiers rôles, et ne pardonnait pas à Walpole d'avoir osé lui proposer un poste secondaire dans son gouvernement. Bolingbroke réussit en 1726 à former avec lui une coalition, dont la fondation du *Craftsman* marque l'apparition. Tous les adversaires de Walpole collaboraient à ce journal, mais leur union restait encore fragile.

La disgrâce de Townshend offrit une occasion de la renforcer. Ne semblait-elle pas justifier ce que les opposants disaient de l'ambition de Walpole ? Avec plus de raison qu'autrefois, ils pouvaient dénoncer le danger que son pouvoir envahissant faisait courir aux libertés anglaises, et, pour les défendre, rallier tous les « patriotes ». Si les tories engageaient cette campagne, comment les whigs ne les auraient-ils pas soutenus ?

La crise allait d'ailleurs grossir leurs rangs de recrues nouvelles. Townshend, il est vrai, préférait abandonner la politique et se retirer dans ses terres plutôt que d'avoir à combattre son ancien collègue. Mais Carteret (1), qu'après avoir relégué au gouvernement d'Irlande, Walpole faisait maintenant sortir du Cabinet, allait prendre la tête des opposants dans la Chambre des Lords ; et Chesterfield, qu'une place de lord Chambellan (*lord Steward*) consolait mal de n'avoir pas obtenu une secrétairerie d'État, était près de l'imiter (2).

A la fin de 1730 commencèrent à paraître dans le *Craftsman* des « Remarques sur l'histoire d'Angleterre », où Bolingbroke montrait en Walpole le succes-

(1) Lord Carteret, plus tard comte de Granville, 1690-1763, secrétaire d'État de 1721 à 1724. Walpole et Townshend étaient parvenus à le faire remplacer par le duc de Newcastle ; et Carteret avait été nommé lord-lieutenant de l'Irlande. Cf. A. Ballantyne, *Lord Carteret, a political biography*, 1887.

(2) Philip Dormer Stanhope comte de Chesterfield, 1694-1773, le célèbre écrivain. Townshend aurait voulu le prendre pour collègue à la place de Newcastle.

seur indigne des grands politiques du passé, et surtout l'héritier de tous ceux qui avaient essayé de placer l'Angleterre sous le joug (1). En réponse à cette campagne, Walpole ne chercha point sérieusement à rompre la coalition formée contre lui ; s'il offrit en 1730 à Pulteney, l'un des postes de secrétaires d'État (2), on ne peut croire qu'il voulût réellement se prêter à partager avec lui le pouvoir. Au début de 1731, sir William Yonge, l'un des plus proches confidents du ministre, engageait au contraire contre le député whig une guerre de pamphlets qui le mit en fureur. Bolingbroke, dans une dernière lettre s'empressa de prendre la défense de son allié ; et la riposte de Yonge, faisant le jeu de la coalition, confondit dans ses attaques « les deux honorables patrons du *Craftsman* », le tory et le whig (3). Walpole ne jugeait plus utile de traiter Pulteney avec ménagement, et, en guise de conclusion, il faisait rayer son nom de la liste des Conseillers privés (4). Le succès des négociations de Vienne mettait le ministre en posture de tenir tête à tous ses ennemis.

V

Les projets de Chauvelin et les vues du Cardinal.

Walpole pouvait aussi braver la colère de la France. Au lendemain du traité de juillet, qu'elle avait été incapable de prévenir, le Garde des Sceaux reprenait la plume, pour recommander de nouveau

(1) *Remarks on the History of England*, publiées de sept. 1730 à mai 1731 sous le pseudonyme de Oldcastle.

(2) Coxe, *R. W.*, t. Ier, p. 360.

(3) Sir William Yonge, l'un des commissaires de la Trésorerie. H. Walpole *Memoirs of the reign of George II*, t. Ier, p. 23. — Sur cette guerre de pamphlets, voir Coxe, *R. W.*, t. Ier, pp. 361-5.

(4) Newcastle à Pulteney, 14 juillet 1731, R. O. St. Pap. Dom. Geo. II, 23.

au Cardinal une énergique activité (1). Il tentait de l'impressionner en lui faisant craindre que les nouveaux alliés ne veuillent arracher à la France isolée sa garantie de la Pragmatique. Il montrait l'Angleterre attirant à elle les états de l'Empire ; l'Espagne détenant toujours notre commerce des gallions : « Il faut, disait-il, travailler à nous faire craindre, en montrant des principes forts, courageux et décidés, » relever notre marine, combattre la diplomatie des Anglais en Saxe, en Bavière, dans les Cours du Nord : « Jamais nous n'avons été sans alliés, quand nous avons voulu attaquer ou que nous n'avons pas appréhendé de l'être (2). »

Il semblait facile, en effet, d'en imposer aux Anglais. A ce moment même, l'envoi de quelques régiments dans la région de Dunkerque suffisait à provoquer chez eux une véritable panique. La flotte anglaise allait partir pour les ports d'Espagne, où elle devait assurer le transport des troupes espagnoles en Italie. La Cour de Versailles ne songeait-elle pas à profiter de son éloignement pour tenter quelque attaque ? Le Cabinet britannique se laissa difficilement rassurer par les dénégations du Cardinal (3).

Fleury n'était que trop enclin à s'effrayer des prédictions de Chauvelin ; mais, pour se prémunir contre elles, il persistait à penser que mieux valait

(1) Rothembourg avait de nouveau présenté, le 8 juillet, un projet de pacte de famille, et son intendant continuait à renseigner Keene sur ses efforts, qui peut-être étaient ignorés du Cardinal. Keene à Newcastle, 12 juillet, B. M., 32.773, f. 446 ; et 23 août *id.*, f. 170.

(2) Mémoire de Chauvelin du 3 août. A. E. Mém. et Doc. France, 503, ff. 53, 61 et 64.

(3) Chammorel à Chauvelin, 12 juillet et 17 septembre, A. E. corr. Angl., 374, f. 79 et 140. — Waldegrave à Newcastle, 3, 16, 17 et 30 juillet, B. M., 32.773, f. 322, 402, 411 et 474. — Procès-verbal de la séance du Cabinet du 11 juillet par Newcastle, R. O. St. Pap. Dom. Geo. II, 23, f. 66. — Instructions de Sir Ch. Wager, juillet 1731, B. M., 32.773, f. 365. Au dire de Fleury, qui paraît sincère, il ne s'agissait que de l'envoi de quelques régiments de cavalerie dans une région où ils trouveraient des fourrages.

ne pas irriter les Anglais. Il préférait encore leur confier ses appréhensions. Waldegrave, qui était venu lui lire le texte du traité du 22 juillet, le vit, quelques jours plus tard, sortir de son silence. Il désirait s'expliquer en tête-à-tête avec l'ambassadeur. Ce qui le préoccupait, c'était la crainte que l'Angleterre ne veuille maintenant le forcer à garantir la Pragmatique. Cela, il ne pouvait le faire, et, « quand la France aurait perdu trois batailles, il risquerait tout plutôt que d'y consentir (1) ». Les Anglais qui n'avaient jamais eu semblable dessein, virent seulement dans ces propos l'indice que Fleury voulait abandonner sa réserve boudeuse. Ils s'en réjouirent. Newcastle s'empressa d'écrire à Waldegrave une lettre, qu'il devait remettre au Cardinal et qui contenait toutes les assurances propres à le réconforter. Celui-ci en parut très satisfait, si heureux même, qu'il voulut sans tarder la faire lire au Garde des Sceaux. Pourquoi lui cacherait-il cet incident ? Sans doute, il avait assez d'autorité pour toujours le contraindre à se conformer à ses ordres ; mais il préférait de beaucoup le voir agir de bon cœur. Bref, il y mit tant d'insistance que Waldegrave ne put l'arrêter. Mais, lorsqu'à son tour le Garde des Sceaux entretint l'ambassadeur de cette affaire, il eut soin de lui faire comprendre que toute la scène avait été préparée à l'avance par ses soins. Fleury lui-même semblait de nouveau incertain. Le Roi, disait-il, lisant cette lettre, en avait été surpris : « Serait-ce bien sincère, » demandait-il (2) ?

(1) Waldegrave à Newcastle, 17 août, B. M., 32.774, f. 164. Fleury prit aussi le parti de se plaindre aux Anglais de l'activité de leurs diplomates. A quoi les Anglais répondirent en dénonçant celle que, de notre côté, sur l'initiative de Chauvelin, nous déployions dans diverses Cours. Newcastle à Waldegrave, 9 nov., et Waldegrave à Newcastle, 20 nov., B. M., 32.775, f. 45 et 131.

(2) Waldegrave à Newcastle, 5 et 14 sept., B. M., 32.774, ff. 229 et 260.

On voit débuter ici l'étrange comédie que, pendant des années, le Cardinal allait se complaire à jouer. Plus favorisés que l'ambassadeur anglais, puisque nous connaissons le mémoire du Garde des Sceaux qui en est ici l'origine, nous pouvons mieux comprendre la scène qui déconcertait Waldegrave, et distinguer les vues divergentes des deux ministres qui y collaboraient. Fleury, pas plus que Chauvelin, n'était alors disposé à donner la garantie de la France à la Pragmatique. Qu'il ait désiré plus tard réaliser par ce moyen la pacification de l'Europe, les avances qu'il fit à Vienne, éclairées par sa conduite dans les années suivantes, autoriseraient à le penser. Mais c'est qu'alors il pouvait espérer aussi s'affranchir, par sa réconciliation avec l'Empereur, de l'alliance des Anglais. En 1731, une garantie, moins offerte par nous qu'imposée à la France par une coalition redoutable, eût au contraire replacé la cour de Versailles dans la dépendance des Walpole.

Fleury cependant, et peut-être par cette raison même, jugeait nécessaire de ménager les Anglais. Non qu'il crût réellement pouvoir ajouter foi à leurs protestations d'amitié. La « confiance sans bornes » qu'il leur exprimait, signifiait simplement qu'il les croyait sincèrement désireux de la paix. Mais cela suffisait à ses yeux pour qu'il jugeât inutile et nuisible de les irriter.

Aussi tous les projets qu'édifiait Chauvelin pour les combattre, dans tous les domaines, ne pouvaient pas le séduire. Il les estimait illusoires et dangereux. C'était inciter l'Angleterre à pousser plus loin son avantage, à rechercher notre humiliation. Des alliances nombreuses que Chauvelin se flattait de nouer, les unes, recrutées à grands frais, n'auraient qu'une valeur médiocre, d'autres pouvaient devenir un péril. Ah ! si la Cour d'Espagne s'était montrée capable de travailler sincèrement à une œuvre com-

mune ! Mais comment s'associer aux ambitions, aux frénésies d'Elisabeth Farnèse, aux accès de dépression et de folie qui s'emparaient de Philippe V ? De là l'irritation du Cardinal.

Les projets du Garde des Sceaux ne formaient point à ses yeux un ensemble solide et méthodique. Durant toute cette crise il ne découvrait pas dans les mémoires que son collaborateur lui présentait une politique clairement définie. Nous avons relevé bien des oscillations dans les vues de Chauvelin. Elles paraissent, il est vrai, constamment inspirées par un désir ardent de s'affranchir de la dépendance des Anglais. Mais Chauvelin ne sait pas comment y parvenir ; et sa politique se réduit longtemps à attendre une occasion favorable que les Anglais doivent eux-mêmes lui procurer.

Il croit la découvrir enfin dans la négociation engagée à Vienne par Walpole et l'on a vu comment il aurait voulu l'exploiter. Le comte de Chavigny, qu'il allait charger de défendre à la Cour de Londres nos intérêts, a, de son côté, dans un mémoire récapitulatif, tenté de justifier son point de vue et de montrer la faute commise par le Cardinal : « Si le désir de paix ou de conciliation, écrivait-il, eût été moins prédominant en France ou mieux déguisé, si l'on se fût collé à l'Espagne au lieu de l'Angleterre, nous nous serions joué des Anglais ; et, aussi enchaînés qu'ils l'étaient, ils n'eussent osé se jouer de nous ; nous les eussions insensiblement entraînés dans les entreprises que nous eussions voulu faire, soit en Italie, soit dans les Pays-Bas ». Nous aurions dû offrir résolument à la reine d'Espagne « de nous charger, seuls et tout à l'heure », de l'introduction de don Carlos dans les états qui lui étaient réservés. « Quelques-uns des membres du Conseil privé d'Angleterre m'ont avoué, que, assemblés à diverses reprises pour délibérer et résoudre si l'on procéderait ou non à la conclusion du traité projeté

à Vienne, presque tous conclurent à la négative, dans la prévoyance de deux choses l'une : ou que la France leur couperait l'herbe sous le pied, pour parler selon eux, ou qu'elle vengerait une défection aussi téméraire et aussi injurieuse que celle dont on délibérait ; qu'ils n'acquiescèrent au traité que sur l'affirmation précise et formelle des Walpole, qui répondirent sur leur tête que la France recevrait l'affront et le supporterait avec patience, qu'elle bouderait peut-être, mais qu'il n'en serait pas davantage. » « La France, concluait Chavigny, attendit avec résignation le coup qui lui était préparé ; toute autre Puissance, qui se soutiendrait moins de son propre poids en eût été ébranlée (1). »

Le témoignage de Chavigny vient ici confirmer ceux de tous les contemporains qui s'accordent à penser qu'il eût été possible d'intimider les Anglais, et à condamner la faiblesse du Cardinal, dont le spectacle, il faut le reconnaître, est encore pénible aujourd'hui.

Comment lui reprocher néanmoins de n'avoir point voulu « se coller à l'Espagne », de n'avoir pas cru possible, par ce moyen, de prendre la direction de l'Europe et d'imposer à la fois aux Puissances Maritimes, à l'Empereur, à l'Espagne elle-même un accord? Même en écartant la question brûlante des Pays-Bas, il aurait fallu effectuer en Italie le plus difficultueux des partages. Chauvelin lui-même avait auparavant manifesté des doutes à ce sujet.

Ce n'était point en gagnant l'Espagne qu'on pouvait espérer la réconcilier ensuite avec l'Empereur. Il fallait s'adresser d'abord à Vienne. Alors seulement on pourrait amener la Cour de Madrid

(1) « Mémoire de M. de Chavigny contenant quelques observations sur les anecdotes les plus importantes qu'il a recueillies dans les différentes négociations qui lui ont été confiées depuis 1712 jusques au mois de may 1738. » — A. E., Mém. et Doc. France, 457, ff. 43 et 44.

à des concessions raisonnables. Walpole venait d'en donner l'exemple, et Fleury lui-même devait plus tard y réussir.

Pour l'instant, incapables d'offrir à l'Empereur des avantages aussi considérables que les Anglais, nous ne pouvions nous opposer à leur succès. Mais à vrai dire, ce succès n'était-il pas en partie illusoire ? Serait-il durable ?

Walpole, par le traité de Vienne, s'engageait dans une entreprise difficile. Comme le disait Chavigny, la « France, qui se soutenait de son propre poids », n'était pas ébranlée par l'échec de sa diplomatie. Peut-être y avait-il plus d'assurance dans la timide réserve du Cardinal, que dans les démarches précipitées que Chauvelin préconisait. Fleury escomptait « le bénéfice du temps » ; tandis que les Anglais continueraient à surveiller anxieusement les attitudes contraires des deux ministres français, comparant avec inquiétude les confidences amicales de Fleury aux manœuvres hostiles du Garde des Sceaux, la France, simple spectatrice, regarderait comment ils parvenaient à maintenir l'entente qu'ils avaient ménagée entre l'Espagne et l'Empereur.

Les Instructions de Chavigny

Le « bon monsieur Chammorel » qui, depuis le départ du comte de Broglie, était chargé de la correspondance d'Angleterre, n'avait ni l'autorité ni les forces suffisantes pour s'en acquitter plus longtemps. En novembre la cour de Versailles décida d'envoyer à Londres le comte de Chavigny (1).

La mission difficile que Chavigny venait de remplir en Allemagne avait alors porté au plus haut point sa

(1) Chauvelin à Chammorel, 21 novembre, et à de Broglie, 26 novembre, A. E. Corr. Angl., 374, ff. 172 et 175.

réputation (1). « Sachant avec adresse varier ses discours et flatter les gens, observer leurs regards et leurs paroles, et, par de courtes reparties, avec un léger sourire et des nuances cajoleuses, toujours laisser paraître des sentiments conformes aux leurs » (2), il était fort capable, d'ailleurs, de déclarations énergiques et d'audaces déconcertantes. Ses sympathies étaient connues ; elles allaient sans réserve aux idées du Garde des Sceaux, et celui-ci, en le choisissant, comptait bien causer aux Anglais « de vives inquiétudes (3) ». On évitait en outre de lui donner la qualité d'ambassadeur, et ses instructions, où la politique d'abstention préconisée par Fleury se trouvait définie, étaient calculées pour empêcher que sa venue ne pût être interprétée comme « une marque de réconciliation » (4).

« Il n'y a plus, disaient-elles, entre S. M. et le roy d'Angleterre d'occasion de négocier ; et leurs intérêts réciproques sont séparés par une distance si considérable qu'il ne s'agit plus de se concerter sur les affaires générales de l'Europe. S. M. veut seulement conserver avec l'Angleterre la paix et la bonne intelligence ; et, comme effectivement il n'y a point, quant à présent, de sujets de rupture avec l'Angleterre, une intelligence à maintenir, sans s'expliquer même en vertu de quels traités, est le seul motif que le sieur de Chavigny doive présenter à ceux qui auraient à cet égard quelque curiosité, et auxquels, s'ils faisoient des instances, il faudrait répondre qu'il n'a nulle instruction sur cet article. »

(1) Sur cette mission voir Dureng, *op. cit.*

(2) Lettre de H. Walpole adressée probablement au Grand Pensionnaire, 1732, *Coxe mss.* B. M. 9.166, f. 7. — Cf. aussi Voltaire à Thierot, 14 avril 1732 (éd. Garnier, t. XXXIII, p. 255).

(3) Chauvelin à Chammorel, 9 décembre, A. E. corr. Angl., 374, f. 137.

(4) Mémoire pour servir d'instruction au sieur de Chavigny allant de la part du Roy en Angleterre, 16 décembre 1731, A. E. *id.*, 374, f. 195 (rédigé par Pecquet et corrigé par Chauvelin).

Les instructions prévoyaient d'ailleurs que l'Angleterre ne tarderait pas à manifester le désir de se rapprocher de nous : « Les Anglois, ajoutaient-elles, ne négligeront cependant pas les occasions d'essayer sérieusement s'ils ne pourroient pas se réconcilier avec S. M. Ils savent bien, que, quelques mesures qu'ils prennent sur les affaires générales de l'Europe, le principal degré de solidité y manque, dès que le Roy n'y concourre pas ou que ces mesures sont prises sur un fondement et des principes désagréables à Sa Majesté. »

« ... Le sieur de Chavigny doit se prester assez à la conversation pour pouvoir, sans faire de questions, faire expliquer les ministres anglois sur les motifs de leur conduite, et sur le changement entier des principes sur lesquels ils paraissoient si vifs ; mais il ne doit laisser naître aucune idée ou espérance que le Roy puisse varier dans les siens ou songer à renouveller aucun traité avec l'Angleterre. Il évitera cependant de se mettre dans la nécessité de déclarer si S. M. regarde comme subsistants encore, ou comme nuls, les traités faits depuis ceux d'Utrecht. »

Mais on pouvait craindre encore que le ministère, ayant « un extrême intérêt du costé de la nation à ne pas paroître en brouillerie ouverte avec la France, » ne cherche par ses avances à rendre notre envoyé suspect au parti des opposants. Pour déjouer ce calcul, Chavigny « se bornera à faire sa Cour au Roy d'Angleterre comme simple courtisan, et il observera, mais avec ménagement, de ne se point trop prester à l'affectation que les ministres anglois auront sans doute de rechercher de fréquentes et longues conversations avec luy. Il aura soin aussy de se mettre, dès le commencement, dans l'usage de voir librement les gens de toutes sortes de partys, sur le fondement que, n'ayant autre chose à faire que d'estre en société avec tout le monde, ses démarches sont et doivent être sans conséquences. »

N'était-ce point là pourtant donner à notre diplomate une occasion dangereuse de déployer les dons d'intrigues qui avaient consacré sa valeur ? Consentirait-il à se cantonner dans le rôle effacé d'un « observateur très attentif de tout ce qui peut avoir un rapport à l'état du ministère et de la nation angloise » ? Chauvelin, pris de scrupules, voulut ajouter au texte primitif des instructions quelques réserves : « Il ne faut pourtant pas, écrivait-il, qu'il (Chavigny) se mette en situation, par son commerce trop régulier et trop déclaré avec les personnes opposées à la Cour d'Angleterre, que l'on le voye entrer dans les cabales et que l'on en puisse porter icy des plaintes... » « Il y a beaucoup d'ennemys des Walpole, observait-il, mais il y en a peu de puissants. » Chavigny devait seulement « laisser entendre que les temps sont changés, que nous n'avons point de raison de fermer l'oreille, et qu'on peut compter sur le plus grand secret ». En ce qui concernait Pulteney, qui venait d'être exclu du Conseil Privé, les instructions se faisaient plus précises : « Le sieur de Chavigny... le doit voir, mais moins que les autres (1). Il peut simplement jetter dans la conversation particulière que son mérite est parfaitement connu icy, et qu'on a esté indigné de la manière dont on a traité presque le seul deffenseur des interest de l'Angleterre ; et, se contentant de cette simple insinuation, il en attendra patiamment l'effet. »

Les craintes de Chauvelin n'étaient que trop justifiées. Chavigny n'allait pas tarder à s'affranchir des limites dans lesquelles on avait prétendu restreindre son activité (2). La situation intérieure de

(1) Pecquet avait écrit « comme les autres. »

(2) Chauvelin lui écrivait encore le 17 janvier 1732 (A. E. corr. Angl., 376, f. 15) : « Observer, écouter et peu parler est ce qui convient le mieux pour remplir l'objet de vos instructions. » — Chavigny se rapprocha aussitôt des opposants, et particulièrement de Bolingbroke. (Chavigny à Chauvelin, 3 mars 1732 *id.*, f. 247), et le Ministère

l'Angleterre lui en fournissait d'ailleurs le moyen. L'autorité de Walpole, que ses succès en 1731 avaient rendue si forte, devait, dès l'année suivante, être sérieusement ébranlée par les attaques des opposants.

VI

Le bill d'accise et les élections de 1734.

Le rétablissement de la paix allait permettre à Walpole de diminuer les dépenses et d'alléger les impôts ; aussi les Anglais attendaient-ils avec impatience de connaître son programme. Celui que peu à peu il découvrit à leurs yeux, était fait pour les surprendre et les décevoir.

Le ministre ne se prêtait qu'à une faible réduction des charges militaires, car la situation de l'Europe, et surtout le danger persistant d'un coup de main jacobite ne lui permettaient pas d'aller plus loin dans cette voie. Il n'hésitait pas au contraire à proposer de puiser dans le « fonds d'amortissement », dont lui-même avait été le créateur, les ressources nécessaires pour équilibrer le budget. Les craintes si vives que l'énormité de la dette publique causait à la plupart de ses compatriotes ne l'arrêtaient point ; mais, avec un audacieux optimisme, il semblait estimer qu'aujourd'hui le pays était de taille à en supporter le poids, et qu'au lieu d'en alléger la charge, mieux valait augmenter sa vigueur. Pour y parvenir et pour enraciner aussi dans le pays la dynastie hanovrienne, le politique s'accordait avec le financier sur un programme en deux articles. Il voulait, d'une

en prit ombrage : « Je suis reconnu pour le méchant, constatait-il, je suis haï ou craint à proportion. Ce personnage n'est pas agréable, mais il peut être utile » (24 avril A. E., *id.*, 377, f. 123). Bientôt il fondait sur l'espoir d'une révolution en Anglererre de vastes projets diplomatiques (11 décembre. A. E., *id.*, 378, f. 387).

part, réduire l'impôt foncier au taux de 1 shilling par livre, et, de l'autre, il envisageait, semble-t-il, une réforme douanière de vaste envergure (1).

Il eut soin néanmoins de ne proposer tout d'abord qu'un projet modeste, tendant à remplacer les droits d'entrée sur le tabac et le vin par des taxes d'accise, perçues sur la consommation intérieure de ces produits. Mais, malgré ses dénégations, l'opposition lui prêta le dessein d'étendre peu à peu la réforme projetée à beaucoup d'autres articles, et de substituer par étapes au régime protecteur celui d'un « accise général ». Ce serait, à les entendre, la ruine des libertés anglaises. Le gouvernement, non content de maintenir une armée de soldats inutiles, en recruterait une seconde, formée d'employés qui surveilleraient la vie des citoyens, pénétreraient dans leurs demeures, les réduiraient en esclavage. Le peuple tomberait dans une misère effroyable ; et les agriculteurs, dont les produits seraient taxés, n'auraient pas moins à souffrir que les commerçants.

Certes ces craintes n'étaient point raisonnables ; mais le pays n'était pas d'humeur à entendre raison. Le cri d'alarme poussé par le *Craftsman* se répercuta de tous côtés par une multitude de pamphlets; et Walpole, d'abord trop enclin à mépriser cette propagande, dut bientôt reconnaître qu'elle avait réussi à atteindre et remuer le public. Lorsqu'il soumit au Parlement son projet, il eut à faire face à une assemblée environnée d'une foule menaçante et intimidée par les instructions que, de toutes les parties du royaume, les électeurs adressaient à leurs représentants.

Le ministre, au cours des débats, voyait diminuer rapidement le nombre de ses partisans; et, surtout, l'excitation du peuple laissait aisément deviner que, si même la loi était votée, elle ne pourrait être appli-

(1) Cf. notre étude sur : *La crise du ministère Walpole*, 1733-1734.

quée sans troubles. Les élections, qui devaient avoir lieu dans quelques mois, s'annonçaient enfin désastreuses.

Avec résolution, Walpole décida tout à coup d'abandonner son entreprise ; il retira son projet et, comme son crédit auprès des souverains avait résisté à tous les assauts, il frappa sans crainte les principaux politiciens qui avaient abandonné sa cause. Chesterfield, qui avait cru le moment propice pour passer à l'opposition, perdit son emploi à la Cour, et lord Cobham, soldat réputé, se vit retirer son commandement.

Restait à savoir quel serait le verdict que rendrait le peuple dans les élections prochaines. Walpole se jeta sans tarder dans la bataille électorale, où, plus que jamais, il trouvait unis contre lui les tories et les whigs dissidents. Tandis que la plume infatigable de Pulteney s'ingéniait à dépeindre les méfaits d'un régime d'accise, Bolingbroke entreprenait d'exposer au public une doctrine justifiant l'existence de la coalition (1). Il s'attaquait maintenant au système du gouvernement des partis, inventé, disait-il, pour opprimer le public, en profitant de ses divisions. Au « parti de la Cour », (*Court Party*) formé par les créatures de Walpole, il ne voulait donc pas opposer d'autre parti que celui du pays tout entier (*Country Party*). Par l'intervention de Bolingbroke les opposants faisaient ainsi figure de révolutionnaires ; leurs coups atteignaient le Couronne à travers son conseiller, et leur propagande tendait à soulever la Nation contre le Parlement, que Walpole au contraire cherchait à organiser. On pouvait soupçonner Bolingbroke de travailler en réalité pour son propre parti, victime de ses compromissions jacobites, et dont il voulait refaire, en l'opposant aux whigs minis-

(1) *Dissertation upon Parties in Several Letters to Caleb d'Anvers esquire*, 1733.

tériels, un parti national. On pouvait, avec plus de raison, s'effrayer d'une campagne destructive des institutions anglaises, et qui ne se souciait pas de formuler un programme positif de gouvernement.

Walpole ne manqua point de répliquer que les whigs de la coalition faisaient le jeu de leurs alliés, et que toute l'activité des opposants se dépensait en faveur des jacobites, prêts à profiter d'une ère de confusion pour prendre l'offensive.

Par là, et par l'emploi le plus étendu des moyens de pression électorale dont il disposait, Walpole parvint à conserver dans le nouveau Parlement une majorité suffisante ; et l'échec des opposants mit bientôt la division dans leurs rangs. Pulteney s'avisa trop tard qu'il avait en Bolingbroke un allié compromettant. Cédant à ses injonctions le vieil homme d'état se retira de la scène politique. Pour obtenir des subsides électoraux, il avait, de plus, accepté de nouer une intrigue fâcheuse avec la Cour de France, à laquelle il fournissait des renseignements sur la situation intérieure et même sur les projets extérieurs des Anglais. Il est probable que Walpole surprit le secret de cette correspondance et fut alors en mesure d'exiger son départ. Toujours est-il qu'en 1735 Bolingbroke se décida tout à coup à reprendre la route du continent.

Walpole sortait ainsi victorieux de cette crise. Nul doute cependant qu'elle n'eût atteint son prestige, et que la masse du public anglais ne lui fût désormais hostile. Elle l'avait d'autre part empêché d'intervenir dans la guerre que la mort du Roi de Pologne avait déclanchée sur le continent, et son gouvernement n'avait plus la même autorité qu'autrefois pour défendre les intérêts britanniques en Europe.

Chapitre II

L'ANGLETERRE DANS LA GUERRE DE SUCCESSION DE POLOGNE

I

L'avant-guerre

Les historiens français qui ont entrepris de nous guider dans le dédale de négociations entrecroisées auxquelles donna lieu la guerre de Pologne, ont presque entièrement omis d'étudier le rôle de l'Angleterre dans cette crise (1) ; et l'on a condamné la soumission du Cardinal aux vues des Anglais, sans se préoccuper de connaître dans le détail l'histoire de leurs relations. Les écrivains anglais, d'autre part, qui se contentaient d'utiliser les documents rassemblés par Coxe (2) et ne s'appuyaient ainsi que sur des sources anglaises, en ont tiré des conclusions semblables, attribuant à Robert Walpole le double mérite d'avoir évité la guerre et d'avoir ensuite rétabli la paix. Dans le duel qui mit alors aux prises Fleury et Walpole, il serait pourtant bien hasardeux de conclure que celui-ci aît remporté l'avantage. Sa situation au sortir de la crise nous paraît au contraire bien diminuée.

La patience avec laquelle le Cardinal s'était résigné à observer dans le silence comment l'Angleterre

(1) P. Boyé, *Stanislas Leszczynski et le Troisième Traité de Vienne*, 1898. — Baudrillart, *op. cit.*, t. IV, 1900.

(2) Ils remplissent la plus grande partie du t. III de Coxe *R.W.* — Cf. en particulier les pages brillantes que Lord Morley a consacrées à la guerre de Pologne dans son *Walpole*, pp. 208 et 209.

réussirait à faire exécuter le traité de Vienne, ne devait pas tarder à recevoir sa récompense. Bientôt de graves difficultés surgissaient entre les Cours de Vienne et de Madrid. Don Carlos, établi à Parme, s'impatientait de ne pas obtenir de l'Empereur l'investiture de la Toscane ; passant outre, il allait, le 24 juin 1732, recevoir l'hommage du Sénat de Florence, démarche qui soulevait aussitôt les protestations de l'Empereur. Le Cabinet britannique se trouva de ce fait dans le plus grand embarras ; il ne pouvait se résoudre à prendre parti, sans détruire l'œuvre du traité de Vienne ; mais il craignait, en décourageant la Reine d'Espagne, de la rejeter dans les bras de la France (1). Il n'ignorait pas que la Cour de Versailles renouvelait à Madrid ses offres d'alliance, et, de plus, il n'avait toujours pas obtenu les satisfactions qu'exigeaient ses commerçants (2).

Chavigny se réjouissait des difficultés avec lesquelles les Anglais se trouvaient dès lors aux prises : « Ils n'ont pas cru, écrivait-il, en nous faisant du mal, nous faire tout le bien qu'ils nous ont fait, ne fût-ce que celui de nous avoir rendus à nous-mêmes, et trop tôt pour eux. »

Il se plaisait ainsi à représenter le traité de Vienne comme un succès, parce qu'il nous avait libéré de l'alliance anglaise, et à flatter les rancunes de son chef, en affichant, à l'égard des Anglais, un mépris

(1) Le traité conclu à Vienne était à peine ratifié que l'Espagne formulait en Italie de multiples exigences. — Cf. Newcastle à Keene, 25 octobre, 9 novembre et 20 décembre, B. M., 32.774, f. 421 ; et 32.775, f. 55 et 290. — Elle accueillait fort mal la flotte anglaise venue pour transporter les Espagnols en Italie (Sir Ch. Wager à Newcastle, 15 octobre, B. M., 32.775, f. 3). — Sur l'incident du 24 juin 1732, cf. Baudrillart, *op. cit.*, t. IV, p. 136. — Mémoire de Montijo exposant les prétentions de l'Espagne, 6 janvier 1733, B. M.. 32.780, f. 8. — Réponse de Newcastle, 16 janvier, *id.*, f. 11.

(2) Waldegrave à Newcastle, 14 et 29 janvier, 11 mars 1733, B. M., 32.780, f. 3, 137 et 230. — Sur les réclamations des marchands anglais, Newcastle à Waldegrave, 20 décembre 1731, B. M. 32.775, f. 310 et *infra* p. 233-243.

écrasant. Chauvelin devait même modérer son zèle : « Il n'y a qu'à les laisser faire, répondait-il, et les endormir plutôt que de les réveiller. » Mais lui-même ne dissimulait pas sa joie : « Ils ne peuvent se cacher à eux-mêmes, observait-il, que les Cours de Madrid et de Vienne ne peuvent pas être ensemble en bonne intelligence, ils vont se trouver entre deux feux également dangereux »; et, attendant le moment de « frapper les grands coups », « il n'y en a pas un, concluait-il, qui ne voulût changer sa position contre la nôtre » (1).

C'est dans ces dispositions que se trouvait Chauvelin lorsque lui parvint la nouvelle de la mort d'Auguste II. On sait (2) quel parti il s'empressa de tirer du mouvement d'opinion qui entraîna la France à soutenir la candidature de Stanislas, par quelle campagne diplomatique il réussit à conclure des traités d'alliance avec l'Espagne et la Sardaigne, et comment, sans être parvenu à rallier ces deux Cours au programme d'équilibre italique qu'il préconisait, il précipita néanmoins la guerre contre la Maison d'Autriche. Il est bien connu que Fleury ne trouva pas la force de retenir son fougueux associé et qu'il dut se résigner à le suivre.

Mais ce ne fut point sans résistance ; et, s'il est vrai que le Garde des Sceaux « escamota » (3) la guerre au Cardinal, celui-ci ne se laissa forcer la main qu'après s'être soigneusement assuré des dispositions pacifiques de l'Angleterre.

La Cour de Saint-James ne se souciait nullement d'intervenir par les armes dans la crise menaçante.

(1) Chauvelin à Chavigny, 24 novembre 1732, A. E. corr. Angl., 378, f. 292 ; 8 janvier et 10 février 1733, A. E., *id.* 379, f. 61 et 123.

(2) Baudrillart, *op. cit.*, t. IV, p. 155 et suiv. — Boyé, *op. cit.*, p. 111 et suiv.

(3) Frédéric II *Mémoires de mon temps* (éd. Boutaric), t. I, p. 22 : « Les courtisans de Versailles disaient que Chauvelin avait escamoté la guerre au Cardinal, mais que le Cardinal lui avait escamoté la paix ».

Les affaires d'Italie suffisaient à l'absorber, et la question polonaise en elle-même n'avait point assez d'importance à ses yeux, pour qu'elle consentît à se brouiller avec l'Espagne, en soutenant l'Empereur. D'ailleurs les ministres étaient alors extrêmement occupés par la session parlementaire qui venait de s'ouvrir. C'était l'heure où Walpole allait présenter son bill d'accise et se préparait à livrer contre les opposants une bataille redoutable.

L'Angleterre cependant ne pouvait voir sans répugnance la France rétablir triomphalement Stanislas sur le trône de Pologne, et, sans vouloir recourir aux armes, elle était bien décidée néanmoins à employer toutes les ressources de sa diplomatie pour contrecarrer nos desseins. Son ministre à Vienne, Thomas Robinson, encourageait donc la résistance de l'Empereur, qui s'était mis d'accord avec la Tzarine pour opposer à la candidature de Stanislas celle de l'électeur de Saxe ; les ministres anglais à Dresde et à Varsovie, Rondeau et Woodward, travaillaient dans le même sens (1).

Chauvelin, convaincu qu'il serait facile d'intimider les Anglais, estima que la France était en situation de parler haut. Il prescrivit à Chavigny de se plaindre de l'attitude de Robinson : « Nous ne pourrions aux premières occasions nous dispenser de nous en ressentir. » — « Vous sentez, ajoutait-il, que, loin de vouloir mendier les suffrages des Anglais, nous voulons leur faire faire de sérieuses réflexions », et « il n'y aura pas de mal que, dans les occasions que vous pourrez en avoir, vous laissiez entendre l'effet que font certains procédés sur gens qui en savent le prix et qui n'oublient ni les mauvais ni les bons » (2).

(1) Mémoire intitulé : « Conduct of England with regard to what has passed in Poland since the death of King Augustus... » par Delafaye, B. M., 33.006 f. 415.

(2) Chauvelin à Chavigny, 24 février et 3 mars 1733, A. E., corr. Angl., 379, f. 196 et 198.

Lorsqu'au milieu de mars, Louis XV fit connaître à l'Europe qu'il entendait préserver la liberté de l'élection, Chauvelin, envoyant à Chavigny cette déclaration, l'appuyait encore de commentaires énergiques. Sur sa dépêche du 13 mars il ajoutait de sa propre main : « Pour un homme qu'on fera marcher en Pologne, notre gloire exige que nous en fassions marcher dix partout où il faudra. » — « Nous ne désirons la guerre, écrivait-il le 22, qu'autant qu'elle sera nécessaire, mais nous ne voulons conserver la paix que glorieusement (1). »

Ainsi stimulé, Chavigny s'en alla donner lecture au secrétaire d'État Harrington de la déclaration française, et, comme l'Anglais, visiblement troublé, demandait « si, dans le cas d'une offensive, la France agirait du côté des Pays-Bas ou en Allemagne »? notre diplomate répondit qu'il l'ignorait, mais que, pour un homme qu'on ferait marcher en Pologne, nous en ferions marcher dix partout où il faudrait (2).

Comment Fleury eût-il approuvé ce langage? et pensé que semblables menaces nous procureraient l'abstention des Anglais? Rien ne pouvait lui paraître plus maladroit que de les provoquer sur le terrain qu'ils devaient le plus jalousement défendre : les Pays-Bas. Avait-il été consulté? On l'ignore, mais c'est à son intervention qu'on doit attribuer le brusque changement qui se manifeste alors dans les propos de Chauvelin. Il est déjà visible dans les dépêches que recevait alors le marquis de Monti (3), mais plus manifeste encore dans celles qui furent envoyées à Chavigny, le 31 mars et le 2 avril. La première approuvait sans réserve son langage et la manière dont il avait relevé « la question singulière » de lord

(1) Déclaration du R. T. C., le 17 mars 1733, dans Boyé, *op. cit.*, p. 121. — Chauvelin à Chavigny, 13 et 22 mars, A. E. *id.*, f. 268 et 274.

(2) Chavigny à Chauvelin, 25 mars, A. E. *id.*, f. 336.

(3) Boyé, *op. cit.*, p. 122 et 125.

Harrington ; mais, dans la seconde, après avoir relu plus attentivement la lettre de notre représentant, Chauvelin le désavoue. Les termes, dont lui-même s'était servi, étaient, déclare-t-il, « non à répéter mais à laisser répandre »; et Chavigny dut piteusement s'excuser d'avoir répété « une réflexion qu'il fallait abandonner à l'intérieur de l'intelligence ». Il tenta pourtant, par un long mémoire, de justifier son ardeur; mais le ministre lui répondit sèchement, qu'après un éclat comme celui de la déclaration, il fallait « renfermer ses réflexions en soi-même... » — « On ne peut trop, après cela, simplifier ses discours, ses propos et ses démarches » (1).

Cependant l'Empereur massait ses troupes à la frontière polonaise, tandis que l'armée russe se préparait à la franchir, pour imposer par la force l'élection d'Auguste III. En mai la Cour de Vienne rejetait avec aigreur les prétentions « indécentes et peu mesurées » de la déclaration française, obligeant Fleury lui-même à relever avec vivacité ces termes offensants. Aussi, dans le Conseil du 20 mai, Chauvelin reprit l'avantage, et, tout de suite, il voulut forcer l'Angleterre à déclarer ses intentions (2).

Chavigny reçut l'ordre de demander une audience au Roi d'Angleterre, et d'insister pour qu'il réponde sans délai à trois questions précises. Approuvait-il l'attitude de l'Empereur? Quelles assurances lui avait-il données? Quelle part prendrait-il aux suites que sa conduite ne pourrait manquer d'avoir (3)?

Bien que pris à l'improviste, Georges II ne se laissa pas arracher les engagements qu'on attendait

(1) Chauvelin à Chavigny, 31 mars et 2 avril, A. E. *id.*, f. 354 et 357. — Chavigny à Chauvelin, 10 avril, et Chauvelin à Chavigny, 23 avril, A. E. *id.*, 380, f. 41 et 58.

(2) Réponse de l'Empereur dans Boyé, *op. cit.*, p. 122.— Waldegrave à Newcastle, 6 et 12 mai, B. M., 32.781, f. 107 et 150. — Sur le conseil du 20 mai cf., Boyé, *op. cit.*, p. 189.— Chauvelin à Chavigny, 1er juin, A. E., *id.*, 380, f. 247.

(3) Chauvelin à Chavigny, 24 juin, A. E. *id.*, 380, f. 294.

de lui. Il voulut bien garantir que les troupes impériales ne franchiraient point la frontière polonaise, mais se déclara tout à fait incapable d'influencer les projets de la Tzarine, et par suite d'annoncer le parti qu'il prendrait à l'avenir. Quant aux ministres anglais, ils ne pouvaient que ressentir très vivement le procédé de Chauvelin et le langage hautain de Chavigny : « Tous deux s'accordent, écrivait Newcastle, pour traiter toutes les autres puissances avec le plus profond mépris. » Ils persistaient pourtant à croire aux dispositions pacifiques du Cardinal, qui, alors que Chauvelin déclarait « la guerre absolument nécessaire », se montrait au contraire satisfait de la réponse de Georges II. Waldegrave, tout en craignant que le Garde des Sceaux ne lui cache ou du moins lui déguise une grande partie de sa correspondance, estimait encore qu'il finirait par imposer sa volonté (1).

Le Cabinet britannique ne demandait qu'à l'y aider. Il prescrivait à Robinson de déclarer sans ambages que l'Angleterre désapprouvait l'emploi de la force en Pologne ; si l'Empereur se trouvait de ce fait engagé dans une guerre, il serait « pour le moins douteux » que les traités obligeassent les Anglais à le soutenir. Cet avertissement produisit l'effet désiré, et l'Empereur consentit à promettre que ses troupes ne franchiraient pas la frontière ; en juillet il commença même à les retirer de la Silésie (2).

La négociation, par laquelle les Anglais s'efforçaient toujours de ménager un accord entre les Cours de Vienne et de Madrid, semblait en même temps toucher au succès. L'Empereur avait accepté d'adoucir les termes de la demande d'investiture qu'il exi-

(1) Chavigny à Chauvelin, 6 juillet, A. E., *id.*, 381, f. 58. — Newcastle à Waldegrave, 6 juillet, B. M., 32.781, f. 226 et 230, — Waldegrave à Newcastle, 12, 15 et 26 juillet, B. M., *id.*, f. 291, 315 et 416.

(2) Newcastle à Waldegrave, 26 juillet et 3 août ; Harrington à Waldegrave, 10 août, B. M., 32.782, f. 17, 25 et 44. — Les instructions de Robinson lui ont été envoyées le 10 juillet, cf., B. M., 9130, f. 95.

geait de Don Carlos, et l'ambassadeur d'Espagne, Montijo, grand ami des Anglais, leur assurait que, si l'Infant s'était jusqu'alors refusé à la présenter, il n'avait pourtant point l'intention de se dérober aux devoirs de féodalité qui résultaient pour lui des traités existants. Un compromis semblait réalisable, par lequel seraient échangées à Londres, le même jour, la demande de Don Carlos et l'investiture impériale (1).

Au début d'août Newcastle pouvait donc avec raison se montrer confiant dans l'avenir (2); mais son optimisme ne put se maintenir longtemps.

Lorsque Waldegrave vint annoncer à Fleury la promesse que Robinson avait obtenue de l'Empereur, il eut la surprise de le trouver extrêmement irrité. La Cour de Vienne venait de conclure un traité avec l'Électeur de Saxe, qui acceptait la Pragmatique, et, à mesure que ses troupes évacuaient la Silésie, elles y étaient remplacées par des Saxons : « C'est se moquer de nous, disait le Cardinal, on nous méprise... c'est un jeu joué entre l'Empereur et la Tzarine, et nous n'en serons pas la dupe (3). »

Peu après s'ébruitait à Versailles la nouvelle du départ de Stanislas, et l'ambassadeur anglais, ignorant la route qu'il avait prise, écoutait Fleury interroger longuement, durant son dîner, les ministres de Suède et de Danemark sur l'état de la mer Baltique à cette saison. Ce fut seulement le 12 septembre que Waldegrave connut le passage du Roi de Pologne en Allemagne, quelques jours à peine avant d'apprendre son élection triomphale (4). Tout à fait décon-

(1) Newcastle à Keene, 24 juillet, et Harrington à Robinson, même jour, B. M., 32781, f. 328 et 359.

(2) Newcastle à Lord Lonsdale, août 1733, *Lonsdale mss.*, p. 124.

(3) Waldegrave à Harrington, 15 août, B. M., 32782, f. 74. — Harrington à Robinson, 1er septembre, *Weston mss.*, p. 203.

(4) Waldegrave à Newcastle, 29 août, 2, 12 et 23 septembre. B M., 32782, f. 134, 155, 189 et 220.

certé, il s'en trouvait réduit désormais à interroger les mines satisfaites ou préoccupées de Fleury et de Chauvelin, qu'il interprétait en sens contraire; et son incertitude devait se prolonger jusqu'au matin du 14 octobre, où Louis XV, à son lever, annonça gaiement que ses troupes avaient passé le Rhin (1).

Les ministres anglais voyaient, en quelques semaines, toutes leurs espérances s'évanouir. Le 9 octobre le ministre sarde, Ossorio était venu leur notifier l'alliance que son maître avait pris le parti de conclure avec la France (2); pénible surprise pour le Cabinet britannique, qui n'avait pas même essayé de parer le coup. A vrai dire, il avait été bien mal renseigné par l'étrange ambassadeur, qui représentait l'Angleterre à la Cour de Turin. Lord Essex, auquel sa naissance et surtout l'indulgente amitié de Newcastle avaient valu son envoi, faisait vraiment bon marché des intérêts qu'il avait à défendre. On le voyait sans cesse désireux d'abandonner son poste pour quelque séjour plus agréable; tantôt l'hiver napolitain l'attirait, tantôt le carnaval de Venise réclamait sa présence, tantôt il s'attardait à Paris, « à cause de pauvres femmes qui sont amoureuses de moi » (3). Mais Newcastle lui-même n'avait pas été plus clairvoyant, et n'avait pas attaché d'importance à la déclaration par laquelle Ossorio était venu l'avertir que le Roi de Sardaigne, las d'être éconduit par l'Empereur, se regardait comme délié des engagements pris envers lui. Telle était la confiance des

(1) Waldegrave à Newcastle, 19 et 20 septembre, 14 octobre, B. M., 32782, f. 210, 212 et 327.

(2) Newcastle à Waldegrave, 9 octobre, B. M., 32782, f. 294. — Chavigny à Chauvelin, 9 octobre, A. E., corr. Angl., 382, f. 16.

(3) Essex à Newcastle, 14 mai 1735 et 3 janvier 1736, B. M., 32690, f. 24 et 99. — Villettes, chargé d'affaires, à Keene, 14 septembre, 1735, B. M., 32789, f. 5. — Essex à Newcastle, 7 septembre 1736, R. O. France, 213, f. 21; cf., Basil Williams, *The foreign policy of the first two Georges*, dans le *Blackwood Magazine*, janvier 1907, n° 1155.

Anglais que, voyant les troupes françaises se concentrer près de la Savoie, ils étaient demeurés persuadés que la Sardaigne leur refuserait le passage des Alpes, et n'avaient pas même jugé nécessaire de l'y encourager en lui promettant quelque appui (1).

Les efforts que l'Angleterre n'avait au contraire pas ménagés auprès de l'Espagne, ne devaient point l'empêcher d'éprouver de ce côté un nouvel échec. L'Empereur ne s'était pas tout de suite prêté sans réserves au compromis imaginé par la Cour de Londres, et, quand les instances de Robinson le décidèrent enfin à l'accepter, il était trop tard. L'Espagne attendait désormais la résolution imminente de la Cour de France, et Montijo n'osait plus signer, sans instructions nouvelles, l'accord que les ministres anglais lui présentaient (2). Ceux-ci se trouvaient précisément en conférence avec l'ambassadeur d'Espagne, quand, le 24 octobre, Chavigny se fit un plaisir de les interrompre, pour leur lire, avec des airs de triomphateur, la déclaration de guerre de Louis XV à l'Empereur. A la fin de novembre, Montijo vint à son tour leur annoncer que l'Espagne joignait ses armes à celles de la France, et Keene réussissait en même temps à se faire livrer le texte du traité secret, qui, le 7 novembre, avait été conclu entre Louis XV et Philippe V. Les ministres anglais pouvaient y lire que le premier s'engageait à obtenir, au besoin par la force, la restitution de Gibraltar, tandis que le second promettait d'accorder à la France les privilèges commerciaux dont jouissaient les marchands anglais (3).

(1) Essex à Newcastle, 19 février 1733, B. M., 32780, f. 185. — Waldegrave à Newcastle, 26 septembre, et Newcastle à Keene, 5 octobre, B. M., 32782, f. 234 et 252.

(2) Newcastle à Keene, 12 septembre et 20 octobre, B. M., 32782, f. 170 ; et 32783, f. 7 et 36.

(3) De Clercq, *Recueil des traités de la France*, t. XV, p. 9. — Chavigny à Chauvelin, 24 octobre, A. E., corr. Angl., 382, f. 48. — Newcastle à Keene, 23 novembre, B. M., 32783, f. 107. — Keene à

Ainsi, de tous côtés, la politique de Chauvelin l'emportait. L'Angleterre n'avait pu l'empêcher de former une coalition redoutable, et, devant l'intransigeance de la Cour Impériale, Fleury ne pouvait contenir l'élan des Français avides de reconquérir une couronne pour le père de Marie Leczinska. Mais, avant de céder à leurs exigences, le Cardinal était du moins parvenu à s'assurer de l'abstention des Anglais. Ce n'étaient point les menaces du Garde des Sceaux, qui les avaient intimidés ; le Cardinal se fiait davantage à la négociation, que le marquis de Fénelon (1) menait à La Haye, et qui avait en effet décidé les Provinces Unies à déclarer leur neutralité. Les Anglais, sans doute, ne désiraient pas voir les Hollandais prendre part au conflit ; mais il leur déplaisait au plus haut point qu'ils agissent en dehors d'eux ; et rien n'avait été négligé pour les dissuader de prendre une initiative indépendante. Mais les conseils de l'Angleterre étaient à ce moment très mal reçus en Hollande, où le mariage prochain du Prince d'Orange avec une fille de Georges II suscitait les craintes les plus vives. On y était convaincu que l'Angleterre voulait entraîner la République dans une guerre, qui fournirait l'occasion de rétablir le stathoudérat en faveur du Prince (2), et, pour déjouer

Newcastle, 29 novembre, *id.*, f. 146. Keene réussit, par un de ses agents secrets, à se procurer le texte du traité du 7 novembre, et, en prenant la précaution de le faire passer par la voie de Lisbonne, il le fit parvenir à sa Cour. Il n'est pas sans importance, pour apprécier la conduite des Anglais dans les années suivantes, de savoir qu'ils connaissaient les engagements que nous avions pris avec l'Espagne.

(1) Fénelon occupait avec beaucoup de distinction l'ambassade de La Haye, où il avait été nommé en 1725. Sur lui voir le *Recueil des Instructions... Hollande*, t. II, p. 425.

(2) Le mariage eut lieu en mai 1734, mais on en parlait depuis 1727. Les Hollandais craignaient beaucoup les ambitions du Prince Guillaume, qui était soutenu par plusieurs provinces et cherchait à obtenir une promotion de lieutenant général. Ils se défiaient aussi du Pensionnaire Slingelandt, qui était ami des Anglais. Malgré les avertissements de Chestesfield, les Souverains Anglais encourageaient les prétentions du Prince d'Orange, et Horace Walpole ne devait pas

ce calcul, on préférait conclure avec la France un accord séparé. Par une résolution du 26 août, les États Généraux annoncèrent qu'ils étaient prêts à déclarer leur neutralité, si la France s'engageait à ne pas porter la guerre dans les Pays-Bas. Cette manifestation ne permit plus de mettre en doute le succès des efforts de Fénelon, qui aboutirent en effet, le 24 novembre, à la signature d'une convention (1). La neutralité des Provinces Unies avait pour la France l'avantage de rendre certaine aussi l'abstention des Anglais ; le désaccord des Puissances Maritimes frappait la Cour de Londres de paralysie ; et ce fut seulement après s'être assuré des dispositions des Hollandais, que le Cardinal, au mois d'août, accepta d'entrer dans l'aventure polonaise.

Mais un autre motif peut avoir également influencé sa décision. La question de Lorraine, qui devait plus tard fournir à la France le moyen de sortir à son avantage de l'imbroglio polonais, n'entrait-elle pas dès ce moment dans les calculs du Cardinal? La correspondance de Chavigny nous montre, en tout cas, qu'elle retenait dès lors l'attention des ministres anglais. Avant même la mort du Roi de Pologne, le problème de la Pragmatique, dont toutes les Cours se préoccupaient et que venait encore compliquer le mariage annoncé de Marie-Thérèse avec François de Lorraine, orientait vers les Duchés leurs regards. En arrivant à Londres, Chavigny n'avait pas été long

sans peine réussir à dissiper les soupçons des Hollandais. — Cf., les lettres de la Reine Caroline à sa fille publiées par P. Geyl (*Bijdragen en Mededeelingen van het Historisch Genootshap*, t. XLV, pp. 96-98) et la lettre récapitulative du Prince à la Reine, 25 août 1737, *id.*, p. 101. — P. Geyl *Wiliem IV en Engeiand*, 1924. — *Recueil des Instructions... Hollande*, t. II., pp. 427 et 446.

(1) Convention du 24 novembre, B. M., 33.006, f. 420, et Martens *Suppl.*, t. Ier, p. 216. — « Négociations faites en Hollande pendant les années 1733 et 1734 », A. E., Mém. et Doc. France, 446, f. 48. — H. Walpole à la Reine, sans date, dans Coxe *H. W.*, t. Ier, p. 335. — Waldegrave à Newcastle, 24 juillet, B. M., 32.781, f. 416.

à découvrir que, dans le désir de nous voir accepter la Pragmatique, les Anglais étaient disposés à bien des concessions (1). Ils ne s'étaient livrés tout d'abord qu'à des allusions discrètes, insinuant par exemple « que les choses les plus diffciles deviennent faciles quand on veut s'entendre » (2) ; mais bientôt leur langage se fit plus précis. Horace nous déclara que l'Angleterre n'était nullement engagée à maintenir le duc François en Lorraine, s'il était élu Roi des Romains ; tandis que son frère, « de ses gestes, de ses yeux et de quelques mots entrecoupés », appuyait cette ouverture (3). Sans vouloir s'expliquer sur la destination de la Lorraine, Horace laissait assez entrevoir « que l'on en ferait bon marché, si l'on pouvait obtenir à ce prix le consentement ou le concours de la France » (4). Faisant un pas de plus, il parlait, en avril, d'exclure non seulement le duc, mais aussi sa famille de la possession de la Lorraine (5). Quel serait donc le sort des Duchés? Les ministres français ne cherchèrent point encore à l'éclaircir. Chauvelin se bornait à répondre « que nous ne souffririons jamais la Lorraine et la Couronne Impériale dans la

(1) Chavigny à Chauvelin, 13 avril 1732, A. E., corr. Angl., 377, f. 71. « Je ne serais pas surpris... qu'ils (les ministres anglais) ne proposent de nous ménager quelque avantage qui pût nous tenter, tel que pourrait être la cession actuelle ou éventuelle de la Lorraine ; mais je ne sais s'il vous conviendrait de sacrifier à cet accomodement l'espérance presque certaine de dissoudre la puissance autrichienne et d'établir tout à fait notre supériorité sur le débris de cette grande succession ». En effet Chauvelin refusait de mordre à l'appât : « Je ne vois pas quels avantages le Ministère d'Angleterre pourrait nous faire donner par la Cour de Vienne. Nous n'en imaginons point auxquels cette Cour voulut consentir », Chauvelin à Chavigny, 24 avril, *id.*, f. 143.

(2) Chavigny à Chauvelin, 24 avril, *id.*, f. 115. — Voir aussi Chavigny à Chauvelin, 26 mai, *id.*, f. 204.

(3) Chavigny à Chauvelin, 13 novembre, A. E., corr. Angl., 378, f. 273.

(4) Chavigny à Chauvelin, 8 janvier 1733, A. E., *id.*, 379, f. 47 : « Le véritable esprit de la Pragmatique, disait Horace, n'est point qu'il (le duc) unisse la Lorraine à un si vaste héritage ».

(5) Chavigny à Chauvelin, 10 avril, A. E., *id.*, 380, f. 30.

même Maison » (1) ; comme Chavigny, il jugeait en réalité ces avances plutôt gênantes, et pensait que la solution du problème autrichien ne pouvait être que « le fruit d'une grande guerre » (2) ; mais le Cardinal n'en avait-il pas assez entendu pour conclure que, si l'entreprise dans laquelle son associé l'entraînait, tournait mal, il serait tout de même possible de lui donner une conclusion honorable et d'en retirer quelque profit pour l'État? (3).

II

Les tentatives de médiation des Puissances Maritimes.

Dès qu'il reçut la déclaration de guerre de Louis XV, l'Empereur chargea son ambassadeur en Angleterre, le comte Kinski, de réclamer à la Cour de St. James les secours que le traité de Vienne l'obligeait à lui fournir (4). Mais R. Walpole était alors moins disposé que jamais à se lancer dans une guerre continentale. Après s'être vu contraint d'abandonner son projet d'accise, il était à la veille de livrer la bataille des élections, dans laquelle il lui fallait engager toutes ses forces pour remporter la victoire.

(1) Chauvelin à Chavigny, 28 janvier, A. E., *id.*, 379, f. 75 .

(2) Chavigny à Chauvelin, 9 mars, A. E., *id.*, 379, f. 264. — Cf. aussi, le 16 février : « L'offre de l'expectative de la Lorraine ne vaut pas assurément l'espérance que nous pouvons fonder sur l'avenir... elle ne vaut pas la peine d'être mendiée » (*id.*, f. 173).

(3) Chavigny, dans le mémoire récapitulatif que nous avons déjà utilisé, (A. E., Mém. et Doc. France, 445, f. 194), indique qu'il y avait un lien entre les deux problèmes dont nous venons de parler : la neutralité des Pays-Bas et le sort de la Lorraine. D'après lui, c'était le Pensionnaire qui, inquiet de l'attitude de la France à l'égard de la Pragmatique et de la Lorraine, avait formé le projet d'une neutralité étendue à la Lorraine et aux Pays-Bas. Mais Horace Walpole le représenta comme « la production d'un homme affaibli par l'âge » ; après quoi, lui-même commença, auprès de Chavigny, les avances dont nous avons parlé.

(4) Le 12 novembre 1733. — Cf. Coxe, *R. W.*, t. I, p. 435.

De leur côté les opposants ne jugeaient point avantageux de recommander à leurs électeurs une politique belliqueuse. On a dit parfois qu'ils s'étaient énergiquement prononcés en faveur d'une intervention armée (1); Chavigny, qui entretenait avec eux des rapports très étroits, les trouvait au contraire tout disposés à encourager la résolution de la France. Carteret l'invitait à la campagne pour lui exprimer son approbation : « La France, disait-il, a trop beau jeu pour s'arrêter... Vous ne ferez rien, ni dans le Nord ni dans le Sud, que l'Angleterre ne doive souhaiter autant que la France ». Pulteney comprenait également que nous ne pouvions nous dispenser d'agir, et demandait seulement que nous évitions de porter la guerre aux Pays-Bas. Bolingbroke enfin entrait alors avec le Ministre de France dans une correspondance secrète, et ne paraissait nullement hostile à nos desseins (2). Au début de 1734, Chavigny affirmait encore les dispositions pacifiques des opposants. Les commerçants, qui menaient la campagne contre l'accise, n'étaient à son avis pas du tout belliqueux : « Ils souhaitent plus qu'ils ne craignent, écrivait-il, le partage de l'Italie, où ils trouveront des débouchés ». — « Les Seigneurs avouent hautement que, sans la guerre d'Italie, qui leur a procuré le débit de leurs blés, il fallait perdre tout espoir d'être payés désormais de leurs fermiers ». Les Anglais ne voudraient pas « perdre tout à la fois le commerce d'Espagne, celui d'Italie et celui du Levant » (3).

La violente aversion que Chavigny éprouvait contre le ministère, l'incitait sans doute à accorder trop de

(1) Ewald, *op. cit.*, p. 263 : « The opposition almost to a man was favourable to war ». Robinson *Bolingbroke and Walpole*, p. 170, moins affirmatif, écrit néanmoins : « The opposition declared for war because he (R. W.) was against it ».

(2) Chavigny à Chauvelin, 17 juillet, A. E. corr. Angl., 381, f. 107 et 112 ; 25 juillet, id., f. 130.

(3) Chavigny à Chauvelin, 12 janvier et 9 février 1734, A. E., corr. Angl., 383, f. 44, 247 et 248.

confiance aux déclarations amicales de ses amis de l'opposition ; mais les pamphlets qui discutaient alors devant le public la situation européenne, indiquent assez clairement que les adversaires de Walpole étaient bien éloignés de réclamer l'entrée en guerre de leur pays aux côtés de l'Empereur.

Au début de 1734, Pulteney faisait paraître une brochure : « La Politique des deux Partis » (1) destinée à mettre en lumière tous les défauts de la diplomatie ministérielle. Remontant au premier traité de Vienne de 1725, il refusait d'admettre qu'il contînt des articles secrets, menaçants pour l'Angleterre, et que, par suite, la conclusion de la ligue de Hanovre ait été justifiée ; il faisait ressortir les inconvénients du traité de Séville, qui obligeait les Anglais à combattre l'Empereur en Italie, et du second traité de Vienne, qui les avait au contraire engagés à le défendre. Mais, s'il se plaisait à rappeler la clairvoyance dont les opposants avaient fait preuve lors des crises antérieures, il avouait ne pas savoir quel parti recommander dans la crise présente, et, satisfait de condamner un gouvernement qui n'avait pas su l'éviter, il lui suffisait de conclure qu'il fallait, sans délai, confier la direction des affaires à des hommes moins compromis. Horace Walpole s'étonnait ironiquement du silence que le *Craftsman* gardait sur les événements diplomatiques, et concluait qu'il voulait attendre que le gouvernement eût déclaré ses intentions, pour être libre de soutenir des vues systématiquement opposées (2). Tel paraît

(1) *The Politick on both sides with regard to Foreign Affairs*, 1734, en particulier, p. 69. — *A series of wisdom and policy manifested in a review of our foreign negotiations...* », 1734, réplique ministérielle à la brochure précédente. *The Politick on both sides* a été quelquefois attribuée à Bolingbroke. Mais nous savons qu'elle est du même auteur que *An Inquiry into the conduct of our Domestic Affairs*, 1734 ; et cette dernière brochure est l'œuvre de Pulteney.

(2) *A letter to the Craftsman upon the change of affairs in Europe*, 1734 (par H. Walpole) et *Remarks on a letter...*, 1734 (réponse de Bolingbroke).

bien avoir été, dans les débuts de la guerre, l'unique préoccupation des opposants.

Mais, tandis qu'ils se cantonnaient encore dans une expectative malveillante, à la Cour et dans le Ministère même, Walpole se heurtait dès lors aux plus grandes difficultés.

Le premier mouvement du Roi avait été de soutenir son allié ; et les mémoires d'Hervey nous racontent la lutte opiniâtre que Walpole eut alors à livrer contre son Maître. En bon allemand le Roi détestait la France ; les griefs qui, avant le traité de Vienne, avaient pu l'éloigner de l'Empereur, ne le détournaient pas aujourd'hui d'accourir au secours de l'Empire menacé. Le soldat d'ailleurs, qu'était avant tout Georges II, s'indignait à l'idée que la pusillanimité de son ministre pût l'empêcher de faire honneur à l'engagement qu'il avait contracté ; et il enrageait aussi de laisser échapper l'occasion tant attendue de déployer les talents militaires, dont il se croyait doué. La gloire des armes avait été le rêve de sa vie, et on lui recommandait la neutralité !

Pour contenir son ardeur belliqueuse, Walpole pouvait-il s'appuyer sur l'influence de la Reine Caroline? Sa protectrice elle-même ne se rallia pas sans peine à sa politique de paix. Au dire d'Hervey, son admirateur dévoué, lorsque l'intérêt ou l'honneur de l'Allemagne étaient en jeu, « ses pensées et ses raisonnements étaient aussi allemands et impériaux que s'il n'avait pas été question de l'Angleterre » (2). Le ministre hanovrien Hattorf, qui représentait le gouvernement de l'Électorat à la Cour de Saint-James, était, après Walpole, son conseiller le plus écouté. Personnage plein d'artifice et de

(1) Hervey *Memoirs*, t. Ier, p. 257. — Chavigny à Chauvelin, 3 oct. 1733, A. E., Corr. Angl., 382, f. 85. — Harrington à Walpole, 30 juillet 1733, B. M., 32782, f. 44.

(2) Hervey *Memoirs*, t. Ier, p. 373.

ténacité, il lui peignait « sous les couleurs les plus formidables » la force grandissante de la France, et considérait l'Angleterre à peu près comme une province de l'Empire (1).

Il ne fut donc pas facile pour Walpole de faire prévaloir ses vues. Il y réussit peu à peu : « Pas à pas, disait-il, je puis peut-être entraîner le Roi et la Reine sur la route que je désire suivre ; mais, si jamais je leur montre où cette route les conduit, ils s'arrêtent court » (2). Sa ténacité pourtant finit par l'emporter ; et la Reine, une fois convaincue, sut, avec son adresse coutumière, calmer l'irritation du Souverain. Elle le persuada, tout d'abord, qu'il était sage d'attendre les élections et de laisser au pays le temps de comprendre son devoir ; puis, pour relever le crédit du Premier Ministre, elle feignit d'attribuer ses opinions pacifiques aux funestes avis de son frère Horace, obtenant ainsi, sous le prétexte d'éloigner ce mauvais conseiller, qu'Horace partît pour La Haye, où il était urgent de regagner la confiance des Hollandais.

Mais la mauvaise humeur du Roi était un encouragement dangereux pour ceux des collègues de Walpole qui supportaient mal sa primauté, et il ne pouvait se fier à aucun des deux ministres qui se partageaient la direction de la diplomatie britannique. Le duc de Newcastle, qui subissait encore son autorité, n'en désapprouvait pas moins ses vues. Partisan décidé de l'alliance traditionnelle de l'Autriche,

(1) Hervey *Memoirs*, t. Ier, p. 373-4. Il définit Hattorf : « the King's sole Minister in England for the affairs of the Electorate,... a clear sighted, artfull fellow, who was devoted to the interest of Germany and the Court of Vienna, and had more weight with the Queen, next to sir Robert, than any man that had access to her. » Hattorf avait remis à la Reine un mémoire qui l'impressionna, et les notes de Walpole publiées par Coxe, *R. W.*, t. III, p. 147, en sont probablement la réfutation. — Sur Hattorf, voir A. W. Ward *Great Britain and Hanover*, pp. 77 et 141.

(2) Hervey *Memoirs*, t. Ier, p. 397. — Il disait encore l'année suivante à la Reine : « Madam, there are fifty thousand men slain this year in Europe, and not one Englishman ! » (*id.*, p. 398).

il disait très haut qu'il fallait la secourir. Lord Harrington, après s'être reposé pendant deux années sur ses succès passés, allait chercher dans cette crise une occasion de grandir son pouvoir, en flattant les passions de son Maître (1). Walpole était donc à peu près seul à vouloir maintenir la paix ; il y était pourtant fermement résolu.

Ce n'étaient pas seulement les difficultés de la politique intérieure qui l'y décidaient ; Walpole, simplement, s'en tenait au principe qu'il définissait dix ans plus tôt, lorsqu'il disait à Georges Ier : « Ma politique est de rester libre de tout engagement » (2). Les raisons permanentes qui lui dictaient alors ces paroles n'avaient point perdu leur valeur. Il n'admettait pas d'alliance qui pût l'entraîner dans une guerre, car il croyait toujours que l'Angleterre devait éviter un conflit, où son commerce perdrait ses débouchés et où l'élévation inévitable de l'impôt foncier ruinerait ses agriculteurs. De plus la guerre mettrait en péril la dynastie et le gouvernement des whigs, son inséparable soutien. Walpole prévoyait que, si les Anglais devaient prendre les armes pour secourir l'Empereur, ils ne seraient pas longs à accuser leur gouvernement de les sacrifier aux intérêts du Hanovre ; les Jacobites ne manqueraient pas de profiter de l'impopularité de la dynastie ; et la France enfin soutiendrait leur tentative. Ce fut ce qui advint, en effet, le jour où les deux pays se retrouvèrent aux prises.

Si le traité de Vienne obligeait l'Angleterre à secourir l'Empereur, la neutralité des Provinces Unies lui fournissait heureusement un prétexte, qui pouvait justifier son abstention. Bien qu'il déplorât

(1) Sur l'attitude de Newcastle, voir Hervey *Memoirs*, t. I, p. 256. — Chavigny à Chauvelin, 24 octobre 1733, A. E., corr. Angl., 382, f. 56. — Quant à Robinson, il était naturellement favorable à la guerre ; Robinson à H. Walpole, 19 février, 1734, B. M., 9166, f. 105.

(2) Morley, *Walpole*, p. 203.

l'initiative indépendante qu'avaient osé prendre les Hollandais, le Cabinet britannique voulut au moins en tirer quelque avantage, et, le 24 novembre, Georges II répondit au comte Kinski (1) que, la guerre ayant été provoquée par les affaires de Pologne qui n'intéressaient pas l'Angleterre, il ne pouvait se sentir tenu d'y prendre part, avant d'avoir examiné les prétentions des deux parties et s'être concerté avec les États Généraux. Ainsi la Cour de Londres se tenait sur l'expectative, refusant de prendre part au conflit, mais évitant néanmoins de déclarer sa neutralité. Elle laissait espérer ou craindre son intervention.

Sans vouloir engager ses forces dans la partie qui se jouait sur le continent, Walpole comptait bien en effet que la diplomatie britannique la ferait tourner à son avantage. Deux voies pouvaient s'ouvrir devant elle.

Peut-être parviendrait-elle à regagner la Cour de Madrid, en la réconciliant avec l'Empereur ; la France se trouverait alors de nouveau isolée, et Walpole aurait rétabli l'œuvre du traité de Vienne, jadis tant admirée et maintenant si âprement critiquée par ses adversaires. Malgré le traité franco-espagnol du 7 novembre, le succès ne semblait pas impossible ; en 1731 l'Angleterre avait atteint son but, parce qu'elle disposait d'un atout décisif : la garantie de la Pragmatique, convoitée par l'Empereur ; mais la Reine d'Espagne n'avait-elle pas aussi les yeux fixés sur un projet chimérique, auquel elle restait prête à tout sacrifier? Elle n'avait point abandonné l'espoir

(1) B. M., 33.006, f. 430. — A. E., corr. Angl., 382, f. 153. — Cf. Ewald, *op. cit.*, p. 264. — L'Angleterre était aussi embarrassée pour combattre la candidature de Stanislas, car elle avait auparavant prescrit à Woodward de la soutenir, ou tout au moins de s'abstenir de la combattre (Instructions de Woodward du 2 novembre 1728 et du 20 février 1732, B. M., 33006, ff. 89 et 373), et Townshend avait jadis promis de ne pas s'y opposer (Mémoire de Chavigny, A. E., Mém. et Doc., France, 445, f. 197).

de marier Don Carlos à l'une des archiduchesses ; et les périls qui le menaçaient pouvaient y décider l'Empereur (1).

Voici que Charles VI en effet, apprenant que l'Angleterre refuse de le secourir, manifeste son irritation d'une façon singulière ; en son nom Kinski déclare qu'il va s'accommoder avec l'Espagne, en acceptant cette union. Il pense ainsi jeter l'effroi dans l'esprit des Anglais, mais c'est méconnaître l'esprit réaliste de Walpole. Pourquoi, demande le ministre, l'Angleterre s'opposerait-elle à ce mariage? Il ne faut point exagérer l'influence que les relations de famille exercent sur la politique des états ; et le danger que ferait courir à l'Europe l'extension de la puissance des Bourbons d'Espagne ne peut être plus grave que celui auquel l'exposerait la victoire des Français. Aussi prescrit-il à Robinson de ne point combattre ce projet : « Quelque répugnance que Georges II ait pu, en d'autres circonstances, exprimer contre ce mariage..., l'intérêt qu'il porte à ce qui touche l'Empereur ne lui permet pas de s'y opposer plus longtemps (2). ». Surpris et furieux, l'Empereur désavoue Kinski, et nie qu'il ait jamais formé pareil dessein ; il n'a voulu qu'intimider les Anglais, et la conversation se trouve ainsi rompue. Mais Walpole garde l'espoir de la reprendre ; Vienne a trop besoin de l'appui des Puissances Maritimes pour ne pas devenir plus conciliante, et Montijo reste toujours disposé à favoriser un rapprochement (3).

L'Angleterre pourrait d'autre part préparer une

(1) Newcastle à Keene, 23 novembre et 3 décembre 1733, B. M., 32.783, ff. 107 et 171.

(2) Robinson à Harrington, 21 octobre et 7 novembre 1733, B. M., 32.783, ff. 175 et 181. — Memorandum autographe de R. Walpole, sans date, dans Coxe, *R. W.*, t. III, p. 148. — Harrington à Robinson, 27 novembre 1733 et 22 janvier 1734, B. M., 32.783, f. 191 ; et 32.784, f. 62. — Newcastle à Keene, 16 février 1734, B. M., *id.*, f. 56.

(3) Chavigny à Chauvelin, 18 et 29 janvier 1734, A. E., corr. Angl., 383, f. 98 et 153.

pacification générale, en imposant à tous les belligérants ses bons offices ; tenir ainsi le rôle d'arbitre serait une solution qui n'aurait pas moins d'avantages.

Malheureusement l'attitude des Provinces Unies la rend impossible pour le moment ; il importe donc en premier lieu de rétablir l'union des Puissances Maritimes, ébranlée par l'acte d'indépendance des États Généraux.

Dès le mois d'octobre, Horace Walpole est venu à La Haye calmer les susceptibilités de ses amis hollandais ; mais l'entreprise est malaisée. En justifiant son abstention par celle des Provinces Unies, l'Angleterre paraît vouloir détourner contre eux seuls l'irritation de l'Empereur ; en outre, comme elle se borne à lui refuser un secours immédiat et qu'elle évite encore de déclarer franchement sa neutralité, les Hollandais restent persuadés qu'elle garde l'arrière-pensée de les engager dans le conflit malgré eux ; d'autant plus que le Prince d'Orange préconise ouvertement cette solution. Les États Généraux vont chercher au contraire à entraîner leur grande alliée dans des démarches qui l'obligeront à démasquer ses projets, et cela leur est rendu facile par la décision du Cabinet britannique, qui, en s'abritant derrière les Provinces Unies, s'est ainsi placé dans leur dépendance.

LL. HH. PP. demandent tout d'abord que l'Angleterre s'interpose pour obtenir que l'Empereur s'engage, comme l'a fait la France, à respecter la neutralité des Pays-Bas ; ils proposent d'autre part que les Puissances Maritimes agissent de concert pour offrir leurs bons offices aux belligérants (1).

Cette offre est jugée par les Anglais prématurée et périlleuse. Plus embarassante encore leur paraît la démarche qu'on prétend leur faire entreprendre à

(1) Mémoire de Hop, résident hollandais à la Cour de St-James, 28 novembre 1733, B. M., 32.783, f. 227.

la Cour de Vienne. Que feront-ils, si, dans son irritation, l'Empereur riposte en portant lui-même la guerre aux Pays-Bas, ou si, tout au contraire, il en retire ses troupes, obligeant l'Angleterre à y envoyer le contingent prévu par le traité de la Barrière? Le Cabinet britannique (1) essaye donc d'obtenir que les Provinces Unies renoncent à leurs projets ; mais elles n'en veulent point démordre ; elles exigent que l'Angleterre transforme sa neutralité « indécise », en une neutralité « décidée ». Force est aux Anglais d'en passer par leur volonté.

L'accueil fait aux offres des Puissances Maritimes fut tel que les Anglais l'avaient prévu. Lorsque Waldegrave et le résident hollandais, Van Hoey, les apportèrent à la Cour de Versailles, Chauvelin, froidement, se fit répéter leurs propositions, feignant d'être trop surpris pour pouvoir les comprendre du premier coup. De l'air aimable qui lui était habituel, Fleury leur fit entendre qu'il n'était point certain que les Puissances Maritimes eussent l'impartialité qu'on devait attendre de médiateurs ; il se réservait pourtant de consulter ses alliés. Quelques semaines plus tard, il fit connaître leur réponse : « Les Alliés, se bornait-elle à déclarer, écouteront volontiers ce qui peut leur être proposé..., dès qu'ils seront en état de juger qu'il y a, dans les parties qui offrent leur interposition, toute l'impartialité requise d'un tel ouvrage ». Le Cardinal, il est vrai, soutenait que les mots : « dès que » devaient être pris dans le sens de : « tant que », et n'impliquaient aucun reproche pour la conduite des Puissances Maritimes dans le passé. Et cependant : « Dieu seul, ajoutait-il, connaît le cœur des hommes » (2).

(1) Réponse anglaise au mémoire de Hop, 1er janvier 1734. — Second mémoire de Hop ,21 janvier, et réponse, B. M., 32784, ff. 41 et suiv.

(2) Waldegrave à Newcastle, 24 et 28 février, 28 mars 1734, B. M., 32784, ff. 82, 99 et 148.

C'est, par contre, avec une colère non dissimulée que l'Empereur repoussa les demandes des Puissances Maritimes. En vain Robinson lui montrait-il qu'il fallait satisfaire les Provinces Unies, pour éviter qu'elles ne se jettent entièrement dans les bras de la France. La réponse remise au résident hollandais Bruyninx, non seulement refusait de garantir la neutralité des Pays-Bas, mais annonçait même que les troupes concentrées à Luxembourg allaient prendre l'offensive. De son côté, Robinson recevait un « Papier raisonné », qui pressait à nouveau l'Angleterre de tenir les engagements pris à Vienne, sans s'occuper de l'attitude des Provinces Unies, sauf à joindre ensuite ses efforts à ceux de la Cour Impériale pour les obliger à remplir les leurs (1).

La mauvaise humeur des Hollandais rendit l'Angleterre responsable de cet échec. Ils voulaient, sans délai, renouveler auprès des belligérants leurs instances. Le Cabinet britannique répondit qu'il y était tout disposé, pourvu que l'on fût en mesure d'arrêter un plan de pacification, qui pût être agréé des deux parties. Les États Généraux auraient-ils l'obligeance d'en suggérer un? Cette ironie fut très mal prise à La Haye, où l'on attribuait tout le mal à l'indécision des Anglais, et où l'on ne prétendait rien moins qu'obtenir d'eux qu'ils garantissent à leur tour la neutralisation des Pays-Bas. Il était cependant impossible à la Cour de Londres de prendre une initiative qui, après les promesses faites par la France, aurait paru uniquement dirigée contre l'Empereur (2).

(1) B. M., 33.006, f. 479. — La réponse de l'Empereur fut reçue à Londres le 26 mars.

(2) B. M., *loc. cit.* — Mémoires remis par Hop les 26 mars et 1er avril ; réponse anglaise du 6 avril et réplique de Hop le 21 avril. Les Provinces Unies demandaient encore que les troupes impériales, rassemblées autour de Luxembourg, soient dispersées tout le long de la frontière des Provinces Unies, demande peu raisonnable, puisque la France venait précisément de concentrer les siennes en face du Luxembourg.

Les Anglais pensèrent donc que cette « guerre de papiers » ne pouvait durer plus longtemps, et Horace reprit le chemin de La Haye (1). Il lui fallait convaincre les Hollandais que leurs prétentions n'étaient pas raisonnables, et que les arrière-pensées qu'ils prêtaient à l'Angleterre ne l'étaient pas davantage ; elle ne désirait nullement les entraîner dans la guerre ; ses armements n'avaient d'autre objet que de la mettre en mesure de défendre, le cas échéant, les Pays-Bas ; elle s'y emploirait volontiers, pourvu que de leur côté les États Généraux consentissent à augmenter les effectifs de leurs troupes. Les inquiétudes des Hollandais étaient cependant si vives, que la mission de l'ambassadeur semblait d'abord vouée à un échec (2).

Mais, à ce moment, les Provinces Unies avaient de bonnes raisons de s'effrayer de leur isolement. Les Alliés, en effet, remportaient de grands succès en Italie, où Don Carlos marchait à la conquête de Naples ; la Diète d'Empire avait voté la guerre contre la France, et Berwick préparait le siège de Philippsbourg. Le ministre impérial à La Haye déclarait que l'offensive française n'était rendue possible que par l'attitude des Provinces Unies, et que, si elles refusaient encore les secours qu'elles devaient fournir à son Maître, celui-ci en serait réduit à « se tirer d'affaires comme il pourrait ». Le comte Kinski se chargeait enfin d'expliquer cette menace, en annonçant que les troupes impériales

(1) H. Walpole à la Reine, sans date, dans Coxe, *H. W.*, t. Ier, pp. 327 et suiv.

(2) B. M., 9166, f. 158. — Instructions remises à H. Walpole le 14 mai, B. M., 33.006, f. 448. « M. Walpole, écrivait Robert Trevor, secrétaire d'ambassade à La Haye, est regardé ici comme un ministre indirect de l'Empereur...Son séjour ici aura pour unique résultat qu'on le rendra responsable de toutes les dépenses dans lesquelles les Hollandais consentiront à s'engager ». R. Trevor à Weston, 21 et 27 avril, *Weston mss.*, p. 251.

allaient évacuer les Pays-Bas. La France résisterait-elle à la tentation de les occuper? (1).

Horace Walpole sut exploiter ces craintes. Il connaissait de longue date les Hollandais, et, bien qu'excédés parfois de ses discours, ceux-ci subissaient pourtant son influence. Ses débuts furent difficiles. Le Pensionnaire, raconte-t-il, « retenu au lit par un accès de goutte, m'accueillit comme si j'étais venu l'en tirer de force pour le placer... en face des troupes françaises. L'ayant laissé se calmer, je m'informai, avec tranquillité, des raisons de telles angoisses et de tels transports ». Slingelandt lui avoua qu'il croyait Georges II engagé secrètement à secourir l'Empereur, mais Horace réussit à le détromper. Il obtint ensuite d'entrer en pourparlers secrets avec un comité de députés, et ces conversations aboutirent à la résolution que les États Généraux votèrent le 26 mai. Ils décidaient de recommander aux États Provinciaux un projet d'augmentation de l'armée, et, sans exiger que l'Angleterre commençât par proclamer sa neutralité, ils s'entendaient avec elle pour renouveler l'offre de leurs bons offices, en insistant pour connaître les conditions de paix des Alliés (2).

Horace Walpole était ainsi parvenu à rétablir l'entente des Puissances Maritimes.

La nouvelle de ce succès ne pouvait manquer d'impressionner la Cour de Versailles, qui surveillait avec inquiétude les armements anglais. L'attitude de l'Angleterre, avouait Chauvelin, déciderait la conduite de la France (3). Le Parlement venait, avant de se séparer, par un vote exceptionnel de crédit, d'autoriser le Roi à engager les dépenses qui,

(1) H. Walpole à R. Walpole, 7 mai, B. M., 9166, f. 169.

(2) H. Walpole à la Reine, sans date, dans Coxe, *H. W.*, t. Ier, p. 338. — Résolution des États Généraux du 26 mai, B. M., 32.785, f. 107. — H. Walpole à Newcastle, 1er juin, B. M., *id.*, f. 71.

(3) Chauvelin à Chavigny, 10 février 1734, A. E. corr. Angl., 383, f. 185.

en son absence, deviendraient nécessaires (1). Chavigny déclarait sans doute que ces mesures n'étaient destinées « qu'à prêcher d'exemple la Hollande », et, non sans perspicacité, il observait : « L'idée d'intervenir dans la pacification n'est qu'un prétexte pour séduire la Hollande » (2). Mais Chauvelin, moins confiant, jugeait dès lors les préparatifs des Anglais beaucoup trop considérables pour une simple défensive et désapprouvait le langage hautain de notre représentant, qui semblait « défier l'impuissance des ministres anglais ». Il lui recommandait de « ne pas donner au ministère l'idée que nous cherchons à l'amuser... plus écouter que parler, surtout veiller sur les armements des Anglais, et en particulier sur celui qui pourrait être destiné à la Baltique. » (3).

La Cour de Versailles aurait eu grand besoin d'être rassurée à ce sujet. On sait à quelles extrémités était alors réduit Stanislas, et l'on a souvent reproché à Fleury la pusillanimité, la froide indifférence, peut-être même la secrète satisfaction avec laquelle il avait abandonné à son triste sort le pauvre Roi de Pologne (4) ; mais on ne s'est pas assez occupé de connaître les raisons de cet abandon, ni de rechercher si le Cardinal en est seul responsable. Les ministres français ne pouvaient éviter pourtant de se demander si l'envoi d'une escadre en Baltique ne provoquerait pas une intervention de l'Angleterre, et ils avaient d'autant plus lieu de le craindre, que la diplomatie anglaise faisait alors preuve d'une activité inaccoutumée dans les Cours du Nord. En Danemark, elle cherchait à lever des troupes à sa solde ; en Suède, son ministre Finch négociait la levée de 4.500 hessois, et une réunion extraordinaire de la Diète était

(1) *Parl. Hist.*, t. IX, p. 519.
(2) Chavigny à Chauvelin, 25 février , A. E., *id.*, 383, f. 340.
(3) Chauvelin à Chavigny, 13 et 25 mars, A. E., 383, f. 11 ; et 384, f. 144.
(4) Boyé *op. cit.*, p. 256, et Michelet, *Hist. de France*, t. XVI, p. 110.

brusquement annoncée (1). Chauvelin insistait donc pour connaître « de quel œil les Anglais regarderaient ce qui serait fait de notre part dans la Baltique » (2). Mais Chavigny n'arrivait pas à tirer des ministres anglais une déclaration précise à ce propos : « Ils n'ont jamais dit, remarquait le Garde des Sceaux, qu'ils n'enverraient pas de vaisseau dans la Baltique si notre flotte y passait, ce qui leur aurait été très aisé à dire si telle avait été leur intention, et il eût été à souhaiter d'en avoir quelques assurances » (3). On ne saurait en tout cas rejeter sur le Cardinal toute la responsabilité de l'abstention française. Une petite note autographe du Garde des Sceaux (4) indique qu'il partageait les craintes de Fleury : « La propo-

(1) Chavigny à Chauvelin, 12 janvier, A. E., corr. Angl., 383, f. 60. — Chauvelin à Chavigny, 26 et 31 mars, 5 avril, *id.*, 384, f. 220, 237 et 264. — Voir les explications peu rassurantes des Anglais dans Waldegrave à Newcastle, 28 mars, et Newcastle à Waldegrave, 10 avril, B. M., 32.784, f. 148 et 197.

(2) Chauvelin à Chavigny, 31 mars, A. E. corr. Ang., 384, f. 236.

(3) Chauvelin à Chavigny, 24 juin, A. E., corr. Angl., 386, f. 310. Chavigny, dans son mémoire, devait condamner après coup la faiblesse de la Cour de France, qu'il imputait pourtant à l'ensemble du Conseil : « On prit l'épouvante de la flotte de Spithead ; ceux qui en étaient plus susceptibles furent réputés les plus sages ; *tout se réunit dans le Conseil du Roi* à l'aveugle et funeste crainte d'exposer aux insultes de la flotte anglaise l'escadre de M. Dugué-Trouin instituée pour le secours de Dantzig. J'eus beau dire et beau faire. Mes avis... ne furent regardés pour un temps que comme de pures spéculations. » (A. E., Mém. et Doc. France, 477, f. 201). Mais le fait est que les lettres de Chavigny ne contenaient que des « spéculations », ne reposant sur aucune déclaration précise (lettre à Pecquet du 26 mars, A. E., corr. Ang., 384, f. 211). Il rapportait même un propos d'Horace Walpole, annonçant que, si la France envoyait une escadre en Baltique, l'Angleterre ferait de même (Chavigny à Chauvelin, 15 mars, A. E., corr. Angl., 384, f. 137). Ce n'est que le 12 mai qu'il put transmettre une déclaration rassurante de Robert Walpole (*id.*, 386, f. 37) ; mais il était alors trop tard pour agir ; la petite expédition française était depuis le 5 mai à Copenhague. Aussi n'est-on pas surpris de voir ensuite Fleury déclarer, malgré les protestations de Newcastle, que c'était la crainte des Anglais qui l'avait empêché d'intervenir. (Waldegrave à Newcastle, 27 juin, et Newcastle à Waldegrave, 21 juillet, B. M., 32.785, f. 160 et 242).

(4) A. E., corr. Angl., 386, f. 26, note sans date, placée en mai 1734, mais évidemment antérieure.

sition de transporter par nos vaisseaux 12 mille hommes, écrivait-il, est impraticable. Où prendre des munitions, des vaisseaux, etc... ? C'est vouloir ne rien faire... Où en serions-nous si les Anglais viennent, et, quand ils ne viendraient pas, nous ne pouvons en envoyer assez pour être en force ; et, d'ailleurs, il faudrait les envoyer et qu'ils y restent. » Deux mémoires contemporains montrent aussi que le Conseil du Roi s'était rangé à l'avis du Cardinal : « La situation actuelle des affaires en Angleterre, déclarait l'un d'eux, semble ne pas permettre que l'on exécute présentement le projet d'envoyer l'escadre de M. Du Gay Trouin dans la mer Baltique. » « La prudence ne veut pas, concluait d'Estrées, que l'on s'expose à un échec qui ruinerait la marine, et par conséquent que l'on envoie une escadre dans la mer Baltique » (1).

Même s'il s'abstenait de secourir Stanislas, le gouvernement de Versailles ne pouvait se persuader que la neutralité britannique serait durable. Lorsque les élections parlementaires seraient terminées, R. Walpole n'allait-il pas sortir de son effacement? Sa victoire sur les opposants était dès maintenant sûre, et Chavigny, dont elle démentait toutes les prévisions, jugeait sage de modifier son langage : « Il serait désormais imprudent, écrivait-il, d'insulter à la faiblesse du ministère anglais. » Après avoir tant courtisé les opposants, il se demandait, au contraire, s'il ne vaudrait pas mieux s'expliquer, « de bonne amitié », avec la Cour de Londres, en évitant seulement de « lui frayer le chemin qu'elle cherche pour faire figure dans la paix. » (2).

Ce fut seulement au début de mai que Robert

(1) « Projet pour les escadres en France », avril 1734, A. E., Mém. et Doc., France, 503, f. 117. — Mémoire du maréchal d'Estrées, mars 1734, A. E., Mém. et Doc. Angl., 9, f. 7.

(2) Chavigny à Chauvelin, 19 et 26 mars, A. E., corr. Angl., 384, ff. 214 et 216.

Walpole, absorbé jusqu'alors par la campagne électorale, se prêta aux conversations que notre diplomate recherchait ; mais, ayant dès lors les mains libres, il ne laissa point traîner l'entretien : « Il rassemble, rapportait Chavigny, le peu de français qu'il sait, pour m'affirmer, aussi pathétiquement qu'il lui est possible, *qu'ils n'ont pris aucun parti ni même la résolution d'en prendre aucun;* il me répète peut-être dix fois les mêmes paroles. » Mais, si les Anglais n'hésitent point à nous livrer ainsi « leur plus grand secret », c'est pour être en droit de nous interroger à leur tour. Voulons-nous leur reconnaître la qualités de médiateurs et leur découvrir les conditions auxquelles la France accepterait de traiter? Avide de s'emparer d'une négociation si importante, Chavigny conseille à sa Cour de ne pas les éconduire, « de les amorcer de la médiation, et, pour les amorcer, leur distribuer, mais avec économie, quelques portions de notre confiance à proportion de la leur ; » il n'hésite plus désormais à renier les jugements si sévères qu'il portait sur les ministres anglais : « J'ai fait avec eux comme les rameurs, dit-il, qui tournent le dos au lieu qu'ils cherchent » (1).

Chauvelin lui-même, quoique avec beaucoup de défiance, admet qu'il faut encourager les Anglais : « Nous croyons, répond-il, leur devoir donner lieu de se flatter de la médiation... Sans rien dire qui puisse ressembler à des propositions, que nous ne voulons point faire sans nos alliés, nous voulons qu'ils puissent entrevoir à quelles conditions la paix serait possible et praticable. » En leur donnant l'assurance « que nous ne travaillons pas à l'anéantissement de la puissance autrichienne », il faut, « les accoutumer peu à peu à penser d'eux-mêmes comme nous sur l'Italie, comme valant mieux pour l'équilibre

(1) Chavigny à Chauvelin, 12 et 30 mai, A. E., corr. Angl., 386, f. 30 et 155.

partagée qu'entre les mains du seul Empereur des Romains (1). »

Mais à cette date Horace Walpole, à La Haye, touchait au succès, et la perspective d'une réconciliation imminente des Puissances Maritimes inspirait au Cardinal de sérieuses réflexions. (2)

« Les Anglais, écrivait-il, ont déclaré qu'ils n'avaient aucun engagement, de quelque espèce que ce fût, contre nous, ni n'avaient conclu aucun traité, même pour des troupes. Il faut, ou leur dire que nous ne pouvons le croire et leur déclarer donc qu'ils nous trompent, ou supposer qu'ils nous disent vrai et, dans ce cas, les croire, ou du moins faire semblant de les croire... Si nous nous contentons de leur répondre des choses vagues et générales, et qui marquent le doute où nous sommes toujours de leur bonne foy et de leur impartialité, non seulement c'est les irriter, mais encore leur donner un juste sujet de plainte et de nous accuser nous même de ne vouloir entrer en aucune voye de conciliation... Notre principale veue, ajoutait-il, est de retenir les Hollandais dans leur neutralité, et il faut tâcher d'oster tout prétexte à Horace Walpole de leur dire qu'il est clair, par notre conduite vague et équivoque, que nous ne voulons entrer sérieusement dans aucune négociation, mais les amuser et pousser nos conquêtes ». (3)

La dépêche que Chauvelin adressa, le 1er juin, à Chavigny est le reflet direct de ces réflexions ; le Cardinal en avait d'ailleurs rédigé lui-même le passage essentiel : « Pour fixer ce que vous avez à dire aux Anglais sur l'affaire générale, vous ferez connaître que, loin de rejeter leur médiation, nous agirons auprès de nos alliés pour leur inspirer les mêmes

(1) Chauvelin à Chavigny, 19 mai, *id.*, ff. 56 et 59.

(2) Il avait cherché à mettre le Pensionnaire en garde contre les manœuvres du diplomate anglais. Horace Walpole à la Reine, sans date, dans Coxe. *H. W.*, t. Ier, p. 342.

(3) Note de Fleury, 1er juin, A. E., corr., Angl., 386, f. 173.

sentiments, dans la persuasion que l'Angleterre, se tenant toujours dans l'impartialité qu'elle professe, sa conduite et sa médiation répondront aux assurances qu'elle nous a fait donner (1). »

Au reçu de ces instructions, Chavigny s'en alla donc déclarer au Cabinet britannique que la France acceptait sa médiation (2). Mais, avant de connaître cette démarche, Waldegrave et Van Hoey étaient venus, la veille, remettre à Fleury les « représentations » des Puissances Maritimes. Suivant les décisions arrêtées à La Haye, les Puissances Maritimes insistaient pour connaître nos conditions de paix. Il ne pouvait leur suffire que la France, affirmant qu'elle menait une lutte désintéressée, s'engage à ne pas en retirer de profit pour elle-même ; elles désiraient savoir en outre quels engagements nous avions pris avec nos alliés ; « elles croyaient qu'il leur était permis de demander là-dessus une réponse prompte et satisfaisante (3). »

Comment la France aurait-elle pu leur donner satisfaction, révéler les promesses qu'elle avait faites à l'Espagne et à la Sardaigne, sans les indisposer et sans avouer, en outre, qu'elle était incapable d'accorder leurs prétentions ? Fleury craignait surtout la susceptibilité de la Cour de Madrid, et son premier mouvement fut de demander que les Puissances Maritimes lui présentent directement leurs représentations. Il attendit ensuite de connaître les réponses des autres belligérants, avant de remettre la sienne (4).

(1) Chauvelin à Chavigny, 1er juin, A. E., corr. Angl., 386, f. 175 ; et le brouillon du Cardinal, f. 166.

(2) Chavigny à Chauvelin, 17 juin, A. E., *id.*, 386, f. 280 ; et Newcastle à Waldegrave, 17 juin, B. M., 32.785, f. 132.

(3) Précis des représentations que les ambassadeurs de la Grande-Bretagne et des États Généraux ont faites de la part de leurs Maîtres à la Cour de France, B. M., 32.785, f. 129 ; et Waldegrave à Newcastle, 16 juin, *id.*, f. 125.

(4) Lorsque la France avait répondu à la première demande des Puissances Maritimes, Patino, avait ensuite déclaré aux Anglais

L'Empereur fut le premier qui déclarât ses sentiments. Le texte que, dès le 30 juin, ses ministres remettaient à Robinson et à Bruyninx ne contenait qu'une longue justification de ses droits et des demandes de secours qu'il adressait aux Puissances Maritimes. Il considérait qu'en lui proposant leurs bons offices, elles ne cherchaient qu'un moyen de se soustraire à leurs propres obligations (1).

L'Espagne, à son tour, écarta froidement leurs avances. Elle se disait entièrement disposée à conclure une paix honorable et solide ; mais « rien, ajoutait-elle, ne pourrait la faciliter davantage qu'une confiance et condescendance égale de la part de l'Empereur, et que l'impartialité de ceux qui seraient chargés des intérêts respectifs ». (2)

Alors seulement Fleury se décida à rédiger une déclaration, qui reproduisait fidèlement les termes mêmes dont l'Espagne s'était servi (3). En vain Waldegrave tenta-t-il d'obtenir des explications plus précises. La France ne voulait pas révéler ses engagements, tant que l'Empereur ne se serait pas prêté à négocier.

qu'il n'avait pas autorisé la France à parler en son nom ; (Keene à Newcastle, 14 et 19 avril, B. M., 32.784, f. 410 et 416). Aussi, les Puissances Maritimes avalent-elles, cette fois-ci de leur propre mouvement, chargé leurs représentants à la Cour d'Espagne de lui communiquer leurs demandes (H. Walpole et Finch à Keene, 10 juin, B. M., 32.785, f. 105). Par contre ils ne s'adressèrent pas directement à la Cour de Turin, et celle-cl accepta que la France fit aussi connaître ses sentiments.

(1) B. M., 32.785, f. 254.

(2) B. M., 33.006 f. 465 ; réponse du 4 juillet. — Newcastle à Waldegrave, 31 juillet, B. M., 32.785, f. 236.

(3) Déclaration du 20 juillet, B. M., 32.785, f. 225 : « Le Roy est toujours dans les dispositions les plus sincères et les plus effectives pour parvenir à une paix honorable et solide. S. M. se prêtera volontiers en tout cas à ce qui pourra avancer une fin si désirable ; rien n'y conduira plus sûrement qu'une impartialité conforme aux assurances qui ont été données et aux déclarations qul ont été faites ; et ce qui pourra y contribuer davantage ce sera le succès des instances de l'Angleterre et des États Généraux pour obtenir de l'Empereur une semblable confiance ».

A ces nouvelles le Cabinet britannique ne cacha pas sa déception. R. Walpole s'en plaignit à Chavigny et son frère reprit encore une fois le chemin de La Haye, pour examiner avec le Pensionnaire comment il serait possible de poursuivre leurs projets (1). Un autre motif l'y appelait. Le Cardinal n'était pas non plus satisfait du langage énergique qu'il avait été contraint d'adopter; dans son inquiétude il avait pris le parti de s'adresser directement à son vieil ami. Une négociation secrète allait donc se nouer, dont il nous faut maintenant raconter les péripéties.

III

La négociation de La Haye.

Les premiers entretiens qu'Horace, à son arrivée, eut avec les Hollandais, aboutirent à la résolution du 17 août, par laquelle les Puissances Maritimes décidaient de renouveler sans retard l'offre de leurs bons offices (2). Cette insistance était destinée à impressionner les belligérants, mais surtout à masquer la négociation secrète qu'Horace se proposait de conduire.

Avant son départ, le baron Gedda, ministre suédois à la Cour de France, lui avait transmis une lettre où le Cardinal laissait entendre qu'il serait peut-être disposé à révéler les prétentions de la France. Cette démarche n'avait pas d'abord été prise au sérieux par le Cabinet britannique, mais Horace s'était empressé pourtant de la faire connaître au Pensionnaire, et tous deux s'accordèrent à penser

(1) Newcastle à Waldegrave, 31 juillet et 10 août, B. M., 32.785 f. 236 et 287.

(2) Résolution des États Généraux du 17 août, B. M., 32.785, f. 242. — Elle fut aussitôt communiquée au marquis de Fénelon et au comte d'Uhlefeldt, tandis que Keene en faisait part à la Cour d'Espagne. (H. Walpole et Finch à Waldegrave, 3 août, et à Keene, 19 août, B. M., *id.*, f. 385 et 387.).

que l'on pourrait prendre avantage de cet aveu de faiblesse (1).

Horace répondit donc à Gedda, le 19 août, le chargeant d'expliquer à Fleury le mauvais effet produit par le silence obstiné de la France; et le Cardinal prit alors le parti de s'adresser directement à l'ambassadeur anglais : « Il ne faisait aucune difficulté, écrivait-il, de lui déclarer qu'il était prest à entrer en conférence avec telle personne et en tel lieu que M. Walpole jugerait à propos de luy indiquer, ou, s'il l'aimait mieux, de luy envoyer un homme de confiance (2). » Horace et le Pensionnaire déclarèrent qu'ils étaient prêts à recevoir l'envoyé du Cardinal, et celui-ci, après de longues hésitations, leur annonça, le 20 octobre, l'envoi du sieur Jeannel « de bonne famille, parent de feu M. Bossuet, évêque de Meaux, et parfaitement honnête homme (3) » Aussi, lorsque Fleury prescrivit à Fénelon de remettre aux États Généraux la réponse française à leur résolution du 17 août (4), il savait que les Puissances Maritimes ne prendraient plus ombrage de son intransigeance.

(1) A. E., Mém. et Doc. Hollande, 140, f. 6. — H. Walpole à la Reine, sans date, dans Coxe, *H. W.*, t. Ier, p. 343. Gedda avait une grande réputation d'honnêteté, et il était devenu le confident du Cardinal, mais il était également lié avec les Anglais dont il recevait une pension. (R. O. France, 207, f. 172). — *Biographiskt Lexicon*, V, p. 126. — Coxe, *R. W.*, t. Ier, p. 444, et t. III, p. 491.

(2) Fleury à H. Walpole, 4 et 10 sept., A. E., Mém. et Doc, Hollande, 140 f. 7 et 8. — Gedda à H. Walpole, 4 sep., B. M., 9167, f. 76. — Waldegrave à H. Walpole, 4 sept., B. M. 32785, f. 371.

(3) Fleury à H. Walpole, 20 oct., A. E., Mém. et Doc. Hollande, 140, f. 10. — Waldegrave à Newcastle, 16 oct., et à H. Walpole, 22 oct. B. M., 32.786, ff. 14 et 44. — Sur Jeannel, voir d'Argenson *Mémoires*, t. V., p. 437.

(4) B. M., 32.786, f. 156, (27 octobre) : « Le Roy a de la peine à comprendre les motifs d'inquiétude que pourraient avoir l'Angleterre et les États Généraux sur les progrès des armes de Sa Majesté... Les Puissances, qui ont offert leurs bons offices et qui sçavent que l'impartialité exige de ne pas montrer plus de penchant pour une des parties que pour l'autre, reconnaîtront qu'Elles ont demandé et trouvé plus d'ouvertures de la part du Roy et de ses Alliés que du côté de la cour de Vienne... S. M. persistant donc toujours dans le même esprit,

Quelles raisons pouvaient déterminer Fleury à s'engager dans la voie dangereuse des pourparlers secrets ? Au dire d'Horace, la négociation de La Haye « prit naissance de l'impression produite sur l'esprit de Son Eminence par le rétablissement de l'union entre Sa Majesté et les États (1) » ; et nous avons vu qu'en effet leur réconciliation l'avait vivement impressionné. Mais une série de documents français nous renseigne avec plus de précision sur les dispositions du Cardinal ; car on a dit à tort qu'il avait pris sa résolution sans consulter le Garde des Sceaux. Avant d'écrire sa lettre du 4 septembre il a certainement porté la question au Conseil du Roi, et chacun a pu librement y exposer ses vues.

Celles de Chauvelin s'expriment dans un mémoire du 31 août, écrit pour dissuader le Cardinal de faire des ouvertures aux Anglais. « On ne dit son secret, observait le Garde des Sceaux, qu'à son allié et à son amy ». L'Angleterre n'est ni l'un, ni l'autre. Sa conduite depuis le début de la guerre doit faire craindre au contraire qu'elle ne se prépare à intervenir contre nous. Comment lui accorder notre confiance ? « Peut-on au contraire douter... qu'on ne cherche qu'un prétexte pour tacher de rejeter sur la France le parti que l'on prendra ? » (2)

C'est pourquoi Chauvelin prescrit à Chavigny, qui poursuit ses entretiens avec Walpole, la plus grande réserve. « Notre dessein, lui dit-il, n'est point que vous entamiez une négociation... tout ce que vous diriez ou feriez qui en aurait l'air serait prématuré ou dan-

qui lui est commun avec ses Alliés, assure de nouveau qu'Elle entrera de très bonne foy et avec plaisir dans toutes les voyes qui pourront conduire le plus promptement à la tranquillité publique et qu'Elle y contribuera de tout son possible ». — Voir H. Walpole à Keene, 28 oct., et à Harrington, 29 oct., B. M. 32.786, ff. 47 et 153.

(1) H. Walpole à la Reine, dans Coxe, *H. W.*, t. Ier, p. 343.

(2) « Réflexions sur la conduite des Anglais », 31 août, A. E. corr. Angl., 387, f. 236.

gereux » (1). Notre représentant devait donc feindre d'ignorer la nouvelle démarche des États Généraux, et, si on lui en parlait, se borner à souhaiter que, par semblables méthodes, on parvienne à la paix (2).

Mais le duc d'Antin, auquel Fleury demande aussi de formuler « librement » son opinion, se déclare au contraire convaincu que les Puissances Maritimes restent sincèrement pacifiques. Il comprend néanmoins que leurs ministres s'effraient de nos succès et de notre silence. A leurs demandes « vous ne répondez, écrit-il, que des généralités, qui dans le fond ne veulent rien dire, en cheminant toujours en avant. De bonne foy, ne doivent-ils pas, en ces circonstances, commencer par se déclarer, pour nous arrêter un moment et pour nous faire parler plus clairement ?... Il est donc temps présentement de parler, et de rassurer des nations justement allarmées... L'occasion perdue ne se retrouve point » (3).

Tel est aussi l'avis du Cardinal, et l'on peut trouver, croyons-nous, dans un mémoire du 5 août, l'exposé des raisons qui l'engageaient à entrer en pourparlers avec les Puissances Maritimes (4). Il ne pensait pas que leur abstention pût se prolonger davantage ; elles allaient se ranger aux côtés de l'Empereur, ou du moins concerter avec lui un système de paix qu'elles tenteraient ensuite de nous imposer. « Mais nous aurions au contraire tout gagné et nous nous rendrions les maîtres de la négociation, si nous les

(1) Chauvelin à Chavigny, 7 août, A. E. corr. Angl., 387, f. 175. — Cf. aussi Chauvelin à Chavigny, 15 juillet, 387, f. 45 : « Leur idée, je vous le répète, est de tirer notre secret, peut-être pour en abuser ; aussy devons-nous sur cela marcher avec grande précaution ».

(2) Chauvelin à Chavigny, 24 août, *id.*, 387, f. 204.

(3) Mémoire autographe du duc d'Antin, 6 août, 387, f. 118. — Sur le duc d'Antin, cf. Hénault *Mémoires*, p. 155. « M. d'Antin donnait le ton à la cour. Le Cardinal comptait avec lui et il soutenait M. Chauvelin ».

(4) « Mémoire où l'on examine les raisons qui ont pû empêcher l'Angleterre et la Hollande de se déclarer contre la France », 5 août, A. E., corr. Angl., 387, f. 112.

accoutumions à se concerter, avec nous, pour rendre la Cour de Vienne totalement passive ». — « Je dirais donc, concluait-il, au Pensionnaire et à M. Walpole... que nous désirons toujours une balance de l'Europe et nous ne demandons pas mieux qu'à bien examiner ce qui y convient avec eux-mêmes, qui y sont si intéressés ; que ce serait un grand bien que de pouvoir convenir entre nous des principes généraux de politique qui peuvent servir de base à la paix, et qui, une fois établis avec nous, conduiraient naturellement à l'examen des conditions particulières, qui ne peuvent regarder que notre honneur par rapport à la Pologne et à l'intérest de nos Alliez... Il semble que, par cette façon de parler, nous mettons les Anglais au pied du mur... L'on ose dire que, si cela est bon à faire, cela ne peut être fait trop tôt ».

Aux objections du Garde des Sceaux, une note du 31 août oppose encore la série des réflexions qui décidaient le Cardinal à engager la négociation de La Haye (1). « Il est vraisemblable, répétait-il, que les Anglais, pour nous forcer dans nos retranchements, engageront l'Empereur à une acceptation vague de leurs offices... ; alors nous serons sommés et obligés de parler ». Mais il allait plus loin : « Les Anglais, ajoutait-il, ne scachant à quoy s'en tenir et n'ayant aucun concert formé avec nous, tenteront l'Espagne. Nous ne pouvons compter sur la bonne foy de cette Couronne et sur sa régularité dans le concert (*sic*). Nous n'avons d'autre parti à prendre que de nous rendre maîtres de la négociation et d'assurer, sans qu'Elle le sache, son état conformément à nos Traitez. Nous n'y pouvons parvenir que par une entrevue secrète, à laquelle M. de Walpole lui-même donne lieu. Nous avons été assez recherchéz pour que l'on ne nous soupçonne pas de courir après la paix ».

Toute cette chaîne de propositions, cette suite de

(1) 31 août, A. E., corr., Angl., 387, f. 240.

prophéties aboutissaient, on le remarquera, à conclure que le silence de la France allait permettre aux Anglais de détacher l'Espagne de son alliance et de la réconcilier avec l'Empereur. Au dire de Waldegrave, c'était la crainte d'une défection de l'Espagne qui décidait Fleury à entamer des pourparlers secrets (1). L'attitude de la cour d'Espagne, en effet, était de nature à justifier ses inquiétudes.

S. M. C. venait de remettre une réponse irréprochable à la nouvelle offre de médiation des P. M. Elle ne parvenait pas à comprendre les raisons qui les avaient déterminées à répéter, dans les mêmes termes, leurs instances, « puisqu'elles voyaient, par la réponse de S. M. C. à leur première demande, que ses sentiments coïncidaient avec ceux du Roi de France, quant à son désir de paix » (2). Mais on pouvait penser que la Cour de Madrid, pas plus que celle de Versailles, n'exprimait dans ses déclarations publiques ses véritables sentiments.

A ce moment même, Patino tenait au résident hollandais Van der Meer des propos bien différents. Il insinuait que la France ne chercherait sincèrement la paix qu'au jour où elle verrait l'Espagne engager une négociation indépendante, et il ne cachait point que celle-ci préférerait une réconciliation particulière avec l'Empereur à une pacification générale, qui procurerait également à son rival, le Roi de Sardaigne, des avantages (3). Patino n'avait conclu qu'à regret l'alliance française (4) ; les difficultés qu'il avait rencontrées depuis dans ses rapports avec la Cour de Turin n'avaient certes point modifié ses sentiments, et

(1) Newcastle, après quelques hésitations, adoptait la même opinion. Waldegrave à Newcastle, 4 sept. ; Newcastle à Waldegrave, 14 sept., et 9 nov., B. M., 32.785, f. 375 et 407 ; 32.786, f. 73.

(2) A. E., Mém., et Doc. France, 446, f. 133 ; et B. M., 33.006, f. 488.

(3) Van der Meer aux États Généraux, 11, 14 et 20 sept., B. M., 32.786, ff. 82, 86 et 90.

(4) A. E. Mém. et Doc. Holl., 140, f. 4.

il savait fort bien que la Reine restait attachée au projet de mariage de Don Carlos.

L'Angleterre le savait aussi. Dans toutes les démarches qu'elle avait entreprises en faveur d'une pacification générale, elle avait eu grand soin d'éviter tout ce qui aurait pu nuire à cette solution. Elle n'avait pas voulu transmettre directement à l'Espagne sa première offre de bons offices, qui pouvait l'irriter; et, en lui présentant la seconde, Robert Walpole n'avait pas manqué de rappeler à Keene qu'il devait, en même temps, demander à Patino à quelles conditions la Cour de Madrid serait disposée à se rapprocher de l'Empereur (1).

C'était toujours à cette dernière solution qu'allaient, semble-t-il, les préférences du Premier Ministre, car, pour le décider à accepter la conversation que Fleury suggérait, Horace avait soin de lui montrer que, loin d'entraver la négociation espagnole, elle pouvait au contraire en faciliter le succès (2). Lui même avait également sondé le Pensionnaire à ce sujet, et, au moment où Jeannel allait arriver à La Haye, les États Généraux, par une résolution du 21 octobre, se déclaraient tout à fait favorables à une réconciliation de Vienne et de Madrid (3). Pour encourager dans cette voie les ministres espagnols, Keene était chargé de leur dire qu'ils n'avaient « aucun motif d'appréhender une opposition de notre part » à leurs conditions de paix; l'Angleterre s'offrait au contraire à les transmettre à

(1) Newcastle à Keene, 8 juin 1734, et Robert Walpole à Newcastle, (sans date), B. M., 32.785, ff. 138 et 146.

(2) H. Walpole à R. Walpole, 17 août, cité par Coxe, *R. W.*, t. III, p. 173, et 20 août, B. M., 9167, f. 58. — Horace observait que le point le plus délicat était d'obtenir le consentement de l'Empereur au mariage de Don Carlos. La nouvelle d'une négociation entre les P. M. et la France le porterait sans doute à rechercher un accomodement : « celui d'une réconciliation avec l'Espagne au moyen d'un mariage se présentera très probablement à son esprit ».

(3) Résolution des États Généraux du 21 oct., B. M., 32.786, f. 95. — H. Walpole à Harrington, 28 sept. et 22 oct., 32.786, f. 84 et 92.

la Cour Impériale. Patino commençait alors à découvrir ses intentions, disant qu'il désirait obtenir des sécurités *réelles*, ce qui impliquait la possession de Mantoue, et *morales* ce qui suggérait le mariage de Don Carlos; et, bien qu'elle jugeât ces prétentions excessives, l'Angleterre était pourtant disposée à les soumettre à l'Empereur (1).

Cédant aux instances des Anglais, celui ci commençait précisément à se départir de son attitude intransigeante. En septembre il avait encore refusé d'admettre la médiation des P. M. (2); mais, devant l'insistance de Robinson, il consentait à lui remettre, le 8 novembre, une déclaration nouvelle, qui, sous prétexte d'expliquer la précédente, en modifiait sérieusement la portée. Son opposition à la voie des bons offices n'était plus désormais qu'une réserve de principe, qui ne devait pas empêcher les P. M. de s'y engager (3). Le Cabinet britannique était bien décidé à interpréter ces explications comme une acceptation ferme de la médiation ; il se trouvait dès lors en mesure de mettre dans l'embarras les Alliés, qui, nous l'avons vu, s'étaient constamment servis de l'intransigeance de la Cour de Vienne pour excuser leur propre silence ; mais ce fait nouveau pouvait d'autre part lui permettre d'encourager l'Espagne à se séparer de la France.

C'est avant tout pour prévenir cette défection que

(1) Newcastle à Keene, 28 déc., B. M., 32.786, f. 358.

(2) Déclaration remise par l'Empereur le 16 sept., B. M.,32.786,f. 145. — « Il ne saurait l'accepter (la voie des bons offices) dès qu'elle doit servir à le priver d'un droit qu'il luy a tant couté d'acquérir, et sans lequel il aurait aussi peu de seurité pour le cas à venir, qu'il n'en trouve dans le pressant besoin où, avec luy, la chancelante Liberté de l'Europe est à présent ».

(3) Déclaration remise par l'Empereur le 8 nov., B. M., 32.786, f. 406. — « Sauf les engagements qui résultent des traités, et sans qu'il y soit donné la moindre atteinte, il ne balance pas de déclarer derechef qu'il ne s'oppose pas à ce que la dite voye soit tentée par les deux Puissances Maritimes ». — Voir Harrington à H. Walpole, 29 nov., B. M., 9167, f. 183.

le Cardinal, impressionné déjà par la réconciliation des P. M., décida d'engager la négociation secrète de La Haye. Certes, il ne pouvait connaître toutes les démarches de l'Angleterre à la Cour de Madrid ; mais ce qu'il en soupçonnait suffisait à le mettre en défiance. Au début d'août notre envoyé, La Baune, annonçait qu'elle se refusait absolument à faciliter la paix en diminuant ses prétentions ; le mois suivant, notre nouvel ambassadeur, Vaulgrenant, remarquait, à son arrivée, des pourparlers mystérieux engagés entre Keene et Patino, et, à la fin de l'année, Chavigny s'inquiétait des entretiens prolongés que Montijo avait avec les ministres anglais ; autant de symptômes qui, en se succédant, devaient donner à penser au Cardinal qu'il ne s'était point trompé dans ses prévisions (1).

Qu'il ait, de plus, poursuivi le dessein d'obtenir, par un accord avec les Anglais, l'expectative de la Lorraine, aucun texte ne le dit clairement ; mais n'est-ce point une hypothèse nécessaire, sans laquelle sa conduite ne peut être comprise, alors qu'on voit au contraire fort bien les raisons qui le retenaient d'avouer ce projet ?

Pour expliquer l'indifférence avec laquelle il prenait son parti de l'échec de Stanislas, la satisfaction que parfois cet échec même semblait lui causer, on a fait appel aux rancunes soulevées par les intrigues

(1) Baudrillart, *op. cit.*, t. IV, pp. 256 et 261. — La Cour de Versailles n'avait du reste jamais eu confiance dans la fidélité de l'Espagne. Dès le mois de juin un mémoire de Chauvelin observait : « Il faut... s'attendre que, dans les projets de paix que les anglais pourront former, ils chercheront par préférence ce qui pourra convenir et plaire en Espagne ; et cela pour deux raisons : la première, parce que leur intérêt demande qu'ils flattent l'Espagne ; la seconde, parce que, connaissant la Reine d'Espagne pour peu scrupuleuse en matière d'engagements, ils espéreront la détacher de nous, si, pour d'autres intérêts que les siens, nous nous rendions trop difficiles sur les conditions de paix. Et il faut convenir, de bonne foy, qu'ils ne se méprendraient pas en agissant sur ces principes par rapport à l'Espagne ». (A. E., Mém. et Doc., France, 503, f. 220).

de la Cour ; il faut dire en outre que cet échec servait les desseins du Cardinal, parce qu'il lui fournissait le seul moyen d'obtenir une compensation pour les sacrifices que la guerre avait imposés à l'État.

Car il était extrêmement délicat pour la France d'accepter un partage de l'Italie, où les Espagnols ne recevraient pas toutes les satisfactions qu'ils réclamaient, et de demander en même temps pour elle-même l'acquisition de la Lorraine, après avoir proclamé devant l'Europe notre désintéressement. Mais ne serait-il pas plus facile de faire admettre à nos Alliés, comme aux Anglais, qu'il fallait procurer à Stanislas un établissement dans les Duchés ? Et n'était-ce point aussi le seul moyen de satisfaire l'honneur de la France ?

Fleury avait voulu sonder les dispositions de la Cour d'Espagne à ce sujet, et il avait pu croire un moment qu'elle l'autoriserait à demander pour Stanislas une compensation dans le Luxembourg ou le Limbourg, quitte à réduire ses propres prétentions. Mais, au début d'août, il l'avait vu revenir à son intransigeance antérieure (1).

Aussi n'osait-il pas découvrir aux Anglais son ambition. Ce serait courir au devant du danger que précisément il s'efforçait de conjurer (2). Mais il lui restait l'espoir que le Cabinet britannique, s'il était vraiment pacifique, ferait le premier pas et se déciderait lui-même à proposer cette solution. Convaincu que la France aspirait vraiment à la paix, il se résoudrait peut-être à traiter avec elle et à abandonner la négociation espagnole qu'il avait jusqu'alors poursuivie.

(1) Baudrillart, op. *cit.*, t. IV, pp. 256-7.

(2) Chauvelin sentait très vivement ce danger. Le 1er juin il écrivait à Chavigny (A. E. corr. Angl., 386, f. 179) : « Soyez très circonspect à vous expliquer sur ce qui regarde le mariage du duc de Lorraine et ses effets par rapport à nous ; rien ne serait plus dangereux que d'annoncer prématurément des difficultés ou des facilités sur cette

Les entretiens que Fleury laissait Chavigny prolonger avec R. Walpole semblent n'avoir pas eu d'autre objet que de l'amener à s'expliquer sur ce point. Mais l'anglais, qui leur donnait un caractère assez mystérieux, usant de son fils comme interprète afin de ne pas y mêler un tiers, paraît avoir justement recherché un but analogue ; aussi devaient-ils rester stériles. Notre représentant montrait avec force que l'honneur de la France exigeait une solution satisfaisante de la question polonaise ; le ministre s'étonnait longuement que nous prétendions maintenir le trône de Stanislas, que nous avions si mal défendu. Aucun d'eux ne se risquait à franchir la distance qui sépare la Pologne de la Lorraine. Elle ne paraissait pas cependant être grande dans leurs esprits (1).

Le Cardinal, de son côté, faisait avec Waldegrave les mêmes expériences. Il lui déclarait qu'il avait un plan de pacification tout préparé dans sa tête, mais que le point difficile était d'ajuster la question de Pologne ; « extrêmement difficile », répétait-il ; mais l'ambassadeur s'abstenait de relever son « invite » (2).

Cependant il devait se rappeler comment, à maintes reprises, H. Walpole avait indiqué que, si la France acceptait la Pragmatique, elle pourrait trouver une occasion de régler à son avantage la question de Lorraine (3). N'était-il pas en droit d'escompter que son

matière, et le silence sur cela est le meilleur et le seul bon parti ». C'est le moment même où il se disait si préoccupé des dispositions de l'Espagne. — (Cf., *supra*, p. 107).

(1) Chavigny à Chauvelin, 28 juillet, 23 et 24 sept. ; 25 déc., A E. corr. angl., 387, f. 135. — 388, ff. 90 et 120. — 389, f. 249.

(2) Waldegrave à Newcastle, 15 sept., B. M., 32.785, f. 414.

(3) Cf. *supra* p. 78. Chavigny continuait d'ailleurs à rapporter les bruits qui couraient à Londres, et dont il attribuait l'origine aux ministres anglais : « Ces gens-ci font distribuer de côtés et d'autres qu'ils ont la paix dans leur poche, qu'au moyen de la Lorraine qu'on assurera à la France, de Naples et de la Sicile que l'Empereur cédera à l'infant Don Carlos.., le reste sera bientôt composé ». (Chavigny à Chauvelin, 25 févr. 1734. A. E. corr. Angl., 383, f. 340). Il remarquait encore, en octobre, dans les gazettes, des projets de pacification, com-

ami, dans les entretiens de La Haye, reviendrait sur ce sujet ?

C'est parce qu'il nourrissait ces espoirs et parce qu'il éprouvait ces craintes, que le Cardinal s'engagea sur le chemin de La Haye. Dire que ses appréhensions n'étaient pas justifiées, que ses espérances n'étaient pas légitimes, pour attribuer uniquement sa conduite à une crise d'affolement sénile, c'est perdre de vue l'influence que la politique de l'Espagne et le sort de la Lorraine exerçaient alors sur les esprits. Les intérêts commerciaux des Anglais, les traditions politiques des Français plaçaient les deux pays dans la dépendance de la monarchie espagnole, et d'autre part la question de Lorraine, étroitement liée à celle de la Pragmatique, s'imposait à tous les gouvernants. Il n'empêche que l'initiative du Cardinal exposait la France aux plus graves dangers. Lui-même en avait le sentiment, et, dans le moment où il décidait de confier aux Anglais ses projets, on voit qu'il était contraint de garder le silence sur celui qui, intéressant directement la France, devait seul lui permettre de les réaliser.

Mais agissait-il vraiment seul, et, comme on l'a dit, à l'insu du Garde des Sceaux? Les Anglais se le demandaient avec inquiétude, car les déclarations de Fleury variaient sur ce point. A Gedda il disait, en septembre, qu'il ne voulait rien proposer sans l'approbation du Garde des Sceaux, tandis qu'en novembre il affirmait à Waldegrave que, dans la négociation présente, Chauvelin « n'a ni n'aura aucune part » (1).

portant la cession de la Lorraine à la France. (15 oct., 388, f. 190.) — En France aussi tout le monde pensait à cette solution ; cf. Boyé, *op. cit.*, p. 331 et suivantes. Saint-Simon s'en expliquait dans un mémoire du 15 juillet 1733. (A. E., Mém. et Doc. France, 418, f. 215.).

(1) Waldegrave à H. Walpole et Finch, 4 sept., B. M., 32.785, f. 375. — Waldegrave à Newcastle, 9 nov., 32.786, f. 170. — La négociation de La Haye a, dans tous les cas, été menée en dehors de nos représentants officiels. Ni Chavigny ni Fénelon ne l'ont soupçonnée. Dans le « Mémoire de M. de Chavigny... » (A. E., Mém. et Doc. France, 457, f. 1), celui-ci en exprime son dépit. Il fait un tableau prometteur de ses

L'année suivante ils devaient apprendre, par Bussy, que Jeannel avait révélé la négociation à Chauvelin, « le jour après que le Cardinal lui eut parlé pour la première fois » (1). En réalité nous ne croyons pas que Jeannel ait pu révéler quelque chose à Chauvelin, pour la raison qu'il ne savait rien que celui-ci ignorât. Les mémoires où les ministres français ont, au mois d'août, exprimé leurs opinions divergentes, montrent que Fleury n'a pas décidé les pourparlers sans les consulter ; d'ailleurs celui d'entre eux qui mentionne expressément « l'entrevue secrète à laquelle M. de Walpole lui-même donne lieu », porte un titre de la main du Garde des Sceaux (2).

Seulement, tandis que Chauvelin connaissait la négociation conduite par Jeannel, Fleury allait engager une correspondance avec H. Walpole, par l'intermédiaire de Waldegrave. De celle-ci il est certain que

entretiens avec R. Walpole : « Nous nous approchions chaque jour plus l'un de l'autre... On nous abandonnait la distribution des dépouilles de l'Empereur en Italie, pourvu qu'on lui conservât une tête avec les moyens d'y entretenir un corps de vingt mille hommes ; on ne se refusait pas à un examen équitable et impartial de la Pragmatique Sanction et, par conséquent, des prétentions de la Maison de Bavière ; on admettait, comme une condition sine qua non, une satisfaction par rapport à la Pologne proportionnée à l'état des choses, et on la laissait à notre choix... Je perdis le fil de la négociation lorsque j'aurais dû m'y attendre le moins ». On a vu qu'il ne s'était produit rien de semblable, et l'on comprend d'ailleurs que Fleury ne se soit point soucié de confier le soin de négocier la paix à Chavigny, qui, par son intimité avec les opposants, avait perdu tout crédit auprès des ministres anglais. Chavigny se flattait en vain d'avoir regagné la confiance de Harrington ; il eût été mortifié bien davantage, s'il avait pu lire la note que Fleury inscrivait alors en marge d'une dépêche de Chauvelin (1er juin, A. E., corr. Angl., 386, f. 168) : « Milord Harrington est plus fin et plus habile que M. de Chavigny ». Quant à Fénelon, il n'eut vent de la négociation qu'en mai 1735, où, par un propos du Pensionnaire, il découvrit « un pays inconnu » pour lui. Fleury lui donna alors des explications sommaires. (Fénelon à Chauvelin, 10 mai 1735, et Fleury à Fénelon, 19 mai, A. E., Mém. et Doc. Hollande, 27, f. 396 et 402).

(1) Waldegrave à Newcastle, 16 août 1735, B. M., 32.788, f. 297.

(2) Cf. *supra* p. 103. Il arrive d'ailleurs à Jeannel de parler à La Haye tant au nom de Chauvelin qu'en celui de Fleury (A. E., Mém. et Doc. Holl., 140, f. 22).

Jeannel a tout ignoré, et il n'y a aucune trace que Chauvelin l'ait connue (1).

Au début de novembre Jeannel se rendit sous un déguisement à La Haye, où, du 5 au 8, il eut avec Horace et Slingelandt de mystérieux entretiens ; mais les propositions qu'il leur présenta n'avaient aucune chance d'être acceptées. La France prétendait maintenir Stanislas en Pologne et chasser l'Empereur de l'Italie, partageant la péninsule entre le Roi de Sardaigne et Don Carlos ; si elle acceptait de garantir la Pragmatique, elle refusait, en même temps, de « consentir à voir la Lorraine rester dans la famille d'un Prince, qui deviendrait Empereur ». Les Puissances Maritimes mirent aussitôt par écrit leurs objections, et notre négociateur s'en retourna les soumettre au Cardinal (2).

Cet échange de vues n'était pourtant qu'une comédie, imaginée sans doute pour tromper le Garde des Sceaux. Les véritables sentiments de Fleury s'exprimaient dans la lettre qu'il avait, le 24 octobre, chargé Waldegrave de transmettre à son ami Walpole et qui, disait-il, n'était connue « de personne au monde sans exception que du Roy seul » (3). Son Eminence ne cherchait point à dissimuler que son Conseil ne pensait pas tout à fait de même : « non qu'aucun veuille la guerre pour la guerre ; mais quelques-uns croyent avec raison qu'il est essentiel de conserver notre union avec nos alliez, et surtout avec l'Espagne ;

(1) Jeannel dit avoir été stupéfait, quand, au début de 1735, H. Walpole lui révéla cette correspondance, et déclare que c'est à son retour en France, en mars ,que Fleury se vit contraint de la montrer au Garde des Sceaux (Waldegrave à Newcastle, 13 mars 1735, R. O. France, 207, f. 118). Les lettres de Fleury indiquent qu'il mit Chauvelin au courant en janvier 1735. Cf. *infra* p. 118. Jusqu'à cette date Chauvelin put seulement soupçonner que le Cardinal cherchait à négocier en dehors de lui (Waldegrave à Newcastle, 23 nov., 1734, B. M., 32.786, f. 228).

(2) A. E. Mém. et Doc. Holl., 140, pp. 22-24.

(3) Fleury à H. Walpole, 24 oct., A. E., Mém. et Doc. Holl., 27, p. 59.

et qu'il y aurait de l'imprudence à leur donner le plus léger sujet de soupçon ».

Lui-même avouait qu'il ne devrait pas révéler nos engagements sans leur consentement. « Cependant, ajoutait-il, pour continuer à vous marquer ma confiance sans réserve, je vous diray en général que nos traités roulent sur les Deux Siciles en faveur de Don Carlos et sur le Milanez en statu quo pour le Roy de Sardaigne. Il n'y a aucune stipulation par rapport aux autres États de l'Empereur, pas même pour Mantoue ». Pour satisfaire l'Espagne, il envisageait le mariage de Don Carlos et de la seconde archiduchesse, avec réversion en faveur de l'aînée ; mais il sacrifiait ensuite sans scrupule les prétentions du Roi de Sardaigne, en déclarant « que son intérest particulier ne doit point l'emporter sur le bien public et général ». Quant aux affaires de Pologne, Fleury n'hésitait pas non plus à reconnaître qu'il y avait peu d'espoir de conserver le trône de Stanislas ; mais alors, se renfermant tout à coup dans une réserve singulière, il ajoutait que, si l'Angleterre n'avait pas pris d'autres engagements, « il y aurait des voyes de sauver l'honneur de la France, que je n'expliqueray point aujourd'huy, parce qu'il n'en est point encore tems ».

Par ces étranges confidences Son Éminence ruinait à l'avance les instructions qu'elle donnait à Jeannel ; mais son abandon servait du moins à convaincre R. Walpole que les pourparlers, auxquels on l'invitait, pouvaient conduire à la paix. Le ministre anglais, il est vrai, recommandait toujours la prudence. Il ne fallait pas, à son avis, conclure à La Haye un véritable traité de préliminaires, que les Puissances Maritimes seraient ensuite contraintes de faire accepter par la Cour de Vienne ; il suffisait qu'on se mit d'accord sur les grandes lignes d'une pacification générale. Robert Walpole ne voulait pas non plus interrompre brusquement les conversations engagées par Keene,

mais elles ne devaient servir désormais qu'à stimuler la France. A celle-ci l'Angleterre répondrait qu'elle n'avait pas pris d'engagements au sujet de la Pologne, et qu'elle prenait acte de ceux qu'on lui révélait. R. Walpole constatait avec joie qu'ils n'empêcheraient pas l'Empereur d'obtenir, avec une partie du Milanais, Parme et Plaisance, le Mantouan et la Toscane. « Il n'aura pas lieu de se plaindre ; vive le Cardinal » ! s'écriait-il (1).

Il était d'autant plus important que R. Walpole prenne ainsi confiance dans l'œuvre de La Haye qu'à ses côtés les deux secrétaires d'État restaient, l'un défiant, l'autre franchement hostile. Newcastle regrettait que l'Angleterre eût abandonné l'alliance traditionnelle de la Cour Impériale, et les avances de Fleury ne désarmaient pas sa défiance, parce que l'influence du Garde des Sceaux finirait, croyait-il, par l'emporter (2). Le duc cependant subissait encore trop l'ascendant de R. Walpole pour ne pas suivre, bien qu'à contre cœur, ses directions.

Autrement dangereuse était l'hostilité agissante de lord Harrington (3). Outre que ses succès passés le portaient naturellement à rechercher une réconciliation avec la Cour d'Espagne, il supportait difficilement l'autorité des Walpole ; et l'irritation que leurs dispositions pacifiques causaient à Georges II, lui semblait offrir une occasion propice pour grandir son propre crédit à leurs dépens.

Pendant que R. Walpole se reposait, comme tous les automnes, dans sa résidence du Norfolk, Harring-

(1) « Remarks on a letter from Cardinal Fleury and hints for M. Walpole's answer », dans Coxe, *R. W.*, t. III, p. 198. — R. Walpole à H. Walpole, 21 nov., B. M., 32.786, f. 216.

(2) Newcastle à H. Walpole, 14 sept., et à Waldegrave, 9 et 30 nov., B. M., 32.785, f. 407 ; et 32.786, ff. 73 et 263.

(3) Nous n'insistons pas sur l'étrange mission de Strickland, évêque de Namur, qui fut envoyé par l'Empereur à Londres et tenta de s'entendre avec Harrington pour renverser Walpole. Voir Coxe *R. W.*, t. I, p. 442.

ton, qui, en sa qualité de secrétaire d'État pour le Nord, avait à transmettre à Horace les instructions du Cabinet, voulut en profiter pour ruiner son œuvre. Sous le prétexte de parer à un échec possible des pourparlers, il écrivit donc à l'ambassadeur de demander le renforcement des garnisons hollandaises dans les places de la Barrière, ajoutant que l'Angleterre serait aussi disposée à y envoyer des troupes. Rien ne pouvait être plus inopportun ; c'était à la fois indisposer les Provinces Unies, inquiéter la France et réveiller les espoirs tenaces de l'Empereur. Telle était pourtant l'influence de R. Walpole que lord Harrington n'osa pas expédier ces instructions sans l'en avertir. Celui-ci s'empressa de lui faire connaître sa désapprobation et Harrington se résigna à retenir la dépêche qu'il avait préparée (1).

Mais il reprit bientôt l'offensive. Alors que R. Walpole voulait éviter la signature d'un traité de préliminaires, Harrington prétendit ordonner à Horace de conclure une véritable alliance entre les trois négociateurs, qui devraient s'engager à imposer ensuite à leurs alliés leurs décisions ; et, dans ce traité, la France n'obtiendrait aucun avantage ; elle abandonnerait la Toscane à l'Empereur, et renoncerait pourtant à exclure des Duchés la branche cadette de Lorraine. C'était vouloir à tout prix faire échouer les pourparlers. Tel était bien le désir avoué du Roi et la manœuvre de Harrington ne s'expliquait que par là ; par surcroît la Reine était alors fort souffrante, et l'on craignait qu'elle ne pût intervenir ; aussi Newcastle, qui aurait perdu la tête à moins de frais, suppliait-il R. Walpole de hâter son retour (2).

Avec plus de sang-froid, celui-ci comprit au con-

(1) Harrington à H. Walpole, 16 nov., et à R. Walpole, 19 nov., dans Coxe, *R. W.*, t. III, pp. 210 et 215.

(2) Harrington à R. Walpole et à H. Walpole, 24 nov., dans Coxe, *R. W.*, t. III, p. 224, et *Weston mss.*, p. 433. — Newcastle à R. Walpole, 24 nov. dans Coxe, id., p. 208.

traire qu'il ne devait pas revenir. Mieux valait, restant éloigné, feindre d'ignorer que le Roi approuvait ces projets, et les critiquer librement, C'est ce qu'il ne manqua point de faire en détail, montrant que jamais la France n'accepterait pareilles exigences, et qu'il était impossible de joindre un plan d'exécution au plan de pacification qu'on préparait. Le refus de l'Espagne était plus probable que celui de l'Empereur ; aussi la France ne voudrait-elle pas s'engager à se retirer de la lutte, en les laissant aux prises. Walpole déclarait ensuite qu'il ne croyait discuter que les vues personnelles du secrétaire d'État : « Si j'avais pensé, ajoutait-il, que je présentais mes réflexions sur les sentiments du Roi, je me serais exprimé avec cette déférence et cette soumission qu'il eût été de mon devoir d'observer ». En s'excusant auprès de Newcastle de ne pas revenir, il lui envoyait en même temps copie de sa lettre. Aussi, tandis que lord Harrington montrait au Roi l'original et s'efforçait d'exciter sa colère, la Reine reçut de Newcastle la copie. Son intervention réussit alors à dissiper la mauvaise humeur du Souverain, qui, à la fin de la journée, se rallia aux idées de Walpole (1). La partie était gagnée, et la négociation de La Haye semblait dès lors devoir réussir; Newcastle le croyait et annonçait à Waldegrave que l'Angleterre était décidée à conclure sur les bases posées par le Cardinal (2).

(1) R. Walpole à Harrington, 26 nov., dans Coxe, *R. W.*, t. III, p. 220. — R. Walpole à Newcastle, 26 nov., et 3 déc., B. M., 32.786, ff. 243 et 273. — Newcastle à R. Walpole, 30 nov.. dans Coxe, *R. W.*, t. III, p. 228. — Les « nouvelles d'Angleterre » du 18 novembre (A. E., corr. angl., 389, f. 119), disent que R. Walpole se retire à la campagne, « pour donner au Roi le temps de réfléchir » ; mais Chavigny ,qui ne soupçonne pas la crise, croit au contraire Harrington « soumis aveuglément à R. Walpole ». (28 déc., A. E., corr. angl., 389, f. 287).

(2) Harrington en était réduit à envoyer à Horace copie des lettres qu'il avait échangées avec son frère (Harrington à H. Walpole, 30 nov., dans Coxe, *R. W.*, t. III, p. 225, et *Weston mss*, p. 255). — Newcastle à H. Walpole, 30 nov. ; à Waldegrave, 30 nov. et 9 déc., B. M., 32.786, ff. 259, 263 et 309.

Le sieur Jeannel se préparait à reprendre la route de Hollande, au su de Chauvelin qui, cette fois, en parlait librement avec Waldegrave (1) ; mais il n'emportait pas les pouvoirs de conclure, Fleury ne le jugeant « ni assez fort ni assez accrédité » pour cela. Son Eminence avait encore préféré exposer elle-même ses intentions dans une lettre secrète (2). Elle abandonnait à l'Empereur Parme, Plaisance et la Toscane, et ne réclamait pour la Sardaigne que la frontière du Tessin ; elle acceptait même l'abdication de Stanislas ; mais le point qui manifestement la préoccupait, était de fixer les conditions dans lesquelles cette abdication pourrait se produire. Elle en marquait avec insistance les difficultés, montrant combien il était délicat de trouver une procédure qui ménageât l'honneur de la France. C'est en effet l'un des problèmes qu'on ne devait pas réussir à résoudre. Mais les Instructions de Jeannel allaient en soulever un autre (3). Peut-être parce que Chauvelin y avait mis la main, elles lui prescrivaient de mettre au premier plan ce qu'elles nommaient la « question de forme », et qui correspondait au « plan d'exécution », que R. Walpole avait soigneusement écarté. Il était indispensable de savoir quelle attitude adopteraient les Puissances Maritimes, si l'Empereur refusait d'accepter le plan de pacification convenu. A cette question, que la France prenait ainsi l'initiative de poser, Horace répondit que les deux parties devraient s'engager respectivement à se renfermer dans la neutralité, si, par la faute de l'un de leurs alliés, les hostilités continuaient (4).

Au reçu de cette lettre, Fleury s'en alla méditer dans

(1) Waldegrave à Newcastle, 15 déc., B. M., 32.786, f. 327.
(2) Fleury à H. Walpole, 3 et 13 déc., A. E., Mém. et Doc. Holl., 140, ff. 28 et 37.
(3) Instructions de Jeannel, A. E., Mém. et Doc. Holl., 140, f. 11.
(4) H. Walpole à Fleury, A. E., *id.* 27, f. 164.

sa retraite d'Issy, et la réponse qu'il y composa (1) indique qu'il regardait désormais la négociation comme condamnée. Il annonçait, en débutant, qu'il allait mettre le Conseil du Roi au courant des pourparlers, l'accord semblant désormais assez proche pour qu'il ne pût s'en dispenser ; mais on est en droit de penser qu'au contraire il n'espérait plus réussir. Sur deux articles aucune entente ne paraissait possible : sur celui d'exécution, la France ne voulait pas se trouver obligée à abandonner l'Espagne, et Fleury marquait avec force que les Puissances Maritimes, en promettant de rester neutres, n'étaient pas en droit d'exiger pour cela que la France le devint. Quant à l'affaire polonaise, Fleury semblait, plus que jamais, se complaire à en montrer la complexité. Stanislas ne pouvait pas notifier son abdication à la Diète de son adversaire ; dès lors le Cardinal imaginait une procédure compliquée, où le point le plus clair était qu'il prétendait que les Puissances Maritimes se portent garantes de l'exécution de toutes les mesures qu'il réclamait.

En apprenant nos exigences, Horace ne cacha point sa déception. Il sentait bien que Fleury « n'avait été obligé que par déférence pour quelques membres du Conseil d'adopter ces articles, et qu'ils n'étaient pas son ouvrage ». Il ripostait en envoyant à son tour un plan dressé en accord avec le Pensionnaire, et demandait une réponse décisive dans un délai de dix jours, au delà duquel il ne pouvait ajourner son départ (2).

Fleury remit alors à Jeannel un dernier projet.

Nul doute que le Garde des Sceaux n'y ait mis la main, car loin d'offrir de nouvelles concessions, il s'appliquait à retirer celles que nous avions déjà faites (3). L'article d'exécution était maintenant

(1) Fleury à H. Walpole, 6 janvier 1735, A. E., *id.*, 27, f. 183.

(2) H. Walpole à Fleury, 22 janvier, A. E., Mém. et Doc. Holl., 140, f. 66 ; avec le Plan des Puissances Maritimes, *id.*, f. 60.

(3) A. E., Mém. et Doc. Holl., 140, f. 78 ; et 27, f. 296.

réduit à une simple promesse de se concerter sur les mesures qui paraîtraient nécessaires à la réussite du plan de pacification. Celui de la Pragmatique limitait notre garantie aux états que l'Empereur possédait actuellement, ajoutant que la Lorraine ne devrait jamais appartenir à un Empereur ou Roi des Romains. Pour l'affaire de Pologne, on avouait qu'on ne découvrait point de solution et on proposait d'en remettre la discussion à une délibération ultérieure. Même les possessions de l'Empereur en Italie étaient remises en question, car on ajournait leur attribution à la paix générale, ce qui revenait à subordonner le consentement de la France à celui de l'Espagne.

H. Walpole, voyant la partie perdue, se résigna, le 13 février, à rentrer en Angleterre. C'est en vain que Fleury lui avait donné le spectacle de sa craintive faiblesse ; ressaisi par l'influence de Chauvelin, il était désormais hors d'atteinte. Telle était la conclusion que les Anglais tiraient de l'aventure ; et le jugement que les Français portaient sur l'entreprise de La Haye n était pas différent. Ils y ajoutaient seulement la conviction que les Anglais nous y préparaient un piège ; mais c'est aussi à la fermeté du Garde des Sceaux qu'ils attribuaient le mérite de l'avoir évité. A Londres on reprochait au vieux Cardinal de n'avoir pas su secouer la domination de Chauvelin ; à Paris on lui faisait grief de sa condescendance pour H. Walpole ; et, des deux côtés du détroit, on s'indignait de sa faiblesse.

Il y a certes une absence choquante de dignité dans les protestations de confiance qui reviennent sans cesse sous sa plume, comme aussi dans la manière dont il s'abritait derrière l'opposition du Conseil du Roi, pour expliquer sa reculade. Le Cardinal s'est volontairement donné tout au moins l'apparence d'une crédulité sans bornes à l'égard des Anglais et d'une

crainte infinie de ses collaborateurs. Pris entre leurs exigences opposées, il finit par donner à tous le spectacle du plus pénible désarroi.

Ne peut-on néanmoins expliquer sa conduite et, sans nier son affolement, distinguer aussi la part qui revient au calcul dans ses démarches ? Nous avons vu déjà les raisons qui ont pu le décider à engager cette partie difficile. Pour prévenir une intervention des Puissances Maritimes dans la guerre et, en particulier, une défection de l'Espagne, il n'avait pas trouvé d'autre moyen qu'une conversation directe avec les Anglais. Si le Garde des Sceaux lui en montrait les dangers, il semble bien que le Conseil du Roi ait approuvé son initiative. Mais, dans l'espoir d'amener les Anglais à proposer d'eux-mêmes à la France les satisfactions qu'elle n'osait réclamer, Fleury donna à ces entretiens un caractère spécial d'amicales confidences ; sa vieille amitié avec Horace le lui permettait (1).

Les correspondances de La Haye ne sont en effet qu'un épisode des rapports si curieux qui unirent le Cardinal au puissant ambassadeur. Ils avaient commencé lorsque l'anglais était venu à Issy témoigner que, malgré la disgrâce apparente de l'évêque de Fréjus, il croyait à sa fortune. Horace s'était ainsi trouvé mêlé, dès ce moment, aux intrigues de la Cour de France, et il en avait pris avantage pour intervenir dès lors, sans discrétion, dans nos affaires intérieures. Le ton des lettres de 1734 surprend moins lorsqu'on les replace dans l'ensemble de la correspondance dont elles font partie. Elles ne nous racontent que l'une des scènes d'une longue pièce, où le Cardinal fit souvent assez piètre figure, mais qui, au dénouement, parut à Horace lui-même une longue comédie, dont il se découvrit la dupe. Quoi d'éton-

(1) Fleury ne s'en dissimulait pas le danger, et il insistait à maintes reprises pour qu'Horace brulât ses lettres après les avoir lues.

nant qu'en 1735 il n'ait pas voulu en convenir, qu'il ait rendu Chauvelin seul responsable de son échec, plutôt que de mettre en doute la sincérité d'une amitié, sur laquelle il avait bâti sa propre fortune (1) ?

Quelles sont d'ailleurs les concessions fâcheuses que la faiblesse du Cardinal se serait laissé arracher ? Faut-il lui reprocher d'avoir fait trop bon marché de l'Italie, et de ne s'être nullement efforcé d'y soutenir les demandes de nos alliés ? Mais leur obstination à maintenir des prétentions exagérées, leur refus de s'accorder entre eux et les embarras que leurs jalousies suscitaient à nos armes, peuvent justifier ce traitement. On comprend que Fleury, dans son désir de paix, ait jugé suffisant de leur assurer le royaume de Naples et le Milanais. Est-ce de n'avoir pas assez énergiquement poursuivi l'affaiblissement de la Maison d'Autriche ? On ne devrait pas alors reprocher au Cardinal une simple défaillance de caractère ; c'est l'ensemble de ses vues politiques qui seraient erronées ; et la suite des événements permettra seule d'en juger. Aussi est-ce l'abandon de Stanislas que l'on a surtout condamné. Non content de se résigner sans protestation à le détrôner, Fleury a pris même l'initiative de l'offrir en victime expiatoire, et, après un semblable aveu de faiblesse, on ne voit qu'une comédie ridicule dans les difficultés qu'il a suscitées, pour réglementer la manière dont devrait se produire cette abdication (2). Les événements militaires peuvent expliquer qu'il n'ait gardé aucun espoir de rétablir le trône de Stanislas, mais pourquoi semble-t-il n'en avoir même éprouvé aucun désir ?

Fleury, cependant, n'a jamais indiqué aux Anglais qu'il accepterait l'abdication de Stanislas, sans ajouter aussitôt que l'honneur de la France exigerait une

(1) H. Walpole à la Reine, 29 oct. dans Coxe *R. W.*, t. III, p. 198 : « unless we could cast Chauvelyn and Peckett out of him who possess him by turns, no good can come of it (la négociation) ».

(2) Cf. Boyé, *op. cit*, pp. 272-274.

satisfaction ; et l'insistance qu'il a mise à la réclamer est assez manifeste. On peut penser seulement qu'il se préoccupait moins de Stanislas lui-même, que de l'État qui lui était confié. Le sort du roi de Pologne lui parut dès lors offrir une occasion propice, non seulement d'achever la guerre présente, mais d'éviter aussi la guerre future, bien autrement redoutable, que la question de la Pragmatique menaçait de déchaîner.

Les Anglais ne voulurent pas le comprendre, et leur silence, qui surprend, s'explique sans doute par leurs difficultés intérieures. Ni Harrington, ni Newcastle n'auraient admis que la Cour de Londres nous offrit l'acquisition de la Lorraine, sans avoir consulté l'Empereur et s'être assuré de son consentement. Il est remarquable qu'en janvier, devant l'insistance du Cardinal, les Anglais firent à Vienne un premier pas. Robinson reçut l'ordre de révéler alors à la Cour Impériale l'existence des pourparlers de La Haye. Le Cardinal s'y montrait disposé à de larges concessions, mais, « si l'on ne faisait pas quelque proposition, qui pût sauver l'honneur de la France et qui parut être accordée à cette Couronne comme un équivalent pour la complaisance qu'on attend du Roi de France sur l'affaire de Pologne et pour la garantie qu'on lui demande..., le Roi (de G. B.) ne pouvait avoir aucun espoir d'obtenir le consentement de S. M. T. C. à ces articles importants » (1).

Par cette démarche les Anglais entraient donc dans le jeu du Cardinal. Mais, comme ils révélaient en même temps le secret de ses confidences, ils allaient

(1) Harrington à Robinson, 26 janvier 1735, dans Coxe, *R. W.*, t. III, p. 239. — Wyndham rapportait plus tard à Chavigny un propos curieux de R. Walpole. Celui-ci lui avait demandé, s'il croyait possible de parvenir à la paix, sans accorder à l'honneur français une satisfaction, ajoutant : « qu'il y avait un grand secret, qu'il a été gardé pendant un an..., que l'on n'en a fait la découverte ici que depuis deux mois (en janvier), qu'il éclorera bientôt et que l'on sera tout étonné ». Chavigny supposait qu'il s'agissait de la Lorraine. — Chavigny à Chauvelin, 11 mars, A. E., corr. Angl., 390, f. 323.

provoquer bientôt de sa part d'amères protestations. Ce ne sont point leurs indiscrétions qui amenèrent pourtant la rupture de la négociation de La Haye ; la France auparavant en avait pris l'initiative ; et il est faux que les Anglais aient tendu un piège au Cardinal, cherchant à le compromettre, pour donner ensuite à l'Europe le spectacle de sa duplicité. L'Angleterre n'a pas recherché à La Haye un prétexte pour détacher nos alliés ; ses pourparlers avec la France ont au contraire nui, nous le verrons, à ceux qu'elle menait à Madrid. Aussi la rupture de La Haye mit-elle le Cabinet britannique dans le plus fâcheux embarras. Le nouveau Parlement allait se réunir, et les ministres se voyaient contraints de se présenter devant lui les mains vides. « Je ne les ai jamais vus ni si souples ni si onctueux, écrivait Chavigny... Plus ils approchent de leur Parlement, et plus nous pouvons et devons leur tenir rigueur » (1). Peut-être plus d'énergie de la part de Fleury leur aurait-elle arraché les concessions qu'il désirait ; mais, dans tous les cas, les Anglais, ayant vu échouer à la fois leurs tentatives d'accord séparé avec la France et avec l'Espagne, n'eurent plus à offrir au Parlement que la perspective incertaine d'une pacification générale.

IV

Le plan de pacification des Puissances Maritimes.

Tandis que les pourparlers secrets se poursuivaient avec la France, on a vu que Robinson avait du moins obtenu de l'Empereur qu'il ne s'opposât point à une tentative de médiation (2). Comme les Cours alliées avaient de leur côté subordonné leur consentement à

(1) Chavigny à Chauvelin, 3 déc. 1734, A. E., corr. Angl., 389, f. 185.

(2) Déclaration de l'Empereur du 8 nov. 1734, B. M., 32.786, f. 406.

celui de Vienne, les Puissances Maritimes s'étaient alors crues autorisées à déclarer qu'elles regardaient les réponses des belligérants comme une acceptation entière de leurs bons offices (1). Les députés des États Généraux et Horace étaient donc entrés en conférence avec le comte d'Uhlefeldt et le marquis de Fénelon, et, devant l'échec de la négociation secrète, le Cabinet britannique se décida à pousser activement ces entretiens. Il lui fallait trouver de ce côté quelque moyen d'affronter les critiques de l'opposition.

Le Parlement, dont l'ouverture avait été retardée le plus possible, se réunit enfin le 25 janvier et, après l'élection du Speaker, il fut encore ajourné jusqu'au 3 février, dans l'espoir qu'après son entrevue avec Jeannel, Horace pourrait envoyer quelque nouvelle favorable. Cet espoir fut déçu et le discours du Trône dut se contenter d'annoncer qu'un Plan de Pacification allait être prochainement présenté par les Puissances Maritimes aux Cours belligérantes.

Le 28 février il était en effet communiqué à leurs représentants à Londres et à La Haye (2).

Ce plan (3) attribuait Naples et la Sicile à Don Carlos et la frontière du Tessin au royaume de Sardaigne; l'Empereur recevait en pleine propriété Parme, Plaisance et la Toscane, où Livourne deviendrait port franc; la France garantirait la Pragmatique « de la même manière que d'autres Puissances l'ont déjà garantie », (par conséquent cette garantie ne regardait que « les États que l'Empereur possède actuellement ») ; la Lorraine n'était pas mentionnée.

(1) Résolution des États Généraux du 17 déc.

(2) Chavigny à Chauvelin, 1er mars, A. E., corr. Angl., 390, f. 286. — Mém. et Doc. Hollande, 27, f. 339. — Résolution des États généraux du 26 février, décidant cette communication, *id.*, f. 327.

(3) Texte dans A. E., Mém. et Doc. Hollande, 140, f. 60. — Analyses dans Coxe ,*R. W.*, t. Ier, p. 448, et Baudrillart, *op. cit.*, t. IV, p. 276.

Quant à la Pologne, le plan comportait l'abdication de Stanislas, mais ne tenait pas compte des précautions dont Fleury avait voulu l'entourer (1).

Quel accueil l'Europe ferait-elle à ce projet ?

En Angleterre même les opposants cherchaient depuis les élections un terrain d'attaque ; mais ils n'étaient guère plus disposés qu'au début de la guerre à réclamer une intervention armée sur le continent. Manifestement le pays n'en voulait point ; Bolingbroke décrivait à Chavigny son état d'esprit : « La Reyne d'Angleterre et Walpole, lui disait-il, n'ont qu'un mesme sentiment et qu'un mesme objet ; le Roy d'Angleterre voudrait bien se remuer, sans savoir pourquoy ni comment ; ce que l'on appelle les gens d'argent souhaitent la guerre, pour y trouver leur profit ; les gentilshommes de la campagne n'y sont point du tout disposés ; ils prévoient assez que tout le fardeau tomberait sur eux ; les vrays commerçants pensent de même, et les uns et les autres composent la plus saine partie de la nation (2) ». Chauvelin pourtant n'était pas rassuré, et, profitant des relations qu'il avait nouées avec les opposants, il cherchait à l'avance à dicter la conduite qu'ils tiendraient au Parlement. Au lieu de pousser le ministère à la guerre,

(1) L'abdication « sera réputée nulle et comme non faite, si les troupes russiennes ne se retirent pas hors de la Pologne et du Grand Duché de Lithuanie immédiatement après la publication dudit acte d'abdication ». Toutes les « puissances belligérantes » devaient garantir cet acte et employer leurs bons offices auprès de la Tzarine, pour qu'elle retire ses troupes. Mais les Puissances Maritimes n'avaient garde d'engager leur propre garantie.

(2) Chavigny à Chauvelin, 19 nov., A. E., corr. Angl., 389, f. 129.

(3) Chauvelin à Chavigny, 23 janvier et 2 fév. 1735 ; ainsi qu'une note de Pecquet de février, A. E., corr. Angl., 390, ff. 62, 85 et 188. — Chauvelin fournissait les preuves détaillées de la partialité du Ministère anglais, insistant en particulier sur le traité qu'il venait de conclure avec le Danemark, et, tandis que Chavigny chapitrait le chevalier Wyndham, lui-même s'entretenait à Versailles avec lady Bolingbroke (Chauvelin à Chavigny, 28 fév., *id.*, f. 266). Ces menées n'échappaient pas à R. Walpole, qui s'en plaignait à Chavigny (voir ses dépêches des 28 janvier et 18 février, *id.*, ff. 88 et 195).

ne pourraient-ils pas le mettre dans l'embarras, en montrant à quel point il avait manqué d'impartialité ? et ne devraient-ils point s'en tenir fermement au principe que l'Angleterre ne pouvait rien entreprendre sans les Hollandais ?

Les opposants mirent certainement à profit ces suggestions. Dans les débats de l'adresse, on vit Wyndham proposer un amendement déclarant que l'Angleterre ne devait pas s'imposer de nouvelles charges militaires si les Provinces Unies n'en prenaient pas leur part, tandis que Carteret dirigeait à la Chambre des Lords ses critiques contre le traité danois. Néanmoins l'opposition resta d'abord sur la réserve, parce qu'elle ne connaissait pas encore le Plan de Pacification. Dans son ignorance elle ne put encore que déclarer, avec Shippen, qu'on ne devait pas l' « amuser » plus longtemps, ou dénoncer, avec Chesterfield, la faiblesse de la diplomatie britannique, dont tout le travail n'était « qu'une espèce de ravaudage et de rapiécetage » améliorant un traité par la conclusion d'un autre (1).

Mais, quand le Plan fut publié, il fut accueilli par un tolle général. « Les rues de Londres, rapportait Chavigny, ne retentissent que de ballades et de libelles pour le tourner en ridicule ». C'était vraiment favoriser trop l'Empereur et donner beau jeu à la France, dont les alliés n'avaient plus d'autre ressource que de se jeter dans ses bras. Cependant les observateurs

(1) *Parl. Hist.*, t. IX, p. 642, débat des Lords du 3 février, et, *id.*, p. 671, débat des Communes du même jour. Les comptes rendus des A. E. (corr. Angl., 390, ff. 143 et 152) montrent l'exactitude des textes anglais et permettent en outre de répartir entre les différents orateurs les arguments que la *Parl. Hist.* groupe ensemble. Ainsi les pages 646 et 651-2 sont de Carteret ; la p. 648 de Chesterfield ; les pp. 654-7 de Hardwicke, 659 de Newcastle. — De même les pages 673 sont de lord Morpeth, 674 de Shippen, 675 de Wyndham. — Le compte-rendu français (f. 158), mentionne un discours de Pulteney, mettant en doute que les belligérants aient vraiment accepté la médiation, qui ne figure pas dans le texte anglais.

les plus clairvoyants ne partageaient point le sentiment général. Bolingbroke disait que Walpole n'était pas un sot et qu'il devait y avoir quelque chose que le Plan ne mentionnait pas. Lord Hervey comprenait qu'il s'agissait aussi d'accorder la Lorraine à la France (1).

Il est naturel que la Cour de Vienne ait accueilli avec plaisir le Plan qu'on lui présentait. Elle fit quelques difficultés au sujet du port de Livourne, qu'elle réclamait, mais Robinson put transmettre une déclaration de l'Empereur, acceptant d'engager des négociations sur les bases indiquées, pourvu que les alliés fassent de même dans un délai de deux mois (2).

La Cour d'Espagne au contraire manifesta le plus grand mécontentement. Sans percer le secret de La Haye, elle s'était vite aperçue que les Puissances Maritimes allaient faire un effort pour obtenir de la France une pacification générale. Montijo n'avait rien ménagé pour les en détourner, et, devant leur obstination, il avait fini par déclarer que l'Espagne renonçait à poursuivre par la voie des Anglais sa réconciliation particulière avec la Cour Impériale (3).

Quand il connut, quelques jours après, le Plan des Puissances Maritimes, il ne cacha point son irritation. Celle de Patino n'était pas moins vive, et, bien que Keene et Van der Meer lui eussent présenté le Plan par une démarche particulière, il refusa de leur donner une réponse séparée, les renvoyant à la déclaration

(1) Chavigny à Chauvelin, 11 mars, A. E., corr. Angl., 390, f. 323. — Morley *Walpole*, p. 212. — Hervey, *Memoirs*, t. II, p. 3.

(2) Réponse de l'Empereur, datée du 16 avril, B. M., 32.787, f. 228.

(3) Montijo avait refusé d'autoriser les Puissances Maritimes à transmettre à Vienne les conditions de paix de l'Espagne. Il fallait que l'Empereur déclarât les siennes le premier. (Newcastle à Keene, 28 déc., B. M., 32.786, f. 358. — Chavigny à Chauvelin, 28 décembre, A. E., 389, f. 278. — Chauvelin à Chavigny, 26 janvier 1735, *id.*, 390, f. 64). — Comme celui-ci ne s'y était pas prêté, Montijo déclara que la tentative de négociation séparée était arrivée à son terme (Newcastle à Keene, 23 fév., B. M., 32.787, f. 10).

commune des Alliés que devait remettre la Cour de Versailles (1).

Quelle allait donc être la décision de la France ? Ici une erreur de Coxe a été reproduite par tous les historiens. Pour lui c'est le discours du Trône, prononcé le 25 janvier, qui, en révélant la négociation secrète, la fit échouer et provoqua les reproches indignés du Cardinal (2). Mais ce discours, nous l'avons vu, n'a pas été prononcé le 25 janvier, le Parlement ayant été ajourné précisément pour attendre le résultat des pourparlers de La Haye, et, lorsqu'il le fut, le 3 février, ceux-ci avaient été déjà rompus par l'initiative de la France.

La Cour de Versailles attendait ce discours avec curiosité ; il sera « notre boussole », écrivait le Garde des Sceaux (3). Quand il en eut le texte sous les yeux, il le soumit au plus attentif examen. « En général, conclut-il, rien ne paraît expliquer ni indiquer que l'on nous ait parlé. En tout on ne voit pas que nous devions être mécontens de la harangue (4) ». — « Je ne scay, disait-il encore à Chavigny, si nous devons en être satisfaits... vous ne devez paraître ny content, ny mécontent », mais seulement observer l'attitude de Montijo, car « il est trop essentiel que nous voyons dans le vray et le naturel ce qu'auront pensé l'Espagne et ses ministres » (5).

(1) Newcastle à Keene, 1er mars et 14 avril, B. M., 32.787, f. 23 et 91. — Chavigny à Chauvelin, 1er mars et 8 avril, A. E., corr. Angl., 390, f. 286 ; et 391, f. 90.

(2) Coxe ,*R. W.*, t. Ier, p. 448.

(3) Chauvelin à Chavigny, 13 janvier, A. E., corr. Angl., 390, f. 26. — La France éprouvait quelque inquiétude d'un propos échappé à R. Walpole, qui semblait annoncer que le discours nous mécontenterait, disant qu'il fallait « se mettre à sa place » et qu'il devait « jeter de la poudre aux yeux » (Chavigny à Chauvelin, 25 déc. 1734, A. E., *id.*, 389, f. 269).

(4) « Réflexions sur la harangue du Roy d'Angleterre », par Chauvelin, A. E., corr. Angl., 390, f. 279.

(5) Chauvelin à Chavigny, 13 février, A. E., corr. Angl., 390, f. 124 D'après le chargé d'affaires Burnaby (à Newcastle, 17 fév., R. O. France, 207, f. 32), Fleury était satisfait du discours, et Chauvelin disait n'être pas plus savant qu'auparavant.

Le 9 mars Waldegrave et Van Hoey vinrent remettre à Fleury le Plan des Puissances Maritimes. L'ambassadeur devait en outre demander que la France consentît à déclarer sa neutralité, si l'Espagne repoussait les conditions proposées; et, pour l'y décider, les Puissances Maritimes offraient de garantir que, même en cas de revers, conséquences de son isolement, l'Espagne recevrait néanmoins les avantages que leur projet lui destinait (1). Lorsque, après le départ de Van Hoey, Waldegrave voulut sonder Fleury sur ce point, Son Em. se déroba, parlant une demi-heure pour empêcher l'Anglais de dire un mot. Il lui fallait, disait-il, consulter ses alliés ; s'il prenait l'initiative d'accepter le Plan, la Cour d'Espagne ferait aussitôt sa paix avec Vienne (2). Mais la Cour de Versailles s'abstenait encore de manifester sa désapprobation ; et Chavigny, bien à contre-cœur, se renfermait dans le silence (3).

Brusquement, le 14 mars, le Cardinal adressa à Horace Walpole les plaintes les plus amères (4). Il avait appris qu'à La Haye des députés laissaient entendre que les articles proposés avaient été concertés avec lui. Non seulement on avait rendu le Plan public sans le consulter, mais on voulait maintenant l'en rendre responsable. Et cependant il n'en était pas

(1) Waldegrave à Newcastle, et Van Hoey à LL HH PP, 9 mars, R. O., France, 207, ff. 89 et 91. — Instructions de Waldegrave, 28 fév., *id.*, f. 48.

(2) Waldegrave à Newcastle, 9 mars, (« private »), R. O. France, 207, f. 89. Chauvelin se demandait même si « Vaulgrenant devrait être autorisé à promettre à la Reine d'Espagne notre concours pour cet accommodement ». « Nécessité d'examiner le point délicat de la conduite que la France aura à tenir sur le plan des Anglais », mars 1735, A. E., corr. Angl., 390, f. 428.

(3) Chauvelin à Chavigny, 10 mars, A. E., corr. Angl., 390, f. 297. Le diplomate finissait par s'autoriser des manifestations du public, pour laisser voir à son ami Harrington que lui-même jugeait absurdes les propositions des Anglais. (Chavigny à Chauvelin, 1er avril, A. E., corr. Angl., 391, f. 2).

(4) Fleury à H. Walpole, 14 mars, A. E., Mém. et Doc. Hollande, 140, f. 87. L'original au R. O. France, 207, f. 145.

l'auteur, car les Puissances Maritimes, en le dressant, n'avaient tenu nul compte de ses objections.

Ces plaintes étaient fondées. Dès le 24 janvier, on l'a vu (1), le Cabinet britannique, en chargeant Robinson d'exposer à la Cour de Vienne les conditions préparées à La Haye, lui avait prescrit d'annoncer que la France serait disposée à les accueillir, pourvu qu'on lui accordât pour elle-même quelque avantage. Horace, qui n'avait pas été consulté, avait alors dû tout à coup essuyer les reproches les plus vifs du Pensionnaire. Averti par les indiscrétions du comte d'Uhlefeldt, celui-ci tremblait de s'être laissé duper par les Anglais, qui, après l'avoir amené à se compromettre dans des pourparlers secrets, allaient s'entendre directement avec l'Empereur. Toutes ses craintes se réveillaient. Il se sentait « entre l'enclume et le marteau », et « voyait bien qu'il devait être le sacrifié dans toute cette affaire ». Horace Walpole n'était parvenu qu'à grand'peine à l'apaiser, en lui offrant, comme gage de la fidélité de sa Cour, de publier ensemble leur plan de paix (2). Mais les bruits qui, dès lors, courraient en Hollande avaient aussi fini par arriver aux oreilles indignées du Cardinal.

Il n'est pourtant pas surprenant que les ministres anglais ait tenu à faire connaître la participation de la France aux pourparlers de paix (3). Bien des gens trouvaient sans doute, comme Chavigny, que le secret gardé sur ce point était « un pur artifice »

(1) cf. *supra* p. 122 : Harrington avait fait à Kinski des ouvertures analogues, et Newcastle en avertissait Waldegrave le 7 mars, R. O., *id.*, 207, f. 77.

(2) Horace Walpole à la Reine, sans date, dans Coxe, *H. W.*, t. I, p. 347-352.

(3) Peu après Fleury apprenait encore, par les dépêches qu'avaient interceptées les partisans de Stanislas, que l'Angleterre annonçait ouvertement à l'électeur de Saxe la participation de la France dans l'établissement du plan de paix (Waldegrave à Newcastle, 23 mars, R. O., France, 207, f. 154).

et que, pour « justifier un plan qui paraît à tout le monde aussi absurde et aussi imprudent que le leur », ils avaient intérêt à révéler que la France y avait mis la main (1).

Mais la Cour de Londres obéissait encore à un autre motif ; elle n'avait point renoncé à l'espoir de gagner le Cardinal à ses vues. Puisque les flatteries d'Horace n'avaient pu le conquérir, elle aurait recours à la manière forte ; en mettant au jour ses faiblesses, elle comptait que sa crainte l'emporterait sur sa colère.

Et il faut convenir que l'attitude de Fleury lui-même justifiait ce calcul, car, le jour même où il écrivait à Horace sa lettre de reproche, il lui en adressait une autre, très secrète et d'un ton tout à fait opposé. Pour expliquer sa résistance, il s'abritait ici derrière le Conseil du Roi, qui jugeait le Plan de Pacification « entièrement déshonorable », et derrière l'opinion du public, qui le trouvait « honteux » ; ceci le conduisait à prier son ami de le tirer d'embarras, en lui accordant quelques petites concessions : notre garantie de la Pragmatique ne pourrait-elle pas être payée par le démantellement de Luxembourg? L'Empereur, au lieu de la Toscane, ne devrait-il pas se contenter du duché de Modène ? « Peut-être, écrivait-il au Pensionnaire, en lui communiquant les mêmes suggestions, trouverez-vous que je touche les plus grandes matières bien légèrement et avec peu de retenue ; mais je me donne tel que je suis et je m'expose sans ménagement au jugement que vous porterez de moi. En tout ceci vous ne pourrez pas dire que je me méfie de Votre Excellence, puisque je n'hésite pas à me livrer sans réserve (2). »

De ces épanchements les ministres anglais tirèrent

(1) Chavigny à Chauvelin, 18 mars, A. E., corr. Angl., 390, f. 369.

(2) Fleury à H. Walpole, (« très particulière »), et au Pensionnaire, 14 mars, A. E., Mém. et Doc. Holl., 140, f. 92 ; l'original au R. O. France, 207, f. 133.

la conclusion qu'il était encore possible, en effrayant le Cardinal, de l'arracher à l'influence de Chauvelin et d'emporter son adhésion à leurs conditions de paix. Horace Walpole, en retournant à La Haye, décida donc de faire à son vieil ami la surprise d'une visite inattendue.

Fort heureusement Chavigny avait deviné le projet d'Horace, et nos ministres eurent le temps de se préparer à sa venue. Combien était grand alors l'effroi du Cardinal, quelques lignes de sa main nous le disent. A Chauvelin, qui le suppliait de ne pas conclure un arrangement particulier avec l'envoyé anglais, il opposait ces réflexions désolées : « Nous ne pouvons point avoir d'échec qui ne soit mortel. Peu de crédit de la France ; la faiblesse intrinsèque découverte ; les Jansénistes, les Religionnaires, les mécontents de la Cour, les fonds insuffisants, l'abandon de l'Espagne ; en un mot, décadence entière. Il ne seroit plus temps de revenir à une paix honorable ; et nous serions à la mercy des Anglois. Plus d'espérance pour la Pologne, et l'Empereur maître du monde (1). »

Quand, le 1er avril, à Issy, il fut en tête à tête avec le Cardinal, Horace commença par lui refaire tout l'historique de la négociation secrète. Il se plaisait ainsi à prononcer de longs discours, où volontiers il régentait son interlocuteur. Fleury l'écoutait « avec une grande tranquillité », et, après avoir risqué

(1) A. E., Mém. et Doc., Holl., 27, f. 378. — Chauvelin lui écrivait : « Je conviens de la nécessité d'une paix solide et honorable ; mais, si elle ne pouvait aujourd'hui être telle, V. Em. jugerait-elle qu'il vaudrait encore mieux s'exposer aux hasards, qui excuseraient tout ce que nous serions obligés de faire et qui ne pourrait être pire? L'Europe et les Puissances même médiatrices sont intéressées à ne pas plus nous abaisser. Je supplie d'ailleurs V. Em. de songer que ce qui serait réglé en particulier ne produirait la paix qu'autant qu'il pourrait être accepté par les alliés... » Fleury lui prescrivit alors de « faire bonne mine et de ne pas rendre la paix impossible ». A. E., Mém. et Doc., Holl., 140, f. 87.

quelques faibles objections, bientôt il « parut absolument convaincu » que son ami avait raison. Celui-ci, passant alors à l'offensive, lui déclara « qu'on ne pouvait espérer rien faire de bon avec M. Chauvelin », et qu'il ne pouvait se dispenser de lui faire connaître « ce qui semblait être l'opinion de tout le monde » : que le Garde des Sceaux « trouvait le moyen de le diriger absolument et de lui faire accomplir des actes directement contraires à ses propres sentiments ». « Son Em., d'un ton très paisible et tranquille, sans nullement me contredire, dit que je devrais plutôt le plaindre que lui faire des reproches à ce sujet, que c'était bien malgré lui qu'il gardait envers Chauvelin cette déférence, parce qu'il ne pouvait découvrir personne d'autre qui fût capable de le servir ». Horace sortit alors un projet d' « accord particulier », reproduisant les articles du Plan de Pacification, et s'offrit à le signer avec lui. Mais Fleury répondit que le Conseil se réunissait cet après-midi, et qu'il allait le lui soumettre. En vain Horace le pressa de conclure l'affaire sans consulter personne ; en vain insinua-t-il que le refus de la France déciderait l'Empereur à traiter avec l'Espagne ; Fleury fit simplement observer que le plan proposé ne nous accordait pas de satisfaction suffisante et que, si l'Empereur recevait la Toscane, il serait plus puissant qu'avant la guerre (1).

Horace, sans autres nouvelles, se morfondit jusqu'au 4 avril, où un billet de Fleury l'avertit que le Conseil rejetait son projet qui « le couvrirait de honte. » Aimablement Son Eminence ajoutait que, sachant son départ imminent, il se hâtait de l'en prévenir. Horace ne voulut pas se laisser ainsi éconduire ; il exigea une nouvelle entrevue, mais il ne put y vaincre la résistance du Cardinal. Tout au plus, au moment de quitter Paris, reçut-il quelques lignes

(1) Horace Walpole à Newcastle, 2 avril, R. O. France, 207, f. 193.

amicales, où Fleury répétait que le meilleur moyen d'arriver à la paix serait une entente secrète avec les Puissances Maritimes, ajoutant qu'il les verrait volontiers renouveler leurs instances pour obtenir une suspension d'armes (1). C'était une maigre consolation pour l'ambassadeur anglais, qui ne cachait point sa désillusion : « Il est aussi dangereux, observait-il, de négocier directement avec M. Chauvelin, au risque d'être dupé et trahi, que de négocier directement avec le Cardinal, au risque d'être déçu par les manœuvres de M. Chauvelin (2). »

Il n'avait plus dès lors d'autre ressource que d'avancer sur la grande route des négociations officielles et, en arrivant à La Haye, son premier soin fut de s'entendre avec les Etats Généraux pour presser les Cours alliées de faire connaître enfin leurs sentiments sur le Plan qui leur avait été soumis (3).

Le 6 mai Chauvelin remit à Waldegrave et à Van Hoey cette réponse tant attendue (4). En termes

(1) Fleury à H. Walpole, 4 et 6 avril, R. O. France, 207, f. 245 et 254.

(2) H. Walpole à Newcastle, 2 avril, R. O. France, 207, f. 196, et 6 avril, B. M., 32.787, f. 86 ; à R. Walpole, 29 avril, dans Coxe *R. W.*, t. III, p. 241. — Newcastle à H. Walpole, 12 avril, B. M., 9168, f. 58, et 22 avril, B. M. 32.787, f. 121. — Harrington à H. Walpole, 15 avril, B. M., 9168, f. 84.

(3) Résolution des États Généraux du 22 avril, B. M., 32.787, f. 140 ; et Newcastle à Waldegrave, 25 avril, R. O. France, 207, f. 338.

(4) Il la leur lisait même si vite que les deux diplomates ne trouvaient le moyen de placer aucune observation (Waldegrave à H. Walpole, 6 mai, R. O. 207, f. 350). — Texte de la réponse, B. M., 32.787, f. 230 : « Les Couronnes Alliées, toujours disposées à convenir d'une paix prompte, honorable et solide, auraient désiré trouver dans le Plan qui leur a été communiqué des propositions plus propres à y parvenir... La manière dont le Plan a été présenté et communiqué en a rendu juge l'Europe entière. Elle n'y voit aucune satisfaction pour la France... ni rien qui ne contribue à augmenter l'excessif pouvoir de la Maison d'Autriche. » Mais les Alliés reconnaissaient ensuite « que rien ne serait plus convenable que de s'entendre avec équité et de faire usage d'une suspension » ; et ils concluaient : « Les Alliés ne s'éloigneront pas de donner à l'Europe cette nouvelle preuve de leur amour pour la Paix, dès que l'on conviendrait sur les arrangements, le temps et les précautions sur lesquels on ne s'est pas encore expliqué pour cette suspension ».

catégoriques et même empreints de quelque acrimonie, elle rejetait le Plan des Puissances Maritimes ; elle indiquait cependant que les Alliés pourraient se prêter à conclure une suspension d'armes et ouvrait ainsi un nouveau champ à l'activité infatigable des négociateurs.

V

La demande d'armistice.

La Cour de Saint-James n'hésita pas à s'engager dans la voie où les Cours alliées l'invitaient elles-mêmes à entrer ; mais il était aisé de prévoir que la Cour Impériale ne serait pas favorable à ce nouveau projet.

L'Empereur n'avait accepté la médiation des Puissances Maritimes qu'à contre-cœur et ne s'était rallié à leur Plan qu'avec scepticisme. Il escomptait en réalité le refus de la France, qui les obligerait, pensait-il, à venir enfin le secourir. Au début de l'année, le ministère britannique avait demandé et obtenu de porter le nombre des marins à 30.000 et celui des soldats à 26.000, auxquels s'ajoutaient les 6.000 Danois que les subsides anglais tenaient prêts à marcher. Bien que Walpole affirmât toujours que l'Angleterre n'était point engagée à intervenir dans le conflit, il semblait envisager désormais qu'elle pourrait s'y trouver contrainte pour défendre l'équilibre de l'Europe (1).

(1) Débats aux Communes sur la flotte, le 7 mars, et sur l'armée, les 25 et 28 février. — *Parl. Hist.*, t. IX, p. 824 et 800. — Comptes rendus aux A. E., Corr. Angl., 390, ff. 205, 251 et 270. — Dans la première séance les comptes rendus relèvent spécialement les discours de Sir John Barnard, Wyndham et Pulteney insistant sur l'apathie et l'égoïsme des P. U., ainsi que la réplique d'Horace Walpole qui défend ses amis hollandais. Pour la seconde, le compte-rendu français n'est pas détaillé. La comparaison de l'Angleterre avec l'île d'Ely menacée d'être submergée par les flots (*P. H.*, t. IX,

Au printemps les Hollandais paraissaient eux-mêmes près de se rallier à des solutions énergiques ; comme H. Walpole demandait aux Etats Généraux d'augmenter aussi le nombre de leurs troupes, ceux-ci transmettaient aussitôt son mémoire aux Etats Provinciaux et s'associaient à ses conclusions (1).

Enfin la querelle ridicule qui venait d'éclater entre le Portugal et l'Espagne, rendait alors plus probable l'entrée des Anglais dans la guerre. Le 22 février 1735 les serviteurs du ministre portugais à Madrid, rencontrant un malfaiteur piteusement monté sur un âne, s'étaient amusés à l'arracher aux policiers ; aussitôt, ils avaient été eux-mêmes arrêtés, et la légation envahie. A cette nouvelle le roi de Portugal avait fait mettre en prison le ministre espagnol ; les troupes de Philippe V se préparaient à franchir la frontière, et un envoyé extraordinaire du Portugal, don Azevedo, venait en hâte demander aux Anglais le concours, que le traité de 1703 les obligeait à lui fournir (2). Le Cabinet britannique s'était empressé d'offrir ses bons offices aux deux parties (3) ; pourtant les clauses du traité étaient formelles ; Keene ne devait pas le dissimuler à la Cour d'Espagne et ne rien ménager pour la ramener à la raison. Mais le Cabinet recevait de Montijo un mémoire si hautain

p. 803), est de Sir William Yonge. R. Walpole l'emporte par des majorités de 73 voix dans le premier cas, de 53 dans le second. — Le 11 mars les Communes votent les crédits demandés pour les troupes danoises, (*P. H.*, t. IX, p. 851, et A. E. Corr. Angl., 390, f. 337). Le discours reproduit dans la *P. H.*, p. 855 est de Pulteney. Le compte rendu français indique qu'il y eut une deuxième réplique très vive de R. Walpole.

(1) Mémoire d'H. Walpole à LL HH PP, 28 mai, et lettre de LL HH PP aux États des provinces respectives, 2 juin, B.M., 32.787, ff. 289 et 317. — H. Walpole et Waldegrave à Keene, 9 et 14 juin, B. M. *id.*, ff. 308 et 333.

(2) « Relation de ce qui s'est passé le 22 février 1735 », B. M., 32.787, f. 164. — Lettres de lord Tyrawley, ministre anglais à Lisbonne, à Newcastle, en mars et avril, *id.* ff. 159, 171, 174 et 177.

(3) Les Hollandais s'associaient à cette démarche. — Résolution des États Généraux, 14 mai, B. M., 32 787, f. 242.

qu'il en était réduit à refuser d'y répondre, sous le prétexte que l'ambassadeur n'était pas assez familiarisé avec la langue française pour entendre les expressions dont il se servait (1). Il se trouvait finalement contraint de prendre la grave décision d'envoyer à Lisbonne une flotte, qui devait protéger le Portugal contre toute agression (2).

On comprend que ces événements aient inspiré à l'Empereur de nouvelles espérances, qui se manifestèrent dans la déclaration remise aux Puissances Maritimes le 23 mai. La Cour de Vienne acceptait de conclure un armistice d'une durée de deux mois, mais elle y mettait pour condition que les Puissances Maritimes s'engagent, si les négociations échouaient, à lui apporter ensuite le concours prévu dans le traité de 1731 (3).

Il n'entrait nullement dans les intentions des Puissances Maritimes de se lier les mains par une semblable promesse ; aussi, par la Résolution du 7 juin, elles se contentèrent de répondre qu'elles gardaient l'espoir de voir les belligérants conclure un armistice, sans y introduire de clauses impraticables (4).

En même temps Georges II, après la clôture du Parlement, se rendait dans son électorat, et Harrington qui l'accompagnait pouvait, en traversant les Provinces Unies, se rendre compte de leurs dispositions. Arrivé à Hanovre, son premier soin fut de détruire les espérances que l'Empereur pouvait encore entretenir. Il déclara au comte Kinski que le Roi de Grande-Bretagne, tant par suite de

(1) Mémoire de Montijo et réponse de Newcastle, B. M., 32.787, ff. 192 et 194. — Newcastle à Keene, 14 avril, 6 et 19 mai, *id.* ff. 95 155 et 240.

(2) Newcastle à Keene, 27 mai. — Instructions de Sir John Norris commandant la flotte anglaise, 16 mai, B. M., 32.787, ff. 261 et 64.

(3) Coxe *House of Austria*, t. II, p. 150. — Déclaration d'Uhlefeldt aux États Généraux, le 9 mai, A. E., Mém. et Doc. Holl., 27, f. 295.

(4) B. M., 32.787, f. 323.

l'opposition des Provinces Unies que pour ne pas sacrifier son commerce à de faibles chances de succès, se trouvait dans l'impossibilité d'aider la Cour de Vienne autrement que par l'appui de sa diplomatie (1).

L'Empereur voyait ainsi s'écrouler tous ses espoirs, à un moment où il se sentait menacé de tous côtés. La campagne de 1735 avait fort mal débuté pour l'armée impériale ; Königsegg devait évacuer l'Italie, abandonnant Mantoue assiégée par les franco-sardes ; sur le Rhin, la Cour de Vienne n'était plus de force à tenir tête aux envahisseurs (2). Aussi la déclaration transmise par Kinski plongea-t-elle l'Empereur dans un état d'exaspération si violent, que son entourage craignit qu'il n'en perdit la raison. Zinzendorf lançait alors des boutades incendiaires : « Je brûlerai Amsterdam, s'écriait-il, j'abandonnerai les Pays-Bas ». La menace d'une réconciliation avec la France, à laquelle l'Empereur céderait les Pays-Bas, était l'arme qu'il brandissait, pour effrayer ses alliés infidèles. Elle devait appuyer l'effet d'une dernière tentative que l'Empereur chargeait Uhlefeldt et Kinski de faire à Hanovre et à La Haye. Il affirmait encore que la défection des Hollandais ne déliait pas l'Angleterre de ses engagements ; il exigeait que : « l'Angleterre sauve la République malgré elle ». Un refus le contraindrait de s'accommoder le mieux possible avec ses ennemis et il ne négligerait désormais aucune occasion d'y parvenir (3). Mais le Cabinet britannique, connaissant aussi les dissensions qui séparaient les Alliés, ne se laissa point intimider. Il comprit seulement que l'Empereur envisageait

(1) Coxe. *H. of Austria.*, t. II, p. 152. Harrington à Newcastle, 12 juin, et à Robinson, 15 juin, R. O. St. Pap. Dom. Reg. 15.

(2) Robinson à Harrington, 18 juin, et Harrington à Robinson, 30 juin, R. O. St. Pap. Dom. Reg. 15.

(3) Coxe *H. of A.*, t. II., p. 152-3. Harrington à H. Walpole, 26 juin, et à Newcastle, 10 juillet, R. O. *id.* 15.

un rapprochement, soit avec l'Espagne par le mariage de Don Carlos, soit avec la France par la cession de la Lorraine. Ni l'une ni l'autre de ces éventualités ne pouvait lui déplaire (1).

Du côté de la France la proposition d'armistice n'avait pas non plus rencontré un accueil favorable. Rien désormais ne semblait subsister de l'ancienne amitié entre Horace et le Cardinal : « Il me revient, Monsieur, écrivait celui-ci, de Londres, de la Haye, de Berlin et d'autres endroits, que Votre Excellence, aussi bien que Monsieur le Pensionnaire, ont laissé non seulement dire, mais que vous dites ouvertement que le Plan proposé a été concerté auparavant avec moi ». Horace ripostait en s'étonnant que, sur la nouvelle de gazettes, Son Éminence ait osé l'accuser de trahison, et lui reprochait à son tour de l'avoir trompé pour gagner le temps nécessaire à la préparation de la prochaine campagne. Fleury hésitait longtemps à répondre à cette lettre, « parce qu'elle était remplie d'expressions peu polies », et ne se décidait qu'au bout d'un mois à écrire encore une nouvelle justification de sa conduite (2).

Dans cet état d'esprit la proposition d'armistice n'avait aucune chance d'être acceptée par la France. Le 19 juillet les Couronnes alliées s'expliquèrent à ce sujet (3). Après avoir encore rejeté les conditions du Plan de Pacification, insuffisantes pour la Pologne et trop favorables à l'Empereur, elles se montraient disposées à en discuter d'autres dans un congrès et à accorder un armistice ; mais elles exigeaient qu'il fût « général », « bien garanti », et que les choses demeurent en *statu quo* pendant tout le temps de sa durée.

(1) Harrington à Newcastle, 13 juillet, R. O., *id.* 15.

(2) Fleury à H. Walpole, 24 avril, R. O. France, 207, f° 320. — H. Walpole à Fleury, 16 mai, A. E., Mém. et Doc. Holl., 27, f° 408. — Fleury à H. Walpole, 12 juin, R. O. France, 208, f° 27.

(3) « Réponse des Couronnes alliées aux instances de S. M. B. et des États Généraux », B. M., 32.788, f° 194.

Sur la demande des États Généraux, Fénelon expliqua peu après comment ces termes devaient être compris. Pour être « général », l'armistice devait s'étendre à la Pologne ; et il ne serait « bien garanti » que s'il l'était par les Puissances Maritimes elles-mêmes (1). C'était subordonner son octroi à des prétentions inacceptables.

La Cour de St. James, qui voyait ses suggestions ainsi rejetées par les deux parties, observait en même temps que les Hollandais étaient déjà retombés dans leur apathie, et s'y enfonçaient même davantage à mesure que l'Empereur cherchait à les en faire sortir. Le 2 août les États Généraux informaient l'ambassadeur anglais que le projet d'augmentation de l'armée ne pouvait aboutir, arrêté par l'opposition de la province de Hollande, obstinément pacifique (2). A cette date tout indiquait donc au Cabinet britannique qu'il n'y avait aucun espoir de parvenir à une pacification générale (3) ; mais cette constatation ne le prenait point à l'improviste, car, depuis son échec de La Haye, il préparait les voies à une réconciliation particulière soit avec l'Espagne, soit avec la France.

Bien que l'affaire portugaise eût rendu sa situation très délicate en Espagne, Keene rappelait toujours à Patino que l'Angleterre l'aiderait volontiers à s'entendre avec la Cour de Vienne. Au début de juin Patino parut vouloir accueillir ses invites et envisager une nouvelle méthode d'arriver à la paix.

(1) Résolutions des États Généraux du 26 juillet et du 8 août, B. M., 32.788, f° 258 et 274. — Harrington à Newcastle, 2 août, *id.* f° 276. — Un mémoire du maréchal d'Estrées (A. E., Mém. et Doc. France, 504, f° 60) nous transmet l'écho des délibérations du Conseil sur la demande d'armistice.

(2) Résolution des États Généraux du 2 août, B. M., 32.788, f° 267. — H. Walpole à Harrington, 23 août, *Weston mss.*, p. 258.

(3) Newcastle à Waldegrave, 29 juillet, B. M., 32.788, f° 221. Il avouait que la réponse des alliés « met à peu près fin à tout espoir » d'atteindre une pacification générale.

Les Puissances Maritimes, renonçant à leur Plan, devraient s'adresser directement à Vienne et obtenir que l'Empereur découvre ses prétentions. Si elles les transmettaient ensuite séparément à chacune des Cours alliées, Patino s'engageait alors à leur répondre, « sans consulter aucune autre Cour » (1). Cette procédure ne plaisait pas également à tous les Anglais. A la différence de Newcastle, Horace estimait que la négociation générale ne devait pas être abandonnée, quand ce ne serait que pour mieux masquer les pourparlers séparés et secrets (2). Tous s'accordaient pourtant à croire aux dispositions conciliantes de Patino, qui déjà s'avançait jusqu'à dire qu'il se contenterait « de peu » (3).

Mais l'Angleterre ne perdait pas non plus de vue la perspective d'un accord possible de l'Empereur avec la Cour de Versailles. La froideur du Cardinal, loin de la décourager, l'avait incitée au contraire à faire dans cette direction un premier pas ; elle venait de se décider enfin à aborder avec lui le chapitre de la Lorraine. Le 7 juin Waldegrave, entendant Fleury déclarer que la question la plus difficile à régler était celle de la Toscane, en profita pour remarquer que le bruit public lui prêtait le désir d'échanger la Toscane contre la Lorraine ; et l'attitude de Fleury lui « parut une claire indication que telle pourrait bien être son intention ». Devenu subitement loquace, le Cardinal expliqua que les revenus des Duchés étaient moindres que ceux de Toscane, que leur acquisition ne menacerait en rien l'équilibre de l'Europe ; bref

(1) Newcastle à Harrington, 1er juillet, B. M., 32.788, f° 132. — Voir aussi H. Walpole à R. Walpole, 13 mai, Coxe *R. W.*, t. III, p. 244 ; à Newcastle, 20 mai, B. M., 32.787, f° 224 ; et Newcastle à H. Walpole, 31 mai, *id.*, f° 277.

(2) H. Walpole à Keene, 14 et 21 juillet ; et à Newcastle, 19 juillet B. M., 32.788, ff° 156, 198 et 183.

(3) Newcastle à Keene, 29 juillet, B. M., 32.788, f° 231. — H. Walpole à Keene, 4 août *id.*, f° 252.

Waldegrave dut lui rappeler qu'il parlait sans ordres et se bornait à rapporter un bruit répandu à Paris. Mais l'ambassadeur en concluait que « la France a un œil sur la Lorraine et que c'est son principal objet » (1).

De Hanovre, Harrington lui prescrivit aussitôt d'interroger à nouveau le Cardinal ; si la France admettait à ce prix les articles du Plan de Pacification, il fallait encourager ses desseins (2). Telle n'était point l'opinion de Newcastle. A son avis la cession de la Lorraine ouvrirait à la France la porte de l'Allemagne et menacerait aussi les Flandres. Il demandait à Horace de mettre les États Généraux en défiance contre un tel projet, et ne cachait pas à Waldegrave qu'il jugeait la paix espagnole de beaucoup préférable (3). Mais ni l'un ni l'autre ne partageait ses appréhensions. Tandis qu'Horace, fidèle à l'opinion qu'il exprimait dès 1733, estimait que l'abandon de la Lorraine ne serait pas payer trop cher une garantie de la Pragmatique (4), Waldegrave rappelait que Louis XV était déjà maître d'occuper la Lorraine quand bon lui semblait, et que cette concession ajouterait peu de chose à sa puissance (5). L'ambassadeur était cependant un peu décontenancé par la froideur du Cardinal, qui, dans les semaines sui-

(1) Waldegrave à Harrington, 7 juin, R. O. France, 207, f° 468. — Waldegrave ajoutait que la France n'avait pas parlé plus tôt de son projet, « parce qu'il était diamétralement opposé à ses multiples déclarations publiques et privées, d'après lesquelles elle ne voulait rien avoir pour elle-même ». — Waldegrave avait-il agi sans ordre ? Il paraît faire allusion à une lettre d'Horace, qui, en ce cas, lui aurait été écrite après le passage de Harrington à la Haye.

(2) Harrington à Waldegrave, 19 juin, R. O. France, 208, f° 52.

(3) Newcastle à H. Walpole, 17 juin, B. M., 32.787, f° 368 ; à Waldegrave, 28 juin, R. O. France, 208, f° 112 ; et 29 juin, B. M., 32.788, f° 221.

(4) H. Walpole à Newcastle, 29 juin, B. M., 32.787, f° 368 ; à R. Walpole, 15 juillet, Coxe *R. W.*, t. III, p. 259 ; à Harrington, 18 juillet, *Weston mss.*, p. 256.

(5) Waldegrave à Newcastle, 16 juillet, B. M., 32.788, f° 177.

vantes, ne sembla aucunement pressé de reprendre l'entretien (1).

Au début de juillet Harrington, au nom du Roi, pria ses collègues de choisir, entre les deux négociations paraissant devoir mener à la paix, celle qu'ils jugeaient préférable de poursuivre. Le 21, après deux réunions tenues dans la maison de Robert Walpole, les « lords habituellement consultés » répondirent qu'ils se prononçaient en faveur de la négociation espagnole ; ils recommandaient en conséquence de demander à l'Empereur quelles conditions il mettrait à se réconcilier avec la Cour de Madrid (2).

Harrington cependant n'était guère disposé à suivre ce conseil. Le comte Kinski venait de lui présenter une sorte d'ultimatum : l'Empereur, avant de porter ses troupes, soit en Italie, soit sur le Rhin, demandait une fois encore si les Puissances Maritimes se rangeraient à ses côtés ; « tout délai dans la réponse serait considéré comme un refus », et, en ce cas, il s'accorderait avec ses ennemis,« sans avoir égard aux intérêts des Puissances Maritimes, ni attendre leur concours ». Georges II répondit « qu'il lui était impossible présentement de prendre aucune décision positive sur l'assistance demandée », mais il offrit en même temps ses services pour aider l'Empereur à s'entendre avec l'un de ses adversaires ; après avoir remarqué que « LL. MM. CC. étaient toujours disposées à conclure un traité séparé », il ajouta : « que le projet d'un échange des duchés de Lorraine et de Toscane semblait préférable. Sa Majesté ne pouvait répondre de son succès, mais Elle avait quelque raison de penser qu'il ne serait pas impossible » (3).

(1) Waldegrave à Newcastle, 27 juin et 1er juillet, B. M., *id* f° 138 et 144. — 20 et 27 juillet ,R. O. France, 208, ff° 225 et 249.

(2) Harrington à Newcastle, 13 juillet, R. O. St Pap. Dom. Reg. 15. — Procès-verbaux des Lords Justices des 20 et 21 julllet,R. O., *id.*, 87.

(3) Harrington à Robinson, 31 juillet, R. O. St Pap. Dom. Reg. 15.

Ainsi, tandis qu'à Londres on se prononçait pour la solution espagnole, à Hanovre on penchait en faveur de la solution française ; mais, des deux parts, on restait convaincu que la paix ne pourrait être atteinte sans le concours des Puissances Maritimes. Les mois suivants devaient lentement dissiper cette illusion.

VI

La négociation de Vienne.

Le 1er août Waldegrave fit une étrange découverte ; un des commis des Affaires Étrangères lui apprit que des pourparlers directs étaient engagés entre la France et l'Empereur. La diplomatie anglaise entretenait alors dans les Cours étrangères de nombreux agents secrets, dont elle payait fort cher les services, alors que ses agents officiels n'avaient que de maigres appointements. Elle faisait, à ce moment même, pour gagner le Garde des Sceaux en personne, une tentative dont nous reparlerons et qui ne devait pas aboutir ; mais un autre diplomate se laissait prendre à ses avances, qui pouvait aussi lui procurer les plus utiles informations. François de Bussy, depuis son retour de Vienne, remplissait des fonctions, semble-t-il, assez mal définies, mais qui le mettaient au courant de bien des secrets (1) ; et il devait à sa connais-

Dans une autre lettre du même jour (R. O., *loc. cit.*), Harrington accusait en même temps réception à Newcastle, de l'avis exprimé par les Lords. — Sur ses sentiments, voir Harrington à H. Walpole, 27 juillet *Weston mss.*, p. 257.

(1) François de Bussy, 1699-1780, entré au département des A. E. en 1725 ; chargé d'affaires à Vienne de 1728 à 1733 ; envoyé à Londres en 1737, puis, en qualité de ministre plénipotentiaire, de 1740 à 1743 ; il devait, en 1761, être chargé par Choiseul de préparer le traité de Paris. Il occupait au Ministère une place toute particulière, « dont la fonction était de travailler à tout, lettres, mémoires, écrits de toutes façons... et de suivre le ministre dans tous les voyages où il suivait le Roi » Article de L. Farges, dans la *Grande Encyclopédie*.

naissance des Anglais de connaître toutes les affaires qui les concernaient. Aussi le ministère britannique avait-il compris l'intérêt qu'il aurait à se procurer ses services, et se réjouit-il d'apprendre que Bussy était « fort indigent et pourrait être gagné » (1).

Waldegrave avait connu Bussy à Vienne, où il lui avait même avancé quelque argent ; aussi dut-il attendre longtemps une occasion propice pour rencontrer le français, qui fuyait son créancier ; il ne la trouva qu'au milieu de 1735. Comme Bussy s'excusait alors de ne pouvoir le rembourser, l'ambassadeur répliqua que c'était bien peu de chose et qu'il en pourrait mettre plus à sa disposition : « Je lui laissais deviner que, si je savais ce qu'il faisait, cela me rendrait grand service. Notre conversation fut interrompue par des tiers, et, en nous séparant, je lui dis à voix basse que je désirais qu'il vint me voir et m'informât de temps en temps des choses qu'il pourrait me dire. » Quelques jours après Bussy vint lui annoncer qu'il avait fait une découverte ; et il lui apprit alors que M. de la Baune était parti pour Vienne, prétendant d'ailleurs ignorer absolument le but de sa mission (2).

La nouvelle était vraie. Fleury, en réponse à une offre de l'Empereur transmise par le comte de Wied, avait engagé une négociation directe avec les ministres impériaux (3). On s'est demandé qui, de la France ou de l'Empereur, avait fait le premier geste

Personne ne paraît pourtant avoir alors connu sa trahison. D'Argenson la soupçonna plus tard (1749, *Mémoires*, t. IV, p. 434). Coxe, *R. W.*, la raconte, ainsi que B. Williams, *art. cit.* (*Blackwood Magazine*).

(1) Newcastle à Waldegrave, 4 nov. 1734, et Waldegrave à Newcastle, 15 nov., B. M., 32.786, ff° 59 et 202.

(2) Waldegrave à Newcastle, 2 août, B. M., 32788, f° 241, dans Coxe *R. W.*, t. III, p. 268.

(3) D'Haussonville, *Histoire de la réunion de la Lorraine à la France*, t. IV, p. 247 et suiv. ; avec les pièces justificatives, p. 625. — Boyé, *op. cit.*, p. 321. — Driault, *art. cit.*, p. 43. — Baudrillart, *op cit.*, t. IV, p. 300.

de rapprochement. Fleury racontait plus tard à l'ambassadeur anglais qu'il avait reçu à quatre reprises des offres de conversation, d'abord par l'entremise du Prétendant, puis par le nonce de Bruxelles, par le Pape lui-même et enfin par un comte allemand (1). Ce dernier n'était autre que le comte de Wied ; les détails que le Cardinal donne à son sujet ne permettent pas d'en douter. L'intervention du Prétendant eut lieu par les soins d'O'Brien, son agent à Versailles, dont les lettres nous ont été conservées (2). Quant à la tentative du nonce, elle est confirmée par une lettre de l'Empereur à M. Wasner, son ministre en Portugal, que les Anglais avaient interceptée, sans d'ailleurs vouloir ajouter créance à son contenu (3). Si l'on joint à ces documents une note tirée des papiers d'Horace et dont Coxe a gardé copie (4), il devient moins difficile d'éclairer les origines obscures de la négociation de Vienne.

C'est le Cardinal qui, le premier, en avait pris l'initiative, en ajoutant un post-scriptum aux compliments qu'il avait coutume, au début de chaque année, d'envoyer à l'Empereur. Charles VI lui fit une réponse prudente, mais Fleury garda le silence ; au nonce, venu le voir au mois de mars, il raconta que, par mégarde, il avait laissé tomber au feu le billet de l'Empereur et se trouvait, bien malgré lui, empêché d'y répondre. Quoique la Cour de Vienne ne voulût pas croire à cet accident, elle s'adressa pourtant, quelques semaines plus tard, au Prétendant pour

(1) Waldegrave à Newcastle, 5 nov., B. M., 32.789, f° 207.

(2) A. E. corr. Angl., 391 et 392.

(3) Une copie, datée du 4 juin 1735, est dans les *Coxe papers*, B. M., 9169, f° 1 ; mais les pièces annexes, qui l'accompagnaient, ne semblent pas avoir été conservées. Cf. l'opinion des Anglais sur cette lettre dans Newcastle à Waldegrave, 28 juin, R. O. France, 208, f° 126, et Harrington à Robinson, 17 juillet, R. O. St. Pap. Dom. Reg., 15.

(4) *Coxe Papers*, B. M., 9170, f° 121. La note porte l'indication suivante : « Lord Walpole's papers ; sent Mr. Weston 6 december 1735. »

sonder les dispositions de la France. O'Brien apportait en mai à Chauvelin deux lettres de son maître, annonçant que le ministre autrichien Stahremberg désirait savoir si la France se prêterait à des pourparlers ; puis, comme le Garde des Sceaux réclamait des éclaircissements, le Prétendant expliqua, à la fin de juin, que l'Empereur faisait encore une tentative suprême pour regagner les Puissances Maritimes, mais que, si elle échouait, il nous demanderait d'envoyer à Vienne un négociateur. O'Brien proposait de se charger lui-même de cette mission, offre que le Cardinal s'empressa de décliner, n'ayant garde de mêler les Jacobites à son entreprise. L'Empereur, de son côté, ne paraît point s'en être soucié davantage. En septembre il avait soin de nous avertir que, tout disposé qu'il était à traiter avec nous, il ne voulait point le faire par l'entremise du Prétendant (1). Il paraît même probable que cette correspondance, commençée par la Cour de Vienne, n'a jamais été prise au sérieux par elle et n'était destinée qu'à tromper l'activité indiscrète et gênante des Jacobites. En tout cas on laissa ceux-ci dans une entière ignorance de la négociation nouée, presque en même temps, par l'entremise du comte de Wied, qui seule devait aboutir à la paix.

Mais, pour celle-ci, est-ce bien à l'Empereur qu'il faut en attribuer l'initiative? Elle lui reviendrait si la négociation ne s'était engagée que le 12 ou le 13 juillet, lorsque le baron de Nierodt, intendant du comte de Wied, remit au Cardinal un billet sans signature émanant des ministres impériaux. Mais la lettre de Charles VI à Wasner nous révèle que, dès

(1) O'Brien à Chauvelin, 30 mai, A. E. corr. Angl., 391, f° 288 ; il transmet deux lettres du Prétendant des 11 et 17 mai. La réponse de Chauvelin n'est pas conservée, parce qu'il avait eu la prudence de la dicter à O'Brien. — Le Prétendant à O'Brien, 24 et 25 juin (*id.*, ff° 274 et 276). — O'Brien à Chauvelin, 14 juillet (*id.*, f° 340). — Owerwerke, agent jacobite à Vienne, au Prétendant, 10 sept., transmettant un billet de Bartenstein (A. E., 392, f° 121).

le 18 mai, le comte de Wied s'était présenté à Zinzendorf, porteur d'un message du Cardinal (1). Elle confirme ainsi la relation conservée par Horace, qui paraît bien contenir un récit exact des incidents qui donnèrent naissance à la négociation de Vienne.

M. de Nierodt était venu à Versailles protester contre des contributions indûment levées par le comte de Belle-Isle dans le pays de Neuwied. Après un long séjour il se préparait à repartir, lorsque le Cardinal le fit mander, et, l'ayant interrogé sur « ce qu'on disait de la guerre dans son pays », lui demanda si son maître le comte de Wied, accepterait de porter à Vienne un message. Le jeune comte « ne demandait pas mieux que d'aller à Vienne et de se distinguer dans une affaire de cette importance » ; bientôt Nierodt fut de retour à Versailles, annonçant son acceptation. « Le Cardinal lui recommanda le secret sur sa tête... Voilà du papier, une plume, ajouta-t-il, je vais vous dicter ma lettre pour le jeune comte ; ce qui fut exécuté. La lettre fut envoyée et le jeune comte, l'ayant reçue, partit pour Vienne. Il s'adressa au comte de Zinzendorff, qui ne fut pas fâché de cette ouverture et qui, peu de temps après, lui dicta à son tour une lettre pour M. de Nierot, qui la communiqua au Cardinal » (2). Notre récit rejoint ainsi les événements déjà connus de la négociation de Vienne, mais les détails dont il les fait précéder indiquent qu'il faut en reporter l'origine aux mois

(1) B. M., 9169, f° 1. La date est confirmée par ces mots : « just one day after the answer given by France and her allies in the proposed Plan of Pacification had come here. » Il s'agit de la réponse remise par Chauvelin à Waldegrave, le 6 mai.

(2) B. M., 9170, f° 121. — « ... Le comte de Wied revint ensuite chez lui. Peu de temps après deux messieurs françois y arrivèrent ; ils furent logez chez Mme de Nierot. On voulut savoir leur nom, car il y avait des troupes qui gardaient le passage du Rhin et le comte de la Mark y était en personne, mais ils firent mistère de tout, ce qui donna de l'ombrage, et, craignant d'être découverts, ils passèrent la rivière de nuit avec le comte et se rendirent tous trois à Vienne, où, aprez plusieurs difficultez, le traité se fit pour les préliminaires. »

de mars ou d'avril 1735, et que ce fut le Cardinal qui en prit alors l'initiative. A ce moment, on s'en souvient, Horace Walpole venait à Issy nous imposer ses conditions, et le Cardinal qui trouvait la force de lui résister, n'en cherchait pas moins avec anxiété une issue. Les propos singuliers qu'il tenait alors à l'envoyé du duc de Lorraine, Choiseul-Stainville, révèlent son désir ardent d'une réconciliation directe avec la Cour Impériale (1). Ce fut sans doute lorsqu'il dut renoncer à se servir de son entremise, que Fleury décida d'user du comte de Wied pour arriver à ses fins.

En avril un mémoire du duc d'Antin sur l' « équilibre de l'Europe » exposait qu'on ne pourrait l'atteindre que par l'union des trois grandes puissances : la France, l'Espagne et l'Empereur. A leurs côtés, l'Angleterre, qu'il ne mettait pas encore parmi les états de premier rang, lui paraissait peu redoutable : « Il n'y a rien à démesler entre la France et l'Empire », observait-il ; notre but devait donc être d'accorder l'Empereur et l'Espagne sur un partage de l'Italie, l'un gardant le nord, l'autre recevant le sud de la péninsule (2).

Ces vues devaient être très proches de celles du Cardinal. Sans doute Fleury appréciait plus justement que d'Antin et que Chauvelin la puissance de l'Angleterre ; mais il en concluait, croyons-nous, qu'elle était devenue désormais notre principale ennemie. Ce n'est donc point sur l'entente avec elle, qu'il pensait pouvoir fonder la paix du continent ; ce ne pouvait être que par un accord avec Vienne, qui mettrait fin à la rivalité traditionnelle des Bourbons et des Habsbourgs. Jusqu'alors tout projet d'avenir était rendu précaire par la perspective de l'ouverture prochaine de la succession d'Autriche ;

(1) Boyé, *op cit.*, p. 282.
(2) 19 avril 1735, A. E., Mém. et Doc. France, 504, f° 1.

mais la guerre actuelle, que Fleury n'avait point désirée, lui offrait maintenant le moyen de liquider à l'avance cette crise redoutable, en obtenant pour la France un avantage sérieux. Il ne songeait pas seulement, croyons-nous, à sortir d'une manière honorable d'une situation dont il n'était point responsable ; il désirait encore en tirer parti pour préparer l'avenir. Aussi devait-il attacher un grand prix à une réconciliation avec la Cour de Vienne, et se montrer disposé, pour l'atteindre, à dè larges concessions. Quelle place réservait-il dans ses projets aux Puissances Maritimes? Quelques mois auparavant, c'est par leur entremise qu'il cherchait à obtenir la paix ; mais l'expérience de la Haye pouvait déjà l'avoir découragé de suivre cette voie, et l'irritation de l'Empereur contre elles lui permettait maintenant de se passer de leur concours. N'était-ce point d'ailleurs de beaucoup préférable, si l'entente avec Vienne devait, dans l'avenir, être dirigée contre les Anglais, et si la paix qu'elle établirait sur le continent devait lui permettre de les mettre en échec dans le reste du monde ?

Il était pourtant fort difficile de les tenir à l'écart ; et cela pouvait être extrêmement dangereux, si, dans leur déception, ils se retournaient du côté de l'Espagne.

Négocier avec l'Empereur, fonder avec lui une entente durable, en obtenant la Lorraine et en garantissant la Pragmatique ; maintenir l'Espagne dans l'ignorance de nos démarches, parce que ses prétentions ne seraient jamais entièrement satisfaites, tandis qu'on l'amènerait ensuite à se résigner devant le fait accompli ; écarter les Puissances Maritimes, mais les bercer d'illusions pour qu'elles ne s'engagent pas du côté de Madrid : tel était le programme compliqué que le Cardinal avait à remplir.

L'attitude de réserve et de bouderie que, depuis

son échec de La Haye, il avait adoptée à l'égard des Anglais, ne pouvait en tout cas se prolonger sans danger. Ils en savaient trop déjà, pour qu'il fût possible de les tenir entièrement à l'écart. Mais leur faiblesse était de se croire indispensables ; elle offrait à Fleury le moyen de les endormir par de fausses confidences.

Le jour même où Waldegrave apprenait de Bussy la mission de M. de la Baune, il avait encore la surprise d'entendre le Cardinal entrer dans la voie des aveux (1). Comme l'ambassadeur lui faisait un tableau dramatique des « calamités qu'il était en train d'attirer sur l'Europe par sa manière de procéder, » et le pressait de s'expliquer enfin, Fleury, le regardant sérieusement lui dit : « Ne me trahissez-vous pas ? » et consentit alors à déclarer qu'à son avis l'Empereur devrait garder un pied en Italie. Il lui abandonnait Mantoue, Parme et Plaisance ; mais, rencontrant la Toscane, il s'arrêta court. Waldegrave alors de dire : « Ne pourrait-on pas l'échanger contre la Lorraine ? » Aussitôt Fleury parut tout rasséréné : « Ce serait, disait-il, la seule chose qui pourrait satisfaire les Français, car la question de Pologne ne l'intéressait guère et il n'y insistait que par point d'honneur. » Il ne voulait pas pourtant prendre sur lui de le proposer : « S. M. B. était seule en situation de le faire ; et, si jamais cette solution devait être réalisée, ce ne serait qu'après que l'Angleterre et la France auraient secrètement conclu un accord à ce sujet ».

Dès qu'il connut ces confidences le Cabinet britannique décida de se prêter à l'échange de vues qu'on lui suggérait. Newcastle lui-même reconnaissait que la négociation française devait désormais prendre le pas sur la négociation espagnole (2) ; si le Cardinal

(1) Waldegrave à Newcastle, 2 août R. O., France, 208, f° 322 (citée par Coxe, *R. W.*, t. III, p. 265) ; et lettre « particulière » du même jour, B. M., 32.788, f° 244.

(2) Newcastle à Harrington, 5 août, B. M., 32.788, f° 262.

acceptait de mettre ses vues par écrit, les Puissances Maritimes seraient disposées à signer avec lui une convention préliminaire. En outre les Anglais demandaient à mettre le Garde des Sceaux dans le secret de ces pourparlers, car le passé leur avait appris que c'était encore le meilleur moyen de neutraliser son influence (1). Fleury fut enchanté de cette demande et Chauvelin lui-même s'y montra fort sensible ; il y répondit en protestant de son désir de paix, et, après beaucoup de compliments, il finit par embrasser l'ambassadeur « avec une parfaite amitié » (2).

Le Garde des Sceaux allait donc être associé aux pourparlers franco-anglais ; peut-on croire qu'en même temps il ignorât ceux de Vienne ? L'Empereur avait demandé qu'il en fût exclu, et l'on admet généralement que Fleury y aurait consenti (3). Il est possible en effet que le Cardinal les ait engagés à son insu, bien qu'on voie mal comment il aurait pu lui cacher le départ d'un diplomate aussi connu que M. de la Baune (4) ; mais l'amabilité que Chauvelin témoignait ensuite aux Anglais, nous paraît la meilleure preuve qu'à ce moment du moins il n'ignorait pas ce qui se préparait à Vienne. Comment supposer qu'il eût si cordialement accueilli l'idée d'une négociation anglaise, sans admettre que, pour lui comme pour le Cardinal, elle n'était destinée qu'à mieux dissimuler aux Anglais l'accord qu'on se réservait de conclure en dehors d'eux ?

Les protestations d'amitié du Garde des Sceaux auraient dû, semble-t-il, mettre le Cabinet britan-

(1) Newcastle à Waldegrave, 9 et 16 août, R. O. France, 208, f° 348 ; et 209, f° 96. — Harrington à Waldegrave, 22 août, R.O., 209, f° 132.

(2) Waldegrave à Newcastle, 24 août ,R. O., 209, f° 88.

(3) D'Haussonville, *op. cit.*, t. IV, p. 625. — Boyé, *op. cit.*, p. 337. — Driault, *art. cit.*, p. 43.

(4) Baudrillart, *op. cit.*, t. IV, pp. 289, 301, note 1, et 312.

nique en défiance. Mais il se croyait assez habile pour déjouer ses calculs, et, muni du renseignement que Bussy lui avait livré, il comptait bien s'insinuer dans notre négociation avec la Cour Impériale. Robinson reçut donc l'ordre de communiquer à celle-ci les confidences que Fleury avait faites à Waldegrave, et d'offrir les services de l'Angleterre, pour préparer un accommodement sur la base de l'échange de la Toscane et de la Lorraine (1).

Cependant les ministres anglais n'étaient pas entièrement d'accord entre eux ; Harrington aurait voulu proposer ouvertement à Vienne et à Versailles de combiner les deux négociations, que Fleury avait eu soin de séparer, et de préparer un traité de Quadruple Alliance. Les Puissances Maritimes devraient se porter garantes de son exécution, et, pour regagner l'Empereur, lui promettre de se ranger à ses côtés si les pourparlers échouaient (2). Mais R. Walpole écarta résolument ce projet. Pour lui Robinson ne devait point laisser croire à l'Empereur qu'en aucun cas l'Angleterre voulût lui venir en aide ; il devait se borner à l'informer des avances que la Cour de Londres avait reçues, tant de l'Espagne que de la France, « pour qu'il les considère et qu'il choisisse celle à laquelle il conviendra de donner suite en premier lieu. » (3) Les Lords Justices approuvèrent cette procédure, et Harrington dut s'incliner, non sans exprimer la crainte que Vienne, en ce cas, ne se décide point à associer les Puissances Maritimes à ses pourparlers avec la France (4).

(1) Harrington à Robinson, 12 août, R. O. St. Pap. Dom. Reg. 16.

(2) Harrington à Newcastle, 23, 28 août et 4 sept. ; à H. Walpole, 31 août, R. O. St. Pap. Dom. Reg. 16. — Chauvelin n'ignorait pas les dispositions de Harrington « plus porté que les autres ministres à engager son maître à la guerre ». Chauvelin à Chavigny, 30 sept., A. E. Corr. Angl., 392, f° 111.

(3) « Thoughts on the present state of affairs » par R. Walpole, 1er sept., dans Coxe *R. W.*, t. III, p. 270.

(4) Harrington à Newcastle, 25 sept., R. O. St. Pap. Dom. Reg. 16.

Pendant ce temps le Cardinal, comme on l'en avait prié, dressait les articles d'un accord franco-anglais et les présentait à Waldegrave (1). Sauf l'échange de la Toscane et de la Lorraine, il se ralliait au Plan des Puissances Maritimes, qui se montraient alors prêtes à négocier sur ces bases. L'Angleterre, avec quelques amendements de détail, ne soulevait en somme qu'une seule objection sérieuse, proposant que Stanislas se contente de la cession immédiate du Barrois, tandis que celle de la Lorraine n'aurait lieu qu'après la mort du grand duc de Toscane. Mais les Anglais venaient d'autre part de recevoir confirmation du renseignement que Bussy leur avait fourni ; Kinski, à Hanovre, avait fait confidence de la négociation secrète engagée par la France. Aussi Waldegrave reçut-il l'ordre de déclarer au Cardinal que sa Cour la connaissait et désirait s'y associer ; s'il prétendait la nier, ce serait la preuve que ses avances n'étaient pas sérieuses (2).

Lorsque l'ambassadeur voulut exécuter ces ordres, il eut la surprise de voir Fleury et Chauvelin se dérober brusquement. Après avoir paru très impatients de s'entendre avec les Anglais, ils priaient maintenant Waldegrave de ne pas venir à Versailles pour ne pas ébruiter leurs entretiens ; ils lui faisaient prendre patience en lui dépêchant Pecquet, qui l'occupait de vaines paroles (3) ; quand Waldegrave réussit à obtenir enfin une entrevue, Fleury nia catégoriquement toute négociation secrète, et, bien qu' « avec une certaine angoisse dans ses regards qui ne lui est point habituelle », à deux reprises il offrit d'en prêter serment. Chauvelin de son côté rejetait sans discussion

(1) Waldegrave à Newcastle, 3 et 7 sept., R. O. France, 209, ff° 169 et 182, avec le projet de Fleury, f° 187.

(2) Harrington à Newcastle, 4 sept., R. O. St. Pap. Dom. Reg. 16. — H. Walpole à Harrington, 9 sept., *Weston mss*, p. 259. — Newcastle à Waldegrave, 19 sept., R. O. France, 209, f° 244.

(3) Waldegrave à Newcastle, 21, 24 et 25 sept., R. O. France, 209, ff° 290. 312 et 327.

tous les amendements que les Anglais proposaient (1). Malgré leurs instances, la Cour de Versailles ne voulut pas sortir de son silence jusqu'au 11 octobre où Chauvelin, que Waldegrave avait poursuivi jusqu'à Grosbois, lui déclara brusquement « qu'il regardait la négociation comme terminée, et comme chose non avenue ». L'ambassadeur insistant néanmoins pour exécuter ses ordres et développer ses amendements, le Garde des Sceaux, qui donnait des signes d'impatience, finit par s'écrier : « Je sais tout ce que vous avez fait à Vienne ! » N'avaient-ils point révélé les confidences du Cardinal, pour s'en faire un mérite auprès de l'Empereur ? (2) A cette date la France pouvait se permettre de découvrir son jeu et de retourner aux Anglais les reproches qu'ils lui destinaient. Le 3 octobre La Baune avait signé les préliminaires de paix.

A Vienne, Robinson, quoiqu'on ait dit (3), n'avait pas été plus perspicace ; il avait tout ignoré de la négociation française ; et, loin de pouvoir renseigner sa Cour, c'est elle au contraire qui finalement lui ouvrit les yeux.

Les ministres anglais ne lui avaient pas tout de suite communiqué la précieuse révélation qui leur avait été faite par Bussy. Ce n'est que le 9 septembre, après en avoir reçu la confirmation de la bouche de Kinski, que Harrington avertit Robinson de la venue de M. de la Baune (4) ; et ce ne fut encore qu'après une longue enquête, que celui-ci découvrit la présence, dans une arrière-cour de la maison occupée par le comte de Wied, de deux étrangers mystérieux, puis

(1) Waldegrave à Newcastle, 28 sept., R. O. France, 209, f° 245, et Coxe ,*R. W.*, t. III, p. 380.

(2) Newcastle à Waldegrave, 6 et 14 octobre ,R. O. France, 210, ff° 21 et 86 ; et Waldegrave à Newcastle, 4 et 11 octobre, *id.*, ff° 11 et 76.

(3) Boyé, *op. cit.*, p. 366 : « Chose inexplicable : Robinson était instruit de la venue d'un Ministre de France, en compagnie du comte de Wied, avant même que la nouvelle en fut arrivée à Vienne ».

(4) Harrington à Robinson, 9 sept., R. O. St. Pap. Dom. Reg. 16.

les rendez-vous secrets que La Baune avait eus avec les ministres impériaux au couvent des Espagnols Blancs. Profondément mortifié, Robinson, qui avait appris à l'école d'Horace l'art d'endoctriner et d'ennuyer les autres diplomates, s'en alla donc trouver Stahremberg, et, « avec autant de dignité que de douceur », lui tint un long discours. Il invoqua toute sa conduite passée, il dit sa tristesse de découvrir qu'on négociait en dehors de lui, et il réclama d'être mis au courant des conditions que La Baune avait apportées. Stahremberg « plus d'une fois, en vérité, accueillit mes paroles avec un doux sourire », mais promit de prendre sans retard les instructions de l'Empereur à ce sujet (1). Le plus curieux est que Robinson continua néanmoins à se laisser prendre aux protestations de Stahremberg, qui l'assurait que rien ne serait conclu sans l'Angleterre, mais qui remettait de jour en jour les confidences promises (2). Il en était venu même à croire que la négociation française avait échoué, lorsqu'au contraire il dut tout à coup reconnaître que les Préliminaires étaient signés depuis plusieurs jours (3).

Mais le Cabinet britannique ne pouvait pas lui tenir grief de son aveuglement ; lui-même avait-il été plus clairvoyant? Tandis qu'il se laissait prendre aux offres trompeuses de Fleury, une démarche suprême de la Cour de Vienne était venue d'autre part renforcer ses illusions. Une fois encore l'Empereur avait demandé que l'Angleterre, à ses côtés, remplit ses obligations d'alliée. Peut-être la demande était-elle sincère ? Mais elle eut pour effet de persuader les Anglais que la confidence d'une négociation française, que Kinski venait de leur faire, était uniquement destinée à les intimider (4). La démarche de

(1) Robinson à Harrington, 24 sept., R. O., *loc. cit.*
(2) Robinson à Harrington. 28 sept., et 1er oct., R. O. *id.*
(3) Robinson à Harrington, 12 oct., R. O., *id.*
(4) Harrington à Newcastle, 18 sept., et à Robinson, même jour,

l'Empereur les empêcha d'en comprendre l'importance, comme les avances du Cardinal les avaient détournés d'utiliser la révélation de Bussy.

Cependant Son Eminence ne s'était toujours pas décidée à s'ouvrir aux Anglais. Le 22 octobre, Bussy annonçait le retour de La Baune, qui rapportait le traité signé ; et Fleury se taisait encore. Ce ne fut que le 26 qu'il avoua l'existence d'une négociation, se hâtant d'ajouter que la France ne voulait rien conclure qui pût être désagréable aux Anglais ; ce ne fut que le 2 novembre qu'il annonça enfin la signature d'une Convention (1).

Ainsi tout s'était conclu en dehors de l'Angleterre. Sans doute les ministres britanniques allaient se montrer beaux joueurs et ne pas aggraver leur échec en l'accusant. Mais leur attitude et la satisfaction avec laquelle le public accueillit la paix ne doivent pas nous faire illusion. Leurs longs efforts avaient été vains ; trop portés à croire qu'ils pourraient orienter les événements à leur guise et choisir entre la France et l'Espagne, ils se trouvaient avoir laissé tomber la négociation espagnole, alors que la négociation française leur échappait.

Fleury d'autre part avait repris son indépendance. En 1731 Chauvelin prétendait déjà que la politique française se trouvait affranchie de la dépendance des Anglais, mais le Cardinal sentait bien que c'était présenter sous des couleurs trop flatteuses l'isolement auquel la Cour de Versailles, abandonnée par ses alliés, se trouvait alors réduite. En 1735 c'était la France au contraire qui venait de s'entendre avec l'Empereur, laissant l'Angleterre isolée ; les préliminaires de 1735 étaient la revanche inattendue de la

R. O., *loc. cit.*, — H. Walpole, à Harrington, 9 sept., *Weston mss*, p. 259.

(1) Waldegrave à Newcastle, 22 et 26 oct., 2 nov., R. O. France, 210, ff° 125 ,146 et 175.

paix de Vienne. Après avoir constamment évité l'intervention des Puissances Maritimes dans la guerre, le Cardinal les avait aussi exclues de la paix. Etait-ce bien à Chauvelin que, selon le mot fameux du Grand Frédéric, il avait « escamoté la paix » ? N'était-ce pas plutôt aux Walpole ? Par les mêmes moyens qui, quelques mois plus tôt, avaient failli le conduire à une cruelle humiliation, par ce mélange singulier de fausses confidences, de confiance feinte et de brusques froideurs qui rendait presque impossible de lire son jeu, il arrivait au succès.

Mais, en approuvant l'initiative « très résolument » prise par le Cardinal (1), en reconnaissant qu'il eut raison de mettre fin à la guerre, ne doit-on pas regretter les moyens qu'il mit en œuvre et blâmer la faiblesse avec laquelle il mena ces négociations de paix ? A Vienne, comme à La Haye, il ne parut faire aucun effort pour dissimuler son désir ardent de conclure à tout prix ; et ses aveux rendirent vains les efforts de nos représentants (2). Sa timidité empêcha la Baune d'obtenir la cession immédiate de la Lorraine et l'obligea à se contenter de celle du Barrois. Sans nier la justesse de ces critiques, il faut, sous peine d'en exagérer la portée, se souvenir des raisons qui dictaient son langage. Malgré les succès de nos armes, la France n'était point en situation d'imposer sa volonté. En Italie la mauvaise volonté du Roi de Sardaigne nous condamnait à l'inaction. Mais surtout la France n'était assurée ni de la fidélité de l'Espagne, ni de la condescendance de l'Empereur ; jusqu'au dernier

(1) De Broglie, *Rev. Histor.*, t. XX, pp. 262-3 : « Jamais acte ne fut plus sensé, plus patriotique, et ne fit plus d'honneur à un Ministre que l'initiative prise alors, très résolument, par Fleury. La guerre, à la vérité, avait été heureuse pour les armes françaises, mais le succès en était principalement dû à la neutralité dans laquelle l'habile Cardinal avait su maintenir l'Angleterre et la Hollande... ; cette abstention pouvait ne pas durer. »

(2) Baudrillart *op cit.*, t. IV, pp. 300-303. — Boyé, *op. cit.*, pp. 321 et 339. — Driault, *art. cit.*, pp. 46-47.

moment celui-ci hésitait à traiter avec nous ; et celle-là pouvait traiter en dehors de nous, pour peu qu'elle apprît le secret de nos pourparlers. Le Cardinal n'avait point tort de maintenir ses regards fixés sur les Anglais, qui restaient maîtres de détacher l'Espagne et de regagner l'Empereur. De là les précautions prises pour entretenir leurs illusions. Si Fleury se contenta pour le moment d'obtenir la cession du Barrois, ce fut sans doute parce qu'il savait, de leur propre aveu, qu'ils étaient préparés à accepter cette condition. Les préliminaires du 3 octobre nous assurèrent des dispositions de l'Empereur ; restait à obtenir l'assentiment de l'Espagne, tâche délicate pour laquelle Fleury avait encore besoin de la complaisance des Walpole.

Chapitre III

DES PRÉLIMINAIRES AU TROISIÈME TRAITÉ DE VIENNE 1735-1738

I

L'Angleterre et la négociation de Vienne.

La conclusion des Préliminaires de Vienne était en réalité un succès pour la France, un échec sensible pour l'Angleterre. Mais au début peu de gens le comprirent. A la fin de 1735 le public français condamnait presque unanimement la faiblesse sénile du Cardinal, tandis qu'en Angleterre l'opinion applaudissait à la paix. N'avait-elle pas été conclue presque entièrement sur les bases que les Puissances Maritimes avaient elles-mêmes posées un an plus tôt ?

Chavigny, dont l'imagination belliqueuse s'accommodait mal de ce dénoûment, partageait le sentiment général. Lui-même d'ailleurs était bien parmi les vaincus ; sa propre Cour lui avait complètement dissimulé les négociations de Vienne ; et, ce n'est qu'au début de décembre que Chauvelin lui en avait fait part, en lui envoyant le texte des Préliminaires pour qu'il le communiquât au Cabinet britannique (1). Il ne pouvait donc se faire aucune illusion sur son crédit. Aussi constatait-il avec tristesse que les événements tournaient à l'avantage des ministres anglais : « Leur plan est devenu le fondement

(1) Chauvelin à Chavigny, 7 déc., A. E., Corr. Angl., 392, f° 184.

de la paix » écrivait-il. Les opposants « sont accablés », et les conditions du traité « les mettent presque hors de toutes mesures pour la séance prochaine (1) ».

En effet les principaux adversaires de Walpole étaient contraints de reconnaître son succès. Il était bien, avouait Carteret, « l'animal le plus chanceux qui se soit jamais mêlé de politique ». Cette paix, déclarait Pulteney « était l'événement le plus heureux pour l'Angleterre », et, quel que soit celui qui en ait l'honneur, il se réjouissait que l'Angleterre en ait le bénéfice. Bolingbroke pensait de même : « que, si les ministres anglais y avaient mis la main, ils avaient plus de sens qu'il ne l'avait cru, et que, s'ils n'y avaient pas mis la main, ils avaient eu plus de chance qu'ils ne le méritaient » (2).

Au début de l'année 1736 Chavigny constatait avec amertume que : « jamais ministère n'avait ouvert une séance du Parlement sous de plus beaux auspices » (3).

Comment, dès lors, les ministres eux-mêmes n'auraient-ils pas été satisfaits ? A la première nouvelle des Préliminaires, Harrington, ne cachant pas son dépit, avait prescrit à Robinson de réclamer des explications plus complètes. Horace blâma cet accès de mauvaise humeur. « J'aurais attendu, observa-t-il, de voir ce que les ministres impériaux avaient à nous dire de plus. » Lui qui avait toujours affirmé que l'accord ne pourrait se conclure sans l'intervention des Anglais, gardait un optimisme imperturbable. « L'Empereur, écrivait-il, s'est plongé dans une négociation avec la France en dehors de nous. Il doit s'en tirer comme il pourra, et nous ne

(1) Chavigny à Chauvelin, 24 déc., A. E., Corr. Angl., 392, f° 227.
(2) Morley, *op. cit.*, p. 214, et Hervey à H. Walpole, 3 janv. 1736, dans Coxe, *R. W.*, t. III, p. 312.
(3) Chavigny à Chauvelin, 26 janv., 1736, A. E., Corr. Angl., 393, f° 75.

devons pas l'y aider (1). » A Robinson, qui tenait toujours le plus grand compte de ses avis, il conseillait de ne pas manifester tant de ressentiment. « Je suis extrêmement satisfait, lui écrivait-il, de ce qui a été fait à Vienne... Je considère que nous sommes dans une position plus avantageuse que si nous avions été mêlés à l'affaire dès le début et si on nous avait fait confidence de chacun de ses progrès, car, sans que nous paraissions ni satisfaits ni mécontents, ils devront s'adresser à nous. Je ne puis en effet et je n'ai certainement jamais pu voir comment l'Empereur et la France pourraient établir une pacification complète sans notre assistance (2). » Ses lettres à son frère montrent également qu'il n'éprouvait aucune inquiétude. Quoique les Préliminaires aient été conclus en dehors de nous, lui écrivait-il, « ils ont été suggérés en sous-main par nous. Nous étions prêts à traiter sur les mêmes bases, et comme ils correspondent entièrement à ce que nous proposions, nous ne pouvons faire autrement que d'en être satisfaits » (3). Tel était exactement le point de vue de Robert Walpole, qui, de son côté, avait à calmer l'irritation du duc de Newcastle. Il ne voulait se laisser arrêter par aucune considération d'amour propre. « Bien que les Préliminaires puissent paraître imparfaits en quelques points de forme, lui disait-il, je pense que la chose est faite et qu'un fondement est posé sur lequel nous pouvons construire en sécurité (4). »

Ce parti pris d'optimisme de la part des Walpole eut pour résultat qu'ils ne voulurent pas chercher du côté de l'Espagne une revanche, qui était pourtant toute indiquée. On sait combien Fleury était préoccupé de

(1) Harrington à Walpole, 12 oct., et H. Walpole, à Harrington, 19 oct., *Weston mss.*, p. 263, et Coxe, *R. W.*, t. III, p. 296. — H. Walpole à R. Walpole, 15 oct., Coxe, *R. W.*, t. III, p. 290.

(2) H. Walpole à Robinson, 25 oct., dans Coxe, *R. W.*, t. III, p. 298.

(3) H. Walpole à Robert Walpole, 9 déc., Coxe *R. W.*, t. III, p. 304.

(4) R. Walpole à Newcastle, 6 déc., B. M., 32.789, f° 275.

ce péril, avec quelles précautions il annonçait alors à la Cour d'Espagne la conclusion des Préliminaires (1), redoutant que, dans sa colère, elle ne se précipite dans les bras des Anglais. Et, malgré tous les ménagements, il ne pouvait guère espérer l'en empêcher. Aussi était-ce bien plutôt du côté de l'Angleterre qu'il s'était efforcé, à l'avance, de parer le danger. L'offre de négociations secrètes au mois d'août, puis le silence obstiné où il s'était réfugié, et maintenant qu'il parlait ses protestations d'amitié, toutes ces démarches tendaient au même but : éviter une politique de représailles, détourner les Anglais d'une entente avec la Cour de Madrid. Il y réussit ; les Walpole, malgré leur déception, restèrent convaincus que la France allait les associer à la suite de sa négociation.

Le Cabinet britannique ne tarda pas en effet à recevoir des avances significatives de l'Espagne. Un mémoire remis par Montijo le prévint que S. M. C. désirait connaître les sentiments du Roi sur les Préliminaires, et qu'elle était prête à concerter avec lui les mesures susceptibles d'établir une paix solide et durable. Ne fallait-il pas saisir l'occasion qui s'offrait ? Le Cabinet se trouva divisé à ce sujet, et l'on devine que Newcastle aurait voulu la saisir. Cependant R. Walpole fit prévaloir son point de vue (2). Traiter avec l'Espagne n'était pas le moyen d'établir une paix solide ; bien au contraire, les Puissances seraient de nouveau divisées en deux groupements hostiles. L'Angleterre avait-elle intérêt à consolider ainsi le rapprochement encore fragile de la France et de l'Empereur ? En outre les plaintes des commerçants anglais contre le Roi d'Espagne, qui, quatre ans plus tard, allaient aboutir à la guerre, étaient déjà trop vives pour qu'on pût espérer conclure entre les deux pays une alliance durable.

(1) Baudrillart, *op. cit.*, t. IV, p. 305.
(2) Hervey, *Memoirs*, t. II, p. 62.

Aussi l'Angleterre remit-elle à Montijo une réponse entièrement décourageante. Elle rappelait que la paix avait été toujours l'unique but poursuivi par elle, et, constatant que les Préliminaires ne différaient point dans l'ensemble du Plan de Pacification qu'elle avait elle-même proposé, elle concluait que : « S. M. ne voit pas comment Elle pourrait le désapprouver » (1).

Mais Walpole alla plus loin. Craignant plus que tout le reste que la France ne prît ombrage de ces pourparlers, il décida de désarmer sa défiance en les lui communiquant. Waldegrave reçut l'ordre de mettre les ministres français au courant de la demande de l'Espagne et de la réponse britannique (2).

La Cour de Madrid ne voulut pas tout d'abord admettre un refus définitif ; elle revint bientôt à la charge. La France, en concluant un armistice pour ses troupes d'Italie, avait oublié d'y comprendre les troupes espagnoles. Était-ce un oubli involontaire ou un calcul trop habile pour obliger la Cour d'Espagne à se soumettre? Toujours est-il que l'armée espagnole se serait trouvée exposée à une attaque soudaine dans des conditions désastreuses, si Noailles n'était parvenu, le 29 novembre, à arrêter les Impériaux (3). A cette occasion Geraldino, qui venait de remplacer Montijo à la Cour de St-James, remit un second mémoire, où il renouvelait ses instances ; mais le gouvernement britannique répondit qu'à son avis les incidents d'Italie ne pouvaient être attribués qu'à une erreur regrettable ; quant aux Prélimi-

(1) Newcastle à Keene, 8 déc. 1735, B. M., 32.789, f° 287. — Texte de la réponse anglaise, *id.*, f° 293. — R. Walpole à Newcastle, 3 et 6 déc., *id.*, ff° 273 et 275.

(2) Newcastle à Waldegrave, 16 déc., B. M., 32.789, f. 241. — Newcastle à Keene, 16 déc., *id.*, f° 358. — Vaulgrenant en effet disait alors que Keene travaillait à rendre l'Espagne irréconciliable. — Vaulgrenant à Chauvelin, 7 déc., dans Baudrillart, *op. cit.*, t. IV, p. 333.

(3) Cf, deux mémoires de Noailles, A. E., Mém. et Doc., France, 505, ff° 90 et 101.

naires, comme ils devaient être communiqués à la fois aux deux Puissances Maritimes, il ne pourrait se prononcer à leur sujet qu'après s'être entendu avec les Provinces Unies (1).

L'Espagne n'avait eu garde de négliger de s'adresser aussi à La Haye. Le 4 janvier 1736 le marquis de Saint Gil présentait de son côté un mémoire aux États Généraux (2). S. M. C. comparait avec amertume la conduite de Louis XIV, qui avait fidèlement tenu ses engagements envers Elle, à celle de son successeur. Elle montrait combien le texte des Préliminaires différait du Plan des Puissances Maritimes ; on y disposait de la Toscane pour permettre à la France d'acquérir la Lorraine sans tenir compte des droits de Don Carlos, et, tandis que les Puissances Maritimes avaient « proposé » leur Plan, on prétendait « imposer » des conditions nouvelles au reste de l'Europe. L'attitude de réserve et presque de défiance adoptée par la France aurait dû mettre en éveil les Puissances Maritimes. A La Haye le marquis de Fénelon, chargé de communiquer le texte des Préliminaires aux États Généraux, avait émis des prétentions surprenantes. Il désirait être auparavant informé de la réponse qu'entendaient lui faire les P. M. ; il n'aurait pas voulu qu'elles y fassent mention de leur Plan, ce n'est que de mauvaise grâce qu'il avait fini par s'exécuter (3). Néanmoins, le 21 janvier, les P. M. donnaient leur approbation aux Préliminaires, et, si elles ne s'engageaient point à en garantir l'exécution, c'est parce que le Cabinet britannique n'avait pas réussi à entraîner jusque-là ses craintifs alliés. Pour ré-

(1) Harrington à Keene, 28 déc., B. M., 32.789, f° 385. — Geraldino revenait une troisième fois à la charge, le 6 janv. 1736, et Harrington lui faisait une réponse analogue, le 12 janv., B. M., 32.790, ff° 26 et 29.

(2) B. M., 32.790, f° 7 ; et A. E., Mém. et Doc. France, 505, f° 105.

(3) B. M., 32.790, ff° 85 et 87.

pondre au mémoire de St Gil elles notifiaient en même temps à l'Espagne cette approbation (1).

Horace, le véritable auteur de ces «résolutions», restait fermement convaincu que, si l'Angleterre se prêtait aux avances de la Cour de Madrid, elle se trouverait « rejetée en pleine mer » (2). Quant à Robert Walpole, il faisait à Chavigny les plus claires offres de service, déclarant : « que, Dieu merci, il est absout du mauvais système que Stanhope luy a laissé et qu'il n'a pu se dispenser de suivre jusqu'au bout ; qu'il n'y a plus de Quadruple Alliance, plus de traité de Séville, plus de traité de Vienne, qu'il peut s'en laver les mains ; que si on ne luy avoue pas de l'habileté ou de la prévoyance, ses ennemis ne pourront au moins lui contester son bonheur » (3).

Le ministre pouvait alors ouvrir le Parlement en triomphateur. Le discours du Trône annonça une réduction prochaine des armements, et l'adresse fut votée aux Communes sans aucune opposition (4).

Mais l'optimisme des Anglais allait être bientôt mis à l'épreuve. Une fois de plus Geraldino était venu leur exposer les doléances de son Maître, auquel Vaulgrenant réclamait maintenant l'évacuation des territoires qu'il occupait et qui devaient revenir à l'Empereur (5). L'Espagne, qui refusait d'accéder aux Préliminaires, pouvait craindre qu'on lui contestât même les avantages que ceux-ci lui attribuaient.

(1) Résolutions des États Généraux, prises en accord avec Trevor, B. M., 32.790, f° 71. — Trevor à Harrington, 21 janv., *id.*, f° 75. — Keene et Van der Meer durent communiquer cette résolution à la Cour d'Espagne (Trevor à Keene, 23 janv., *id.*, f° 66), tandis que Waldegrave et Van Hoey la communiquaient à celle de Versailles (Waldegrave à Newcastle, 28 janv., R. O., France, 211, f° 55).

(2) H. Walpole à Keene, 12 janv., B. M., 32.790, f° 1. — H. Walpole quittait la Haye le 17, après avoir arrêté la ligne de conduite des P. M. (Trevor à Keene, 19 janv., *id.*, f° 62).

(3) Chavigny à Chauvelin, A. E., Corr. Angl., 19 janv., 393, f° 56.

(4) Chavigny à Chauvelin, A. E., Corr. angl., 26 janv., 393, f° 79 ; et « Nouvelles du Parlement » du 31 janv., *id.*, f° 106.

(5) Géraldino à Newcastle, 16 janv., B. M., 32.790, f° 48.

La Cour de Londres voulut saisir cette occasion d'adoucir l'amertume que ses refus antérieurs laissaient à Madrid, et de s'insinuer en même temps dans la négociation de Vienne. Newcastle s'entremit aussitôt, demandant à la France et à l'Empereur de convenir immédiatement d'un acte, par lequel ils s'engageraient vis-à-vis de l'Espagne à l'exécution des Préliminaires (1). Mais Fleury se déroba ; ce serait, objecta-t-il, reconnaître que les soupçons de l'Espagne étaient justifiés (2). Cependant Du Theil obtenait, dans ce moment même, de la Cour de Vienne la déclaration désirée. L'Empereur promettait d'envoyer à ses généraux l'ordre de se concerter avec les Espagnols pour l'effectuation des Préliminaires, tandis que la France se portait garante de cette effectuation par la Cour d'Espagne. Robinson s'en réjouissait ; mais il eut bientôt la déception d'apprendre que le courrier français, qui emportait ces bonnes nouvelles, était parti en négligeant de prendre sa propre dépêche. La France eut ainsi le loisir, en communiquant ces déclarations à Madrid, de s'en attribuer tout le mérite (3).

La France était donc fermement résolue à travailler en dehors des Puissances Maritimes. Chauvelin l'expliquait clairement à Chavigny : « Pour fixer entièrement vos principes, lui disait-il, le nôtre est d'entretenir l'amitié et même la confiance, autant qu'il se pourra, avec l'Angleterre et la Hollande, mais de ne pas les laisser devenir, de nouveau, arbitres de nos intérêts particuliers... Telle est la manière que nous voulons

(1) Newcastle à Géraldino, 19 janv. ; à Waldegrave, 13 janv., et à Keene, 19 janv., B. M., 32.790, f° 52, 55 et 60. — Harrington à Robinson, 17 janv., *id.*, f° 58.

(2) Waldegrave à Newcastle, 28 janv., R. O., France, 211, f° 49.

(3) Déclaration de l'Empereur et déclaration signée par Du Theil, 30 janv., B. M., 32.790, f° 174 et 176. Cf. Wenck *Codex Juris Gentium*, t. Ier, pp. 14-15. — Robinson à Waldegrave, 31 janv., *id.*, f° 178. — Waldegrave à Keene, 14 février, *id.*, f° 172, et à Newcastle, 11 février, R. O., France, 211, f° 85.

suivre désormais ; nous voulons être amis, mais point esclaves, confiants, mais sans abandon total... C'est sur ce principe que vous devez agir, en sorte que les ministres anglais soient bien convaincus que nous mesurerons notre amitié et notre confiance sur le cas que l'on en fera et sur celle qu'on nous marquera (1).

Devant notre réserve, les Puissances Maritimes n'osaient pas proposer le Congrès qu'elles eussent souhaité réunir. Elles auraient bien désiré, tout au moins, ouvrir à la Haye une négociation générale ; mais, à cela aussi Chauvelin était opposé : « On veut éviter le Congrès, écrivait-il, à la bonne heure ; mais y substituer une négociation en forme à La Haye serait faire une espèce de Congrès, dans un lieu où le concert intime entre M. le Pensionnaire et les ministres anglais donnerait trop d'avantages aux uns et aux autres » (2).

C'est donc en pure perte que les ministres anglais, malgré la mauvaise opinion qu'ils avaient de Chavigny, lui faisaient les plus aimables ouvertures ; il se dérobait à leurs avances. « Ils m'insinuent, écrivait-il, dans certains transports d'amitié, qu'ils auront beau faire, que M. le Chevalier Wyndham a mon cœur et qu'ils n'en auront qu'une petite portion. Je ne rougis point de l'estime que je fais d'un ami si considéré et si considérable, mais je leur réponds sur le même ton que, si mon cœur vaut la peine d'être disputé, ils en connaissent depuis assez longtemps et assez bien le chemin pour savoir comment s'en emparer » (3).

(1) Chauvelin à Chavigny, 21 janv., A. E., Corr. Angl., 393, f° 64. Chauvelin justifiait ainsi la conduite de la France : « Il ne nous conviendrait pas..., quand nous avons de notre propre mouvement offert et proposé des sécurités à l'Espagne, de paraître ne les accorder qu'à une instance des Anglais, qui s'en feraient un mérite auprès de l'Espagne, et se rendraient de nouveau par là arbitres d'intérêts qu'il convient de traiter entre nous, quand nous n'avons pas nécessairement besoin d'entremetteurs. »

(2) Chavigny à Chauvelin, 26 janv., A. E., Corr. Angl., 393, f° 75. — Chauvelin à Chavigny, 5 févr., *id.*, f° 97.

(3) Chavigny à Chauvelin, 6 févr., A. E., Corr. Angl., 393, f° 115.

A Versailles Waldegrave n'avait pas plus de succès auprès du Cardinal. Celui-ci persistait à ne lui donner aucune information sur les pourparlers que Du Theil menait à Vienne. A la fin de février le Cabinet britannique devait avouer qu'il n'était plus question d'engager une négociation générale, et il en était réduit à espérer qu'après la conclusion d'une convention à Vienne, les Puissances Maritimes seraient appelées à prendre part à l'établissement d'un traité définitif (1).

Robert Walpole n'en restait pas moins fidèle à la ligne de conduite qu'il avait adoptée ; et, à ce moment même, il écartait encore une nouvelle offre de Geraldino, lui suggérant de remettre sur le chantier l'ancien projet d'une réconciliation de l'Espagne et de l'Empereur par le mariage de Don Carlos. Il pensait toujours qu'il fallait travailler uniquement sur les bases posées par les Préliminaires (2). Chauvelin se trouvait ainsi tout à fait libre de poursuivre en tête-à-tête avec la Cour de Vienne la préparation de la paix. Lorsque Du Theil eut conclu la convention du 13 avril, stipulant la cession immédiate du Barrois et préparant celle de la Lorraine, il consentit à en avertir les Puissances Maritimes. Chavigny et le comte Kinsky en communiquèrent le texte au Cabinet britannique ; puis la Cour de Versailles s'enferma de nouveau dans le silence (3).

Dans l'ignorance où on la laissait, l'Angleterre attachait d'autant plus de prix aux renseignements qu'elle parvenait à se procurer par ses propres moyens.

(1) Waldegrave à Newcastle, 2 févr., R. O., France, 211, f° 69. — Newcastle à Waldegrave, 13 févr., R. O., France, 211, f° 105, et 3 mars, B. M., 32.790, f° 235.

(2) Newcastle à Keene, 3 mars, B. M., 32.790, f° 250.

(3) Convention signée le 13 avril et datée du 11. Cf. Wenk *Codex juris gentium*, t. Ier, p. 16. — Boyé, *op. cit.*, p. 412. — Baudrillart, *op. cit.*, t. IV, p. 346. — Driault, *art. cit.*, p. 55. — Chauvelin à Chavigny, 23 avril, et Chavigny à Chauvelin, 3 mai, A. E., Corr. Angl., 393, ff° 238 et 256.

A la Haye, Trevor réussissait à recueillir un grand nombre d'informations ; mais c'est surtout Bussy, qui permettait aux ministres anglais de suivre les étapes de notre négociation.

Depuis qu'il avait annoncé à Waldegrave le départ de la Baune, Bussy était entré en rapports étroits avec l'Angleterre. Le 16 août 1735, après une entrevue de nuit aux Tuileries, l'ambassadeur, contre 300 louis d'or, avait obtenu qu'il répondît à toute une série de questions. Dès lors une correspondance secrète avait commencé, où Waldegrave, de sa propre main transcrivait les renseignements qui lui étaient fournis, tandis que Newcastle empruntait la plume de son fidèle collaborateur, Delafaye. Bussy était toujours désigné par le chiffre : 101. « Je ne puis vous exprimer assez, écrivait Newcastle, la valeur que la Reine attache à ces avis très importants (1). » Aussi n'avait-il pas hésité à débourser 1.700 louis d'or. Après quoi Bussy avait accepté d'engager régulièrement ses services, pour une pension trimestrielle de 400 louis (2).

En 1736 Bussy s'était trouvé chargé, pendant l'absence de Du Theil, des fonctions de Premier Commis. Il en avait profité pour augmenter ses exigences, réclamant une gratification extraordinaire de 50.000 livres, et, l'ayant obtenue, il n'avait point eu de scrupules à laisser l'ambassadeur se morfondre dans trois rendez-vous manqués (3). Mais il n'en

(1) Waldegrave à Newcastle, 16 août 1735, B. M., 32.788, f° 297. — Newcastle à Waldegrave, 26 août, 19 sept., et 31 oct., B. M., 32.788, f° 330, et 32.789, ff° 18 et 189. — Bussy avait ainsi livré : les articles proposés par la Baune (24 sept., B. M., 32.789, f° 56) ; le traité conclu le 28 septembre avec Stanislas (8 oct., *id.*, f° 121) ; les discussions survenues lors du retour de la Baune (25 oct., f° 169) ; et les pourparlers de la France avec l'Espagne à la fin de l'année (27 oct., 1er, 18 et 30 déc., *id.*, f° 174, 257, 362 et 401).

(2) Waldegrave à Newcastle, 12 nov., B. M., 32.789, f° 221, et Waldegrave à Newcastle, 7 juillet 1740, B. M., 32.802, f° 153, qui récapitule tous les paiements faits à Bussy.

(3) Waldegrave à Newcastle, 29 janvier et 23 mars, B. M., 32.790,

avait pas moins procuré aux Anglais une multitude d'informations. Grâce à lui l'ambassadeur pouvait, presque chaque semaine, envoyer à Londres le résumé des principales dépêches reçues et écrites à Versailles (1).

Malgré tous les avis qu'ils recevaient, les Anglais, à la fin de juillet, ne parvenaient toujours pas à découvrir si la France entendait régler entièrement la paix à Vienne, ou si elle consentirait à négocier un traité général. Ils ne se faisaient guère d'illusions sur les intentions de Chauvelin ; Du Theil avait ordre de tout conclure en dehors d'eux. Mais la Cour Impériale persisterait-elle jusqu'au bout à exclure de la paix son ancienne alliée? Et quelle était l'opinion du Cardinal? (2).

Au début d'août celui-ci parut vouloir sortir brusquement de son mutisme. Il annonça à Waldegrave que, la négociation de Vienne étant en bonne voie, le moment était venu de lui découvrir un projet. Il serait nécessaire de consolider la paix qu'on allait conclure et, déclarait-il : « une alliance étroite entre l'Angleterre et la France, est, à mon avis, le seul moyen de tenir en échec les projets ambitieux que l'Empereur pourrait former ensuite. » Elle ne serait pas moins utile pour assurer la paix avec la Cour de Madrid. « L'Espagne, expliquait-il, tant que la Reine y gouvernera, ne connaîtra point de repos et sera toujours à l'affût d'une occasion pour agrandir sa famille... Quand elle croit devoir se plaindre de la France, elle a recours à l'Angleterre, et, quand elle

ff° 118 et 236. — Newcastle à Waldegrave, 7 avril ; Waldegrave à Newcastle, 14 avril et 9 mai, *id.*, ff° 381, 394 et 479.

(1) 16 février, B. M., 32.790, f° 183 ; 28 avril, *id.*, f° 431 et *passim*.

(2) Waldegrave à H. Walpole, 8 et 12 juillet, R. O., France, 212, ff° 175 et 182. — Waldegrave à Newcastle, 12 et 25 août, B. M., 32.792, ff° 1 et 68. — R. Walpole à H. Walpole, 22 octobre 1736, dans Coxe, *R. W.*, t. III, p. 415, qui récapitule les événements de l'année.

est mécontente de l'Angleterre, elle cherche l'assistance de la France. Mais nous voir unis contrariera tous ses projets (1). »

Que fallait-il conclure de ces avances? Fleury ne proposait point aux Anglais de participer à la préparation de la paix; c'était encore une négociation séparée et secrète qu'il leur offrait, à l'insu, disait-il du Garde des Sceaux. Était-il sincère? ou tentait-il de répéter la manœuvre qui lui avait réussi l'année précédente? Le Cabinet britannique restait très défiant.

Mais il remarquait, d'autre part, que le Cardinal avait eu soin de renouer sa correspondance amicale avec Horace. Dès le mois de janvier, répondant à une lettre que son ami s'était risqué à lui adresser pour la nouvelle année, il avait paru tout joyeux de pouvoir reprendre ses effusions d'autrefois : « Je puis vous protester, en vérité, que, non seulement mes sentiments ont en tout temps été les mêmes pour vous, mais que j'ai toujours espéré que les nuages qui avaient un peu altéré notre union se dissiperaient... J'ai toujours désiré la paix, et sur les mêmes principes que Votre Excellence la désirait elle-même. Je n'en ai point changé, et je serais blessé si je pouvais croire que vous m'en eussiez attribué de contraires. Je suis persuadé plus que jamais que la tranquillité de l'Europe exige une parfaite intelligence entre la France, l'Angleterre et la République de Hollande... Oublions le passé et continuons à concourir à un bien si important et si désirable que celui de la paix. Tout ce que Votre Excellence a la bonté de me mander est si flatteur pour moy que je ne puis qu'en être infiniment touché, et c'est pour moy une vraie consolation de retrouver un ami que j'ay toujours honoré,

(1) Waldegrave à Newcastle, 2 et 3 août, R. O., France, 212, f° 209 et 214.

et, si vous me permettez de le dire, aimé cordialement » (1).

Aussi l'Angleterre était-elle toujours disposée à admettre que la réserve de Fleury était due à l'influence néfaste du Garde des Sceaux. Elle apprenait d'autre part, avec satisfaction, que le Cardinal avait fait choix du comte de Cambis pour représenter désormais la France à la Cour de St James. Au début de l'année Chavigny, découragé par le peu de confiance que sa Cour lui témoignait, avait demandé son rappel (2). Après avoir suivi le Roi d'Angleterre en Hanovre, il ne devait plus repasser le Détroit (3). La Cour de France se fit naturellement un mérite d'avoir écarté un diplomate que les ministres britanniques avaient toujours considéré comme un ennemi. Pour mieux marquer son désir de leur être agréable, elle annonça l'intention de le remplacer par un envoyé qui aurait rang d'ambassadeur. Mais sur qui se porterait son choix? Chauvelin tenait beaucoup à placer à Londres un homme qui suivrait ses inspirations ; aussi est-ce avec joie que les Anglais apprirent que, malgré ses efforts, le Cardinal se proposait de désigner le comte de Cambis, et ils interprétèrent cette nouvelle comme un échec du Garde des Sceaux (4).

Dans ces conditions il ne fallait surtout pas décourager le Cardinal. La Cour d'Angleterre n'était nulle-

(1) Fleury à H. Walpole, 3 janvier 1736, A. E., Corr. Angl., 392, f° 216.

(2) Chavigny à Fleury et à Chauvelin, 19 janv., A. E., 393, f° 54 et 67.

(3) Sa dernière lettre datée de Londres est du 15 mai 1736, A. E., 393, f° 275. — Il ne devait envoyer ses lettres de recréances qu'un an plus tard, lorsque Cambis, son successeur, fut enfin en mesure de rejoindre son poste (Chavigny à Harrington, 1er juin 1737). La réponse de Harrington est fort aimable ; celle de Newcastle beaucoup plus froide (9 et 10 juin 1737, R. O., St. Pap. Foreign Ministers, vol. 7).

(4) Waldegrave à Newcastle, 5 juin et 5 août, B. M., 32.791, f° 183 et 394. — Newcastle à Waldegrave, 17 août, R. O., France, 212, f° 234.

ment disposée à « entrer immédiatement dans une négociation pour conclure une alliance séparée avec la France »; ce n'est pas cela qu'elle désirait, mais bien attirer les négociateurs de Vienne à La Haye. Pour y parvenir, il fallait tout d'abord convaincre Fleury qu'elle n'avait pas l'intention de combattre la diplomatie française, soit en Espagne, soit dans les Cours du Nord, et le détourner de la pensée qu'il pourrait avoir de s'unir plus étroitement avec la Cour de Vienne. Et ceci devait se faire avec beaucoup de prudence; Waldegrave devait paraître se prêter au projet du Cardinal et le prier de préciser ses vues; mais il ne devait point lui donner l'impression que les Anglais éprouvassent « aucune contrariété » d'être écartés des pourparlers de Vienne, ne rien dire surtout qui, répété à Chauvelin, pourrait « exaspérer le ministre », mais demander au Cardinal lui-même comment il devait se comporter à son égard (1).

Ainsi attachés à l'idée que Chauvelin était leur unique ennemi, dans la crainte de le heurter et dans l'espoir de regagner le Cardinal, les Anglais se trouvaient entièrement paralysés. On peut se demander, au contraire, si Fleury ne s'entendait pas avec son associé pour les jouer, si les confidences qu'il faisait à Waldegrave n'étaient pas destinées à masquer l'œuvre de son collaborateur, à le protéger contre des interventions gênantes, dans un moment particulièrement délicat de son travail (2).

Le jour même où Newcastle expédiait ces instructions timides, Du Theil signait à Vienne la conven-

(1) Newcastle à Waldegrave, 28 août, R. O., France, 212, ff° 157 et 15 *bis*; H. Walpole à Waldegrave, 19 août, Coxe, *R. W.*, t. III, p. 352.

(2) Au début d'août Fleury paraît bien obéir surtout à la crainte que l'Angleterre ne réussisse à reprendre pied à la Cour Impériale, et il accompagne ses confidences de plaintes contre l'activité de Robinson (R. O., France, 212, f° 289).

tion du 28 août, qui assurait l'évacuation imminente de la Lorraine (1). Et, le 25 septembre, Fleury, qui jusque-là avait répété ses avances, parut s'abandonner soudain à l'un de ses brusques accès de franchise : « Il faut vous dire tout, déclara-t-il à l'ambassadeur. Je ne veux pas traiter avec vous pendant que je suis en train de traiter avec l'Empereur (2). » Les Anglais en conclurent que Chauvelin avait encore réussi à ressaisir le Cardinal. Lui-même, d'ailleurs, prenait des allures si rogues et si coléreuses que le doux et conciliant Waldegrave s'en trouvait tout déconcerté.

Mais un bizarre incident allait obliger le Garde des Sceaux à plus de politesse. Au début d'octobre, en remettant à l'ambassadeur un mémoire, il commit l'étourderie de lui donner en même temps un autre papier où Waldegrave eut la surprise de trouver la copie d'un billet du Prétendant. On y voyait que Jacques Stuart escomptait l'appui des Cours de Vienne et de Versailles pour remonter sur son trône après la conclusion de la paix. Chauvelin, lorsque Waldegrave le lui rendit, en parut si surpris et le pria si instamment de n'en point parler au Cardinal que l'Anglais put espérer qu'il avait désormais pris barre sur son adversaire. « Il m'appela plus de vingt fois *mon ami*, répétant aussi souvent : « Je compte sur votre honneur »... Si c'est une comédie, concluait-il, elle est extraordinairement bien jouée » (3).

Cependant R. Walpole, toujours prêt à s'alarmer du péril jacobite, prit cet incident fort au sérieux. Sa situation intérieure était alors devenue plus difficile.

(1) Boyé, *op. cit.*, pp. 423-4 ; Baudrillart, *op. cit.*, t. IV, p. 358. — Cf. Wenck *Codex juris gentium*, t. Ier, p. 51.

(2) Waldegrave à H. Walpole, 8 sept., et à Newcastle, 25 sept., R. O., 212, ffo 31 *bis* et 35 *bis*.

(3) Billet du Prétendant, 28 août, B. M., 32.792, fo 353, et Coxe, *R. W.*, t. III, p. 400 ; Waldegrave à Newcastle, 11 octobre 1736, *id.*, fo 347, et Coxe, *id.*, p. 397.

Au Parlement les opposants, sans mettre son ministère en danger, lui avaient pourtant suscité de fâcheux embarras. Aussi n'était-il plus disposé à juger la situation européenne avec autant d'optimisme.

Il refaisait avec Horace tout le bilan de l'année. Les espoirs que l'Angleterre avait fondés sur les propos des ministres de l'Empereur et sur les avances du Cardinal avaient été pareillement déçus. Chauvelin l'emportait à Versailles, tandis qu'à Vienne Du Theil s'entendait avec Bartenstein, « qui s'était placé lui-même sous l'influence de la France ». Bussy et Robinson s'accordaient à prédire la conclusion d'un traité entre la France, l'Empereur et l'Espagne, et l'on voulait en exclure les P. M. pour n'avoir pas à garantir leurs possessions. Aussi Walpole se demandait-il si l'Angleterre n'avait pas fait fausse route, si elle ne devait pas « commencer à conclure séparément avec chacune des diverses puissances des traités défensifs d'amitié et de garantie, sans pourtant s'engager à agir offensivement contre les autres » (1). Quant au billet du Prétendant, il s'inquiétait de découvrir que les Jacobites croyaient pouvoir compter sur l'appui des alliés de Vienne. Il voulait donc que Waldegrave, sans trahir la mésaventure du Garde des Sceaux, dit nettement au Cardinal que l'Angleterre connaissait ces intrigues et que, pour la rassurer, il fallait l'admettre dans le traité de pacification, que lui-même enfin « ne serait pas éloigné de conclure d'un traité séparé entre la France et l'Empereur, que ces deux Cours se préparaient à embrasser ensemble la cause du Prétendant » (2).

Pendant ce temps Waldegrave avait tenté d'inter-

(1) R. Walpole à H. Walpole, 22 octobre, Coxe, *R. W.*, t. III, p. 415.

(2) R. Walpole à H. Walpole, sans date, B. M., 32.793, f° 35, et Coxe, *R. W.*, t. III, p. 408 ; — Newcastle à Waldegrave, 20 oct., Coxe, *id.*, p. 412. — Voir aussi Newcastle à Waldegrave, 19 oct., Coxe, *id.*, p. 304, et B. M., 32.793, f° 23.

roger Fleury sur les menées des Jacobites, mais Son Eminence ne s'était point prêtée à ses questions. Avec un sourire désarmant, Elle avait avoué « qu'on lui faisait, de temps en temps, des ouvertures qu'Elle ne pouvait éviter de recevoir ». Les dernières, par exemple, lui avaient été transmises par le Pape lui-même. Comment ne pas lui répondre ? Mais l'Angleterre ne devait point s'en inquiéter : « Comptez sur moi, disait-il, je ne vous trahirai point ». L'ambassadeur n'avait pas insisté. Il n'était pas plus heureux en tentant d'arracher à Chauvelin des explications. Newcastle avait beau le stimuler, lui reprochant avec vivacité de s'être laissé éconduire ; Waldegrave répondait avec raison qu'on ne pouvait rien tirer du Cardinal en le pressant : « Avec de la patience, disait-il, cela finit en général par sortir... ; on gagnera peu de choses à l'interroger ; tout doit être obtenu en l'amenant à parler de lui-même des affaires dont on désire être informé. Si vous tombez sur un moment propice, alors il vous dira de son propre mouvement plus de choses en un quart d'heure, que vous n'aurez réussi à faire sortir de lui pendant deux heures en lui posant des questions. En outre il n'aime pas cela. Il m'a souvent déclaré qu'il ne pouvait souffrir les questions. Il dit que cela le porte à équivoquer, ou que cela lui fait rompre l'entretien ». Quant à Chauvelin, tout ce que Waldegrave devait obtenir fut que, lui prenant la main, le Garde des Sceaux affirma avec emphase qu'il lui avait donné cette lettre par erreur, sans artifice, mais qu'il en était enchanté, « puisque cela lui donnait l'occasion de convaincre la Cour d'Angleterre qu'il n'était et qu'il n'avait jamais été disposé à soutenir le Prétendant » (1) !

(1) Waldegrave à Newcastle, 30 oct. et 3 nov., B. M., 32.793, f° 101, et Coxe, *R. W.*, t. III, pp. 431 et 437. — Newcastle à Waldegrave, 9 nov., B. M., 32.793, f° 128, et Coxe, *id.*, p. 438. — Waldegrave à Newcastle, 2 janvier 1737, Coxe, *id.*, p. 448.

D'ailleurs Horace s'était refusé à prendre l'incident au tragique. A son avis la France et l'Empereur se renvoyaient l'un à l'autre le Prétendant pour l'éconduire. Il ne croyait pas possible d'obtenir d'autres explications et pensait que Waldegrave n'était pas à blâmer de n'y point réussir. On avait eu grand tort de révéler, en montrant tant d'insistance, une si vive inquiétude. Robert Walpole sans en être convaincu, cédait sur ce point (1).

Quant à la situation de l'Europe, Horace s'efforçait de réagir contre le pessimisme de son frère. Il espérait toujours que le traité séparé, qui allait se conclure à Vienne, serait suivi d'une négociation générale. Pourquoi ne pas se prêter aussi aux conversations franco-anglaises que Fleury proposait ? Ces solutions diverses, loin de s'exclure, pouvaient se compléter. Pourtant Horace devait bien constater que la France, depuis le traité de 1731, regardait l'alliance anglaise comme terminée, et que l'Empereur, depuis que les Puissances Maritimes l'avaient laissé se débattre seul avec ses ennemis, se considérait aussi comme délié de ses engagements. Tout ce qu'il trouvait à recommander, c'était de resserrer les liens qui attachaient l'Angleterre à ses bons amis hollandais. Mais n'était-ce point là reconnaître son isolement ? (2).

II

Le conflit hispano-portugais.

En marge de la négociation générale, l'Angleterre, pendant cette année 1736, avait aussi travaillé à

(1) H. Walpole à R. Walpole, 28 oct., Coxe, *R. W.*, t. III, p. 420 ; à Newcastle, 31 oct., et 18 nov., *id.*, p. 445 et 446. — H. Walpole à Stone, secrétaire de Newcastle, B. M., 32.793, f° 162.

(2) H. Walpole à R. Walpole, 28 oct. et 11 nov., Coxe, *id.*, p. 420 et 439. — R. Walpole à Newcastle, 21 nov., B. M., 32.793, f° 168.

résoudre l'absurde querelle qui avait failli engendrer la guerre entre le Portugal et l'Espagne (1). Mais, là encore, l'attitude de la France avait paralysé ses efforts.

A la fin de 1735 on avait obtenu, non sans peine, que les deux parties acceptent la médiation jointe de la France et des Puissances Maritimes (2). Chauvelin ne s'y était résigné qu'à regret, et l'Angleterre ne fut pas longue à s'apercevoir qu'il ferait tout pour l'entraver. Pour débuter elle proposait de demander aux parties, avec la libération de leurs prisonniers, l'engagement de ne commettre aucune hostilité pendant la durée des négociations ; demande d'autant plus justifiée que les Espagnols venaient d'attaquer un comptoir portugais à la Plata (3), et qu'à la suite de cet incident, les portugais adressaient aux Anglais les demandes de secours les plus embarrassantes (4). Waldegrave et Van Hoey proposèrent donc au Garde

(1) Cf. *supra* p. 136.

(2) Il avait été naturellement très difficile d'y décider l'Espagne, alors que la flotte anglaise était à Lisbonne. Son envoi avait provoqué une protestation très vive de Patino (lettre à Keene du 8 juin 1735), à laquelle le Gouvernement britannique avait répondu que Norris était uniquement chargé de protéger les commerçants portugais et anglais, et qu'il n'aurait à intervenir qu'en cas d'agression. (Délibération des Lords Justices du 6 juillet 1735, R. O., St. Pap. Dom. Reg., 86. — Newcastle à Keene, 8 juillet, B. M., 32.788, f° 56). — L'Espagne avait essayé vainement de convaincre les Hollandais que la flotte anglaise entraverait leur commerce. (Résolution des Et. Gén. du 4 juillet ; et H. Walpole à Keene, 7 julllet, B. M., 32.788, f° 48). — En réalité, tout dépendait de l'attitude de la France. Chauvelin ne voulait proposer une médiation jointe que si la flotte anglaise était rappelée de Lisbonne. Fleury déclda, en juillet, de ne pas maintenir cette condition ; mais l'Angleterre ne fut rassurée qu'en septembre, lorsque l'Espagne accepta la médiation franco-anglaise, que le Portugal d'autre part accueillit naturellement volontiers. (Waldegrave à Newcastle, 1er juin, dans Coxe *R. W.*, t. III, p. 251, et R. O., France, 207, f° 416 ; 17 juin, R. O., 208, f° 43 ; et 27 juin B. M., 32.788, f° 138. — Waldegrave à Harrington, 11 juillet, R. O., 208, f° 178 ; à Newcastle, 20 juillet, B. M., 32.788, f° 196 ; et 17 sept. 32.789, f° 152).

(3) Newcastle à Waldegrave, 8 févr. et 10 mars, R. O., France, 211, ff° 63 et 137 ; à Keene, 3 et 16 mars, B. M., 32.790, ff° 244 et 284.

(4) Azevedo à Newcastle, 1er et 12 mars, B. M., 32.791, f° 127.

des Sceaux de dresser en ce sens les instructions communes qui seraient expédiées aux représentants des médiateurs à Lisbonne et à Madrid. Mais Chauvelin, qui semblait uniquement préoccupé de ménager les susceptibilités espagnoles, ne voulut pas y consentir. De guerre lasse Waldegrave dut accepter une rédaction nouvelle, qui laissait Vaulgrenant et Keene juges du langage qu'ils devaient tenir à la Cour de Madrid. Nul doute que Chauvelin n'excitât l'Espagne à se montrer intransigeante (1).

Aussi Patino repoussa-t-il la demande des médiateurs, parce qu'ils semblaient attribuer des torts égaux aux deux parties, et Chauvelin prétendit alors qu'ils devaient reconnaître, dès maintenant, que la Cour de Portugal leur paraissait la plus à blâmer dans l'aventure (2). De plus en plus conciliante, l'Angleterre voulut bien accepter cette nouvelle exigence (3) ; le 20 mai les médiateurs se mettaient d'accord pour envoyer sur ces bases une « lettre commune », où, reconnaissant que « le premier et le plus grand tort était du côté du Portugal », ils demandaient à l'Espagne de ne point commettre d'hostilités à l'avenir (4).

Peut-être cela même n'aurait pas décidé le Garde des Sceaux à soutenir sincèrement la médiation, s'il n'avait appris que, par ailleurs, Patino cherchait à exploiter l'embarras des Anglais pour les attirer de son côté. L'Espagne voyait en effet dans cette affaire une occasion de renouveler les avances que la Cour de Londres, après les Préliminaires de Vienne, avait refusé d'accueillir. Dans le moment même où Chauvelin pen-

(1) Waldegrave à Newcastle, 11, 17 et 24 mars ; à Keene, 21 et 31 mars, R. O., France, 211, ff° 162, 176, 185, 189 et 304.

(2) Waldegrave à Newcastle, 27 avril et 9 mai, R. O., France, 211, f° 246 et 279 ; à Keene, 13 mai, B. M., 32.791, f° 1.

(3) Newcastle à Waldegrave, 3 et 11 mai, R. O., France, 211, ff° 279 et 287.

(4) « Lettre commune », dans Waldegrave à Keene, 20 mai, R. O., France, 212, ff° 36 et 51.

sait se faire un mérite auprès d'elle de la manière dont il défendait ses intérêts, l'Espagne déclarait à Keene qu'elle se montrerait beaucoup moins exigeante, si l'Angleterre voulait se charger seule de la médiation. Le Cabinet britannique, qui, nous l'avons vu, avait alors pour premier principe de ne pas mécontenter la France, éluda cette offre compromettante ; mais il en profita pour effrayer Fleury et ranimer son zèle (1) Dans ces conditions Patino, le 2 juillet, se prêta enfin à conclure avec les médiateurs une série de « points convenus ». L'Espagne acceptait l'échange des prisonniers et ne commettrait pas d'hostilités. De nouveaux ministres viendraient renouer les relations diplomatiques entre les deux Cours, et auraient alors la charge de régler les questions posées par les agressions réciproques qui s'étaient produites en Amérique (2).

Restait à obtenir l'agrément du Portugal. Très irrité par la faiblesse avec laquelle les Anglais le soutenaient, il ne paraissait pas devoir se montrer conciliant. Newcastle le prévoyait et pensait que l'Angleterre avait fait trop de concessions. C'est Robert Walpole qui les avait voulues ; maintenant, décidé à en finir à tout prix, il aurait même désiré qu'on se hâtât de rappeler la flotte de Norris, avant de connaître l'accueil que ferait le Portugal aux conditions qu'on lui présentait (3). Mais à cette mesure extrême ses collègues répugnaient à consentir.

Dans cette conjoncture délicate l'Angleterre allait, par surcroît de malheur, être bien mal servie par le diplomate qui la représentait à la Cour de Portugal.

(1) Newcastle à Waldegrave, 21 mai, R. O., France, 212, f° 70, et B. M., 32.791, f° 115. — Waldegrave à Newcastle, 5 juin, R. O., France, 212, f° 93. — Newcastle à Keene, 21 mai, B. M., 32.791, f° 106.

(2) « Points convenus le 2 juillet », R. O., France, 213, f° 333. — Keene à Newcastle, 28 juin, 4 et 5 juillet, avec Newcastle à Waldegrave, 8 juillet, R. O., 212, f° 187.

(3) Newcastle à R. Walpole, juillet 1736, et R. Walpole à Newcastle, 18 juillet, B. M. 32.791, f° 318 et 408.

Lord Tyrawley était un vieux soldat au caractère ombrageux, dégoûté de Lisbonne, bien qu'au dire d'Horace Walpole il y fût entouré de trois femmes et de quatorze enfants. Aucun de ses collègues ne trouvait grâce devant lui : « Norris, écrivait-il, est un cheval de carosse impraticable. M. d'Albrecht est un vray Monsieur Nigaudinet du Pont-l'Evêque, avec qui on n'a nulle ressource, et, pour M. de Montagnac, consul chargé des affaires de France, c'était bien le plus malhonnête homme que j'aie jamais connu (1). » Avec Norris, en particulier, il s'était bientôt brouillé, parce qu'on ne l'avait pas invité à une fête, et il avait prié Keene de ne plus adresser ses dépêches qu'à lui seul, ce qui avait naturellement provoqué les réclamations de l'amiral (2).

Sur ces entrefaites, que se passa-t-il au juste, lorsque, le 30 juillet, les ministres des Puissances Médiatrices présentèrent au Roi de Portugal les conditions arrêtées à Madrid ? Il est difficile de le dire. Toujours est-il qu'au lieu de lui remettre simplement les demandes contenues dans les « points du 2 juillet », ils lui laissèrent connaître l'existence de la déclaration du 20 mai. Le Roi en demanda communication et, naturellement, s'en indigna. Après avoir fait attendre longtemps sa réponse, il finit par déclarer qu'il n'en remettrait aucune et « qu'il entendait communiquer ses sentiments aux Cours respectives par ses propres ministres » (3). Il ne manquait pas néanmoins de ré-

(1) Lord Tyrawley à Keene, 12 février 1737. B. M., 32.794, f° 126. — Voir l'article de Basil Williams *The Foreign Office of the first two Georges*, *Blackwood Magazine*, MCLV, janvier 1907.

(2) Tyrawley à Keene, 27 mars 1736, B. M., 32.790, f° 355 ; et Norris à Keene, 22 août 1736, B. M., 32.692, f° 55.

(3) Mémoire présenté au Secrétaire d'État de S. M. P. par les Ministres des Puissances Médiatrices, 30 juillet 1736. — Papier donné aux Ministres des P. Méd., par Mr. Guedes Pereira, le 27 juillet 1736. — Lettre des Ministres des P. Méd., 7 août, B. M., 32.791, ff° 386, 390 et 392. — Newcastle à Waldegrave, 28 août, R. O., France, 212, f° 247. — Réponse de Mr. Guedes Pereira, délivrée le 12 sept. aux Ministres des P. Méd., B. M., 32.792, f° 228.

clamer, en même temps, que les Anglais le protègent contre les agressions dont l'Espagne se rendait encore coupable en Amérique. Waldegrave était donc obligé de demander à Chauvelin d'intervenir à Madrid, pour que S. M. C. consentît, sans attendre la réponse portugaise, à envoyer en Amérique l'ordre de s'abstenir de toutes voies de fait. Ce serait le seul moyen d'obtenir l'adhésion de la Cour de Lisbonne aux « points convenus » (1).

Le Garde des Sceaux avait alors beau jeu pour s'emporter contre Tyrawley et dénoncer la partialité sournoise de la Cour d'Angleterre. Il se livrait même à de tels éclats que le hollandais Van Hoey s'esquivait prudemment de la pièce, laissant Waldegrave essuyer l'orage. La France refusait de s'associer à n'importe quelle démarche, tant que le Portugal n'aurait pas fait connaître ses sentiments (2). Mais le pire était que S. M. P., pour stimuler le zèle des Anglais, envoyait à Paris Don Luis d'Acunha et paraissait vouloir, si son alliée ne venait point à son secours, s'entendre directement avec la France (3).

Trevor, qui, de La Haye, suivait de très près les événements, en concluait tristement : « Nous semblons avoir laissé échapper la conduite de cette médiation presque autant que celle de la pacification générale (4). » Newcastle était profondément découragé. La France, en définitive, n'avait aucun intérêt à hâter un accommodement, tandis que l'Angleterre devait entretenir une flotte, qui lui occasionnait « une dépense monstrueuse », et trouvait chaque jour plus difficile de repousser

(1) Newcastle à Waldegrave, 28 août, R. O., France, 212, f° 147

(2) Waldegrave à Newcastle, 7 et 8 sept., R. O., 212, ff° 24 et 33 *bis* ; 10 oct. et 16 nov., 213, ff° 74 et 183.

(3) Newcastle à Waldegrave, 7 sept., R. O., 212, f° 1 *bis*. — H. Walpole à Keene, 6 oct., B. M., 32.792, f° 334.

(4) Trevor à Keene, 25 oct., B. M., 32.793, f° 68.

les demandes de secours que le Portugal lui adressait (1).

Aux lamentations, de Newcastle, Robert Walpole pouvait sans doute opposer un moral plus solide, mais il n'était pas non plus en mesure de lui indiquer une solution, et, reportant son regard du Portugal sur la France, où se trouvait la clef de la situation, il concluait : « Le résultat de tous mes raisonnements, au sujet d'une Convention définitive dont les Puissances Maritimes seraient exclues, ou d'un Traité définitif où elles seraient comprises, est que nous devons attendre et observer ; car peu nous importe quels sont les desseins qui sont ou ne sont pas formés contre nous, et *qui* en est ou n'en est pas l'auteur, pouvu que d'autres, avec une adresse supérieure, maintiennent la porte ouverte pour de futurs événements. Et il faut conclure très sagement que le temps seul pourra découvrir la vérité (2). »

III

La disgrâce de Chauvelin

Dans les dernières semaines de l'année, l'Angleterre vit heureusement apparaître les symptômes avant-coureurs de la disgrâce du Garde des Sceaux. A la fin du mois d'août, Waldegrave refusait encore d'admettre que Fleury cachât à son associé les entretiens qu'il avait avec les Anglais. Pendant le séjour de Compiègne, il remarquait au contraire que le duc d'Antin lui faisait une cour assidue, passant toutes ses soirées auprès de Mme Chauvelin ; et il voyait dans l'attitude de ce courtisan, si influent et si

(1) Newcastle à R. Walpole, 26 nov., et à Keene, 7 déc., B. M., 32.793, ff° 186 et 220.

(2) R. Walpole à Newcastle, 28 nov., B. M., 32.793, f. 191.

perspicace, la preuve que le crédit du ministre n'était pas entamé (1).

Mais, précisément, la mort du duc d'Antin, le 2 novembre, fut pour Chauvelin un coup d'autant plus sensible, qu'après avoir intrigué pour obtenir sa succession à la direction générale des bâtiments, il eut la mortification de se voir préférer Orry, qui n'était pas de ses partisans. Waldegrave observait alors avec joie que le Cardinal, lui reparlant de la nomination de Cambis, « le priait de n'en rien dire à Chauvelin, indiquant que ce n'était pas la peine de lui faire des politesses pour un acte auquel il n'avait en rien contribué (2) ». D'ailleurs Chauvelin lui-même laissait percer son angoisse. Une étrange histoire se répandait alors dans les salons de Versailles. Keene serait parvenu à s'emparer d'une cassette mystérieuse, que Vaulgrenant adressait au Garde des Sceaux. Elle contenait, avec les diamants de l'ambassadeur, la preuve d'une intrigue secrète que le ministre entretenait à la Cour de Madrid ; et les Anglais l'auraient remise au Cardinal. Il est vrai que, pour couper court à ces bruits, Fleury, au premier de l'an, accueillit Waldegrave en lui disant publiquement : « Je croyais que vous m'apportiez mes étrennes ; où donc est cette cassette, qui doit fournir des preuves contre le Garde des Sceaux ? Vous devriez bien me rendre ces papiers et rendre à M. de Vaulgrenant ses diamants. » Aussitôt les membres du Corps diplomatique s'empressèrent d'aller porter leurs vœux à Chauvelin (3). Néanmoins l'ambassadeur remarquait, de sa part, une amabilité significative, et surtout il observait

(1) Waldegrave à Newcastle, 25 août 1736, B. M., 32.792, f° 68.

(2) Waldegrave à Newcastle, 17 nov., R. O., France, 213, f° 197. — Hénault, *Mémoires*, p. 155.

(3) Luynes, *Mémoires*, 3 janv. 1737, t. I, p. 159.— Barbier, *Journal*, t. II, p. 125. — Nous n'avons pas trouvé que Waldegrave dans ses dépêches rapporte cet incident. Voir A. E., Mém. et Doc., France, 1310, f° 419.

que, dans une conférence avec les ministres français, « le Cardinal le traita comme simple secrétaire, l'arrêtant immédiatement quand il voulait placer un mot, même pour donner un éclaircissement ; et cela, le Cardinal le faisait avec un air de supériorité que je ne lui avais jamais vu auparavant (1) ».

Le 20 février, Waldegrave annonçait la chute du Garde des Sceaux : « Enfin, notre plus violent ennemi est tombé ! » Le matin de ce jour, entre 6 et 7 heures, M. de Maurepas était allé demander à Chauvelin de lui remettre le Grand Sceau et sa démission de Secrétaire d'État. Dès 7 heures, escorté par M. de Jumilhac, officier des mousquetaires gris, M. et Mme Chauvelin partaient pour Grosbois (2).

Quelle était la raison de cette disgrâce si brutale ? On n'est jamais parvenu à le dire, et seule la découverte des papiers de Chauvelin, si toutefois ils existent encore, nous permettrait de le faire. Aujourd'hui encore la lettre extraordinaire que lui adressait le Cardinal, nous surprend : « Vous avez manqué au Roi, au peuple et à vous-même (3). »

Mais si les contemporains n'arrivaient pas à découvrir la raison précise d'une disgrâce si brusque et si sévère, ils étaient portés à l'attribuer aux agissements du Garde des Sceaux en Espagne, et à voir dans sa

(1) Waldegrave à Newcastle, 2 janv., B. M., 32.793, f° 327. — Waldegrave à R. Walpole, 6 fév., Coxe, *R. W.*, t. III, p. 450 : « Toute la ville dit que Chauvelin ne tiendra pas longtemps. Le retour de Du Theil sera pour lui le moment critique. »

(2) Waldegrave à Couraud, secrétaire de Newcastle, 20 fév., R. O., France, 214, f° 97. — Waldegrave à Newcastle, 22 fév., *id.*, 214, f° 103. — Waldegrave à Newcastle, 22 fév., (most secret and particular), Coxe, *R. W.*, t. III, p. 452, et R. O., France, 214, f° 106. — Luynes, *Mémoires*, t. I., p. 182. — Barbier, *Journal*, t. II, p. 135.

(3) Toussaint, *op. cit.* pp. 111-112. — Chauvelin dut faire disparaître de sa maison toutes les insignes des fonctions qu'il avait occupées. Bientôt il reçut l'ordre de se retirer à Bourges, et, à son arrivée, l'intendant de Bourges écrivit, à Fleury, demandant s'il fallait qu'il « remplisse à l'égard de M. Chauvelin et de sa famille les devoirs ordinaires de la civilité et de la bienséance » (4 juin 1737, A. E. Mém. et Doc. France, 1310, f° 111).

chute la main de l'Angleterre. Ce serait le plus grand succès des Walpole d'être parvenus à écarter le seul ministre qui eût osé leur résister, et ce serait la meilleure preuve de l'influence regrettable qu'ils exerçaient sur le faible Cardinal.

Les sources anglaises peuvent du moins nous indiquer quel a été le véritable rôle de l'Angleterre dans ces événements ; et le fait qu'elles ne nous expliquent pas le renvoi du Garde des Sceaux est déjà instructif en lui-même.

Ce que les Anglais pensaient de Chauvelin nous avons déjà eu l'occasion de le montrer. Il était le mauvais génie qui rendait vaines, sinon nuisibles, les bonnes intentions du Cardinal. Horace avait regardé son arrivée au pouvoir comme un échec personnel. Plutôt que d'avoir à combattre ce « légiste infatigable... mais sournois, menteur et ambitieux à l'excès », il avait préféré lui céder la place (1). Dès lors, Horace n'avait jamais cessé de travailler dans sa correspondance secrète avec le Cardinal à ruiner l'influence du Garde des Sceaux ; mais ses longs efforts avaient abouti, lors de l'entrevue d'Issy, en avril 1735, à un échec décourageant (2). Horace avait eu beau déclarer brutalement « qu'on ne pouvait espérer rien faire de bien avec M. Chauvelin », et reprocher au Cardinal de se « laisser diriger absolument » par lui, Son Eminence, avec douceur, avait répondu qu'Elle ne pouvait se passer de lui. La conclusion d'Horace n'était qu'un aveu d'impuissance.

En même temps, les Anglais avaient voulu tourner l'obstacle d'une autre façon. Ils avaient essayé de gagner Chauvelin par la corruption. Il semble bien que l'idée en soit venue d'abord à Robert Walpole,

(1) Baillon, *Lord Walpole à la Cour de France*, p. 309 (d'après l'apologie d'H. Walpole). Sur l'arrivée au pouvoir de Chauvelin, cf. p. 308 ; sur son conflit avec Horace au moment du traité de Séville, p. 334.

(2) Cf. *supra*, p. 133-4.

ce qui ne serait pas surprenant, et qu'il ait désapprouvé la violence avec laquelle son frère tentait de ressaisir le Cardinal ; car, en rendant compte de l'entrevue d'Issy, celui-ci ajoutait cette remarque curieuse : « Je désire que Sir Robert soit persuadé que je me suis comporté à l'égard de son *ami* Chauvelyn aussi aimablement qu'il m'était possible, sans commettre des choses indignes de moi (1). »

En tout cas Coxe, qui le premier a fait connaître cette tentative, en attribue à tort l'idée à Horace ou plus exactement à Trevor, qui était alors auprès d'Horace à La Haye (2). Avant lui, Waldegrave l'avait suggérée. Une ancienne maîtresse du Garde des Sceaux avait confié à l'ambassadeur : « qu'il aimait l'argent, quoique personne ne le sût ». Encouragé par Newcastle, qui pensait que gagner « l'adjoint » serait rendre « le plus grand service imaginable », Waldegrave s'était risqué à dire à Chauvelin que, s'il pouvait s'entendre avec lui, bien des difficultés seraient évitées. A quoi Chauvelin répondit qu'il irait plus loin avec lui qu'avec n'importe qui d'autre pour préparer la paix. « J'insinuai, rapporte alors l'ambassadeur, que j'espérais être bientôt en mesure de m'ouvrir davantage à lui sur ce sujet (3). »

(1) H. Walpole à Newcastle, 6 avril 1735, B. M., 32.787, f° 86.

(2) H. Walpole à la Reine, 12 août 1735, Coxe, *R. W.*, t. III, p. 262. Il transmet un plan de Trevor, qui consistait à gagner Chauvelin, non pas directement mais par l'entremise du duc de Lorraine. Aucune suite ne paraît avoir été donnée à cette idée.

(3) Newcastle à Waldegrave, 19 juillet, B. M., 32.788, f° 221. — Waldegrave à Newcastle, 13 août, B. M., 32.788, f° 284. — La lettre de Newcastle répond à une lettre antérieure de Waldegrave que nous n'avons pu retrouver. Le secrétaire d'État conseillait tout d'abord de gagner l'abbé Hubert « créature de Mme Chauvelyn ». L'abbé venait alors d'être envoyé à Londres par le Garde des Sceaux, pour surveiller, semble-t-il, Chavigny, dont Fleury n'était pas seul à désapprouver l'attitude ; et il ne fut pas donné suite, croyons-nous à cet avis. L'abbé, en tout, cas resta vivement hostile aux Anglais, et ceux-ci devaient s'inquiéter plus tard à la nouvelle que Chauvelin pensait en faire un secrétaire du comte de Cambis. (Chauvelin à Chavigny, 21 mai 1735, A. E., Corr. Angl., 391, f° 146. — Waldegrave à New-

Les Anglais ne se pressèrent pas de s'engager plus avant, parce qu'à ce moment le crédit de Chauvelin auprès de Fleury leur parut baisser rapidement. Mais, quand Kinski leur eut confirmé la négociation secrète de Vienne, ils décidèrent d'agir : « Les circonstances présentes, écrivait Newcastle, rendent absolument nécessaire de gagner, si possible, 201 » (1), et il autorisait Waldegrave, si Chauvelin ne désirait pas traiter l'affaire par écrit, à venir lui-même la conclure à Londres.

Très prudemment, l'ambassadeur présenta cette proposition de telle sorte qu'elle pouvait aussi bien concerner l'ouverture de pourparlers menés pour préparer la paix à l'insu du Cardinal, qu'une autre négociation intéressant plus directement le Garde des Sceaux. Celui-ci l'accueillit avec la plus grande amabilité et, multipliant les témoignages de son admiration pour Robert Walpole, il invita Waldegrave à venir le voir à Grosbois (2).

Mais bientôt l'Anglais découvrait, par les propos du Cardinal, que Chauvelin ne lui avait pas entièrement caché la voie où il s'engageait ; et sa défiance s'augmentait de ce que le Garde des Sceaux, tout en se disant décidé à entamer avec Robert Walpole une correspondance secrète, ne voulait la commencer qu'après le retour de l'émissaire qu'il avait envoyé à Vienne (3).

castle, 16 juin 1735, R.O., France, 208, f° 7. ; 29 janv. 1736, B. M., 32.790, f° 187, et 12 déc. 1736, R. O., 213, f° 258). — Par contre Waldegrave approuvait l'idée d'aborder le Garde des Sceaux par l'entremise de Mme Chauvelin. (Waldegrave à Newcastle, 13 août, B. M., 32.788, f° 224).

(1) Newcastle à Waldegrave, 19 sept., Coxe, *R. W.*, t. III, p. 275. — Les Anglais désignaient Chauvelin par ce chiffre ; celui de 101 était réservé à Bussy. — Cf. Newcastle à Waldegrave, 26 août, B. M., 32.788, f° 330.

(2) Waldegrave à Newcastle, 8 oct., B. M., 32.789, f° 119. — Newcastle à Waldegrave, 14 oct., Coxe, *R. W.*, t. III, f° 290.

(3) Waldegrave à Newcastle, 22 oct., 2 et 5 nov., B. M., 32.789, f° 165, 199 et 205.

Pour mettre fin à ces atermoiements, et peut-être aussi parce que, dans l'intervalle, Chauvelin avait tenu des propos plus encourageants, Robert Walpole, le 15 décembre, crut pouvoir prescrire à Waldegrave de débattre avec lui le prix de ses services, et demander franchement que tous les articles du traité en préparation lui fussent communiqués (1). Waldegrave osa-t-il exécuter ces ordres ? Il est en tout cas certain que Chauvelin se déroba. Le 4 janvier R. Walpole se montrait fort perplexe. Il avait appris que le Garde des Sceaux intriguait également pour obtenir l'appui de la Cour d'Espagne, et se demandait s'il ne comptait pas simplement se servir des Anglais pour consolider son crédit auprès du Cardinal : « Il est clair, écrivait-il quelques jours plus tard, que notre correspondance secrète n'a produit jusqu'ici que des paroles, et que notre ami n'a fait que ce que le Cardinal l'obligeait de faire » ; et, le 1er avril, tout à fait désenchanté, il constatait que l'affaire semblait terminée : « Je ne puis m'empêcher de dire, concluait-il, qu'il y a là quelque chose d'un peu mystérieux. Au début de si grands espoirs ont été conçus, et tout est tombé, comme si pareille chose n'avait jamais pu venir à la pensée. C'est une grande occasion de perdue, en admettant qu'elle ait jamais existé (2) ».

Non content de paraître avoir totalement oublié cet incident, le Garde des Sceaux donnait bientôt libre cours à son humeur ombrageuse. Nous avons vu de quels éclats de colère il soulignait, en septembre,

(1) R. Walpole à Waldegrave, 15 déc., Coxe *R. W.*, t. III, p. 312. — Coxe publie en outre un billet daté de « dimanche midi » et adressé par Newcastle à Waldegrave, qui vient d'arriver à Londres. Il lui annonce qu'il rencontrera R. Walpole le même soir. Coxe le place en octobre, ce qui paraît impossible ; mais il ne serait pas surprenant que Waldegrave ait fait secrètement le voyage à la fin de novembre, comme on l'y autorisait. Nous n'avons pas de lettre de lui entre le 16 novembre et le 1er décembre. Il est vrai que ce billet peut s'appliquer aussi au séjour qu'il fit à Londres en février 1735.

(2) R. Walpole à Waldegrave, 4 et 12 janv., 1er avril 1736, Coxe *R. W.*, t. III, p. 312, 316 et 317.

les difficultés de la négociation portugaise (1). Mais, lorsque même le conciliant Waldegrave avouait que sa patience était épuisée et qu'il ne pouvait plus se plier à « la conduite insupportable du Garde des Sceaux », Newcastle lui répondait qu'il devait à tout prix s'en accommoder (2).

Quand, à la fin de l'année, le crédit de Chauvelin parut pour la première fois sérieusement compromis, il est vrai que son humeur s'adoucit brusquement. Devant cette amabilité soudaine Robert Walpole, tirant alors la conclusion de toutes ces péripéties, déclarait qu'en tout cas la situation ne pouvait pas se prolonger. Il fallait que Chauvelin fût ou gagné, ou disgracié (3).

Est-ce à dire que Walpole ait été l'artisan de cette disgrâce ? Le 21 février, lorsque Waldegrave alla complimenter le Cardinal, celui-ci vint à sa rencontre, en souriant, et l'accueillit par ces mots : « N'êtes-vous pas content de moi ? » Puis, raconte l'ambassadeur, il déclara que : « dans ce changement, j'avais une plus grande part qu'il ne convenait, dans les circonstances actuelles, de le faire connaître ; ce que je lui avais rapporté il y a quelques temps de la conduite de Chauvelin l'avait frappé... l'avait amené à étudier de plus près la conduite de cet homme ; et, par ce moyen, il avait fait des découvertes qui, non seulement confirmaient tous mes dires, mais mettaient au jour beaucoup d'autres choses de la nature la plus perfide... On peut à peine imaginer avec quel venin il me parla de Chauvelin. Cet homme, dit-il, avait assez d'impudence pour me rendre l'auteur de tous ses faux-pas et pour prétendre qu'il les avait rectifiés, pour s'attribuer

(1) Cf. *supra*, p. 183.

(2) Waldegrave à Newcastle, 7 sept., R. O., France, 212, f. 24 *bis*, et 25 sept., 213, f. 31. — Newcastle à Waldegrave, 19 oct., *id.*, 213, f. 99.

(3) R. Walpole à Waldegrave, 10 janv. 1737, Coxe *R. W.*, t. III, p. 448. — Bussy à Fleury, 23 fév. A. E., Corr., Angl., 394, f. 88.

des lettres que j'avais écrites. Je le lui ai dit, déclara le Cardinal, devant la face du Roi, et il n'a pas pu me contredire (1). »

Quelle est donc l'indication, concernant « la conduite » du Garde des Sceaux, que l'ambassadeur avait pu fournir au Cardinal ? Celui-ci fait très probablement allusion à la manière dont Waldegrave était venu se plaindre à lui des accès de colère de Chauvelin et des ménagements étranges avec lesquels, dans l'affaire portugaise, il se comportait à l'égard de la Cour de Madrid (2).

Ce n'est point d'ailleurs cette indication, quelle qu'elle soit, qui a provoqué la crise. Elle n'a fait que mettre le Cardinal sur la voie d'autres découvertes ; celles-ci l'ambassadeur les ignore et compte que Fleury les lui révélera peu à peu (3). Son Em. ne se laisse pourtant jamais entraîner qu'à des demi-confidences, et Waldegrave doit avouer enfin qu'il ne peut pas pénétrer la véritable cause de la disgrâce du Garde des Sceaux (4).

Parmi les propos du Cardinal, les plus significatifs sont ceux qui trahissent sa rancune contre les Bourbons d'Espagne. La Mina et La Torella n'ont pas pu cacher leur déception à la chute du Garde des Sceaux ; et Fleury ne le leur pardonne pas. Le premier

(1) Waldegrave à R. Walpole, 22 fév., et Waldegrave à Newcastle, *id.*, « most secret and particular », Coxe, *R. W.*, t. III, p. 454, et R. O., France, 214, f. 105.

(2) Cf. en particulier Waldegrave à Newcastle, 7 sept., R. O., France, 212, f. 24 *bis*. — H. Walpole à Keene, 14 sept. 1736, B. M., 32.792, f. 194 ; il considère comme certain que : « Chauvelin under hand works all he can to gratify the Court of Spain ». — Waldegrave à Newcastle, 3 oct., 1736, B. M., 32.792, f. 294 ; il croit que Chauvelin a une correspondance secrète avec Vaulgrenant et cherche à gagner Patino.

(3) Waldegrave à Newcastle, 22 fév., R. O., France, 214, f. 106 ; et à R. Walpole, Coxe *R. W.*, t. III, p. 454 : « To be sure he has made some discoveries of his villanys that he does not think fit yet to publish. »

(4) Waldegrave à Newcastle, 10 mars, R. O., France, 214, f. 144 ; et à Keene, 2 avril, B. M., 32.794, f. 232.

surtout lui est antipathique ; non seulement il ignore son métier, mais ce n'est pas même un soldat (1). Par contre, Waldegrave lui ayant demandé si Vaulgrenant ne s'était pas compromis avec le Garde des Sceaux, le Cardinal reconnaît qu'il est entré dans quelque intrigue, mais assure qu'à l'avenir il se montrera docile. Cette indulgence est surprenante ; on se demande ce que Vaulgrenant a bien pu faire pour obtenir son pardon (2).

Et il est étonnant de trouver en même temps Keene empressé à défendre notre diplomate. Chauvelin déclare-t-il, a fait ici sa cour en secret, mais, quant à Vaulgrenant, Son Eminence « ne pourrait trouver un homme plus capable de mettre ses vues modérées à exécution. Ce qu'il a fait de mal vient uniquement de cet ennemi caressant que nous avons à Grosbois, d'où j'espère qu'il ne reviendra jamais (3) ».

Mais la crise avait aussi certainement son origine dans quelque intrigue de Cour. On comprend que Fleury préférât garder ici le silence. Les indications qu'il laissait échapper et les bruits de la ville permettaient cependant aux Anglais de comprendre que les Noailles avaient été les principaux ennemis du Garde des Sceaux. Il est bien connu en effet que le Maréchal était en très mauvais termes avec le Ministre, et que la Comtesse de Toulouse sa sœur usa, pour perdre le Garde des Sceaux, de toute l'influence qu'elle avait gardée depuis qu'elle avait su attirer le Roi à Rambouillet : « Ce fut dans ces tête-à-tête, nous dit Toussaint, qu'on prépara de

(1) Waldegrave à Newcastle, 5 mars, B. M., 32.794, f. 157 ; 6 mars R. O., France, 214, f. 141, et Coxe, *R. W.*, t. III, p. 455 ; 10 avril, R. O., 214, f. 264. — Il est curieux que La Mina, dans ses dépêches à sa Cour, exprime des sentiments opposés. — Cf. Baudrillart, *op. cit.*, t. IV, p. 377, note 2.

(2) Waldegrave à Newcastle, 28 mars, R. O., France, 214, f. 236.

(3) Keene à Newcastle, 11 mars, et à Waldegrave, *id.*, R. O., France, 214, f. 163 et 168.

loin la disgrâce de M. Chauvelin, qu'on lui porta des coups d'autant plus certains qu'ils les ignorait (1). »

A Paris on crut que sa chute allait amener au pouvoir le comte de Toulouse, et l'on prétendit que les princes du sang s'en étaient inquiétés. M. le Duc aurait déclaré que, s'il en était ainsi, ils feraient tous des représentations au Roi (2). Le duc d'Orléans de son côté marquait son regret du renvoi de Chauvelin (3). On prétendit ensuite que Chauvelin avait été exilé à Bourges parce qu'on avait surpris une correspondance qu'il entretenait avec M. le Duc (4).

Sa chute n'était, en effet, que la première opération de l'offensive que les Noailles avait entreprise. Leur ambition menaçait maintenant le Cardinal lui-même, car leur but était de s'emparer du gouvernement tout entier. Ils comptaient y parvenir par l'influence grandissante de Mme de Mailly, qui commençait à inquiéter vivement le Cardinal (5).

Mais, si les Noailles tinrent une place considérable dans la crise gouvernementale, d'autres personnages,

(1) Toussaint, *op. cit.*, p. 79. — Un mémoire sur les causes de la disgrâce de Chauvelin (A. E., Mém. et Doc., France, 1310, f. 419) rapporte que « M. de Chauvelin avait eu des paroles quelques jours auparavant avec M. le Maréchal de Noailles, qui, se croiant offensé, en porta ses plaintes au Roi, étant soutenu par sa sœur, Mme la Comtesse de Toulouse, qui est l'objet chéri de la Cour. » D'ailleurs l'auteur anonyme ne croit pas qu'il faille expliquer par là la disgrâce du ministre. — Cf. aussi Barbier *Journal*, t. II, pp. 144 et 152.

(2) Waldegrave à Newcastle, 6 mars, dans Coxe *R. W.*, t. III, p. 455.

(3) On sait qu'il vivait fort à l'écart. A ce moment pourtant il exprima le désir de pouvoir quelquefois entretenir le Roi en particulier, ce qui lui fut refusé (Cf. G. du Boscq de Beaumont et M. Bernos, *Le Fils du Régent.* Revue des Deux Mondes, t. XIII, 1915). — Il avait soutenu la politique belliqueuse de Chauvelin, et Fleury le rendait responsable de l'attaque contre Kehl en 1733. (H. Walpole à Newcastle, 2 avril 1735, R. O., France, 207, f. 193).

(4) La Duchesse de Bourbon (Mlle de Nantes) s'empressa de justifier son fils de cette accusation ; voir ses lettres au Cardinal, 6 et 22 juin 1737, A. E., Mém. et Doc., France, 1310, f. 119 et 141.

(5) Waldegrave à Newcastle, 13 avril, 22 mai et 5 juin, Coxe, *R. W.*, t. III, p. 462, 471 et 477, et B. M., 32.795, f. 33. — Cf. Nolhac *Louis XV et Marie Lesczinska*, éd. 1902, p. 182.

moins brillants mais plus influents peut-être, contribuèrent à décider du sort du Garde des Sceaux.

Le célèbre Barjac, valet de chambre du Cardinal, s'appliqua à ruiner Chauvelin dans l'esprit de son maître (1). Le valet de chambre du Roi, Bachelier, avait au contraire lié partie avec le Garde des Sceaux. C'est dans son intérêt qu'il avait travaillé à assurer la fortune de Mme de Mailly. Mais, par là, son influence fut peut-être plus décisive encore ; car, en effrayant Fleury, elle le décida aux solutions énergiques (2).

Même après son échec Bachelier continua à travailler en faveur du ministre disgracié. Est-ce à cause de ses manœuvres persistantes que Chauvelin fut envoyé à Bourges ? C'est à ce moment, dans tous les cas, que Bachelier, inquiet de constater que Louis XV se refroidissait à son égard et évitait de lui parler, se résigna à se soumettre au Cardinal (3).

Cependant son intervention nous met sur la trace

(1) Sur Barjac, voir Luynes, *Mémoires*, t. I., p. 189 ; le *Journal* de Barbier, t. II, p. 93. — La *Bibliothèque raisonnée des ouvrages savans de l'Europe* (Amsterdam 1745 in-18°, t. XXXIV, p. 486) publie une lettre de M. le Baron de C... à un de ses amis sur les *Mémoires secrets de Perse* (Cf. Toussaint, éd. Fould, p. 79), qui donne une nouvelle version de la disgrâce de Chauvelin. Celui-ci aurait prié Barjae : « de lui reporter tout ce qui se disait de lui chez son Eminence... Barjac, qui avait toujours refusé de se prêter aux noirceurs de M. Chauvelin, se serait tû peut-être ; mais ce Ministre, ayant imprudemment voulu le prévenir, en inspirant contre lui des soupçons à Son Em. s'enferra de lui-même, fut convaincu d'ingratitude et de trahison ». Le B. de C... paraît bien renseigné, car il est également au courant de l'incident de la lettre du Prétendant, qui ne devait être connu que de peu de personnes (p. 487).

(2) Waldegrave à R. Walpole, 13 avril 1737, Coxe, *R. W.*, t. III, p. 402.

(3) Waldegrave à Newcastle, 26 juin, Coxe *R. W.*, t. III, p. 481. Sur Madame de Mailly et Chauvelin, voir Luynes, *Mémoires*, t. II, p. 199, août 1738. Bachelier déclarait à Gedda qu'il avait travaillé contre le comte de Toulouse, parce qu'ennemi de Chauvelin, et qu'après avoir reconnu qu'il était impossible d'obtenir le rappel de l'exilé, il voulait préparer l'esprit du Roi à remettre le gouvernement à un Conseil, où entrerait Torcy. (H. Walpole à la Reine, 27 sept. 1737, Coxe, *R. W.*, t. III, p. 488.) — Cf. P. de Nolhac, *Louis XV et Marie Leczinska*, p. 183.

des manœuvres que le Garde des Sceaux lui-même avait dû entreprendre à la Cour ; car il paraît certain que le coup frappé par Fleury n'était qu'une riposte, et que le Garde des Sceaux, non content d'engager du côté de l'Espagne une négociation secrète, préparait à Versailles la défaite du Cardinal. On raconta que, travaillant avec le Roi pendant une indisposition de Fleury, il en avait profité pour insinuer que Son Eminence avait atteint l'âge de la retraite, car elle commençait à perdre la mémoire (1). L'anecdote n'est pas sûre ; mais on ne peut douter, en tout cas, que Chauvelin n'ait manifesté quelque impatience d'attendre si longtemps une succession qu'il se croyait destiné à recueillir. Rien ne pouvait être plus sensible au vieux Cardinal. Sa susceptibilité à cet égard était extrême. Horace Walpole lui-même, ayant osé un jour risquer une allusion à l'âge avancé de son ami, s'était attiré une réponse d'une tournure à laquelle il n'était point accoutumé : « Je ne puis disconvenir que je ne sois vieux, et j'en suis fâché en un sens ; mais je me porte très bien, Dieu mercy, et Il me fait grâce (*sic*) de ne sentir aucun affaiblissement dans ma santé. S'il y en a dans mon esprit, c'est aux autres à s'en apercevoir, car chacun est mauvais juge dans cette matière ; mais, au moins, il n'y en a aucun dans mon cœur, et je pense en chrétien, en citoyen, en Évêque et en homme convaincu, que le principal devoir d'un ministre est de ne jamais s'écarter des règles de la justice, du bien public et par conséquent de tout ce qui tend à maintenir la paix, autant que les véritables intérêts et l'honneur de son Maître le peuvent permettre (2). »

(1) Hénault, *Mémoires*, p. 154.

(2) Fleury à H. Walpole, 22 nov. 1734, A. E. Mém. et Doc. Hollande, 27, f. 110. — On connaît d'autre part l'anecdote contée par Bernis, *Mémoires*, t. I, p. 52. L'archevêque de Paris étant venu lui demander un régiment pour son neveu, Fleury le trouva trop jeune. « Mais que deviendra cet enfant après ma mort? répliqua l'Arche-

Or, au début de son ministère, le Garde des Sceaux s'était montré très habile. A ceux qui lui demandaient son âge il répondait : « qu'il était de celui du Cardinal (1) ». Mais, dans les derniers temps, il lui échappa des remarques imprudentes. Se plaignant un jour qu'un héritage, qui devait échoir à sa famille, se fit longtemps attendre : « Il faut avouer, dit-il que les éternités ne sont faites que pour moi. » — « On prétend, rapporte Bernis, qu'il montra trop d'impatience à recueillir la succession de son bienfaiteur. » Fleury ne donnait-il pas lui-même la clef de l'énigme, quand il écrivait à Mme d'Ancezune : « Il s'ennuyait de ce que je vivais trop longtemps ; c'est un défaut dont je n'ai pas envie de me corriger sitôt » (2).

Quelles pourraient dont avoir été, d'après ces indices, les causes de la disgrâce du Garde des Sceaux? Une intrigue à la Cour d'Espagne passant par l'entremise de Vaulgrenant, qui réussit pourtant à se la faire pardonner, et d'autre part, à la Cour de France, deux intrigues contraires : l'une, à Versailles, menée par Chauvelin lui-même, avec l'aide de Bachelier, pour écarter le Cardinal ; l'autre, à Rambouillet, conduite par les Noailles, visant tout d'abord à ruiner leur ennemi, le Garde des Sceaux, mais destinée ensuite à remplacer le gouvernement de Son Eminence par celui du comte de Toulouse. Le double enjeu de la bataille était, d'un côté, la succession de Fleury, dont on escomptait l'ouverture prochaine ou que l'on prétendait même ouvrir sans retard, de l'autre, c'était la succession d'Autriche, qui bientôt allait placer la France à la croisée des chemins.

Quel fut alors l'incident qui précipita la crise ?

vêque. — N'en soyez pas embarrassé, continua le Cardinal, dans ce cas je vous promets d'en avoir soin. — Oh bien, dit l'archevêque, je le recommande donc à Votre Eternité. »

(1) Hénault, *Mémoires*, p. 154.

(2) Luynes, *Mém.*, t. II, p. 183 et 372. — Bernis, *Mém.*, p. 53. — Madame d'Ancezune était la fille de Torcy.

L'histoire de la cassette de M. de Vaulgrenant, qui serait tombée aux mains des Anglais, est certainement apocryphe. Ce ne fut pas l'Angleterre qui fournit l'arme destinée à perdre son « grand ennemi ». D'ailleurs cette anecdote laisserait encore sans explications plusieurs des indices que nous avons relevés. On ne comprendrait pas comment l'ambassadeur réussit à se justifier ; on ne verrait point intervenir les Noailles (1).

Par contre, une brochure, qui parut à Londres quelques années plus tard, nous conte une histoire différente et qui répondrait beaucoup mieux aux conditions que nous avons posées (2).

D'après son auteur anonyme, Chauvelin commença ses intrigues aussitôt après la conclusion des Préliminaires de Vienne. Il se savait menacé, car il avait gagné de grosses sommes dans les fournitures de guerre, et « quelques patriotes » avaient remis au Roi un mémoire qui le dénonçait. Il lui fallait donc trouver à l'étranger un appui. Il se mit à indiquer à l'Espagne combien il regrettait les grands sacrifices que la paix exigeait d'elle (3), et, en même temps, il représentait

(1) Luynes, qui rapporte de son côté l'anecdote, se refuse à la croire et annonce lui-même peu après que la cassette a été retrouvée avec tout son contenu, (t. I, p. 159 et 176).

(2) *Memoirs of the Life and Administration of the late Andrew-Hercules de Fleury... in which are likewise contained some remarkable circumstances relating to the Fall of Mons. Chauvelin, Keeper of the Seals. and the rise of Cardinal Tencin, by an Impartial Hand.* Londres, J. Roberts, 1743. — Quel est l'auteur de cette brochure? Il est très hostile à Chauvelin, sans cependant être un apologiste du Cardinal. J. Roberts était, avec T. Cooper, l'un des principaux éditeurs qui imprimaient les pamphlets du ministère britannique. Aussi peut-on se demander si cet écrit n'est pas l'œuvre d'Horace Walpole. L'auteur sait que l'Angleterre avait essayé de corrompre Chauvelin. Cependant le ton général et surtout la connaissance des intrigues secrètes de la Cour que révèle le texte, semblent plutôt indiquer que l'auteur était un français.

(3) Ceci peut se concilier avec les efforts que Chauvelin faisait, en même temps, pour obtenir que l'Espagne acceptât les clauses des Préliminaires, car il pouvait lui faire espérer que ces sacrifices étaient provisoires et seraient récompensés lorsque s'ouvrirait la succession d'Autriche.

au Conseil du Roi le danger qu'on courait à préparer un rapprochement de l'Espagne et de l'Empereur, qui pourrait se resserrer à nos dépens par le mariage de Don Carlos. Enfin il s'entendit avec le duc de Bourbon, pour l'aider à recueillir la succession du Cardinal. Ce double jeu fut connu de Patino. C'est lui qui, dès lors, travailla à perdre Chauvelin. Il commença par ruiner son crédit auprès de la Reine ; puis, s'adressant à Vaulgrenant, il n'eut pas de peine à l'effrayer, en le menaçant de découvrir à Fleury l'intrigue où il était entré, et à lui persuader que, pour son salut, il devait tout révéler au Cardinal. L'ambassadeur saisit l'occasion du retour de Noailles, qui revenait d'Italie très irrité contre le Garde des Sceaux, pour lui envoyer un paquet de lettres compromettantes, et, par précaution, il fit courir le bruit qu'une cassette importante lui avait été volée par sa blanchisseuse. Quand Fleury reçut de Noailles la preuve des intrigues de son associé, il hésita tout d'abord à le frapper, craignant d'indisposer la Cour d'Espagne. Mais une lettre de Patino vint le rassurer, et la perte de Chauvelin fut décidée (1).

Il serait surprenant que cette histoire eût été inventée de toutes pièces. Le rôle qu'elle prête aux acteurs de ce drame est en tout cas vraisemblable

(1) *Op. cit.*, p. 45 à 50. — Le Garde des Sceaux avait publié de son côté à Londres, peu après sa disgrâce, une *Apologie pour M. de Chauvelin* ; mais elle ne contient qu'une défense très générale de sa conduite. L'auteur des *Mémoires of A. H. de Fleury* nous explique à ce sujet que Fleury eut soin tout d'abord de garder avec son ex-collaborateur quelques ménagements, craignant de sa part des révélations compromettantes. Aussi Chauvelin garda-t-il l'illusion qu'un retour de fortune serait possible, et, en publiant sa propre apologie, il eut soin de s'exprimer avec respect pour le Roi et pour le Cardinal (p. 53). — Luynes, t. I, p. 260, nous dit de même que Fleury garda trois semaines dans sa poche la lettre fameuse qu'il destinait au Garde des Sceaux. D'ailleurs les intrigues qui le menaçaient alors à la Cour expliquent suffisamment sa prudence. — En présence de Waldegrave, Fleury affecte de mépriser la publication de l'*Apologie* (Waldegrave à Newcastle, 26 juin 1737, Coxe, *R. W.*, t. III, p. 481).

et s'accorde avec ce que nous savons d'eux par ailleurs. Celui de Patino, entièrement inédit, ne doit pas nous surprendre; il est fort possible que ce soit lui qui, avant de mourir, ait provoqué la péripétie décisive. Jamais, nous l'avons vu, il n'avait eu confiance dans la politique du Garde des Sceaux. C'est à regret qu'en 1733 il avait accepté d'entrer en guerre à ses côtés. Dans la négociation de l'affaire portugaise il ne s'était pas laissé prendre à ses avances, et, au moment même où Chauvelin usait de la médiation pour favoriser l'Espagne au grand dépit des Anglais, Patino offrait à ceux-ci de régler la querelle en dehors de la France. Dès lors, si, comme il est probable, les manœuvres secrètes du Garde des Sceaux tendaient aussi à entraîner la Cour d'Espagne à prendre des mesures hostiles contre l'Angleterre, Patino devait les combattre résolument (1). Le double jeu auquel Chauvelin parut alors se livrer lui permit de l'emporter.

Quant au langage que cette brochure attribue au Garde des Sceaux lui-même, il s'éclaire par ce que nous connaissons d'autre part de la politique qu'il préconisait. L'Espagne se méprit sur elle. Il entendait bien travailler dans son intérêt et lier partie avec elle dans la crise qu'il attendait; mais, quoiqu'il voulût obtenir qu'elle fît à Vienne les concessions qui, seules, permettraient à Stanislas d'entrer en possession de la Lorraine, il ne désirait nullement favoriser

(1) Le mémoire que nous avons déjà cité (A. E. Mém. et Doc., France, 1310, f. 419) ajoute que la flotte qui s'armait à Barcelone était destinée à une entreprise contre les Anglais, la Reine voulant se venger de la flotte du Tage. Chauvelin se serait engagé à soutenir la tentative de l'Espagne pour s'emparer de Gibraltar et de Port-Mahon. — Baudrillart, *op. cit.*, t. IV, p. 363, montre qu'à ce moment Patino avait beaucoup de mal à défendre son crédit auprès des souverains. Il était constamment attaqué par une feuille anonyme : *Le Farfadet politique*. Cf., Coxe, *Hist. des Bourbons d'Espagne*, t. III, p. 362, d'après Keene à Newcastle, 30 avril 1736. On s'expliquerait encore ainsi l'attitude contradictoire de La Mina que nous avons relevée.

un rapprochement durable entre les Cours de Madrid et de Vienne ; bien au contraire.

Les vues de Chauvelin se trouvent d'ailleurs exposées dans un mémoire qu'en octobre 1736 il soumettait au Conseil du Roi. Il ne les énonçait qu'avec une extrême prudence ; mais, sous la forme modérée qu'il leur a volontairement donnée, il n'est pas difficile de découvrir les arrière-pensées qui lui tiennent à cœur (1).

Il déclare tout d'abord que la France n'a pas obtenu dans la dernière guerre les résultats qu'elle aurait atteints, « si les trois puissances principales, qui s'étaient liées ensemble, avaient été conduites par des principes également sages et suivis ». Ce n'est point la jalousie des Puissances Maritimes qui nous a décidés à y mettre fin, car « leur haine, déjà impuissante par elle-même, le serait devenue entièrement, si la confiance et la bonne foy avaient été la seule règle de la conduite des alliés ». Mais « nous étions à la veille, par les caprices de l'Espagne, d'essuyer un changement de fortune, qui, nous mettant à la discrétion de l'Empereur, nous aurait obligés à quitter les armes avec tous les désavantages auxquels nous aurions été exposés ». Aussi Chauvelin ne désapprouve-t-il pas la France de s'être décidée à traiter : « Nous ne pouvons que nous applaudir, et d'être parvenus à la paix, et de l'avoir faite aussi avantageuse... nous avons su profiter d'un seul moment, qui n'aurait pu se retrouver si nous l'avions laissé échapper. » Est-ce à dire que ce traité ait les conséquences qu'en espère tirer le Cardinal ? Non certes. La Maison d'Autriche y a obtenu des avantages trop considérables. Elle a établi l'Électeur de Saxe en Pologne, et « Elle a regardé la Lorraine comme un

(1) « Vues sur les affaires générales, approuvées par le Roi en son Conseil, le 19 oct. 1736 », A. E. Mém. et Doc., France, 418, f. 218. — Driault *art. cit.*, pp. 70 et suiv., a déjà attiré l'attention sur ce document important.

bien qui ne lui appartenait pas... Elle se juge dédommagée de la perte de deux provinces du Milanais et de ses Royaumes de Naples et de Sicile par l'acquisition de la Toscane au duc de Lorraine et par la cession de Parme et Plaisance. Devenue par là maîtresse des deux rives du Pô, Elle se juge beaucoup plus en sûreté en Italie. » Mais « nous ne pouvons connaître encore si, dans le fond, cette paix nous aura attiré l'amitié de la Cour de Vienne »; critique discrète des vues du Cardinal. D'autre part, l'Espagne et la Bavière se regardent comme sacrifiées. Les Anglais et les Hollandais « se flattent de nous avoir intimidés » et se feront un mérite auprès de l'Empereur de nous avoir obligés à garantir la Pragmatique. « Nous n'avons point d'amis solides dans notre propre famille, et les autres puissances n'offrent à notre vue aucunes alliances sur lesquelles nous puissions compter ». Tel est le bilan de cette paix nécessaire.

Dès lors, quel parti devons-nous prendre ? C'est ici surtout que Chauvelin sent qu'il lui faut développer sa pensée avec une réserve prudente. « Dans ces circonstances, continue-t-il, le meilleur parti qu'il semble donc que la France pourrait prendre serait que, se regardant désormais, pour ainsi dire, comme isolée, Elle établît sa propre grandeur par son administration intérieure et par la sagesse de sa politique, et qu'Elle songeât à se faire respecter sans se faire craindre ». Chauvelin s'engage alors dans un tableau des bienfaits de la paix qui devait enchanter le Cardinal : « Le Royaume. pour s'accroître et se former une frontière, s'est épuisé lui-même par de longues guerres... ; le premier objet de notre politique doit estre de nous retourner dans tous les sens, pour ménager, par le rétablissement de l'intérieur, de quoy estre prêts aux événements qui peuvent néanmoins arriver... Diminuons les charges pour nous rapprocher de la balance ; établissons le crédit de l'État pour que l'État ait des ressources dans l'occasion ; soutenons,

augmentons même s'il se peut le commerce, pour que l'opulence se partage entre plusieurs familles »; diminuons même l'armée et « rendons à la campagne le plus d'habitants que nous pourrons »; mais que cette armée soit plus disciplinée et « surtout forçons par tous les moyens les officiers à s'instruire ».

Mais, lorsque le Garde des Sceaux emprunte ainsi le langage de Colbert pour flatter les dispositions d'esprit du Cardinal, les mesures qu'il propose sont en réalité destinées à nous rendre « prêts aux événements », à nous procurer « des ressources dans l'occasion », et non point à consolider une paix durable. C'est la préparation de la guerre qui se dissimule derrière cet éloge de la paix.

Et, si, pour le présent, il préconise l'isolement, c'est pour dissuader le Cardinal d'entrer dans des engagements plus étendus et plus solides avec la Cour Impériale. Horace Walpole pénétrait bien son dessein, lorsqu'il écrivait au même moment que les ministres français : « voulaient maintenir la paix sur un fondement aussi fragile et chancelant que possible (1). » D'ailleurs Chauvelin lui-même, quand, à la fin de son mémoire, il entreprend de « former un plan de politique au dehors », laisse clairement apparaître sa véritable préoccupation. Il faut, dit-il, « être infiniment réservés dans les engagements à prendre et n'en choisir qu'autant que les événements, en indiquant les objets fixes, pourront donner à nos obligations et à leurs effets des bornes déterminées. » Mais nous avons dans les Rois d'Espagne, des Deux Siciles, de Sardaigne et dans l'Electeur de Bavière, des alliés naturels, sans qu'avec eux des traités soient nécessaires. Nous devons donc travailler à concilier les parties sur les points qui pourraient rallumer la guerre. Il énumère alors les

(1) H. Walpole à R. Walpole, 28 oct. 1736, dans Coxe, *R. W.*, t. III, p. 420.

questions de Frise, de Berg et de Juliers, du Sleswig et le conflit hispano-portugais. Nous devons, en outre, combattre tout changement dans l'équilibre, tel que l'établissement d'un stathouder à la dévotion de l'Angleterre ou l'affermissement de la maison de Hesse en Suède. Il convient seulement d'agir « par des mesures secrètes et par de l'argent donné à propos », non par des coups d'éclats. Et, tandis que sur tous ces points nous nous efforcerons de tenir les Puissances Maritimes en échec, « l'objet de notre plus grande attention est le sort de la Puissance autrichienne, si l'Empereur meurt sans enfants mâles ». Seulement, pour ne pas effrayer par cet aveu le Cardinal, Chauvelin se hâte d'ajouter que nous ne pouvons dire à l'avance quelle sera notre attitude, et, reprenant à son compte un projet que Fleury lui-même a souvent exprimé, il indique que nous pourrions obtenir, lors de l'élection d'un Roi des Romains « la cession ou du moins la démolition de Luxembourg ».

Les vues qu'exprimait avec tant de prudence le Garde des Sceaux apparaissent, avec plus de clarté et plus de relief, dans le mémoire où son fidèle disciple, Chavigny, deux ans plus tard exposait les siennes (1). Nous avons vu en effet que, si Chauvelin jugeait parfois avec sévérité les défauts de son ministre en Angleterre, celui-ci, par contre, s'était entièrement attaché à la fortune de son maître et partageait ses ambitions. Ecrivant après sa chute, alors que lui-même ne fondait plus de grands espoirs sur la bienveillance du Cardinal, il pouvait s'exprimer avec plus de franchise. Mais en 1738 la paix avec l'Empereur n'était pas encore conclue, et, si Fleury paraissait plus près de réaliser ses desseins pacifiques, les problèmes qui se posaient restaient pourtant les mêmes.

(1) A. E. Mém. et Doc. France, 457, f. 209, mai 1738. — Cf. aussi le mémoire anglais écrit en août 1738 pour défendre la politique de Chauvelin (A. E. Mém. et Doc. Autriche, 8), et analysé par Driault, *art. cit.*, p. 73.

Aussi n'est-il par surprenant de retrouver dans le mémoire de Chavigny l'écho amplifié des conseils qu'avait donnés le Garde des Sceaux.

« L'Europe, déclare-t-il, jouit moins d'une vraie pacification que d'une suspension ou d'une cessation d'armes... ce n'est pas un malheur pour la France, qui subsiste ou peut subsister de son propre poids ; tout au contraire, cette même situation... lui conserve les amis naturels qu'assez de choses auraient pu dégoûter ou désabuser de sa protection ». Après cette déclaration brutale, Chavigny se défend de vouloir « tout à coup passer d'une extrémité à l'autre », et méconnaître le « progrès si visible que la modération de M. le Cardinal a fait dans toute l'Europe ». On ne saurait être trop scrupuleux à ne point se départir de sa méthode ; mais il observe qu' « un plan uniforme et salutaire... ne sera jamais assuré, s'il n'a pour base une réunion sincère entre la France et l'Espagne ; on n'a que trop reconnu que l'Angleterre et la Hollande, et plus encore la première, n'ont cherché et ne chercheront que la jointure pour diviser les deux Couronnes ». Comment donc la France parviendra-t-elle à se rapprocher de la Cour de Madrid? Il ne faut certes point « la presser d'accéder au traité de Vienne ; il nous importe infiniment qu'il demeure imparfait, que l'Espagne ne renonce pas à ses droits sur la succession de la Maison d'Autriche ». Nous devons seulement garder encore quelque réserve, à cause de « la connexité de l'échange de la Lorraine avec la Toscane ». Par contre, le différent qui menace de mettre aux prises l'Espagne et l'Angleterre nous fournit dès maintenant une occasion d'agir. « La France a donc toute la commodité de faire son profit de cette situation, pour laisser à l'Angleterre une épine au pied, et à l'Espagne une pierre d'attente pour reprendre et remuer selon les circonstances les prétentions qu'elle conserve sur Gibraltar et sur le Port Mahon. » Quant aux affaires

de l'Empire, la France doit y conserver son parti formé par les trois Electeurs, et en particulier soutenir l'Electeur de Bavière. Elle a accepté la Pragmatique ; mais, « pour avoir reconnu cet établissement, elle n'a pas entendu le garantir au préjudice des droits d'un tiers ou des constitutions, des privilèges et des libertés des différents États qui constituent la Monarchie autrichienne... Elle ne peut nourrir trop soigneusement les espérances de l'Electeur de Bavière ; elle en sera payée avec usure (1). » Et Chavigny conclut : « Certainement notre situation est belle et brillante ». La France pourtant doit prendre garde « que le soin trop affecté de la faire subsister dans le repos ne soit quelquefois un symptôme de la décadence ; une Paix dénuée de desseins fermes et relevés peut l'affaiblir, quoique imperceptiblement, autant que les guerres entreprises témérairement l'épuisent et la ruinent... Rien n'est plus pernicieux dans un État. »

Ainsi, sous une forme plus audacieuse, les jugements de Chavigny répétaient avec exactitude les opinions du Garde des Sceaux. La voie dans laquelle celui-ci se proposait de nous conduire, n'est point difficile à découvrir. Il voulait rassembler nos forces pour le moment où la mort de l'Empereur nous offrirait l'occasion d'achever glorieusement la lutte séculaire entre les Bourbons et les Habsbourgs, et, naturellement, il voulait que l'instant de cette crise trouve les deux branches de la Maison de Bourbon étroitement unies.

Si tels étaient les projets de Chauvelin, on comprend sans peine que le Cardinal n'ait pas cru possible de le garder plus longtemps comme collaborateur et, bien moins encore, de lui transmettre son héritage.

(1) Chavigny remarquait auparavant, à propos de notre garantie de la Pragmatique, qu'il fallait lui laisser le défaut originel d'une négociation clandestine (f. 208).

Toute l'ambition du vieux Cardinal consistait, nous l'avons montré, à prévenir la crise que Chauvelin voulait exploiter. C'était l'avantage qu'il espérait du moins avoir retiré de la guerre précédente ; il n'admettait pas de le laisser remettre en question.

A vrai dire, ce serait lui faire tort que de croire qu'il ne s'était point aperçu, depuis longtemps, du désaccord qui le séparait de son associé. S'il fit à ce moment une découverte qui le détermina à sévir, cela ne nous empêche point de penser qu'il était auparavant décidé à écarter le Garde des Sceaux. Il attendait l'instant propice.

Les négociations secrètes qu'avait engagées Chauvelin ne lui furent pas révélées seulement par Patino, Vaulgrenant ou Noailles. Plusieurs fois les Anglais, notamment, lui avaient apporté des indices qui suffisaient à le mettre en éveil (1) ; plusieurs fois aussi ils avaient cru que Fleury avait lui-même surpris ces intrigues (2).

En réalité, il utilisait les dons de son collaborateur, et non seulement ses connaissances et sa capacité de travail peu communes, mais aussi son énergie et sa réputation de fermeté. Elles lui avaient servi longtemps à résister aux Anglais. Elles ne lui étaient pas moins utiles, après la fin des hostilités, pour amener les Cours de Vienne et de Madrid à un accommodement raisonnable (3) ; aussi avait-il laissé

(1) Cf. notamment : Waldegrave à Newcastle, 16 nov. 1733, B. M. 32.783, f. 93. Les dépêches d'Espagne ayant emprunté un courrier anglais ,Waldegrave put montrer au Cardinal que Chauvelin avait reçu deux paquets, alors qu'il ne lui en avait remis qu'un.

(2) Waldegrave à Newcastle, 16 août 1735, B. M., 32.788, f. 297, et Coxe, *R. W.*, t. III, p. 275. Bussy dit que Fleury a découvert dernièrement : « several of the other's practices to make himself master of all foreign ministers... by the secret correspondence he has with these ministers ». — Waldegrave à Newcastle, 13 sept. 1735, B. M., 32.788, f. 409. Fleury lui avoue qu'il a dû écrire à trois reprises à Fénelon avant de se faire obéir par lui, mais ajoute que « Chauvelin n'osera plus le faire désormais ».

(3) Baudrillart, *op. cit.*, t. IV, pp. 339-40, a développé l'idée que les qualités différentes de Fleury et de Chauvelin se complétaient.

Chauvelin diriger la négociation de paix. Il ne devait pas ignorer que celui-ci désirait se rapprocher de l'Espagne ; mais, sachant qu'il serait obligé de lui parler avec fermeté, pour lever les obstacles qui nous empêchaient d'entrer en possession de la Lorraine, Fleury était en droit de penser que ses sympathies secrètes ne pourraient pas mettre en danger l'édifice de la paix. Nul doute que Fleury n'attendît que d'être assuré de la Lorraine pour renvoyer le Garde des Sceaux. On ne pourrait plus désormais attendre de lui aucun service, et son maintièn deviendrait gros de périls.

On peut penser que Chauvelin avait fait les mêmes réflexions et prévu la date de la crise. C'est pourquoi il chercha de son côté à gagner l'esprit du Roi et à écarter son protecteur. Il aurait pû y réussir, comme devait le faire Belle-Isle trois ans plus tard. De là l'effroi et la colère du Cardinal.

La disgrâce et l'exil du Garde des Sceaux n'ont pas été sans contribuer à consacrer la réputation d'homme d'État qu'il était en train d'acquérir. On sait en quelle estime le tenait d'Argenson ; mais ceux des contemporains qui étaient moins hostiles à Fleury ne lui ont pas non plus ménagé les éloges : « Il était grand politique, écrit Toussaint, doué d'un génie supérieur, mais à craindre...., embrassant beaucoup d'objets, mais capable d'y suffire... M. Chauvelin était le seul qu'on pût dire avoir toutes les qualités nécessaires à un grand ministre (1) ». Bernis, n'apprécie pas moins ses hautes qualités et regrette que Fleury n'aimant que les gens médiocres, l'ait écarté du pouvoir (2).

Il est fort difficile d'apprécier la valeur d'un ministre qui, en réalité, n'a jamais eu l'occasion de donner sa mesure ; car, si Fleury a pu utiliser ses qualités, lui,

(1) Toussaint, *op. cit.*, p. 62 et 66.
(2) Bernis, *Mémoires*, t. I, p. 53 et 60.

par contre, a toujours été paralysé par les défauts de son protecteur. Ce n'est que dans la négociation menée à Vienne, pendant la dernière année de son ministère, que le Cardinal lui a laissé quelque liberté, et cette négociation, il l'a remarquablement conduite. Aussi, de nos jours encore, on regrette son départ (1). Mais il serait autrement important de savoir si la politique qu'il préconisait était bonne et si la voie où il entendait s'engager pouvait mener au but qu'il recherchait. Négociateur habile, avait-il en outre les vues d'un homme d'état véritable ? Ce que nous connaissons de son programme ne nous dispose point à le penser. Nous trouvons en Chauvelin un adepte fidèle des traditions diplomatiques de son temps. Ses vues sur l'Italie sont originales, mais elles rentrent dans un plan général qui vise uniquement à reprendre et à conclure la longue rivalité de Vienne et de Versailles.

Du Cardinal au contraire on a dit « qu'il n'avait aucune vue de grand ministre (2). » Il est pourtant incontestable que son programme s'inspirait d'un sens plus juste de l'avenir (3).

L'alliance impériale, qu'il recherchait, devait se conclure, on le sait, vingt années plus tard ; et Fleury, croyons-nous, ne se montrait pas moins perspicace dans les jugements qu'il portait sur les Anglais.

A l'égard des Puissances Maritimes les vues de Chauvelin nous paraissent étrangement simples et

(1) Driault, *art. cit.*, p. 74.

(2) Bernis, *op. cit.*, pp. 58 et 60.

(3) Boyé, *op. cit.*, p. 437, quoique si hostile au Cardinal, reconnaît « qu'en sacrifiant Chauvelin Fleury put croire qu'il servait la France ». Il ajoute : « A vrai dire c'était le vieillard qui était novateur. Chauvelin suivait la routine. Mais par cette routine le Garde des Sceaux comptait arriver à des résultats nouveaux. En rajeunissant sa tactique Fleury ne voulait que conserver. Le Cardinal devra s'inspirer de Chauvelin à l'ouverture de la succession d'Autriche ; ce seront seulement ses successeurs qui utiliseront la sienne avant la guerre de Sept Ans ». Est-il juste de dire que le rapprochement avec Vienne ne fût, dans la pensée de Fleury qu'un simple expédient « tactique »?

courtes. Il détestait les Anglais, mais il ne les jugeait guère plus redoutables que leurs amis de Hollande. Son idée directrice était que l'édifice de leur puissance, entièrement fondé sur leur crédit, était extrêmement fragile et pouvait être facilement ébranlé. Fleury, auquel on a si souvent reproché de n'avoir point compris l'importance des questions commerciales, estimait plus justement la force des Anglais. Maintenant que Chauvelin avait disparu, ceux-ci allaient pouvoir se rendre compte des véritables sentiments du Cardinal.

IV

Fleury et l'Angleterre après la disgrâce de Chauvelin.

En apprenant la chute de leur « grand ennemi », les Anglais ne ménagèrent point à Fleury leurs félicitations. Le Roi déclarait que c'était un bonheur pour la France de posséder un pareil ministre ; Horace, se réjouissait d'une décision qui « contribuera beaucoup à faire ressortir la droiture de vos intentions, tant par rapport à l'amitié sincère établie entre les deux Couronnes, qu'à l'égard de votre grand ouvrage de la pacification générale de l'Europe » (1).

Le Cardinal se montrait très touché de ces compliments. « L'approbation du Roi d'Angleterre était une grande satisfaction pour lui (2). » Annonçant à Waldegrave la nomination du nouveau secrétaire d'État aux Affaires Étrangères, Amelot, il déclarait « qu'il pouvait répondre de son honnêteté ». Il le dépeignait comme « un homme sensé, très modeste et bien élevé, qui ne ferait que ce que lui-même voudrait, et rien de plus. » Fleury allait jusqu'à placer

(1) Bussy à Amelot, 28 février 1737, et à Fleury, 28 fév. — H. Walpole à Fleury, 28 fév., A. E. 394, ff. 99, 106 et 104.

(2) Waldegrave à Newcastle, 10 mars, R. O., France, 214, f. 144.

sous la protection de l'ambassadeur son nouveau collaborateur, qui, disait-il, « était extrêmement flatté quand un ministre étranger parlait favorablement de lui (1). » Aussi Waldegrave avait-il une piètre opinion de son nouveau partenaire : « Il n'est pas l'homme de beaucoup de discours, et il a, en parlant, un léger bégaiement. Je le crois tout à fait novice en diplomatie (2). » Tout indiquait donc que le Cardinal comptait diriger lui-même les affaires et que, ne se fiant plus à personne, il entendait garder dans ses propres mains toute la charge du gouvernement. Il expliquait à Waldegrave la nouvelle organisation de son travail : Un jour était réservé désormais au contrôleur général et à chacun des secrétaires d'État, et une réunion d'ensemble aurait lieu chaque semaine. Il s'y mettait avec entrain : « La besogne qui lui pesait jusqu'alors lui était maintenant devenue un amusement »; et il assurait qu'il ne pensait plus à se préparer un successeur. Mieux vaudrait qu'il n'y eût plus après lui de premier ministre (3).

Sa tâche s'annonçait pourtant bien lourde, et Waldegrave se demandait s'il pourrait y suffire. Réussirait-il, comme il le promettait, à tenir en lisière Maurepas, qui détestait les Anglais et leur suscitait alors beaucoup d'embarras ?

(1) Waldegrave à Newcastle, 22 fév., « most secret and particular », R. O. France, 214, f. 107, et Coxe, *R. W.*, t. III, p. 452. — Waldegrave à Newcastle, 28 mars, R. O., *id.*, f. 235.

(2) Waldegrave à Newcastle, 28 fév. *loc. cit.*, C'était d'ailleurs l'opinion générale. A Paris on chansonnait le nouveau ministre :

« Le choix est bon quoiqu'on allègue,
D'un Roi qui ne sait pas parler
L'interprète doit être bègue. »

Barbier, *Journal*, t. II, p. 148.

(3) Waldegrave à Newcastle, 6 mars 1737, R. O. *id*, f. 141, et Coxe, *R. W.*, t. III, p. 455 ; 28 mars, B. M., 32,794, f. 216. — Luynes (t. I, p. 207, 14 mars 1737), dit que Fleury tient désormais le lundi et le jeudi des réunions avec le Contrôleur Général et les Secrétaires d'État.

Le Conseil comprenait désormais le duc d'Orléans, le Cardinal, le maréchal d'Estrées, d'Aguesseau, d'Angervilliers, Orry et Amelot. Le duc restait « plongé dans ses dévotions »; d'Estrées avait été bon marin, mais était maintenant bien diminué par la goutte et par l'âge ; d'Aguesseau passait pour « connaître moins les affaires de son propre département qu'aucun de ses prédécesseurs », « Orry et Amelot, concluait l'ambassadeur anglais, sont les deux seuls auxquels le Cardinal semble à présent se fier, et les seuls membres du Conseil avec lesquels il puisse faire quelque travail. Mon opinion à leur sujet est qu'avec l'aide de leurs commis ils peuvent être capables de mettre en forme les plans que le Cardinal leur proposera ; mais aucun d'eux n'a assez de connaissances, ni assez d'expérience des affaires étrangères pour apporter rien d'original... Ce que le temps fera d'Amelot, qui n'est qu'un débutant, je ne puis le dire ; mais Orry ne fera guère de progrès, quoique je ne le croie pas aussi dénué d'ambition que le Cardinal (1). »

Fleury d'ailleurs, avait encore à combattre les manœuvres de ceux qui cherchaient à profiter de la crise pour s'emparer du pouvoir. « M. de Noailles, observait Waldegrave, est celui qui se remue le plus ». Son humeur intrigante et son esprit turbulent causaient de graves soucis au Cardinal, tandis que, d'autre part, les partisans de Chauvelin travaillaient par l'entremise de Bachelier à gagner l'esprit du Roi. Mais le symptôme le plus inquiétant était la conduite nouvelle de Louis XV, qui semblait ne plus se soucier que de ses plaisirs. Fleury s'était risqué à charger le médecin la Peyronie de faire au Roi quelques représentations ; elles avaient été fort mal reçues. Louis XV, d'autre part, ne restait plus à Versailles. Mais, lors-

(1) Waldegrave à R Walpole, 13 avril 1737, dans Coxe *R. W*, t. III, p. 464-65.

qu'au moment du voyage de Rambouillet, Fleury avait essayé de lui remontrer combien les déplacements de la Cour rendaient le travail de ses ministres difficile, il avait répondu sèchement : « Ils sont faits pour se trouver où je suis ». Il en voulait au Cardinal et, pendant plusieurs semaines, évitait de lui adresser la parole. Aussi l'ambassadeur remarquait-il alors l'air soucieux de Son Eminence : « Un jour, des larmes lui vinrent aux yeux, et il resta rêveur et abattu pendant une minute, après quoi, se ressaisissant, il reprit l'air de bonne humeur qu'il a d'habitude (1) ». Cependant les Anglais ne croyaient pas avoir lieu d'être mécontents des embarras du Cardinal. Il en concluaient que son but serait, dès lors, dans ses rapports avec les puissances étrangères, d'éviter le plus possible tout ce qui pourrait engendrer des difficultés, pour n'être pas contraint de faire appel à l'aide d'autres personnes, qu'il ne souciait pas d'amener au pouvoir. Ils pensaient que les intrigues de la Cour le mettraient d'autant plus dans leur dépendance (2).

Pour assurer leur emprise, ils auraient bien voulu obtenir que les principaux collaborateurs du Garde des Sceaux soient entraînés dans sa chute. Ils pardonnaient à Vaulgrenant ; mais Chavigny, mais Pecquet surtout ne seraient-ils pas disgraciés? Le premier allait être chargé de représenter la France à la Cour de Copenhague, et lui-même regardait sa mission comme une demi-disgrâce. C'est sans aucun plaisir qu'il avait appris qu'on voulait le « reléguer dans un cul-de-sac du Nord, sous le prétexte spécieux d'y former un système nouveau (3) ». Tout autre

(1) Waldegrave à R. Walpole, 13 avril, dans Coxe *R. W.*, t. III, pp. 464-65 ; à Newcastle, 22 mai, *id.*, p. 474, et 24 mai, B. M. 32.795, f. 33 ; 5 juin, dans Coxe, *R. W.*, t. III, p. 477.

(2) Waldegrave à R. Walpole, 13 avril, dans Coxe, *R. W.*, t. III, p. 465.

(3) Mémoire de M. de Chavigny, A. E. Mém. et Doc., *loc. cit.*, f. 209.

était l'opinion des Anglais, qui craignaient son activité nouvelle et lui gardaient rancune de celle qu'il avait déployée chez eux. Aussi cherchèrent-ils à empêcher son départ. Mais Fleury résista, disant qu'il saurait bien tenir l'intrigant diplomate par les instructions qu'il lui remettrait (1). De plus, Chavigny, après la chute de son maître, eut l'adresse de gagner la protection d'Orry, et, comme l'on commençait à dire alors que l'ambitieux Contrôleur Général pourait bien recueillir la succession du Cardinal, les Anglais, craignant de l'indisposer, renoncèrent à insister sur ce point (2).

Bien autrement important eût été pour eux le renvoi de Pecquet. Le premier commis avait été le principal exécuteur des vues du Garde des Sceaux; mais les Anglais avaient une autre raison de souhaiter sa disgrâce. Si Pecquet disparaissait, le candidat qui paraissait avoir les chances les plus sérieuses de lui succéder n'était autre que leur ami Bussy (3). Celui-ci venait de leur causer, bien malgré lui, une déconvenue. Le comte de Cambis étant tombé malade et ne pouvant rejoindre son ambassade, Fleury avait décidé d'envoyer à Londres un chargé d'affaires. Son choix s'était porté sur Bussy, qu'il savait ami des Anglais et qui parlait un peu leur langue, ce qui lui permettrait de s'entretenir avec Robert Walpole. Mais Waldegrave et l'intéressé lui-même en étaient également dépités. L'ambassadeur n'était guère à son aise quand Fleury, avec insistance, lui demanda s'il jugeait qu'on pût se fier à l'honnêteté de cet envoyé. Il ne put faire autrement que de le couvrir d'élo-

(1) Newcastle à Waldegrave, 19 mars, R. O. France, 214, f. 203 ; Waldegrave à Newcastle, 28 mars, B. M. 32.794, f. 216.

(2) Waldegrave à Newcastle, 10 avril, R. O. *id.*, f. 264 ; Newcastle à Waldegrave, 16 mai, B. M., 32.795, f. 18.

(3) On a vu les fonctions toutes spéciales qu'il occupait au Ministère, et que, pendant l'absence de Du Theil, il avait déjà rempli celles de Premier Commis (Waldegrave à Newcastle, 24 mai, B. M., 32.795, f. 33).

ges, et Bussy, fort mécontent, se vit contraint, au début de février, de prendre la route de Londres (1).

Les Anglais se résignèrent à ce contretemps en se disant que, si Bussy était resté au Ministère, il aurait pu être enveloppé dans la crise qui éclata après son départ, et bientôt ils formèrent le dessein d'obtenir pour lui la place de Pecquet (2). Waldegrave s'appliqua de son mieux à perdre le Premier Commis dans l'esprit du Cardinal. Celui-ci garantissait qu'il allait s'amender, mais devait néanmoins reconnaître qu'il n'avait pas entièrement renoncé à intriguer en Espagne. Aussi Waldegrave insistait-il à nouveau, sachant qu'Amelot lui-même demandait à être débarrassé d'un collaborateur qui ne lui obéissait qu'à moitié. Mais Fleury ne voulut point s'y résoudre. L'incompétence et la timidité du nouveau secrétaire d'État lui faisaient redouter d'être chargé d'un travail trop lourd, s'il ne pouvait plus utiliser la plume expérimentée du premier commis (3).

Le Cabinet britannique avait, il est vrai, la satisfaction de constater que la chute de Chauvelin

(1) Waldegrave à Newcastle, 6 fév. 1737, Coxe, *R. W.*, t. III, p. 450 ; et surtout Waldegrave à Newcastle (most secret and particular), 7 fév., B. M., 32.794, f. 109. — Quoique le dialogue entre le Cardinal et l'ambassadeur donne l'impression d'une scène de comédie, on ne peut pourtant pas aller jusqu'à croire que Fleury ait soupçonné les rapports de Bussy avec Waldegrave. Il se souvenait seulement que Waldegrave avait eu l'occasion de connaître Bussy à Vienne. — Lettres de créance de Bussy du 5 fév., A. E. corr. Angl., 394, f. 25. — Pendant son séjour à Londres, Bussy devait continuer à recevoir, des mains de R. Walpole, son salaire et même une gratification extraordinaire de 1000 livres sterling, (Waldegrave à Newcastle, 7 juillet 1740, B. M., 32.802, f. 153).

(2) Newcastle à Waldegrave, 19 mars, B. M., 32.794, f. 194.

(3) Waldegrave à Newcastle, 28 mars, B. M., 32.794, f. 216 ; 22 mai, dans Coxe, *R. W.*, t. III, p. 472, et 20 juin, B. M., 32795, f. 104 — (Pecquet continuait à correspondre avec le consul espagnol à Livourne, Sylva). — La première fois que Pecquet était venu travailler avec Amelot, il avait pris un fauteuil et, le secrétaire d'État lui ayant dit de prendre un tabouret, des propos vifs avaient été échangés. (Barbier, *Journal*, t. II, pp. 265-67. — Newcastle à Waldegrave, 23 sept., B. M., 32.795, f. 276 ; Waldegrave à Newcastle, 16 déc., 32.796, f. 251).

permettait enfin d'obtenir une solution satisfaisante du conflit hispano-portugais. Bien que la Cour de Lisbonne n'eût toujours pas répondu à la proposition des Puissances Médiatrices, Fleury accepta de communiquer à Don Luis d'Acunha les conditions convenues à Madrid, dans une forme qui devait apaiser les susceptibilités du Roi de Portugal, et surtout de prendre l'engagement, si le Portugal les acceptait, d'obtenir de l'Espagne la cessation des hostilités (1).

Le Portugal remit cette fois une réponse favorable. Dès que Don Luis l'eût fait connaître, les médiateurs se réunirent en conférence à Issy et posèrent les bases d'un accommodement. Il comportait la libération réciproque des prisonniers, l'installation de nouveaux ministres dans les deux Cours, l'envoi d'ordres en Amérique pour que, des deux parts, on s'abstint de commettre de nouvelles voies de fait (2).

A Madrid, comme à Lisbonne, on mit beaucoup d'empressement à accepter ces conditions, et l'Angleterre se vit enfin en mesure d'envoyer à l'escadre de Norris l'ordre de rappel (3).

(1) En janvier il imposa cette concession à Chauvelin, dont l'échec fit prévoir la disgrâce prochaine. (Waldegrave à Newcastle, 22 déc. 1736 et 3 janv. 1737, R. O. France, 213, ff. 298 et 323. — Newcastle à Waldegrave, 10 janv., *id.*, f. 261). — Chauvelin néanmoins s'efforça encore d'exciter la Cour de Madrid à la résistance. Cf. Keene à Newcastle, 11 fév., B. M., 32.794, f. 119.

(2) Lemaire, chargé d'affaires, à Chauvelin, 21 janv. ,A. E., Corr. Angl., 394, f. 20. — Waldegrave à Newcastle, 15 mars, B.M., 32.794, f. 177 ; et 16 mars, R. O, France, 214, f. 166.

(3) Keene à Newcastle, 25 mars. — Tyrawley et Norris à Keene, 31 mars, B.M., 32.794, ff. 202 et 228.—Norris quitta Lisbonne en avril. Tyrawley à Keene, 21 avril, B. M., 32.794, f. 383. — L'accord restait pourtant encore extrêmement fragile, et, si l'Espagne ne s'était pas montrée après la chute de Chauvelin très conciliante, l'attitude du Portugal aurait rouvert le conflit. N'avait-il pas imaginé de désigner comme ministre à Madrid un diplomate que son état de santé devait longtemps empêcher de rejoindre son poste (Bussy à Amelot, 15 avril, A. E., Corr. Angl., 394, f. 229. — Waldegrave à Newcastle, 16 avril, B. M., 32.794, f. 311). — En outre Don Luys demanda que les médiateurs se chargent eux-mêmes de rédiger les ordres qui seraient expédiés en Amérique, et Fleury s'y prêta, au risque d'irriter la Cour de Madrid. Celle-ci consentit pourtant à accepter le texte qu'on

Elle était d'autant plus satisfaite de se trouver dégagée de cette difficulté qu'elle avait lieu dès lors de prévoir un conflit dangereux avec la Monarchie Espagnole. La complaisance de Fleury sur ce terrain n'avait pourtant qu'une portée très restreinte ; et l'Angleterre eût apprécié bien davantage qu'il mit autant d'empressement à l'associer aux pourparlers par lesquels se préparait à Vienne la conclusion d'un traité définitif. Mais ici les espoirs qu'elle avait placés dans la bienveillance du Cardinal allaient être déçus.

Le 19 mars Newcastle prescrivait à Waldegrave de demander à Fleury quels étaient ses projets. Envisageait-il une pacification effectuée par un traité général, comme l'Angleterre l'espérait ? ou se contenterait-il de s'entendre avec Vienne ? et, dans ce cas, estimerait-il utile de renouveler les traités qui liaient la France et l'Angleterre ? (1) Tout d'abord le Cardinal répondit qu'il avait en effet l'intention de conclure une pacification générale. Quant aux traités franco-anglais il considérait qu'ils étaient toujours en vigueur. Il paraissait d'ailleurs peu disposé à s'expliquer davantage, se disait préoccupé des manœuvres que la Cour d'Espagne poursuivait à Vienne, et se plaignait vivement de l'attitude de La Mina (2). L'Espagne en effet faisait alors une nouvelle tentative auprès de l'Empereur pour obtenir enfin qu'il se prêtât au mariage de Don Carlos ; la Cour de Vienne

lui présenta (Waldegrave à Newcastle, 17 avril, B.M.,32.794, f. 318. — Texte des ordres, datés du 16 avril, R. O. France, 214, f. 294. — Keene à Newcastle, 24 avril et 6 mai, B. M., 32.794,ff.346 et 356. — Keene à Waldegrave, 20 mai, B. M., 32.795,f. 30). — A la fin de mai les ordres étaient expédiés de Madrid et de Lisbonne (Keene à Newcastle, 22 mai, B. M., 32.795, f. 45 ; et Tyrawley à Keene, 15 mai, B. M., 32.795, f. 4), mais on remarquait que, des deux parts, les vaisseaux qui emportaient ces ordres de paix étaient eux-mêmes chargé de troupes (Keene à Newcastle, 10 juin, B. M., 32.795, f. 87).

(1) Newcastle à Waldegrave, 19 mars, R. O., France, 214, f. 203.

(2) Waldegrave à Newcastle, 28 mars, *id.*, f. 238.

en avait elle-même averti le Cardinal (1). Mais la véritable raison qui déterminait Fleury à rester sur la réserve était qu'il venait d'envoyer à Du Theil, le 25 mars, un projet de traité définitif. S'il parvenait à s'entendre avec Vienne, il comptait n'y point mêler les autres Puissances.

Au début d'avril il se trouva en situation de parler plus net. Le 10 il disait à l'ambassadeur que, probablement, il conclurait avec Vienne un traité séparé, et qu'il se passerait du concours de l'Espagne ; il ne voulait pas néanmoins lui en exposer le contenu, se bornant à affirmer que le Cabinet britannique en serait satisfait (2). Mais en même temps, par une manœuvre qui nous est devenue familière, il ramenait au premier plan son projet de traité séparé et secret avec l'Angleterre. Dès le 17 mars, rappelant les suggestions qu'il avait faites l'année précédente, il demandait que R. Walpole, « qui connaît tout mon plan », voulût bien lui en dire son sentiment. Walpole ne jugeait point le moment venu de le faire et voulait au contraire l'amener à s'ouvrir davantage (3). Alors, comprenant qu'après son refus du 10 avril, il devait, pour faire prendre patience aux Anglais, s'avancer plus loin, le 13 avril, il reprit de lui-même la parole. Il était toujours d'avis que, pour assurer la paix de l'Europe, il fallait que la France et l'Angleterre s'entendissent par un traité secret, portant garantie réciproque de leurs droits et de leurs possessions. Le principal objet de ce traité serait de « tenir en respect le pouvoir toujours grandissant de la maison d'Autriche » (4).

A juste raison Walpole ne vit dans ces confidences

(1) Baudrillart, *op. cit.*, t. IV, p. 422.

(2) Waldegrave à Newcastle, 10 et 11 avril, R. O. France, 214, ff. 264 et 270.

(3) Waldegrave à R. Walpole, 17 mars, et R. Walpole à Waldegrave, 3 avril, Coxe, *R. W.* t. III, p. 457 et 461.

(4) Waldegrave à Newcastle, 13 avril, Coxe, *R. W.*, t. III, p. 462.

qu'une répétition de la manœuvre déjà deux fois tentée pour duper les Anglais, et ceci d'autant plus que Bussy le tenait au courant de la négociation de Du Theil. Aussi accueillit-il ces avances avec beaucoup de froideur et commença-t-il par demander si les engagements que la France avait contractés avec les Cours de Madrid et de Turin au début de la dernière guerre, pouvaient se concilier avec ceux qu'elle voulait maintenant conclure avec lui. Fleury ne se fit pas prier pour en donner l'assurance, et les Anglais, qui, on s'en souvient, connaissaient le traité franco-espagnol de novembre 1733, se trouvèrent édifiés sur la sincérité de ses intentions (1).

Son Eminence ne montrait d'ailleurs aucune impatience de recevoir une réponse à ses avances. Elle n'en avait pas besoin. Du Theil en effet rentrait alors à Versailles, après avoir signé, le 2 mai, un traité définitif avec l'Empereur. La paix se trouvait donc établie en dehors des Anglais, qui cherchaient avec inquiétude à en connaître les clauses (2). Mais Fleury ne se pressa point de satisfaire leur curiosité, et ce ne fut que le 30 juillet que Bussy vint, avec le ministre de l'Empereur, leur en communiquer le texte (3).

Les deux diplomates avaient ordre de présenter ce traité comme de simples préliminaires, auxquels ils demandaient l'accession des Puissances Maritimes. L'Empereur ne voulait pas, en les irritant, compromettre la garantie qu'elles avaient donnée à la Pragmatique, et la France, sans estimer leur intervention «absolument nécessaire», les aurait vues avec plaisir sanctionner notre acquisition de la Lorrai-

(1) Newcastle à Waldegrave, 12 avril, B. M., 32.794, f. 294. — R. Walpole à Waldegrave, 16 mai, et Waldegrave à R. Walpole, 24 mai, dans Coxe, *R. W.*, t. III, p. 476.

(2) Boyé, *op. cit.*, p. 430. — Waldegrave à Newcastle, 22 mai, Coxe, *R. W.*, t. III, p. 471, 24 et 29 mai, B. M., 32.795, ff. 33 et 69.

(3) Bussy à Amelot, 29 juillet, A. E., Corr. Angl., 395, f. 61. — Newcastle à Waldegrave, 9 juin, B. M., 32.795, f. 99 ; et 1er août, R. O., France, 215, f. 193.

ne (1). Le but principal que poursuivait la Cour de Versailles était néanmoins d'assurer la pacification de l'Europe indépendamment des Anglais. Fleury exposait ses vues dans les instructions qu'il dressait à ce moment pour le comte de Cambis : « L'Angleterre, disait-il, accoutumée jusque là à jouer pour ainsi dire le principal rôle dans les affaires de l'Europe, et qui a paru jusqu'à présent se faire un principe d'état d'être étroitement liée avec la Maison d'Autriche, laisse assez voir son inquiétude sur notre union avec la Cour de Vienne... Le Roi ne regarde point son union avec l'Empereur comme un obstacle à la conservation de la bonne intelligence avec l'Angleterre. Le Roi ne veut pas se servir de cette union pour l'abaissement des Puissances protestantes. Le principal avantage que S. M. y veut trouver est l'affermissement de la tranquillité publique » (2).

Mais les dispositions pacifiques du Cardinal ne l'entraînaient pas à plus de condescendance envers les Anglais que n'en avait montré le Garde des Sceaux. On comprend que les Puissances Maritimes aient accueilli avec dépit sa demande d'accession. Les Hollandais surtout en étaient irrités et auraient voulu y opposer un refus catégorique. Plus prudents, les Anglais voulurent se réserver « une porte pour rentrer dans la négociation », et, le 8 septembre, les Puissances Maritimes se bornèrent à répondre que : « ne trouvant dans le projet du Traité rien qui regarde directement les intérêts de leurs Royaumes et états », Elles « ne voyent pas qu'Elles puissent faire autre chose, pour le moment, que de témoigner la satisfaction qu'Elles ont d'un événement aussi désiré que celui dont on vient de leur faire confidence » (3).

(1) Instructions du marquis de Mirepoix, 11 déc. 1737, dans le *Recueil des Instructions... Autriche*, p. 254.

(2) Instructions du comte de Cambis, 1er juillet, A. E., Corr. Angl., 402, f. 1. — Cf. *Instructions... Autriche*, p. 268.

(3) Amelot à Cambis, 28 sept., A. E., Corr. Angl., 395, f. 200. —

L'affaire de Berg et Juliers, dont toute l'Europe se préoccupait, pouvait peut-être leur offrir l'occasion d'une revanche. Fleury l'expliquait encore à Cambis : « L'Angleterre et la Hollande, se voyant exclues d'avoir part à la pacification, ont regardé cette affaire de Berg et Juliers comme un moyen de remettre la main dans les affaires publiques » (1).

L'électeur Palatin, dernier représentant de la Maison de Neubourg, prétendait transmettre les droits qu'il tenait du traité de Clèves (1666) sur les duchés de Berg et Juliers, à son gendre le prince de Sulzbach (2). Mais le roi de Prusse ne voulait point laisser échapper cette occasion d'acquérir la partie de l'héritage de Clèves et Juliers sur laquelle, après tant de péripéties, le Grand Électeur n'avait pu mettre la main. Toute la diplomatie prussienne était subordonnée à ce dessein, et, pour le réaliser, Frédéric Guillaume avait tour à tour recherché l'appui des alliés de Hanovre (1725), puis de l'Empereur (1726) ; mais, incapable de se décider entre eux, il avait vu passer la crise polonaise sans en recueillir de bénéfice. Les Hohenzollern pourraient-ils s'établir dans ces territoires qui devaient acquérir dans la suite tant d'importance.

Sans prévoir leur avenir les chancelleries du XVIIIe siècle avaient d'autres motifs de se préoccuper de leur sort. A la veille de l'ouverture de la succession d'Autriche, elles comprenaient le danger que faisaient courir à la paix les ambitions prussiennes.

La France, que le traité de Marly (1729) liait à la

Newcastle à Waldegrave, 8 sept., R. O., France, 216, f. 13. — Réponse des Puissances Maritimes, R. O., France, 216, f. 17.

(1) Instructions séparées de Cambis, 1er juillet 1737, A. E., Corr. Angl., 394, f. 382.

(2) Cf Lavisse, *Le Grand Frédéric avant l'avènement*, 1893, pp. 207 et suiv. — *Recueil des Instructions... Prusse*, p. LIX, et *Autriche*, p. 261. — Le gendre du Palatin étant mort en 1733, son neveu Charles Théodore hérita de ses prétentions.

cause du Palatin, était cependant anxieuse d'éviter une rupture avec le Roi de Prusse, et, à Berlin et Manheim, ses agents recherchaient sans succès un accommodement, que l'âge avancé du Palatin l'obligeait maintenant à trouver sans retard. Mais le roi de Prusse faisait appel à l'appui des Puissances Maritimes et la crainte qu'il ne portât la guerre dans leur voisinage intimidait les Hollandais, tandis que l'Angleterre éprouvait des inquiétudes semblables pour le Hanovre. A vrai dire le Cabinet britannique était moins pressé que les États Généraux de ménager un accord ; il préférait attendre la mort du Palatin, qui lui permettrait de s'ériger en arbitre. Bussy discernait son calcul, et que l'Angleterre, regrettant de « s'être vu échapper des mains le balancier de l'Europe pour passer dans celles de la France », attendait que la mort du Palatin « lui donne lieu de faire le premier rôle dans cette affaire, au lieu du second, qui est le seul qu'elle pourrait avoir dans un accommodement anticipé » (1).

LL. HH. PP. avaient donc pris l'initiative de s'interposer entre les deux prétendants, invitant les Cours de Vienne et de Versailles, en même temps que celle de Londres, à s'associer à ses efforts (2). L'Empereur n'était pas éloigné de s'y prêter, et son représentant en Angleterre, le comte Kinski, engageait le roi Georges à s'expliquer sur ce point. La France au contraire ne se souciait pas d'être entraînée à une médiation commune préparée par les Puissances Maritimes (3). Pour l'éviter, son ambassadeur Fénelon soulevait opportunément à La Haye une longue querelle de cérémonial propre à para-

(1) Bussy à Amelot, 28 juin 1737, A. E., Corr. Angl., 394, f. 393. Cf. aussi Amelot à Bussy, 4 avril, A. E., Corr. Angl., 394, f. 192.

(2) Résolutions des États Généraux, 23 janv., 26 fév. et 2 mars ; Newcastle à Waldegrave, 8 mars, R. O., France, 214, f. 193.

(3) Bussy à Amelot, 28 mars, et Amelot à Bussy, 4 avril, A. E., Corr. Angl., 394, ff. 186 et 196.

lyser la négociation (1). Il travaillait également avec le comte Uhlefeldt, ministre de l'Empereur, à gagner les Hollandais et profitait de leur frayeur pour les amener à accueillir des conditions plus favorables au Palatin (2). Son activité découragea les Anglais, encore une fois menacés d'être mis à l'écart et de faire une piètre figure en Europe (3); aussi finirent-ils par adhérer à la « note identique », par laquelle les quatre Puissances décidaient d'imposer leur médiation et, en cas de mort du Palatin, de laisser provisoirement les territoires contestés en la possession du Prince de Sulzbach (4).

Mais Frédéric Guillaume, repoussant un accord sur ces bases, se mit à concentrer des troupes dans la région de Clèves, et Fleury dut s'adresser au roi de Grande-Bretagne, pour le prier de leur interdire le passage du Hanovre, demande que Georges II écarta sèchement. C'était, déclarait-il, à la France qu'il appartenait d'obtenir de la Prusse des concessions (5).

Telle était bien l'intention de Fleury, qui craignait « que l'Angleterre ou l'Empereur, parvenant à accommoder cette affaire, ne se fissent auprès de la Cour de Berlin un mérite, qui leur donnerait un ascendant décidé et inattaquable auprès d'un Prince que S. M. a toujours en vue de se tenir attaché » (6). Fénelon engagea donc avec le ministre prussien Luscius

(1) Sur cette querelle cf. Frédéric II, *Œuvres* éd. 1846, t. VIII, p. 24.

(2) Wasner à Uhlefeldt, 11 juin (copie), et Bussy à Amelot, 28 juin, A. E., *id.*, ff. 336 et 393. — Horace Walpole vint en juillet à Issy tenter inutilement de regagner le Cardinal. — Newcastle à Waldegrave, 4 nov., R. O., France, 216, f. 125, et déclaration des P. M. du 9 déc., R. O., *id.*, f. 222.

(3) Waldegrave à H. Walpole, 16 août, R. O., France, 215, f. 228.

(4) *Recueil des Instructions... Prusse*, p. 350, 10 fév., 1738. — Cf. Lavisse, *op. cit.*, pp. 222 et suiv.

(5) Amelot à Cambis, 16 mars 1738, et Cambis à Amelot, 27 mars, A. E., Corr. Angl., 397, ff. 187 et 252. — Instructions de Waldegrave, 10 avril, R. O., France, 217, f. 172.

(6) Instructions de Valory, 1er juillet 1739, *Instructions... Prusse*, p. 358. — Amelot à Cambis, 21 juillet 1738, A. E., Corr. Angl., 399, f. 28. Cambis à Amelot, 1er janv. 1739, A. E., *id.*, 404, f. 6.

des pourparlers et le 5 avril 1739 le traité de La Haye prépara un partage du duché de Berg entre les deux candidats. Sans doute l'électeur palatin, que la France n'avait point voulu contraindre par la force, ne voulut pas ratifier cet accommodement, et, bien que Frédéric Guillaume en promît au Cardinal « une reconnaissance éternelle », il est douteux qu'il fût au fond satisfait de l'œuvre de son négociateur (1). Mais la France semblait du moins en bonne voie d'enlever aux autres puissances la direction de cette affaire, et les Anglais comprenaient d'ailleurs qu'en se rapprochant de Berlin, le Cardinal nourrissait aussi de plus vastes desseins (2).

Dans sa pensée, le traité de La Haye devait « faire la base d'engagements plus étendus et plus particuliers », et les instructions remises au marquis de Valory, partant pour la Cour de Prusse, le préparaient à travailler au « rétablissement de l'équilibre dans le Nord », et à « l'abaissement de la puissance russe » (3). Les Anglais, déjà mortifiés d'assister en simples spectateurs au rapprochement des Cours de Vienne et de Versailles, voyaient en outre le Nord et l'Orient de l'Europe se laisser séduire par la diplomatie enveloppante du Cardinal (4).

La guerre de Pologne avait entraîné dans ces régions une baisse sensible de l'influence française. L'abandon de Stanislas avait éloigné de nous les Cours du Nord, tandis que l'alliance austro-russe préparait la défaite de l'Empire Ottoman.

L'Angleterre n'avait pas manqué de profiter alors de notre effacement. On l'avait vue s'occuper activement de retenir la Suède dans la neutralité et de main-

(1) *Instructions... Prusse*, p. LXXVIII. — Waldegrave à Newcastle, 14 et 29 janv., 24 mai et 16 juin 1739, B. M., 32.800, ff. 18, 57 et 429 ; 32.801, f. 55.

(2) H. Walpole à Trevor, 19 mai 1739, *Buck. mss.*, p. 29.

(3) Instructions de Valory, 1er juillet 1739, *loc. cit.*, p. 368.

(4) Cf. Vandal, *Une ambassade française en Orient sous Louis XV*, 2e éd., 1887, et K. Waliszewski, *L'héritage de Pierre le Grand*, 1900.

tenir l'alliance conclue en 1720 avec cette Couronne. Elle était parvenue d'autre part à signer, en 1734, un traité de subside avec le Danemark, puis, la même année, un traité de commerce qui la rapprochait de la Tzarine (1).

Mais, la guerre finie, elle ne sut pas exploiter ces succès. En 1736, lorsque Georges II séjournait à Hanovre, H. Walpole, qui l'accompagnait, avait dû par son ordre dresser le plan d'une confédération du Nord. Le Roi ambitionnait de grouper autour de lui le Danemark, la Suède et la Russie, mais ses ministres n'y travaillaient qu'avec beaucoup de scepticisme. Fonder une union solide entre les Russes et les Suédois leur semblait une entreprise trop difficile, et ils craignaient aussi d'irriter l'Empereur (2).

La même timidité empêchait encore le Cabinet britannique d'intervenir efficacement dans la crise d'Orient. Au printemps de 1736 le Sultan, attaqué par les Russes, avait fait appel aux Puissances Occidentales, mais les ministres anglais ne voulurent pas s'engager dans l'aventure d'une médiation, sans être assurés que leur initiative ne mécontenterait ni la Tzarine, ni l'Empereur. Leur pusillanimité produisit une impression d'autant plus fâcheuse, qu'à Constantinople leur représentant avait montré peu de prudence, et qu'il s'était fait fort de tirer la Porte de ce mauvais pas (3).

La politique française ne connut pas de telles hési-

(1) Boyé, *op. cit.*, pp. 185-6 et 270. — Cf. la correspondance de Finch et d'Harrington, mai à août 1735, R. O., St. Pap. Dom., Regencies, 15 et 16.

(2) Cf. les lettres échangées entre H. et R. Walpole, juin à août 1736, dans Coxe, *R. W.*, t. III, pp. 323-351.

(3) Cf. les lettres d'H. Walpole, Newcastle, et Fawkener, ambassadeur en Turquie, de juin à sept., 1736, R. O., St. Pap. Dom., Regencies, 18. — H. Walpole à Newcastle, 26 août, B. M., 32.792, f. 85 ; Newcastle à H. Walpole, 27 août, *id.*, f. 93 ; R. Walpole à H. Walpole, 31 août, Coxe, *R. W.*, t. III, p. 356.

tations. Sa fermeté et l'adresse de notre ambassadeur Villeneuve décidèrent les Turcs à nous confier la médiation. Loin de nous en tenir rancune, l'Empereur, après avoir inutilement essayé de réduire la Porte par un coup de surprise, s'en remit au Cardinal du soin de défendre ses intérêts. En vain la Tzarine, pour échapper à notre emprise, tourna-t-elle ses regards vers les Puissances Maritimes ; la France, par une heureuse audace, offrit d'attacher à la paix sa propre garantie et décida les Russes à charger Villeneuve de traiter aussi en leur nom (1).

La guerre turque avait d'autre part ébranlé l'influence que le parti russe exerçait à la Cour de Suède. La France sut encore ici discerner le moment propice ; et l'envoi de Saint Séverin à Stockholm, l'activité corruptrice qu'il y déploya pour gagner la Diète, amenèrent en 1738 la chute du comte Horn et la conclusion d'une alliance avec nous (2). Cependant Chavigny n'avait point tardé à soulever les Danois contre ses ennemis anglais (3). En 1739 le Danemark se laissait encore entraîner à signer un nouveau traité de subside avec l'Angleterre. Mais, déjà, il était à demi gagné à notre cause ; il promettait de s'y rallier dans un avenir prochain, et ses dispositions semblaient si peu sûres que le Gouvernement britannique renonçait à lui remettre les versements promis (4). Nos succès dans les Cours du Nord allaient

(1) Mémoire sur les affaires générales, 30 mai 1738, A. E., Mém. et Doc., France, 504, f. 182. — Waldegrave à Newcastle, 22 janv. et 6 mai, R. O., France, 217, f. 23, et 240.

(2) Instructions du comte de Saint-Séverin, 3 sept. 1737, dans A. Geffroy, *Recueil des Instructions... Suède*, p. 338. — Wenck *Codex juris gentium...* t. II, p. 1.

(3) Instructions de Chavigny, 31 mai 1737, dans A. Geffroy, *Recueil des Instructions... Danemark*, p. 145.

(4) Waldegrave à Newcastle, 3 janv. et 15 mars 1739, B. M., 32.799, f. 354, et 32.800, f. 183 ; 29 janv. et 19 fév. 1740, B. M., 32.802, ff. 14 et 40. — Cte de Stolberg au Roi de Danemark, 9 janv. 1740, *Weston mss.*, p. 435.

se compléter enfin par la conclusion d'une alliance prussienne ; mais sur ce point le Cardinal ne semblait pas pressé d'aboutir, et son grand âge ne le décidait pas à brusquer le dénouement.

Entre temps les traités de Belgrade et de Constantinople établissaient en Orient la paix dictée par la France. Il semble que les deux Empires vaincus auraient dû se rapprocher des Anglais, mais ni la Tzarine, ni l'Empereur ne le firent ; et, tandis qu'en Russie le Gouvernement de Munich faisait à la France des avances suggestives, la Cour Impériale parut avant tout désireuse de conserver les bonnes grâces du Cardinal.

En novembre 1738 celui-ci s'était jugé en situation de se passer du consentement de la Reine d'Espagne, pour conclure enfin avec l'Empereur la paix qui marquait officiellement la fin de la guerre de Pologne, et, dans les mois suivants, il avait reçu en effet les accessions de la Sardaigne, de don Carlos et de l'Espagne elle-même au nouveau Traité (1). Ainsi semblait-il être parvenu à ses fins, fondant la pacification de l'Europe sur l'union des Cours de Vienne et de Versailles. « Depuis la paix de Vienne la France était l'arbitre de l'Europe » (2). Si, en France, les amis de Chauvelin reprochaient encore à Fleury sa docilité à l'égard de l'Empereur, Frédéric II admirait au contraire l'œuvre de ce « grand praticien sur le théâtre du monde » (3), et les Anglais, découvrant la situation qu'il avait acquise en Europe, s'effrayaient de leur isolement.

(1) Traité de Vienne du 18 nov. 1738. — Cf. Wenck *Codex juris gentium*, t. I, p. 88. — Boyé, *op. cit.*, p. 431, et Baudrillart, *op. cit.* t. IV, pp. 510-19.

(2) Frédéric II. *Histoire de mon temps* (éd. Boutarie), p. 24.

(3) *Instructions... Prusse*, p. LXXXIII. — Cf. aussi dans les *Considération sur l'état présent du corps politique de l'Europe* (*Œuvres complètes*, éd. 1846, t. VIII), p. 8, le jugement de Frédéric II sur Fleury, et, p. 16-18, le tableau qu'il trace des résultats de sa politique.

CHAPITRE IV

LES ORIGINES DE LA GUERRE D'ESPAGNE 1737-1739

Introduction.

Tandis que Fleury préparait ainsi la pacification de l'Europe sous l'égide de la France, le conflit qui mettait depuis longtemps aux prises les Anglais et les Espagnols dans le Nouveau Continent, menaçait d'engendrer une guerre entre ces deux pays. L'Angleterre se trouvait de plus en plus absorbée par ce péril grandissant.

A la fin de l'année 1737, les plaintes endémiques des marchands anglais victimes des corsaires espagnols prenaient brusquement une ampleur et une violence inaccoutumées ; le public s'enflammait à leur appel, et le gouvernement se trouvait menacé par un mouvement d'opinion aussi profond, aussi passionné que celui qui, cinq années plus tôt, l'avait contraint à laisser tomber ses projets de réforme financière. Cette fois encore Walpole devait dénoncer le caractère factice d'une agitation suscitée par des politiciens ambitieux, abritant leurs vues intéressées sous le beau nom de « patriotes ». Et il est hors de doute que ce ne fut point le souci de l'intérêt public qui dicta la conduite de l'opposition parlementaire. En excitant la fierté nationale des Anglais contre l'étranger, elle poursuivait le même but égoïste qu'en faisant appel autrefois à leur amour pour la

liberté contre une menace de tyrannie. Dans les deux cas il ne s'agissait pour elle que de provoquer la chute d'un ministre trop longtemps attaché au pouvoir.

Encore fallait-il que ce ministre lui eût procuré une occasion propice de réussir ; et l'on ne voit point ici, dans les discussions qui se poursuivaient depuis vingt années entre Londres et Madrid, se produire en 1737 une recrudescence assez brusque, assez grave pour expliquer son succès. On ne peut le comprendre qu'en se rappelant combien les derniers événements avaient affaibli la situation et l'autorité de Walpole.

Depuis l'échec de son projet d'accise il se sentait environné d'une impopularité grandissante, et, bien qu'il se fût interdit de le reprendre, il n'en traînait pas moins cet héritage compromettant. Son règne d'ailleurs ne semblait plus devoir procurer au pays de nouveaux avantages. Son programme dans ses articles politiques était épuisé ; la dynastie avait eu le temps de s'établir, et les whigs dominaient le Parlement. En restant au pouvoir Walpole ne pouvait qu'affaiblir la dynastie compromise par son impopularité, mettre en danger le régime parlementaire s'il enracinait au profit de la Couronne son système de corruption, briser enfin son propre parti dont une fraction devait s'allier aux tories pour le combattre. Quant à ses réformes économiques, celle de l'accise était enterrée pour longtemps, et Walpole travaillait lui-même à détruire celle du fonds d'amortissement, auquel il faisait maintenant, chaque année, de nouveaux emprunts.

Si le Parlement continuait à suivre ses directions, le public montrait par contre des signes manifestes de nervosité. L'année 1736 avait vu l'explosion d'une série d'incidents tumultueux, dont l'émeute suscitée par l'interdiction du gin avait été la plus grave (1).

(1) Les mémoires d'Hervey sont la principale source pour cette période. — On trouvera un bon récit de ces troubles dans Wilkins, *Caroline the Illustrious*, t. II, pp. 304 et suiv. — Yorke, *op. cit.*, t. I, pp. 131 et suiv.

Aussi avait-il refusé d'accueillir les demandes des dissidents, qui, après l'avoir longtemps soutenu, réclamaient pour leur récompense l'abolition de l'acte du Test. Ce n'était point le moment d'allumer dans le pays la flamme des passions religieuses ; mais c'est à contre cœur qu'il avait dû prendre la parole au Parlement pour faire rejeter cette réforme, et mécontenter par là une classe très influente de ses électeurs (1).

Les troubles d'Edimbourg, au cours desquels le capitaine Porteous fut mis à mort par la populace, rendirent encore plus difficile la position du Cabinet. L'Écosse envoyait à Westminster un fort contingent de députés ministériels, et, dans les dernières élections l'opposition n'avait rien négligé pour la conquérir. Les manœuvres par lesquelles Walpole y avait maintenu son emprise avaient déjà fait scandale (2), et, après la mort de Porteous, les sanctions humiliantes que le Parlement dût prendre contre la ville d'Edimbourg, contribuèrent à lui aliéner le vote des Écossais (3).

Mais l'année 1737 réservait au ministre des surprises plus pénibles encore. Il voyait alors éclater la brouille depuis longtemps menaçante entre le Roi et le Prince de Galles. On a quelque peine à s'expliquer la haine d'une implacable violence qui les animait, et que la Reine éprouvait aussi (4) ; mais, parmi les motifs de leur querelle, l'avarice du Roi figure en bonne place. Il refusait de donner au

(1) Morley, *op. cit.*, p. 186.

(2) Voir dans les *Marchmont Papers*, t. II, pp. 91 et suiv., combien cette question avait préoccupé les opposants.

(3) Porteous avait fait tirer sur la foule ameutée par l'exécution d'un contrebandier et avait été condamné à mort. Mais, le peuple, apprenant qu'il avait été grâcié, força les portes de la prison, s'empara de Porteous et le pendit. Voir Wilkins, *op. cit.*, t. II, pp. 306 et suiv. — Morley, *op. cit.*, pp. 188-191. — Newcastle à Waldegrave, 4 oct. 1736, R. O., France, 213, f. 66.

(4) Voir les réflexions de Rosebery, *Chatham, his early life and connexions*, p. 182.

Prince plus de la moitié de la pension que le Parlement, en votant la liste civile, lui destinait. Au début de 1737, le Prince, dont le mariage avait augmenté les charges (1), perdit patience et chargea les opposants de présenter au Parlement une adresse, priant le Roi d'accorder à son fils un établissement de cent mille livres. Walpole eut l'ingrate mission d'en demander le rejet et il sortit vainqueur de ce pas dangereux. Mais l'initiative du Prince faisait craindre qu'il ne prît désormais la tête de l'opposition, et le ministre devait prévoir la défection de tous ceux qui ne désiraient pas encourir la disgrâce du Maître de demain (2).

Le Prince, il est vrai, n'était pas grand politique, et il donna bientôt sa mesure en s'embarquant dans la plus sotte aventure. Comme il séjournait à Hampton Court, où devait avoir lieu la naissance de son premier enfant, Frédéric s'en évada, emmenant la malheureuse Princesse à St James, pour que l'enfant naquît loin de parents détestés. Leur colère, se donna libre cours, et le Roi, chassant son fils de ses palais, défendit à tous ceux qui continueraient à lui faire leur cour, de paraître en sa présence. La nouvelle demeure du Prince, à Leicester square, devint dès lors le centre de tous les opposants, et Walpole vit toute l'influence de l'héritier de la Couronne employée à ruiner son gouvernement (3).

Déjà, depuis les dernières élections, le Parlement comptait un petit groupe de nouveaux venus, connus sous le nom de « jeunes patriotes », qui s'étaient placés sous la protection du Prince. De leur nombre était William Pitt, qu'un discours audacieux avait

(1) Le Prince avait épousé en 1735 une princesse de Saxe-Gotha.

(2) Le Prince avait suivi les conseils de Bolingbroke. Walpole dit à propos de ce débat : « If ever any man in any case fought dagger out of heath, I did so in the House of Commons that day. » Voir Von Ruville, *William Pitt earl of Chatham*, t. I, p. 129. — Morley, *op. cit.*, pp. 195-6.

(3) Yorke, *op. cit.*, t. I, p. 169.

fait rayer de l'armée, et auquel Frédéric avait alors offert une place dans sa Maison. Son éloquence dramatique et celle, plus nuancée, de son ami Lyttleton commençaient à faire impression sur les Communes (1).

Mais on ne devait pas attendre seulement du Prince de Galles qu'il patronnât les efforts de quelques débutants. Ne pouvait-il pas rallier autour de lui tous les opposants et former entre eux cette coalition que Bolingbroke réclamait. Dès 1738, décrivant les *Devoirs d'un Roi Patriote*, celui-ci indiquait qu'il espérait trouver ainsi sa revanche (2).

Un coup plus dur encore que les précédents devait à la fin de cette année atteindre le ministère de Walpole. A l'automne la Reine, après quelques jours de maladie, succombait brusquement. Sa mort enlevait au ministre l'alliée dont l'aide intelligente avait depuis dix ans assuré sa fortune ; elle lui donnait à cette heure un suprême témoignage d'estime, en osant dire au Roi qu'elle le confiait à son fidèle serviteur. Mais Walpole pouvait-il à son tour être certain de conserver la confiance de son Maître? Dans le dialogue étrange qui s'échangeait près du lit de la Reine mourante, Georges II, en guise de consolation, ne trouvait à répondre que ces mots : « J'aurai des maîtresses ! » (3).

(1) Von Ruville, *op. cit.*, t. I, pp. 119 et suiv. — B. Williams, *Life of W. Pitt*, t. I, pp. 66 et suiv. — Ce groupe était également protégé par Lord Cobham, qui avait perdu sa place en 1733.

(2) *The Idea of a Patriot King*, — Bolingbroke ne le publia qu'en 1749 ; mais l'ouvrage était écrit et avait été répandu dans les milieux opposants dès 1738. Il fut traduit en 1750 sous le titre de : « *Des devoirs d'un Roi patriote* ».

(3) Morley, *op. cit.*, p. 199. — Les inquiétudes de Walpole s'expriment dans les lettres qu'il écrivit de Houghton, où il séjournait lorsque la Reine tomba malade. R. Walpole à Newcastle, 21 nov., et à Devonshire, 7 décembre, B. M., 32.690, ff. 421 et 445. — Sur les sentiments des amis du Prince de Galles à ce moment, voir *Marchmont Papers*, t. II, p. 90, et les lettres de *Chesterfield* à Lyttelton (éd. Mahon, t. V, pp. 426-434).

Les adversaires de Walpole se trouvaient dès lors encouragés à reprendre l'offensive. Ils ne pouvaient cependant découvrir un bon terrain d'attaque dans le domaine de la politique intérieure, où ils en étaient toujours réduits à dénoncer la conduite autoritaire, mais entièrement négative du ministre, sa corruption et son insouciance à poursuivre la réduction de la dette nationale (1). Mais la série d'échecs que la diplomatie britannique avait subis depuis deux ans, l'effacement grandissant de l'Angleterre en Europe incitaient les opposants, qui revendiquaient le nom de « patriotes », à engager une campagne ardente contre la politique pacifique de Walpole. C'est pour cette raison que les plaintes des marchands anglais se répercutèrent tout à coup en échos retentissants ; et c'est désormais sur le terrain de la politique extérieure qu'allaient se livrer les dernières batailles parlementaires.

I

Les points de conflit (2).

Par le traité signé à Utrecht, le 13 juillet 1713, S. M. C. accordait aux Anglais des avantages commerciaux sur lesquels ils avaient tout d'abord fondé de grands espoirs ; c'étaient, d'une part, la traite des nègres ou « assiento », de l'autre, le droit d'envoyer chaque année un vaisseau dit « de permission » trafiquer dans les ports espagnols d'Amérique. La Compagnie de la Mer du Sud, *South Sea Co*, qui

(1) Walpole avait fait, cette même année, rejeter un projet présenté par Sir John Barnard pour réduire l'intérêt de la dette. Voir Coxe *R. W.*, t. I, pp. 497 et suiv.

(2) Consulter G.-B., Hertz *British Imperialism in the XVIII th, century*, 1908, Chap. I : *The war fever of* 1739. — H.-V. Temperley, *The causes of the war of Jenkin's ear*, dans les *Royal Hist. Soc. Transactions*, 1909.

avait reçu le monopole de ces deux privilèges, avait bénéficié dans les premières années d'un engouement extraordinaire, bientôt suivi d'un krach mémorable. Mais la crise s'expliquait aisément par l'imprudence de ses directeurs, qui avaient eu l'audace de reprendre à leur charge la plus lourde partie des dettes de l'État. Remise en selle et allégée de ce fardeau par Walpole, elle semblait devoir réussir. Depuis lors néanmoins ses affaires étaient restées languissantes.

C'est l'Espagne qu'elle rendait responsable de son échec. Les griefs qu'elle faisait valoir contre la Cour de Madrid étaient nombreux. En 1718 et en 1727 de courtes périodes d'hostilités survenant entre les deux pays avaient interrompu les opérations commerciales ; à chaque fois S. M. C. s'était hâtée de confisquer les biens de la Cie, qui en réclamait en vain le remboursement. Les pertes subies de ce fait, bien que difficiles à évaluer, étaient à coup sûr considérables (1).

En temps de paix aussi les deux privilèges concédés par l'Espagne n'avaient pas été rémunérateurs. Pour l'assiento, la *South Sea Co* avait conclu avec la *Royal African Co* une entente qui semblait devoir être avantageuse. Elle devait par ses soins obtenir sur la côte d'Afrique des esclaves à un prix modéré, qui lui permettrait de faire ensuite un bénéfice important en les revendant aux Espagnols ; mais elle n'avait jamais réussi à se procurer ainsi que la moitié du nombre d'esclaves qu'elle s'était engagée à fournir, et, comme le droit qu'elle payait au Roi d'Espagne était calculé sur ce nombre, il absorbait tous ses bénéfices. Elle en était donc venue à considérer l'assiento comme une charge (2).

(1) *Political State of G. B.*, mars 1739, p. 214. — *Observations on the Present Convention with Spain*, 1739.

(2) Le Roi d'Espagne avait en outre augmenté, en 1726, d'un cinquième la valeur de la piastre ; il prétendait être payé par la Cie en

C'est dans le vaisseau de permission qu'elle avait mis tous ses espoirs. Mais la mauvaise volonté évidente de l'Espagne lui causait presque chaque année de nouvelles déceptions ; don Thomas Geraldino qui, avant de prendre à Londres la succession de Montijo, y représentait déjà les intérêts de S. M. C. auprès de la Cie, soulevait à chaque instant de nouvelles difficultés. Le vaisseau ne pouvait partir sans qu'il lui eût délivré une autorisation spéciale, après s'être assuré qu'il ne dépassait pas les dimensions prescrites ; il lui était donc facile d'en retarder le départ à sa guise. En 1730 il avait argumenté si longtemps, que le « Prince Guillaume » n'avait pu arriver en Amérique qu'après la fermeture de la foire de Porto-Bello, et s'était vu contraint d'écouler sa cargaison à bas prix (1). En 1735, Geraldino avait émis une autre prétention, exigeant que la cargaison soit uniquement composée de marchandises anglaises ; Patino avait ensuite désavoué son initiative, mais il était alors trop tard pour que le vaisseau partît cette année (2).

Il semble qu'en une seule occasion la Compagnie soit parvenue à faire des profits sérieux ; en 1732, le voyage du « Royal Caroline » lui avait rapporté d'importants bénéfices. Mais cette bonne fortune avait été l'origine d'un nouveau conflit. Le Roi d'Espagne s'était empressé de réclamer sa part, qui était fixée par le traité au quart et à 5 % sur le reste, mais les Anglais n'avaient eu garde d'y consentir.

monnaie forte, ce qui devait provoquer une interminable discussion. Cf. en particulier : Montijo à la *South Sea C°*, 18 sept. 1733, et réponse, 23 sept., B. M., 32.782, f. 381 et 385. — La *South Sea C°* à Newcastle, 6 oct. 1733, B. M., 32.783, f. 30. — Keene à la *South Sea C°*, 28 fév. et 3 avril 1735, B. M., 32.787, f. 18 et 98. — Newcastle à Keene, 7 mars, *id.*, f. 64.

(1) Lettres échangées entre J. Eyles, gouverneur de la Cie, et Newcastle, juillet 1730 et sept. 1731, R. O., State Papers Dom., Geo. II, 19, f. 108 ; 20, f. 16 et 33 ; 21, f. 70 ; 23, f. 50 ; et 24, f. 1.

(2) Hopkins, gouverneur de la Cie, à Newcastle, 17 mai et 13 déc. 1735, R. O., St., Pap. Dom., Geo II, 37.

A leur dire le traité ne les obligeait à faire ce versement que tous les cinq ans, et, s'il assurait au Roi d'Espagne une part des profits, il mettait par contre à sa charge une part des pertes ; ayant de bonnes raisons de douter que le bilan des années suivantes soit aussi avantageux, ils refusaient absolument tout paiement anticipé. De là une nouvelle source de discussions aigres-douces (1).

En 1735 la Compagnie paraissait à bout de patience. Tandis qu'elle dressait un mémoire récapitulant tous ses griefs, elle se montrait prête, d'autre part, à abandonner tous ses privilèges, si l'Espagne lui accordait en échange un droit de 2 % sur les gallions. Mais le gouvernement britannique n'était nullement disposé à autoriser une renonciation contraire à l'inrêt national (2).

En effet, un commerce privé très considérable s'était développé en fraude à l'abri de ces privilèges ; l'Angleterre y attachait désormais plus d'importance qu'à celui de la Compagnie elle-même, et la concurrence que lui faisaient les marchands anglais était peut-être plus ruineuse encore pour la Compagnie que les vexations des Espagnols. Ils inondaient le marché, vendant leurs produits beaucoup moins cher que l'Espagne, mais aussi 50 % meilleur marché que la Compagnie.

Les agents de la *South Sea Co* ne résistaient pas eux-mêmes à la tentation de faire du commerce pour leur propre compte. Le capitaine du « Royal Caroline », qui avait fait des opérations si fructueuses pour la Compagnie, n'avait pas en même temps négligé ses propres intérêts ; et les plaintes de l'Espagne obligèrent la Compagnie à se passer de ses ser-

(1) Newcastle à Hopkins, 3 nov. 1735, et Hopkins à Newcastle, 15 déc., R. O., St. Pap. Dom., Geo. II, 36 et 37.

(2) Assemblée générale de la Cie le 27 avril 1735, dans *Pol. St. of. G. B.*, mai et juin 1735. Mémoire du 26 mai, B. M., 32.787, f. 288.

vices (1). L'agent de la Havane était à son tour surpris par les Espagnols, au moment où il cherchait à embarquer des marchandises de contrebande sur deux vaisseaux, qui furent aussitôt saisis (2).

A Panama, de longues caravanes transportaient des produits anglais à travers l'isthme, et l'on n'est pas surpris de voir les Espagnols en expulser l'agent de la Compagnie dans les quinze jours (3).

Tout un commerce illicite avait été établi par les Anglais de la Jamaïque dans la baie de Campèche, pour exploiter le bois de ce nom ; les Espagnols avaient fait incendier en 1732 tous les établissements des Anglais, sans réussir à leur faire lâcher prise. L'Angleterre avouait elle-même qu'elle était dans son tort, mais jugeait préférable de fermer les yeux sur les entreprises de ses nationaux (4).

Si l'on comprend le mécontentement de la *South Sea Co*, celui de la Cour d'Espagne ne paraît donc pas moins justifié. Elle ne s'était pas d'ailleurs contentée de protestations platoniques ; elle avait riposté en engageant ses marchands à fréter des gardes-côtes, en les autorisant à poursuivre et à arrêter en son nom les vaisseaux anglais. A partir de 1727 un nombre important de saisies avaient été de ce fait opérées, et le gouvernement anglais s'en plaignait à maintes reprises à la Cour de Madrid.

Ce n'était point cependant le principe même du droit de visite que le Cabinet britannique contestait, mais seulement la manière dont il était appliqué. Il fon-

(1) Hopkins à Newcastle, 4 fév. 1735, R. O., St. Pap. Dom., Geo. II, 34. — Newcastle à Keene, 7 mars, B. M., 32.787, f. 64.

(2) La *South Sea Co* à Newcastle, 8 mars 1735, R. O., St. Pap. Dom., Geo. II, 34.

(3) La *South Sea Co* à Newcastle, 27 mars 1731, R. O., *id.* 26.

(4) *Pol. St. of G. B.*, juillet 1732, p. 18. — Couraud à Keene, 8 mai 1739, B. M., 32.800, f. 421, avoue qu'il ne peut trouver dans les dépêches de Godolphin la justification des prétentions anglaises ; en effet Godolphin (à lord Arlington, 20 mai 1672), reconnaissait que les Anglais étalent dans leur tort (*Weston mss*, p. 200).

dait ses réclamations sur les traités de 1667 et 1670 ; le second, à vrai dire, ne concernait pas les mers d'Amérique ; H. Walpole, Keene et même le juriste Hardwicke blâmaient Newcastle de s'obstiner à invoquer ce texte en sa faveur (1).

Le premier prêtait d'autre part à de grosses difficultés d'interprétation. L'Espagne n'était autorisée qu'à arrêter les vaisseaux anglais naviguant « vers les ports espagnols », mais elle en profitait pour s'emparer de tous ceux qui passaient à portée de ses côtes. Les marchands anglais objectaient qu'en se rendant à la Jamaïque, ils étaient contraints, à l'aller, de côtoyer l'île de St. Domingue ; au retour, s'ils passaient par le golfe de Floride, la côte dangereuse de la Floride les obligeait à se rapprocher de Cuba, et, s'ils choisissaient la route du « détroit sous le vent », ils ne pouvaient éviter de petits ilôts inhabités, où les corsaires ennemis les guettaient au passage (2).

Il n'était pas moins délicat de définir ce qu'il fallait entendre par marchandises de contrebande. Les Espagnols avaient coutume de saisir tout navire portant à son bord du bois de Campèche, du cacao ou des piastres ; celles-ci étaient pourtant la monnaie courante en ces parages, et ces deux produits provenaient quelquefois des îles anglaises, spécialement de la Jamaïque ; l'Angleterre soutenait enfin

(1) Coxe, *R. W.*, t. I, p. 560. Cf. Dumont, *Corps diplomatique* t. VII, part. I, p. 27 et 137.

(2) Newcastle à Keene, 28 mars 1738, B. M., 32.797, f. 181. — *Pol. St. of G. B.*, fév. 1739, p. 155. — Citons quelques exemples : « la Sarah » saisie dans le golfe de Floride ; le « Prince William » saisi dans le passage sous le vent (Keene à Newcastle, 2 et 23 mars 1739, B. M., 32.800, f. 130 et 185) ; le « Success » saisi au large de Porto-Rico (la *South Sea Co* à Newcastle, 27 juillet 1738, R. O., St. Pap. Dom., Geo. II, 45). — L'Espagne refusait en outre d'appliquer en Amérique la clause du traité de 1670 autorisant un navire, en cas de force majeure, à se réfugier dans ses ports ; en 1737 le « Neptune » était saisi pour cette raison (la *South Sea Co* à Newcastle, 17 oct. 1738, R. O., St. Pap. Dom., Geo. II, 45).

qu'on devait seulement confisquer les marchandises incriminées, non le navire lui-même (1).

Il était en outre presque impossible aux marchands anglais d'établir leur innocence et la procédure espagnole était bien faite pour scandaliser les juristes britanniques. On commençait par saisir tous les papiers du bord, enlevant ainsi au capitaine du bateau tout moyen de se défendre ; il n'était d'ailleurs pas admis au procès, mais représenté par un avocat choisi par le Gouverneur, et, dans les appels portés devant le Conseil des Indes, on n'admettait la production d'aucun nouveau témoignage (2).

Mais la réforme la plus urgente consistait à exiger une caution raisonnable des marchands espagnols qui voudraient entreprendre la chasse des contrebandiers. C'étaient, au dire des anglais, les commerçants dont les affaires étaient en mauvaise posture qui s'employaient surtout à ces opérations de police, où ils escomptaient un coup heureux qui les remettraient à flot (3).

Lors du traité de Vienne de 1731, les Anglais avaient espéré obtenir les satisfactions nécessaires ; S. M. C. devait se montrer complaisante pour l'Angleterre, qui, à ce moment, lui permettait d'établir don Carlos en Italie (4). Une pétition, présentée le 16 mars par les marchands de Bristol et de Liverpool, décidait le Parlement à voter une adresse réclamant des mesures énergiques. Keene déclarait donc à S. M. C. que l'amitié du Roi de G. B. dépendait des ordres donnés pour lui procurer une prompte et complète

(1) Newcastle à Keene, 15 nov. 1737, B. M., 32.796, f. 85 et 94. — *Pol. St. of G. B.*, fév. 1739, p. 155.

(2) Newcastle à Keene, 28 mars 1738, B. M., 32.797, f. 181.

(3) *Pol. St. of G. B.*, fév. 1739, p. 143.

(4) Voir : *A Review of all that has passed between the Courts of G. B. and Spain relating to our trade and navigation from the year* 1721 *to the present Convention*, 1739 (par Pulteney). — *A State of the Rise and Progress of our disputes with Spain*, 1739 (par Lord Polwarth?).

satisfaction (1). Le Roi d'Espagne consentit à conclure, le 8 février 1732, une convention obligeant ses gardes-côtes à déposer une caution entre les mains de ses gouverneurs ; il leur recommandait de ne pas molester les Anglais qui se tiendraient à une distance convenable des côtes, et s'engageait à restituer les biens confiqués à la *South Sea Co.* D'autre part le traité de Séville prévoyait la réunion en Espagne de commissaires, qui devraient, dans un délai de trois ans, conclure un accord liquidant toutes les contestations du passé (2).

Mais les promesses du Roi d'Espagne restèrent lettre morte. La caution établie se trouva être tout à fait insuffisante, et les saisies loin de diminuer parurent se multiplier l'année suivante (3). Quant aux commissaires, qui auraient dû se réunir après le traité de Séville, le ministère, en février 1733, était obligé d'avouer au Parlement qu'ils n'avaient commencé leurs travaux qu'après la conclusion de la convention de 1732 ; le délai de trois années prévu ne commençait donc à courir qu'à partir de ce moment. Mais, lorsqu'il fut expiré, les commissaires anglais en furent réduits à constater leur échec et à demander que de nouveaux pourparlers soient engagés à Londres, où ils espéraient mieux réussir (4).

Ainsi les revendications des Anglais n'avaient pas fait le moindre progrès ; bien au contraire, une nouvelle cause de conflit était venue s'ajouter à toutes celles qui aigrissaient les rapports entre les deux Cours.

Il n'entre pas dans notre sujet de raconter les

(1) *Parl. Hist.*, t. VIII, p. 859. — Newcastle à Keene, 11 oct. 1731, B. M., 32.774, f. 359 ; 20 déc., 32.775, f. 310 ; 17 janv. 1732, 32.776, f. 14.

(2) Newcastle à Keene, 27 mars, B. M., 32.776, f. 267 ; 23 oct., 32.778, f. 282. — Newcastle à J. Eyles, 6 mars, R. O., St. Pap. Dom., Geo II, 26, f. 45.

(3) Newcastle à Keene, 21 janv. et 13 mars 1733, B. M., 32.780, f. 81 et 108 ; 5 oct., 32.782, f. 258.

(4) *Parl. Hist.*, t. VIII, p. 1190. — Newcastle à Keene, 7 mars 1735, B. M., 32.787, f. 7.

débuts de la colonie anglaise de Géorgie, fondée par une charte royale du 9 juin 1732 (1). Nous n'avons à nous occuper que de leur répercussion sur les rapports anglo-espagnols. La Cour de Madrid soutenait que la nouvelle colonie empiétait sur son territoire, et les colons de Floride ripostaient en venant s'établir au nord de la rivière St. Mathieu, d'où ils essayaient de fomenter une révolte chez les esclaves de la Caroline (3). Au début de 1737 l'Angleterre surveillait avec inquiétude les préparatifs d'une expédition qui se faisaient à la Havane. Au mois d'août, Geraldino remettait un mémoire, avertissant le Cabinet britannique : « que S. M. C. ne pourrait désavouer les mesures que ses gouverneurs pourraient entreprendre, afin de reconquérir les territoires qui avaient été saisis en violation des traités » (4).

Dans l'été de cette année, la question espagnole donne alors lieu à de très vives discussions entre les ministres anglais. Pour la première fois apparaît entre eux une sérieuse divergence de vues. Newcastle, qui commence à séparer sa fortune de celle de Walpole et qui, on le verra, prête l'oreille aux avances de Carteret, se prononce pour une attitude énergique; il ne veut pas supporter plus longtemps les agissements de l'Espagne. R. Walpole est au contraire résolument pacifique, et cherche à employer l'influence dont le nouveau chancelier dispose pour calmer l'impatience du secrétaire d'État (5).

(1) Signalons que le second volume du *Journal* de lord Percival, comte d'Egmont (1923), apporte de nombreuses informations sur ce sujet.

(2) Oglethorpe à Newcastle, 13 avril 1738, B. M., 32.797, f. 292, expose l'ensemble de la question.

(3) Newcastle à Keene, 4 avril, et Keene à Newcastle, 22 avril, B. M.,32.794, f. 242 et 337. — Newcastle à Keene, 16 mai et 4 juillet, 32.795, f. 22 et 131.

(4) Geraldino à Newcastle, 8 août 1737, B. M., 32.795, f. 311.

(5) Hardwicke à Newcastle, 27 juin, B. M., 32.690, f. 299 (Cf. Yorke, *Life of Chancellor Hardwicke*, t. I. p. 216), 2 sept. et 23 oct. f. 346 et 394.

Des trois questions qui sont alors en jeu : les griefs de la *South Sea Co*, les frontières de la Géorgie, les plaintes des marchands, R. Walpole réussit à orienter les deux premières vers une solution pacifique.

Son influence avait toujours été grande sur la *South Sea Co* ; c'est par elle sûrement qu'un accord parvint à s'établir entre la Compagnie et Geraldino. Si S. M. C. s'engage à remettre régulièrement la cédule annuelle autorisant le départ du vaisseau de permission, et à porter son tonnage de 500 à 650 tonnes, la Compagnie accepte de payer la part qui revient au Roi sur la vente des nègres en monnaie forte, et à faire, sans délai, un premier versement (1). Newcastle, à contre cœur, dût prescrire à Keene de présenter cette convention à la ratification de la Cour de Madrid (2).

Quand survient d'autre part le mémoire menaçant de Geraldino au sujet de la Géorgie, R. Walpole s'en montre très contrarié. Malgré ses efforts Newcastle fait décider l'envoi d'un régiment dans la colonie (3) ; néanmoins, après de longues discussions, Walpole obtient que la réponse remise au ministre espagnol soit encore très conciliante. L'Angleterre explique que l'envoi de troupes est une simple mesure de précaution nécessitée par les préparatifs de La Havane ; elle ne peut se dispenser d'observer que le traité de 1670 ne contient rien qui justifie la thèse espagnole, mais elle propose de remettre à des commissaires le soin de trancher le débat, et se

(1) Pétition de la *South Sea Co* au Roi de G. B. lui soumettant cet accord, 11 juillet, B. M., 32.795, f. 335. — Note de Bussy : « Sur l'accord fait dernièrement par l'Espagne touchant le vaisseau annuel de permission », A. E. Corr. Angl., 395, f. 148.

(2) Newcastle à la *South Sea Co*, 9 août et à Keene, 23 sept. B. M., 32.795, f. 324 et 339. On voit qu'il attendit plus d'un mois pour envoyer ses ordres.

(3) *Journal de lord Percival*, t. II, p. 429-433. Au dire d'Oglethorpe, R. Walpole fut « terrifié » par ce mémoire et s'opposa à l'envoi d'un régiment, mais le Roi donna raison à Newcastle qui le demandait.

déclare encore prête à accueillir toute autre procédure amicale (1). Mais à ce moment les plaintes des marchands anglais se transformèrent brusquement en clameurs passionnées.

II

Newcastle et la campagne en faveur de la guerre.

A la fin d'octobre, les marchands intéressés dans le commerce des colonies anglaises d'Amérique apportaient au duc de Newcastle une pétition résumant tous leurs griefs. Ne l'ayant pas trouvé à son ministère, ils refusèrent de la remettre à R. Walpole et demandèrent une audience au Roi ; elle ne leur fut accordée que de mauvaise grâce et à condition qu'ils ne prononceraient aucun discours. En recevant leur pétition Georges II ne leur adressa pas la parole, mais affecta de parler chasse avec R. Walpole, qui, l'air très bourru, se tenait à ses côtés (2). Le 27, le Cabinet se réunissait chez Newcastle, où les marchands durant trois heures lui exposaient leurs griefs. Leur irritation était très vive, et, devant l'accueil de Walpole, ils annonçaient qu'ils présenteraient leur pétition à l'ouverture du Parlement (3).

La campagne d'opinion qui commençait ainsi, avait son origine dans les deux principaux centres commerciaux de l'époque, à Londres et à Bristol ; toujours opposée au gouvernement de Walpole, la Cité en prenait aussitôt la direction : « On n'y entendait

(1) Newcastle à Geraldino, 13 sept., et à Keene, 23 sept., B., M., 32.795, f. 315 et 303.

(2) Pétition du 26 oct., B. M., 32.796, f. 85 ; elle était occasionnée par la capture nouvelle de quatre vaisseaux. — Cambis à Amelot, 28 et 31 oct., A. E., Corr. Angl., 395, f. 299 et 310.

(3) Observations présentées par les marchands devant les Lords du Conseil, B. M., 32796, f. 100. — *Journal de lord Percival*, t. II, p. 440 et 442.

parler que de guerre et d'envoyer des flottes ». En novembre « un grand cri retentissait dans la Cité contre les Espagnols » (1).

Les adversaires de Walpole trouvaient ainsi un excellent terrain de ralliement contre leur ennemi, d'autant plus qu'ils comptaient sur l'appui de Newcastle qui, sur ce point, partageait leurs sentiments (2). C'est par son département que passait toute la correspondance avec l'Espagne ; il devait en profiter pour conduire en quelques mois le pays au seuil de la guerre.

Le 15 novembre Newcastle envoyait à Keene la pétition des marchands anglais, avec toutes les pièces qui appuyaient leurs revendications. Keene devait remettre au Roi d'Espagne, lui-même, un mémoire qui se terminait par une conclusion menaçante : « Si, disait-il, contre toute attente, ces instances fondées sur la Justice et les Traités n'avaient pas l'effet désiré, le Roi se trouvera dans la nécessité de procurer à ses sujets les satisfactions qu'ils sont en droit de demander en vertu des Traités et du Droit des gens » (3).

Le duc, il est vrai, ajoutait que l'Angleterre était bien éloignée de désirer un conflit, mais Keene n'en était que plus mécontent des ordres qu'il devait exécuter. Partisan résolu de la paix, il se déclarait excédé par les réclamations qu'on le chargeait sans cesse de présenter ; non seulement il estimait que l'Angleterre invoquait à tort le traité de 1667, qui ne s'appliquait pas à l'Amérique, mais il pensait que beaucoup des actes reprochés à l'Espagne étaient

(1) H. Walpole à Keene, 14 nov., B. M., 32.796, f. 73. — Cambis à Amelot, 31 oct. et 30 nov., A. E., Corr. Angl., 395, f. 310 et 336.

(2) Bolingbroke à Wyndham, 13 fév. 1738, dans Yorke, *op. cit.* t. I, p. 192.

(3) Newcastle à Keene, 15 nov. B. M., 32.796, f. 77 et 94. — Les Provinces Unies appuyaient la demande anglaise à Madrid (Résolution des Et. Gén. du 27 nov., *id.*, f. 180.)

commis par ses gouverneurs en dehors de sa volonté (1).

L'Espagne dans tous les cas n'était point belliqueuse. Sans relever les expressions blessantes du mémoire qu'on lui remettait, S. M. C. répondit aussitôt qu'Elle désirait rester en termes de bonne amitié avec la Cour d'Angleterre (2). Cependant les violences du public anglais eurent pour premier résultat qu'Elle refusa de ratifier l'accord conclu par Geraldino avec la *South Sea Co* ; puis, après un long silence, La Quadra remit le 21 février une réponse au mémoire britannique. Philippe V ne voulait accorder les satisfactions demandées qu'après avoir pris auprès de ses gouverneurs les informations nécessaires, et maintenait toujours le principe que tout navire s'écartant des routes qui conduisaient aux colonies anglaises devait être traité comme un contrebandier (3).

Quand cette réponse parvint à Londres, la campagne belliqueuse y battait son plein. Dès l'ouverture de la session les débats parlementaires avaient été spécialement animés. Le vote annuel du *Militia Bill* avait été l'occasion d'une vive discussion ; les opposants réclamaient toujours la réduction des effectifs militaires, sans se soucier d'accorder cette attitude avec leurs cris de guerre (4). Mais la question d'Espagne absorbait alors toutes les pensées.

Le 14 mars la pétition des marchands était enfin présentée à la Chambre des Communes (5). A cette date la réponse de La Quadra venait d'arriver à Londres ; aussi l'opposition commença-t-elle par

(1) Keene à Newcastle, 4 nov. et 13 déc. ; à H. Walpole, 18 nov., B. M., 32.796, f. 54, 229 et 132.

(2) Keene à Newcastle, 13 déc. *loc. cit.*

(3) Keene à Newcastle, 23 fév. 1738, avec le mémoire de La Quadra du 21 fév., B. M., 32.797, f. 91. — H. Walpole à Trevor, 11 mars, *Buck. MSS*, p. 13.

(4) *Parl. Hist.*, t. IX, p. 561. — A. E., Mém. et Doc. Angl., 38, f. 199. — H. Walpole à Trevor, *Buck, mss*, p. 11.

(5) B. M., 32.797, f. 162 ; et A. E., Corr. Angl., 397, f. 221.

réclamer communication de la correspondance échangée avec Keene. Walpole s'y opposa, faisant observer que : « peut-être quelques membres... présenteraient des voies prématurées et trop vives, que la nation n'était pas encore en état de mettre en exécution ». Il l'emporta sur ce point, mais il dut par contre accepter que les pétitionnaires, dans l'exposé de leurs griefs, puissent se faire assister d'un avocat (1).

Les jours suivants les pétitionnaires se succédèrent à la barre de la Chambre. Parmi eux, le 17 mars, se présenta le capitaine Robert Jenkins, dont le nom devait rester attaché à la guerre qui allait éclater. Il raconta une dramatique histoire : quelques années plus tôt un corsaire avait arrêté son vaisseau, « la Rébecca », rentrant de la Jamaïque ; son équipage avait été mis à la torture, lui-même suspendu à une vergue où trois fois on avait failli le pendre ; on s'était finalement contenté de lui couper une oreille ; mais le corsaire en le relâchant, lui recommanda d'aller dire au Roi d'Angleterre que, s'il était tombé entre ses mains, on lui aurait infligé le même traitement. Jenkins tenait à la main sa précieuse oreille enveloppée dans du coton, et, comme un député lui demandait quelles avaient alors été ses pensées : « Je recommandais mon âme à Dieu, répondit-il, et ma cause à mon pays ».

On s'est demandé par la suite si toute cette histoire n'était pas une fable, inventée par l'ingénieux capitaine, exploitée par les opposants, qui évidemment lui dictèrent son attitude. L'alderman Beckford, qui avait introduit Jenkins à la barre, aurait déclaré plus tard que si on avait eu la curiosité de soulever sa perruque, on eût trouvé ses deux oreilles en place. Dans tous les cas la fable, si fable il y a, remonterait fort loin, car en 1731, dès son retour à Londres,

(1) A. E., Corr. Angl., 397, f. 212.

Jenkins avait fait une déposition semblable devant le secrétaire de Newcastle (1).

L'opposition fut prompte à s'emparer de l'arme qu'on lui fournissait. « Nous n'avons pas besoin d'alliés, s'écria Pulteney, pour faire triompher la justice ; l'histoire de Jenkins lèvera des volontaires ». Son retentissement fut en effet prodigieux. Mise en vers, en chansons, elle se répandit dans tous les coins du pays (2).

Après l'audition des pétitionnaires, leur avocat J. Murray, qui devait plus tard devenir célèbre sous le nom de lord Mansfield, résuma le 10 avril leurs griefs en une plaidoirie saisissante (3). Pulteney alors se leva pour proposer à la Chambre une série de résolutions, qui devaient servir de conclusion à ces débats ; l'une affirmait le principe de la liberté de navigation, et n'admettait le droit de visite qu'à l'intérieur des ports espagnols ; une autre niait purement et simplement que des marchands naviguant en pleine mer pûssent être réputés transporter des marchandises de contrebande (4).

Du côté des opposants, on s'était appliqué tout le long de ces séances à surexciter les esprits. « Nos compatriotes enchaînés ! s'écriait l'alderman Willimot, esclaves des Espagnols ! N'est-ce pas assez pour enflammer les gens les plus froids? » (5).

A ces tentatives Walpole avait tout d'abord opposé une protestation courageuse. On ne devait pas confondre, déclarait-il, la prudence et la pusillanimité, ni vouloir astreindre les États aux mêmes

(1) Déclaration de Jenkins devant Ch. Delafaye le 28 juin 1731, B. M., 32.772, f. 318. — Ce document confirme les lettres publiées par Laughton (*E. H. R.* 1889, t. IV, p. 741). Voir Grant Robertson, *England under the Hanoverians*, p. 490. — Le corsaire espagnol s'appelait Fondino et devait finir par être pris par les Anglais en 1742.

(2) Hertz, *op. cit.*, p. 31. — Rosebery, *op. cit.*, p. 167.

(3) Cambis à Amelot, 3 avril, A. E., Corr. Angl., 398, f. 8.

(4) *Parl. Hist.*, t. X, p. 646-651.

(5) *Parl. Hist.*, t. X, p. 572.

règles de conduite que les individus. Il était facile de se rendre populaire en prenant la défense de l'honneur national, mais « les autres nations, osait-il répondre, peuvent avoir comme nous leur honneur à défendre » (1). C'est avec beaucoup d'embarras qu'il prit au contraire la parole, le 10 avril, pour faire écarter les propositions de Pulteney (2). Il ne s'y opposait point en principe, et s'avouait convaincu que les pétitionnaires avaient réussi à prouver la légitimité de leurs griefs ; mais il prévenait la Chambre que jamais l'Espagne ne renoncerait entièrement au droit de visite. Etait-il sage de voter un texte, qui, non seulement rendrait « impossible d'éviter la guerre, mais aussi impossible d'atteindre la paix ». Pulteney rétorquait avec feu : « C'est à notre commerce et à notre navigation que nous devons toute notre richesse, notre puissance et notre splendeur » (3). Walpole alors demanda calmement qu'on ne s'écarte pas du sujet discuté, et, pour rallier la majorité, il usa de deux arguments. L'initiative qu'on voulait faire prendre au Parlement était, disait-il, une violation des privilèges de la Couronne, à laquelle on prétendait dicter sa conduite ; et d'autre part, il faisait planer sur ses auditeurs la perspective menaçante d'une intervention française (4). Avec difficulté Walpole parvint ainsi à substituer aux résolutions proposées un texte moins précis, moins détaillé, qui ne lui liait pas les mains (5).

Mais, tandis qu'il réussissait encore à tenir en

(1) Séance du 14 mars, *Parl. Hist.*, t. X, p. 586 et suiv.
(2) *Parl. Hist.*, t. X, p. 665 et suiv.
(3) *Parl. Hist.*, t. X, p. 678.
(4) *Parl. Hist.*, t. X, p. 687 et 693.
(5) *Parl. Hist.*, t. X, p. 728. — H. Walpole à Trévor, 11 avril, *Buck. MSS.*, p. 15. — Cambis à Amelot, 10 avril, A. E., Corr. Angl., 398, f. 31, dit que Walpole dépensa 28000 livres pour ce vote, mais qu'alors ses partisans furent si nombreux qu'il dut en prier quelques-uns de voter contre lui, afin de ne pas avoir une majorité trop éclatante.

échec les opposants, à côté de lui Newcastle, de plus en plus impressionné par leurs exigences, orientait peu à peu vers la guerre la négociation dont il avait la charge. A la veille de ces débats, recevant le mémoire de La Quadra, il avait déjà pris une grave décision ; il annonçait en effet à Geraldino que le Roi d'Angleterre se voyait contraint d'octroyer à ses sujets des lettres de représailles, qui leur permettraient de se rembourser de leurs pertes (1). En même temps le Cabinet discutait la réponse à faire au mémoire espagnol (2). Après une chaude défense, Newcastle dut renoncer à fonder ses arguments sur le traité de 1667. Mais la déclaration que, le 28 mars, il chargea Keene de remettre à la Cour d'Espagne, ne fut pas pour cela plus conciliante ; bien au contraire, il faisait observer qu'on devait désormais prendre pour guide celui de 1670, qui ne reconnaissait aucun droit de visite aux Espagnols. D'ailleurs S. M. C. avait eu le temps de recevoir de ses gouverneurs les éclaircissements qu'Elle prétendait attendre : « Le Roy mon Maître, concluait-il, attend de l'équité et de la justice de S. M. C. qu'Elle ne le mettra pas dans la nécessité, pour le maintien de son propre honneur et pour obtenir à ses sujets la justice qui leur est due, d'avoir recours à des moyens qui seraient incompatibles avec l'amitié que S. M. a tâché d'entretenir entre les deux Couronnes » (3).

Après la conclusion des débats parlementaires, Newcastle prescrivait encore à Keene « de réitérer ses instances de la manière la plus forte et la plus pressante » ; et, si elles ne produisaient point « les effets les plus prompts », il devait déclarer que : « S. M. ne pourra souffrir plus longtemps de pareilles insultes

(1) Newcastle à Keene, 13 mars, B. M., 32.797, f. 142.
(2) H. Walpole à Trevor, 11 et 18 mars, *Buck, mss.*, p. 13.
(3) Newcastle à Keene, 28 mars 1738 B. M., 32.797, f. 181. — Les Provinces Unies s'associaient encore à cette nouvelle démarche ; Trevor à Keene, 10 avril, B. M., *id.*, f. 210.

et torts, qui ont été continués et réitérés au déshonneur de sa Couronne et à la ruine du commerce de ses sujets » (1).

On pense bien que Keene déplorait un tel langage ; pour lui les torts étaient loin d'être seulement du côté des Espagnols. Ne pouvant se dispenser d'exécuter ces ordres, il laissait par contre dormir les réclamations que lui adressait à nouveau la *South Sea Co*, et Newcastle, qui n'avait jamais eu de tendresse pour la Compagnie, approuvait son abstention (2). Mais Keene regrettait surtout l'octroi des lettres de représailles qui allait être considéré par l'Espagne presque comme une déclaration de guerre, et il s'appuyait sur l'opinion de Montijo, connu pour ami des Anglais, qui déplorait la chaleur avec laquelle ils traitaient toute cette affaire (3).

Bientôt d'ailleurs la Cour de Madrid donna de son esprit pacifique une preuve manifeste, en se bornant à exprimer la surprise que lui causait l'octroi des lettres de représailles, et en s'abstenant d'envoyer de son côté des ordres semblables à ses gouverneurs (4). Devant cette modération Newcastle lui-même dût reculer d'un pas. Tout en maintenant que la démarche anglaise était justifiée, il avertit Keene que le Roi n'avait pris qu'une résolution de principe, qu'il n'avait pas encore octroyé de lettres et même qu'il n'en accorderait pas pour le moment. Il l'autorisait à dire aussi que l'Angleterre, après avoir reçu satisfaction, se prêterait à négocier une nouvelle convention qui préciserait le sens de l'art. 8 du traité de

(1) Newcastle à Keene, 23 avril, B. M., *id.*, f. 263.

(2) Keene à Trevor, 3 mars, B. M., 32.797, f. 132. — La *South Sea Co* à Keene, 20 fév. *id.*, f. 56. — Keene à Newcastle, 21 avril, et Newcastle à Keene, 9 mai, *id.*, f. 244 et 354.

(3) Keene à Newcastle, 12 avril, *id.*, f. 215. — L'Espagne montrait ses sentiments conciliants en relâchant des Anglais emprisonnés à Cadix et que, d'après Newcastle, elle avait mis aux fers. Newcastle à Keene, 3 mars, et Keene à Newcastle, 31 mars *id.*, f. 142 et 199.

(4) Geraldino à Geo. II, 1er mai, *id.*, f. 341.

1670, et par laquelle les marchands anglais s'obligeraient à ne pas approcher des ports espagnols (1).

Concession qui semblait à Keene bien insuffisante ; le diplomate anglais avait fait de son mieux pour exécuter ses instructions sans irriter les Espagnols. Avant de lire à La Quadra le véritable ultimatum qu'était la lettre du 23 avril, il l'avait fait précéder de longues explications, décrivant l'excitation des esprits en Angleterre et soutenant que l'insistance avec laquelle son Maître présentait ses demandes, montrait le prix qu'il attachait à l'amitié de la Cour d'Espagne. Mais, bien que La Quadra parût impressionné par cette lecture, il ne fallait pas attendre de lui qu'il donnât satisfaction aux Anglais sur tous les points à la fois ; il fallait traiter à part le cas de chaque vaisseau saisi. Quant à la convention proposée, il fallait au moins que les Anglais s'obligent à ne pas approcher des côtes espagnoles ; vouloir que l'Espagne consentît à ne protéger que ses ports, c'était, comme le disait La Quadra, lui proposer d'ouvrir les Indes à tous les contrebandiers (2).

Mais, en ce mois de mai, la campagne des opposants prenant toujours plus de violence, Newcastle était bien éloigné de vouloir écouter ces avertissements. A la Chambre des Lords son ami Carteret, poursuivant l'offensive commencée par Pulteney, proposait le texte d'une adresse qui condamnait en termes précis le droit de visite en haute mer. Son discours impérieux sembla réduire au silence ses adversaires ; faiblement soutenu par Hardwicke et Newcastle, le gendre de Walpole, Cholmondeley, dut

(1) Newcastle à Geraldino et à Keene, 9 mai, *id.*, f. 351 et 354.

(2) Keene à Newcastle, 7 mai, B. M., 32.797, f. 320 et 334 ; 26 mai, 32.798, f. 42. — Les ordres que La Quadra donnait alors au Conseil des Indes montrent ses dispositions pacifiques. Cf. Temperley, *art. cit.*, p. 212.

renoncer à combattre la motion de Carteret, qui fut adoptée sans division (1). Peu après Pulteney attirait l'attention des Communes sur la question des lettres de représailles, et, pour inciter les marchands anglais à en réclamer, il demandait que les prises soient partagées entre les matelots et les armateurs. Walpole fit écarter cette proposition, qui eût soulevé les protestations des neutres dont les vaisseaux espagnols transportaient les marchandises (2). Mais, ce qui était plus grave encore, il avait dû se prêter au vote d'un crédit considérable destiné à de grands armements ; des ordres avaient été donnés d'autre part pour le transport du régiment d'Oglethorpe en Géorgie (3), et une flotte commandée par l'amiral Haddock allait partir pour Port Mahon (4).

Ces nouvelles décidèrent la Cour d'Espagne à l'intransigeance. Le 29 mai, La Quadra remettait enfin à Keene sa réponse ; elle repoussait les satisfactions demandées. Philippe V se déclarait encore prêt à rechercher un accommodement, mais, devant l'attitude des Anglais, son honneur ne lui permettait pas de prendre l'initiative d'une proposition (5). Au reçu de cette dépêche Newcastle, regardant la guerre comme à peu près inévitable, répondit que les vaisseaux marchands anglais devaient sans retard se réfugier à Gibraltar et Port Mahon ; au moment

(1) Séance du 13 mai, *Parl. Hist.*, t. X, p. 745 et suiv. ; Newcastle mit en particulier peu d'empressement à défendre Keene (p. 766). — Notes de l'évêque Secker (*id.*, p. 750). — Cambis à Amelot, 25 mai, A. E., Corr. Angl., 398, f. 23. — Yorke, *op. cit.*, t. I, p. 187.

(2) Cambis à Amelot, 22 et 26 mai, A. E., Corr. Angl., 398, f. 148 et 158.

(3) A l'offre de Newcastle, proposant de nommer des commissaires pour délimiter la frontière contestée, l'Espagne répondit en demandant tout d'abord la démolition des forts que les Anglais y avaient construits. Geraldino à Newcastle, 7 avril, et Newcastle à Geraldino, 22 avril, B. M., 32.798, f. 286 et 288.

(4) Newcastle à Keene, 23 avril, B. M., 32.797, f. 246. — Cambis à Amelot, 23 avril et 29 mai, A. E., Corr. Angl., 398, f. 57 et 173.

(5) Keene à Newcastle, 29 mai, B. M., 32.798, f. 53.

même où Keene exécutait cet ordre l'escadre de Haddock arrivait aussi devant Cadix (1).

III

Walpole, la France et l'Espagne

(*juin* 1738-*janvier* 1739)

La guerre, en juin 1738, paraissait à la veille d'être déclarée, mais Robert Walpole, s'emparant alors de la négociation, réussit encore à l'éviter.

Il se trouvait à peu près isolé. Il semble que même Horace fût d'avis qu'on ne pouvait pas faire de concessions, et poussât son frère à prendre une attitude énergique (2). Pourtant, malgré les cris de guerre qui l'environnaient celui-ci restait fermement attaché à la paix. Les raisons qui déjà dictaient sa conduite dans la crise de Pologne, n'avaient rien perdu de leur force ; nul ne les a mieux résumées que le second lord Hardwicke lorsqu'il écrit : « Sir Robert était opposé à la guerre par raison, par intérêt et par crainte du Prétendant ; il dit à M. Onslow qu'il n'était pas fait pour être un écuyer tranchant, que, s'il y avait une guerre, il faudrait combattre pour la Couronne du Roi dans ce pays même » (3).

Non seulement toute sa politique intérieure reposait sur le maintien de la paix, mais le but constant de sa politique extérieure était, nous l'avons vu,

(1) Newcastle à Keene, 12 juin, et Keene à Newcastle, 30 juin, B. M., 32.798, f. 119 et 158.

(2) H. Walpole à Trevor, 1 avril 1738, *Buck. mss.*, p. 14, approuve la réponse de Newcastle à La Quadra. — H. Walpole à Keene, 7 et 14 nov. 1737, B.M., 32.796, f. 59 et 73, se montre intransigeant sur l'affaire de Géorgie, et, contrairement à Keene, pense qu'il faut tenir la Cour d'Espagne pour responsable des méfaits de ses gardes-côtes.

(3) *Walpoliana*, p. 7

d'empêcher l'Espagne et la France de s'unir contre l'Angleterre. Il aurait dû, semble-t-il, se montrer beaucoup plus disposé à prendre maintenant les armes pour la défense du commerce anglais, qu'il ne l'avait été à engager jadis son pays dans une guerre continentale pour le sort de la Pologne lointaine. Mais, outre qu'il jugeait les prétentions anglaises contre le droit de visite déraisonnables, il ne voulait pas courir le risque d'avoir à affronter ensemble les forces de l'Espagne et de la France.

Or l'Angleterre pouvait à bon droit s'inquiéter de la politique française. Dès le début du conflit avec la Cour de Madrid, le Cabinet britannique s'était préoccupé de s'assurer le concours ou du moins la neutralité de Versailles. S. M. C. venait précisément de prendre deux décisions qui devaient porter un grand préjudice aux intérêts des marchands français. Elle avait établi une taxe nouvelle sur les vaisseaux étrangers relâchant dans ses ports, et Elle avait d'autre part relevé l'indult, c'est-à-dire la commission qu'elle prélevait sur les marchandises transportées par les azogues (1). La part de la France dans leurs cargaisons était si considérable, qu'elle devait grandement souffrir de cette décision. Aussi Newcastle pensa-t-il profiter de son irritation pour l'entraîner à appuyer les réclamations des Anglais. Fleury pourtant se déroba ; bien que très mécontent de l'Espagne, il ne voulait pas se déclarer contre elle (2). Tout au plus accepta-t-il de s'associer à une protestation générale contre la nouvelle taxe (3).

Un très vif incident rendait d'ailleurs plus difficiles les relations franco-anglaises. Un bill avait été pré-

(1) Keene à Newcastle, 14 et 28 oct., 18 nov. 1737, B.M., 32.796, f. 11, 31 et 199.

(2) Waldegrave à Newcastle, 2 oct. et 24 nov., R. O., France, 216, f. 117 et 157.

(3) Waldegrave à Newcastle, 5 déc., R. O., France, 216, f. 179 et 185. — Keene à Newcastle, 21 avril 1738, B. M., 32.797, f. 241.

senté au Parlement de Dublin interdisant sous peine de mort aux Irlandais d'entrer au service d'une puissance étrangère. Les nombreux Irlandais engagés dans l'armée française s'en alarmèrent, et Cambis prit avec énergie leur cause en mains. Mais, après lui avoir fait prendre patience en prétextant qu'il fallait attendre que le Conseil Privé fût saisi de l'affaire, les ministres anglais déclarèrent ensuite que, le bill ayant été voté à Dublin, il n'était plus temps de l'arrêter (1). Cambis s'indigna d'une telle duplicité : « Je ne doutais point, leur déclara-t-il, que le Roi et son Eminence ne fussent extrêmement choqués du manque d'attention que l'on avait marqué en cette occasion ». L'ambassadeur, qui passait jusqu'alors pour partager les dispositions conciliantes du Cardinal, s'exprimait maintenant avec autant de feu que Chavigny : « On est ici, écrivait-il, dans des principes à notre égard formellement opposés à ceux qui seraient nécessaires pour entretenir l'union... il n'y a point à douter que l'état florissant de la France ne leur fasse envie, mais qu'il n'osent pas le témoigner ouvertement, parce qu'ils nous craignent et qu'ils ne sont pas en état de nous faire autant de mal qu'il le souhaiteraient. Oui, Monsieur, vous pouvez compter que la puissance de la France elle-même et la vaste influence de son crédit dans toute l'Europe font trembler les Anglais, et que j'ai assez étudié leurs dispositions et la faiblesse où ce Royaume est actuellement tombé, pour pouvoir vous assurer que le Roi est le maître de s'expliquer avec supériorité pour les choses auxquelles Il s'intéressera » (2).

« Nous ne devons jamais compter sur cette nation, reconnaissait Amelot, qu'autant que sa faiblesse la forcera de nous ménager ». Pourtant Fleury ne ju-

(1) Texte du bill, A. E., Corr. Angl., 397, f. 63. — Amelot à Cambis, 3 fév., et Cambis à Amelot, 13 fév. et 13 mars, *id.*, f. 50, 109 et 200.
(2) Cambis à Amelot, 13 mars, A. E., Corr. Angl., 397, f. 200.

geait pas le moment venu de « s'expliquer avec supériorité ». Il recommandait donc à Cambis de rester sur la réserve et de se présenter rarement devant le Roi : « Que votre conduite plutôt encore que vos discours, concluait-il, donne à connaître combien Sa Majesté ressent vivement le procédé de la Cour de Londres » (1). Bien qu'il fût très mécontent des Anglais, le Cardinal, selon sa coutume, ne voulait pas le leur dire, et il répondait avec beaucoup d'amabilité aux explications embarrassées de Waldegrave (2). Mieux valait, pensait-il, qu'ils continuent à se fier à ses dispositions pacifiques.

Mais, si les Anglais lui faisaient encore crédit, ils se demandaient d'autre part, avec inquiétude combien de temps la France resterait soumise à son gouvernement.

Au début de l'année une grave maladie de Fleury avait fait s'agiter à nouveau les diverses cabales de la Cour ; les Anglais suivaient avec attention leurs manœuvres. Le marquis d'Argenson, chancelier du duc d'Orléans, travaillait moins sans doute en faveur de son maître, qui n'avait point d'ambition politique, que pour préparer le retour de l'exilé de Bourges. Les Noailles cherchaient encore à utiliser l'influence de la comtesse de Toulouse (3). On parlait beaucoup du retour de M. le Duc aux affaires, et les courtisans se pressaient à son lever; mais cela avait pour effet de faire baisser les actions. On commençait aussi à mentionner l'archevêque d'Embrun, Tencin, qui était le candidat des Jésuites et des dévots. A vrai dire les Anglais ne croyaient guère au succès de ces intrigues, et s'intéressaient bien davantage aux dispositions que prendrait le Cardinal lui-même, pour assurer la marche des affaires après sa mort.

(1) Amelot à Cambis, 25 mars, *id.*, f. 204.

(2) Fleury à Waldegrave (alors en congé à Londres), 9 avril, A. E., Corr. Angl., 398, f. 27.

(3) Le comte de Toulouse était mort le 1er déc. 1737.

Ils s'inquiétaient surtout de la faveur grandissante de Maurepas, qui venait d'entrer au Conseil et semblait avoir lié partie avec Amelot ; le secrétaire d'État à la Marine était leur ennemi et défendait avec âpreté contre eux les intérêts du commerce français (1).

En réalité le Cardinal avait pour unique préoccupation de retenir entre ses mains le pouvoir. Obligé de laisser les secrétaires d'État travailler seuls avec le Roi, il se faisait néanmoins adresser des rapports détaillés, qu'il corrigeait et soumettait ensuite chaque semaine à la signature du Roi, quand celui-ci lui rendait visite. En avril, bien qu'encore affaibli, il reprenait sa tâche accoutumée (2).

Au retour d'une courte absence, Waldegrave observait avec admiration sa surprenante vitalité : « J'avoue, écrivait-il (3), que je ne sais que penser de lui. Son rétablissement a tellement dépassé toute prévision que je ne serais pas surpris s'il concluait un nouveau bail de vie, quoique les médecins en désespèrent ». Assistant au dîner du Cardinal, l'ambassadeur comptait les morceaux qu'il mangeait : « Il s'en tira vraiment joliment bien ; il s'attaqua à des viandes substantielles et il but autant de vin que jamais je ne lui en ai vu prendre. Ceci, je le sais, lui est recommandé par La Peyronnie, et un des intimes de La Peyronnie, qui est aussi ami du Cardinal, me dit que les dispositions où je l'ai trouvé étaient dues à deux ou trois verres de vin qu'il boit le matin avant d'aller chez le Roi et la Reine ». Quelques

(1) Waldegrave à Newcastle, 11 et 12 janv. 1738, R. O., 217, f. 1 et 7. — Newcastle à Waldegrave, 17 janv. *id.*, f. 11. — Burnaby, chargé d'affaires, à Couraud, secrétaire de Newcastle, 4, 22 et 26 fév., *id.*, f. 75, 86 et 96. — Sur la maladie de Fleury, voir Luynes, *Mémoires*, t. II, p. 22, 29, 51 et 52. — Barbier, *Journal*, t. II, p. 189.

(2) Luynes, *Mémoires*, t. II, p. 53 et 91. On lui avait laissé ignorer la mort d'un de ses vieux amis, qui était de son âge. Lorsqu'il la découvrit il déclara: « qu'il ne savait pas pourquoi on lui avait caché cette mort, que M. de Lassay était plus vieux que lui. »

(3) Waldegrave à Newcastle, 1 mai R. O., 217, f. 230.

jours après Waldegrave apprenait que Fleury avait eu pendant la nuit un évanouissement, mais le lendemain matin : « rien, quand je le vis, ne le faisait paraître ; au contraire je lui trouvai meilleure mine que la dernière fois. Ceci, me dit-on, provient de ce qu'il met du rouge. Le monde entier le dit ; mais je n'ai pu le découvrir. Comme c'était le vendredi, il ne mangea pas de viande au dîner, ce que les gens critiquèrent... ; ils disent que c'est de l'ostentation » (1).

« Ceux qui l'ont vu le plus depuis sa maladie, observait encore l'ambassadeur, s'accordent à dire qu'en parlant d'affaires il divague souvent, quelquefois radote tout à fait, devient pointilleux et irritable, mais qu'il se ressaisit alors et reprend à nouveau l'affaire qu'il était en train de traiter. Plusieurs... attribuent son apparente guérison à la secousse produite en lui par un accès de colère qu'il aurait eu en voyant le Roi travailler, comme ils disent, avec les secrétaires... Il ne voulait pas le supporter plus longtemps, et, dès qu'il se crut capable de faire quoique ce soit, non seulement il leur défendit d'approcher le Roi... mais il les a toujours traités depuis comme des valets, M. de Maurepas en particulier, qui, dans une courte conversation que j'eus avec lui, me parut extrêmement humble (2)... Ainsi le Car-

(1) Waldegrave à Newcastle, 6 mai, post-scriptum à la dépêche du 1er mai, *loc. cit.* — Voltaire à Frédéric II, 23 fév. 1740 (éd. Garnier, t. XXXV, p. 386). « Il n'y a pas longtemps qu'un neveu de Chauvelin écrivit à cet ambitieux solitaire que notre Cardinal dépérissait, et qu'il mettait du rouge pour cacher le livide de son teint. Le Cardinal, qui le sut, fit frotter ses joues par ce neveu, et lui montra que son rouge venait de sa santé. »

(2) Waldegrave à Newcastle, 6 mai, *loc. cit.* L'ambassadeur ajoutait : « Je vis plusieurs exemples ce matin de la soumission des autres ministres. M. de Maurepas, M. Dangerviliers et M. de Saint-Florentin étaient dans l'antichambre du Cardinal quand il revint de chez la Reine. M. Amelot et moi entrâmes avec Son Em. dans son bureau. Peu après Maurepas fit demander si le Cardinal avait des ordres pour lui ; la réponse fut qu'il pouvait attendre, qu'on le ferait chercher quand on aurait besoin de lui. Le valet de chambre demanda

dinal moribond les tient plus dans la crainte que lorsqu'il était en parfaite santé ».

Fleury se montrait en effet spécialement jaloux de Maurepas, qui avait pris trop d'importance et qui d'ailleurs semblait seul capable de recueillir sa succession. C'était Orry maintenant qui paraissait avoir accaparé toute la faveur du Cardinal, mais cela ne pouvait lui donner les talents qui lui faisaient défaut; « Dangervilliers et Saint-Florentin n'étaient que des zéros en dehors de leurs départements »; quant à Amelot, « Son Em. en était tout à fait lassée, car il n'avait en aucune façon répondu aux espoirs qu'Elle avait mis en son concours pour lui faciliter la besogne ».

Malgré son extraordinaire énergie Fleury pourrait-il soutenir longtemps l'effort qu'il s'imposait? Les Anglais, prévoyant une brusque défaillance, s'inquiétaient de ne pouvoir percer le secret de l'avenir et deviner le nom de son successeur. Mais, pour le moment, tout obéissait encore à la volonté du vieux Cardinal (1). Quelle attitude se réservait-il de prendre dans le conflit imminent entre l'Espagne et l'Angleterre? Telle était la question que la Cour de Londres devait résoudre.

si M. Dangervilliers et M. de Saint-Florentin devaient attendre; ils reçurent la permission de s'en aller. Le serviteur revint demander, de la part de M. Dangervilliers, s'il travaillerait avec le Roi ce même soir; la réponse fut que, si le Roi le faisait appeler, il pourrait aller. »

(1) Waldegrave à Newcastle, 11 juin, 2 et 6 juillet, R. O., France, 218, f. 162, 260 et 276. Dans cette dernière dépêche l'ambassadeur écrivait : « Le Cardinal est changé d'une manière surprenante. Il a engraissé, mange de bon cœur et a retrouvé en grande partie sa tête... Il est vrai qu'il ne peut pas appliquer longtemps son attention aux affaires; aussi les abrège-t-il le plus possible, abandonnant les affaires courantes de chaque département aux différents secrétaires, et, sur leurs rapports, il prend des décisions péremptoires. Bien qu'on dise en général qu'il traite les secrétaires à tous égards et à tout propos comme des commis, ceux-ci pourtant trouvent quelque avantage dans cette nouvelle méthode, et agissent, en une certaine manière, comme il leur plaît pour les affaires qui concernent l'intérieur du Royaume; mais les questions importantes qui concernent les affaires étrangères, il les garde pour lui-même, et celles-ci avancent à peine. »

Les Instructions que Waldegrave rapportait de son séjour à Londres, lui prescrivaient de communiquer au Cardinal le mémoire si menaçant que Keene allait remettre à Madrid. Fleury ne se fit pas prier pour l'approuver : « Vous vous conduisez bien sagement, dit-il ; la lettre est forte, mais vous ne pouvez la faire autrement » (1).

Lui-même d'ailleurs choisissait ce moment pour remettre sur le tapis le projet d'une alliance franco-anglaise, oublié depuis un an. Au début d'avril, il remettait à Waldegrave l'esquisse d'un traité intitulé : « Renouvellement d'alliance entre la France et l'Angleterre » (2). Les Anglais avaient appris désormais à se défier de semblables avances ; ils devinaient que son désir était cette fois d'obtenir, après avoir mené à bonne fin la négociation séparée de Vienne, la garantie de l'Angleterre pour l'acquisition de la Lorraine. Mais la Cour de Londres jugeait utile d'autre part de se prêter à un entretien, qui lui permettrait peut-être de découvrir les vraies intentions de la France, et Waldegrave reçut l'ordre de présenter à son tour un projet, par lequel les deux Cours, garantissant leurs possessions respectives, s'engageaient à se soutenir au besoin par l'emploi « de toutes leurs forces » (3). Aussitôt la Cour de France fit comprendre qu'elle désirait limiter cette garantie aux territoires « libres et non contestés » ; elle n'était point disposée à endosser les prétentions anglaises sur la Géorgie. Le traité de 1733, que l'Angleterre, nous l'avons vu, connaissait, nous obligeait d'autre part à appuyer les réclamations de l'Espagne sur Gibraltar. Fleury cependant assurait l'ambassadeur que la France était elle-même intéressée à ce

(1) Instructions de Waldegrave, 21 avril, R. O., France, 217, f. 150. — Waldegrave à Newcastle, 6 mai, *id.*, f. 240.
(2) A. E., Corr. Angl., 398, f. 96, et R. O., 217, f. 126.
(3) R. O., France, 217, f. 159 et 202.

que l'Angleterre obtint de l'Espagne les satisfactions qu'elle lui demandait (1).

Le Cabinet britannique voulut donc le presser davantage. Il accepta d'introduire dans son texte les mots de « libres et non contestés » ; il alla même jusqu'à proposer un article secret qui exclurait de la garantie la Géorgie, mais il demanda en retour que, par un autre article secret, la France prît l'engagement de ne pas soutenir l'Espagne en cas de guerre (2). Fleury écarta sèchement cette idée : « Si vous avez tort, déclara-t-il, je me mettrai contre vous, si c'est l'Espagne, je me tournerai contre elle » (3). Confidence bien inquiétante déjà par elle-même, et plus encore à la lumière des événements qui se produisaient au même moment. En ce début de juin parvenait à Londres la réponse de La Quadra, refusant de se plier aux exigences de l'Angleterre. Newcastle, qui la jugeait inacceptable, chargeait Waldegrave d'insister pour obtenir au moins du Cardinal une promesse de neutralité (4). Mais, avant d'avoir reçu ces ordres, l'ambassadeur annonçait que Son Em. estimait au contraire que la réponse espagnole était bonne et que l'Angleterre devait s'en contenter ; il montrait le vieux Cardinal inquiet de l'envoi d'une escadre anglaise et constamment sollicité par tous les secrétaires d'État de soutenir la Cour de Madrid. Keene enfin informait sa Cour que c'était à l'arrivée d'un courrier de La Mina que l'Espagne, jusqu'alors hésitante, avait arrêté sa réponse. Peut-être Fleury donnait-il à Madrid plus d'encouragements qu'il ne l'avouait (5)?

(1) Waldegrave à Newcastle, 6 et 17 mai, R. O., France, 217, f. 240 et 257.

(2) Newcastle à Waldegrave, 22 mai, R. O., 218, f. 70.

(3) Waldegrave à Newcastle, 31 mai, *id.*, f. 118.

(4) Newcastle à Waldegrave, 13 juin, *id.*, f. 174. Don Sébastien de la Quadra, plus tard marquis de Villarias, avait remplacé Patino à la direction des Affaires Étrangères.

(5) Waldegrave à Newcastle, 11 et 13 juin, R. O., France, 218, f. 162 et 240. — Keene à Newcastle, 29 mai, B. M., 32.798, f. 55. —

Les inquiétudes que les demi-confidences du Cardinal causaient aux Anglais, devaient être encore renforcées par l'extrême ténacité avec laquelle les ministres français défendaient en même temps contre eux les intérêts de notre commerce. On a souvent reproché à Fleury d'avoir mal soutenu la marine et le commerce de la France ; mais, bien loin de les sacrifier alors aux ambitions des Anglais, il se trouvait engagé à ce sujet dans une discussion très âpre avec eux. Les points contestés ressemblaient étrangement à ceux qui avaient donné naissance à la querelle anglo-espagnole ; et c'est sur le même champ de bataille, celui des Indes Occidentales, que la France soutenait des prétentions semblables à celles de la Cour de Madrid (1).

Il arrivait souvent en effet dans la mer des Antilles que des vaisseaux français ou anglais soient arrêtés et saisis, et ces incidents donnaient lieu entre les deux Cours à un échange continuel de plaintes et de réclamations. Mais, pas plus que dans le cas de l'Espagne, on n'était parvenu à se mettre d'accord pour définir le droit de visite et le commerce de contrebande (2). La navigation dans les Indes Occidentales avait été réglementée par le traité signé à Londres le 16 novembre 1686 (3) ; mais la France, estimant que ses clauses la protégeaient mal contre les entreprises

Au milieu d'avril La Mina, de son propre mouvement, avait demandé à la France de se ranger aux côtés de l'Espagne. Fleury s'était d'abord montré réservé, mais,en mai, il avait paru plus favorable à une alliance espagnole (Baudrillart, *op. cit.*, t. IV, p. 467-8). Les Anglais apprenaient d'autre part, qu'après avoir repoussé leurs demandes, la Cour de Madrid avait, le 28 mai, ordonné à La Mina de proposer à la France un traité d'alliance (Keene à Newcastle, 14 juillet, B. M., 32.798, f. 107).

(1) Cf. notre étude, *Une convention franco-anglaise...*, 1737-1740, dans les *Mélanges offerts à M. Bémont*, 1913, p. 611, et F. W. Pitman, *The Development of British West-Indies*, 1917, p. 279.

(2) Mémoire français du 19 mars 1737, R. O., 214, f. 219, et Mémoire anglais du 21 août, A. E., Corr. Angl., 395, f. 125.

(3) Dumont, *Corps diplom.*, t. VIII, 2 partie, p. 141. Les deux parties s'interdisaient mutuellement l'accès de leurs ports respectifs, sauf en cas de force majeure.

des contrebandiers anglais, avait, en 1727, par un édit royal, établi un régime nouveau. Elle prétendait interdire désormais aux Anglais de naviguer à moins d'une lieue des côtes françaises. Parmi les nombreuses saisies que l'application de cet édit avait entraînées, la prise du « Scipion » effectuée, disait Newcastle, « en pleine mer », avait particulièrement irrité les Anglais qui attachaient à sa restitution une valeur de symbole (1). Cependant la Cour de Londres avait de son côté modifié le régime établi en 1686. Le gouverneur d'Antigue, par l'acte de Montserrat de 1736, avait repris à son compte la clause d'une lieue, et, comme les vaisseaux français revenant de Saint-Domingue étaient obligés de passer près des côtes anglaises, il en avait arrêté deux : le « Fleuron » et la « Fortune ». Aussi Maurepas réclamait-il avec aigreur le désaveu du gouverneur et son rappel (2), mais les Anglais refusaient de le sacrifier tant qu'une nouvelle convention n'aurait pas résolu l'ensemble du problème.

Comment y parvenir? L'année 1737 avait vu l'échange de plusieurs projets et contre-projets, sans aucun résultat. Les Anglais auraient voulu que l'on commençât par suspendre les deux édits contestés, et nous les soupçonnions à bon droit de vouloir ainsi revenir au traité de 1686, qui facilitait leur contrebande (3). L'ambassadeur, d'autre part, trouvait que les ministres français multipliaient à plaisir les difficultés et jouaient de leur désaccord pour l'éconduire ; renvoyé de Fleury à Maurepas et de celui-ci à Amelot, il désespérait d'avancer (4).

(1) Newcastle à Waldegrave, 14 fév. et 20 mars, R. O., France, 214, f. 78 et 197.

(2) *Acts of the Privy Council. Colonial séries*, t. III, p. 543. — Waldegrave à Newcastle, 16 fév. R. O., France, 214, f. 84.

(3) Newcastle à Waldegrave, 18 et 25 avril, R. O., France, 214, f. 302 et 332. — Mémoire français de mai 1736, *id.*, 215, f. 4. — Waldegrave à Newcastle, 1er mai, *id.*, 215, f. 341.

(4) Waldegrave à Newcastle, 15 mai, R. O., 215, f. 1.

Vers la fin de l'année néanmoins la Cour de Versailles proposa enfin un texte qui découvrait ses intentions (1). Mais alors l'Angleterre à son tour ajourna sa réponse ; elle ne fut remise par Waldegrave qu'à son retour de Londres, en avril 1738. A cette date le conflit anglo-espagnol était arrivé au moment critique, et le Cabinet britannique en prenait prétexte pour demander que le Roi de France interdît à ses sujets d'accepter les lettres de représailles qui leur seraient offertes par un pays ennemi de l'Angleterre (2). Le gouvernement français rejeta sans explication cette dernière prétention (3).

Au moment où nous sommes parvenus, Waldegrave ne voyait aucune possibilité d'accord. Dans les conférences qu'il avait en juin avec les ministres français, il observait que non seulement le Cardinal se solidarisait entièrement avec les secrétaires d'État, mais que souvent, dans son zèle : « il allait si loin... que M. de Maurepas était obligé de le corriger ». La vivacité qu'il mettait à s'expliquer sur cette affaire devait contribuer à inquiéter les Anglais (4).

A la veille d'entrer en guerre contre l'Espagne la menace d'une intervention française était donc assez visible pour impressionner R. Walpole. C'est pourquoi, résolu à maintenir la paix, il s'empara de la négociation si mal conduite par le duc de Newcastle (5).

On a vu qu'en 1735 les commissaires nommés après le traité de Séville s'étaient transportés à Londres,

(1) 29 oct. 1737, R. O., France, 216, f. 108.

(2) Instructions et contre-projet de Waldegrave, 21 avril 1738, R. O., France, 217, f. 150.

(3) Observations françaises sur le contre-projet remis par lord Waldegrave, R. O., France, 218, f. 215.

(4) Waldegrave à Newcastle, 15 juin, R. O., France, 218, f. 195.

(5) Il est très probable que R. Walpole entretenait une correspondance particulière avec Keene, mais une seule de ces lettres a été conservée par Coxe, *R. W.*, t. III, p. 508 (Keene à R. Walpole, 2 août 1738). Les autres semblent avoir disparu.

où ils n'avaient pas encore achevé leurs travaux. Gera dino y représentait les intérêts de l'Espagne et Arthur Stert ceux de l'Angleterre ; mais, derrière celui-ci, Walpole faisait sentir sa présence. La question précise qu'ils avaient d'abord à résoudre était d'évaluer les dommages subis par les deux parties ; il s'agissait donc d'une négociation plus financière que politique, et, en ce domaine, Walpole était passé maître. Au moment même où le refus de La Quadra parvenait à Londres, les commissaires, sous la pression de Walpole, concluaient un accord. Les réclamations des marchands anglais étaient évaluées à 343.000 livres ; celles de l'Espagne à 160.000. L'Angleterre acceptait de rabattre ses demandes à 300.000 livres, pour indemniser l'Espagne de la destruction de sa flotte par l'amiral Byng en 1718. En outre, on convenait de retrancher des deux parts une somme égale et de réduire ainsi les créances respectives à 200.000 et 60.000 livres. L'Espagne enfin s'acquitterait d'une partie de sa dette en abandonnant les 68.000 livres qu'elle réclamait à la *South Sea Co*, et le solde serait prélevé sur la part revenant à S. M. C. dans les profits de la vente des nègres et du vaisseau de permission (1).

Malgré le mémoire de La Quadra, Geraldino s'empressa de déclarer aux ministres anglais que sa Cour persistait à désirer une solution pacifique ; dans deux entretiens particuliers avec R. Walpole il affirma de plus que l'Espagne approuverait l'accord qu'ils avaient élaboré (2). Ces assurances permirent à Walpole de rallier le Cabinet à ses vues. Newcastle

(1) B. M., 32.798, f. 180.

(2) On admet généralement que Geraldino encourageait la campagne belliqueuse des opposants (Yorke, *op. cit.*, t. I, p. 186, et Ewald, *Sir R. Walpole*, p. 340). Sa conduite semble prouver le contraire, et, l'année suivante, nous le voyons encore combattre dans le public l'agitation des opposants (H. Walpole à Trevor, 11 déc., 1739 *Buck. mss.*, p. 37).

fut contraint de prescrire à Keene de prêter son concours à cette nouvelle négociation. Si l'Espagne acceptait l'accord de Londres, l'Angleterre était disposée à confier à de nouveaux commissaires la mission de dresser une Convention sur ces bases (1).

C'était pourtant bien à contre cœur que Newcastle expédiait ces nouvelles instructions. La désapprobation de R. Walpole, celle même de son ami Hardwicke n'avaient pu le détourner d'y joindre une dépêche séparée, portant que les commissaires auraient aussi à interpréter les traités de 1667 et 1670, c'est-à-dire à soulever la question épineuse du droit de visite (2).

Mais, loin de ratifier l'arrangement proposé, l'Espagne manifesta même une vive surprise qu'on eût pu la croire capable de l'accueillir; La Quadra déclarait qu'il ne pouvait être responsable si Geraldino ne comprenait pas ce qu'on lui écrivait, et Montijo, lui-même, le jugeait digne d'être pendu. Le 31 juillet la Cour d'Espagne remettait ses contre-propositions qu'elle intitulait « ultimes résolutions de S. M. C. ». Elle ne voulait pas réduire les deux créances d'une somme égale, ce qui revenait pour elle à abandonner les deux tiers de la sienne, alors que les Anglais ne renonçaient qu'à un tiers de la leur; il fallait les diminuer d'une somme proportionnée à leur montant (3). C'était, semble-t-il, condamner la tentative de Walpole à un échec irrémédiable.

Celui-ci pourtant ne voulut pas encore s'avouer vaincu; il osa déclarer qu'il fallait accepter le projet espagnol. Mais ce ne fut pas chose aisée d'amener ses collègues à partager son point de vue. Des bruits

(1) Newcastle à Keene, 21 juin, B. M., 32.798, f. 165.

(2) Newcastle à R. Walpole, 19 juin, B. M., 32.798, f. 156. — Hardwicke à Newcastle, 19 juin, *id.*, f. 153. — Newcastle à Keene, 21 juin (séparée), *id.*, f. 198.

(3) Keene à Newcastle, 20 et 28 juillet, 2 août, B. M., 32.798, f. 215 224, et 246.

de guerre et d'armements couraient dans le public, qui voyait les délibérations du Cabinet se prolonger dans la nuit (1). En ce mois d'août plusieurs des principaux ministres étaient éloignés de la ville, où R. Walpole et Newcastle restaient presque seuls en présence. Le secrétaire d'État, irrité au plus haut point, refusait de dresser les nouvelles instructions qu'il fallait envoyer à Keene ; comme il n'osait pas, semble-t-il, tenir tête à R. Walpole en personne, c'est sur Horace qu'il déversait sa mauvaise humeur (2).

R. Walpole finit cependant par imposer sa volonté. Newcastle dut annoncer à Keene que l'Angleterre acceptait les propositions de l'Espagne. Les deux créances, réduites chacune d'un tiers, se trouveraient ainsi ramenées à 200.000 et 105.000 livres ; l'Espagne devrait donc s'acquitter de la différence en payant 95.000 livres. On nommerait d'autre part des commissaires, qui s'efforceraient de résoudre à l'amiable les autres points en discussion (3). Le 9 septembre, les ministres anglais signaient avec Geraldino une convention sur ces bases, et, par un article séparé, l'Angleterre désignait pour la représenter à la Commission Keene et Castres,

(1) Cambis à Amelot, 7 août, A. E., Corr. Angl., 399, f. 61.

(2) H. Walpole à Trevor, 19 août, *Buck. mss.*, p. 21. — Cambis à Amelot, 14 août, A. E., Corr. Angl., 399, f. 80. — H. Pelham déplorait la vivacité de son frère (à Newcastle, 20 août, B. M., 32.691, f. 293), et Hardwicke, qui ne se souciait pas de rentrer à Londres pour se mêler au débat, envoyait aussi de la campagne des conseils de modération (à Newcastle, 28 août, B. M., 32.691, f. 301). H. Pelham était alors secrétaire d'État pour la guerre. — Il ne semble pas d'ailleurs qu'Horace lui-même partageât le point de vue de son frère (Cf. Torrens, *op. cit.*, t. I, p. 488, et H. Walpole à Keene, 18 sept., B. M., 32.799, f. 115) ; peut-être se laissait-il influencer par ses amis hollandais, qui voyaient sans plaisir l'Angleterre s'acheminer vers un accommodement (Trevor à Keene, 4 sept. et 4 déc., B. M., 32.799, f. 73 et 319).

(3) Newcastle à Keene, 1er sept., B. M., 32.799, f. 36. — Cf. aussi une note explicative de Bussy, 1739, A. E., Mém. et Doc., Angleterre, 37, f. 215.

son consul à Cadix. Le péril semblait cette fois écarté (1).

Une dernière difficulté allait pourtant compromettre le succès de la négociation. On a vu que les conditions de paiement impliquaient un accord avec la *South Sea Co.* L'Angleterre admettait en effet que S. M. C. s'acquitterait envers elle en partie au moyen des sommes que devait lui verser la Compagnie ; elle ne pouvait donc se dispenser d'obtenir que la Cour de Madrid reconnût aussi le bien fondé des réclamations de la *South Sea Co.* Celles-ci, on s'en souvient, avaient été repoussées par l'Espagne à la fin de l'année précécédente, et Keene avait alors jugé préférable de les laisser dormir. Il reçut maintenant l'ordre de reprendre l'affaire en mains. La Compagnie réitérait ses précédentes offres de paiement, mais voulait par contre soumettre ceux que l'Espagne devait lui faire à des conditions précises ; l'assiento, qui arrivait à expiration en 1744, devait être prolongé pour une période de trente ans (2).

A la fin d'octobre, la Cour de Londres apprit que La Quadra n'acceptait pas toutes ces conditions. A vrai dire il ne se montrait nullement intransigeant, mais, pour l'assiento en particulier, il faisait quelques réserves (3). Geraldino pourtant n'avait pas craint d'affirmer que, si l'accord avec la Compagnie ne

(1) Newcastle à Keene, 11 sept., B. M., 32.799, f. 85. — Cambis à Amelot, 18 sept., A. E. Corr. Angl., 399, f. 155 : « Tout respire ici la paix. »

(2) Newcastle à Keene, 1er sept., B. M., 32.799, f. 56. — Les paiements seraient opérés par les gouverneurs d'Amérique sous la forme de versements semestriels ; à leur défaut, S. M. C. donnerait « les ordres convenables pour que ces paiements soient opérés au moyen de ses premiers revenus d'Espagne » ; si Elle y manquait, la Compagnie aurait recours à des retenues sur le droit des nègres, mais, pour que cette dernière garantie fût effective, une prolongation de l'assiento était nécessaire.

(3) Keene à Newcastle, 13 oct., B. M., 32.799, f. 144., — La Quadra refusait de prolonger l'assiento, mais laissait entendre qu'il y consentirait, si, en 1744, les paiements n'étaient pas achevés.

pouvait être conclu, « le Roi d'Espagne donnerait des ordres pour que les 95.000 livres soient payées à Londres en argent ». Walpole jugeait donc « impardonnable » l'intransigeance de la Compagnie : « Qu'elle réussisse ou non, écrivait-il, à faire échouer la grande entreprise nationale, sa responsabilité sera lourde » (1). Il résolut de passer outre ; Keene fut autorisé à signer un nouveau texte, qui, laissant de côté les affaires de la Compagnie, prévoyait simplement le paiement des 95.000 livres en argent dans un délai de quatre mois (2).

Mais, tandis que les ministres anglais cherchaient à écarter du débat le problème embarrassant de la Compagnie, l'Espagne au contraire craignait, en concluant l'accord, de créer l'illusion qu'elle céderait ensuite à ses exigences. Elle entendait bien ne s'acquitter de sa dette que si la Compagnie lui payait son dû. C'est pourquoi La Quadra remit à Keene une lettre, menaçant de suspendre l'assiento s'il ne recevait pas les 68.000 livres. En vain Keene essaya-t-il de le faire revenir sur cette déclaration ; bientôt lui parvint une nouvelle lettre, qui, « tant par son son style que par son contenu, montrait clairement que le moment était venu de mettre un terme à ce procès ». Keene résolut donc de conclure sans retard la Convention préparée, se bornant à transmettre en même temps à sa Cour la déclaration de l'Espagne. C'est dans ces conditions que, le 14 janvier 1739, eut lieu l'échange des signatures (3).

(1) Geraldino à Newcastle, 2 août, et Newcastle à Geraldino, 27 août, B. M., 32.799, f. 50 et 60.—R. Walpole à Newcastle, 27 nov., B. M., 32.691, f. 472.

(2) Newcastle à Keene, 24 nov., B. M., 32.799, f. 226. — Newcastle ne s'y résigna que sur les instances de Hardwicke (18 nov., B. M., 32.691, f. 444) et de Pelham (26 nov. id., f. 468). Encore écrivit-il à Keene une lettre séparée (24 nov. B. M., 32.799, f. 236) lui prescrivant, si l'Espagne avait recours à quelque menace d'annuler l'assiento, de ne pas signer l'accord. Keene, on le verra, n'en tint pas compte.

(3) Keene à Newcastle, 14 janvier 1739, B. M., 32.800, f. 3, avec les lettres de La Quadra à Keene des 22 déc. 1738 et 4 janvier 1739.

L'accord se faisait ainsi sur une équivoque. Le gouvernement anglais prenait acte aussitôt du fait qu'en recevant la lettre de La Quadra Keene ne l'avait pas approuvée ; Geraldino en convenait, mais, pour la Cour de Madrid, l'exécution de la Convention restait subordonnée à l'attitude que prendrait la *South Sea Co.* Or celle-ci répétait simplement qu'elle s'en tenait toujours à ses offres antérieures (1).

Si l'on ajoute que la Convention ne résolvait que l'un des nombreux différents qui séparaient les deux Cours — le paiement réciproque d'indemnités pour les dommages subis par les deux parties —, qu'elle laissait à de nouveaux commissaires le soin de régler les questions les plus délicates, telles que la frontière de la Géorgie et l'interprétation du droit de visite, qu'enfin l'Angleterre paraissait abandonner tout à fait certaines de ses exigences et renoncer à punir les corsaires coupables d'actes de cruauté, on doit reconnaître que cet accord était loin de constituer, comme on l'a dit, « un chef d'œuvre diplomatique » (2).

Peut-être pouvait-il devenir néanmoins la première étape du chemin conduisant à un accommodement durable. La Cour d'Espagne ne recherchait point la guerre ; celle de Londres semblait aussi maintenant désirer la paix. Elle s'était hâtée de procéder avec Geraldino à l'échange des ratifications, avant d'avoir pu recevoir la réponse négative de la *South Sea Co* (3). Son intransigeance égoïste suffirait-elle à ruiner l'œuvre de Walpole? Ne devait-elle pas au contraire exciter l'irritation des marchands, qui, au dire de Cambis, « seraient charmés que cette compagnie fût

(1) Newcastle à Keene, 6 fév., B. M., 32.800, f. 68, et Coxe, *R. W.*, t. III, p. 513. — La *South Sea C°* à Newcastle, 5 fév., et Résolution des Directeurs de la Cie, 6 fév., B. M., *id.*, f. 103 et 219.

(2) Von Ruville, *op. cit.*, t. I, p. 156.

(3) Newcastle à Keene, 6 fév., *loc. cit.* — L'échange des ratifications eut lieu le 4 février.

totalement renversée » (1)? Walpole gardait l'espoir de réussir, et, pour manifester sa volonté de paix, il rappelait l'escadre de Haddock en Angleterre (2).

IV

La défaite de Walpole
(février-juin 1739*)*

A l'ouverture du Parlement, le 12 février, le discours du Trône annonça qu'un accord était intervenu et que l'Espagne allait indemniser les marchands anglais. Le texte de la Convention n'était pas encore publié, et les opposants déclarèrent que, sans le connaître, ils ne pouvaient voter l'adresse de remerciements ; cela n'empêcha point Pulteney d'affirmer à l'avance qu'il devait être « infâme et déshonorant », mais Walpole rallia facilement une forte majorité (3).

Sans perdre de temps les adversaires de Walpole se mirent à répandre dans le public de nombreux pamphlets, expliquant quels avantages la Convention devait assurer au pays, moyen facile de lui préparer une déception. Les adresses votées l'an dernier par les deux chambres avaient sans doute servi de guide aux négociateurs ; ils avaient exigé l'abandon du droit de visite ; le commerce colonial serait protégé contre la menace espagnole et contre le danger aussi que lui faisait courir la prospérité de la France. On exaltait en même temps le souvenir des glorieux marins du passé : Raleigh, Drake, celui des grands politiques, de Cromwell, de la reine Élizabeth qui

(1) Cambis à Amelot, 29 janv., A. E., Corr. Angl., 404, f. 47.
(2) Le 9 février, Cf., Temperley, *art, cit.*, p. 217.
(3) Compte rendu aux A. E., Mém. et Doc., Angleterre, 32, f. 264. Cambis à Amelot, 19 fév., A. E., Corr. Angl., 404, f. 104. — H. Walpole à Trevor, 13 fév., *Buck. mss.*, p. 25.

avaient su tenir tête à l'Espagne, et, mettant de côté tout calcul de prudence ou d'opportunité, on proclamait « qu'il était à peine besoin de raisonner, qu'il suffisait de sentir » (1).

Pour répondre à ces attaques, les écrivains à la solde du gouvernement ne pouvaient que rappeler leurs compatriotes au calme et à la prudence ; rôle ingrat dont ils s'acquittaient avec courage : « Aucun peuple en accès de rage, disaient-ils, n'est capable d'entreprendre une guerre. » Ne nous laissons pas entraîner par des souvenirs historiques mal interprétés. Comment comparer notre situation à celle où se trouvaient le gouvernement d'Élizabeth, attaqué par l'Armada, et celui de Cromwell, qui, pour humilier l'Espagne, pouvait s'appuyer sur la France? Aujourd'hui la France était devenue notre plus dangereuse ennemie, et l'on ne pouvait partir en guerre sans connaître ses intentions. D'ailleurs, réclamer la suppression complète du droit de visite c'était demander l'impossible. Ne valait-il pas mieux reconnaître que l'Angleterre aussi avait certains torts à se reprocher, et accepter le règlement par indemnités réciproques que la Convention préparait? Ainsi, en conservant la paix, on servirait mieux les intérêts du commerce britannique (2).

Quant à la fin de février le texte de la Convention devint public, Pulteney prit la plume pour décrire la « stupéfaction » des Anglais. Il passait en revue toute la politique de Walpole à l'égard de l'Espagne. En vain l'Angleterre avait-elle eu la complaisance

(1) *Considerations upon the present state of our affairs at home and abroad*, p. 2. — *Further Considerations...* (par Lyttelton, voir *The Works of George lord Lyttelton*, 2e éd., 1775, p. 44). — *Spanish Insolence corrected by English Bravery.*

(2) *Popular Prejudices against the Convention*, p. 26. — *An appeal to the Unprejudiced.* — *An address to the Merchants of G. B. by a merchant retir'd.* — *The Great Question whether War or no War impartially consider'd.* — L'opposition répliquait par : *Ministerial Prejudices in favour of the Convention.*

d'installer elle-même don Carlos en Italie ; toutes les demandes des marchands anglais et leurs déceptions successives aboutissaient à l'offre d'une indemnité ridicule. Horace Walpole répondit aussitôt à toutes ces assertions (1), mais, entre temps, un accident fâcheux était venu compliquer la tâche du gouvernement. Les questions insistantes de Carteret avaient arraché à Newcastle l'aveu que la Cour d'Espagne lui avait remis une déclaration concernant la *South Sea Co.* Ce que nous savons des sentiments du secrétaire d'Etat autorise à penser que cet aveu n'était peut-être pas involontaire. En tous cas le gouvernement, qui avait soigneusement tenu cachée la lettre de La Quadra, se vit contraint de la communiquer au Parlement (2). Les opposants disposaient ainsi d'une arme nouvelle qu'ils ne manquèrent pas d'utiliser ; ce n'est pas qu'ils aient éprouvé une sollicitude très vive pour la Compagnie, mais l'incident mettait en lumière la faiblesse de Walpole et la fragilité de sa Convention (3).

En même temps les pétitions affluaient de toutes parts à Westminster (4). Au premier rang les marchands intéressés dans les plantations d'Amérique élevaient une protestation violente contre la Convention. Ils affirmaient : « le droit clair et indiscutable que nous possédons de nous livrer à notre commerce sans être arrêtés, visités ou fouillés par les Espagnols,... la destruction certaine et inévitable de la richesse et de la force que ce Royaume tire de

(1) *A Rewiew of all that has passed between the Courts of G. B. and Spain... from the year* 1721 *to the present Convention* (par Pulteney). — *The Convention vindicated from the misrepresentations of the Ennemies of our Peace* (par H. Walpole).

(2) Séance des Lords du 19 fév., *Parl. Hist.*, t. X, p. 1021. — Cf. Ballantyne, *Carteret*, p. 212.

(3) *Observations on the Present Convention with Spain.*

(4) Ces pétitions, qui se trouvent dans le *Journal des Communes*, t. XXIII, pp. 53-55, 63, 94-5 et *passim.*, ont été réunies en un volume publié sous le titre de :*The National Dispute* par l'éditeur du *Craftsman*, Francklin.

ce commerce, si la visite des vaisseaux britanniques, qui se rendent aux Plantations britanniques ou qui en reviennent, est tolérée sous n'importe quel prétexte ». Les vingt-quatre administrateurs de la colonie de Géorgie, appartenant tous au Parlement, apportaient d'autre part à leurs collègues leur unanime protestation (1). Et il est possible ici de se rendre compte dans quelle mesure la campagne des opposants est parvenue à remuer les couches profondes de l'opinion, tout au moins dans les classes commerçantes ; car il est significatif que Walpole ne réussit à mobiliser pour sa défense qu'un petit nombre de marchands obscurs et sans influence appréciable (2).

Au contraire tous les centres commerciaux importants du royaume font écho aux plaintes des marchands intéressés, et, le 7 mars, ceux-ci se présentent au Parlement encadrés par des délégations des deux groupes commerciaux les plus considérables de l'Angleterre : celui de Londres et celui de Bristol.

Le Lord Maire, les aldermen et les conseillers de la Cité de Londres se déclarent en effet « trop profondément intéressés par tout ce qui affecte le commerce de cette Nation, pour ne pas exprimer leur plus vive anxiété ». En vain l'ancien gouverneur de la *South Sea Co*, Sir John Eyles, dévoué à Walpole, a-t-il essayé d'empêcher le Conseil d'entreprendre cette démarche. La pétition défendue par Sir John Barnard a été adoptée sans qu'il fût même besoin d'en venir aux voix (3).

D'autre part la société des « Merchants Adventurers » de la Cité de Bristol répète les mêmes exigences, en y joignant les plaintes les plus vives contre les cruautés commises par les Espagnols, dont elle a spécialement souffert.

(1) Cambis à Amelot, 12 mars 1739, A. E., Corr. Angl., 404, f. 103.
(2) Hertz, *op. cit.*, pp. 29 et 30.
(3) *Pol. St. of. G. B.*, 1739, t. I, pp. 164, 185 et 187.

L'impulsion ainsi donnée se répercute alors de tous côtés. Tour à tour arrivent à Westminster la pétition des marchands de Liverpool, celle des marchands de Glasgow, celle de la Compagnie marchande de la Cité d'Edimbourg; très caractéristique est d'ailleurs le nombre des voix qui s'élèvent en Écosse. Si l'on songe que l'Écosse est avec la Cornouailles la principale région où Walpole recrutait sa majorité, on comprend l'importance de cette manifestation (1).

Toutes les pétitions qui s'accumulaient ainsi au Parlement avaient peu à peu échauffé les esprits, et c'est au milieu de la plus grande surexcitation que les deux Chambres furent appelées enfin à se prononcer sur la Convention.

Les opposants, dans une série d'escarmouches préalables, n'avaient rien négligé depuis un mois pour l'accroître. Ils avaient même tenté d'introduire au Parlement un nouveau Jenkins, en la personne du capitaine Vaughan qui venait de sortir des prisons espagnoles (2). Au cours de longs débats ils avaient réclamé pour les pétitionnaires le droit de faire défendre leur cause par des avocats ; Walpole n'était parvenu à faire rejeter cette proposition aux Communes que par une faible majorité, et, si les Lords l'avaient écartée, c'était parce qu'une partie des opposants jugeait plus habile d'entendre de la bouche des marchands eux-mêmes le récit de leurs souffrances, estimant, avec Chesterfield, que « tout le royaume, la Grande Bretagne toute entière serait leur avocat » (3).

Le débat sur la Convention s'ouvrit le 12 mars à la

(1) Voir en particulier les pétitions présentées par le Conseil de Dunfermline, la Guild de Dundee, les marchands et bourgeois de Montrose, les magistrats de Sterling, de Cupar in Fyfe, etc...

(2) *Parl. Hist.* ,t. X, p. 1056. — Cambis à Amelot, 12 mars, A. E., Corr. Angl., 404, f. 163. — Sur Vaughan, voir *infra*, p. 284.

(3) Séance des Communes du 9 mars, *Parl. Hist.*, t. X, p. 1059-1090. — Séance des Lords du 6 mars, *id.*, p. 1040-1050.

Chambre des Lords. Malgré les ordres du Chancelier, quelques grandes dames, après avoir longtemps assiégé la porte, pénétrèrent par surprise dans la salle, où elles soulignèrent les discours de leurs éclats de rire et de leurs applaudissements. Le Prince de Galles ne manqua point de venir voter le premier contre le gouvernement (1). Celui-ci eut à subir un assaut redoutable ; quand lord Cholmondeley eut proposé l'adresse remerciant le Roi d'avoir conclu cet accord, Carteret en reprit les clauses, qui passèrent une à une au crible d'une sévère analyse. Il s'abstint d'attaques personnelles contre Walpole, mais le ton modéré qu'il adoptait ne fit qu'ajouter à la force de sa conclusion. Il soutint que la Convention ruinerait non seulement le commerce, mais la noblesse elle-même, et toute la nation, qui aurait fait l'abandon de ses libertés (2). Le duc d'Argyle au contraire parla sans se soucier d'ordonner son discours. L'ancien partisan de Walpole était maintenant son plus violent ennemi, et, bien qu'il fît encore partie du Conseil Privé, il ne se regardait plus comme solidaire des décisions prises par ce qu'il nommait : le Conseil de Walpole (3). Il parla en soldat, défendant l'honneur du drapeau, et il accusa le ministre de trembler devant la France ; la Convention était « une mesure française », et lui-même préférerait mourir plutôt que d'y donner son assentiment (4).

Argyle se rassit au milieu d'un silence impressionnant ; pourtant l'assemblée parut touchée davantage par la harangue passionnée et méprisante, dans

(1) Yorke, *op. cit.*, t. I, p. 188, note 4. — Cambis à Amelot, 12 mars, *loc. cit.* — Lady Mary Wortley Montagu, *Letters and Works*, éd. 1893, t. II, p. 37.

(2) *Parl. Hist.*, t. X, p. 1120.

(3) *Parl. Hist.*, t. X, p. 1137 ; il opposait au Conseil Privé et au Cabinet le « Minister's Council », c'est-à-dire le petit conseil qui accaparait la direction des affaires.

(4) Son discours fut imprimé l'année suivante dans : *The Conduct of his grace the D-ke of Ar-le for the four last years rewiewed*, 1740, p. 23-25.

laquelle Chesterfiefd dénonça « la plus humiliante et pernicieuse Convention que cette nation ait jamais conclue ». Il se complut à montrer la prospérité de la France, à faire l'éloge du Cardinal, qui, encourageant le commerce, évitant les conflits inutiles, mais sachant défendre au besoin avec fermeté l'honneur français, avait assuré le bonheur de son pays et sa propre gloire. Les Anglais, trop dociles aux avis de la France, avaient au contraire laissé échapper toutes les occasions de se venger des insultes de l'Espagne (1). La guerre désormais ne pouvait plus être évitée, et il ne fallait point en rejeter la responsabilité sur ceux qui la demandaient aujourd'hui, mais sur ceux dont la faiblesse l'avait rendue nécessaire. S'ils en montraient encore autant pour la conduire, alors l'Angleterre finirait par « être asphyxiée dans la boue ». Depuis vingt ans, concluait-il, nous vivons dans un régime de paix armée, et ce n'est qu'en faisant maintenant la guerre que nous obtiendrons une paix véritable (2).

Il ne semble pas que Newcastle se soit soucié de répondre à ces attaques (3). La défense ministérielle fut présentée par lord Islay, qui, depuis la défection de son frère Argyle, était le principal représentant de Walpole en Écosse, par Hardwicke surtout, qui s'efforça d'apaiser l'émotion de l'assemblée. Avec calme et lucidité il analysa la Convention et défendit la cause de la paix, montrant la France prête à soutenir l'Espagne, et les Jacobites prêts à troubler le pays (4). L'adresse gouvernementale fut alors votée à la faible majorité de vingt-et-une voix (5).

(1) *Parl. Hist.*, t. X., p. 1187.

(2) *Parl. Hist.*, *id.*, p. 1188 : « a warlike peace ».

(3) Son silence serait instructif ; en tous cas les comptes rendus publiés ne contiennent aucun discours de lui.

(4) *Parl. Hist.*, *id.*, p. 1147 et suiv. — Yorke, *op. cit.*, t. I, p. 189.

(5) Par 95 voix vontre 74. — Cambis à Amelot, 12 mars, A. E., Corr. Angl., 404, f. 170. Il signale la défection de Scarborough, dont on sait l'influence celle aussi de onze autres lords et de deux évêques. — Cf. Coxe, *R. W.*, t. III, p. 516.

Aux Communes, le 19 mars, ce fut Horace Walpole qui ouvrit le débat. Dans un discours de plus de deux heures (1), il énuméra toutes les raisons que l'Angleterre avait d'être satisfaite de cet arrangement, tous les motifs qui, dans la situation de l'Europe, recommandaient la prudence. Il semble qu'il se fît quelque illusion sur son succès ; orateur solennel et terne, il ne servit pas sa cause en voulant la défendre trop, peut-être parce que, dans son for intérieur, il ne l'approuvait pas entièrement (2).

Les jeunes patriotes entamèrent alors le combat. Le Prince de Galles, leur chef, se tenait dans une tribune pour les encourager par sa présence, et Lyttelton n'hésita point à y faire allusion en déclarant : « Je sais qui m'écoute ; et c'est pour cela que je parle » (3). Dans leur groupe remuant W. Pitt se distingua ; on remarqua que, tandis qu'il parlait, Walpole prit des notes, ce qui lui arrivait fort rarement ; et, quand il eut fini, le Prince de Galles le serra dans ses bras.

L'impression qu'il produisit ne vint certes point de la valeur de ses arguments ; mais le souffle enflammé qui anima son discours, s'il scandalisa quelques-uns de ses auditeurs, réussit pourtant à communiquer au plus grand nombre son indignation ; peut-être même eût-il emporté leurs votes, sans les moyens de corruption dont Walpole disposait (4).

Pitt ne se contentait pas de formuler des critiques abstraites ; il leur donnait la forme d'un dialogue vivant : « L'Espagne, disait-il, nous déclare : « Nous traiterons avec vous, mais nous visiterons et

(1) *Parl. Hist.*, *id.*, p. 1244, et Coxe, *R. W.*, t. I, p. 594-600. Cet auteur utilise les notes prises par R. Walpole en écoutant son frère.

(2) H. Walpole à Trevor, 20 mars, *Buck. mss.*, p. 26. — Selwyn à Townshend, 21 mars, dans Coxe, *R. W.*, t. III, p. 519.

(3) *Parl. Hist.*, t. X, p. 1284.

(4) Nous suivons le texte donné par Johnson au *Gentl. Mag.* — Coxe, *R. W.*, t. I, p. 594, qui a utilisé les notes de R. W., confirme l'exactitude générale de cette version. — Cf. B. Williams, *Life of Pitt*, t. I, p. 77 et 78, note 1.

saisirons vos navires ; nous voulons bien signer une Convention, mais nous garderons vos sujets prisonniers, nous les garderons dans la Vieille Espagne, car les Indes sont loin, et l'Europe ainsi sera témoin de la manière dont nous vous traitons » (1). Pour cingler l'amour-propre des députés, il n'hésitait pas à faire appel, par delà le Parlement, au peuple anglais lui-même : « Cette assemblée, s'écriait-il, est-elle bien désormais un Parlement anglais, si, avec plus de vaisseaux dans nos ports qu'il n'y en a dans tout le reste de l'Europe, avec plus de deux millions d'habitants dans nos colonies d'Amérique, nous supportons d'entendre soutenir qu'il convient d'accepter de l'Espagne une Convention, qui n'est ni sûre, ni satisfaisante, ni honorable... Cette Convention, je le crois du fond de mon cœur, n'est rien d'autre qu'un aveu de notre ignominie nationale... les plaintes désespérées de nos marchands, voix de l'Angleterre, l'ont condamnée. Que la faute en retombe sur ceux qui l'ont conseillée ! Dieu nous garde d'en prendre une part en l'approuvant » (2) !

L'humeur pacifique de Walpole ne lui faisait pas redouter les batailles parlementaires. Quand il se leva, ce fut pour faire front contre ses ennemis. Il ne se soucia pas de plaider les circonstances atténuantes, ni de justifier son attitude par des raisons d'opportunité. Audacieusement il revendiqua l'honneur d'avoir empêché l'Angleterre de partir en guerre contre un pays « avec lequel son plus grand intérêt était de rester en paix ». Sans doute la situation de l'Europe ne nous laissait, en cas de guerre, « qu'une perspective très mélancolique de succès ». Mais de plus une guerre avec l'Espagne « serait injuste de notre part, et, si elle est injuste, elle doit être impolitique et déshonorante ». Les cris de guerre ne l'impres-

(1) *Parl. Hist.*, t. X, p. 1282.
(2) *Parl. Hist.*, *id.*, p. 1283 ; Coxe, *R. W.*, t. I, p. 501.

sionnaient pas ; il savait par quels artifices on les avait provoqués. « Je suis résolu, disait-il, tant que j'aurai l'honneur de servir S. M. à la place que j'occupe, à ne pas laisser les clameurs populaires l'emporter sur ce que je crois être le bien de mon pays... Je ne serai jamais disposé à sacrifier nos vrais intérêts à la poursuite d'une gloire militaire. Cette nation... est une nation commerçante, et la prospérité de son commerce est ce que chacun des membres de cette Chambre devrait avoir principalement devant les yeux. » Sa conduite n'était point cependant dictée par des motifs d'intérêt, même national. Il prétendait défendre la cause de la justice ; c'est pourquoi il répétait encore, en concluant, que les prétentions des opposants étaient injustes, que nier le droit de visite et vouloir que les vaisseaux anglais puissent librement naviguer près des côtes espagnoles, cela signifiait « en bon anglais » que les Indes Espagnoles devaient être ouvertes à tous les contrebandiers. Il fallait s'en tenir au contraire au régime établi par les traités anciens, sur lesquels la Convention se fondait (1).

Un grand nombre d'autres orateurs avaient, entre temps, pris la parole (2) ; il était plus de minuit quand Walpole se rassit,et Pulteney allégua que l'heure était trop tardive pour lui répondre. On passa au vote, et l'adresse du gouvernement fut adoptée par 260 voix contre 232 (3).

Lorsque, le lendemain, la Chambre eut à confirmer la décision qu'elle avait prise la veille en comité, Pulteney donna le signal d'un nouveau débat ; c'était arriver trop tard sur le champ de bataille. Il put maltrai-

(1) *Parl. Hist.*, t. X, p. 1291-2. — Coxe, *R. W.*, t. I, p. 603.

(2) Nous en avons la liste, mais ne connaissons pas leurs discours (Coxe, *R. W.*, t. III, p. 516 et 519). Ce fut H. Fox qui répondit à Pitt, et le discours de R. Walpole fut une réponse à celui de Wyndham.

(3) H. Walpole à Trevor, 20 mars, *Buck. mss.*, p. 26. — Cambis à Amelot, 20 mars, A. E., Corr. Angl., 404, f. 176.

ter de son ironie Horace, qui avait passé vingt années de son existence à conclure des alliances et venait maintenant déclarer que l'Angleterre n'en possédait aucune ; mais les députés étaient manifestement excédés de ces redites. Tandis que Wyndham et Walpole s'affrontaient à nouveau, beaucoup de membres s'éclipsèrent, et le vote final accrut la majorité ministérielle (1).

Le succès de Walpole n'empêche point de penser que la grande majorité des Anglais était hostile à sa politique, et nous pouvons nous rendre compte ici de la manière dont il maintenait, malgré cela, sa prépondérance. Comme dans le cas de l'accise, en effet, les opposants répandirent dans le pays une liste des députés qui avaient voté en faveur de la Convention, indiquant pour chacun d'eux les raisons particulières qui avaient pu l'influencer. Si Walpole ne paraît pas, comme on l'a fait remarquer, avoir acheté directement leurs voix, il ne s'est pas moins attaché la plupart de ses partisans, en leur distribuant des faveurs de tous genres. Des 260 députés en question, 234 occupaient des fonctions officielles, qui, pour 133, comportaient un traitement. Si à ce nombre on ajoute ceux dont un proche parent avait obtenu un emploi, ou qui avaient été favorisés par une décoration, si l'on y comprend les directeurs des grandes compagnies, on voit que presque tous ceux qui ont soutenu Walpole avaient intérêt à le maintenir au pouvoir (2).

Cette situation entraîna l'opposition à commettre une faute grave de tactique parlementaire. Après sa seconde défaite, Wyndham, en son nom, annonça

(1) *Parl. Hist.*, t. X, p. 1297 et suiv. — Cambis à Amelot, 26 mars, A. E., Corr. Angl., 404, f. 191. — Orlebar (Coxe, *R. W.*, t. III, p. 516) signale le cas d'un député, qui, s'étant endormi, ne put prendre part au vote. On décida qu'il avait voté contre ; détail curieux de procédure parlementaire. Est-ce une survivance de l'ancien usage d'après lequel les opposants ne quittaient pas la salle ?

(2) A. E., Mém. et Doc., Angleterre, 38, f. 307.

qu'elle se retirait du Parlement ; au milieu d'un profond silence il dit avoir espéré que la majorité, pour une fois, aurait voulu montrer qu'elle n'était point « une faction formée contre les libertés et les propriétés de ses concitoyens » ; mais, puisque la parole d'un seul homme dans cette Chambre avait plus d'influence que la voix unanime du pays, il en concluait ou bien que la majorité était déterminée « par des arguments que nous n'avons pas entendus », ou bien que lui-même était incapable de comprendre ceux qui avaient été énoncés. Dans les deux cas il ne pouvait plus siéger au Parlement : « Je prends donc, concluait-il, un congé définitif de cette Chambre, et je fais appel à une nouvelle Chambre des Communes libre de toutes influences. » Quelques membres, indignés par ce langage, voulaient que Wyndham fût arrêté et enfermé à la Tour ; mais Walpole n'eut garde d'en faire un martyr, d'autant plus qu'il était enchanté que ses adversaires lui laissent le champ libre au Parlement : « Je crains seulement, répondit-il, qu'ils ne tiennent pas leur parole et qu'ils reviennent. » Pour sa part il ne redoutait que les trahisons secrètes, et, puisqu'on avait maintenant l'audace de « sonner la trompette de la rébellion », il faisait appel à tous les vrais amis de la Couronne, qui devaient s'unir autour de « la personne et la famille de Sa Majesté » (1).

Wyndham et Pulteney entraînèrent alors leurs partisans hors de la salle ; mais sir John Barnard, lord Polwarth, Lyttelton et probablement Pitt restèrent, désapprouvant l'initiative de leurs leaders. On a dit que l'inspirateur en avait été Bolingbroke, qui, de sa retraite, continuait à correspondre avec Wyndham (2). On s'appuie sur une lettre où Bolingbroke

(1) *Parl. Hist.*, t. X, p. 1321. — Les versions du *London Mag.* et du *Gentl. Mag.* sont presque identiques.

(2) Rosebery, *op. cit.*, p. 168. — Von Ruville, *op. cit.*, p. 163. — Ewald, *Sir Robert Walpole*, p. 346.

lui adressait ses félicitations : « Vous avez arraché le masque, écrivait-il, et fait appel à la nation ». Mais ces lignes écrites après coup pouvaient être seulement destinées à convaincre Wyndham de ne pas revenir en arrière ; dans une lettre à Marchmont, Bolingbroke ne cachait pas, au contraire, sa désapprobation (1).

Walpole se trouvait ainsi libre de soucis pour la fin de la session, et il en profita pour obtenir l'assentiment du Parlement à plusieurs mesures fort impopulaires. Il n'eut guère à essuyer que les sarcasmes de Chesterfield, se moquant d'un ministère qui, depuis vingt ans, jouait au hasard pour la paix ou pour la guerre, et finissait par conclure quelque chose qu'il appelait une Convention et qui n'était ni l'une ni l'autre (2).

Le tableau brossé par Chesterfield n'était pas entièrement inexact. La paix, nous l'avons vu, n'était point assurée par la Convention ; il restait à l'en faire sortir. Or, tandis que Walpole dominait le Parlement, il ne pouvait empêcher Newcastle de mener la négociation espagnole sur le chemin de la guerre.

Au début de 1739 la paix n'était point inaccessible. L'Espagne avait clairement indiqué qu'elle ne cherchait pas la guerre, en commençant à désarmer aussitôt après la signature de la Convention. Mais il fallait que le ministère anglais marquât sa décision

(1) Bolingbroke à Wyndham, 3 août, (Coxe, *R. W.*, t. III, p. 525) et à Marchmont (sans date, *Marchmont Papers*, t. II, p. 180). — Cf. l'opinion contraire de Chesterfield (lettre à Lyttelton, 4 avril 39. *Letters*, Ed. Mahon, t. V, p. 436). — Grant Robertson, *England under the Hanoverians*, p. 79. — Pulteney semble aussi avoir suivi Wyndham à regret.

(2) Walpole fit alors voter des crédits assurant des établissements séparés de la liste civile au duc de Cumberland et aux nombreuses filles du Roi. Il fit également ratifier le traité qui venait d'être conclu avec le Danemark. Celui-ci était fort critiqué, parce qu'on savait le Danemark de plus en plus attiré du côté de la France, et parce que Georges II ne songeait à prendre les Danois à sa solde que pour protéger le château de Steinhorst qu'il avait acquis du Holstein.

de négocier un accommodement sans se laisser impressionner par les manifestations du public, qu'en insistant pour obtenir les satisfactions qui lui étaient dûes, il laissa tomber celles de ses réclamations qui n'étaient pas justifiées, qu'il se montra décidé à surveiller enfin ses propres contrebandiers. Alors, sans doute, n'eût-il pas été impossible de s'entendre sur la question épineuse du droit de visite. L'Angleterre ne pouvait pas sérieusement prétendre l'abolir tout à fait. Elle n'y avait pas intérêt, et les exigences bruyantes de ses marchands laissaient encore la porte entr'ouverte à un compromis possible. Il s'agissait de distinguer les visites opérées en pleine mer, au voisinage des côtes ou enfin dans les ports espagnols (1).

Mais Newcastle ne désirait pas un accord. Il ne perdit pas un jour pour prescrire à Keene de réclamer sans retard la restitution de plusieurs navires arrêtés. Pour l'un d'eux il obtenait aussitôt satisfaction, mais, pour les autres, le refus de l'Espagne paraissait tout à fait justifié (2). Le chancelier Hardwicke désapprouva nettement son ami. Les termes dont il se servait étaient « un peu trop durs »... « Ne pourrait-on adoucir un peu certains passages?... Je doute, ajoutait-il, que le moment soit propice pour parler de cette manière sur ce sujet à la Cour d'Espagne (3) ». Newcastle ne se laissa pas convaincre (4).

(1) Cf. Temperley, *art. cit.*, p. 219. — Ce sont les conseils que donne Keene à Newcastle, 16 mars, B. M., 32.800, f. 191. — Cf. aussi le Mémoire de Sihouette, 24 déc., A. E., Corr. Angl., 405, f. 360.

(2) Newcastle à Keene, 6 fév., et Keene à Newcastle, 23 fév. et 2 mars, B. M., 32.800, f. 68, 130 et 165. — Restitution du vaisseau « la Sarah », appartenant au Cap. Vaughan, dont nous avons parlé plus haut (p. 275). — Newcastle réclamait d'autre part les deux navires de la *South Sea Co* saisis à bon droit dans le port de La Havane Cf. plus haut, p. 237.

(3) Hardwicke à Newcastle, 2, 6 et 9 mars, B. M., 32.692, f. 21, 25 et 27.

(4) Newcastle à Hardwicke, mars 1739 (dans Yorke, *op. cit.* t. I, p. 222) et 7 mars (dans Temperley, *art. cit.*, p. 228) : « We must yield to the times ».

Dans ces dispositions les débats du milieu de mars au Parlement allaient lui faire prendre une initiative désastreuse. Après la séance des Lords la *South Sea Co* avait, dans une assemblée générale, confirmé la résolution de ses directeurs de ne point payer sa dette au Roi d'Espagne (1). Au lendemain des discussions des Communes, Newcastle prescrivit à l'amiral Haddock, « contrairement à tous ordres antérieurs, de rester avec la flotte de S. M. B. placée sous votre commandement à Gibraltar » (2).

Cette résolution si grave avait-elle été prise en accord avec R. Walpole? Il est permis d'en douter, quand on voit d'une part que le Chancelier lui-même ne paraît pas avoir été consulté, et d'autre part que les ministres calmaient les soupçons de Geraldino, en niant que cet ordre eût été expédié; pourtant Newcastle avait soin de prévenir Keene que l'Angleterre n'avait pas l'intention de laisser Haddock s'éloigner des côtes d'Espagne (3).

Ce qui est sûr, c'est que le contre-ordre expédié par Newcastle ruina définitivement tout espoir de maintenir la paix. Keene en fut entièrement découragé; obligé de dépeindre à la Cour de Madrid le maintien de Haddock sous le jour le plus rassurant, et en même temps de présenter les demandes de la *South Sea Co*, il annonçait dès lors, sans hésitation, que l'Espagne ne verserait pas 95.000 livres dans le délai prévu.

La Cour de Madrid, il est vrai, consentit à laisser s'ouvrir, le 5 mai, les conférences des Commissaires. Villarias se contentait alors d'observer que peut-être S. M. C. aurait été beaucoup plus portée à faci-

(1) Cambis à Amelot, 16 mars, A. E., Corr. Angl., 404, f. 172.

(2) 21 mars, R. O., Admiralty Out Letters, vol. 35, cité par Temperley (*art. cit.*, p. 228), qui, le premier, a mis en lumière l'importance de cette décision.

(3) Hardwicke à Newcastle, 26 mars, et réponse (sans date), dans Yorke, *op. cit.*, t. I, p. 221-2. — Newcastle à Keene, 31 mars, B. M., 32.800, f. 233. — Cambis à Amelot, 2 avril, A. E., Corr. Angl., 404, f. 215.

liter les négociations, si la flotte anglaise n'était point restée à Gibraltar (1). Mais, dix jours plus tard, au début de la seconde conférence, les commissaires espagnols remirent une déclaration prévenant les Anglais qu'ils ne devaient attendre de leur part « ni faveurs, ni facilités d'aucune sorte ». Puis, le 17 mai, Keene reçut une réponse aux demandes de la *South Sea Co*, exigeant d'elle le paiement immédiat de 68.000 livres, sous la menace d'une suspension de l'Assiento (2).

Newcastle était désormais en mesure d'imposer sa volonté (3). Avant même d'avoir pu connaître ces dernières nouvelles, il estimait déjà insupportables les premières observations, si modérées, auxquelles le maintien de la flotte anglaise avait donné lieu ; le Roi d'Angleterre ne pouvait-il pas envoyer ses vaisseaux où il lui plaisait, à plus forte raison dans des ports anglais comme Gibraltar et Port Mahon? Et il pressait Keene d'exiger que l'Espagne remplît ses obligations (4). Quand, le 9 juin, Keene exécuta ces ordres, il eut beau les accompagner de protestations pathétiques d'amitié, Villarias lui répondit que l'Espagne n'allait point verser 95.000 livres pour permettre à l'Angleterre de s'armer d'avantage ; il fallait, déclarait-il, « les considérer comme pires que des Chinois pour vouloir les duper à ce point » (5).

Résolu à la guerre, Newcastle d'ailleurs ne cherchait même point à en rejeter la responsabilité sur ses adversaires. Dès que le délai prévu par la Conven-

(1) Keene à Newcastle, 24 avril et 4 mai, B. M., 32.800, f. 295 et 336 ; 11 mai, *id.*, f. 348.

(2) Keene à Newcastle, 18 mai, B. M., *id.*, f. 360.

(3) Peut-être Newcastle a-t-il profité, pour faire prévaloir ses vues, de la maladie qui affaiblissait alors R. Walpole. Celui-ci souffrait à ce moment « d'une espèce de léthargie qui se porte principalement à la tête ». De Visme, chargé d'affaires à Amelot, 7 mai, A. E., Corr. Angl., 404, f. 277.

(4) Newcastle à Keene, 19 mai, 32.800, f. 373.

(5) Keene à Newcastle, 9 juin, B. M., 32.801, f. 30.

tion fut expiré, il n'attendit pas de connaître la dernière réponse espagnole pour brusquer le dénouement. Le 12 juin, à la Chambre des Lords, les opposants proposèrent qu'une adresse fût présentée au Roi lui demandant si l'Espagne s'était acquittée de sa dette. Comme le Chancelier cherchait à la faire écarter, on eut la surprise de voir Newcastle déclarer qu'il avait ordre de répondre que l'Espagne ne l'avait pas fait ; on s'étonna qu'il eût pu recevoir les ordres du Roi sur une proposition dont il ne devait pas être averti (1). Le même soir, Hardwicke avait avec R. Walpole un long entretien, où il s'efforçait de le convaincre qu'il était temps d'abandonner tout espoir de maintenir la paix. Il croyait y avoir réussi, mais, au Conseil du 14 juin, Walpole ne voulut pas encore se rallier aux propositions que Newcastle mit en avant, et l'on se sépara sans conclure (2).

Le 15, Carteret présentait aux Lords une motion constatant que le Roi d'Espagne, en ne payant pas sa dette, avait rompu la Convention. Elle fut soutenue par une harangue passionnée de Chesterfield : « Décidons-nous enfin, s'écria-t-il, à exprimer le sentiment de la nation... Plaçons devant S. M. le véritable état de la nation, pour qu'Elle ne soit pas plus longtemps trompée par ceux qui ont si notoirement trahi ses intérêts et son honneur ». Newcastle s'opposa à cette proposition, en ajoutant toutefois que le Roi était résolu à venger l'honneur national et à se faire justice. Mais plus significatif fut le discours du Chancelier ; s'il combattit aussi la motion, pour laisser au gouvernement le temps d'achever ses préparatifs, il eut soin de marquer cependant qu'il ne fallait point le soupçonner pour cela de vouloir éviter la guerre. Il se ralliait ainsi publiquement pour la pre-

(1) Compte rendu aux A. E., Mém. et Doc., Angleterre, 39, f. 4. — H. Walpole à Trevor, 12 juin, *Buck. mss.*, p. 32.

(2) Hardwicke à Newcastle, 13 juin, dans Yorke, *op. cit.*, t. I, p. 222. — Torrens, *History of British Cabinets*, t. I, p. 94.

mière fois à une politique belliqueuse ; Argyle l'en félicita, et Walpole, qui, debout derrière lui, l'écoutait, lui cria ironiquement : « Bravo, Colonel Yorke ! » Cependant l'assemblée restait incertaine. Ce fut Scarborough qui la décida ; il déclara qu'après de longues hésitations, il ne croyait pas devoir voter cette motion, qui empiétait sur les prérogatives de la Couronne en prétendant forcer sa décision. La motion fut alors rejetée par une majorité de 16 voix (1).

Alors seulement, le 17 au soir, le Cabinet résolut de prendre de véritables mesures de guerre, de préparer la presse des matelots, de faire venir des troupes d'Irlande et d'augmenter les régiments de dix hommes par compagnie ; on renforcerait la flotte de Haddock à Gibraltar et celle de Brown en Amérique ; on les autoriserait enfin à commettre des mesures d'hostilité contre les Espagnols. Ce n'est que le lendemain que parvint à Londres la dépêche de Keene du 9 juin ; aussi Newcastle put-il lui répondre que, sans l'attendre, le Roi avait résolu « d'entreprendre des actes d'hostilité pour faire rendre justice à lui-même et à la nation (2).

Lorsque, le 25 juin, le Parlement se sépara, l'opposition avait gagné la bataille. L'Angleterre était dès maintenant en état de guerre ; si elle ne se souçiait pas encore de la déclarer, c'est parce qu'elle avait avantage à gagner le temps nécessaire pour achever ses préparatifs. De nombreux vaisseaux s'armaient en hâte dans ses ports : sir Chaloner Ogle devait en amener neuf à l'amiral Haddock, tandis que l'amiral Vernon conduirait un détachement de ren-

(1) Yorke, *op. cit.*, t. I, p. 194. — *Walpoliana*, p. 14. — *Parl. Hist.*, t. X, p. 1417. — Compte rendu aux A. E., Mém. et Doc., Angleterre, 39, f. 7.

(2) Newcastle à Keene, 25 juin, B. M., 32.801, f. 67. — De Visme à Amelot, 18 et 25 juin, A. E., Corr. Angl., 404, f. 378 et 386. — H. Walpole à Trevor, 19 juin, *Buck. mss.*, p. 33.

fort à la Jamaïque. Les instructions remises à Vernon à la fin de juillet lui prescrivaient : « de commettre toutes sortes d'actes d'hostilité contre les Espagnols, et de chercher à prendre, couler, brûler ou détruire autrement tous les navires ou vaisseaux, tant navires de guerre que navires de commerce ou autres vaisseaux que vous rencontrerez ». Robert Walpole donnait sa pleine approbation à ces ordres (1). D'autre part le Roi d'Angleterre décidait d'accorder des lettres de marques et de représailles, permettant à ses sujets de saisir légitimement tous les vaisseaux espagnols (2).

A cette nouvelle le Roi d'Espagne, qui avait évité jusqu'alors toute mesure de ce genre, ne put se dispenser d'accorder à son tour des lettres semblables et de publier un manifeste justifiant son attitude (3). Le 14 août, Newcastle ordonnait à Keene de demander ses passeports, et Geraldino, d'autre part, quittait la Cour de Londres au milieu de septembre (4).

V

La rivalité franco-anglaise

Lorsque, au mois de juin, le Cabinet britannique s'était rallié à la politique belliqueuse de Newcastle, il avait pourtant de bonnes raisons de penser que la France se porterait au secours des Espagnols. En recevant la déclaration de Villarias, Newcastle écri-

(1) Instructions de Vernon, 27 juillet, B. M., 32.692, f. 128 et 134. — R. Walpole à Newcastle, 28 juillet, *id.*, f. 152.

(2) *Pol. St. of G. B.*, 1739, t. II, p. 59.

(3) *Id.*, p. 213. — Keene à Newcastle, 31 août, B. M., 32.801, f. 239.

(4) Newcastle à Keene, 14 août, B. M., 32.801, f. 185. — Keene cependant ne dut pas partir aussitôt, car il n'arriva à Londres que le 8 novembre (*Pol. St. of G. B.*, 1739, t. II, p. 288). — Geraldino s'embarqua à Douvres le 21 septembre (R. Hall, directeur des postes, à Couraud, 21 sept., B. M., 32.692, f. 284).

vait : « Il n'y a que trop de motifs de craindre que cette extraordinaire résolution ne soit prise par l'Espagne en accord avec la France, et que la raison pour laquelle M. Villarias n'a rien dit, à l'ouverture des Conférences, au sujet du non paiement de cet argent, fut qu'alors il n'avait pas encore reçu la réponse demandée à la France à ce propos ». Mais le ministre ne s'en effrayait point ; il voulait au contraire forcer le Cardinal à découvrir ses intentions. S'il refusait de s'engager à ne pas soutenir l'Espagne, « le Roi devrait en conclure que c'était lui qui dirigeait toute l'affaire dans la coulisse (1) ».

Tandis qu'un an plus tôt l'Angleterre se demandait avec inquiétude dans quelle voie s'engagerait Fleury, maintenant sa conviction était faite, et elle avait pris son parti de l'hostilité de la France (2).

L'année 1738 avait été décidément difficile pour le vieux Cardinal. On n'est point surpris que le régime, auquel il s'était astreint après sa première maladie, ait provoqué bientôt une rechute grave ; à la fin de juillet il s'évanouissait à la Chapelle de Versailles, et, pendant tout l'été, malgré de courts séjours dans sa maison d'Issy, il ne parvenait pas à retrouver ses forces. A plusieurs reprises on avait cru sa fin prochaine ; il avait reçu le viatique, et Maurepas, trop pressé, avait même eu l'imprudence de répandre un jour la nouvelle de sa mort (3).

Les intrigues des courtisans avaient alors repris de plus belle, plus dangereuses qu'auparavant parce

(1) Newcastle à Waldegrave, 19 juin 1739, R. O., France, 220, f. 228.

(2) Aussi Newcastle avait-il envoyé à l'amiral Haddock l'instruction secrète d'attaquer les Espagnols même s'ils étaient convoyés par des Français (Newcastle à Haddock, 17 juin 1739 (dépêche jointe à celle à Harrington du 5 juillet 1740, R. O.,St. Pap. Dom. Reg., 90). Rien n'indique, il est vrai, que Walpole ait approuvé ou même connu ces instructions. Cf. *infra*, p. 335.

(3) Waldegrave à Newcastle, 25 juillet, 2 et 10 août 1738, R. O., France, 218, f. 295, 324 et 328 ; 28 août, *id.* 219, f. 30. — Luynes, *Mémoires*, t. 11, p. 197, 204, 251 et 255.

qu'ils étaient moins divisés. Le duc d'Orléans avait découragé ses partisans en annonçant que, si on lui offrait le pouvoir, il le refuserait. Le parti de M. le Duc avait été mis en échec par Mlle de Charolais, qui, détestant son frère, travaillait activement en faveur des Noailles, auxquels d'autre part Tencin semblait se rallier. On avait arrêté à Marly tout un plan de ministère : Maurepas, Saint Florentin et d'Angervilliers restaient en place ; Amelot recevait le Contrôle Général, tandis que les Affaires Étrangères étaient promises à l'intrigant évêque de Rennes (1) ; le duc de Noailles et l'évêque d'Embrun entreraient au Conseil. Mademoiselle se promettait de gagner à ce plan Mme de Mailly, qui en parlerait au Roi (2).

Mais une fois de plus Fleury, en retrouvant la santé, mit ses adversaires en déroute. « Il est presque impossible d'imaginer à quel point il est rétabli », écrivait à la fin de l'année l'ambassadeur anglais, stupéfait de voir le Cardinal assister debout, deux heures durant, à une partie de jeu de paume (3). « Il n'a jamais eu meilleure mine depuis sept ans. Il mange d'aussi bon cœur qu'auparavant, et sa mémoire et sa présence d'esprit n'ont jamais été plus grandes. Il se conduit exactement comme autrefois et ne montre que douceur pour traiter les affaires avec ceux qui sont pour ainsi dire ses égaux ; mais on dit qu'il le prend de plus haut avec les ministres de second rang. Il traite les secrétaires d'État et les autres ministres français comme des commis, et leur fait la vie dure. On prétend couramment que l'humilité et la candeur qu'on louait tant chez lui, n'étaient qu'un masque, et bien des gens disent qu'il est le ministre le plus

(1) Sur Vauréal, évêque de Rennes, cf. d'Argenson, *Mémoires*, t. II, p. 11, et Toussaint, *op. cit.*, p. 194. — Baudrillart, *op. cit.*, t. V., p. 39.

(2) Waldegrave à Newcastle, 10 et 24 sept., R. O., France, 219, f. 49 et 75.

(3) Waldegrave à Newcastle, 7 nov., R. O., France, 219, f. 141.

décevant et le plus faux que la France ait jamais eu (1) ».

Les Anglais croyaient découvrir enfin le véritable Cardinal, et le désenchantement avec lequel ils le regardaient désormais, venait de ce qu'ils étaient forcés de reconnaître la position prépondérante qu'il avait conquise en Europe. « La Cour de France, constatait alors Newcastle, n'a point cessé d'amuser et de tromper celle de Vienne ; et il n'est que trop clair que la France s'est servie de l'autorité absolue qu'elle a sur la Cour Impériale, pour former des alliances et établir une puissance... qui lui donnent le moyen de décevoir les vues de la Maison d'Autriche sur la succession de l'Empereur... et d'entreprendre, quand elle le trouvera bon, de renverser l'équilibre des Puissances en Europe (2) ». — « Il saute aux yeux, lui répondait l'ambassadeur, que les projets du Cardinal deviennent plus vastes chaque jour et tendent à renverser l'équilibre de l'Europe » (3). Horace Walpole lui-même portait un jugement presque semblable sur son ancien ami : « Il y a longtemps, écrivait-il, que j'ai désespéré de lui et que j'ai pensé que Son Em., sous l'apparence de vues pacifiques, prépare la voie à une scène de sang et de confusion en Europe après sa mort (4) ».

En effet, l'annonce du mariage de don Philippe avec Mme Louise Elizabeth marquait alors le rapprochement des deux branches de la Maison de Bourbon. A Versailles on faisait à La Mina triomphant « une cour extravagante et ridicule ». Le 21 avril

(1) Waldegrave à Newcastle, 15 janv. 1739, R. O., France, 220, f. 15. — Cf. aussi, Waldegrave à Newcastle, 24 sept. 1738, *id.*, 219, f. 75 : « I find everybody agrees that, since the Cardinal's illness He is grown more false and deceitful than ever ; for my part I attribute this discovery to his having less address than heretofore to hide it ».

(2) Newcastle à Waldegrave, 16 janv. 1739, B. M., 32.800, f. 23.

(3) Waldegrave à Newcastle, 31 janv., *id.*, f. 50.

(4) H. Walpole à Trevor, 3 avril, *Buck. mss.*, p. 27.

les représentants de l'Espagne et des Deux Siciles signaient enfin l'acte d'accession au traité de Vienne, qui semblait couronner l'œuvre du Cardinal (1).

Dans ces conditions l'Angleterre ne doutait point qu'un accord ne fût près de se conclure entre Louis XV et Philippe V. Elle n'ignorait pas que les deux Cours négociaient à la fois un traité d'alliance et un traité de commerce ; Bussy en avait livré à Waldegrave le texte (2), et les renseignements qu'envoyait Keene n'étaient pas non plus rassurants. C'est pourquoi, lorsque l'Espagne refusa d'éxécuter la Convention, sa décision parut indiquer aux Anglais que les deux traités avaient été conclus à Versailles, sans doute au moment où y était signé le contrat du mariage franco-espagnol (3).

C'est ainsi que la politique française était jugée à Londres à l'instant où l'Angleterre décidait de rompre avec l'Espagne. Dans ces conditions il convenait de parler ferme au Cardinal, ne fût-ce que pour éviter une offre de médiation à laquelle il aurait peut-être recours. Newcastle n'en voulait à aucun prix, et R. Walpole sur ce point lui donnait raison. Lui non plus ne croyait pas désirable « d'offrir à la Cour de France un compromis, qui finirait par nous empêcher d'agir », car sa neutralité restait si précaire qu'on pouvait la considérer « comme un simple amusement ». Il recommandait néanmoins encore de ne pas presser Fleury et de chercher au contraire à gagner du temps, mais Newcastle n'était

(1) Waldegrave à Newcastle, 23 fév. et 1er mars, R. O., France, 220, f. 78 et 81. — Keene à Newcastle, 13 et 19 janv., B. M., 32.800, f. 14 et 41. — Baudrillart, *op. cit.*, t. IV, p. 492 et 510.

(2) Le 2 mars et le 20 avril, B. M., 32.800, f. 159 et 262. — Sur ces négociations, cf. Baudrillart, *op. cit.*, t. IV, p. 474.

(3) Le 12 mai. — Newcastle à Keene, 19 mai, B. M., 32.800, f. 373 ; à Waldegrave, 9 juin, R. O., France, 220, f. 228.

plus d'humeur à écouter des conseils de prudence (1).

Fleury paraissait désolé de la rupture entre les Cours de Londres et de Madrid. « Il aurait, disait-il, donné cent louis de sa poche, et pourtant il n'était pas très riche, pour que cela ne fût pas arrivé », et la modicité de la somme disposait Waldegrave à penser qu'il était sincère. Il évitait néanmoins de donner aucune assurance de neutralité, et, comme Waldegrave voulait prendre acte que la France n'avait point promis à l'Espagne son appui, il ajoutait aussitôt : « Jusqu'à présent ! » refusant de s'engager pour l'avenir (2). L'octroi des lettres de représailles l'inquiétait vivement, car il tremblait pour les azogues, qui transportaient beaucoup d'effets français ; mais Newcastle se gardait bien de le rassurer sur ce point, et revendiquait au contraire fermement le droit de les arrêter (3). Les azogues, cependant, devaient échapper aux Anglais, mais la flotte qui se rendait à Gibraltar, saisit au passage un vaisseau français (4).

Amelot et Maurepas déclarèrent aussitôt l'affaire « très sérieuse », et le Cardinal dit qu'après cet incident, il ne pourrait plus éviter une guerre générale. Waldegrave transmit à sa Cour un grave avertissement : « Si nous tombons sur l'Espagne, écrivait l'ambassadeur, il se joindra à elle contre nous (5) ». Le comte de Cambis reçut l'ordre de demander une

(1) Newcastle à Waldegrave, 9 juin, R. O., France, 220, f. 228 ; et 7 août, *id.*, 221, f. 49. — R. Walpole à Newcastle, 28 juillet, B. M., 32.692, f. 152.

(2) Waldegrave à Newcastle, 26 juin, R. O., France, 220, f. 248.

(3) Waldegrave à Newcastle, 22 et 28 juillet, R. O., France, 221, f. 9 et 22. — Newcastle à Waldegrave, 7 août, *id.*, f. 49.

(4) L'Espagne fit courir le bruit de leur naufrage, et, au milieu d'août, les azogues arrivèrent à Santander. — De Visme à Amelot, 16 juillet et 13 août, A. E., Corr. Angl., 405, f. 30 et 77. — Keene à Newcastle, 17 août, B. M., 32.801, f. 93. — Waldegrave à Newcastle, 23 août, R. O., France, 221, f. 104.

(5) Waldegrave à Newcastle, 1er et 9 août, R. O., France, 221, f. 39 et 64.

audience au Roi d'Angleterre et de lui remettre un mémoire presque menaçant (1).

« Vous remarquerez, lui écrivait Amelot, que le mémoire est tourné de façon à inspirer la crainte des partis décisifs de notre part, sans cependant les annoncer comme pris ou prêts à l'être » (2). Le Cardinal n'était donc en réalité nullement décidé à prendre parti en faveur de l'Espagne ; le but qu'il se proposait était au contraire, en intimidant les Anglais, de leur persuader d'accueillir sa médiation.

Son Ém. avait essayé d'entraîner les Provinces Unies à soutenir sa politique de paix. Le nouveau traité de commerce qu'Elle négociait avec les Hollandais, lui offrait un moyen, par la perspective d'avantages commerciaux, de s'assurer leur concours. Il avait à Versailles de longs entretiens avec Van Hoey, tandis qu'à La Haye Fénelon s'employait à convaincre les États Généraux. En août Fleury se risquait à proposer un accomodement. Le Roi d'Espagne pourrait déposer 95.000 livres entre les mains d'une tierce puissance, et la France en garantirait même le paiement, si les Anglais consentaient à rappeler l'escadre de Haddock (3).

Mais Newcastle ne voulut pas un instant prêter l'oreille à de telles propositions, et Horace Walpole, qui s'était rendu à La Haye pour combattre les efforts de Fénelon, réussit bientôt à dissuader les Hollandais de les soutenir (4).

(1) Mémoire présenté le 10 septembre, A. E., Corr. Angl., 405, f. 212 : « Le retardement à satisfaire à des griefs si bien fondés ferait d'autant plus de peine à S. M. qu'il serait regardé dans toute l'Europe comme une marque du peu d'égards que V. M. paraîtrait avoir pour ses justes plaintes. »

(2) Amelot à Cambis, 30 août, A. E., Corr. Angl., 405, f. 84.

(3) Waldegrave à Newcastle, 15 août, R. O., France, 221, f. 101. — Renseignements de Bussy, B. M., 32.801, f. 170. — La Marck travaillait dans le même sens en Espagne (Keene à Newcastle, 17 août, B. M., *id.*, f. 193).

(4) Newcastle à Waldegrave, 24 août, R. O., France, 221, f. 115. — Waldegrave à Newcastle, 26 et 30 août, B. M., 32.801, f. 203 et 220.

Dans ces conditions le mémoire de Cambis ne fit sur Newcastle qu'une impression fugitive. Après avoir reçu de Haddock des explications, il riposta que le vaisseau saisi, bien que commandé par un capitaine français, transportait du matériel de guerre pour le compte de l'Espagne et devait être considéré comme espagnol (1). Les efforts persistants du Cardinal n'obtinrent donc aucun succès ; il ne put empêcher l'Angleterre de déclarer la guerre, le 19 octobre, à la Cour de Madrid (2).

En 1739, le Cabinet britannique, loin de se laisser intimider par la menace française, paraît au contraire avoir été poussé par elle aux résolutions décisives. Tandis que, l'année précédente, la perspective d'une intervention de Versailles incitait Walpole à s'entremettre pour rechercher un accommodement, c'est au moment même où la Cour de Londres perdait tout espoir de conserver la neutralité française, qu'elle décidait maintenant de partir en guerre contre les Espagnols.

L'opinion en effet s'affirmait en Angleterre que le maintien de la paix était plus désavantageux que la guerre même, et que la France en particulier retirait de la paix plus d'avantages qu'elle n'en pouvait espérer d'un conflit armé. On a vu Chesterfield dénoncer au Parlement la paix ruineuse et précaire que Walpole conservait depuis vingt ans. Newcastle était d'accord avec lui pour penser que la politique pacifique de Fleury consistait « à accroître et augmenter la puissance de la France, autant et peut-être plus efficacement que s'il entreprenait aujourd'hui une guerre dans ce dessein ». Waldegrave portait le même jugement sur le Cardinal : « La faiblesse

(1) Newcastle à Waldegrave, 6 sept. et 4 oct., R. O., France, 221, f. 144 et 181.

(2) Waldegrave à Newcastle, 19 et 26 sept., B. M., 32.801, f. 260 et 274 ; à H. Walpole, 18 sept. et 19 oct., R. O., *id.*, f. 154 et 200. — H. Walpole à Weston, 13 oct., *Weston mss.*, p. 272.

apparente de son gouvernement, écrivait-il, est plus à redouter que ne seraient les démarches plus brusques d'un autre ministre (1) ».

Une caricature alors très répandue illustrait bien l'opinion générale. Sous le titre : *La Course Européenne*, elle montrait le Cardinal, monté sur un renard, tenant la tête des coureurs ; il était suivi de près par un Espagnol grimpé sur un loup, tandis que l'aigle impérial, fort déplumé, restait loin en arrière. Le lion britannique ne prenait point de part à la course, et l'on voyait au contraire le duc de Newcastle, qui, simple spectateur, déclarait parier à quatre contre un pour le renard (2).

Mais, si les succès de la diplomatie française sur le continent semblaient insupportables aux Anglais, c'est surtout parce qu'ils étaient accompagnés de progrès commerciaux, qui les menaçaient directement.

« On entend mieux le commerce en France depuis vingt ans qu'on ne l'a connu depuis Pharamond jusqu'à Louis XIV », écrivait Voltaire en 1738 (3). Cependant les contemporains du Cardinal lui ont tous reproché de n'avoir pas soutenu les efforts de nos commerçants : « M. de Fréjus n'avait aucune idée du commerce ni de la marine, écrit le Président Hénault, et c'était peut-être par là qu'il s'était montré le moins suspect à l'Angleterre (4) ». Il est

(1) Newcastle à Waldegrave, et Waldegrave à Newcastle, 5 et 31 janv., B. M., 32.800. f. 23 et 50.

(2) *The European Race*, 1738. — Une seonde édition, en 1739, montrait Fleury recevant la couronne du vainqueur, A. E., Mém. et Doc., Angleterre, 38, f. 16 et 318, avec les explications de Bussy.

(3) Voltaire, éd. Garnier, t. XXII, p. 360.

(4) Il ajoutait : « M. de Maurepas fatiguait en vain le ministre par des représentations trop frappantes, et importunait à force de vérité. M. de Fréjus... ne croyait pas un mot de l'importance ni de l'extrémité où était cette portion du gouvernement. Le Cardinal est mort sans le savoir : nous sommes restés à l'apprendre ». *Mémoires*, éd. Rousseau, pp. 164-5. Il est vrai que Maurepas a fait un effort sérieux pour développer notre marine. (Voir à ce propos Lacour-Gayet, *La*

hors de doute cependant qu'à cet égard le Cardinal devenait de plus en plus « suspect à l'Angleterre ». Le commerce français, qui n'avait pas cessé de faire des progrès sous son ministère, avait pris dans les dernières années un essor particulièrement rapide (1); le commerce britannique, au contraire, qui avait progressé jusqu'en 1735, éprouvait depuis lors une baisse sensible. Tandis que les importations restaient à peu près stationnaires, les exportations passaient de 13 millions et demi de livres en 1735, à 9 million et demi en 1739, et à moins de 9 millions en 1740 (2). De toutes parts s'élevaient des plaintes contre la concurrence grandissante des Français.

Dans l'industrie mère de l'Angleterre, celle de la laine, se manifestait un grand mécontentement (3). De nombreux pamphlets signalaient les dangers qui la menaçaient (4), et la France était rendue en grande partie responsable de cette crise. L'Angleterre en effet, parce qu'elle avait égoïstement interdit aux Irlandais de manufacturer leurs propres laines, avait ainsi permis aux Français de s'approvisionner en Irlande d'une grande quantité de laines brutes, qui, mélangées aux laines françaises de moins bonne

marine militaire de la France sous le régime de Louis XV, 2e éd., 1910, pp. 88 et suiv.). Mais, si le Cardinal ne l'a pas encouragé, il n'en a pas moins, par l'ensemble de son œuvre diplomatique, facilité sa tâche.

(1) Les statistiques, quelque incertaines qu'elles soient, s'accordent à le prouver. Cf. celles d'Arnould et de Bruyard, dans Levasseur, *Histoire du commerce de la France*, t. I., p. 512.

(2) Mantoux, *La révolution industrielle au XVIIIe siècle*, p. 86. — N. A. Brisco, *The economic policy of R. Walpole*, p. 204. — A. Anderson, *Origin of Commerce*, 2e éd., t. IV, pp. 692-3. — Cf. la curieuse étude de Richardson : *An essay on the causes of the decline of the foreign trade*, 1739.

(3) En 1738, plusieurs milliers d'ouvriers en laine s'étaient mis en grève dans le Wiltshire pour obtenir une augmentation de salaire, et y avaient commis toutes sortes de violences (Cambis à Amelot, 18 décembre, A. E., Corr. Angl., 399, f. 329). — Cf. *An essay on Riots*, 1739, et *Remarks on the Essay on Weaver's Riots*, 1739.

(4) On en trouvera l'énumération dans Brisco, *op. cit.*, pp. 178 et suivantes.

qualité, servaient à fabriquer des étoffes à meilleur compte que les Anglais. Dès 1731, une pétition présentée au nom de nombreux marchands avait demandé au Parlement d'interdire l'exportation des laines brutes irlandaises ; en 1739 et 1740, une bruyante agitation recommençait autour de ce projet, et l'on dénonçait les ambitions de la France, qui allait bientôt réussir à dominer l'Europe (1).

Sur un grand nombre de marchés les Anglais défendaient difficilement leurs positions. En Espagne la balance commerciale leur était devenue maintenant à peine favorable ; au Portugal, où ils étaient habitués à dominer, ils rencontraient désormais des adversaires très dangereux (2).

En Angleterre même, on se plaignait de l'introduction d'un nombre grandissant d'articles de mode et de produits de luxe venus de France (3). D'ailleurs les relations franco-anglaises souffraient d'une crise endémique, depuis que le Parlement britannique avait repoussé les articles du traité de commerce de 1713, qui comportaient l'abolition réciproque des surtaxes de pavillon. De là, des deux parts, d'incessantes récriminations (4).

En Orient la *Turkey Co* faisait un tableau très sombre de sa situation : « Les Français, écrivait-elle, ont amélioré leurs manufactures, qui ont atteint aujourd'hui une telle perfection que l'on devrait

(1) *Pol. St. of G. B.*, nov. et déc. 1739, p. 414 et 493. — *Gentl. Mag.*, oct. et nov. 1740., p. 500 et 549 : « *Remarks on the Decay of the Woolen Trade* ».

(2) Anderson, *op. cit.*, t. I., p. xxv et lx. — J. Gce, *The Trade and Navigation of Great Britain*, p. 17-20.

(3) J. Gee, *op. cit.*, p. 32 et 228.

(4) Levasseur, *op. cit.*, t. I, p. 534-36. — Mémoire de Lc Dran : *Sur les difficultés qui ont arrêté la conclusion et l'exécution du Traité de commerce signé à Utrecht entre la France et la Grande-Bretagne l'onzième avril* 1713, A. E., Mém. et Doc., Angleterre, 33, f. 173. — Citons comme exemples des réclamations qui se produisaient sans cesse : Amelot à Cambis, 31 janv., 1739, A. E., Corr. Angl., 404, f. 38, et Newcastle à Waldegrave, 16 janv. 1739, R. O., France, 220, f. 3.

être surpris qu'aucune étoffe anglaise puisse encore se vendre, plutôt que de s'étonner que leur consommation ait diminué ». A Constantinople, Smyrne et Alep, de grands stocks de marchandises anglaises ne trouvaient pas d'acquéreur, et la situation ne pouvait qu'empirer parce que la France venait d'obtenir encore de la Porte des droits d'entrée privilégiés (1).

Sur la côte d'Afrique la *Royal African Co*, en pleine décadence, voyait les Français établir leurs postes et trafiquer jusque sous les murs de ses forts (2).

Dans l'Amérique du Nord les marchands français de fourrures faisaient aussi une terrible concurrence aux marchands anglais, tandis que les pêcheurs anglais considéraient les Français comme leurs plus dangereux rivaux (3).

Mais les colonies anglaises des Indes Occidentales, sur lesquelles le conflit anglo-espagnol attirait tous les regards, étaient peut-être celles qui se trouvaient le plus menacées par les progrès de la France. Le « Molasso act » de 1733 n'avait pas réussi à rompre les relations qui s'étaient nouées entre les îles françaises et les colons anglais de l'Amérique du Nord, pour le plus grand dommage des Antilles anglaises ; et un régime plus libéral permettait en outre au sucre français de conquérir le marché européen (4).

Les Anglais pouvaient donc constater de toutes parts les ambitions de la France, et ils étaient convaincus que la paix recherchée par le Cardinal devait

(1) Mémoires de la *Turkey Co*, 28 juin 1739 (R. O., St. Pap. Dom., Geo. II, 48, f. 4), 9 sept. et 20 oct. 1740 (A. E., Corr. Angl., 408, f. 87 et 164).

(2) C. M. Andrews, *Anglo-French Commercial Rivalry*, 1700-1750, *Am. Hist. Rewiew*, t. XX, p. 155.

(3) Andrews, *art. cit.*, p. 547-8. — *Mémoire sur les Colonies françaises et anglaises de l'Amérique septentrionale*, 1739, A. E., Mém. et Doc., France, 1990, f. 241 et 318.

(4) Cf. Pitman, *op. cit.*, pp. 271 et suiv. — G. L. Beer, *The commercial policy of England towards the American Colonies*, 1893. — Ashley, *Surveys, Historic and Economic*, 1900.

finalement s'établir sur les ruines de leur commerce (1). Leurs inquiétudes s'exprimaient dans le livre célèbre de Joshua Gee : *Le Commerce et la Navigation de la Grande-Bretagne*, qui, dès 1729, avait dénoncé les progrès de la France. « Les soins qu'ont pris les ministres de France, écrivait Gee, pour le progrès des manufactures et pour ramener tout au bien commun, sont surtout remarquables. Des gens élevés dans le commerce, et qui auraient tourné toutes leurs vues de ce côté-là, n'auraient su prendre des mesures plus justes et mieux concertées ; au contraire il est rare parmi nous que quelqu'un en place veuille songer tant soi peu sérieusement à ces sortes de matières... Plusieurs règlements des Français pourraient nous servir de modèle (2) ».

Au mois de juin 1739, Bussy pouvait écrire que les trois quarts du peuple anglais étaient du côté des opposants (3). Nul doute que le mouvement n'ait atteint les classes populaires. Une curieuse preuve nous en est fournie par la collecte que Whitefield organisait à Londres en faveur de la Géorgie ; dans les sommes qu'il récoltait il y avait beaucoup de « half pence » de pauvres gens (4). La masse des

(1) Cf. aussi : *Mémoire pour faire connaître que la France peut facilement augmenter la Navigation et la rendre en peu d'années égale et même plus puissante que celle d'Angleterre*, A. E., Mém. et Doc., France, 1990, f. 103. Un autre exemplaire, R. O., St. Pap. Dom., Geo. II, 42, porte la date de 1737.

(2) J. Gee, *The Trade and Navigation of Great Britain consider'd*, 1re éd., 1729, 3e éd., 1731 (avec supplément) ; traduction française, pp. 222-23. — Dans les derniers mois de 1738 un M. Freeport, s'appuyant sur les conclusions de Gee, entamait une longue polémique avec M. Export du *Gazetteer*, qui, invoquant l'autorité de Davenant, soutenait qu'il ne fallait pas se fier à la balance commerciale pour estimer la prospérité du pays (*Craftsman* et *Daily Gazetteer*, oct.-déc. 1738, reproduits dans le *Gentl. Mag.*, p. 531, 586, 641). — Cf. aussi *Common Sense* du 28 oct., 1741.

(3) Situation de l'Angleterre, 27 juin 1739, A. E., Mém. et Doc., Angleterre, 8, f. 199.

(4) Hertz, *op. cit.*, p. 47.

Anglais en était donc venue à considérer la paix comme ruineuse ; elle n'attendait pas seulement de la guerre contre l'Espagne l'occasion de riches conquêtes et de captures profitables ; elle ne réclamait pas seulement, selon le mot de Burke : « une guerre de pillage » ; elle sentait aussi la nécessité de résolutions énergiques pour parer à la menace française.

Silhouette, que le gouvernement français avait envoyé à Londres, afin d'entrer en rapport avec les opposants et d'étudier la situation économique du pays, trouvait Pulteney et Wyndham pénétrés d'admiration pour le Cardinal. « L'augmentation de notre commerce maritime, écrivait-il, est ce qui les frappe le plus (1). »

Les *Réflexions politiques sur les finances et le commerce*, de M. du Tot, qui paraissaient en France, donnaient aux opposants une occasion d'exprimer leurs sentiments. Pulteney, dans le *Craftsman*, en reproduisait cette déclaration : « Faire la paix pour nous procurer tous les avantages d'un grand commerce, c'est faire la guerre à nos ennemis », et il concluait que, si l'Empereur avait été la première victime immolée à la Maison de Bourbon, les Puissances Maritimes seraient la seconde (2).

(1) Silhouette à Amelot, 26 nov., A. E., Corr. Angl., 405, f. 286.

(2) *Craftsman*, 26 déc. 1739. — *Réflexions politiques sur les finances et le commerce*, par Ferrare du Tot, 1738. — Une traduction anglaise parut en 1739. — Cf. L. Valéry *Les idées économiques de Dutot*, 1920, p. 122.

CHAPITRE V

DE LA GUERRE MARITIME A LA GUERRE CONTINENTALE

I

Walpole et l'opposition parlementaire

La déclaration de guerre allait-elle entraîner la retraite de Walpole ? Si l'on en croit le témoignage de son fils, il offrit au Roi de quitter le gouvernement, et Georges II lui répondit avec indignation : « Voulez-vous m'abandonner, alors que je suis dans les plus grandes difficultés? » Walpole resta donc au pouvoir, et l'on s'est souvent demandé, s'il avait eu raison de prendre ce parti (1). Il n'est pas surprenant qu'on lui aît reproché de n'avoir obéi qu'à des motifs égoïstes. Il n'aurait pas pu se résoudre à abdiquer l'autorité qu'il possédait depuis tant d'années ; d'ailleurs son œuvre n'était point achevée, car toute sa famille n'avait pas encore été dotée de places et de pensions lucratives ; son plus jeune fils, Horace, n'avait pas encore reçu d'établissement (2). Que Walpole fût attaché à son poste par les liens solides d'une longue habitude et par une forte ambition, cela n'est pas niable ;

(1) Voir les pages remarquables de Morley, *op. cit.*, pp. 218-220, et de Rosebery, *op. cit.*, p. 170.
(2) Torrens, *History of British Cabinets*, t. I, p. 441.

que sa retraite fût une opération très délicate, dangereuse même, en présence des rancunes qui s'étaient accumulées contre lui, la suite des événements se chargera de le prouver. Mais Walpole avait d'autres raisons de rester au pouvoir, qui excerçèrent sur sa décision une bien plus grande influence.

Il ne faut point juger sa conduite d'après les principes constitutionnels de notre temps. A son époque un ministre, tant qu'il conservait la confiance de son maître, non seulement n'était pas obligé de quitter sa place, mais était même tenu de la conserver (1). A cette obligation générale s'ajoutait, dans le cas de Walpole, un devoir spécial auquel il ne pouvait se dérober. Son long règne avait fait de lui plus qu'un ministre ordinaire, le soutien de la dynastie et le conseiller nécessaire de son Maître. La Reine, en mourant, n'avait-elle pas confié le Roi à son fidèle serviteur? Ce souvenir devait renforcer le loyalisme de Walpole.

Et pourtant Walpole n'était point un Premier Ministre responsable des actes de l'ensemble de son Cabinet. Le désaccord profond, qui le séparait de ses collègues, ne l'obligeait pas à s'effacer. Au Roi seul appartenait la direction générale de la politique, et Walpole n'était que l'un de ses conseillers. Les affaires extérieures ne le concernant pas officiellement, s'il désapprouvait leur conduite, il n'en avait pas cependant la responsabilité (2). L'attitude de Walpole était donc entièrement correcte et constitutionnelle. Bien entendu un conflit irrémédiable entre les ministres, entravant la marche des affaires, aurait pu obliger le Souverain à choisir entre eux. Mais les choses n'en étaient pas encore venues là. La crise ministérielle ne s'était point affirmée

(1) Grant Robertson, *England under the Hanoverians*, p. 80.
(2) Von Ruville, *op. cit.*, t. I, p. 166.

publiquement. Walpole avait cédé aux exigences de ses collègues ; mais son esprit réaliste, sa crânerie naturelle lui faisaient espérer que bientôt s'offrirait à lui l'occasion d'une revanche. Il avait peu d'estime, nous le savons, pour le défenseur de la politique belliqueuse, le duc de Newcastle. A ses yeux, le secrétaire d'État avait été poussé à se révolter par l'impression qu'avait produit sur son esprit timide la campagne des opposants, et par l'influence qu'avait conquise sur lui le brillant lord Carteret. Mais l'ardeur belliqueuse de Newcastle, pensait-il, ne durerait qu'autant qu'elle serait soutenue par les succès des opposants. C'est au Parlement donc que se livrerait la bataille, et, sur ce terrain, Walpole n'était pas prêt encore à s'avouer vaincu. Il connaissait la faiblesse de ses adversaires, leurs jalousies, leurs dissensions, et combien Carteret, en particulier, avait peu d'influence à Westminter.

Walpole en même temps n'était point disposé à prendre au tragique le mouvement d'opinion publique auquel il avait dû céder. Il n'avait cessé de répéter que cette agitation avait été artificiellement suscitée par des politiciens égoïstes ; il comptait sur l'avenir pour la faire tomber, et justifier son attitude. Le pays allait au-devant d'une déception ; mais, la crise nerveuse passée, ne pourrait-on pas lui faire accepter quelque accommodement? Walpole en gardait l'arrière pensée. Et d'autre part la guerre imprudemment entreprise allait certainement mettre l'Angleterre, isolée, dans une situation très dangereuse. Le péril ferait alors peut être réfléchir les Anglais ; mais, en tout cas, il fallait que Walpole soit là pour les sauver.

Telles étaient, sans doute, les raisons qui dictaient sa conduite. Les événements de la première année de guerre ne devaient pas tarder à les mettre en lumière.

La session parlementaire s'ouvrit, le 26 novembre, par un discours du Trône, qui annonçait la volonté de mener la guerre avec énergie et qui faisait appel à l'union de tous les Anglais. Le Roi observait d'ailleurs à ce propos que l'intransigeance de l'Espagne avait été encouragée par les sentiments de passion et d'animosité manifestés par une partie de ses sujets (1). Les opposants relevèrent cette critique avec vivacité. Carteret et Chesterfield protestèrent contre ces reproches injurieux. L'adresse fut votée sans division par les Lords ; cependant la situation de Walpole dans cette assemblée s'annonçait très difficile. C'était en effet à Newcastle et à Hardwicke qu'il appartenait d'y défendre le gouvernement contre les attaques de Carteret, avec lequel ils conspiraient secrètement. Walpole perdait en outre un appui considérable en la personne de lord Scarborough. On sait le prestige dont jouissait le noble lord, que Silhouette appelle le « Caton de l'Angleterre ». Les opposants avaient inutilement tenté de l'attirer de leur côté lors de la bataille de l'accise, et cette année même, en juin, il avait encore contribué à sauver le ministère. Un bizarre incident venait pourtant de le séparer de Walpole. Le public en connaissait mal les raisons. On racontait que Scarborough avait donné des conseils indiscrets à Pulteney pour des placements avantageux, et que Walpole, s'en plaignant au Roi, avait insinué que le lord n'avait plus toute sa raison (2). Toujours est-il que Scarborough avait refusé de siéger désormais à côté de Walpole au Conseil Privé. Bientôt son sui-

(1) *Parl. Hist.*, t. XI, p. 3. — Coxe, *R. W.*, t. I, p. 626. — Le texte anglais emploie les mots : « heats, divisions and animosities ».

(2) Déjà, lorsqu'en 1734 Scarborough avait insisté pour se démettre de ses charges, Hervey rapporte que Walpole avait : « pointed to his forehead », en riant. Pulteney, qui avait par sa femme une grande fortune, passait pour être très avare et très préoccupé de l'augmenter.

cide mystérieux allait confirmer le jugement qu'on attribuait au ministre (1).

Walpole tenait au contraire dans des mains fermes la majorité des Communes. Les opposants, il est vrai, avaient décidé de prendre de nouveau part aux débats. Pulteney se hâta d'expliquer que la déclaration de guerre, « prévue et prédite » par eux, justifiait et leur retraite et leur retour. Mais Walpole l'accueillit avec une méprisante ironie : « Je suis toujours content, dit-il, de voir des gentlemen revenir dans le droit chemin..., bien qu'à vrai dire je ne fusse pas très en peine, en pensant que le service de Sa Majesté et de la nation souffrirait de leur absence... Je ne puis pas croire néanmoins que l'honorable gentleman et ses amis aient eu lieu de se vanter de l'effet que leur sécession a produit sur l'esprit du peuple, car c'était à coup sûr une manière nouvelle de défendre les intérêts de leurs électeurs, que de les abandonner au moment où ils craignaient de les voir en danger ». Les opposants n'osèrent pas provoquer un vote sur l'adresse (2).

L'assurance de Walpole était justifiée par les divisions qui affaiblissaient l'opposition ; aucun de ses chefs n'était en mesure de la diriger toute entière. Pulteney n'avait « point assez de flegme et d'intrigue », et son dernier discours, où il avait jugé bon d'affirmer hautement ses principes whigs, avait déconcerté les tories. Mais Wyndham, en qui Chavigny voyait le leader à venir, manquait aussi d'autorité,

(1) Cambis à Amelot, 3 déc., A. E., Corr. Angl., 405, f. 306. — Silhouette à Amelot, 7 déc., *id.*, f. 321. — H. Walpole à Trevor, 12 et 16 fév. 1740, *Buck. mss.*, p. 39. — Ernst *op. cit.*, p. 134. — Cependant Percival (*Journal*, t. III, p. 107) donne une version toute différente du suicide de Scarborough. Il n'aurait pas trouvé d'autre moyen d'échapper à une promesse de mariage qu'il avait faite ! Plus invraisemblable encore est le roman raconté dans : *The Court Secret, a melancholy Truth*, 1742, conte arabe attribué, par une note de 1743 de l'exemplaire du B. M., à Lyttelton.

(2) Coxe, *R. W.*, t. I, pp. 627-30.

car il était « regardé par un grand nombre de personnes comme un tory et un jacobite ». Quant à Carteret, s'il ne péchait point par esprit de parti, c'est qu'il était surtout préoccupé de sa propre personne. Il « est soupçonné, écrivait Bussy, de manquer par les qualités du cœur. On ne s'y fie pas » (1). Et Chesterfield, qui n'était pas plus désintéressé, constatait du moins avec tristesse les effets de ce manque d'union : « On ne peut s'attendre, écrivait-il, à ce que nous soyions unis entre nous, quand nos vues sont si largement différentes. Ceci, Sir Robert le sait et en triomphe. Je désespère de faire aucun bien ou d'en voir faire aucun (2) ». De sa retraite Bolingbroke s'efforçait du moins de stimuler le zèle des opposants ; mais la violence de son langage indiquait aussi l'étendue de sa déception. Exaspéré de voir Walpole rester au pouvoir, il l'accusait ouvertement de trahison. Pourquoi n'attaquait-il pas l'Espagne? Pourquoi ne menait-il pas la guerre avec vigueur? On ne pouvait se l'expliquer sans admettre qu'il était pensionné par l'Espagne, ou qu'il était une créature aussi sotte qu'orgueilleuse et obstinée : « Est-ce là, s'écriait-il, l'homme dont personne ne peut avoir assez d'autorité pour ébranler l'édifice de sa puissance?... Si cet homme est si grand, combien les autres doivent être petits ! (3) » Par là

(1) Walpole à Trevor, 27 nov. *Buck. mss.*, p. 36. — Cf. « Situation de l'Angleterre, 27 juin 1739 », tableau tracé par Bussy, A. E., Mém. et Doc. Angl., 8, f. 199. — Silhouette à Amelot, 7 déc., A. E. Corr. Angl., 405, f. 321 : « Le Chancelier est la créature du duc de Newcastle, dont il suit toutes les impressions, et, comme l'un et l'autre sont incapables de projetter (sic) et de conduire les opérations de guerre, on prétend qu'ils ont recours aux conseils de Mylord Carteret, le plus habile homme de toute l'opposition ». — Les *Marchmont Papers* montrent les divisions des opposants à propos des affaires écossaises. Cf. en particulier, t. II, p. 134 et p. 139.

(2) Chesterfield à Stair, 14 déc. *Letters*... éd. Bradshaw, t. II, p. 753.

(3) Bolingbroke à Wyndham, 1er nov. 1739 et 25 janv. 1740, dans Coxe, *R. W.*, t. III, pp. 550 et 555. — Cf. aussi Bolingbroke à Marchmont, 15 oct. 39, *Marchmont Papers*, t. II, p. 196.

Bolingbroke rappelait aux opposants qu'ils devaient d'abord rester unis contre leur ennemi commun; car il pouvait encore reprendre l'avantage et leur « escamoter » la guerre au moment opportun (1).

Déjouer à l'avance ce calcul, et, en même temps, porter le débat sur le seul terrain où Walpole eût subi un échec, tel fut donc le premier soin des opposants. Ils réussirent à faire voter par les deux Chambres de nouvelles adresses, priant Sa Majesté de n'accepter aucune offre de paix, où ne serait pas reconnu : « le droit naturel et incontestable que nous avons de naviguer dans les mers d'Amérique, allant d'un lieu des domaines de S. M. à un autre, sans être fouillés, visités ou arrêtés sous quelque prétexte que ce soit ». Tous les opposants se joignirent à la délégation qui porta cette adresse à St. James (2).

De plus, si toute la puissance de Walpole reposait sur un régime de corruption, la mesure la plus urgente n'était-elle pas de voter un « Place Bill » (3), qui empêcherait les membres du Parlement d'accepter les places et les pensions de la Couronne? Avec une obstination inlassable le député Sandys avait coutume de présenter chaque année un semblable projet. Le pays s'était peu à peu convaincu de son utilité; et maintenant, à l'approche des élections, un dernier effort semblait suffisant pour le faire aboutir. Walpole, gêné pour le combattre directement, avait pris l'habitude de laisser les Communes l'accueillir, comptant que la Chambre

(1) Le soupçon que Walpole continuait à négocier avec l'Espagne était très répandu. Amelot croyait à une correspondance secrète avec Geraldino par la voie du Portugal, tandis que le chargé d'affaires de Visme et Silhouette supposaient qu'elle passait par l'intermédiaire de Cambis. Mais nous n'en avons découvert aucune trace. (Amelot à Cambis, 8 déc. 1739, A. E. Corr. Angl., 405, f. 298; de Visme à Amelot, 18 fév. 1740, *id.*, 407, f. 116).

(2) A. E., 405, f. 315. — Cambis à Amelot, 7 déc., *id.*, 405, f. 319.

(3) C'est le conseil que donnait Bolingbroke (lettre à Marchmont, 2 juillet 1739, *Marchmont Papers*, t. II, p. 191).

des Lords le ferait ensuite échouer. Une pareille tactique n'était plus possible désormais ; son influence à la Chambre Haute n'était plus assez solide pour qu'il pût s'y fier. Il était contraint de se défendre lui-même.

Aussi, dès l'ouverture de la session, un grand nombre de députés reçurent-ils de leurs électeurs l'instruction de voter le Place Bill. La Cité de Londres donnait encore l'exemple, suivie bientôt par Bristol, Leicester, York, Nottingham, Chester, Worcester, et par un grand nombre d'autres bourgs et comtés (1). Au début de 1740, le *Craftsman* et le *Common Sense* entraient en polémique à ce sujet avec le *Daily Gazetteer* (2).

Lorsque le bill vint en discussion à Westminster, Walpole, aux Communes, s'y opposa fermement, mais il ne l'emporta que par une faible majorité de 16 voix (3). Ce résultat stimula le zèle des opposants (4), qui reprirent aussitôt l'offensive. Quelques jours après, Pulteney, profitant de l'absence de Walpole pour mener à bien une entreprise qu'il avait déjà deux fois vainement tentée, fit décider qu'on discuterait, le 3 mars, une motion qu'il estimait urgente et qu'il se réservait alors de proposer (5).

Le jour venu, il se mit d'abord à attaquer avec

(1) *Gentleman Magazine*, 1739, pp. 548, 638 et 650. — 1740, p. 34. — *Pol. St. of G. B.* 1739, t. II, p. 424. — 1740, t. I, pp. 39-51 et 127-130. — Cf. *An Impartial Enquiry into the reasonableness and necessity of a Bill for reducing and limiting the Number of Places in the House of Commons*, 1739, qui proteste contre la propagande des opposants à ce sujet, soutient que cette mesure abaisserait la valeur des membres du Parlement, et fait valoir, avec une certaine insistance, que cela profiterait aux ambitions de la France.

(2) *Craftsman* du 6 fév., et *Common Sense* du 8 fév. ; *Daily Gazetteer* des 28 janvier, 17 et 28 février.

(3) 222 voix contre 206, le 9 fév. Cf. *Parl. Hist.*, t. XI, pp. 328-380. — Coxe, *R. W.*, t. I, p. 631,. — H. Walpole à Trevor, 12 fév. *Buck. mss.*, p. 38.

(4) Newcastle à Ashburnham, M. P. for Hastings, 12 fév. 1740, cité par Torrens, *op. cit.*, t. I, p. 496.

(5) Silhouette à Amelot, 29 fév. A. E., Corr. Angl., 407, f. 133.

violence la Convention et la corruption du ministère, se tournant avec insistance vers Sir William Yonge (1), qu'on disait avoir trafiqué dans les opérations de recrutement des équipages. Puis il conclut en proposant brusquement la création d'un comité d'enquête, analogue à celui que R. Walpole lui-même avait fait jadis instituter contre Bolingbroke, après la paix d'Utrecht. Dans un tel comité, où son contrôle sur ses créatures n'aurait pu s'exercer, Walpole aurait été privé de ses meilleures armes. Mais, n'ayant pas le loisir d'endoctriner ses partisans, comme il en avait coutume, il ne chercha pas non plus à réfuter les accusations de ses adversaires. Il se borna à protester qu'on voulait le perdre et à pousser un cri d'alarme pour rallier la majorité. Il y réussit ; Pulteney fut battu par 247 voix contre 196, et l'on dit qu'il en versa des larmes de dépit (2).

Le temps où une attaque directe contre Walpole pouvait réussir n'était donc pas encore venu. Mais les nécessités de la guerre offraient par contre à ses ennemis des moyens faciles de lui causer, au Parlement même, de graves embarras, et d'entretenir contre lui le mécontentement du public.

Walpole n'avait pas éprouvé de sérieuses difficultés pour obtenir du Parlement les ressources financières qu'exigeait la situation. La « land tax » avait été portée à 4 shillings ; des emprunts successifs de 1 million et de 200.000 livres avaient été faits au « sinking fund » (3). Le débat annuel sur le

(1) Sir William Yonge, secrétaire d'état de la guerre. Au dire de R. Walpole lui-même son caractère n'était pas à la hauteur de son talent.

(2) De Visme à Amelot, 17 mars, A. E. Corr. Angl., 407, f. 164. — H. Walpole à Trevor, 4 mars, *Buck. mss*, p. 41. — *Parl. Hist.*, t. XI, pp. 491-509.

(3) Walpole avait seulement essuyé quelques protestations des Lords, parce que, voulant éviter dans cette Chambre une discussion délicate, il s'était contenté de faire voter ce dernier emprunt par les Communes. *Parl. Hist.*, t. XI, p. 450. — Coxe, *R. W.*, t. I, p. 634. — De Visme à Amelot, 14 mars, A. E. Corr. Angl., 407, f. 193.

« Militia Bill » n'avait pas été plus dangereux que d'habitude. Un brillant discours de Pulteney, raillant un ministre, « qui veut avoir une armée, ne veut pas avoir une guerre et ne peut pas avoir la paix », ne suffisait pas à masquer l'illogisme des opposants, qui, en poussant de toutes leurs forces à la guerre, prétendaient en même temps diminuer l'armée.

Mais le gros problème que le gouvernement avait à résoudre, était d'armer les nombreux vaisseaux devenus nécessaires, et surtout de recruter leurs équipages. La flotte de l'Angleterre devenait énorme par rapport à sa petite population ; elle devait comprendre en effet 130 bâtiments avec 34.000 matelots (1). Le gouvernement, pour réaliser ce programme, ne disposait que du système désuet de la presse des équipages, qui ne pouvait être mis en vigueur sans provoquer un concert de récriminations. Le premier lord de l'Amirauté, Sir Charles Wager, dont l'honnêteté était reconnue par tous les partis, présenta donc un bill, qui aurait introduit en Angleterre un système analogue à l'Inscription Maritime française. Mais il se heurta, dès sa première lecture, à de nombreuses protestations. Les opposants, avec un attendrissement subit, se refusaient à commettre la cruauté de séparer brusquement les matelots de leurs familles. Fallait-il d'ailleurs importer le système français dans la libre Angleterre? La seconde lecture fut accueillie par un silence horrifié ; et la Chambre se prononça finalement pour un système d'inscription non pas obligatoire, mais volontaire, si bien que Sir Charles Wager dut renoncer à soutenir son bill ainsi

(1) Nombre des vaisseaux de guerre actuellement en commission, suivant l'état qui en a été dressé par l'Amirauté le 3 déc. 1739, A. E., 405, f. 313. — Sur ce nombre 55 devaient rester sous le commandement de Norris sur les côtes britanniques— 36 seraient placés sous les ordres de Haddock en Méditerranée — 39 seraient confiés à Vernon en Amérique ou dispersés sur les autres mers. Cf. aussi Rivière, *Histoire Maritime de France au XVIIIe siècle*, 1855, in-8°, t. II, p. 171.

déformé (1). Entre temps, le ministère, pour mettre la presse en vigueur, avait établi un embargo général, qui paralysait le commerce. Quand il fut levé, la rigueur de l'hiver — l'Angleterre n'en avait pas connu de semblable depuis 1709 — vint de nouveau entraver la navigation. La Tamise, la Severn, la Tyne étaient gelées. Le prix du charbon montait à Londres, où les bâtiments ne pouvaient plus aborder. Le chômage et la misère exerçaient leurs ravages (2). A peine le dégel était-il arrivé que le gouvernement, pressé par l'impérieuse nécessité d'équiper ses vaisseaux, rétablit le funeste embargo. Ce fut alors un tolle général. La Cité se mit à la tête des mécontents ; en février elle soumettait au Parlement une pétition contre le haut prix du charbon ; en mars elle en apportait une autre contre l'embargo. L'annonce de la prise de Porto Bello, opérée par Vernon au mois de novembre de l'année précédente, survint à point pour tirer le gouvernement d'embarras (3).

Cette nouvelle fut accueillie par une explosion d'enthousiasme ; nous en retrouvons encore aujourd'hui l'écho dans la ballade de Richard Glover (4). Mais ce succès n'était pas en réalité de nature à fortifier le gouvernement, car Vernon était connu pour avoir toujours été au Parlement un des adversaires les plus ardents de Walpole, et lui-même, au cours d'un débat, avait affirmé qu'il était possible de s'emparer de cette place avec quelques vaisseaux. Le ministère, en l'envoyant en Amérique, avait donc

(1) Coxe, *R. W.*, t. I, pp. 631 et 632. — *Parl. Hist.*, t. XI, pp. 414, 428 et 435.

(2) *Gentleman Magazine*, janv. et fév. 1740, p. 26, 30, 34 et 40. — Cambis à Amelot, 18 janv. 1740, A. E. Corr. Angl., 407, f. 37.

(3) Le gouvernement publiait la nouvelle dans la *Gazette de Londres* du 26 mars. — La pétition contre l'embargo fut écartée le 8 avril, *Parl. Hist.*, t. XI, p. 579. — Coxe, *R. W.*, t. I, p. 633. — Torrens, *op. cit.*, p. 497. — *Gentleman Magazine*, 1740, p. 90 et 124. — Silhouette à Amelot, 26 mars, A. E. Corr. Angl., 407, f. 234.

(4) « Admiral Hozier's Ghost ». — Cf. Percival, *Walpole Ballads*, p. 144.

paru vouloir le prendre au mot. Or cet exploit, il venait de l'accomplir, sans que le ministère pût revendiquer aucune part dans son succès. Aussi, lorsque les deux Chambres décidèrent, en l'absence peut-être volontaire de Walpole, de présenter au Roi des adresses de félicitations, les opposants réussirent-ils à y introduire un amendement caractéristique, qui louait Vernon d'avoir emporté la place « avec six vaisseaux seulement ». C'était jeter un blâme indirect sur la négligence du ministère. Puis la Cité conféra à Vernon la bourgeoisie d'honneur, et vota une adresse analogue, mais conçue en termes plus clairs, le glorifiant d'avoir rétabli « l'honneur du pavillon anglais, qui, dans ces derniers temps, avait été insulté en différentes occasions » (1). A la fin du mois l'opposition passait enfin à une attaque directe contre le gouvernement. Elle proposait aux Lords une motion le blâmant de n'avoir pas donné à Vernon les troupes de débarquement qui lui auraient permis d'exploiter son succès. Celui-ci, déclarait Chesterfield, n'était dû qu'à « son heureuse témérité ». Argyle, avec l'autorité que lui valait sa réputation militaire, dénonçait les fautes commises, et Hardwicke, pour l'emporter de quelques voix, devait lui répondre sur un ton bien modeste que la nature de leur Constitution rendait l'action des Anglais plus lente qu'il ne l'aurait souhaité (2). Quelques jours plus tard, la session des Chambres prenait fin sur un discours du Speaker « plein de rodomontades patriotiques », non seulement contre les ennemis de l'Angleterre, mais aussi contre les Français (3).

(1) *Parl. Hist.*, 28 mars, t. XI, p. 578. — De Visme à Amelot, 1er et 7 avril ; Silhouette à Amelot, 7 avril, A. E. corr. Angl., 407, ff. 256, 274 et 278.

(2) *Parl. Hist.*, t. XI, p. 582 ; Ernst, *op. cit.*, p. 139 ; Yorke, *op. cit.*, p. 197.

(3) Texte, dans A. E. corr. Angl. 407, p. 324. — Silhouette à Amelot, 12 mai 1740, *id.*, f. 334. Le Parlement était prorogé le 10 mai. *Parl. Hist.*, t. XI, p. 599.

Walpole n'en avait pas moins réussi, une fois encore, à passer le cap dangereux. Aussi Chesterfield regardait-il l'avenir avec un profond pessimisme : « L'opposition, écrivait-il, n'est en vérité plus du tout une opposition... La Cour déjà la regarde sous ce jour, et je crains que bientôt toute la nation ne fasse de même. Les vues des opposants sont trop différentes, pour qu'ils puissent se rapprocher. Quelques-uns, peu nombreux, se préoccupent de l'intérêt public..., mais un bien plus grand nombre ne pense qu'à ses propres intérêts... Ils considèrent que la santé de Sir Robert est mauvaise, et désirent, par leur soumission et leur docilité, se recommander pour devenir ses successeurs. La Cour, disent-ils, est trop forte pour que l'opposition puisse prendre le dessus ; ce qui signifie, en réalité, qu'ils la jugent trop forte pour leur impatience de conquérir le pouvoir à tout prix... Mon seul espoir est dans l'esprit de la nation aux prochaines élections (1) ».

Dans cette situation Walpole, jugea le moment venu de manifester son autorité. Le duc d'Argyle, qui maintenant ne perdait aucune occasion de la combattre, occupait pourtant encore des commandements militaires importants. Son ambition prétendait jouer dans la guerre un rôle de premier plan, et Walpole aurait eu là sans doute un moyen de le regagner. Mais le duc prit comme une injure préméditée l'offre qui lui fut faite, de commander l'un des trois camps d'exercice que l'on allait former près de Londres, cet été. Il y répondit avec hauteur que ses longs services lui donnaient le droit de ne pas servir en sous-ordre, sauf pour aller à l'ennemi. En ce cas, disait-il : « je suis prêt à me mettre à la tête de vingt grenadiers ». Il reçut alors l'ordre de se démettre de toutes ses charges, et, comme il réclamait une lettre royale attestant la loyauté de ses services, le minis-

(1) Chesterfield à Stair, mai 1740, éd. Bradshaw, t. II, p. 754.

tère la lui refusa, alléguant que ce n'était point l'usage pour les officiers de son rang (1).

Était-il sage de se faire un ennemi irréconciliable d'un personnage aussi important, le seul peut-être qui fût capable de rassembler sous sa conduite les opposants. « Il a beaucoup de richesses, écrivait Bussy, un génie transcendant, adroit, un courage et une prudence infinies ; il est le premier officier du royaume, feld-maréchal général et grand maître de l'artillerie. Il est aimé des soldats et a un grand crédit parmi les officiers, dont un grand nombre lui doivent leur fortune (2) ». L'influence qu'il possédait en Écosse, était à elle seule suffisante pour qu'on évitât de l'irriter (3).

C'est d'autre part le moment que choisit Walpole, pour faire entrer dans le Cabinet lord Hervey, qui remplaça Godolphin en qualité de Lord du Sceau privé. Cette nomination allait renforcer sa position dans le Cabinet, mais elle signifiait aussi qu'il serait désormais en lutte ouverte avec le duc de Newcastle. Celui-ci avait tout fait pour l'empêcher ; il ne pardonnait pas en effet les sarcasmes que le spirituel mémorialiste ne lui avait pas épargnés. Aussi, dès qu'il avait eu vent de ce projet, en octobre 1739, était-il entré dans une violente colère. Ce serait, déclarait-il, lui rendre impossible de prendre part à l'administration : « De ce moment je déciderais de n'avoir plus rien à faire avec Sir Robert Walpole ». Il cherchait à communiquer son indignation au Chancelier. Celui-ci

(1) Argyle à Newcastle et Harrington, 6 et 11 mai 1740. — Newcastle et Harrington à Argyle, 12 mai, B. M. 32.693, ff. 233, 250 et 254. — Bussy à Amelot, 18 et 22 mai, A. E. corr. Angl. 407, ff. 345 et 353. — H. Walpole à Trevor, 13 mai, *Buck mss*, p. 47.

(2) Situation de l'Angleterre, 27 juin 1739, par Bussy, A. E., Mém., et Doc. Angl., 8, f. 199.

(3) Le duc d'Argyle publiait alors une justification de sa conduite : *The Conduct of His Grace the Duke of Argyle for the last years review'd together with His Grace's speech* 15 *(26 april* 1740 *upon the state of the Nation, in* 8°, 1740. — Sur Argyle, cf. Ch. Dalton, *George the First's Army*, 1910, t. Ier, chap. 1er.

n'avait certes aucune sympathie pour Hervey, « le seul homme, comme Newcastle le lui rappelait, qui dans toute la Chambre ait jamais osé lui manquer de respect ». Mais, avec plus de sang-froid, Hardwicke, agissant par l'intermédiaire d'Horace, avait alors obtenu que Godolphin continuât ses services quelque temps encore (1).

En avril 1740 Walpole reprit pourtant son projet. Newcastle, dans son irritation, osa cette fois proposer de donner la succession de Godolphin à Carteret. Walpole répondit qu'il ignorait si Carteret accepterait cette offre ; et le duc étourdiment s'en porta garant. C'était avouer ses propres intrigues. Aussi Walpole éclata : « J'ai toujours soupçonné, s'écria-t-il, que vous maniganciez quelque chose de ce côté, et maintenant je le sais. Mais, si vous faites de tels marchés, je ne me sens pas obligé de les tenir » (2) ; et il imposa sa volonté.

La brouille fut dès lors complète entre eux. Horace Walpole lui-même le constatait. Écrivant au duc pour se plaindre de l'insuccès d'un de ses protégés : « Nous en sommes arrivés, disait-il, à ceci que ni mon frère Walpole ni moi-même n'osons proposer quelque chose ou parler en faveur de quelqu'un, sachant qu'une recommandation, simplement parce qu'elle vient de nous, arrêtera l'affaire et causera préjudice à la personne ; combien de temps ceci peut vraiment durer, je ne puis le dire... mais, ce qui est pire, je prévois que vous allez jeter la nation dans les plus graves convulsions, et, quand il sera trop tard, vous en serez étonné et en demanderez la raison » (3).

(1) Newcastle à Hardwicke, 25 oct. 1739, cité par Yorke, *op. cit.* t. I, p. 229, et Hardwicke à Newcastle, 9 nov., B. M., 32.692, f. 435. — Cf. aussi Newcastle à Godolphin, 23 oct., et Godolphin à Newcastle, même date; l'évêque de Chichester à Newcastle, 19 nov., B. M., 32.692, f. 370, 371 et 450.

(2) Morley, *op. cit.*, p. 224.

(3) H. Walpole à Newcastle, 24 avril 1740, B. M., 32.693, f. 202. La nomination dont il s'agit était celle de Mann au consulat de Florence.

II

La conduite de la guerre jusqu'au printemps de 1740.

Comment des ministres animés les uns envers les autres de pareils sentiments pouvaient-ils collaborer aux affaires publiques? Leurs querelles personnelles étaient d'autant plus funestes, qu'ils envisageaient aussi d'une manière opposée le grand problème de la conduite de la guerre. Les discussions qui survenaient entre eux à ce propos, nous ont été décrites par lord Hervey, dans l'appendice ajouté à ses Mémoires. Le témoin sans doute n'est point impartial, mais les informations qu'il nous fournit sont néanmoins extrêmement significatives. L'attitude qu'il prête à son ami Walpole ne paraît point inexacte, et la physionomie de son adversaire Newcastle, telle qu'il nous la dépeint, est celle que nous retrouvons dans les lettres privées, où le secrétaire d'État confiait à ses intimes ses chagrins et ses soucis (1).

Si l'on en croit Hervey, les vues que Newcastle s'efforçait alors de faire adopter, n'étaient que l'écho de projets formés dans l'esprit audacieux de lord Carteret. « Tournez les yeux vers l'Amérique, milord, lui disait celui-ci ; l'Europe prendra soin d'elle-même ; soutenez Vernon, et vous n'aurez pas besoin de soutien ici » (2).

Aussi, depuis le début de l'année, poursuivait-on les préparatifs d'une vaste expédition aux Indes Occidentales. Six mille soldats, confiés à lord Cathcart, devaient partir pour la Jamaïque, où deux mille

(1) Ajoutons que l'appendice de Hervey n'est point un texte destiné au public, comme l'étaient ses Mémoires, et que l'auteur ne s'est point préoccupé de présenter les événements et les personnages sous un jour spirituel et sarcastique.

(2) Hervey, *Memoirs*, t. II, p. 570.

hommes, levés dans les colonies de l'Amérique du Nord, les rejoindraient. Vernon, disposant alors de toutes ces ressources, pourrait conduire ces troupes à l'attaque de la Havane ou de Carthagène. En même temps quelques vaisseaux, commandés par le commodore Anson, iraient doubler le Cap Horn, détruisant peut-être au passage les comptoirs espagnols de Buenos-Ayres, et viendraient, par les côtes du Pérou et du Mexique, coopérer avec Vernon à une attaque sur les deux rives de l'isthme de Panama. Dans les mers d'Europe la flotte de Haddock, renforcée par les vaisseaux que lui avait amenés Sir Ch. Ogle, restait en Méditerranée, et devait maintenant se porter devant Barcelone, pour prévenir une expédition que l'ennemi méditait contre Port Mahon. On faisait partir d'autre part l'amiral Balchen, qui, avec dix vaisseaux, irait croiser au large du cap Finistère (1). Mais, peu après son départ, Balchen, essuyant une violente tempête, se vit contraint de renvoyer en Angleterre la moitié de ses vaisseaux (2). Puis on apprit que l'escadre de Cadix avait profité de l'éloignement de la flotte anglaise pour prendre la mer. On ne doutait pas qu'elle ne fût partie pour l'Amérique, et le bruit courait que l'escadre de Ferrol l'avait suivie (3). A ces nouvelles la Cour de Londres se hâta de prévenir Vernon du danger qui le menaçait ; en même temps elle envoyait à Sir Ch. Ogle l'ordre de quitter

(1) Newcastle aux gouverneurs des colonies d'Amérique, 9 janv., B. M., 32.693, f. 9. — « Nouvelles d'Angleterre » du 25 janv. A. E., corr. Angl., 407, f. 54. —Voir H. W. Richmond, *The Navy in the War of* 1739-1748, t. I, p. 33-35. Norris et Wager recommandaient une attaque contre la Havane, mais le Conseil ne parvint pas à prendre une décision à ce sujet.

(2) De Visme et Silhouette à Amelot, 25 avril, A. E., 407, f. 296 et 305.

(3) Waldegrave à Newcastle, 17, 24 et 27 avril, R. O. France, 222, f. 265, 291 et 300. — Les vaisseaux espagnols avaient quitté Cadix dès la fin de mars, cependant l'Angleterre ne l'apprenait par Waldegrave qu'à la fin d'avril. — Richmond, *op. cit.*, t. I, p. 68.

Haddock, pour s'assurer si l'escadre du Ferrol était partie, et, en ce cas, de la suivre aux Indes (1).

Mais, au Conseil du 8 mai, Sir Charles Wager apporta des nouvelles bien différentes. En réalité l'escadre du Ferrol n'avait pas quitté ce port, et celle de Cadix était même venue l'y rejoindre. Toutes les forces de l'ennemi se trouvaient ainsi concentrées. Dès lors, l'Espagne pensait-elle vraiment les envoyer en Amérique? Son plan n'était-il pas, au contraire, d'attaquer l'Angleterre, si celle-ci commettait l'imprudence d'éloigner une partie de ses vaisseaux? La France enfin n'aurait-elle pas une occasion splendide de se joindre à l'Espagne pour une action décisive?

Au dire d'Hervey, on ne parvint d'abord à tirer de Sir Charles Wager que des avis inintelligibles, et de Newcastle que des lamentations. L'embarras des ministres était d'autant plus grand que les lettres de Waldegrave ne leur apportaient aucun indice qui pût les guider (2). Depuis le début de la guerre le Cardinal semblait toujours regretter de n'avoir pas réussi à la prévenir, et n'attendre qu'un moment propice pour s'interposer entre les belligérants. Mais comment comprenait-il cette intervention? et d'ailleurs dans quelle mesure était-il encore capable de faire prévaloir ses vues? L'ambassadeur ne parvenait pas à le découvrir. Fidèle à sa méthode habituelle, il évitait d'ailleurs de presser son interlocuteur : « Je le laisse parler à sa manière, écrivait-il, autant qu'il lui plaît, car, par ce moyen, il oublie souvent son mécontentement et laisse échapper des choses qu'il ne dirait pas si je l'arrêtais ou si je le

(1) Hervey, *Memoirs*, t. II, p. 563. — Newcastle à Vernon, 29 avr. B. M., 32.693, f. 217.

(2) Hervey, *Memoirs*, t. II, p. 553. — Richmond *op. cit.*, t. I, p. 69-70. Ce dernier ouvrage confirme les indications fournies par Hervey sur les délibérations du Cabinet, en utilisant le journal de Norris (B. M., 33.004).

contredisais(1) ». Mais un jour Waldegrave croyait remarquer chez lui un affaiblissement marqué : « Sa mémoire lui fait souvent défaut et, dans nos trois ou quatre dernières conversations, il a répété les même histoires à satiété... En somme je crois qu'il commence à radoter (2) ». Puis, quinze jours après, Son Eminence paraissait remise et supportait étonnamment les fatigues du voyage de Fontainebleau (3).

Cependant les secrétaires d'Etat étaient d'accord pour le pousser aux mesures énergiques. Le contrôleur général appuyait les efforts de Maurepas et d'Amelot, pour faire décider l'envoi d'une flotte française en Amérique (4). Et, tandis que Fleury affectait toujours de les traiter avec hauteur, eux d'autre part paraissaient le surveiller et le retenir d'exprimer ses véritables sentiments. L'ambassadeur ne doutait pas qu'ils ne s'entendissent pour troubler les entretiens particuliers qu'il avait avec le Cardinal : « Je donnerais volontiers de mon sang, lui déclarait celui-ci, pour obtenir une pacification » ; mais il ne se décidait jamais à parler avec franchise. Un jour, cependant, il parut enfin vouloir s'y résoudre. « Voyons, commença-t-il... »; mais, nous dit Waldegrave, ce mot était à peine sorti de sa bouche que M. Amelot entra, ce qui rendit le Cardinal tout de suite silencieux et mit fin à ma visite, car Son Eminence allait sortir dans un quart d'heure, et je vis que M. Amelot ne voudrait pas le laisser avant qu'il soit dans son carrosse (5) ».

Un autre jour, il est vrai, l'entretien prenait une tournure différente. Le Cardinal affectait cette fois de considérer les perspectives d'avenir de l'Europe avec beaucoup de philosophie. « Rien de ce genre,

(1) Waldegrave à Newcastle, 30 oct., R. O., France, 221, f. 237.
(2) Waldegrave à Newcastle, 30 oct., *id.*,
(3) Waldegrave à Newcastle, 16 nov., R. O., *id.*, f. 269.
(4) Waldegrave à Newcastle, 9 nov. R. O., *id.*, f. 250.
(5) Waldegrave à Newcastle, 23 nov., R. O., *id.*, f. 272.

déclarait-il, ne troublait son sommeil ou ne lui faisait perdre l'appétit; quand il ne lui paraissait pas possible d'empêcher un malheur ou d'effectuer un compromis, il laissait aller les choses à leur guise, sans se tourmenter à leur propos ». Et les Anglais se demandaient alors s'il n'avait pas tout avantage à prolonger leurs incertitudes, restant en dehors du conflit, mais les obligeant à prendre des mesures de précautions qui leur coûtaient cher (1).

A Londres on avait tenté vainement de réunir sur une feuille de papier les divers propos échappés au Cardinal. On y découvrait seulement qu'il semblait vouloir distiller au compte-gouttes les aveux susceptibles d'augmenter peu à peu l'inquiétude des Anglais. Le 23 décembre, il exprimait une réelle appréhension de ce que les Anglais pourraient entreprendre en Amérique ; le 4 janvier, il disait que : « si nous nous y rendions maîtres de quelque chose de considérable, il ne pourrait éviter de prendre alors les mesures nécessaires ». Le 12 mars, « toujours sur le ton de confidence, il laissait tomber que, si nous gagnions quelque avantage considérable en Amérique, il ne pourrait pas rester un spectateur (2) ». Une seule chose était sûre c'est qu'à Toulon et à Brest on armait des vaisseaux (3).

Les informations que les Anglais obtenaient de Bussy leur apportaient quelques éclaircissements, sans diminuer leurs craintes. Il avait d'abord annoncé la signature des traités franco-espagnols ; puis il l'avait démentie, indiquant avec précision les points qui, tant pour le traité de commerce que pour celui d'alliance, restaient encore en suspens. La conclu-

(1) Waldegrave à Newcastle, 4 janv. 1740, R. O., France 221, f. 352 ; 21 fév. et 13 mars, *id.* 222, ff. 126 et 168.

(2) Extrait des lettres de Waldegrave par Delafaye, secrétaire de Newcastle, R. O. France 221, f. 276.

(3) Waldegrave à Newcastle, 2 et 12 mars, R. O., France, 224, ff. 114 et 157.

sion qu'on pouvait en tirer était qu'il dépendait de l'Espagne de les faire aboutir (1).

C'est dans ces conditions qu'au Conseil du 17 mai Walpole prit la parole. A son avis, la concentration des forces ennemies ne faisait pas de doute ; le sens commun la dictait. Devaient-elles aller en Amérique, attaquer l'Angleterre, ou simplement empêcher par leur menace le départ de notre expédition? Nous l'ignorions. Mais, si les vaisseaux de Brest se joignaient aux Espagnols, nous ne serions pas de force à leur résister ; un tiers de notre flotte n'était pas prête. « C'est pourquoi, dit-il, en se tournant vers les deux marins du Conseil, Sir Charles (Wager) et Sir John (Norris), je dois ajouter encore ce qui a été le refrain de ma chanson à chaque Conseil depuis quatre mois : des matelots, des matelots, des matelots ! » Là dessus Newcastle se mit à récriminer contre les officiers, mais Walpole l'arrêta net : « Par Dieu, milord, faisons pour le mieux, et laissons de côté la conduite d'officiers qui font ce qu'ils peuvent ; regardons l'avenir... (2) » Le duc s'enferma dans un silence irrité. On se sépara sans aboutir à aucune solution, et, le lendemain, on résolut seulement de rappeler la flotte de Balchen, qui se fût trouvée exposée à rencontrer un ennemi formidable. Après un long retard, qui fit courir le bruit de sa perte, on eut enfin la joie d'apprendre, au milieu de juin, son retour (3). Mais le cas de Balchen n'était que secondaire ; il était autrement important de savoir si l' escadre de Sir Ch. Ogle, qui allait quitter la Méditerranée, irait renforcer celle de Vernon ou viendrait contribuer à la défense de la mère-patrie ; et plus important encore de décider si l'on persisterait

(1) Waldegrave à Newcastle, 19 et 27 fév., 3 avril, B. M., 32.802, ff. 40, 66 et 114. — Baudrillart *op. cit.*, t. IV, p. 550.

(2) Hervey, *Memoirs*, t. II, p. 562.

(3) Newcastle à Waldegrave, 30 mai et 21 juin, R. O., France, 223, ff. 36 et 100.

dans le projet d'une grande expédition en Amérique.

Walpole avait raison d'affirmer que la question des équipages était la clef du problème, mais les intrigues contraires qui se nouaient à son sujet dans le ministère même empêchaient de la résoudre.

Les adversaires de Walpole restaient convaincus qu'il n'avait pas abandonné l'espoir de rétablir la paix et d'imposer un accommodement, dès que les charges de la guerre auraient un peu calmé l'excitation du public. Il suffirait alors de procurer aux marchands quelques satisfactions. Tel paraît bien en effet avoir été son calcul, et la vive inquiétude que lui causait maintenant la situation maritime devait l'inciter davantage à tenter quelque chose pour exécuter ce dessein. Par crainte de trop irriter le public, le gouvernement avait dû renoncer à se procurer les équipages dont il avait besoin. C'était le point faible de la politique ambitieuse de Newcastle. Le projet d'inscription maritime avait été mis de côté. Au début d'avril, on avait levé l'embargo qui suscitait tant de plaintes, et tenté une autre méthode, en autorisant la sortie des navires marchands qui abandonneraient à la marine royale le quart de leurs équipages. Là encore, maigre résultat. En mai, Walpole pouvait déclarer que sur 30 navires qui composaient la flotte de la Manche, 10 ne pouvaient pas prendre la mer. Au début de juin il manquait encore 4.600 matelots (1).

Au Conseil du 2 juin, R. Walpole mit alors en avant une proposition nette. Pour trouver les équipages nécessaires, il suffisait de supprimer toutes les exemptions de faveur qui avaient été accordées (2). Il fallait le faire, « en méprisant les

(1) Conseil des « Lords Justices » du 2 juin, dans R. O., St. Pap. Dom. Regencies, f. 89. — Silhouette à Amelot, 18 avril, A. E. Corr. Angl., 407, f. 291. — Coxe, *R. W.*, t. I, p. 634.

(2) D'après les Lords de l'Amirauté, il n'y avait pas moins de 14.800 caboteurs, charbonniers et pêcheurs, qui avaient bénéficié

clameurs qui se produiraient à cette occasion, et en renonçant à courtiser la popularité, quand le sort de cette île était dans la balance ». Mais Norris critiqua cette mesure, qui, d'après lui, ne donnerait pas de résultats assez prompts, et il proposa, de son côté, d'emprunter à l'armée les effectifs nécessaires pour compléter les équipages. Newcastle, Hardwicke s'empressèrent d'accueillir cette idée. En vain Walpole montra le danger d'affaiblir l'armée, alors que le pays pouvait être exposé à l'invasion; Hervey lui-même lui donna tort; les Lords de l'Amirauté, longuement interrogés, montrèrent la gravité de la situation et Walpole dut se soumettre. Mais, quand Newcastle voulut exploiter son succès, en proposant qu'Ogle soit tout de même envoyé aux Indes Occidentales, Walpole se révolta : « Nous sommes à la merci de la France, s'écria-t-il, parce que nous manquons de force ici... C'est ici que notre sort est menacé »; et, sur ce point du moins, il l'emporta. On décida de faire revenir Ogle en Angleterre (1).

Walpole ne s'en trouvait pas moins battu sur la question principale, et son échec ici ne s'expliquait pas seulement par la crainte du mécontentement public qu'aurait provoqué son projet, mais aussi par le calcul qu'on lui prêtait d'utiliser ce mécontentement pour dégoûter le public de la guerre.

Ce qui autorise à croire que telle était bien son arrière pensée, c'est l'attitude qu'il prenait, au même moment, dans les discussions auxquelles donnait lieu une autre question fort épineuse : celle de l'attribution des prises. Elle s'était posée, bien entendu,

d'exemptions. Cf. Hervey, t. II, p. 568, et Richmond *op. cit.*, t. I appendice III : *The Marines and the Manning question.*

(1) Hervey, *Memoirs*, t. II, p. 566-7. — Richmond *op. cit.*, t. I p. 83. — Conseil des « Lords Justices » du 2 juin, dans R. O., St. Pap, Dom. Regencies, 89. — Ogle devait être de retour en juillet; cf. Norris à Newcastle, 20 juillet, R. O., St. Pap. Dom. Regencies, 91.

dès le début des hostilités ; et Pulteney, au mois de novembre précédent, avait fait adopter un bill destiné à encourager les matelots en les leur distribuant. Walpole s'était trouvé seul à se prononcer contre ce projet (1). Ainsi le sort des prises opérées depuis le début de la guerre se trouvait réglé. Restait à déterminer celui des vaisseaux saisis avant cette date, en particulier de deux navires richement chargés, dont les Anglais s'étaient emparés au large des côtes espagnoles. Walpole voulait s'en servir pour indemniser les marchands, auxquels la rupture avec l'Espagne avait fait perdre les 95.000 livres qui devaient leur revenir. Newcastle au contraire voulait laisser le produit des prises aux marins qui les faisaient. Une première fois, en avril, la question avait provoqué de vives discussions au Cabinet. Elle fut remise en délibération quelques jours après le Conseil du 2 juin ; et, de nouveau, les deux points de vue se heurtèrent. On ne put aboutir qu'à une formule équivoque, instituant le partage des prises entre marchands et marins, sans en déterminer les conditions. Newcastle était si fort en colère, qu'il fallut toute l'insistance de Hardwicke pour le persuader de laisser dormir la question. Le duc s'y résigna de mauvaise grâce ; il n'en reparlerait point le premier, mais, si Walpole le faisait, il lui tiendrait tête (2).

Pourquoi donc Walpole s'obstinait-il à combattre une mesure destinée à stimuler le zèle des matelots? alors que, par ailleurs, il paraissait si préoccupé de s'en procurer par tous les moyens. La contradiction de son attitude se résout seulement si l'on admet qu'il se proposait, en profitant d'une part de

(1) *Parl Hist.*, t. XI, p. 97 et suiv. — Silhouette à Amelot, 7 déc. 1739, A. E. Corr. Angl., 405, f. 221. — Coxe, *R. W.*, t. I, p. 630.

(2) Newcastle à Hardwicke, 15, 16 et 20 juin ; Hardwicke à Newcastle, 19 juin, B. M., 32.693, ff. 309, 313, 326 et 332. — H. Pelham à Hardwicke, (sans date, cité par Yorke, *op. cit.*, t. I, p. 240) le félicite de son rôle.

l'irritation produite par la presse, en procurant d'autre part aux marchands, envers et contre tous, les avantages prévus par la Convention, de justifier la politique qu'il avait suivie et de faire tomber l'effervescence belliqueuse du pays. Son but constant restait la paix. C'est en tout cas le sens qu'attribuait Newcastle à son attitude. « L'Accise et la Convention, concluait-il ironiquement, sont de très belles choses, mais, si je puis l'éviter, je ne suis pas disposé à les ressusciter (1) ».

En ce printemps de 1740, le Cabinet britannique ne parvenait donc pas à donner une impulsion efficace à la conduite de la guerre. Les rivalités de ses membres le paralysaient. Entre ses deux protagonistes toute collaboration semblait impossible désormais (2). Newcastle, intimidé par les clameurs des opposants, se laissait de plus en plus emporter par sa colère contre Walpole. Les vues de celui-ci étaient sans doute plus larges et moins égoïstes ; il n'en gardait pas moins l'espoir de rétablir son autorité. Mais ses adversaires avaient d'autant plus de raisons de s'enhardir, qu'ils n'ignoraient point qu'à ce moment même son crédit auprès de son Maître était aussi ébranlé.

(1) Newcastle à Hardwicke, 15 juin, B. M., 32.693, f. 309.

(2) La scène que nous rapporte Hervey en est la preuve. (*Memoirs*, t. II, p. 564). « Just as Sir Robert Walpole was upon his legs to go away, the Duke of Newcastle said : » If you please, I would speak one word to you before you go » to which Sir Robert Walpole, « I do not please, my lord ; but if you will, you must. » — « Sir, I shall not trouble you long ». — « Well, my lord, that's something but I had rather not be troubled at all ; won't it keep cold till to morrow? » — « Perhaps not, Sir. » — « Well come then, let's have it », — upon which they retired to a corner of the room — where his Grâce whispered very softly, and Sir Robert answered nothing but aloud, and said nothing aloud, but every now and then, « Pooh ! — Pshaw !— O Lord ! O Lord ! Pray be quiet. My God, can't you see it is over? »

III

La Régence et les dissensions du Cabinet pendant l'été de 1740

Georges II, dans la crise espagnole comme dans celle de Pologne, avait été belliqueux par tempérament. Il n'avait jamais réellement compris les vues de son ministre et, la guerre une fois déclarée, il n'était manifestement pas convaincu que Walpole fût propre à la conduire. Bien qu'il le considérât toujours comme le conseiller indispensable de sa politique intérieure, les opinions que Walpole pouvait exprimer sur les directives des opérations de guerre n'exerçaient pas sur son esprit une grande influence, et, quand son ministre cherchait à intervenir dans les promotions militaires, il l'arrêtait net, en lui déclarant qu'il n'y entendait rien (1).

Mais Walpole était habitué à ses brusqueries. Ce qui l'inquiéta bien davantage fut de découvrir, au mois de mars, que son Maître pensait, malgré la guerre, à se rendre en Hanovre cette année. Rien ne put l'en dissuader ; mais cette résolution, dans l'état des affaires, parut si consternante qu'elle fut gardée secrète le plus longtemps possible, et qu'on n'osa pas, suivant l'usage, l'annoncer au Parlement avant sa séparation. Même au Cabinet on ne se risquait point à en parler ouvertement, mais la nouvelle donnait lieu à des a parte et des hochements de tête, qu'Hervey nous dépeint (2).

Le Roi n'attendait pour partir que le mariage de sa fille, la Princesse Marie, avec le Prince de Hesse-Cassel. Il tenait à le célébrer à Londres, par procuration et sans laisser au Prince le temps de venir,

(1) H. Walpole à Trevor, 4 mars 1740, *Buck. mss.*, p. 40.

(2) H. Walpole à Trevor, 25 mars et 10 mai, *Buck. mss.*, p. 43 et 45. — Bussy à Amelot, 18 mai, A. E. Corr. Angl., 407, f. 345. — Hervey, *Memoirs*, t. II, p. 555.

parce que cela lui coûterait moins cher. Cependant les évêques anglais et les juristes représentaient que cela pouvait compromettre les droits de la Princesse à la succession du trône. Mais, comme Walpole se risquait à lui soumettre leurs scrupules : « Je ne veux plus, s'écria-t-il, entendre parler des absurdités de votre Eglise et de votre Loi. Je veux marier ma fille ici ». Le mariage eut en effet lieu le 19 mai, et, dès le 23, le Souverain quittait sa capitale (1).

Il avait cette fois refusé d'emmener avec lui Horace Walpole, qui lui était insupportable, et ce fut Harrington qui dut l'accompagner. Walpole se défiait, non sans raison, du secrétaire d'Etat et lui marqua beaucoup de froideur à son départ, tandis qu'Horace évitait même de prendre congé de lui. On comprend qu'avec tous ces ennuis Sir Robert ait alors semblé abattu, fatigué, et par le travail et par le chagrin (2).

C'était le premier voyage du Roi depuis la mort de la Reine. Il avait donc fallu établir sur de nouvelles bases l'organisation de la régence, car il ne pouvait être question de la confier au Prince de Galles. Les membres du Cabinet, qui dans les occasions précédentes avaient assisté la Reine de leurs Conseils, furent chargés maintenant de gouverner le pays et reçurent, comme il était d'usage, le titre de «Lord Justices » (3). Toutefois, comme cela s'était fait déjà en 1736, Harrington, dès son arrivée à Hanovre, écrivit à son collègue Newcastle pour lui prescrire, de la part du Roi, de consulter sur toutes les dépêches qui lui seraient envoyées, Hardwicke, Wilmington et R. Walpole, de : « décider toujours entre vous lesquelles de ces dépêches il conviendra de placer devant les Lords

(1) Hervey, *Memoirs*, t. II, p. 559. — A. E. Corr. Angl., 407, f. 350.

(2) Harrington à Newcastle, 31 juillet, B. M., 32.693, f. 197. — H. Walpole à Trevor, 24 mai, *Buck. mss.*, p. 47.

(3) Cf. Turner, *The Lords Justices*, *E. H. R.*, 1914, t. XXIX, p. 453-76.

Justices, et de préparer l'ordre du jour des affaires qui devront être considérées par Leurs Excellences (1) ». Ainsi toutes les questions importantes allaient être discutées par ce « Conseil intérieur », où Walpole se trouvait isolé, en face de Newcastle et du Chancelier qui s'entendaient contre lui, et de Wilmington qui ne lui avait point pardonné la manière trop adroite dont, à l'avènement de Georges II, il l'avait écarté du ministère.

Les Lords Justices eurent d'abord à s'occuper surtout du gouvernement intérieur du Royaume. La tâche suffit à les absorber, car on signalait alors de tous côtés des troubles souvent graves, et il leur fallut intervenir un peu partout pour maintenir l'ordre public.

La récolte de 1740 était la plus mauvaise qu'on eût connue depuis douze années, et les céréales atteignaient des prix très élevés. Dans la première moitié de l'année celui du blé avait doublé par rapport à la période correspondante de 1739 ; celui du seigle avait monté de plus d'un tiers, et l'on constatait aussi sur l'avoine et l'orge de fortes hausses (2).

Après les souffrances causées par la rudesse de l'hiver et les ennuis de l'embargo, la cherté des grains fit éclore au printemps toute une série d'émeutes. Les manifestants visaient à arrêter les bateaux qui exportaient des céréales hors du Royaume, et à s'emparer des stocks accumulés par les accapareurs.

(1) Harrington à Newcastle, 15 juin, R. O., St. Pap. Dom., Reg., 89.

(2) Mémoire de Bussy sur la récolte d'Angleterre en 1740 (28 nov. 1740), A. E. Corr. Angl., 408, f. 476. — Il indique les prix suivants calculés « à bord et sans sac, par quarter de 8 boisseaux ; chaque boisseau pesant 60 livres » :

	1739 (6 premier mois)	1740 (6 premiers mois)
Froment	22 à 29 shillings	45 à 52 shillings
Seigle	15 à 18 —	27 à 29 —
Orge	13 à 15 —	18 à 21 —
Avoine	10 à 13 —	15 à 17 —

Dans le comté de Flint une bande de 400 personnes faisait irruption à Flint, visitait les maisons, s'emparait du blé et s'en allait en promettant de revenir chaque semaine. Des troubles du même genre éclataient à Denbigh, Holywell et Carmarthen tandis qu'à Pembroke les mineurs déchargeaient un navire en partance et contraignaient les marchands à baisser leurs prix (1). A Dewsbury, près de Leeds, la foule attaquait les moulins pour empêcher les transports de farine (2). A Stockton on Tees (comté de Durham) 3.000 personnes envahissaient le port pour empêcher le départ des vaisseaux de blé (3). Mais les troubles les plus sérieux se produisaient à Newcastle. Le Lord Major avait d'abord réussi à y rétablir le calme, en obtenant que les marchands livrent les grains à des prix convenus ; mais ceux-ci bientôt préférèrent fermer boutique. Le peuple alors se souleva, pillant les vaisseaux, arrêtant les voitures, saccageant les magasins. Des milliers de personnes envahirent le Guildhall. Des troupes vinrent du comté de Berwick disperser les manifestants ; cependant la fermentation resta grande et, pendant plusieurs mois, on craignit de nouveaux incidents (4).

Les agriculteurs de l'Est n'étaient pas moins agités. En juin ils se soulevaient à Northampton (5), à Peterborough, à Colchester (6). Dans l'île d'Ely, comté de Dorset, la gentry devait organiser une police particulière, qui maintenait l'ordre en opérant de

(1) R. O. St. Pap. Dom. Geo. II, 50, ff. 140, 143 et 144. — 51, ff. 14, 22, 30 et 117. — Stone à Harrington, 14 juin, R. O., St. Pap. Dom. Reg., 95.

(2) R. O. *id.*, 53, ff. 7 et 21.

(3) R. O. *id.*, 50, f. 139. — 51, ff. 12, 31 et 38.

(4) R. O. *id.*, 51, ff. 55, 57 et 69. — *Gentleman Mag.*, 1740, p. 355. — Le Lord Major à Newcastle, 23 nov. 1740, B. M. 32.695, f. 399.

(5) R. O. *id.*, 50 f. 136. — 51, f. 76. — 53, f. 57.

(6) Cf. pour Peterborough, R. O. id., 51, f. 48 ; — pour Colchester, *id.*, 50, f. 150.

nombreuses arrestations (1). Par contre, à Norwich, au centre même de la région ou s'exerçait l'influence de Walpole, les troupes arrivaient trop tard ; après avoir forcé les portes de la prison, la foule avait attaqué le Common Hall, où les magistrats s'étaient réfugiés. Il fallut charger, et il y eut cinq morts (2).

Les Lords Justices avaient donc fort à faire pour répondre aux demandes de secours qui leur arrivaient de toutes parts. La seule mesure efficace eût été d'interdire les exportations de céréales ; mais, pour cela, un acte du Parlement était nécessaire. Aussi durent-ils se borner à prescrire aux officiers des douanes de ne laisser sortir le blé qu'avec l'autorisation des juges de paix, tandis que, pour décourager les accapareurs, ils frappaient de prison quiconque vendait du blé au dessus d'un prix fixé (3).

A la fin de juillet l'ordre paraissait à peu près rétabli ; mais les Lords jugeaient encore prudent de décider que, partout où le High Sheriff le croirait nécessaire, les troupes ne seraient pas obligées de se retirer pendant la période des assises, comme elles en avaient coutume (4).

Quant à la conduite de la guerre, on a déjà vu à quelles discussions elle donna lieu entre les Lords aussitôt après le départ du Roi, et comment Walpole y fut mis en échec. Il semble qu'ensuite il se soit le plus possible tenu à l'écart ; il évitait souvent d'assister aux séances, se disant retenu par la goutte dans sa maison de Chelsea, puis séjournant longuement à Hougthon (5). On peut sans doute attribuer ces absences, pour une part, à un besoin impérieux

(1) R. O. *id.*, 51, f. 97. — *Gent. Mag.*, 1740, p. 355.
(2) R. O. *id.*, 51, ff. 98, 100, 103 et 104.
(3) Rapport de l'attorney général aux Lords Justices, 14 juin, R. O. St. Pap. Reg. 95. — Conseil du 14 juin, R. O. St. Pap. Dom, 51, f. 2.
(4) Conseil du 26 juillet R. O. St. Pap. Dom. Geo. II, 51, f. 113.
(5) Pelham à Newcastle, 9 juillet, dans Torrens, *op. cit.*, t. I, p. 406.

de repos ; mais comment ne pas y découvrir aussi la volonté de laisser à d'autres la direction d'une politique qu'il n'avait pu éviter? Newcastle, en tout cas, sentait fort bien le blâme tacite que l'abstention de Walpole jetait sur lui, et, bien qu'elle lui laissât le champ libre, il en était fort mécontent. Tout le travail retombait sur lui ; Walpole n'escomptait-il pas qu'il serait incapable d'y suffire? Il soupçonnait quelque intrigue tramée contre lui, car on semblait en même temps s'offusquer de le voir, aux séances des Lords Justices, prendre place au haut bout de la table ; on lui reprochait, croyait-il, « de prendre trop sur lui et de perdre le temps des Lords par des discours inutiles (1) ». Il ne pouvait se retenir en effet de se répandre en récriminations devant eux, et H. Pelham s'efforçait en vain de l'en dissuader. Admirateur et serviteur dévoué de Robert Walpole, celui-ci s'inquiétait de la crise ministérielle et cherchait à persuader Horace d'exercer une influence calmante sur son frère, tandis qu'il agirait de même auprès du sien (2). Le difficile était que Newcastle, tout en s'indignant qu'on le laissât seul supporter tout le poids des affaires, n'en prétendait pas moins les diriger à sa guise. En l'absence de Harrington, R. Walpole devait assurer l'intérim de son département ; mais le duc aurait voulu limiter son activité à l'expédition des affaires courantes (3). Comme c'était à Newcastle qu'incombait le soin de correspondre avec le Hanovre, il ne se faisait pas faute d'entretenir avec Harrington une correspondance secrète (4).

(1) Newcastle à Hardwicke (sans date) dans Yorke, *op., cit.*, t. I, p. 237 ; 20 août, *id.*, p. 244 ; et Hardwicke à Newcastle, 21 août, *id.*, p. 246.

(2) Pelham à Newcastle, 8 juillet, B. M., 32.693, f. 416 ; et 9 juillet, dans Torrens, *op. cit.*, t. I, p. 408.

(3) Newcastle à Hardwicke (sans date) dans Yorke, *op. cit.*, t. I, p. 237.

(4) Cf., en particulier Newcastle à Harrington, 22 juillet, B. M. 32.693, f. 472, où il le prie de lui récrire une lettre telle qu'il puisse la montrer à R. Walpole.

Robert Walpole d'ailleurs ne l'ignorait pas ; un jour que Newcastle lui demandait conseil, il lui répondit sèchement qu'il ferait bien d'abord d'obtenir que Harrington « eût l'amitié d'indiquer, tout au moins par quelque lettre privée, particulière, séparée ou secrète, ses vues aux autres serviteurs de Sa Majesté (1) ».

Balchen et Sir Chaloner Ogle avaient ramené leurs vaisseaux à bon port, et la grande expédition d'Amérique serait prête à prendre la mer à la fin de juillet. Le moment était donc venu de décider si l'Angleterre allait véritablement y consacrer des forces aussi considérables (2). Rien n'était survenu qui pût dissiper les craintes de R. Walpole à ce sujet. Les flottes espagnoles étaient toujours concentrées au Ferrol ; la France restait énigmatique, et les avis de Bussy faisaient redouter son intervention (3). Il fallait, en tout cas, prévoir le cas où elle demanderait à connaître la destination des vaisseaux anglais. De Hanovre Harrington désirait savoir à l'avance en quels termes ses collègues pensaient qu'il conviendrait de répondre à cette question. Le 28 juin Newcastle lui transmit leur avis. Les Lords estimaient que l'attitude de la France ne devait pas retarder le départ de l'expédition ; si elle posait pareille question, le Roi devrait riposter : « que S. M. était libre de prendre telle mesure et de porter la guerre contre son ennemi, en tels lieux et de telle manière qu'Elle le jugerait convenable, sans donner à aucune puissance neutre aucune explication à ce sujet (4) ». R. Walpole était présent à la séance où avait été arrêtée cette déclara-

(1) R. Walpole à Newcastle, 4 août, B. M., 32.694, f. 288. — Hardwicke devait alors s'interposer pour persuader à Newcastle de laisser tomber l'incident ; Hardwicke à Newcastle, 5 août, *id.*, f. 298.

(2) Newcastle à Harrington, 28 juin, St-Pap. Dom. Reg., 90.

(3) Newcastle à Harrington, 28 juin, R. O., St. Pap. Dom. Reg., 90 ; 5 juillet, St. Pap. Dom. Geo. II, 51, f. 72.

(4) Harrington à Newcastle, 17 juin, R. O. St. Pap. Dom. Reg., 89. — Newcastle à Harrington, 28 juin, *id.*, 90.

tion, mais on ne voit pas qu'il ait jugé bon de combattre une décision que certainement il désapprouvait.

Fort de cet avis, Newcastle s'empressa de dresser aussitôt les instructions de lord Cathcart, qui, escorté par une division de six vaisseaux commandés par Balchen, devait rejoindre Vernon, et frapper alors un coup décisif; celles de Norris, dont la grande flotte devait convoyer tout d'abord l'expédition dans la zone dangereuse des mers d'Europe, puis irait bloquer les Espagnols au Ferrol; celles d'Anson aussi, qui, on le sait, devait gagner l'Océan Pacifique. Le 5 juillet Newcastle les soumettait toutes à l'approbation royale (1).

Mais le duc ajoutait encore à cet envoi une lettre secrète. Il rappelait que, l'année précédente, il avait, sur l'ordre du Roi, adressé à l'amiral Haddock, commandant l'escadre de la Méditerranée, des instructions secrètes, lui prescrivant d'attaquer les vaisseaux espagnols qu'il rencontrerait, quand bien même ils seraient escortés par des vaisseaux français. Maintenant Newcastle jugeait nécessaire de donner à Norris des instructions analogues (2). Tout indique que Walpole n'avait pas eu connaissance de cette dernière lettre, et que le duc se réservait de la lui soumettre, lorsque, fort de l'approbation royale, il pourrait braver ses objections (3).

(1) Newcastle à Harrington, 5 juillet, *id.*, 90. — Les diverses instructions sont jointes à cette dépêche, datées du 30 juin et, pour Cathcart, du 1er juillet.

(2) Newcastle à Harrington, 5 juillet 1740, avec copie de Newcastle à Haddock, 17 juin 1739, R. O. St. Pap. Dom. Reg., 90. Il s'agissait de décider ce que devrait faire Norris si l'escadre de Brest voulait aller rejoindre celle du Ferrol; cf. Richmond, *op. cit.*, t. I, p. 86-87.

(3) C'est l'opinion de Torrens, *Hist. of British Cabinets*, t. II, p. 510. — Newcastle indiquait d'ailleurs à Harrington que, si la réponse du Roi ne lui parvenait point en temps utile, il devrait soumettre sa proposition à l'avis de ses collègues, ce qui implique qu'il ne l'avait pas fait auparavant; et, lorsque Harrington lui eût transmis l'approbation du Roi, Newcastle le pria de lui récrire une lettre telle qu'il pût la montrer à Walpole. (Harrington à Newcastle, 13 juillet, R. O. *id.*, 90, avec

Mais sur ces entrefaites, l'attitude de la France, à l'approche du départ de l'expédition, parut soudain s'éclaircir. Waldegrave annonçait que d'Antin était parti pour Brest, où il devait prendre le commandement de l'escadre française (1) ; puis il transmettait un dernier avertissement du Cardinal. Fleury, en effet, répétant les confidences qu'il avait déjà faites, leur donnait maintenant la forme d'une déclaration nette et précise. « Aussi longtemps, écrivait l'ambassadeur, que nous ne nous rendions pas maîtres d'une des possessions de l'Espagne dans les Indes Occidentales et que nous ne prétendions pas la garder pour nous, il n'avait rien à nous dire ; mais, si nous le faisions, comme une telle démarche causerait un grand préjudice à la France et entraverait son commerce dans les Indes Occidentales, il serait contraint de prendre part à la guerre (2) ». Ces paroles firent, semble-t-il, une sérieuse impression sur le Cabinet britannique. Bussy remarquait alors les discussions prolongées qui s'y produisaient. Mais les nouvelles de France venaient à point pour assurer le succès de la manœuvre de Newcastle, et R. Walpole dut s'incliner.

Le 22 juillet, le duc informait Harrington qu'il avait soumis à ses collègues le projet d'instructions secrètes pour l'amiral Norris, et qu'il avait obtenu leur approbation (3). Le 26 juillet, à Spithead, la grande flotte mettait à la voile ; mais, avant même d'être sortis du port, deux vaisseaux entrèrent en

une lettre séparée du même jour, R. O. St. Pap. Dom. Geo. II, 51, f. 115. — Réponse de Newcastle, 22 juillet, B. M., 32.693, f. 472). — D'ailleurs à ce moment une grave maladie de son fils aîné retenait Walpole éloigné du Conseil. (A. Stone à Weston, 5 juil. R. O. St. Pap. Dom. Reg., 95 ; et H. Pelham à Newcastle, 8 juillet, B. M., 32.693, f. 416).

(1) Waldegrave à Newcastle, 1er juil., R. O., France, 223, f. 144,

(2) Waldegrave à Newcastle, 8 juil., d'après la note de Delafaye. R. O., France, 221, f. 276.

(3) Bussy à Amelot, 18 juil., A. E. Corr. Angl., 407, f. 431. — Newcastle à Harrington, 22 juil., R. O. St. Pap. Dom. Geo. II, 51, f. 108. — Cf. Richmond, *op. cit.*, t. I., p. 89.

collision, et l'on se trouva obligé d'ajourner le départ (1). Newcastle voulut alors utiliser ce délai pour pousser plus loin son succès. Il avait tout de suite été séduit par un projet de Sir Charles Wager, tendant à opérer un débarquement au Ferrol pour y détruire la flotte ennemie. Les objections techniques du général Wade, qu'on voulait en charger, firent abandonner cette idée (2). Néanmoins Newcastle demanda que deux régiments soient embarqués sur les vaisseaux de Norris ; ils pourraient peut-être lui permettre un coup d'audace. Suivant sa méthode, le duc s'adressa directement à Hanovre pour obtenir l'autorisation royale, et, par ce moyen il obligea R. Walpole à céder encore (3).

Mais le retard entraîné par ces discussions devait avoir de graves conséquences. Lorsqu'au début de septembre la flotte tenta un nouveau départ, des vents persistants la contraignirent encore à revenir (4). Alors survinrent à la fois d'Espagne et de France des nouvelles qui obligèrent les ministres anglais à modifier de nouveau tous leurs plans.

IV

L'intervention française dans la guerre maritime

Depuis le départ de Keene, la Cour de Londres était fort mal renseignée sur ce qui se passait en

(1) Une nouvelle tentative eut lieu au début d'août, mais les vents contraires obligèrent Norris à rentrer au port. — *Gentl. Mag.*, 1740, pp. 356, 412 et 467.

(2) Newcastle à R. Walpole, 29 juillet et 2 août, B. M. 32.694, ff. 177 et 230.

(3) Newcastle à Harrington, 5 août, et réponse, 14 août, R. O., St. Pap. Dom. Reg., 92. — Newcastle à Hardwicke, 20 août, dans Yorke, *op. cit.*, t. I, p. 244, et réponse, 21 août, B. M., 32.694, f. 440. — Décision des Lords Justices à ce sujet dans le Conseil du 23 août, R. O., St. Pap. Dom. Geo. II, 52, f. 9.

(4) Duc de Richmond à Newcastle, 2 et 3 sept., B. M., 32.694, ff. 563 et 567. — Bussy à Amelot, 5, 8 et 9 sept., A. E. Corr. Angl., 408, ff. 3, 51 et 55.

Espagne. La flotte du Ferrol, sous la conduite de M. de Torres, avait quitté ce port en juillet faisant voile vers l'Amérique, et c'est le 27 août seulement que Waldegrave en apprenait la nouvelle. Dès qu'il l'eût reçue, Newcastle fit décider d'ajouter à la division qui devait convoyer les troupes de Cathcart quatre nouveaux vaisseaux (1).

Mais l'expédition anglaise n'avait pas encore réussi à prendre la mer, lorsqu'arriva la nouvelle plus grave encore du départ des escadres françaises. A la fin d'août, en effet, d'Antin avait quitté Brest avec 18 vaisseaux, tandis que le chevalier de la Roche-Allard, avec 15 autres navires, était parti de Toulon. Dans ce mois d'août le Cardinal avait enfin pris la résolution d'intervenir aux côtés de l'Espagne (2).

Après le départ de Torres, la Cour de Madrid avait pressé son ambassadeur, Campo Florido, de conclure les traités en suspens avec la Cour de Versailles. Le 15 août, Fleury annonçait à LL. MM. CC. l'envoi de deux escadres françaises. La France, disait-il, avertirait la Cour de Londres qu'elle n'avait point d'intention belliqueuse ; elle prétendait seulement s'opposer à une attaque injuste que les Anglais pourraient commettre contre les Espagnols (3). Mais cette réserve n'avait pour but que de laisser aux Anglais la responsabilité du conflit et de ne point inquiéter l'Europe. Le Cardinal ne doutait plus de la guerre. Le 20 août, il adressait à Amelot un billet, accompagnant un mémoire où il développait ses vues (4). « Voicy, écrivait-il, mes premières idées

(1) Waldegrave à Newcastle, 27 août, R. O. France, 223, f. 338. — Newcastle à Cathcart, 1er et 6 sept., B. M., 32.694, ff. 486 et 497 ; à Harrington, 9 sept., St. Pap. Dom. Reg., 93.

(2) Laird Clowes, *Royal Navy*, t. III, p. 63. — Richmond, *op. cit.*, t. I, p. 93.

(3) Baudrillart, *op. cit.*, t. IV, p. 559.

(4) Texte du billet, A. E., corr. Angl., 408 f. 29. Texte du mémoire, *id.*, f. 30. — Tous deux sont datés : « 1740, 20 août, à Versailles. »

sur les choses à prévoir et qui peuvent faire matière de votre concert avec M. de Maurepas et M. le Contrôleur Général. S'il m'en revient d'autres je vous les donneray successivement. Je vous représente seulement qu'en pareilles circonstances il faut que l'esprit de précaution embrasse à la fois tous les objets ». Le mémoire commençait par établir qu'après « une résolution pareille à celle de l'expédition de M. d'Antin... on ne peut raisonnablement pas douter que les Anglais ne nous déclarent la guerre dans toutes les formes, pour se venger de la perte qu'il faut se flatter qu'ils vont faire en Amérique ». Il énumérait ensuite les mesures qu'il convenait de prendre. Bien que Fleury n'ait pas pris le temps de les placer dans un ordre logique et cohérent, il est facile néanmoins de voir les lignes directrices qu'il se proposait de suivre. Il tenait d'abord à ne rien faire qui pût provoquer une diversion sur le continent en faveur de l'Angleterre. Dans cette idée il voulait : « lorsque le moment sera venu de parler en Europe, confier notre résolution au Roy de Prusse, avant qu'il le puisse avoir d'ailleurs ; presser nos affaires au Danemark et à Berlin, pour tâcher que la Suède puisse profiter de la conjonction de la scène qui va s'ouvrir ». D'autre part : « il ne fallait se montrer à la Hollande et à l'Empereur que protecteurs des Traités d'Utrecht ; l'un et l'autre en étant parties contractantes, leur demander leur concours en notre faveur, non pour l'avoir, mais pour s'assurer de leur neutralité, qui nous suffit ». Préoccupé de ne leur causer aucune inquiétude, il recommandait, en prenant les dispositions nécessaires « pour la sûreté de notre frontière de Flandre maritime », de « s'abstenir pourtant de tout ouvrage quelconque soit ă Dunkerque ou Mardick », et, par ailleurs, de « parler nettement en Hollande sur ce que nous ne voulons pas changer le gouvernement protestant en Angleterre ». Toujours pour le même motif il ajoutait : « Point de traité

nouveau avec l'Espagne ; savoir d'Elle ce qu'Elle veut entreprendre, en profitant du secours que nous lui donnerons qui fera grande diversion contre l'Angleterre ».

La paix du continent permettrait à la France de consacrer ses forces à la lutte contre l'Angleterre. A ce propos le Cardinal écrivait : « Augmenter notre marine du plus de vaisseaux que nous pouvons d'icy le printemps prochain, soit en achetant ou en construisant... Comme nous n'avons point de guerre de terre à craindre, il me semble que nous pouvons rejetter quelque augmentation de dépenses sur la marine... se fixer sur les choses à faire pour encourager les armateurs, et se mettre en état d'en avoir au printemps prochain. C'est le seul châtiment contre les Anglais ». La pensée du Cardinal se portait alors vers notre domaine colonial. Aux Indes, il s'agissait surtout de défendre notre situation prédominante ; il fallait « que les établissements et les vaisseaux de notre Compagnie des Indes, objet de la jalousie des Anglais, soient sur leur garde et ne souffrent point de préjudice ». En Amérique, il était nécessaire aussi de « prendre les mesures nécessaires pour la sûreté de la Louisiane, que je crois en mauvais état et où il ne faut pas laisser les Anglais prendre pied ». Par contre, au Canada, Fleury envisageait de prendre l'offensive. Il désirait « tenter quelque entreprise sur l'Acadie » et « profiter de la conjoncture pour arrester les progrès du commerce que les Anglais ont fait du côté des Cantons des Sauvages voisins du Canada ». Il reprenait enfin une idée de Chauvelin, en recommandant, « comme notre expédition fera baisser les fonds en Angleterre », de « préparer les moyens pour en profiter et attaquer le crédit public en Angleterre ».

Ces diverses mesures néanmoins ne devaient produire leur effet qu'au printemps prochain, et Fleury comptait seulement y travailler, « quand il y aura

assez de temps écoulé, pour qu'elles ne puissent pas avertir les Anglais des précautions à prendre contre l'expédition de M. d'Antin ». Il convenait auparavant d'endormir leur défiance. Le Cardinal y réussit tout à fait (1).

Le 28 juillet, quatre vaisseaux français avaient déjà quitté Brest ; et Fleury, loin de le cacher, en avait fait part à Waldegrave, prétendant qu'ils portaient en Amérique l'ordre d'évacuation de Ste Lucie, réclamé depuis longtemps par les Anglais (2). Par contre Son Eminence affectait d'être fort mécontente de la Cour d'Espagne, qui la tenait dans l'ignorance de ses projets. Aussi Waldegrave écrivait-il encore le 31 août : « Je ne parviens à découvrir chez le Cardinal aucun nouveau signe indiquant qu'il veuille agir cette saison ». Et, lorsque le bruit que d'Antin était parti le 29 commençait à courir, il se refusait d'abord à l'admettre (3).

Il interrogeait pourtant le Cardinal, dont l'attitude commençait à le surprendre. Fleury niait que d'Antin fût parti le 29 août, mais ajoutait en riant que cela ne signifiait point qu'il ne fût pas parti depuis ; sur quoi il congédiait l'ambassadeur, en réclamant son chocolat (4). Les jours suivants les bruits persistants de la ville mirent Waldegrave fort mal à l'aise ; il décida d'aller à Issy tirer l'affaire au clair. Alors, « très calmement », Fleury lui déclara :

(1) Bussy avertissait sans doute Newcastle que les traités franco-espagnols approchaient de leur conclusion. Il disait même qu'on avait envoyé aux gouverneurs français des Indes Occidentales l'ordre de secourir « secrètement et indirectement » les Espagnols (Newcastle à Harrington, 12 et 23 août, R. O., St. Pap. Dom. Geo II, 52, ff. 1 et 10). Mais, pendant ce temps, Waldegrave se laissait prendre au jeu du Cardinal.

(2) Laird Clowes, *Royal Navy*, t. III, p. 63. — Waldegrave à Newcastle, 2 août, R. O., France, 223, f. 249.

(3) Waldegrave à Newcastle, 11 et 31 août, 3 sept., R. O. France, 223, f. 273, 352 et 360. — Sur la question de Ste Lucie, cf. un mémoire anglais de mars 1733, B. M., 32.780, f. 220.

(4) Waldegrave à Newcastle, 5 sept., R. O., France, 223, f. 374.

« qu'il était vrai que les escadres avaient pris la mer ; mais, avec un air de complaisance, il dit qu'en envoyant ses flottes, il n'entendait point partir en guerre contre l'Angleterre, ni attaquer ou molester aucun des vaisseaux ; mais qu'il devait protéger son propre commerce ». Comme les mouvements des Anglais indiquaient assez clairement le dessein de se rendre maîtres du commerce des Indes Occidentales, la France avait trop d'intérêts dans cette région pour ne pas essayer de l'empêcher. « Bref, rapportait l'ambassadeur, quoiqu'il ne voulût pas nous prendre un pouce de territoire dans n'importe quelle partie du monde, il croyait de son devoir, comme Ministre du Roi de France, de faire tout son possible pour nous empêcher de devenir plus puissants que nous ne l'étions déjà ». Waldegrave ne put que répondre avec froideur que le fait accompli le dispensait de réfuter ces arguments (1). D'ailleurs, si Fleury se décidait à parler sur ce ton, c'est parce qu'il jugeait le moment venu où il pouvait le faire sans danger. Dès le 8, Amelot avait annoncé à Bussy le départ de d'Antin. Le 11, après l'entretien d'Issy, il lui prescrivait d'en faire part aux ministres anglais, ajoutant, non sans ironie, que cette nouvelle ne devait pas surprendre la Cour de Londres, « parce qu'on ne peut pas douter que Milord Waldegrave n'ait rendu chaque fois compte à sa Cour des déclarations que M. le Cardinal lui a souvent répétées (2) ».

A l'arrivée de ces nouvelles les Lords Justices se réunirent (3). Le 15 septembre et les jours suivants

(1) Waldegrave à Harrington et à Newcastle, 11 sept., R. O. France, 223, ff. 382 et 385.

(2) Amelot à Bussy, 8 et 11 sept. 1740, A. E. corr. Angl., 408, ff. 56 et 64.

(3) Bussy, dès qu'il reçut ces ordres, s'empressa, avant de les accomplir, de révéler aux Anglais leur contenu. Mais la Cour de Londres ne fut ainsi prévenue que quelques heures avant l'arrivée de la dépêche de Waldegrave. Newcastle à Harrington, 16 sept., B. M., 32.694, f. 581 ; et R. O., St. Pap. Dom., Reg., 93.

une série de Conseils aboutirent à bouleverser complètement le plan de la guerre navale. Les troupes de Cathcart, au lieu d'être convoyées jusqu'en Amérique par la division de Balchen, le seraient par une trentaine de vaisseaux confiés à sir Chaloner Ogle. Après leur arrivée, Vernon commanderait ainsi une force de 43 unités, disposant presque toutes d'au moins 50 canons ; et il n'aurait alors rien à redouter de la jonction des Français avec les Espagnols. Lord Cathcart se voyait d'autre part attribuer deux régiments de plus. Enfin des instructions secrètes étaient remises à Ogle, qu'il devait ouvrir lorsqu'il serait arrivé à 150 lieues à l'ouest des îles Scilly. Elles lui prescrivaient, s'il rencontrait les flottes françaises ou espagnoles : « d'attaquer et d'essayer par tout moyen possible de prendre, couler, brûler ou autrement détruire les dites escadres françaises et espagnoles (1) ».

Ainsi l'Angleterre avait pris la résolution de rompre avec la France et, en même temps, de porter tout son effort en Amérique. La politique de Newcastle l'emportait entièrement. Nous n'avons pas conservé l'écho des objections que Walpole n'a pas dû manquer encore de lui faire (2). Il semble pourtant qu'il n'ait pas poussé à l'extrême une résistance qu'il savait inutile ; car, au début d'octobre,

(1) Procès-verbaux des Conseils des Lords Justices des 15, 16, 19 et 20 sept., R. O., St. Pap. Dom. Geo. II, 52, ff. 36, 38, 42 et 45 ; Newcastle à Cathcart 16 et 20 sept., B. M., 32.694, f. 583, et 32.695, f. 30 ; Andrew Stone à Cathcart, 15, 16 et 18 sept., B. M., 32.695, ff.40, 71 et 84 ; Newcastle à Vernon, 23 sept., B. M., 32695, f. 47. — Instructions secrètes à Sir Chaloner Ogle du 6 oct. 1740, B. M., 32.695, f. 134 ; instructions secrètes à Vernon, 7 oct., B. M., 32.695, f. 142, contenant des prescriptions semblables. — Newcastle à Wilmington (qui n'avait pu assister au dernier conseil), 20 sept., St. Pap. Dom., 52, f. 44.

(2) Hardwicke à Newcastle, 23 sept., B. M., 32.695, f. 56, montre que le Chancelier a soutenu Newcastle ; sa seule crainte étant que l'ennemi n'attaque soit Vernon soit Ogle avant qu'ils aient opéré leur jonction.

un accès d'impatience provoqua de sa part une sortie passionnée, qui éclaire son attitude et ses sentiments véritables. Le « Grafton », un des navires qui devaient prendre part à l'expédition, ayant eu des avaries, Newcastle proposa au Conseil du 11 octobre de le remplacer par le « Salisbury » : « Quoi ! s'écria Walpole, ne peut-on laisser ici un seul pauvre navire? Chaque accident doit-il être réparé pour les vaisseaux destinés aux Indes Occidentales, alors qu'aucun n'est pris en considération, lorsqu'il s'agit de ceux qui restent ici? » Puis, pendant vingt minutes, il exhala ses plaintes. On ne savait pas encore si les flottes françaises avaient réellement été en Amérique ; si celle de Toulon avait passé le détroit de Gibraltar. Lui pensait que tout cela n'était qu'une feinte, et que la France voulait avoir au printemps une grande flotte dans les mers d'Europe : « Mais il ne s'opposait à rien ; il acceptait tout. C'est lui qui était censé tout faire, qui devait répondre de tout... et pourtant : « Dieu sait que je n'ose pas faire ce que je crois juste » ! A son avis il faudrait retirer à la flotte de Ogle quatre vaisseaux ; mais il répétait encore : « Je n'ose pas ; je ne veux pas qu'on fasse aucun changement », et, comme l'archevêque de Canterbury s'interposait pour proposer que la question soit ajournée à une autre séance, Sir Robert ne voulut pas le souffrir. « Qu'ils partent tous dit-il... (1) ».

La nervosité de Walpole aurait été déjà bien compréhensible en présence de la manière dont le duc de Newcastle conduisait la guerre maritime, mais elle était aussi causée par la façon dont lord Harrington menait en même temps les négociations continentales.

(1) Newcastle à Hardwicke, 12 oct., cité par Yorke, *op. cit.*, t. Ier, p. 248. — Newcastle était naturellement fort en colère : Qu'est-ce, remarquait-il, qu'un Premier Ministre qui dénonce les mesures prises, et déclare qu'il ne veut pas et n'ose pas les modifier ? — Hardwicke à Newcastle, 13 oct. (Yorke, p. 249) ; — Newcastle à Cathcart, 15 oct., B. M., 32.695, f. 457.

De ce côté également les avis de Walpole étaient systématiquement mis à l'écart, et il se trouvait contraint d'endosser la responsabilité d'une politique qu'il blâmait énergiquement.

V

La Hanovre et l'alliance prussienne

Au moment même où le Roi d'Angleterre se rendait à Hanovre, l'avènement de Frédéric II, le 31 mai 1740, semblait ouvrir aux Anglais une perspective nouvelle sur le continent. Le premier devoir de leur diplomatie n'était-il pas de travailler à sortir de cet isolement funeste, où l'habileté de Fleury avait réussi à les placer, de susciter en Europe une diversion, qui aurait empêché les Français d'employer toutes leurs forces dans la guerre maritime? Après avoir traité avec Vienne, relevé les Turcs, pacifié l'Orient, gagné la Suède, presque détaché le Danemark, le Cardinal cherchait alors à grouper ces deux dernières Couronnes avec la Cour de Prusse dans une alliance qui servirait à contenir la Russie. Lui aussi désirait donc attirer de son côté le nouveau Souverain. On n'a point à raconter ici l'histoire bien connue de la double négociation par laquelle Frédéric, pour ses débuts, se mit à exciter la jalousie de la France et de l'Angleterre, en leur faisant espérer à toutes deux son concours.

Les Anglais étaient alors bien éloignés de juger à sa valeur leur redoutable partenaire. Horace ne découvrait en lui qu'un poète, un bel esprit, qu'il fallait séduire en gagnant l'amitié des petits maîtres qui formaient son entourage (1) ; et Newcastle pensait que ce jeune Roi vaniteux ne résisterait pas aux flatteries (2).

(1) H. Walpole à Trevor, 11 oct. 1740, *Buck mss.*, p. 56.
(2) Newcastle à Harrington, 25 sept., B. M., 32.695, f. 61.

Le duc, à vrai dire, tout en étant favorable au projet d'une alliance prussienne, ne paraît pas en avoir réalisé au début l'importance. Il y était mal préparé par son attachement obstiné à la politique classique de l'alliance impériale. Il ne croyait surtout pas au danger d'un rapprochement de la Prusse avec la Cour de Versailles (1). Les Walpole au contraire s'attachaient à ce projet comme à leur unique planche de salut. Horace préconisait depuis longtemps cette politique, et maintenant son frère l'avait faite sienne à son tour (2).

Aussi, dès qu'ils apprirent la mort de Frédéric Guillaume Ier, les Lords Justices écrivirent-ils à Hanovre pour recommander à leur Maître de se rapprocher du nouveau Roi, et pour conseiller à leur collègue Harrington, de se rendre lui-même à Berlin (3). Mais Georges II était mal préparé à suivre ce conseil. Ses rapports avec Frédéric Guillaume n'avaient jamais cessé d'être dès plus tendus. La jalousie avec laquelle le Roi de Prusse avait vu l'Électeur de Hanovre obtenir à son tour une couronne royale ne s'était jamais effacée. Il avait aussi, semble-t-il, de bonnes raisons de se plaindre de la manière dont Georges II avait escamoté le testament de son père aux dépens de sa sœur, la Reine de Prusse. Il avait vu la main de son ennemi dans le projet de mariage anglais ébauché par le Prince Royal. En 1737 la Cour de Londres avait surpris le ministre

(1) Cf. en particulier Newcastle à Harrington, 6 sept., B. M., 32.695, f. 5.

(2) H. Walpole à Trevor, 12 déc. 1738 et 18 juin 1740, *Buck, mss.*, p. 25 et 49. — Coxe, *R. W.*, t. I, p. 640, attribue l'initiative de cette négociation à Robert Walpole, qui aurait chargé Horace de dresser le plan d'une coalition contre la France. — Robert Walpole prenant rarement lui-même la plume, nous ne disposons pas de témoignage émanant de lui à cette date, mais le brouillon d'une lettre du 28 oct. 1740 (R. O., St. Pap. Dom., Geo II, 53, f. 17) montre qu'il était en plein accord avec Horace. — Nous avons vu en 1736 leur attitude à ce sujet.

(3) Newcastle à Harrington, 14 juin, R. O., St. Pap. Dom. Reg., 89.

prussien, le comte de Borck, travaillant à débaucher les gardes anglais pour grossir le bataillon de géants de son maître, et la colère de Georges II avait été si vive que le Comte avait dû partir, malgré des instances répétées, sans avoir obtenu son audience de congé. Enfin les prétentions rivales que les deux princes entretenaient sur la Frise orientale achevaient de les séparer (1).

Il n'eût fallu rien moins, dans ces conditions, que l'insistance unanime des ministres anglais pour entraîner le Roi dans une voie qu'il lui répugnait de suivre. Or, les Lords Justices ne tardèrent point à connaître que lord Harrington, loin d'être disposé à se charger du rôle ingrat qu'ils lui proposaient, était uniquement préoccupé d'établir son crédit dans l'esprit de son Maître et d'utiliser en même temps cette occasion pour ruiner celui de ses collègues.

Le voyage que Frédéric II avait entrepris à Kœnigsberg lui fournit tout d'abord l'occasion d'éviter la démarche qu'on lui suggérait. D'ailleurs le comte Truchess était venu représenter le Roi de Prusse à la Cour de Hanovre, et, avec lui, Harrington disait amorcer l'entretien. La négociation, d'après lui, semblait alors pleine de promesses, car le Roi de Prusse reconnaissait volontiers qu'il était nécessaire de maintenir l'équilibre de l'Europe et d'assurer pour cela l'union des puissances protestantes (2).

Mais, quelques jours après, le langage de Harrington se modifia brusquement. On ne devait point se dissimuler que le Roi n'entendait point conclure une alliance prussienne, qui ne procurerait pas au Hanovre des avantages. Fallait-il donc lui demander de renoncer à ses revendications sur la Frise et le

(1) Sur l'incident du Cte de Borck, Cf., R. O. King's Letters Prussia ; et Bussy à Amelot, 1er avr., 13 mai et 17 juin, A. E., corr. Angl., 394, ff. 196, 268 et 352.

(2) Harrington à Newcastle, 22 et 29 juin, R. O., St. Pap. Dom., Reg. 89 ; 6 juillet, *id.*, 90.

Mecklembourg? La Cour de Prusse de son côté ne paraissait point disposée à préciser ses vues, avant de connaître les dispositions de la France. L'Angleterre pouvait-elle alors s'engager à soutenir ses prétentions sur la succession de Berg et Juliers, et risquer de se laisser ainsi entraîner dans une guerre continentale? Par ces questions il était trop clair que le secrétaire d'État s'appliquait à mettre ses collègues dans l'embarras (1).

Devant cette nouvelle intrigue s'ajoutant à celles qu'il avait à combattre en Angleterre, Robert Walpole avec colère s'enfermait à la campagne. A la grande indignation de Newcastle, il lui refusait tout conseil (2). Les Lords se bornèrent donc à répondre qu'il ne leur appartenait en aucune manière d'exprimer un avis au sujet des affaires hanovriennes. Ils ajoutaient seulement que l'alliance prussienne, pour être utile, devrait former la base d'une coalition qui s'opposerait aux ambitions de la France. Aussi le premier soin de Harrington devait-il être de consulter les Provinces Unies (3).

Cependant le comte Truchess s'était avancé d'un pas, en présentant à Hanovre un mémoire, par lequel il demandait dans quelle mesure l'Angleterre serait disposée à aider le Roi de Prusse à entrer en possession des duchés de Berg et Juliers. Harrington s'empressa de lui remettre une réponse calculée pour le décourager. La Cour de Londres, déclarait-il : « n'attend que les propositions spécifiques du Roy de Prusse pour pouvoir s'expliquer avec la précision qu'on souhaite ». Se retournant ensuite vers ses collègues, il plaçait de nouveau devant eux le problème

(1) Harrington à Newcastle, 13 juillet, B. M., 32.693, f. 436 ; 31 juil., B. M., 32.694, f. 197 ; et 27 juil., R. O., St. Pap. Dom. Reg., 91.

(2) R. Walpole à Newcastle, 4 août, B. M., 32.694, f. 288 ; et Hardwicke à Newcastle, 7 août, cité par Yorke, *op. cit.*, t. I, p. 243.

(3) Newcastle à Harrington, 9 août, St. Pap. Dom., Reg. 92 ; et même jour (particulière), B. M., 32.694, f. 339.

qu'ils cherchaient à éluder. Il n'était plus temps, pensait-il, de consulter les États Généraux. Le Roi de Prusse était trop pressé d'obtenir une déclaration précise. Dans ces conditions, que devait-il faire? L'Angleterre en était réduite à prendre sur l'affaire de Berg et Juliers des engagements qui risquaient de l'entraîner dans une guerre continentale, ou bien à « faire tomber la négociation tout de suite avec autant de politesse qu'il lui serait possible ». Harrington s'en rapportait à la décision qui serait prise à Londres, tout en indiquant que les préférences du Roi allaient à cette dernière solution (1).

Tant de mauvaise volonté découragea les ministres anglais et R. Walpole, qui était revenu siéger parmi eux, d'exprimer leurs véritables sentiments. Ils se trouvaient paralysés. Ils ne pouvaient même pas se dispenser d'endosser la réponse que lord Harrington avait eu le soin de faire approuver par le Roi. Il ne leur restait d'autre issue que d'attendre l'effet qu'elle produirait sur le Roi de Prusse (2).

Mais on pouvait prévoir aisément que Frédéric II ne prendrait pas l'initiative de découvrir ses projets. Continuant l'inspection de ses domaines, le jeune prince s'était alors rendu à Clèves, évitant au passage de s'arrêter à Hanovre. Il faisait savoir qu'il était trop occupé pour pouvoir répondre à la question de Harrington. Puis, lorsqu'il reprit le chemin de sa capitale qui l'amenait encore dans le voisinage de Georges II, il s'excusa de lui rendre visite sur la fièvre qui le tourmentait. Il se contenta de faire déclarer par Truchess qu'il n'avait rien conclu avec la France, et qu'il ne conclurait rien avec cette puissance qui pût porter préjudice à l'Angleterre (3).

(1) Harrington à Newcastle, 14 et 21 août, R. O. St. Pap. Dom. Reg., 92.

(2) Newcastle à Harrington, 23 août et 6 sept., *id.*, 93.

(3) Harrington à Newcastle, 14 août, R. O., St Pap. Dom. Reg., 92 ; 11 et 18 sept., *id.* Reg., 93, et B. M., 32.694, f. 349.

Sur ces entrefaites, la nouvelle du départ des escadres françaises ne permit plus de douter du danger où se trouvait l'Angleterre. Tout le monde fut d'accord pour penser que Georges II devait rentrer sans délai dans son Royaume (1). Les Lords Justices se décidèrent à « demander humblement à Sa Majesté si Sa Présence ici dans ces conjectures délicates et critiques ne serait pas nécessaire » ; et ils prirent sur eux d'envoyer en Hollande les yachts qui devaient ramener leur Souverain. Celui-ci avait d'ailleurs décidé de lui-même son retour. Au début d'octobre, il abandonnait enfin le Hanovre (2).

Cependant les ministres anglais faisaient en même temps un effort suprême pour décider Harrington à rester sur le continent et à se rendre à Berlin. Ils faisaient valoir que l'initiative de la France avait complètement modifié la situation. Plus n'était besoin d'éviter les engagements qui pourraient entraîner l'Angleterre dans une guerre ; celle-ci n'était désormais plus douteuse. Il fallait donc gagner l'alliance prussienne, non que par elle-même elle suffit à conjurer le péril, mais parce qu'elle permettrait de former avec les Provinces Unies, la Pologne et la Russie, une coalition qui mettrait la politique française en échec. Les dernières offres d'Osterman donnaient bon espoir dans le concours de la Russie, qui, à son tour, entraînerait les Polonais. Il ne devait enfin pas être difficile de gagner les Provinces Unies. Mais tout dépendait de l'attitude de Berlin. Que Harrington consente donc à y aller ; que Georges II accepte de sortir de sa réserve ; qu'il manifeste un désir sincère d'appuyer les prétentions prussiennes sur Berg et Juliers ! « Nous devons, s'écriait New-

(1) Newcastle à Harrington, 17 sept., et Harrington à Newcastle, 10 sept., B. M., 32.695, f. 5.

(2) Newcastle à Harrington, 25 sept., R. O., St. Pap. Dom. Reg., 94. — Harrington à Newcastle, 25 et 30 sept., 5 et 11 oct., *id.* Reg. 93 et 94. — Le Roi s'embarquait à Helvoetluys le 11 octobre.

castle, gagner la Prusse presque à tout prix (1). » Mais le roi Georges resta sourd à cet appel. Alors que Frédéric lui avait fait l'affront de ne pas lui rendre visite, il n'était point disposé à lui envoyer son ministre. Celui-ci d'ailleurs ne fit rien pour vaincre l'obstination de son Maître, et reprit simplement à sa suite le chemin de l'Angleterre (2).

Il devait y trouver ses collègues d'autant plus irrités contre lui, qu'ils étaient convaincus que le jeune Roi de Prusse n'eût pas été difficile à gagner, si l'on avait voulu s'en donner la peine. Le plus indigné était naturellement Horace, l'avocat de l'alliance prussienne. Il constatait avec amertume que l'unique souci de Harrington avait été de faire sa cour à son Maître (3). « Rien d'autre qu'une diversion sur le Continent ne peut nous sauver, » disait-il (4). « Nos alliés actuels ne peuvent nous aider et

(1) Newcastle à Harrington (particulière), 22 sept., R. O., St. Pap. Dom. Reg., 94. — Hardwicke à Newcastle, 21 sept., B. M., 32.695, f. 35. — Newcastle à Harrington, 22 sept., R. O. St. Pap. Dom. Geo. II, 52, f. 48 ; et 25 sept., B. M., 32.695, f. 61. — Le programme politique développé par les Lords Justices le 22 septembre était bien celui que préconisait R. Walpole. Nous en avons la preuve dans un brouillon de lettre écrit par lui le 28 octobre (R. O. St. Pap. Dom. Geo II, 53, f. 17) et adressé à un personnage qu'il appelle « Dear Sir », et qui peut être Stone ou Delafaye. R. Walpole, qui à cette date ne connaît pas encore la mort de l'Empereur, y expose le projet d'une coalition englobant la Prusse, la Saxe et la Russie. Il indique néanmoins que Newcastle voulait en même temps faire une tentative pour renouer l'ancienne alliance avec la Cour de Vienne. — H. Walpole à Newcastle, 20 oct., B. M., 32.695, f. 235, nous montre que Harrington d'autre part écrivait dans ce sens à Robinson. Mais les Walpole craignaient que cette démarche n'indisposât la Tzarine, alors en mauvais termes avec la Cour de Vienne. Il aurait fallu que l'Angleterre s'engage sur le continent. Norris proposait au Conseil du 1er oct. le débarquement de troupes aux Pays-Bas, seul moyen d'entraîner l'Empereur et de détourner la France d'employer ses forces en Amérique ; mais Walpole s'opposait énergiquement à ce projet. Cf., Richmond, *op., cit.*, t. I, p. 94-5.

(2) Harrington à Newcastle, 30 sept., R. O., St. Pap. Dom., Reg., 94 ; et 11 oct., B. M., 32.695, f. 90.

(3) H. Walpole à Trevor, 27 sept. et 11 oct., *Buck. mss.*, pp. 54-55.

(4) H. Walpole à Trevor, 4 oct., *Buck. mss.*, p. 54.

nous sommes résolus à ne pas en rechercher ou en gagner de nouveaux. Je dis que je crains qu'au printemps prochain ou à l'été le théâtre de la guerre ne soit dans cette île (1) ». Si maintenant les Français se décidaient à faire un effort sur mer, « je demande à savoir pourquoi ils ne nous seraient pas supérieurs ? Sans une intervention spéciale de la Providence en notre faveur, je ne vois pas comment nous pouvons nous mesurer avec cette nation. » Nous répétons le « Delenda est Carthago » ; mais il s'agit de savoir quelle nation a chance de devenir la « Carthago Delenda (2) ».

Le duc de Newcastle n'était pas moins sombre. Il écrivait en même temps : « D'après ce que je vois la France tôt ou tard dominera l'Europe et peut-être l'Amérique aussi (3) ». Mais il n'en persistait pas moins à vouloir engager dans l'expédition d'Amérique la majeure partie des forces navales anglaises.

L'exaspération de Robert Walpole était dès lors bien justifiée. Tandis que Georges II rentrait à Londres les mains vides, et que les troupes de Cathcart réussissaient enfin à sortir de la Manche, il devait reconnaître qu'on n'avait tenu aucun compte de ses conseils, et que tous les dangers qu'il aurait voulu éviter s'amoncelaient autour de lui. Mais, à cet instant, la mort de l'Empereur vint ouvrir à ses yeux des perspectives inespérées (4).

(1) H. Walpole à Trevor, 11 oct., *Buck. mss.*, p. 56.
(2) H. Walpole à Trevor, 14 oct., *Buck. mss.*, p. 56.
(3) Newcastle à Harrington, 11 oct., B. M., 32.695, f. 172.
(4) Le Roi rentra à Londres le 24 oct. — Cathcart quitta l'Angleterre le 6 nov., *Gent. Mag.* 1740, t. II, p. 570. — Newcastle à Sir Ch. Ogle, B. M., 32.695, f. 319.

CHAPITRE VI

L'ANNÉE 1741

LES ÉLECTIONS ET LA GUERRE DE SUCCESSION D'AUTRICHE.

I

La Session Parlementaire

Dès qu'il fut de nouveau en présence de son maître, R. Walpole sut rétablir auprès de lui son influence. Le crédit de Harrington était destiné à s'évanouir lorsqu'il se retrouverait au milieu de ses collègues (1). Plus dangereuse était la situation que Newcastle s'était assurée au Parlement et surtout dans le ministère. Mais ici encore les représentations de Walpole obtinrent un plein succès. A son instigation Georges II accueillit le duc par des paroles sévères. En sortant de l'audience royale, Newcastle trouva Walpole dans l'antichambre et ne put se retenir de l'aborder; mais Sir Robert l'arrêta court : « Que voulez-vous dire? Cette guerre est la vôtre. Vous en avez eu la conduite et je souhaite que vous en soyiez satisfait (2) ».

A la veille de l'ouverture du Parlement les divisions du ministère n'en étaient pas moins inquiétantes; fort heureusement pour Walpole les opposants ne s'accordaient guère davantage entre eux. La mort

(1) H. Walpole à Trevor, 17 oct., *Buck. mss.*, p. 79.
(2) Newcastle à Hardwicke, 5 nov., dans Yorke, *op. cit.*, t. I, p. 250

de Wyndham, survenue pendant l'été, laissait un vide difficile à combler. « Quelle étoile a notre ministre ! » s'écriait Bolingbroke (1), pour lequel la perte était d'autant plus sensible que Wyndham était resté plus docile à ses conseils. C'est par lui que, de sa retraite, il continuait à prendre part à la bataille parlementaire, et c'est en France, où précisément Wyndham était venu le consulter, que celui-ci venait de trouver la mort. Mais d'autres témoignages moins partiaux s'accordent à reconnaître l'importance de l'homme d'État disparu. Si ses convictions tories, et même quelques soupçons de jacobitisme, éveillaient les défiances des amis de Pulteney, cela n'empêchait point que Wyndham imposât le respect par la fermeté de son caractère et par une grandeur naturelle qui n'avait rien de pompeux (2). « Le parti, écrivait alors Bussy, n'a plus que deux chefs : M. Pulteney et Milord Chesterfield ; celui-ci met les affaires du Parlement en épigrammes et charme les esprits sans remuer les cœurs ; l'autre a une éloquence mâle et rapide ; mais, emporté, fougueux, toujours poussé par la passion, il commence par le feu de Démosthènes et finit par l'emportement des halles ; et tous deux sont dépourvus de l'esprit de conduite... Pour Milord Carteret, il a perdu entièrement la confiance des opposants ; il fait un parti à lui seul. Il s'est lié avec le duc de Newcastle, le Chancelier et Milord Wilmington, Président du Conseil. Son système est

(1) Pope à Marchmont (sans date) et Bolingbroke à Marchmont, 8 août 1740 (*Marchmont Papers*, t. II, pp. 224 et 226). L'opposition était encore affaiblie par la mort du comte Alexandre de Marchmont, qui obligeait son fils, lord Polwarth, à se retirer de la Chambre des Communes. — Sur ses divisions, cf. Chesterfield à Lyttelton, 16 nov. (*Letters*, éd. Mahon, t. V., p. 438).

(2) On a vu l'admiration qu'il inspirait à Chavigny. — Le speaker Onslow en faisait aussi le plus grand cas. Cf. *Onslow mss.*, p. 467. « He was in my opinion the most made for a great man of anyone that I have Known of this age... By a sort of induction almost peculiar to himself, he had a force beyond any man I ever heard in public debates ».

établi sur la comparaison qu'il institue de lui-même et de ces trois ministres... Il compte que, si le Chevalier Walpole venait à manquer, de quelque façon que ce fût, aucun de ces trois Seigneurs ne pourrait remplir le poste de Premier Ministre du Roi d'Angleterre, et qu'il faudrait qu'ils eussent recours à lui... Pour cette raison il tient à eux (1) ».

Mais un nouveau venu espérait profiter de cette situation pour prendre la direction du combat. Le duc d'Argyle, avec la brusquerie d'un vieux soldat, voulut s'en emparer presque de force dès le début de la session. Quand le Parlement se réunit, le 29 novembre, Argyle n'attendit pas pour intervenir que l'adresse habituelle eût été proposée par un orateur de la majorité ; il demanda aux Lords de répondre au discours du Trône en assurant simplement le Roi « qu'ils lui resteraient attachés avec leurs vies et leurs fortunes ». Cette proposition, qui impliquait un blâme contre le ministre, fut, bien entendu, rejetée sans difficulté (2). Mais, quelques jours après, comme la levée de nouveaux régiments était soumise à l'approbation de la Chambre, il revint à la charge. Sans consulter ses collègues, il engagea la lutte à fond sur ce terrain, où sa compétence ne pouvait être contestée. Au lieu de créer des régiments nouveaux, il eût été moins coûteux, disait-il, d'augmenter les effectifs des corps existants ; et il critiquait le choix des officiers, qui, à son dire, était dicté par la politique. Mais les autres opposants, peu disposés à le suivre en un débat où son prestige personnel lui permettait de les éclipser, s'abstinrent de le soutenir, et Hardwicke rallia adroitement la majorité en reconnaissant la supériorité technique de son adversaire, mais en maintenant avec fermeté que l'armée devait

(1) Bussy à Amelot, 28 nov., A. E., Corr. Angl., 408, f. 265.
(2) Coxe, *R. W.*, t. I, p. 643. — Bussy à Amelot, 5 déc., A. E., Corr. Angl., 408, f. 305.

rester subordonnée au pouvoir civil (1). Les jalousies qui affaiblissaient l'opposition, l'empêchèrent donc de pouvoir livrer un combat sérieux avant les vacances de Noël, et le ministère n'eut pas de peine à faire repousser plusieurs motions tendant à obtenir que les instructions de Vernon et de Haddock fussent communiquées aux députés (2).

Mais à l'entrée de l'année nouvelle, où les élections devaient avoir lieu, il devenait urgent de s'unir pour une offensive générale. Il semble que ce fût encore Bolingbroke qui désignât le terrain d'attaque. Il était clair que les adversaires de Walpole ne s'accordaient que dans leur haine contre lui. Bolingbroke leur conseilla donc de reprendre la tentative qui avait avorté l'année précédente, et de concentrer tous leurs coups contre la seule personne du ministre détesté (3).

Le 22 février, Sandys, le second de Pulteney,

(1) *Parl. Hist.*, t. XI, p. 613. — Aux Communes Bubb Dodington, qui, après avoir abandonné Walpole, s'était servilement attaché au duc d'Argyle, soutint, le 22 décembre, une proposition semblable que le général Wade fit repousser sans difficulté. *Parl. Hist.*, t. XI, p. 695. — Orlebar à Etough, 2 janv. 1741, dans Coxe, *R. W.*, t. III, p. 558. — Comptes rendus aux A. E., Corr. Angl., 408, ff. 385 et 395. — H. Walpole à Trevor, 23 déc., *Buck. mss.*, p. 62.

(2) 8 et 12 déc. Comptes rendus aux A. E., Mém. et Doc., Angl., 39, ff. 166 et 180 ; et Corr. Angl., 408, f. 353 et 382 ; cf. aussi Yorke, *op. cit.*, t. I, p. 107.

(3) Yorke, *op. cit.*, t. I, p. 252. — Ch. Yorke à Ph. Yorke, dans Coxe, *R. W.*, t. III, p. 565. — B. Williams, *Life of. W. Pitt*, t. I, p. 82. — Torrens, *op. cit.*, t. I, p. 516, croit par contre que l'idée de cette attaque prit naissance dans l'entourage du Prince de Galles. On avait en effet tout d'abord songé à rallier les opposants autour de l'héritier du Trône. Une motion de Chesterfield, le 23 janvier, demanda que les noms du Prince et de la Princesse fussent mentionnés dans les prières publiques. Mais, si ce terrain de combat était dangereux pour Walpole, il ne l'était pas moins pour ceux des opposants qui, voyant sa chute prochaine, ne voulaient pas attendre un changement de règne pour arriver au pouvoir (Ernst, *Life of Chesterfield*, p. 141). Il est fort possible que Bolingbroke, qui paraît avoir été le véritable auteur de la « motion », se soit adressé, à défaut de Wyndham, aux « jeunes patriotes », pour la faire proposer au Parlement. L'attitude des whigs dans le débat fait penser qu'ils ne s'y étaient résignés qu'à regret.

annonça l'intention de soulever deux jours plus tard un débat sur une affaire de grande importance, qui intéressait personnellement le Premier Ministre de la Couronne. Walpole sans hésitation releva le défi ; il n'avait rien à cacher, déclara-t-il, et, mettant la main sur son cœur, il récita le vers d'Horace : « Nil conscire sibi, nulli pallescere culpae ». Pulteney fit alors tranquillement observer que le latin du Très Honorable Gentleman était aussi faux que sa logique. Sir Robert indigné voulut parier une guinée que sa citation était juste, et, quand le secrétaire de la Chambre, pris comme arbitre lui donna tort, il lança la pièce à travers la table. Pulteney la saisit au vol et, la brandissant, s'écria : « C'est le seul argent que j'aie reçu du gouvernement depuis bien des années, et ce sera le dernier ! (1) ».

Le 24 février les opposants proposèrent à la fois dans les deux Chambres qu'une humble adresse fût présentée à S. M. : « le priant d'écarter à jamais le Chevalier Walpole de sa présence et de ses Conseils ». Les députés avaient commencé à occuper leurs places dès six heures du matin. Quand la séance s'ouvrit, des deux parts, vers une heure de l'après-midi, les galeries étaient combles et la foule entourait le palais. Les débats devaient se prolonger aux Lords jusqu'à minuit, tandis qu'aux Communes ils ne s'achevèrent qu'à l'aurore.

Dans la Chambre Haute ce fut Carteret qui se chargea d'introduire la motion. Pendant plus de deux heures il passa en revue l'œuvre extérieure et intérieure de Walpole. D'une part, il le montrait, tout au long de sa carrière, poursuivant la chimère de conserver les bonnes grâces de la France, notre plus grande ennemie ; de l'autre, il l'accusait de prétendre exercer une autorité supérieure à celle des autres ministres. Il eut soin néanmoins de s'exprimer

(1) Coxe, *R. W.*, t. I, p. 644.

avec modération et de spécifier qu'il ne réclamait pas la mise en accusation du ministre, mais demandait seulement qu'il fût écarté du pouvoir (1). Tout différent fut le ton adopté par le duc d'Argyle. Avec violence il dénonça la corruption et l'orgueil du « Ministre Unique » qui accaparait le pouvoir. Quiconque désirait obtenir quelque faveur devait aller deux fois par semaine lui faire sa cour ; et il conclut par une citation biblique « Écartez les méchants de devant le Roi et son Trône sera établi en justice (2) ». Chesterfield, malade, s'était fait porter, malgré ses médecins, à Westminster, mais il ne put parler (3).

Les partisans habituels de Walpole, lord Hervey et l'évêque de Salisbury, prirent naturellement sa défense. Mais on attendait surtout avec curiosité ce que diraient Newcastle et le Chancelier. Le duc déclara sans ambages qu'il ne reconnaissait la supériorité d'aucun de ses collègues, que la motion atteignait le gouvernement tout entier, et, pour en demander le rejet, il s'exprima avec une force qui ne lui était pas habituelle (4). Hardwicke au contraire se cantonna dans le domaine juridique, tactique doublement habile, qui lui permettait d'atteindre l'assemblée au point le plus sensible et d'éviter pourtant de se compromettre par une réfutation détaillée des critiques de l'opposition. Sans doute, disait-il « les ministres ne sont pas plus infaillibles que les autres hommes, mais leurs fautes seraient pardonnées par tous sauf par leurs ennemis personnels ». On reprochait à Walpole d'être le « Ministre Unique » ; mais, de tous temps, il y avait eu « quelque personne qui

(1) *Parl. Hist.*, (t. XI, pp. 1062 et 1154), qui reproduit séparément les comptes rendus du *London* et du *Gentleman Magazines*. — Notes de l'évêque Secker, *id.*, pp. 1050 et 1053.

(2) *Parl. Hist.*, t. XI, p. 1098 et 1182. — Secker, p. 1056.

(3) Bussy à Amelot, 27 fév., A. E., Corr. Angl., 411, ff. 151 et 154. — D'après Philip Yorke, (2e lord Hardwicke) cité par Yorke, *op. cit.*, t. I., p. 252.

(4) *Parl. Hist.*, t. XI, p. 1053. — *Walpoliana*, p. 15.

possédait la confiance spéciale du Roi ». Cela n'était point contraire à la Constitution, et il ne voyait point que Walpole eût formé des desseins menaçant les libertés du peuple ; dans tous les cas, ses ennemis n'apportaient point de preuves, des soupçons seulement, et grossis par l'esprit de parti. Il était donc impossible d'accueillir cette motion. Comment condamner en un seul jour et comme par boutade tout ce qui avait été fait depuis vingt ans ! les actes de trois Parlements ! La Chambre des Lords, en particulier, ne devait pas émettre une opinion « extra-judiciaire » sur un cas qu'elle pouvait être appelée à juger un jour dans les formes (1). Beaucoup de lords, même parmi les adversaires de Walpole, partageaient ce point de vue. Beaucoup étaient choqués de la proposition qu'on leur présentait et qui revenait, quoiqu'on en dit, à passer condamnation sur un accusé sans lui donner le moyen de se défendre. Aussi la motion fut-elle rejetée par la majorité considérable de 49 voix (2).

Walpole ne perdit pas un instant pour exploiter son succès. Il prit aussitôt l'offensive. Le duc de Marlborough présenta une nouvelle motion déclarant que : « toute tentative pour infliger à n'importe quelle personne toute espèce de punition, sans lui laisser une occasion de présenter sa défense ou sans apporter la preuve que quelque crime ou malversation a été commis par lui, est contraire à la justice naturelle, aux lois fondamentales de ce Royaume et aux usages anciennement établis des Parlements ». Un nouveau débat s'ouvrit alors, plus passionné que le précédent. L'opposition, sentant la déroute, s'agitait.

(1) Yorke, *op. cit.*, t. I., pp. 200-202, d'après les notes de Hardwicke. — *Parl. Hist.*, t. XI, pp. 1117 et 1194. — Notes de Secker, *id.*, p. 1056.

(2) On remarqua des absentions prudentes, celle en particulier de Wilmington, et l'on vit même neuf opposants voter contre leurs leaders. (Bussy à Amelot, 27 fév., A. E., Corr. Angl., 411, f. 151).

On vit lord Talbot se faire rappeler à l'ordre et se rasseoir avec un juron retentissant. Walpole l'emporta sans difficulté, et une protestation des opposants, rappelant que l'existence d'un Premier Ministre était contraire aux lois du pays, ne réunit finalement que trente et une signatures (1).

Pendant ce temps, aux Communes, Sandys avait ouvert un débat parallèle par un long discours (2). De même que Carteret il relevait successivement les fautes commises à l'extérieur, où l'abandon de « notre vieille alliée naturelle, la Maison d'Autriche » avait abouti à notre isolement ; à l'intérieur, où les atteintes portées au fond d'amortissement, le maintien d'une armée permanente, l'accroissement de la liste civile, la corruption surtout, écrasaient le pays sous des charges accablantes ; dans la guerre enfin, dont la négligence du ministère avait compromis le succès. Et de toutes ces fautes il rendait Walpole seul responsable, parce qu'il avait accaparé toutes les branches du gouvernement, toutes les faveurs de la Couronne, parce qu'il avait créé à son profit « un office qui est d'origine française, celui de Ministre Unique ».

Avec une franchise, qui voulait être habile, ou qui devait peut-être masquer son embarras, Sandys reconnaissait d'ailleurs qu'il n'apportait pas de preuves susceptibles d'étayer une action juridique. C'est donc aux principes whigs qu'il faisait appel pour justifier sa proposition. Dans un gouvernement libre une trop longue possession du pouvoir est dangereuse ; la longueur du ministère de Walpole suffisait à le condamner. Il avait en outre manifestement perdu la confiance du peuple, et le devoir du

(1) A. E., Corr. Angl., 411, f. 195. — *Parl. Hist.*, t. XI, p. 1062 et 1215. — Philip Yorke au Club de Cambridge, 27 fév., dans Yorke, *op. cit.*, t. Ier, p. 252.

(2) *Parl. Hist.*, t. XI, p. 1242, d'après Coxe, qui a utilisé les notes prises par Henry Fox.

Parlement était d'en avertir la Couronne. Attitude d'une maladresse singulière, puisqu'elle ne pouvait qu'indisposer le groupe tory de l'opposition. Sandys l'aggravait encore en laissant percer que sa motion aurait pour effet de désarmer le ministre et de le placer dans une situation où l'on pourrait ensuite le soumettre à une action judiciaire.

Cette arrière-pensée fut de plus mise en lumière, lorsque les opposants demandèrent que Walpole, tel un accusé, se retirât de la salle pendant la suite des débats. La Chambre refusa de les suivre et décida seulement que Walpole ne serait pas présent au moment du vote (1). Dans toute la discussion qui suivit, les défenseurs de Walpole se montrèrent bien supérieurs à ses adversaires. H. Pelham mit fidèlement au service de son chef l'autorité déjà grande qu'il avait acquise au Parlement (2). L'honnêteté de Sir Charles Wager trouva des accents convaincants pour réfuter la thèse, combien injuste, qui voulait imputer au seul Walpole les fautes commises dans sa conduite des opérations maritimes (3). Au contraire Lyttelton se vit obligé de reconnaître que les accusations dont il se faisait l'interprète ne reposaient que sur les bruits répandus dans le public. Si l'on en croit Bussy, on vit même Dodington se lever à trois reprises, ouvrir la bouche « sans réussir à trouver sa voix », et se rasseoir après cette exhibition ridicule (4).

Ce fut Pitt qui, parmi les opposants, produisit la plus forte impression, bien que lui-même, au jugement de Walpole, n'ait pas été dans l'un de ses meilleurs

(1) *Parl. Hist.*, t. XI, p. 1328. — Etough au Dr Burch (sans date), dans Coxe, *R. W.*, t. III, p. 562.

(2) *Parl. Hist.*, t. XI, pp. 1248 et 1370. Lui, du moins, n'hésita pas à défendre les actes les plus critiqués du gouvernement : le bill d'accise et la Convention.

(3) *Parl. Hist.*, t. XI, p. 1375.

(4) Bussy à Amelot, 27 fév. et 9 mars 1741, A. E., Corr. Angl., 411, ffo 151 et 203.

jours (1). Son discours, tel du moins que le Dr Johnson nous l'a transmis, paraît s'être surtout fait remarquer par un alliage de réalisme brutal et de sentimentalisme passionné. Comprenant que beaucoup de députés hésitaient à condamner en bloc l'activité de trois Parlements dont eux-mêmes avaient fait partie, il les engagea cyniquement à prendre le ministre comme bouc émissaire. N'avaient-ils pas été dupés par les faux renseignements que celui-ci leur avait donnés? Le seul critérium qui permettait de juger une politique était, à son dire, le succès, et les résultats produits par celle de Walpole la condamnait. Pitt, d'autre part, émouvait ses auditeurs en leur rappelant le sort lamentable qu'avait eu jadis l'expédition envoyée en Amérique sous les ordres de l'amiral Hozier. Elle venait d'être remise dans toutes les mémoires par une célèbre ballade de Richard Glover (2), et Pitt n'était ici que trop bon prophète, en annonçant que l'expédition nouvelle, qui venait de partir, allait au devant d'une semblable destinée. Au lieu donc de s'appliquer comme les autres orateurs à masquer ou excuser la sévérité inaccoutumée de la procédure proposée, Pitt conclut froidement que la motion était encore trop modérée, et que Walpole méritait de perdre non seulement le pouvoir, mais la vie (3).

Mais cette violence, calculée pour émouvoir, paraît avoir eu surtout pour effet de choquer une grande partie de l'assemblée. Elle le fut d'une autre manière par l'attitude de Pulteney. Son silence était fait pour surprendre et ne réussit pas à tromper son vieil adversaire. Walpole, remarquant qu'il prenait des notes, devina qu'il se réservait de parler lorsque

(1) Basil Williams, *Life of Pitt.*, t. I, p. 53.

(2) « Admiral Hozier's Ghost », dans Percival, *Walpole Ballads*, p. 144.

(3) *Parl. Hist.*, t. XI, p. 1359. — Von Ruville, *op. cit.*. t, I, pp. 179-181.

lui-même aurait déjà présenté sa défense, et que, sous prétexte d'expliquer son vote, il attaquerait le ministre lorsque celui-ci ne serait plus là pour lui répondre. Aussi demanda-t-il au Speaker de faire respecter la décision de la Chambre. Pulteney se vit obligé de prendre la parole à l'improviste, « plus en désordre que jamais », et son discours ne réussit point à effacer l'antipathie que sa tentative déloyale avait éveillée (1). Sans doute éprouvait-il aussi quelque embarras pour s'associer à une manœuvre dont il n'avait point eu l'initiative. Il ne pouvait la soutenir qu'en s'appuyant, comme l'avait fait Sandys, sur les principes des whigs ; mais, en le faisant, il risquait d'irriter les tories, qui craignaient que le Parlement n'eût l'air de vouloir imposer au Roi sa volonté et ne portât atteinte aux prérogatives de la Couronne.

Alors le malaise, qui règnait depuis le début de la séance sur les bancs des opposants, se révéla brusquement au grand jour. Le chef du groupe des tories qui étaient ouvertement restés fidèles au Prétendant, Shippen, déchira les voiles. S'étant levé il déclara qu'il ne voyait dans cette motion qu'une intrigue pour renverser un ministère et le remplacer par un autre, que « cela lui était parfaitement égal », et il sortit de la salle, entraînant à sa suite un groupe d'une trentaine de députés.

Après cet éclat plusieurs autres tories osèrent exprimer leurs véritables sentiments. Lord Cornbury, bien qu'il fût un intime de Pitt, dit que cette motion allait introduire un « système d'inquisition », et qu'elle prétendait substituer un verdict de cen-

(1) Bussy à Amelot, 27 fév., A. E., Corr. Angl., 411, f° 151. — Quelques jours après Pulteney eut, à la porte du Parlement, une altercation violente avec un député de la majorité, Thompson, qui dans une lettre avait qualifié sa conduite de lâche et d'infâme. Il fallut que les porteurs de chaises les séparent. (Bussy à Amelot, 13 mars, 411, f° 219). — *Parl. Hist.*, t. XI, p. 1379.

sure populaire à une condamnation légale. Edward Harley, le frère de l'ancien lord Trésorier contre lequel Walpole avait fait adopter lui-même une procédure semblable, prit plaisir, avant de se retirer aussi, à venir affirmer que Walpole et sa famille devaient bénéficier des garanties de justice qu'il avait autrefois refusées à la sienne (1).

Lorsqu'enfin Walpole prit la parole, la défaite de ses ennemis était visible, et d'autre part il avait eu le temps de connaître le résultat de la bataille qui venait de s'achever à la Chambre des Lords (2). De là son assurance et le ton de supériorité qu'il n'hésita pas à adopter.

« Mon grand et principal crime, dit-il en débutant (3), est la longue durée de mon gouvernement ». Puis, laissant tout de suite de côté les tories pour foncer sur les whigs de l'opposition, et spécialement sur le groupe de Pitt : « ils prétendent, déclara-t-il, former à eux seuls la nation ; pour eux le Roi, les Lords et les Communes sont une faction, tandis qu'eux sont le gouvernement... Ils ont beaucoup parlé de Patriotisme, un mot vénérable quand il est bien employé ; mais je regrette de dire que ces derniers temps il a beaucoup traîné un peu partout, et qu'il est en danger de tomber en disgrâce. L'idée même de Patriotisme est perdue, et le mot a été prostitué pour les pires usages. Un Patriote, Sir ! Mais les Patriotes poussent comme des champignons ! Je pourrais en produire cinquante en vingt-quatre heures. J'en ai produit beaucoup en une seule nuit. Il n'y a qu'à refuser une demande injustifiée et insolente ; aussitôt surgit un Patriote. Je

(1) Coxe, *R. W.*, t. I, pp. 654-5. — *Parl. Hist.*, t. XI, p. 1387.
(2) Charles Yorke à Philip Yorke, Coxe, *R. W.*, t. III, p. 505.
(3) Coxe, *R. W.*, t. I, p. 658. — Sur ce discours Coxe nous a conservé les notes que Walpole avaient prises pour le préparer, et nous pouvons nous faire une idée précise des paroles qu'il a prononcées.

n'ai jamais été effrayé d'en créer, mais je dédaigne et je méprise leurs efforts (1) ».

Suivant alors pas à pas le plan de Sandys, il s'attacha à défendre d'abord sa politique extérieure. Le traité de Hanovre avait été une réponse nécessaire aux projets agressifs de l'Espagne et de l'Empereur. Celui-ci n'avait pas de raison de se plaindre que nous ne l'ayions pas secouru dans la guerre de Pologne ; l'équilibre européen n'en avait pas souffert, puisque l'Empereur avait reçu dans le Nord de l'Italie l'équivalent de ce qu'il perdait dans le Sud, et que la Lorraine était déjà auparavant tombée dans la dépendance de la France, Pour la guerre d'Espagne il ne se permit aucune récrimination, se bornant à demander s'il n'avait pas eu raison de tout faire pour l'éviter. A l'intérieur il rappela ses efforts pour diminuer l'impôt foncier et la dette ; il montra la débacle de la *South Sea C°* conjurée, le commerce profitant du maintien de la paix. Quant à ia corruption qu'on lui reprochait, que pouvait-il faire, sinon répondre par une dénégation générale, tant qu'on n'aurait pas apporté contre lui d'accusation précise ?

Il en vint alors à l'ambition qu'on lui prêtait de vouloir occuper la place d'un Premier Ministre, et, tout en niant qu'il en eût les fonctions, il eut la crânerie d'en revendiquer les responsabilités : « Tandis que je nie sans équivoque que je sois le seul ou le premier ministre, et que toutes les mesures prises par le gouvernement puissent être attribuées à mon influence et à mes directions, pourtant je ne veux pas éviter la responsabilité qui s'attache au poste que j'ai l'honneur d'occuper ; et, si, durant la longue période où j'ai siégé sur ce banc, l'on peut prouver qu'un acte du gouvernement a été déshonorant ou désavantageux pour le pays, je suis prêt à en répondre (2) ».

(1) Coxe, *R. W.*, t. I, p. 659.
(2) Coxe, *R. W.*, t. I, p. 668.

Ceux qui étaient dans le secret des pénibles discussions qui s'étaient si souvent produites dans les conseils du Cabinet, durent être surpris d'entendre Walpole s'exprimer ainsi. Mais, en le faisant, il n'obéissait pas seulement à une impulsion courageuse de sa nature combattive ; ses paroles correspondaient exactement à une opinion réfléchie. Ce qu'il niait, c'est qu'il fût un Premier Ministre tel que l'histoire de l'Angleterre en avait fourni des exemples, et tel aussi qu'on le concevait en France, c'est-à-dire un conseiller favori du Souverain. Il était par contre un partisan déterminé de la solidarité ministérielle (1). Son ambition qui le poussait à faire prévaloir sa volonté, et les principes de son parti qui le conduisaient à s'appuyer, pour y parvenir, sur l'autorité du Parlement, s'unissaient pour l'inciter à devenir un Premier Ministre au sens moderne du mot, et l'on n'a pas eu tort à ce point de vue de considérer Walpole comme « le premier des Premiers » anglais.

Il ne faudrait pas néanmoins en conclure qu'il comprit son rôle comme devaient le faire les « Premiers » du siècle suivant. Il restait le serviteur de son Maître, et c'est la confiance que celui-ci lui marquait qui lui permettait de gouverner. Seulement cette confiance ne devait pas s'adresser au favori habile à se faire valoir à la Cour ; elle ne pouvait se justifier que si elle allait au ministre capable de rallier autour de lui la majorité parlementaire et de s'appuyer sur elle pour conduire son gouvernement. C'est par là que Walpole, en restant un homme du passé, s'engageait néanmoins dans des voies nouvelles, et c'est pour cela qu'il répondait à ceux qui lui reprochaient d'être un Premier Ministre, en montrant qu'il prétendait l'être, non pas seulement

(1) On se rappelle qu'après l'échec du bill d'accise, il avait chassé du gouvernement ceux qui s'étaient révoltés contre son autorité.

à l'égard du Prince, mais vis à vis du Parlement.

Lorsque, dans sa péroraison, il se posait en défenseur de la Couronne, ses paroles n'étaient pas seulement dictées par le désir bien naturel de plaire aux tories, dont la défection assurait sa victoire. Dans sa pensée il n'y avait pas de contradiction entre ses propos, et c'est en toute sincérité qu'il pouvait conclure : « L'adresse proposée est un des plus grands envahissements qui aient jamais été commis sur les prérogatives de la Couronne, et c'est pourquoi, pour la cause de mon Maître, sans avoir aucunement souci de la mienne, j'espère que ceux qui sont vraiment attachés à notre Constitution et aux droits et prérogatives de la Couronne, sans lesquelles notre Constitution ne peut être maintenue, se prononceront contre cette motion (1) ».

Walpole étant alors sorti de la Chambre, le vote commença. L'opposition était en déroute, et, sans l'insistance maladroite de Lyttelton, elle eût renoncé à provoquer une division. Alors qu'elle comptait réunir 219 voix, elle n'en obtint que 106, et la motion fut rejetée par 290 députés. Une centaine s'étaient abstenus, qui appartenaient à tous les groupes des opposants, même à celui des amis du Prince de Galles. Mais le fait le plus significatif était la défection presque générale des tories ; quatre seulement restèrent fidèles à la motion, parmi eux le Lord Maire de la Cité. Encore celui-ci ne l'avait-il votée que bien à contre cœur, parce que trois aldermen étaient venus l'y obliger, et tout en déclarant que: « puisque la Cité était folle et qu'il en était le chef, il était forcé d'être fol (2) ».

« Jamais entreprise des opposants, ajoutait Bussy, ne fut... si mal entamée et si mal soutenue ». Le

(1) Coxe, *R. W.*, t. Ier, p. 669.
(2) Bussy à Amelot, 27 fév., A. E., Corr. Angl., 411, f° 154.

Roi, qui avait suivi heure par heure le débat avec autant de passion que celui de l'accise, ne fit qu'exprimer l'opinion générale, quand il déclara, à sa réception du dimanche suivant : « Oh ! l'entreprise était mauvaise dès sa conception, et elle a tourné en sottise (1) ».

Bientôt se répandit une caricature qui montrait un carosse lancé à grande allure vers le bâtiment de la Trésorerie. A l'intérieur était assis lord Carteret, et sur le siège le duc d'Argyle tenait les rênes, tandis qu'un épagneul, couché entre ses jambes et montrant les dents, figurait Bubb Dodington (2).

Une autre caricature intitulée : « Une conséquence de la Motion » représentait un duel acharné auquel assistait Walpole, qui déclarait : « Laissez-les se couper la gorge (3) » ; car, bien entendu, l'équipée des opposants s'acheva en querelles et récriminations réciproques (4).

Leurs divisions apparurent au grand jour lorsque, à la fin d'avril, le gouvernement demanda les crédits nécessaires pour accorder un subside à la Reine de Hongrie, menacée par l'agression de Frédéric II, et pour prendre les troupes hessoises et danoises à la solde de l'Angleterre. Pulteney et Sandys, tout en spécifiant que ces crédits ne devaient pas être consacrés à la protection du Hanovre, acceptaient

(1) Philip Yorke au Club de Cambridge, 27 fév., Yorke, *op. cit.*, t. I, p. 253.

(2) A. E., Corr. Angl., 411, f° 205, avec explications de Bussy. — On voulait indiquer ainsi que la violence des attaques du duc d'Argyle devait profiter aux intrigues de Carteret. — Après l'échec de la motion le ministère ne subit plus d'attaque sérieuse pendant le reste de la session. Un nouveau « place bill » fut repoussé par les Lords sans grande difficulté au début de mars: *Parl. Hist.*, t. XII, p. 1. — Bussy à Amelot, 9 mars 1741, A. E., Corr. Angl., 411, f° 206.

(3) A. E., Mém. et Doc., Angleterre, 39, f° 339. Ce volume contient une série de caricatures de l'époque.

(4) Voir la colère de Bolingbroke dans sa lettre du 26 mars à Marchmont (*Marchmont Papers*, t. II, p. 246).

pourtant de les voter (1); aux Lords, Carteret se comporta de même; mais le duc d'Argyle et Chesterfield refusèrent de le suivre. Ils découvraient sans doute dans son attitude l'arrière pensée de ne pas combattre une proposition qui tenait à cœur au duc de Newcastle. Ils s'opposèrent donc aux crédits, et Carteret n'entraîna avec lui que trois membres de l'opposition (2). La faible influence dont il disposait auprès des opposants était ainsi mise en lumière; mais c'est, nous le savons, sur les relations qu'il avait nouées avec certains membres du Cabinet qu'il fondait ses espoirs. Isolé, il n'en était pas moins redoutable.

Chesterfield, au contraire, avait maintenant lié partie avec le duc d'Argyle, en acceptant même de s'effacer devant lui (3). Le groupe qu'ils dirigeaient n'avait pas seulement une importance considérable au Parlement, mais un avenir prochain allait montrer qu'il disposait encore d'une influence électorale d'autant plus dangereuse qu'elle s'exerçait dans les régions où Walpole recrutait le plus grand nombre de ses troupes. L'ambition commune d'Argyle et de Chesterfield était de reformer l'alliance rompue entre les whigs et les tories; mais ni Carteret, ni Pulteney n'étaient disposés à soutenir leurs efforts (4), et, lorsqu'au début de mai le Parlement se sépara, les adversaires de Walpole semblaient encore incapables de s'unir.

(1) *Parl. Hist.*, t. XII, p. 167. — Shippen au contraire s'y opposait.

(2) Coxe, *R. W.*, t. I, pp. 677 et suiv. — *Parl. Hist.*, t. XII, p. 149. — Chesterfield au comte de Marchmont, 5 mai 1741, *Letters*, t. II p. 759.

(3) Dans une lettre du 19 sept., Chesterfield appelle le duc d'Argyle : « mon leader » (*Letters*, t. II, p. 765).

(4) Chesterfield (à Marchmont, 5 mai, *Letters*, t. II, p. 759) indique à ce moment qu'il y avait au contraire entente entre Carteret et Pulteney.

II

Les Elections de 1741

La victoire que Walpole venait de remporter au Parlement paraît avoir eu finalement pour lui de funestes conséquences. Elle le confirma dans cet optimisme, qui était un trait naturel de son caractère et qu'une longue suite de succès avait trop profondément enraciné. Il semble bien qu'il crût trop facilement que ses adversaires ne parviendraient pas à s'entendre et qu'il se préoccupa trop tard de combattre dans le pays leur propagande (1).

Or les opposants avaient au contraire de longue date commencé leur campagne électorale. Dès 1739, lorsqu'ils n'avaient pas réussi à empêcher le Parlement de ratifier la Convention, ils avaient décidé, nous l'avons vu, de faire sécession ; renonçant à combattre Walpole à Westminster, ils s'étaient tout naturellement adressés au public. Le pamphlet par lequel Pulteney expliquait alors l'attitude des opposants, ouvrit une campagne d'agitation qui tendait à remuer le pays tout entier (2).

La déclaration de guerre ne mit nullement un terme à l'activité des opposants, car ce qu'ils demandaient aux électeurs de condamner, ce n'était pas seulement la diplomatie pacifique du Premier Ministre, mais aussi le système de corruption sur lequel s'appuyait son gouvernement. De là l'importance donnée aux projets de « Place Bill », rejetés par

(1) *A view of the whole conduct of a late Eminent Patriot*, cité par Coxe, *R. W.*, t. I, p. 683.

(2) *An address to the Electors and others free Subjects of Great Britain occasion'd by the late Secession*, 1739. — Il résulte de la brochure ultérieure : *A further Vindication of the Honour and Privileges of the Commons of Great Britain*, 1741, que Pulteney était l'auteur de la première.

le Parlement en 1740 et de nouveau en 1741, mais discutés dans le public, réclamés, nous l'avons vu, par les instructions que, de toutes parts, les électeurs adressaient à leurs représentants (1).

Le gouvernement combattait de son mieux cette propagande, mais, pour défendre une si mauvaise cause, il se trouvait parfois réduit à faire appel à des arguments inattendus. On le voyait soutenir par exemple qu'un « Place Bill » aurait pour résultat de faire tomber le Parlement sous l'influence de la France, en abaissant le niveau intellectuel des députés, ce qui nous indique une fois de plus combien la crainte de la France était une corde sensible, qu'on se plaisait à faire vibrer (2). Avec plus de raison il protestait, d'autre part, contre les instructions envoyées à Westminster, soutenant que les députés n'étaient point les représentants de leurs électeurs, en ce sens que ceux-ci n'avaient pas le droit de dicter dans le détail leur conduite. L'évêque de Salisbury, dans le *Daily Gazetteer*, engageait à ce propos une vive polémique avec le *Craftsman* et surtout le *Common Sense*, l'organe de Chesterfield, qui était devenu maintenant le principal journal de l'opposition. Il dénonçait aussi, non sans raison, le danger qu'il y avait à répandre l'idée que les intérêts de la Couronne pouvaient être opposés à ceux du peuple. Passant alors à l'offensive, il découvrait le calcul égoïste de ses adversaires, qui, dès qu'ils auraient conquis le pouvoir, se hâte-

(1) Cf. *supra*, p. 310. — Le mouvement continua après le rejet du bill, en février 1740; cf. les instructions envoyées par les électeurs des comtés de Somerset, de Stafford, de Derby et de la Cornouailles (*Gentl. Mag.*, 1740, p. 410). — Mais un nouveau projet de « Place Bill » fut écarté par les Lords le 8 mars 1741 (*Parl. Hist.*, t. XII, p. 1).

(2) *An Impartial Enquiry into the reasonableness and necessity of a Bill for reducing and limiting the Number of Places in the House of Commons*, 1739.

raient d'oublier la réforme qu'ils préconisaient aujourd'hui (1).

Mais tous ces efforts ne faisaient que mettre en lumière le point sensible sur lequel les opposants devaient porter leurs coups. Ils n'y manquaient point, et donnaient pour mot d'ordre aux électeurs d'écarter tout député occupant quelque emploi ou recevant quelque pension (2). A ce point de vue l'échec de la Motion, loin de nuire à la campagne des opposants, leur fournit plutôt une occasion de répéter leurs critiques avec une vivacité nouvelle (3). N'était-ce point la preuve qu'ils n'avaient pas tort de prétendre que la voix de la vérité n'avait aucune chance de se faire écouter au Parlement, et que cette procédure extraordinaire, qui avait pu choquer certains députés, était au fond justifiée? Il appartenait au pays de reviser ce jugement; et, en se présentant devant lui, les ennemis de Walpole allaient livrer bataille dans des conditions beaucoup plus favorables qu'à Westminster, car les tories n'avaient plus lieu de redouter qu'on les entraînât à porter atteinte aux prérogatives de la Couronne; tout le monde s'accordait en principe à s'en remettre au verdict de la Nation.

La Motion fournissait encore un prétexte pour tracer un tableau d'ensemble et dresser le bilan de la politique de Walpole. On rappelait à ce pro-

(1) *A Letter to a member of Parliament concerning the present state of affairs at home and abroad*, 1740. — *Common Sense* des 14 et 21 janv. 1741. — *Craftsman* des 21 janv. et 18 févr. — *Daily Gazetteer* des 26 et 27 janv. et 3 fév. 1741.

(2) *A general Remontrance to the whole People of England*, 1740. — *Some seasonable Directions and Advice for the choice of Member to serve in Parliament*, 1741. — Les opposants cherchaient aussi à mettre Walpole dans l'embarras en rappelant que c'étaient les whigs qui avaient voulu jadis introduire dans « l'acte d'établissement » une clause excluant les « placemen » du Parlement ; cf. *The Sentiments of the Old Whigs upon a Place Bill*, 1740. — *The Advocats of a Place Bill detected*, 1740.

(3) *A review of the late Motion*, 1741. — *The Sense of the Nation in regard to the late Motion*, 1741. — *Reasons founded on facts for a late Motion*, 1741.

pos la baisse sensible du commerce, le chômage, les troubles qui en étaient le résultat, et l'on n'avait garde de laisser tomber dans l'oubli le fameux plan d'accise, par lequel le ministre avait essayé de réduire les Anglais « à la mendicité et à l'esclavage (1) ».

C'est pourtant la politique extérieure du ministère qui était l'objet des attaques les plus vives. On ne connaissait pas encore le désastreux échec subi par l'expédition d'Amérique devant Carthagène, mais on ne se faisait pas faute de relever l'apathie du gouvernement, le mauvais vouloir manifesté à l'égard de Vernon, le retard extraodinaire mis à envoyer l'expédition de Cathcart. On accusait le ministre d'avoir réduit les opérations à celles d'une simple guerre de prise, où les Anglais étaient loin d'avoir l'avantage, puisqu'ils avaient toujours, dispersés sur les mers, un nombre de vaisseaux beaucoup plus grand que leurs ennemis (2). Dans tous ces maux enfin on découvrait avec insistance la main de l'ennemi héréditaire : la France, qui prétendait défendre aujourd'hui dans le Nouveau Monde l'équilibre des puissances, qu'elle était occupée à renverser dans l'Ancien ; qui, depuis Utrecht, travaillait à développer ses manufactures, son commerce, et à ruiner ceux de sa rivale.

Elle s'était arrangée pour mettre l'Angleterre « continuellement en conflit avec quelqu'un de ses voisins », avec l'Espagne en particulier. Et certes Walpole lui-même ne jugeait plus autrement la politique du Cardinal, mais, de ce fait, les opposants tiraient alors la conclusion que leur ministre était devenu le serviteur docile de la politique française et qu'il avait trahi les intérêts de son propre pays (3).

(1) *Craftsman*, sept. et oct. 1740.

(2) *An Essay on the management of the present war with Spain*, janv. 1740. — *Britain's Mistakes in the conduct of the present war*, 1740.

(3) *French influence upon English Councils demonstrated*, 1740. — *Considerations on the management of the late expedition and the conduct*

Quelle fut dans le pays l'influence de cette guerre de pamphlets ? Il est difficile de le dire. On peut penser que les électeurs ne furent pas insensibles au spectacle des humiliations auxquelles la diplomatie de Walpole avait exposé le pays. Mais la campagne menée contre sa corruption fit-elle impression sur le public ? et celui-ci se laissa-t-il convaincre que ses libertés étaient réellement menacées ? Ce fut en tout cas le patronage qui, cette fois encore, décida le sort de la bataille.

Comme en 1734, le duc de Newcastle nous offre l'exemple le plus typique de l'activité des grands patrons anglais (1), activité d'une diversité et d'une minutie remarquables. Sa brouille avec Walpole ne l'incitait guère, semble-t-il, à combattre à ses côtés ; mais les actes et même le nom du Premier Ministre tiennent fort peu de place dans la campagne électorale du secrétaire d'État ; il ne s'agissait pour lui que de garder sa propre clientèle, et, peut-être, s'il y réussissait, de placer Walpole, moins favorisé, dans sa dépendance. Pour y parvenir, Newcastle n'hésitait pas à sacrifier les restes d'une immense fortune, déjà bien diminuée. En 1739, il lui fallait fermer son château de Claremont, où la vie était trop dispendieuse ; en 1740, ses serviteurs se plaignaient de ne plus recevoir de gages, et le boucher ne voulait plus lui accorder de crédit. Mais les remontrances de sa famille ne l'arrêtaient point, et il continuait à

of the Court of France, 1740. — *Great Britain's Complaints against Spain impartially examin'd, and the conduct of each nation from the Treaty of Utrecht to the Declaration of war compared*, 1740 ; ce dernier pamphlet prend la défense de Walpole. — On exaltait enfin le patriotisme des Anglais en leur rappelant leur passé. Le *Gentl. Mag.* publiait des vies de Drake et de Blake, comparant Vernon à ces illustres marins (juillet et août 1740, janvier 1741).

(1) Cf. B. Williams, *Newcastle and the elections of* 1734, *E. H. R.*, 1897, t. XII, pp. 448-488. C. Perkins, *Electioneering in Eighteenth Century England*, dans *Quaterly Journal of the University of North Dakota*, 1923, pp. 103-124.

entretenir une véritable armée d'agents électoraux (1).

Entre ses mains le Sussex était devenu presque une chasse réservée et les 28 représentants de ce comté formaient le gros de ses troupes parlementaires. Ce n'est pas néanmoins sans effort qu'il les maintenait dans l'obéissance. Si l'un des sièges du comté revenait presque de droit à H. Pelham, l'autre était toujours recherché par sir Cecil Bishop, auquel l'appui du duc de Somerset donnait des chances sérieuses de succès (2). Presque tous les bourgs avaient un nombre important d'électeurs, et à Lewes et Arundel, en particulier, la lutte était parfois très vive. Elle le fut spécialement cette fois-ci, car Newcastle eut à combattre la propagande d'un certain Medley, personnage fort embarrassant. En vain les agents du duc le suivaient-ils à la piste, pour détruire par des réunions et des banquets les traces de son passage (3). Bientôt son activité mit le bourg d'Arundel en effervescence. A son instigation les manœuvres d'un officier des douanes, Lumley, y placèrent sir John Shelley, le beau-frère de Newcastle, en mauvaise posture. Lors de l'élection du maire, sir John, qui ne paraît pas avoir eu le caractère facile, fit un coup d'éclat, et, par l'abstention voulue de ses partisans, on ne put réunir le quorum nécessaire pour l'assemblée. Mais Newcastle ne voulut pas approuver ce procédé (4). Medley, parent de Scarborough et soutenu par lady Derby, méritait, à son sens, quelque ménage-

(1) La duchesse de Newcastle au duc, 15 sept. 1739, et le duc à la duchesse, 8 mai 1740, dans Torrens, *op. cit.*, t. I, p. 523. Newcastle à Hardwicke, 5 avril 1741, dans Yorke, *op. cit.*, t. I., p. 253.

(2) Somerset à Newcastle, 4 août 1740, B. M., 32.694, f. 294.

(3) R. Burnett à Newcastle, 10 et 12 sept. 1740, B. M., *id.*, f. 554.

(4) Richmond à Newcastle, 11 sept. 1740, B. M., 32.694, f. 544. — Newcastle à Lumley, 31 oct. ; à sir John et lady Shelley, 31 oct., B. M., 32.695, ff. 298, 301 et 305 ; au major Battine, inspecteur de police, 5 nov., *id.*, f. 334.

ment, et il obligea sir John à rechercher une entente avec son adversaire. Il en fut, semble-t-il, fort mal récompensé, car, à la veille des élections, sir John transmettait au duc un ultimatum de Lumley, menaçant, s'il n'obtenait pas un avancement considérable, de devenir « son ennemi le plus acharné (1) ». La mort de Medley, à quelques jours du scrutin, dut être pour le ministre un grand soulagement (2).

Entre temps les affaires du duc à Lewes avaient été sérieusement compromises par la brouille de ses partisans. Elle l'avait contraint à se séparer d'un de ses meilleurs agents, Whitefield ; mais celui-ci, « ayant de bonnes liqueurs chez lui et s'entendant à faire bon accueil à ceux qui venaient l'y voir », eut tôt fait de s'entourer d'un groupe important d'électeurs, et Newcastle en fut réduit à racheter son concours (3). Ses candidats finirent par l'emporter, mais il y laissa quelques plumes. Tel de ses électeurs avait exigé de lui vendre sa maison, et, la chose faite, un autre s'était trouvé tout prêt à lui offrir un mobilier (4).

Dans l'ensemble, les élections du Sussex attestent la toute puissance du patronage. A force d'argent Newcastle finit par l'emporter partout, mais presque jamais sa correspondance ne mentionne les problèmes de politique générale en suspens ; il n'y est question que de demandes et de faveurs individuelles.

L'histoire électorale des autres comtés, moins bien connue, l'est assez néanmoins pour confirmer cette

(1) Richmond à Newcastle, 14 mars 1741, et lady Shelley à Newcatsle, 13 avril, B. M., 32.696, ff. 178 et 282.

(2) Stonestreet à Newcastle, 5 mai, B. M., 32.696, f. 361.

(3) Kempe à Newcastle, 21 nov. 1740, sir W. Gage à Newcastle, 21 et 26 nov.; Newcastle à sir W. Gage, 23 nov., B. M., 32.695, ff. 385, 383, 405 et 393. — Th. Pelham à Newcastle, 11 et 14 mars 1741, B. M., 32.696, ff. 137 et 184.

(4) Th. Hurdis à Newcastle, 5 mai 1741, B. M., 32.696, f. 393. — Attersol à Newcastle, 2 juin, B. M., 32,697, f. 41.

conclusion. Le cas de l'Essex (1), où, malgré tous les efforts de Walpole, les tories renouvellent en 1741 la victoire qu'en 1734 ils ont due à l'impopularité du bill d'accise, ne saurait prévaloir contre les exemples de beaucoup d'autres comtés, où la lutte électorale se réduit presque à celle qui se livre entre patrons rivaux.

Nombreux sont les comtés auxquels s'intéresse encore l'insatiable duc de Newcastle, mais son influence, moins dominatrice, s'y heurte à celle d'adversaires redoutables. L'appui de son neveu, lord Lincoln, lui permettait de faire triompher ses candidats dans le comté et l'Université de Cambridge (2); celui du duc de Rutland lui valait à Newark une victoire, d'ailleurs assez dure (3); par contre, dans le comté de Nottingham il lui fallait se plier aux exigences du duc de Kingston (4); dans le Somerset il rencontrait l'activité de Pulteney; dans le Yorkshire, où il tenait beaucoup de sièges, les Carlisle lui enlevaient l'un de ceux du comté (5).

Bedford et Carteret dirigeaient de même la lutte dans le Bedfordshire; le Surrey obéissait aux ordres du speaker Onslow; les Bathurst dominaient une grande partie du Gloucestershire, tandis que le Worcestershire voyait Sandys aux prises avec Winnington (6).

Mais ce qui fait la nouveauté des élections de 1741,

(1) *The Victoria History of the Counties of England, Essex*, t. II, pp. 245-9. Il faut mettre à part le « bourg de poche » de Harwich.

(2) B. M., 32.696, ff. 245 et 365. — Newcastle était chancelier de l'Université de Cambridge.

(3) B. M., 32.695, f. 524; 32.696, ff. 61, 63, 82, 88 et 470.

(4) B. M., 32.695, f. 209; 32.696, f. 518. — Sur l'élection très disputée de Retford, cf. B. M., 32.695, ff. 423 et 510; 32.696, ff. 289, 488 et 494.

(5) B. M., 32.696, f. 482, et 32.697, f. 29. — Cf. G. R. Park, *Parliamentary Representation of Yorkshire*, pp. 24 et 56.

(6) *Vic. Hist. of the Counties... Bedfordshire*, t. II, pp. 60-62, et *Surrey*, t. I, p. 427. — W. R. Williams. *Parliamentary History of the County of Gloucester*, pp. 65, 125 et 167. — Du même, *Parliamentary History of the County of Worcester*, pp. 102, 133 et 151.

c'est le vote de la Cornouailles et de l'Écosse, deux régions où Walpole l'avait toujous emporté, et où il connut maintenant la défaite.

La Cornouailles, par la multiplication des « bourgs pourris », avait acquis une représentation formidable de 44 députés. Les deux sièges du comté appartenaient déjà à des opposants, dont l'un, sir John St-Aubyn, était l'un des plus dangereux, parce que l'un des plus honnêtes adversaires du Premier Ministre ; mais celui-ci n'en avait pas moins réussi à garder dans sa main la plupart des bourgs. Sa puissance reposait principalement sur l'influence de la famille des Boscawen dans les bourgs de l'ouest, sur celle de sir Charles Wager dans quelques bourgs du Sud, et sur les services d'Edgecumbe, l'agent le plus actif dont il disposât dans l'ouest de l'Angleterre. En 1734 l'offensive des tories avait été complètement brisée, mais, en 1741, les opposants durent leur succès à l'intervention du Prince de Galles qui, en qualité de duc de Cornouailles, se mit à leur tête. L'effet en fut décisif. Si le bourg de Callington invita docilement le jeune Horace Walpole à le représenter, lorsqu'il rentrerait d'Italie, si sir Charles Wager réussit à maintenir à peu près ses positions, Edgecumbe fut moins heureux et les Boscawen durent baisser pavillon devant les amis du Prince. Celui-ci, distribuant largement les places dont il disposait, parvint à enlever la représentation de vingt sept bourgs (1). Son ambitieux conseiller Bubb Dodington, qui avait aidé à son succès, en grossit encore l'importance, en assurant aux opposants les sièges des cinq bourgs voisins du Somerset où s'exerçait son patronage (2).

(1) W. P. Courtney, *Parliamentary Representation of Cornwall*, p. XVII, et passim. — Lady Irwin à son frère, lord Carlisle, 15 juin 1741, *Carlisle mss.*, p. 197.

(2) Torrens, *op. cit.*, t. I, p. 127. — Wilmington à Dodington, 27 mai, dans Coxe, *R. W.*, t. III, p. 565. — Lloyd Sanders, *Patron and Place-hunter ; a study of George Bubb Dodington*, 1919.

Les élections de Cornouailles furent le premier signe annonciateur de la défaite de Walpole, et celles d'Écosse quelques jours après la confirmèrent avec éclat. Walpole s'était habitué à compter sur les services du contingent écossais, mais, depuis les dernières élections, bien des incidents étaient survenus, propres à y ruiner son influence. Dès 1734 l'élection des pairs écossais, où la pression gouvernementale s'était trop manifestée, avait soulevé un scandale retentissant. Puis les troubles d'Edimbourg et l'humiliante expiation infligée à la capitale écossaise pour le meurtre du capitaine Porteous, avaient laissé des rancunes persistantes. Après avoir ainsi irrité le public, Walpole mit encore contre lui la force du patronage par sa brouille avec le duc d'Argyle. C'était à celui-ci qu'il devait jusqu'alors une grande part de ses succès, et il ne disposa plus désormais pour le servir que de son frère cadet, lord Islay (1), dont la parole incisive lui était fort utile au Parlement, mais dont l'influence électorale était beaucoup moins étendue. La campagne ardente qu'Argyle vint en personne mener contre le ministère porta ses fruits. Walpole ne put conserver qu'un tiers des sièges des comtés et une moitié de ceux des bourgs (2).

Mais l'incident qui, au cours de la bataille de 1741, fit le plus d'impression sur le public, fut celui qui se produisit lors des élections de Westminster (3); et la victoire que Walpole y remporta contribua

(1) Encore est-il possible que lord Islay trahît Walpole en secret; cf. Morley, *Walpole*, p. 233.

(2) Sur le voyage d'Argyle, cf. *Pol. St. of G. B.*, 1741, t. I, pp. 229 et 379.

(3) On en trouvera le récit dans : *A. Review of the late election of Members to serve in Parliament for the City of Westminster*, 1741. — Cf. aussi le témoignage de lord Percival, dans : *A genealogical history of the House of Yvery*, 1742, t. II, pp. 458 et suiv. — Percival, *Walpole Ballades*, pp. 169-176, — *The Daily Post*, 9 et 10 mai 1741. — J. Greco, *A history of Parliamentary elections and electionneering in the old days*, 1886, pp. 93-100, — Lady Irwin à lord Carlisle, 20 mai, *Carlisle mss.*, p. 197.

peut-être plus encore que ses échecs à diminuer son prestige. Le verdict des électeurs de la Cité de Londres et de la Cité de Westminster avait toujours dans le pays un grand retentissement. La première, on le sait, avait pris la tête de l'opposition ; mais le gouvernement tenait solidement la seconde, où le personnel des palais et des administrations publiques, les régiments des Gardes lui apportaient un contingent nombreux de voix sûres. En 1741, les opposants décidèrent pourtant d'engager l'offensive. Pour gagner le public ils mirent en avant le nom si populaire de l'amiral Vernon. Celui-ci, il est vrai, était en Amérique, mais sir Charles Wager, député sortant, n'était pas non plus présent, obligé par ses fonctions d'accompagner le Roi qui n'avait pas voulu retarder son départ pour le Hanovre. Au second siège le gouvernement présentait lord Sundon, qui devait cette faveur moins à ses talents, fort médiocres, qu'au crédit de sa femme, longtemps l'une des amies les plus influentes de la reine Caroline. On décida, non sans difficulté, de lui opposer la candidature d'Edwin, sans doute parce qu'il était le mari d'une des dames de compagnie de la Princesse de Galles. Le Prince, Sarah Marlborough, Pulteney, Richard Glover firent une campagne active contre Walpole. Pour en ruiner les effets les magistrats de Westminster ne trouvèrent rien de mieux que d'engager les services d'un cabaretier de St-James, qui, par surcroît, avait le mérite d'être boxeur et se chargea de recruter une bande de manifestants résolus. Lorsque le scrutin s'ouvrit, près de l'église de Covent Garden, les électeurs de l'opposition se trouvèrent dans l'impossibilité d'approcher des trétaux. Au soir du cinquième jour tout semblait marcher à souhait, et les magistrats, trop confiants, décidèrent par économie de licencier leur garde. Mais le lendemain on aperçut un cortège nombreux se diriger vers le lieu du scrutin ; alors le bailli se leva, dit « qu'il appréhendait une

émeute », et s'enfuit dans la sacristie de l'église. Toutes les objurgations ne réussirent pas à l'en faire sortir. Ne pouvant voter, les opposants restaient massés aux alentours, lorsqu'on vit tout à coup déboucher une troupe de soldats, marchant, tambour battant, au pas de parade. Si l'on en croit les opposants leurs officiers menacèrent le peuple de mort ; en tous cas sous leur protection le scrutin fut déclaré clos, et l'élection des candidats du gouvernement proclamée. Victoire plus dangereuse qu'une défaite. Il était d'un usage constant d'éloigner les troupes de toutes les circonscriptions pendant le scrutin, et, si celles de Westminster étaient autorisées à y rester pour assurer la garde du Roi, ce n'était qu'à la condition de rester invisibles. L'indignation du public prit à partie lord Sundon, dont le carrosse eut grand peine à s'échapper ; quelques jours après elle se traduisit encore par l'élection triomphale de Vernon à Ipswich.

La maladresse de ses amis allait mettre le gouvernement en présence d'un débat extrêmement dangereux dès l'ouverture du Parlement, car la conclusion qui se dégageait de l'ensemble de la bataille électorale, était que Walpole avait désormais perdu toute sécurité. Le gouvernement pouvait encore prétendre conserver une supériorité de dix à trente voix, alors que les opposants escomptaient qu'une faible majorité se rangerait de leur côté (1). Dans tous les cas les deux partis, « celui de la Cour » et « celui du pays », arrivaient à Westminster avec des forces à peu près égales. Plus que jamais les opposants déclaraient exprimer la voix du Pays ; et, si les échecs de Walpole étaient dûs principalement à l'hostilité de quelques grands patrons, parmi lesquels le Prince de Galles et le duc d'Argyle figuraient au premier rang, on ne pouvait nier que

(1) Dodington au duc d'Argyle, 29 juin, Coxe, *R. W.*, t. III, p. 566.

l'opinion publique, dans la mesure où elle pouvait se faire entendre, s'était aussi prononcée contre lui. Le *Craftsman*, avec raison, s'appliquait à distinguer le vote des bourgs, plus dépendant du patronage, de celui des comtés, plus sensible aux exigences du public; et, dans les comtés, la défaite de Walpole n'était pas contestable (1).

III

L'expédition d'Amérique et la guerre continentale

Alors que les élections venaient de montrer combien la position de Walpole en Angleterre était devenue fragile, les nouvelles qui arrivaient à Londres, d'Europe et d'Amérique, étaient de nature à lui causer aussi les plus graves inquiétudes. En juin on apprenait, à quelques jours d'intervalle, le désastre subi par les troupes anglaises devant Carthagène et l'alliance conclue par Frédéric II avec la France.

Le corps expéditionnaire, qui était parti l'automne précédent pour l'Amérique, s'était trouvé à son arrivée en condition d'obtenir les plus brillants succès. En effet les flottes françaises, qui l'avaient précédé, renonçaient à s'opposer à ses conquêtes. Après la mort de l'Empereur, Fleury ne se sentait plus libre d'entreprendre une guerre maritime, et, sur son ordre, le marquis d'Antin avait repris le chemin de l'Europe. Au mois d'octobre il était de

(1) *Craftsman*, 5 août 1741. — Le journal, classant les comtés anglais d'après leur contribution à l'impôt foncier, les répartissait en quatre groupes de 20 sièges. Il constatait que, pour le premier, l'opposition avait obtenu 18 sièges ; pour le second 16 ; pour le troisème 18, et pour le quatrième 13. Le Pays de Galles se partageait également entre les deux partis. En Écosse les opposants gagnaient les deux tiers des sièges.

retour à Brest, tandis que la Roche-Allard ramenait son escadre à Toulon (1).

Mais, lorsque les troupes anglaises parvinrent à la Jamaïque, leur chef venait de mourir pendant la traversée, et sa disparirion allait avoir de déplorables conséquences. Entre le général Wentworth, qui prenait le commandement des troupes, et Vernon, qui avait la direction de la flotte, un accord ne put pas s'établir, car le premier était aussi timoré que le second était audacieux. Ils s'entendirent néanmoins pour diriger leur premier coup contre Carthagène, et, au début de mars, l'expédition arrivait devant cette place. Le fort St-Louis, qui en défendait l'approche, fut réduit sans difficulté; mais Wentworth eut la négligence de débarquer et de faire camper ses hommes, sans précautions contre le climat meurtrier; le 14 mars une attaque mal dirigée échoua avec de lourdes pertes; puis, Vernon s'étant refusé à mettre à terre ses marins en renfort, il fallut se résigner à repartir avec des effectifs déjà bien affaiblis, et qui, dès lors, ne cessèrent de décroître avec une rapidité désastreuse (2).

Aussitôt après la prise du fort St-Louis, Vernon s'était hâté d'envoyer en Europe cette bonne nouvelle. Les ministres, en la recevant, furent convaincus qu'elle précédait de peu celle de la capitulation de la ville; et, bien qu'un peu surpris que Vernon ne l'eût pas attendue pour expédier son courrier, ils décidèrent pourtant de publier sa première dépêche, comptant influencer par là le sort des dernières

(1) Le bruit de leur rappel se répandit à Londres au début d'avril (Bussy à Amelot, 6 avril, A. E., Corr. Angl., 411, f. 336) et à la fin du mois on apprit leur retour (Thompson, chargé d'affaires à Couraud, 28 avril, R. O., France, 225, p. 195). — Cf. Laird Clowes, *Royal Navy*, t. III, p. 59.

(2) L. Clowes, *op. cit.*, t. III, pp. 71 et suiv. — Newcastle à Harrington, 31 juin, R. O., St. Pap. Dom., Reg., 100, (avec pièces jointes).

élections (1). Le mois de juin n'était pas encore terminé, quand des lettres de Vernon et de Wentworth firent connaître le sort lamentable de l'entreprise ; le 1er juillet, la *Gazette de Londres* l'annonçait, et l'on devine la déception du public, qui avait déjà célébré la prise de Carthagène par des cortèges et des illuminations (2). Les ministres étaient trop engagés pour pouvoir rester sur cet échec. Tous le comprirent, et Walpole avec eux (3). Sans doute ils ne s'accordaient pas sur les causes qui l'avaient produit ; Walpole était naturellement porté à en rejeter la responsabilité sur Vernon, son ennemi, alors que Newcastle préférait l'attribuer à Wentworth (4) ; mais le secrétaire d'État, principal auteur de l'expédition d'Amérique, se trouvait en posture trop délicate pour ne pas être conciliant. « Dans cette situation malheureuse, écrivait-il à Walpole, je ne puis m'empêcher de penser avec la plus grande tristesse aux malheureuses altercations et aux disputes inutiles, qui ont eu lieu entre nous ». Pour sa part il était donc déterminé : « à traiter les opinions de ceux avec lesquels je dois délibérer, avec candeur et déférence, et, quand j'ai le malheur de me séparer d'eux, à le faire de manière à les convaincre que c'est de leur opinion et non de leur personne que je me sépare (5) ». Il n'entrait pas d'ailleurs dans le caractère de Walpole de perdre son temps en récriminations inutiles.

(1) La nouvelle fut publiée dans la *London Gazette* du 30 mai. Mais Newcastle à Hardwicke, 28 mai et 1er juin, et Hardwicke à Newcastle, 3 juin (cités par Yorke *op. cit.*, t. I, p. 254), avouaient leurs inquiétudes.

(2) Couraud, à Weston, 3 juin, R. O., St. Pap. Dom., Reg., 103. — Silhouette à Amelot, 3 juillet, A. E., Corr. Angl., 404, f. 182.

(3) Newcastle à Hardwicke, 30 juin, et Hardwicke à Newcastle, 1er juillet, dans Yorke, *op. cit.*, t. I, pp. 255 et 257. — Richmond à Newcastle, 1er juillet, B. M., 32.697, f. 232. — Newcastle à Harrington, 1er juillet, *id.*, f. 205.

(4) Newcastle à Harrington, 14 juillet, B. M., 32.697, f. 310. — Dodington au duc d'Argyle, 14 juillet, dans Coxe, *R. W.*, t. III, p. 577.

(5) Newcastle à R. Walpole, 2 juillet, B. M., 32.697, f. 230.

Le Roi était, nous le verrons, retourné au Hanovre, accompagné de Harrington; R. Walpole réunit chez lui les trois autres ministres qui formaient le conseil intérieur de la Régence. Ils arrêtèrent les termes d'une déclaration que Newcastle transmit immédiatement à leur Maître, affirmant : « qu'il était absolument nécessaire, pour le service de S. M., la réputation de ses armes et la sécurité du commerce de ses royaumes, que la guerre dans les Indes Occidentales soit soutenue et poursuivie avec vigueur » (1). Mais la situation de l'Europe allait-elle permettre à l'Angleterre d'engager de nouvelles forces dans la guerre d'Amérique ?

L'alliance franco-prussienne consacrait en effet l'échec de la diplomatie anglaise sur le Continent. Depuis le dernier automne, où le mauvais vouloir de Georges II avait empêché les Anglais de se rapprocher de Berlin., les événements dramatiques qui s'étaient succédés dans l'Empire, avaient offert à l'Angleterre des occasions inespérées de sortir de son isolement dangereux; mais le désaccord de ses ministres ne lui avait pas permis de les saisir.

L'ouverture soudaine de la succession d'Autriche avait été pour l'Angleterre un véritable coup de fortune. « La mort de l'Empereur, observait Bussy, a paru faire plaisir à cette Cour, dans l'opinion où elle est que la grande occupation qu'un événement aussi considérable ne peut manquer de donner à la France, sera une forte diversion à ses mesures pour les affaires du Nouveau Monde » (2). Tous les calculs de Fleury allaient être renversés. Les précautions minutieuses, par lesquelles il comptait main-

(1) Décision des Lords réunis chez R. Walpole le 3 juillet, avec Newcastle à Harrington, 4 juillet, R. O., St. Pap. Dom., Reg., 100. — Harrington, après quelques objections, approuva cette décision. Harrington à Newcastle, 13 juillet, et Newcastle à Harrington, 14 juillet, B. M., 32.697, ff. 274 et 310.

(2) Bussy à Amelot, 3 nov., A. E., Corr. Angl., 408, f. 197.

tenir la paix continentale pendant que se jouait sur mer la partie décisive, se trouvaient ainsi déjouées ; et, quelques semaines plus tard, l'entrée de Frédéric en Silésie provoquait, d'une manière inattendue, l'écroulement de l'édifice laborieusement construit par la diplomatie pacifique du Cardinal. L'agression prussienne aurait pu néanmoins servir la politique française ; si Fleury avait été libre d'agir à sa guise, si Louis XV avait mis plus d'énergie à résister aux passions belliqueuses de sa Cour, la France serait restée spectatrice du conflit, malgré les railleries du public, et aurait attendu l'heure d'imposer une médiation profitable (1). Mais on sait que le vieux Cardinal dût céder à l'élan passionné qui poussait les Français à intervenir dans la guerre d'Allemagne.

Les Anglais ne se faisaient d'ailleurs aucune illusion sur ce point. Soit qu'ils continuassent à croire que Fleury subirait par faiblesse les exigences de ses ministres, soit qu'ils fussent maintenant persuadés que son amour pour la paix cachait des ambitions dominatrices, ils n'attendaient plus rien de la France ni du Cardinal. Aussi ne jugèrent-ils pas utile de donner un successeur au comte de Waldegrave, que la maladie, à ce moment même, obligeait à quitter son poste (2). Les relations franco-anglaises avaient désormais perdu toute importance, et les maigres dépêches du chargé d'affaires, Thompson, suffisaient à satisfaire la curiosité des ministres britanniques.

L'initiative du Roi de Prusse les jetait au contraire dans les plus grandes perplexités ; car la guerre continentale ne servait leurs desseins que si elle était

(1) Le Roi comprenait les avantages de sa situation : « Nous n'avons qu'une chose à faire, disait-il, c'est de rester sur le mont Pagnote ». — A quoi l'un des assistants, le marquis de Souvré, répliqua vivement : « Votre Majesté y aura froid, car ses ancêtres n'y ont pas bâti ». De Broglie, *Frédéric II et Marie-Thérèse*, t. I, p. 145.

(2) Il quitta la France à la fin d'octobre 1740 (Thompson à Newcastle, 2 nov., R. O., France, 214, f. 199).

dirigée contre la France. Aussi l'Angleterre allait-elle consacrer tous ses efforts à réconcilier les belligérants ; mais, comme aucun des membres du Cabinet n'appréciait exactement ni l'ambition de Frédéric II, ni la fermeté de la jeune Reine de Hongrie, l'entreprise dans laquelle ils s'engageaient devait leur réserver de pénibles déceptions.

Elle ne pouvait d'ailleurs qu'accentuer la divergence qui s'était marquée, dès le mois d'octobre, entre les vues du duc de Newcastle et de Robert Walpole. Le premier, bien que forcé de reconnaître que l'Angleterre n'était pas en mesure de se porter présentement au secours de la Cour de Vienne, aurait désiré prendre sa défense et n'attendait qu'une occasion pour intervenir en sa faveur. Les Walpole, ne voulant point abandonner le projet d'une alliance avec le Roi de Prusse, étaient au contraire préparés à juger sa conduite avec une grande indulgence (1).

Frédéric II, qui certainement n'ignorait pas leurs dispositions, tenait à Londres un langage habilement calculé pour rassurer et intimider tour à tour les Anglais. En annonçant au Roi d'Angleterre son intention d'entrer en Silésie, il se montrait préoccupé du danger que ferait courir à l'Europe un rapprochement possible des Cours de Vienne et de Versailles, et, pourvu qu'il fût indemnisé de ses risques et de ses dépenses, il se déclarait prêt à entrer dans une confédération où l'Angleterre grouperait les États Généraux, la Russie, le Danemark et la Reine de Hongrie elle-même, pour le maintien de l'Empire et de l'équilibre européen (2).

C'était définir exactement le projet formé par Walpole lui-même. Aussi Georges II, tout en rappelant au Roi de Prusse qu'il ne devait rien exiger qui fut

(1) H. Walpole à Trevor, 30 déc., *Buck. mss.*, p. 62. Il s'efforce de trouver une excuse à l'agression prussienne.

(2) 4 déc., B. M., 33.007, f. 271 « Dates of Transactions since the Emperor's death ».

contraire à la Pragmatique, accepta-t-il de sonder les intentions de la Reine de Hongrie sur ce projet. Il manifesta bientôt son désir d'entrer en contact plus étroit avec le Roi de Prusse en faisant partir lord Hyndford pour Berlin, tandis que Frédéric II envoyait à Londres le comte Truchess (1). « Je regarde déjà V. M. comme mon alliée », écrivait alors Frédéric à Georges II (2).

Pourtant les propos que tint Truchess à son arrivée déconcertèrent un peu les ministres britanniques. Frédéric II soutenait en effet n'être plus lié par la Pragmatique, parce que sa garantie était subordonnée à l'engagement pris par l'Empereur d'appuyer les revendications prussiennes sur Berg et Juliers, et il réclamait maintenant la Silésie. L'Angleterre offrait par contre, de garantir ses prétentions sur Berg et Juliers, s'il évacuait la Silésie. Truchess rejeta cette offre avec hauteur, déclarant que, pour ces duchés, son Maître n'avait pas besoin de garants, qu'il cherchait des amis ailleurs et qu'il n'en manquerait pas avec la puissance qu'il avait en main. Dès maintenant il était parvenu à s'entendre avec la Tzarine. On lui faisait des propositions avantageuses de la part de la France, des Électeurs de Saxe et de Bavière, et il ne ferait pas de difficulté de les écouter (3).

En même temps que Truchess, le nouvel ambassadeur de la Reine de Hongrie, le comte Ostein, s'était hâté de rejoindre son poste. Il ne perdait pas un instant pour réclamer le contingent de 12.000 hommes que l'Angleterre, par le traité de 1731, était tenue de lui fournir (4). La Cour de Londres, qui aurait bien voulu

(1) Bussy à Amelot, 12 et 30 janv. 1741, A. E., Corr. Angl., 411, f. 16 et 53.

(2) Frédéric à Geo. II, 30 janv. et à Podevils, 14 janv., dans : De Broglie *Frédéric II et Marie-Thérèse*, t. I, pp. 196 et 197.

(3) Bussy à Amelot, 30 janv., 13 et 17 fév., A. E. Corr. Angl., 411, ff. 53, 90 et 106.

(4) B. M. 33.007, f. 272, 24 janv., (Dès le 29 déc. la Reine de Hongrie avait adressé une première demande à l'Angleterre).

retarder son arrivée, ne pouvait pas contester cet engagement, mais, pour l'éluder, elle s'abrita encore une fois derrière la nécessité d'une entente préalable avec les Provinces-Unies, réponse que la Cour de Vienne avait trop souvent entendue pendant la crise de Pologne, pour pouvoir s'en contenter (1).

Les États Généraux en effet n'étaient nullement préparés à intervenir dans la guerre continentale. Malgré les avis de Horace Walpole, le Cabinet britannique n'osait pas leur demander de promettre au Roi de Prusse satisfaction dans l'affaire de Berg et Juliers, craignant de les effaroucher en leur proposant une démarche qui pouvait être mal interprêtée par la France. Il ne leur parlait donc que d'insinuer à la Cour de Berlin qu'on trouverait ailleurs pour elle des compensations à l'abandon de la Silésie. Mais les instances répétées de Trevor n'eurent aucun effet. Les États Généraux voulaient offrir à la Reine de Hongrie de fournir leur contingent non pas en troupes mais en argent, et même cette résolution se trouvait encore arrêtée par l'opposition de quelques provinces (2). Dans ces conditions les avis que l'Angleterre faisait entendre à Berlin et à Vienne avaient peu de chance d'être suivis.

En mars, c'est auprès de Marie-Thérèse que le langage du Cabinet britannique se faisait le plus pressant. Le 16 mars, elle prescrivait à Robinson de lui représenter combien il avait tort de se fier aux paroles amicales du Cardinal, et d'insister pour qu'elle se résignât au sacrifice de la Basse Silésie avec Breslau. Afin de ne pas ébranler la Pragmatique, on pourrait éviter une cession définitive ; il suffirait que la Reine consentît à hypothéquer ce territoire, pourvu que les conditions mises à cette opéra-

(1) B. M., *loc. cit.*, 9 fév.
(2) B. M., 33.007, ff. 272 et 273. — H. Walpole à Trevor, 17, 20 et 24 janv., *Buck. mss.*, p. 63, 64 et 66.

tion soient de nature à convaincre Frédéric qu'il ne serait jamais obligé de rendre sa conquête (1). La position de Marie-Thérèse n'était pas assez mauvaise pour qu'elle accueille ces conseils. Bien au contraire l'accord qu'elle négociait avec le Roi de Pologne semblait alors près de se conclure, et d'autre part la disgrâce de Münnich, ramenant au pouvoir le chancelier Osterman plus favorable à l'alliance autrichienne, l'encourageait dans son intransigeance. Elle se refusa donc à toute concession (2). Cependant Frédéric II, qui trouvait des motifs d'inquiétude dans les symptômes mêmes où la Reine de Hongrie puisait son assurance, chargeait Truchess de rappeler qu'il était toujours prêt à traiter sur les bases qu'il avait indiquées. L'Angleterre en prit aussitôt prétexte pour ordonner à Robinson de renouveler ses instances (3).

Mais, pour que les ministres anglais eussent quelque chance de se faire écouter, il eût au moins fallu qu'ils réussissent à se mettre d'accord. Tel n'était pas le cas. Newcastle blâmait la partialité de ses collègues en faveur de la Cour de Berlin. Pour lui, c'était autour de la Reine de Hongrie qu'il fallait former une coalition (4). Son influence se manifestait par des paroles et par des promesses qui ruinaient à l'avance l'effet des démarches de Robinson. L'Angleterre renouvelait à Vienne la promesse de fournir le contingent de troupes demandé. Elle s'en acquitterait, déclarait-elle le 10 mars, « dès qu'on aurait arrêté un plan concernant leur emploi »; Robinson, en

(1) B. M., 33.007, f. 275. — Bussy à Amelot, 3 et 11 mars, A. E., Corr. Angl., 411, ff. 164 et 212. — La lettre de Harrington à Robinson du 16 mars, interceptée par Bussy, est aux A. E., Corr. Angl., 411, f. 254.

(2) La réponse de Marie-Thérèse est du 4 avril, B. M., 33.007, *loc. cit.*

(3) Le 11 avril, B. M., 33.007, *loc. cit.*

(4) H. Walpole à Newcastle, 29 mars, B. M., 32.696, f. 239, expose en détails leurs points de vue opposés.

réclamant de Marie-Thérèse des sacrifices, devait ajouter que « Sa Majesté accomplirait pourtant dans tous les cas ses engagements » (1). Au début d'avril Georges II priait le Danemark et la Hesse de mettre à sa disposition les troupes qu'ils devaient lui procurer. Le 20, il en faisait part au Parlement, et le discours du Trône, qui demandait un crédit de 300.000 livres, annonçait sa résolution « de maintenir l'équilibre des Puissances en soutenant la Reine de Hongrie ».

Le Roi obéissait surtout au désir de mettre son électorat à l'abri d'une invasion. Depuis quelques semaines Frédéric concentrait des troupes à la frontière du Hanovre, et Georges II avouait sa crainte que la garantie de la Pragmatique n'exposât ses possessions aux dangers d'une guerre sanglante. Les opposants, nous l'avons vu, prenaient soin de souligner cet aveu. Mais, d'autre part, c'est cette crainte, qui, exploitée par Newcastle, avait obligé Walpole à accepter une initiative qui ne pouvait qu'embarrasser les efforts de sa diplomatie. Si l'on en croit Horace, Carteret allait encore aggraver les conséquences de cette manœuvre en expliquant au comte d'Ostein, au moment même où Walpole cherchait à l'intimider, que le vote de ces crédits n'était pas dû à sa bonne volonté, bien au contraire, que le ministre s'y était résigné à contre cœur, et en lui faisant espérer ainsi que, malgré Walpole, l'Angleterre serait bientôt entraînée à secourir la Cour de Vienne (2). Il n'est donc pas surprenant que Marie-Thérèse ait persisté dans son intransigeance (3).

(1) B. M., 33.007, ff. 273 et 274, 10 et 16 mars.

(2) Coxe, *R. W.*, t. I, p. 675. — H. Walpole au duc de Cumberland, 29 nov. 1746, cité par Coxe, *House of Austria*, t. II, pp. 680-681 et Coxe, *H. Pelham*, t. I., pp. 16 et 17.

(3) Elle répondit le 8 mai à la démarche prescrite à Robinson le 11 avril ; cf. B. M., 33.007, f. 277.

L'Angleterre ne pouvait pas rester sur cet échec. Frédéric venait de livrer la bataille de Mollwitz et, d'autre part, la politique française adoptait une orientation décisive. Belle-Isle avait pris la route de l'Allemagne et travaillait à grouper les Cours électorales contre Vienne. Sans même attendre la réponse de Marie-Thérèse, le Cabinet britannique décida donc, le 28 avril, de faire une nouvelle tentative pour ouvrir les yeux de la Reine de Hongrie au péril qui la menaçait. Walpole avait réussi à faire adopter cette fois un langage qui devait impressionner la Cour de Vienne. « Il paraît au Roi, écrivait Harrington, qu'inévitablement il faudra en venir à une guerre pour le soutien des États d'Autriche. » Mais cette guerre pouvait se présenter dans des conditions très diverses. Si l'obstination de Marie-Thérèse laissait la France libre d'intervenir, d'entraîner la Saxe et la Bavière, de conclure une alliance avec Frédéric II, il était bien peu probable que l'Angleterre fût en mesure de défendre les intérêts de la Reine contre une pareille confédération. Combien ne vaudrait-il pas mieux « qu'une grande alliance pût être formée entre ces deux puissances (Prusse et Autriche), Sa Majesté, la Russie, la Saxe et les États Généraux sur le principe de maintenir la Sanction Pragmatique »? Cette coalition pourrait être réalisée, pourvu que la Cour de Vienne, se résignant à un sacrifice inévitable, consentît à hypothéquer une partie de la Silésie en faveur de Frédéric II (1). Puis, dans le discours qui terminait la session parlementaire, le Roi annonçait l'intention de soutenir seulement les prétentions « qui seraient justes »; réserve calculée pour faire réfléchir les Autrichiens (2).

(1) Harrington à Robinson, 28 avril, (interceptée), A. E., Corr. Angl., 411, f. 425.
(2) Bussy à Amelot, 17 mai, A. E., Corr. Angl., 412, f. 58.

A cette date en effet le traité saxon, sur lequel Marie-Thérèse avait cru pouvoir compter, paraissait compromis ; il devenait d'autre part évident que la Russie serait empêchée par la menace suédoise d'intervenir en sa faveur; enfin l'activité de la France, qui allait aboutir le 23 mai à la signature du traité de Nymphenbourg, donnait aux avertissements de l'Angleterre une singulière éloquence. On vit alors enfin fléchir l'obstination de la Reine de Hongrie. Le 24 mai, elle répondit à Robinson qu'elle était disposée à s'entendre avec le Roi de Prusse « sur un pied raisonnable ».

A quelles concessions allait-elle se résigner? La Reine évitait de le dire, mais Robinson croyait découvrir qu'elle pensait abandonner à son adversaire trois duchés silésiens (1). Dès qu'ils en eurent connaissance les ministres anglais se hâtèrent d'envoyer à lord Hyndford, le 2 juin, l'ordre de proposer au Roi de Prusse ces conditions. Mais cette offre survenait trop tard ; quand Hyndford arriva au camp de Frédéric, Belle-Isle venait de le quitter après avoir signé, le 5 juin, un traité d'alliance (2). Cette nouvelle n'enleva pourtant point aux Anglais l'espoir de réussir. Frédéric lui-même laissait entendre que des concessions plus étendues pouvaient le regagner. Aussi la Cour de Londres ordonna-t-elle à Robinson d'obtenir que la Reine de Hongrie, sous le coup de ces événements, découvrît le maximum de sacrifices qu'elle serait disposée à consentir, et d'aller ensuite transmettre lui-même au Roi de Prusse ces ultimes propositions (3).

(1) B. M., 33.007, f. 278.
(2) Coxe, *H. of A.*, t. I, p. 245.—De Broglie, *op. cit.*, t. I, pp. 335-341.
(3) 24 juin, B. M., 33.007, *loc. cit.* — Harrington à Newcastle, 25 juin, et Newcastle à Harrington, 7 juil., R. O., St. Pap. Dom., Reg., 100 et 101.

IV

La neutralité du Hanovre

A ce moment l'effort suprême par lequel le gouvernement de Walpole essayait d'empêcher la France d'établir sa prédominance sur le continent, se trouva compromis et bientôt ruiné par l'action égoïste de la diplomatie hanovrienne. Dès la fin de la session parlementaire Georges II avait en hâte repris le chemin de l'Allemagne. Il ne se préoccupait pas d'abandonner ses ministres en pleine bataille électorale, ni de quitter l'Angleterre en pleine guerre. Il ne se souciait que de mettre en sécurité son électorat, et il partait emmenant avec lui lord Harrington, qui devait se faire encore le serviteur de ses ambitions secrètes. Il laissait de nouveau au petit conseil formé par Hardwicke, Wilmington, Newcastle et Robert Walpole, le soin de gouverner son royaume (1).

Le Roi parut tout d'abord préparer avec zèle les secours promis à la Reine de Hongrie. Il rassemblait les troupes électorales, les contingents danois et hessois que l'Angleterre avait pris à sa solde. Le 24 juin Harrington signait avec le comte Ostein une convention, par laquelle Georges II s'engageait à mettre ces corps à la disposition de la Reine, ainsi que les 300.000 livres votées par le Parlement (2).

Mais les espoirs fondés sur les dispositions conciliantes de Marie-Thérèse ne tardèrent point à se dissiper. Encouragée par l'accueil qu'elle avait trouvé à Budapest, la Reine blâmait maintenant Robinson d'avoir annoncé qu'elle abandonnerait

(1) Coxe, *R. W.*, t. I, p. 682. — Harrington à Newcastle, (4 juin 1741, R. O., St. Pap. Dom., Reg., 100), définit les rôles respectifs des Lords Justices et du petit groupe des Lords « habituellement consultés » de la même manière que l'année précédente.

(2) Martens, Suppl., t. I, p. 262. — Harrington à Newcastle, 25 juin et 2 juil., R. O., St. Pap. Dom., Reg., 100.

une portion de la Silésie ; tout au plus pouvait-elle consentir à « quelques cessions du côté de la Flandre » ; elle ne voulait offrir tout d'abord que ses possessions de la Gueldre, puis elle croyait se montrer généreuse en y joignant le Limbourg (1). Alors Harrington découvrit brusquement à ses collègues les véritables desseins de leur Maître. Par la convention du 24 juin, le Roi ne s'était engagé à secourir la Reine de Hongrie que sur l'assurance que le Roi de Pologne se rangerait à ses côtés. Ce prince aujourd'hui prêtait l'oreille aux sollicitations pressantes de la France, et Georges II comptait se servir de sa défection pour justifier sa propre retraite. Il lui avait écrit pour connaître ses intentions, mais dès maintenant sa résolution était prise : il n'allait pas compromettre le Hanovre dans une lutte inégale. Quant aux troupes danoises et hessoises, pouvait-il les placer à la disposition de la Reine de Hongrie en laissant son propre territoire sans défense? Ne vaudrait-il pas mieux les utiliser pour protéger la région rhénane contre la menace française? L'Électeur de Mayence réclamait son aide, et Georges II avait un vif désir de le secourir. Il demandait donc à ce sujet l'avis de ses ministres ; et il leur posait une autre question qui révélait son arrière-pensée : « Au cas où le Roi de Prusse se laisserait convaincre de limiter les opérations de guerre contre la Reine de Hongrie à la Silésie seulement, ne serait-il pas désirable de conclure avec la Prusse un traité de neutralité? » (2).

Les ministres anglais refusèrent absolument d'approuver une politique, qui, sacrifiant aux craintes du Hanovre les intérêts de leur pays, les exposerait

(1) 24 et 31 juillet, B. M., 33.007, ff. 279-280.
(2) Harrington à Newcastle, 13 juillet, R. O., St. Pap. Dom. Reg., 100.

dans le Parlement aux difficultés les plus graves. Bien que très sensibles aux dangers que courait l'électorat, ils faisaient observer cependant que le refus de Marie-Thérèse de céder aux exigences d'un Prince qui avait envahi son territoire, ne pouvait délier l'Angleterre des engagements qu'elle avait contractés : « Nous appréhendons humblement, disaient-ils, que la Reine de Hongrie est en droit d'obtenir le contingent de 12.000 hommes de S. M. et que l'usage ou l'emploi qui doit en être fait ne peut être limité ou restreint par S. M., mais qu'il doit être placé à la disposition de Sa Majesté Hongroise ». Quant à la possibilité d'une neutralité hanovrienne, les ministres ne se permettaient d'émettre un avis à ce sujet, qu'en tant que l'affaire intéressait le royaume ; mais, par ce détour, ils ne laissaient subsister aucun doute sur leurs sentiments. La conclusion d'un traité avec la Prusse leur paraissait irréalisable, tant à cause de l'accord conclu par Frédéric avec la France, que du droit qu'on ne pouvait refuser à la Reine de Hongrie d'employer les contingents anglais contre son envahisseur. Le Cabinet britannique ne voulait pas renoncer à l'espoir de réconcilier les Cours de Vienne et de Berlin, que l'attitude de Frédéric lui permettait encore de conserver. Il désirait donc que Robinson continuât ses efforts. S'il ne réussissait pas à convaincre la Reine, il pourrait alors lui déclarer que l'Angleterre ne pouvait pas entreprendre seule de la défendre ; mais on ne devait pas moins, en ce cas, lui remettre les secours d'hommes et d'argent qu'on était tenu de lui fournir (1).

La leçon à peine déguisée que les ministres donnaient ainsi à leur Maître ne devait produire nul effet. Celui-ci n'avait pas même attendu de la recevoir pour agir à sa guise. Dès que le Roi de Pologne eût répondu à sa

(1) Newcastle à Harrington, 25 juil., R. O., St. Pap. Dom., Reg., 101.

question qu'il n'était plus en mesure de soutenir la Reine de Hongrie, Georges II s'empressa de remettre une déclaration écrite au comte Ostein, annonçant qu'il devait ajourner aussi la ratification de sa propre convention (1). Quant au traité de neutralité, non seulement la désapprobation de ses ministres ne lui en fit nullement abandonner l'idée, mais les nouvelles reçues de France augmentèrent sa hâte de le conclure.

On apprenait en effet qu'un conseil tenu à Versailles avait décidé la formation de deux armées ; l'une commandée par Belle-Isle devait pénétrer en Bavière ; l'autre confiée à Maillebois allait se porter sur le Rhin inférieur, menaçant la frontière du Hanovre (2). Dans ces conditions Harrington répondit à ses collègues que S. M. désirait connaître sans retard quelle aide l'Angleterre était capable de lui procurer, « de quelle manière et dans quel délai Elle pourrait la recevoir ». A défaut d'une aide suffisante le Roi se verrait contraint, en sa qualité d'Electeur, de conclure un engagement de neutralité « avec les ennemis de la Maison d'Autriche ».

Ce n'était donc plus seulement avec la Cour de Berlin, mais aussi avec celle de Versailles, qu'il se disposait à traiter. Déjà, malgré l'avis contraire de ses ministres, il promettait à l'Electeur de Mayence d'envoyer les troupes hessoises pour le protéger, sous prétexte que le Roi de Suède, Electeur de Hesse, ne consentirait jamais à ce qu'elles combattent contre le Roi de Prusse. Loin de le détourner de ses projets, Harrington s'en faisait lui-même l'avocat auprès de ses collègues. Il traçait un tableau pathétique de

(1) Le Roi de Pologne à Georges II, 19 juillet. — Geo. II au Roi de Pologne, 24 juillet. — « Papier remis au Comte Ostein », le 22 juillet. — Harrington à Newcastle, 23 juillet, R. O., St. Pap. Dom., Reg., 101.

(2) Harrington à Newcastle, 30 juillet, R. O., St. Pap. Dom., Reg., 101. — Carré, *Le règne de Louis XV*, p. 127.

l'anxiété et du désespoir où son Maître était plongé, leur annonçant « la résolution qu'Il avait prise de sacrifier sa propre vie, plutôt que de survivre à la ruine de son Electorat » (1).

L'anxiété n'était pas moins vive à Londres, où les dépêches de Harrington provoquaient des discussions aigres-douces entre les ministres anglais. Newcastle exhalait des lamentations qui exaspéraient R. Walpole. Il ne trouvait rien de mieux à proposer que de resserrer les liens unissant l'Angleterre à la Cour de Vienne, et de former, pour sa défense, une coalition avec la Saxe, la Russie et les États Généraux, sans d'ailleurs qu'il fût en mesure d'expliquer comment on déciderait ces puissances à y entrer ; il s'imaginait bien à tort que le Roi se laisserait retenir, si on lui envoyait un contingent de 12.000 hommes dans le plus court délai. Les Walpole eux ne se faisaient plus d'illusions sur les intentions de leur Maître ; mais ils n'avaient pas encore renoncé à l'espoir de réconcilier Marie-Thérèse et le Roi de Prusse. Celui-ci paraissait disposé à abandonner la Silésie s'il obtenait les Pays-Bas, tandis que la Reine de Hongrie s'était résignée à céder la Gueldre et le Limbourg. Il ne fallait donc point que la faiblesse de l'Angleterre encourageât son intransigeance. Les ministres se mirent finalement d'accord pour déclarer qu'ils pourraient, dans un délai de six semaines, envoyer sur le continent 12.000 hommes ; pas davantage. Si ces secours étaient jugés trop tardifs ou trop faibles, « nous ne prétendons pas, disaient-ils, intervenir dans aucune mesure que S. M., comme Electeur, pourra trouver bon de prendre pour la sécurité de ses Domaines Electoraux ». Ils recommandaient seulement à Harrington de continuer à Vienne son action conciliatrice, et d'envoyer à Trevor

(1) Harrington à Newcastle, 2 août, R. O., *id.*, 101 ; et 2 août, (particular), B. M., 32.697, f. 240.

les instructions nécessaires pour obtenir qu'elle soit appuyée par les États Généraux (1).

Pendant ce temps Robinson, dévoué à son rôle de pacificateur, s'était rendu au camp prussien pour présenter à Frédéric les conditions de la Reine de Hongrie. A sa grande déception, le Roi de Prusse affecta d'être scandalisé à l'idée de violer le traité de la Barrière. Lui-même y paraissait auparavant préparé ; mais aujourd'hui Podevils avouait cyniquement que son Maître n'avait demandé tous les Pays-Bas que parce qu'il était sûr de ne pas les obtenir (2).

Georges II, voyant dans cet échec la condamnation de la politique des Walpole, s'engagea dès lors résolument dans la voie de la neutralité. Le 23 août il envoyait le ministre hanovrien, Hardenberg, à Versailles, pour avertir le Cardinal qu'il était bien « éloigné de vouloir donner aucun sujet de mécontentement à la France ou à ses alliés », et qu'il avait encore « les mains libres » à l'égard de l'élection impériale (3).

Lord Harrington se garda de mettre ses collègues au courant de ces démarches. Mais la réponse qu'il fit à leur lettre du 11 août ne pouvait qu'augmenter leurs inquiétudes. Il ne voulait pas, disait-il, se charger d'envoyer à Trevor les instructions demandées. La diplomatie anglaise à Vienne avait trop mal réussi pour qu'il jugeât possible de demander aux États Généraux d'appuyer ses efforts. Si ses collègues

(1) Newcastle à Hardwicke, 30 juillet, dans Yorke, *op. cit.*, t. I, p. 259. — H. Walpole à Trevor, 26 juillet, dans Coxe, *H. W.*, t. I, p. 21. — H. Walpole à Newcastle, 30 juillet, B. M., 32.697, f. 374. — Newcastle à Harrington, 11 août, R. O., St. Pap. Dom., Reg., 101 ; et 11 août, (particular), B. M., 32.697, f. 378.

(2) Robinson à Harrington, 9 août. — Harrington à Newcastle, 16 août, R. O., St. Pap. Dom., Reg., 101.

(3) Mémoire remis par Hardenberg à Fleury, avec une lettre de Georges II datée du 23 août. A. E., Corr. Brunswick-Hanovre, 49, ff. 66 et 69. — Mémoire pour servir d'instructions au sieur de Bussy allant de la part du Roy à Hannover, 14 août, A.E., *id.*, f. 53. — Georges II à l'Électeur de Bavière, 14 sept., A. E., *id.*, f. 126.

étaient d'un autre avis, c'était à eux d'en indiquer les moyens. Mais lui-même rendait à l'avance impossible tout succès de ce côté. Les ordres qu'il envoyait à Trevor, lui recommandaient en effet de préparer les États Généraux à conclure, comme le Hanovre, avec les belligérants une convention de neutralité; et, dans ce but, il leur avait même révélé que l'Angleterre cherchait à procurer au Roi de Prusse des satisfactions dans les Pays-Bas, sachant combien un tel projet était de nature à effrayer les Hollandais. Il écartait d'autre part l'offre d'un secours de 12.000 hommes, qui arriverait trop tard pour conjurer le péril; mais il n'hésitait pas néanmoins à demander que l'Angleterre aidât le Roi de ses subsides à organiser la défense de l'Electorat, et qu'elle l'autorisât aussi à retenir les 300.000 livres promises à la Reine de Hongrie (1).

L'étrange attitude de lord Harrington soulevait en Angleterre une irritation grandissante : « Il est très facile pour milord Harrington, écrivait Newcastle, d'agir et de parler d'une manière agréable au Roi à Hanovre; mais nous devons penser comment nous pourrons servir le Roi dans le Parlement et défendre ici ce qu'il a fait ailleurs ». Horace n'était pas moins exaspéré contre un ministre, qui, par la manière dont il leur présentait ses questions, s'arrangeait pour obliger ses collègues à céder ou à irriter leur Maître (2). Malheureusement on ne s'accordait à Londres que pour récriminer; quand il s'agissait de parer au péril, les divergences restaient aussi profondes entre Newcastle et les Walpole.

Robert Walpole ne résistait pas à la tentation de

(1) Harrington à Newcastle, 20 et 23 août, R. O., St. Pap. Dom., Reg., 101. — H. Walpole à Trevor, 21 août, dans Coxe, *H. W.*, t. I, p. 25. — Newcastle à Hardwicke, 30 août, dans Yorke, *op. cit.*, t. I, p. 264.

(2) Newcastle à Hardwicke, 26 août, *id.*, p. 261. — H. Walpole à Trevor, 2 sept., dans Coxe, *H. W.*, t. I, p. 27.

faire remarquer combien il avait été funeste de distraire en Amérique des forces qui auraient été précieuses en Europe. Si l'on avait pu envoyer des vaisseaux anglais dans la Baltique, la Russie, protégée contre une offensive suédoise, aurait été libre d'agir en Allemagne.

D'ailleurs l'éternel problème qui dominait toute la conduite de la guerre maritime, était à nouveau posé par le retour inopiné de Sir John Norris. Une escadre placée sous ses ordres, avait quitté l'Angleterre au début de juillet, avec la double mission d'arrêter la flotte espagnole de Don Rodriguo de Torres qui rentrait d'Amérique, et de soulager Haddock d'une partie de sa tâche. Celui-ci ne réussissait pas en effet à surveiller à la fois d'une manière efficace Cadix et la Méditerranée, et Don José Navarro, trompant sa vigilance, promenait ses vaisseaux de Cadix au Ferrol (1). Quelle ne fut pas la déception des ministres en voyant, au début de septembre, Sir John Norris rentrer à Spithead ? N'ayant pas pu rencontrer les vaisseaux qui devaient le ravitailler, il s'était vu contraint de regagner son port d'attache (2). Les escadres espagnoles avaient donc pu rentrer sans encombre en Europe, où les flottes françaises les avaient précédées, et Walpole observait avec une angoisse grandissante la dangereuse situation de l'Angleterre.

Les troupes de renfort destinées à l'Amérique se rassemblaient alors à Cork pour ne plus être exposées à se voir retenues par les vents contraires de la Manche. Walpole ne s'y était point opposé, et, même aujourd'hui, il n'osait pousser à fond sur ce point son attaque. Par contre il exigeait que Vernon renvoyât en Europe une partie de ses vaisseaux. Newcastle accueillit avec mauvaise humeur cette proposition ; mais son ami

(1) Instructions de Sir John Norris, 29 juin 1741, R. O., St. Pap. Dom., Reg., 28. — Newcastle à Harrington, 11 juil., R. O., *id.*, 101. — Laird Clowes, *op. cit.*, p. 66.

(2) Silhouette à Amelot, 7 sept., A. E., Corr. Angl., 412, f. 285.

Hardwicke lui-même lui donna tort. « Il semblait l'an passé, lui écrivait-il, que le sort de l'ancien monde se déciderait dans le nouveau ; mais les choses ont tourné, et je crains qu'il ne faille maintenant combattre pour l'Amérique en Europe ». On adressa donc à Vernon l'ordre de renvoyer onze vaisseaux en Angleterre (1).

Quant aux affaires d'Allemagne, Newcastle, indigné par les prétentions du Hanovre, aurait voulu qu'on leur opposât un refus brutal. Le Roi marchait à sa ruine, et le devoir de ses ministres était de l'en avertir. Il fallait lui déclarer qu'en retenant les troupes destinées à secourir la Reine de Hongrie, il rendait impossible à l'Angleterre de soutenir l'Electorat, et qu'aucun secours d'argent ne pouvait lui être accordé sans l'autorisation du Parlement (2).

H. Walpole était aussi pessimiste ; à son avis le Cardinal triomphait, tenant à la fois ses amis et ses ennemis en son pouvoir. Le Hanovre et les Provinces Unies allaient déclarer leur neutralité ; la Saxe et la Sardaigne se joindraient à la France ; les Electeurs intimidés donneraient à Charles VII la Couronne Impériale. « Alors, concluait-il, le Cardinal s'adressera à nous, directement ou par nos vieux amis hollandais, pour avoir un Congrès de paix » ; nous serons obligés de céder à la France et à l'Espagne Dunkerque, Gibraltar, Port-Mahon et l'Assiento, bien heureux si l'on renonce à nous envoyer le Prétendant (3). Ainsi Horace ne tenait aucun compte des influences si puissantes qui paralysaient à Versailles les vues pacifiques

(1) Newcastle à Hardwicke, le 26 août, et Hardwicke à Newcastle, 28 août, dans Yorke, *op. cit.*, t. I, pp. 261 et 263 : « It look'd last year as if the old world was to be fought for in the new, but the tables are turn'd, and I fear that now America must be fought for in Europe ». — Newcastle à Vernon et Wentworth, 8 sept., B. M., 32.697, ff. 479 et 491.

(2) Newcastle à Hardwicke, 30 août, dans Yorke, *op. cit.*, t. I, p. 265. — Cf. aussi « Considerations upon Lord Harrington's letters », 4 sept., par A. Stone, secrétaire de Newcastle, B. M., 32.697, p. 452.

(3) H. Walpole à Trevor, 21 août, *Buck. mss.*, p. 75.

du Cardinal. Après avoir si longtemps attribué aux secrétaires d'État les actes de son vieil ami qu'il ne pouvait approuver, c'est la main du Cardinal lui-même qu'il découvrait maintenant dans toutes les démarches de la France. C'est pourquoi il était plus éloigné que jamais d'approuver le désir qu'avait Newcastle de se ranger du côté de la Cour de Vienne. Il lui rappelait encore qu'aucune coalition n'était réalisable sans l'adhésion de Frédéric II. D'ailleurs, malgré les efforts de Pelham, il demeurait convaincu que les critiques de Newcastle cachaient des intentions malveillantes contre son frère. Tant en Amérique qu'en Europe, le duc, sous prétexte de défendre l'équilibre des Puissances et la liberté du commerce, ne pensait qu'à courtiser la popularité, et, dans l'affaire hanovrienne, il ne cherchait qu'à compromettre ses collègues, en restant lui-même à l'écart (1).

Ces soupçons étaient-ils justifiés ? La colère d'Horace ne le rendait-elle pas injuste ? et Newcastle lui-même n'était-il pas trop surexcité pour se livrer à d'aussi sombres calculs ? C'était, semble-t-il, l'avis du Chancelier, qui, malgré les appels angoissés de son ami, refusait de le soutenir. Hardwicke ne se souciait nullement d'irriter le Roi par les avertissements et les reproches que Newcastle aurait voulu lui adresser. Il approuvait entièrement ses critiques, mais, ajoutait : « J'ai déjà dit tant de choses à ce propos que je ne peux plus que déplorer la chose en silence ». Prudemment il restait retiré dans son château de Wimpole, d'où les instances de ses collègues ne réussissaient pas à le faire revenir (2).

N'ayant donc à combattre que les suggestions affolées de Newcastle, R. Walpole réussit finalement à l'emporter. Le 9 septembre, les ministres envoyèrent

(1) H. Walpole à Trevor, 3 sept., Coxe, *H. W.*, t. I, p. 27.
(2) Hardwicke à Newcastle, 28 et 31 août, dans Yorke, *op. cit.*, t. I, pp. 261 et 265 ; 11 sept. B. M., 32.697, f. 434.

à Hanovre une réponse conforme à ses vues. Ils refusaient naturellement de dresser les instructions de Trevor dans les conditions où cette demande leur était présentée ; et ils ne pouvaient pas envoyer à leur Maître un subside sans l'autorisation du Parlement ; mais, si l'Electorat était attaqué, ils s'engageaient à le demander aux Chambres et, ajoutaient-ils, ne doutaient pas de l'obtenir. Attirant enfin l'attention du Roi sur la difficulté qu'ils éprouvaient à répondre de loin aux questions si délicates et si importantes qui leur étaient posées, ils se risquaient à prier le Roi de revenir, exprimant humblement le vœu « qu'il plût à S. M. de rendre son peuple heureux par sa Royale Présence » (1).

Obligé de s'incliner, le duc de Newcastle restait plongé dans le plus profond abattement. Il voyait « la Reine de Hongrie entièrement abandonnée, exposée au ressentiment d'un ennemi cruel et sans pitié..., la France imposant déjà sa loi à toute l'Europe et... cherchant évidemment à l'imposer à l'Angleterre, en menaçant d'envahir l'Electorat de Hanovre ». Partagé entre la crainte d'une enquête parlementaire, qu'il ne croyait plus possible d'éviter, et la persuasion qu'il allait encourir la disgrâce de son Maître, il parlait de quitter le ministère (2). Le Chancelier, rentrant alors à Londres, s'efforçait de le rasséréner, et H. Pelham, qui venait de séjourner tour à tour à Houghton chez R. Walpole, puis à Wolterton chez

(1) Newcastle à Harrington, 9 sept., R. O., St. Pap. Dom., Reg., 102. « But, upon this occasion, Webeg leave, with the deepest Sense of Duty, humbly to submit it to His Majesty's Consideration, that the Difficulty, which His Majesty's servants here find themselves under, to answer at this Distance, minutely and particularly to Questions of the nearest Concern to His Majesty's and of the greatest Importance to His Majesty's Dominions... leads us to hope that His Majesty will have the Coodness to forgive our Presumption, in humbly wishing that His Majesty would be pleased to make His People happy with His Royal Presence here ».

(2) Newcastle à Hardwicke, 20 sept., dans Yorke, *op. cit.*, t. I, p. 268 ; à Harrington, 22 sept., B. M. 32.698, f. 36.

Horace, s'appliquait aussi à lui faire entendre raison. La faiblesse du Roi, disait celui-ci, n'était pas sans excuse. Il fallait convenir que le Hanovre, abandonné par tous, était en grand péril : « J'ose dire, concluait-il, que, quand vous considérerez ces choses froidement et sans parti pris, vous penserez de même ; et, si vous ne le faites pas, vous jugerez au moins prudent de ne pas parler différemment » (1).

Tandis que le duc se désespérait ainsi, les Walpole, prenant avec plus d'énergie leur parti d'un évènement qu'ils ne pouvaient éviter, s'employaient à en prévenir de leur mieux les conséquences funestes. La pensée d'Horace allait tout de suite aux Provinces-Unies, où la nouvelle que le Hanovre se préparait à s'accorder avec la France, avait vivement ému les esprits. Il s'empressait d'expliquer à Trevor comment on pouvait justifier la décision du Roi. Les Hollandais, qui n'avaient rien voulu faire pour défendre la Pragmatique, ne devaient s'en prendre qu'à eux-mêmes. Allaient-ils reprocher au Roi de leur « avoir faussé compagnie ? Quelle compagnie ? » Ne l'avait-on pas laissé seul, exposé aux attaques concentriques de la Prusse et de la France, avec des forces insuffisantes pour les repousser ? (2).

Harrington approuvait désormais hautement la politique de son Maître, et, après leur avoir annoncé l'envoi d'un négociateur à Versailles, il évitait d'informer ses collègues des pourparlers qui se poursuivaient avec la France. Il se contentait de leur dépeindre la situation désespérée du Roi. Au dire de Bussy, qui venait de le rejoindre à Hanovre, tout le monde à Versailles voulait envahir l'Electorat. Cependant les

(1) Hardwicke à Newcastle, 22 et 26 sept., dans Yorke, *op. cit.*, t. I., pp. 271 et 272. — Sur le séjour de Pelham à Wolterton, cf. B. M., 32.698, f. 11. — H. Pelham à Newcastle, 24 sept., B. M., 32.698, f. 42.

(2) H. Walpole à Trevor, 27 et 30 sept., Coxe, *H. W.*, t. I, pp. 31 et 35. — Harrington à Newcastle, 27 sept., R. O., St. Pap. Dom., Reg., 102.

troupes hessoises se refusaient à marcher sur le Rhin, et le Roi de Danemark ne permettait pas non plus qu'on disposât librement des siennes. A l'humble prière de ses ministres le Roi répondait donc qu'il ne pouvait pas quitter le Hanovre avant de s'être assuré des intentions de la France ; mais il demandait en hâte l'envoi de deux vaisseaux à Brême pour y recueillir ses archives (1).

Que pouvait faire Georges II dans ces conditions, sinon se soumettre aux exigences de la France ? Le 25 septembre les ministres hanovriens, Münchhausen et Steinberg, échangeaient avec Bussy deux déclarations. Pour préserver son électorat de l'invasion, Georges II s'engageait à arrêter la marche des troupes qu'il devait envoyer à la Reine de Hongrie, et à laisser les armées françaises avancer librement en Allemagne. Il promettait même de ne pas s'opposer à l'élection de l'Electeur de Bavière à l'Empire (2).

Cependant Harrington, en annonçant le prochain retour du Roi, cachait encore cette nouvelle ; ce ne fut qu'au milieu d'octobre, lorsque les bruits répandus par Fénelon à la Haye avaient déjà renseigné les ministres anglais, qu'il se décida à leur en faire l'aveu (3).

(1) Harrington à Newcastle, 11 sept., (particular). B. M., 32.697, f. 516 ; 11 et 20 sept., R. O., St. Pap. Dom. Reg., 102. — Sur l'incident hessois, voir aussi Harrington à Newcastle, 11 août, R. O., *id.*, 101. — Sur l'arrivée de Bussy, *Gazette de Londres*, du 16 sept.

(2) Déclaration de neutralité du Hanovre, signée par G. A. de Münchhausen et E. de Steinberg, remise à Bussy, qui leur remit en échange une autre déclaration signée par Fleury (A. E., Corr. Angl., 412 f. 299). Georges II se préparait en même temps à conclure un accord semblable avec la Prusse. (Geo. II au Roi de Prusse, 22 sept. A. E., Corr. Brunswick-Hanovre, 49, f. 148).

(3) Le 27 sept., Harrington rapportait seulement que le « Gentleman » envoyé à Paris en rapportait la promesse de ne pas attaquer le Hanovre, et que Georges II et Maillebois allaient retirer les troupes placées sur le Rhin. Puis le 1er oct. il annonçait le retour prochain du Roi (R. O., St. Pap. Dom., Regencies, 102). — Devant l'insistance de Newcastle, inquiet des propos de Fénelon, (à Harrington

Exaspéré par cette attente, Newcastle ne pensait à rien moins qu'à prendre à témoin de son irritation toutes les Cours étrangères en leur déclarant « que S. M., en tant que Roi d'Angleterre resterait fidèle aux engagements qu'Elle avait contractés à l'égard de Marie-Thérèse, et emploierait tous ses efforts à maintenir les libertés de l'Europe ». Tout le monde croirait sans cela que la neutralité électorale était une neutralité royale ; les ministres anglais, qui accepteraient l'une, se feraient les complices de l'autre : « Le Seigneur ait pitié d'eux », s'écriait-il ! (1). Mais il se trouva seul de son avis dans le Conseil, et, dans son dépit voulut alors se retirer du pouvoir. Ce n'était pas, écrivait-il à son frère, sa brouille avec les Walpole qui l'amenait à cette résolution. Il la prenait, non par animosité contre ses collègues, mais parce qu'il n'approuvait pas leur politique, et, pour n'avoir point à « passer à l'opposition », il se retirerait à la campagne.

Il avouait néanmoins à la fin de sa lettre que la vie privée lui serait « très désagréable ». Pelham ne dut pas trop s'émouvoir en la lisant et en prenant la plume pour y répondre. Sans prétendre nourrir l'espoir de le faire revenir sur sa décision, il avait, disait-il, quelque peine à croire que « des préjudices contre les personnes » ne l'aient pas influencé. Pourquoi se préoccuper ainsi de défendre la convention hanovrienne au Parlement ? Ce n'est pas à lui que cette tâche incombait. Mais, s'il sortait du Cabinet : « vous serez, lui prédisait-il, avant la fin de la session, dans une opposition aussi déclarée que lord Carteret et M. Pulteney ». Ne valait-il pas mieux prendre patience, attendre « ce qui ne semblait pas improbable il

6 oct., B. M., 32.698, f. 61) il se décidait enfin, le 15 oct., à faire part à ses collègues de la conclusion d'une convention de neutralité (Harrington à Newcastle, 15 oct., R. O., *id.*, 102).

(1) Newcastle à Hardwicke, 29 sept , dans Coxe, *H. Pelham*, t. I, p. 20. — Cf. aussi Yorke, *op. cit.*, t. I, p. 278. — Wilmington à Newcastle, 30 sept. B. M., 32.698, f. 84, se lamentant sur la situation.

y a quelques jours, et ce qui doit très probablement survenir dans le cours de la nature avant peu », — allusion significative à la santé chancelante de Walpole —; et il concluait prudemment : « Ces lignes ne demandent point de réponse. Nous avons dit tous les deux tout ce que nous pouvions » (1).

Une semaine plus tard le duc semblait en effet avoir oublié sa velléité de retraite. Deux événements étaient venus dans l'intervalle rassénérer son humeur. Lorsque Harrington s'était enfin décidé à lui faire part de la neutralité hanovrienne, il avait aussi pris l'initiative d'adresser une circulaire aux agents du Roi dans les différentes Cours, expliquant qu'il s'agissait d'une neutralité purement électorale et non royale. Aussi Newcastle adressait-il maintenant à son collègue des félicitations amicales (2).

D'autre part les longs efforts des diplomates anglais en Allemagne venaient enfin d'aboutir. Le 9 octobre, une convention avait été signée à Klein Schnellendorf entre Frédéric et le général autrichien Neipperg. Le refus, par lequel, au début d'août, le Roi de Prusse avait dédaigneusement écarté l'offre de compensations aux Pays-Bas, et surtout l'entrée en campagne des troupes franco-bavaroises avaient décidé Marie-Thérèse à de nouvelles concessions. Rentré à Vienne, Robinson s'était vu autorisé à offrir à Frédéric la plus grande partie de la Basse Silésie. Il avait aussitôt, de sa propre initiative,

(1) Newcastle à Pelham, 13 oct., et Pelham à Newcastle, 19 oct., cités par Coxe, *H. P.*, t. I, pp. 21 et 23. — Cette dernière lettre au B. M., 32.698, f. 114.

(2) Harrington à Newcastle, 15 oct., R. O., St. Pap. Dom., Reg., 102, et 15 oct. (particular), B. M., 32.698, f. 100. — Newcastle à Hardwicke, 22 oct., dans Yorke, *op. cit.*, t. I, p. 274. — Newcastle à Harrington, 24 oct., (private), R. O., *id.*, 102. A remarquer que, dans cette lettre, Newcastle, en félicitant Harrington, ajoute qu'il ne fera pas connaître sa communication aux « Lords Justices ». Mais Newcastle répond ici à une lettre particulière de Harrington du 10 oct., que nous n'avons pas retrouvée.

repris la route du camp prussien ; mais, le 25 août, le ministre anglais, que son dévouement passionné à la jeune Reine rendait suspect, eut l'humiliation de se voir refuser même une audience par le Roi de Prusse. Alors Marie-Thérèse, de plus en plus menacée, consentit à se séparer de la Basse Silésie toute entière avec la ville de Breslau. Elle demandait seulement que Frédéric se joignît à elle pour combattre ses autres ennemis. Ce fut lord Hyndford qui, le 12 septembre, se chargea de transmettre ces nouvelles propositions. Tout d'abord le Roi de Prusse lui fit aussi mauvais accueil qu'à Robinson ; mais l'anglais, réduisant ses demandes, ne prétendit plus alors obtenir l'alliance de la Prusse ; il suffirait qu'elle se retirât de la lutte. Par son entremise des entrevues secrètes furent ménagées entre Frédéric et Neipperg, qui, au début d'octobre aboutirent sur ces bases à la conclusion d'un accord (1).

Malgré ce succès, le but que, depuis un an, Walpole avait mis tant de persistance à poursuivre, restait toujours hors de portée. Ce que l'Angleterre voulait, c'était susciter à la France sur le continent des adversaires qui absorbent ses forces et s'opposent à ses ambitions. La réconciliation des Cours de Vienne et de Berlin n'était que la condition préalable de cette œuvre nécessaire. Walpole parvenait trop tard à cette première étape, et dans de trop mauvaises conditions pour que sa réussite pût rétablir son crédit compromis. Dans un moment où Marie-Thérèse paraissait à la veille de succomber, où la prise de Prague allait manifester avec éclat le triomphe des armes françaises, que seul le vieux Cardinal avait la clairvoyance de prévoir éphémère, il ne suffisait pas d'obtenir que Frédéric déposât les armes en gardant sa conquête. La conven-

(1) Protocole de Klein Schnellendorf, 9 oct. 1741, dans de Broglie, *op. cit.*, t. II, p. 356. — Coxe, *H. of A.*, t. I, p. 250 à 268. — Harrington à Newcastle, 23 août, R. O., St. Pap. Dom., Reg., 101 ; et 30 août, *id.*, 102. — Harrington blâmait l'initiative prise par Robinson.

tion, qui laissait Marie-Thérèse sans secours, n'était qu'un bien médiocre succès aux yeux des Anglais, que la défection du Hanovre, survenue en même temps, rendait, « honteux et confus » (1), et les dernières années les avaient trop accoutumés à rendre Walpole responsable des humiliations qu'ils subissaient, pour ne pas lui faire encore grief de celle-ci (2).

Le duc de Newcastle se trouvait par contre en bien meilleure posture. Nul n'ignorait qu'il avait combattu de toutes ses forces la neutralité hanovrienne et qu'il avait, depuis le début de la crise, préconisé une intervention active en faveur de la Reine de Hongrie. Les vues qu'en ce moment même il soutenait étaient toujours pareilles. Il fallait à son avis former une coalition, groupant la Prusse, l'Autriche, l'Angleterre et les Provinces Unies pour la défense de la Cour de Vienne. Un corps de 12.000 anglo-hollandais protégerait les Pays-Bas, tandis qu'une armée composée d'Autrichiens, de Prussiens et de Hanovriens entrerait en campagne contre la France et ses alliés saxons et bavarois. Un tel projet semblait ne tenir aucun compte des derniers événements. Il paraissait admettre aussi que les Anglais étaient disposés à se lancer dans une politique continentale de grande envergure. Mais il avait pour lui le mécontentement du public, qui, sans calculs à longue portée, le portait à reprendre la politique traditionnelle de l'Angleterre. Il correspondait encore exactement aux opinions de Carteret, qui devait en être le véritable auteur, et qui, quelques mois plus tard, allait vouloir le réaliser. Par là il pou-

(1) Silhouette à Amelot, 19 oct., A. E., Corr. Angl., 412, f. 334.

(2) R. Walpole paraît avoir aussi pensé à préparer la séparation de l'Électorat et du Royaume. Il pouvait en effet profiter de l'antipathie que le Roi éprouvait à l'égard du Prince de Galles, pour le décider à laisser le Hanovre à son second fils, le Duc de Cumberland. L'idée avait déjà été discutée, dans des conditions analogues, sous Georges Ier, (Cf. Torrens, *op. cit.*, t. I, p. 534) et de nouveau en 1737. Onslow raconte qu'un peu avant sa chute R. Walpole le consulta à ce sujet. (*Walpoliana*, p. 15).

vait évidemment fournir un terrain d'attaque efficace contre Walpole. (1)

En cet automne Walpole enfin ne pouvait trouver aucun réconfort dans les nouvelles qui lui parvenaient des opérations maritimes.

Après l'échec de Carthagène, Wentworth et Vernon avaient fait contre Santiago de Cuba une nouvelle tentative, aussi malheureuse que la précédente. Vernon avait insisté pour débarquer les troupes à une grande distance de la ville, et, bien qu'il promît d'appuyer leur marche en croisant devant la côte, Wentworth s'était refusé à aventurer ses soldats dans ce pays difficile. On avait perdu de longues semaines en discussion, pendant lesquelles le climat accomplissait ses ravages ; et l'on avait dû repartir sans même avoir combattu (2). On reçut à Londres en octobre les premières nouvelles de cette triste équipée, alors que 3000 hommes de renfort concentrés à Cork étaient à la veille de partir. Newcastle insista néanmoins pour qu'ils ne soient point retenus. Comme il avait appris que la flotte de Toulon venait de reprendre la mer, il voulut se persuader qu'elle était en route pour l'Amérique, et en prit prétexte pour autoriser Vernon à conserver les onze vaisseaux qu'on lui avait prescrit de renvoyer en Europe. Il consentit seulement à lui écrire, pour lui recommander en termes pressants d'éviter désormais les querelles funestes qui le mettaient aux prises avec Wentworth (3).

Malgré sa répugnance Walpole n'avait pu empêcher

(1) « Considerations upon the Present State of Affairs », envoyées par Newcastle à Hardwicke, le 12 nov. ,dans Yorke, *op. cit.*, t. I, p. 274. — Newcastle était devenu beaucoup plus optimiste et avait maintenant l'espoir de « rétablir les affaires de l'Europe ».

(2) Laird Clowes, *op. cit.*, t. III, p. 76.

(3) Newcastle à Vernon, 26 oct., B. M., 32.698, ff. 138 et 157; 11 nov., *id.*, ff. 240 et 243. — Silhouette à Amelot, 7 déc., A. E Corr. Angl., 412, f. 390. — Les troupes partirent de Cork au milieu de novembre.

le duc de poursuivre ses projets. Pourtant les derniers événements survenus dans les mers d'Europe justifiaient ses inquiétudes. Après le retour de Norris, à la fin du mois d'août, la première intention des ministres avait été de le faire repartir à bref délai pour les côtes d'Espagne (1). Mais bientôt le bruit que la France préparait une attaque contre l'Irlande ou l'Écosse leur fit juger plus prudent d'ajourner son départ (2). Ce n'est qu'à la fin d'octobre que Norris put s'éloigner enfin, et, en cette mauvaise saison, il ne manqua pas d'essuyer une tempête, qui le contraignit à revenir avec trois de ses vaisseaux hors de service (3).

Pendant ce temps Haddock, livré à ses propres forces, ne pouvait suffire à sa tâche. L'Espagne se préparait alors à transporter des troupes en Italie pour établir Don Philippe à Parme. Elle ne pouvait pas cependant les aventurer en mer sans être assurée que la flotte de Toulon les prendrait sous sa protection. Fleury se fit longtemps prier pour y consentir, car il ne voulait pas admettre les prétentions que la Reine d'Espagne élevait en faveur de son fils. A la fin d'octobre il se décida tout de même à laisser l'escadre française partir à la rencontre des transports espagnols et à promettre que, s'ils étaient attaqués, elle les défendrait (4). Comme Haddock, justement inquiet, se portait en Méditerranée, la flotte de Cadix réussit alors à sortir, et, trompant sa surveillance, à rejoindre les transports, qui firent voile vers l'Italie. Lorsque Haddock put l'atteindre, il trouva

(1) Newcastle à Harrington, 15 sept., R. O., St. Pap. Dom. Reg., 102. — *Gentl. Mag.*, 1741, t. II, p. 448.

(2) Newcastle à Harrington, 29 sept., R. O., *id.*, 102.

(3) Sir Charles Wager à Norris, 7 nov., B. M., 32.698, f. 274. — *Gentl. Mag.*, *id.*, p. 551. — Silhouette à Amelot, 26 oct. et 20 nov., A. E., Corr. Angl., 412, ff. 343 et 373.

(4) Amelot à Vauréal, 18 et 29 oct., 7 nov., cités par Baudrillart, *op. cit.*, t. V, p. 69. — Thompson, chargé d'affaires à Newcastle, 20 sept., et à Couraud, 8 et 15 nov., R. O., France, 226, ff. 162, 254 et 256.

que les Français avaient opéré leur jonction avec les Espagnols, et il n'osa pas engager le combat contre leurs forces réunies (1).

La nouvelle de cet échec fut accueillie en Angleterre avec le plus violent dépit, et les opposants s'empressèrent d'en profiter. Ils allèrent jusqu'à prétendre que le gouvernement s'était entendu secrètement avec la France ; comme Newcastle protestait contre un tel soupçon, Carteret, le mettant hors de cause, riposta brutalement qu'un autre que lui avait commis une trahison (2).

C'est donc sur un terrain très difficile que Walpole allait se trouver obligé maintenant de rencontrer le nouveau Parlement. Et, pour une bataille qui s'annonçait si dure, ses forces n'allaient-elles pas le trahir ? En octobre il traversait une nouvelle crise d'abattement. La pierre, dont il souffrait depuis longtemps, ne lui permettait de continuer sa tâche qu'aux prix d'efforts dont, après sa mort, ses médecins devaient révéler l'héroïsme (3). Son fils Horace nous apprend qu'il fut alors extrêmement malade, même « en grand danger », et qu'après la crise il ne réussit plus à retrouver son entrain d'autrefois : « Lui, qui s'endormait dès qu'il avait la tête sur l'oreiller, car je l'ai souvent entendu ronfler avant qu'on eût tiré ses rideaux, maintenant ne dort jamais une heure sans se réveiller ; lui, qui, à dîner, toujours oubliait qu'il était ministre, le plus gai et le plus insouciant des convives, maintenant reste assis, sans parler et les yeux fixes, pendant une heure » (4).

(1) Le 6 décembre ; Laird Clowes, *op. cit.*, t. III, p. 67. — Richmond, *op. cit.*, t. I, pp. 169-70.

(2) Coxe, *R. W.*, t. I, p. 656. — Bussy à Amelot, 18 déc., A. E., Corr. Angl., 412, f. 416.

(3) La dernière maladie de Walpole donna lieu à une discussion médicale très vive, dont un volume nous a conservé les pièces : *Tracts relating to the last illness of the Earl of Orford*, 1745.

(4) H. Walpole à Mann, 19 et 30 oct., *Letters*, t. I, pp. 104 et 109. — *Walpoliana*, p. 15, note son abattement pendant cette dernière

V

La bataille parlementaire

Depuis les succès qu'ils avaient remportés aux élections du printemps les opposants n'étaient pas restés inactifs. Ils avaient à reformer l'alliance entre les tories et les whigs, et, parmi ces derniers, à conclure un accord entre les trois fractions qui suivaient les directives de Carteret, de Pulteney et d'Argyle; mais en réalité ces deux problèmes se ramenaient à un seul, car le désaccord entre les whigs portait principalement sur l'attitude qu'ils devaient adopter à l'égard des tories. Ni Pulteney, ni Carteret n'étaient disposés à leur faire une place dans le futur gouvernement. L'un poursuivait ses propres intrigues à l'intérieur du Cabinet (1); l'autre, plus désintéressé, attribuant son influence et son prestige à ce qu'il tenait en mains le véritable drapeau des whigs, ambitionnait de rétablir l'unité de son propre parti, après en avoir expulsé les Walpole. Le duc d'Argyle comprenait au contraire la nécessité de faire aux tories des concessions pour s'assurer leur concours. Les services importants qu'il avait rendus dans les dernières élec-

session. — Silhouette à Amelot, 19 oct., A. E., Corr. Angl., 412, f. 334 : Walpole est « si corpulent et pesant que les moindres maladies peuvent lui être funestes ». — Une lettre de Londres du 19 août (A. E., id., f. 250) parle de la mélancolie de R. Walpole « la plus insupportable à sa propre famille ». — On a vu qu'à ce moment Pelham croyait que sa fin, ou tout au moins sa retraite, serait prochaine.

(1) Il semble que la correspondance entre Carteret et Newcastle ait été interrompue pendant la bataille électorale, mais elle reprit certainement pendant l'été. Le duc en eut l'initiative, et Carteret lui répondit avec empressement : « I must confess that the honour of yours raised my spiritis (sic) after so long an intermission of such correspondance ». Carteret à Newcastle, 1er sept., B. M., 32.697, f. 440. — Bussy, (A. E., Corr. Angl., 412, f. 64), allait jusqu'à dire que milord Carteret était consulté par les ministres « d'ordre du Roi d'Angleterre ». Rien ne vient confirmer cette dernière assertion.

tions lui permettaient de prétendre exercer une influence considérable, et le travail auquel il se livra pendant l'été allait faire peu à peu de lui l'adversaire le plus dangereux du Premier Ministre.

Dès la fin de juin, le serviteur zélé d'Argyle, Bubb Dodington, se mettait à la tâche. Il ne fallait pas, pensait-il, après l'effort des élections, retomber dans l'apathie. « Ceux qui donnent à un mauvais ministre un répit lui donnent tout ». Combien ne devait-on pas se défier de l'action dissolvante du grand corrupteur ? Pour la combattre il fallait maintenir entre les opposants et les partisans de Walpole « une séparation aussi totale et complète que possible » ; ne pas les laisser nouer entre eux, en dehors de la politique, des relations mondaines ; mais s'efforcer au contraire de rassembler les adversaires de Walpole au moyen de réceptions fréquentes, joyeuses et simples, où l'on éviterait de marquer les différences de fortunes. Toutefois le plus urgent était « d'extirper les noms de Whig et de Tory ; ces deux simples mots ont plus de prix pour le ministre que toute son habileté tant vantée, et ont coûté plus cher à la nation que sa rapacité ; il y a en eux une fascination étonnante. Votre Grâce est souvent tombée d'accord avec moi, que, depuis que nous nous connaissons, nous n'avons jamais rencontré un groupe de gentlemen ayant plus d'honneur et de bonne volonté, plus d'amour pour leur pays et plus de zèle pour le servir que les principaux des tories ». Ils sont aujourd'hui hésitants comme des « chevaliers errants du passé », et c'est l'instant favorable pour les attirer à nous (1).

Avec l'autorisation d'Argyle, Dodington entreprit donc une tournée de visites, afin d'organiser entre les principaux opposants des réunions régulières, qui, commencées dès le printemps, pourraient se continuer à Bath pendant la saison des eaux. Mais il ne put at-

(1) Dodington au duc d'Argyle, 29 juin, Coxe, *R. W.*, t. III, p. 572.

teindre Carteret; et, d'autre part, Pulteney lui refusa son concours. « Il ne voyait pas l'utilité d'une réunion... il pensait que quinze jours avant la session serait assez tôt ; que, si des questions populaires et nationales étaient mises en avant, le peuple suivrait les opposants sans autre préparation ». S'échauffant peu à peu selon sa coutume, il déclarait qu'il était las d'être à la tête d'un parti ; qu'il aimerait mieux ramer dans les galères, et était absolument résolu de ne pas en assumer la direction (1).

Dodington était tout déconcerté par cet accueil. Il était bien convaincu que la méthode, ou plutôt l'absence de méthode de Pulteney, ne mènerait à aucun résultat ; mais personne d'autre que lui n'était en position de prendre la tête de la campagne. Seul qualifié pour parler aux noms des whigs, lui seul pouvait donner aux tories des gages. Aussi Dodington ne savait-il plus que faire. Le duc d'Argyle, à ces nouvelles, manifestait aussi un profond découragement : « Je suis persuadé, comme vous le dites, lui répondait-il, que la Providence a mis le pouvoir dans les mains de gens qui peuvent sauver leur pays s'il leur plaît, et qui pourtant, pour une raison ou une autre, ne veulent pas le faire ». Lui-même prendrait part encore aux débats de la prochaine session ; mais ensuite il se retirerait de la bataille (2).

De son côté Chesterfield, qui, nous l'avons vu, partageait maintenant tout à fait les vues d'Argyle, écrivait à Dodington (3) : « L'opposition peut à peine être appelée une minorité, et, bien unie et bien conduite, elle pourrait avant peu devenir une majorité. Mais... elle ne sera ni unie, ni bien conduite ; ceux qui devraient la diriger prendront à tâche de la briser et de la diviser, et ils y réussiront ; je veux dire

(1) Dodington à Argyle, 14 juillet, Coxe, *R. W.*, t. III, p. 576.
(2) Argyle à Dodington, 26 août, Coxe, *R. W.*, t. III, p. 578.
(3) Chesterfield à Dodington, Coxe, *R. W.*, t. III, p. 579. Sur la date de cette lettre voir *infra* p. 419.

Carteret et Pulteney ». C'est d'ailleurs ce dernier qu'il rendait surtout responsable de la faiblesse de l'opposition. « Les whigs stupidement zélés, écrivait-il, le considèrent comme le seul défenseur du whiggisme et nous regardent comme tombant tête baissée dans les bras de Bolingbroke et des tories. Les whigs intéressés comme Sandys, Rushout et Gibbon, avec beaucoup d'autres, sont aussi impatients qu'il le peut être d'entrer à la Cour, et, persuadés qu'il a entr'ouvert la porte, ils lui resteront fermement attachés pour se frayer un passage à sa suite » (1).

Cependant Chesterfield ne restait point inactif. Tandis que Dodington travaillait en Angleterre, il avait entrepris cet été un long voyage sur le continent. Il prétendait n'avoir pas d'autre dessein que d'améliorer sa santé, en allant prendre les eaux de Spa, puis en faisant un tour dans le midi de la France (2) ; et il s'était tranquillement mis en route à la veille des élections. Mais, malgré ses dénégations, auxquelles il est curieux que ses biographes aient ajouté foi (3), il paraît impossible d'admettre que son voyage ne fût motivé par aucune arrière-pensée politique.

Chesterfield ne disposait pas d'une forte influence électorale ; et, à ce point de vue, son absence ne tirait pas à conséquence. Comment supposer cependant qu'il eût choisi ce moment pour se retirer du combat, si ce n'est parce qu'il pensait pouvoir rendre sur le continent plus de services qu'en Angleterre ?

(1) Chesterfield enfin ne fondait aucun espoir sur la Chambre des Lords : « As to our most flagitious House, disait-il à ce propos, I believe you agree there is nothing to be done in it ; and for such a minority to struggle with such a majority, would be much like the late King of Sweden's attacking the Ottoman army at Bender, at the head of his cook and his butler ». (Chesterfield *Letters*, t. II, p. 765).

(2) Chesterfield à Marchmont, 5 mai, *Letters*, t. II, p. 759.

(3) Ernst, *op. cit.*, p. 145. — Maty, *Memoirs of Chesterfield's life*, p. 160. — Craig, *Life of Chesterfield*, p. 179. — Il est certain néanmoins que la santé de Chesterfield était réellement menacée. Cf. Mahon, *History of England*, t. III, p. 96.

La révolte des tories dans les derniers débats rendait indispensable un effort pour les regagner. Chesterfield, croyons-nous, s'était proposé dans ce but de persuader au Prétendant qu'il devait employer son influence à combattre Walpole entreprise d'autant plus utile que c'était le groupe des Jacobites qui avait donné le signal de la défection (1). Pour y travailler, il était mieux préparé qu'aucun autre, étant uni au duc d'Ormond, le principal conseiller des Stuarts, par des liens de parenté (2). Mais, bien entendu, il ne pouvait à aucun prix avouer une démarche aussi compromettante. Walpole cependant ne s'y laissa pas tromper. Dès le 12 avril, le *Daily Gazetteer*, le principal journal à sa solde, annonçait qu'une « certaine personne bien connue », engagée « dans des expériences de réconciliation », était allée chercher dans le sud de la France « le secret du bonheur » (3). Walpole devait plus tard affirmer à son fils que le but du voyage de Chesterfield était d'obtenir, par l'intermédiaire du duc d'Ormond, des ordres du Prétendant aux députés jacobites, leur prescrivant de voter au Parlement une motion semblable à celle qu'ils avaient repoussée au début de l'année (4).

Chesterfield commença par séjourner à Aix-la-Chapelle et à Spa, s'arrêtant au passage à Bruxelles pour y rencontrer Voltaire ; à la fin d'août, il passait à Versailles, où Van Hoey le présentait au Roi et au

(1) Cf. *Supra* p. 363. — Sur les rapports du Prétendant et de Walpole, voir l'appendice II,

(2) Ernst, *op. cit.*, p. 145.

(3) *Daily Gazetteer* du 12 avril. Son intention aurait été : « to mediate with the Almighty to take the Devil in his favour again », (Est-ce une allusion à Bolingbroke?). — Le *Common Sense* protestait aussitôt contre ces insinuations, (15 avril).

(4) Horace, à son retour d'Italie, ayant rencontré Chesterfield à Paris, avait interrogé son père sur sa présence ; Cf. H. Walpole à Mann, *Letters*, 21 déc., t. I., p. 138, note 13, et 16 juillet 1745, t. II, p. 112,. Horace exprime la même opinion dans *Memoirs of Geo. II*, t. I, p. 45, et dans ses *Notes* sur Maty, p. 24. Cf. Ernst, *op. cit.*, p. 146.

Cardinal (1). Il en profitait pour s'arrêter trois jours à d'Argeville, près de Fontainebleau, dans la demeure de Bolingbroke, et on a peine à croire, comme il le prétend, que le vieil homme d'état, tout occupé de métaphysique, ne lui parla point de politique (2). La haine de Bolingbroke contre Walpole était trop vive pour qu'il se soit désintéressé de la lutte au moment où la victoire était en vue ; d'autant plus que le but que Chesterfield poursuivait aujourd'hui, l'union des whigs et des tories, était celui-là même que l'auteur de la *Dissertation sur les Partis* s'était jadis proposé d'atteindre (3).

Quoiqu'il en soit, après sa visite à Bolingbroke, Chesterfield s'était mis en route pour le midi. Mais il ne se rendit pas seulement à Montpellier, comme il le dit, car lady Wortley Montagu nous le montre séjournant à Avignon, dans la maison même du duc d'Ormond, son parent (4) ; et sa visite ne fut sans doute pas inutile, puisque, avant l'ouverture du Parlement, le Prétendant écrivit « au moins

(1) Il venait de Spa (Thompson à Couraud, 26 août, R. O., France, 226, f. 105), et se rendait à Montpellier (Luynes, *Mémoires*, 25 août, t. III, p. 464).

(2) Chesterfield à Lyttelton, de Lyon le 11 sept., — Bolingbroke dans une lettre à Lyttelton (4 nov., Phillimore, *op. cit.*, p. 194), dit le contraire.

(3) Le lettre de Chesterfield à Dodington datée de Spa le 8 sept. (d'après l'édition Bradshaw, t. II, p. 762 et d'après Coxe, *R. W.*, t. III, p. 579) est en réalité du 8 août. En septembre Chesterfield revenait du midi de la France. Nous le trouvons à Lyon le 11 (lettre à Lyttelton, 11 sept. éd., Mahon, t. V, p. 443). Le 8 août il était au contraire, comme sa lettre à Dodington l'indique, sur le point de quitter Spa pour se rendre en France. Sa dernière lettre de Spa est écrite le 6 août, (Lettre à son fils, éd. Bradshaw, t. I, p. 18) et, à la fin d'août, on a vu qu'il séjournait à Paris.

(4) *Letters and Works of lady Mary Wortley Montagu*, éd. 1893, t. II, p. 117. Ecrivant d'Avignon le 19 juillet 1742, elle dit : « All the English wilhout distinction see the Duke of Ormond. Lord Chesterfield (who you Know is related to him) lay at his house during his stay in this town, and to say truth, nothing can be more insignificant ». Il est pourtant difficile de croire à l'insignifiance de sa visite. Celle-ci d'ailleurs se place en 1741, car l'année suivante Chesterfield n'a pas quitté l'Angleterre.

une centaine de lettres » à ses partisans, pour leur recommander de travailler « à la ruine de Walpole » (1). Au milieu de septembre Chesterfield se remit en route, s'arrêtant à Lyon, et à Paris où le jeune Horace le rencontra, puis il revint en Angleterre.

La première lettre de lui que nous ayions conservée après son retour, dénote un optimisme inattendu : « La minorité, écrit-il le 23 novembre au comte de Marchmont, est considérable et décidée, et, si nous pouvons tromper les desseins d'un petit nombre qui veulent la diviser et l'affaiblir, on pourra, je crois, faire quelque bien » (2).

Quels étaient les symptômes découverts à son retour, qui pouvaient ainsi l'encourager ? Rien n'indique que Pulteney ait alors modifié son attitude. Par contre, il est possible qu'un rapprochement se soit produit entre Carteret et le duc d'Argyle. Celui-ci paraît bien en tous cas être alors entré en relations avec les membres du Cabinet qui avaient lié partie avec Carteret (3).

Mais le zèle des opposants, qui réjouissait Chesterfield, était moins l'effet d'une décision nouvelle prise par leurs leaders, que le résultat de l'ensemble des événements dont nous avons tracé le tableau. Les échecs multiples enregistrés par le ministère de tous côtés, la maladie de son chef dont la retraite paraissait imminente, devaient inspirer à la masse de ses adversaires une ardeur nouvelle.

Le Roi, ayant finalement consenti à quitter son électorat au milieu d'octobre, était rentré le 31 dans sa

(1) Coxe, *R. W.*, t. I, p. 637, d'après Rev. Etough à H. Walpole. Il ajoute : « this, your great brother positively assured me to his certain Knowledge. »

(2) Chesterfield à Marchmont, 23 nov. *Letters*, t. III, p. 766.

(3) « Rev. Etough from Sir Robert Walpole », note de Coxe, *R. W.*, t. I, p. 685. — Wilmington à Dodington, 27 mai, Coxe, *R. W.*, t. III, p. 565. Il est curieux de trouver Wilmington se réjouissant des échecs électoraux subis par le ministère.

capitale. Mais le Parlement ne s'assembla qu'exceptionnellement tard, au milieu de décembre.

Le Discours du Trône qui ouvrit alors ses travaux, s'exprimait en termes inspirés d'une extrême prudence. Le Roi se contentait de rappeler que c'était sur les avis répétés du Parlement qu'il avait entrepris la guerre et porté son principal effort en Amérique. Quant aux affaires du continent, l'attitude de Frédéric II ne lui permettait pas de prendre avantage de la Convention de Klein Schnellendorf, et le Roi devait reconnaître que ses tentatives pour réconcilier les belligérants n'avaient pas encore abouti, bien qu'il gardât l'espoir d'y réussir (1).

L'adresse fut discutée d'abord aux Lords, le 15 décembre. Carteret dénonça la neutralité hanovrienne, obligeant lord Harrington à déclarer qu'elle ne liait pas l'Angleterre ; et, comme on venait d'apprendre la sortie de la flotte de Cadix, il en profita pour rendre Walpole responsable de la négligence commise par Haddock, en l'accusant ouvertement de trahison. C'est pourtant Chesterfield qui fit le plus d'impresssion sur l'assemblée. Son discours, qu'Horace Walpole qualifie de « très beau », mais qui nous est connu seulement dans le texte écrit par Johnson, rassemblait, en une « philippique » brillante, toutes les critiques contre le ministère, déchirant tous les voiles pour mettre au jour la « vérité simple », la « vérité anglaise »... L'adresse du gouvernement passa néanmoins à une majorité de 45 voix (2).

Aux Communes, Onslow, sur la proposition de Pelham, avait été réélu speaker sans opposition, et l'adresse vint en discussion quatre jours plus tard. Walpole voulut d'abord aborder la nouvelle Chambre

(1) Coxe, *R. W.*, t. I, pp. 688-89.

(2) Maty, *op. cit.*, p. 106. — *Parl. Hist.*, t. XII, p. 288. — H. Walpole à Mann, 21 déc. 1741, *Letters*, t. I, p. 137 (il donne le chiffre de 41 voix). — Bussy à Amelot, 18 déc., A. E., Corr. Angl., 412, f. 413.

avec beaucoup de réserve ; comme les opposants critiquaient le passage de l'adresse qui remerciait le Roi pour le soin avec lequel il avait conduit la guerre contre l'Espagne, il s'empressa de consentir à son omission. Par là il s'attira une vive réplique de Pulteney, l'accusant de vouloir échapper à l'enquête sévère qui le menaçait (1).

Alors Walpole, piqué au vif, se défendit « avec autant de santé, d'ardeur, de force et d'autorité que jamais »; et il est significatif que, par delà Pulteney, c'est au discours de Chesterfield qu'il entreprit de répondre. Reprenant les termes dont le noble lord s'était servi, il déclara qu'il était temps de dire « la vérité, la vérité simple, la vérité anglaise ». Était-ce lui qui avait provoqué la guerre en Allemagne, ou conseillé celle contre l'Espagne ? Était-il responsable de la mort du Roi de Prusse ou de celle de l'Empereur ? Était-il l'un des conseillers de Frédéric ou Premier Ministre du Roi de Pologne ? Était-il, en un mot, « Premier Ministre de l'Europe » ? Il dénonça la campagne d'excitation des « prétendus patriotes », et le voyage de Chesterfield, qu'il accusa d'intrigues avec le Prétendant. Loin de vouloir se dérober à une enquête, il sommait au contraire Pulteney d'en fixer dès aujourd'hui le jour. Son adversaire intimidé n'osa proposer qu'une date éloignée, le 1er février, qui fut aussitôt adoptée. Lyttelton entreprit de défendre son ami Chesterfield, mais finalement Pulteney, malgré les protestations des Jacobites irrités par le langage de Walpole, jugea plus prudent d'éviter un vote, et l'adresse fut adoptée sans division (2).

(1) *Parl. Hist.*, t. XII, p. 303.

(2) *Parl. Hist.*, t. XII, p. 317. Ce texte ne paraît pas donner la véritable impression produite par Walpole. — Coxe, *R. W.*, t. I, p. 690. — H. Walpole à Mann, 21 déc., *Letters*, t. I, pp. 137-8. — John Orlebar au Rev. Etough, 21 déc. dans Coxe, *R. W.*, t. III, p. 581.

La première tâche de la nouvelle Chambre devait être de se prononcer sur l'élection des députés contre lesquelles des pétitions lui étaient soumises. C'est à l'assemblée toute entière, siégeant en comité, qu'il appartenait alors de les examiner, et l'ordre du jour appelait en premier lieu la désignation du Président de ce comité. Chesterfield avait recommandé, dès septembre, d'engager sur ce point la bataille. Walpole avait en effet décidé de présenter à nouveau la candidature de G. Earle, qui avait déjà rempli ces fonctions dans les deux derniers Parlements ; choix malheureux, car Earle, en sa qualité de lord de la Trésorerie, était soupçonné d'avoir aidé le ministre dans ses manœuvres corruptrices, et, de plus, sa verve caustique lui avait fait beaucoup d'ennemis. Les opposants avaient eu soin au contraire de porter leur choix sur le docteur Lee dont tout le monde appréciait le caractère et l'honorabilité. Leur candidat fut élu par une majorité de quatre voix, et l'opposition accueillit ce vote par des cris et des hourras délirants (1).

Les premières élections sur lesquelles la Chambre eut à se prononcer, furent celles de plusieurs bourgs de Cornouailles. Walpole l'emporta à de très faibles majorités (2). Mais, à l'ouverture du comité, Pulteney s'était présenté tenant un immense rouleau de parchemin qu'il disait pouvoir à peine soulever, et qui était la pétition contre l'élection de Westminster (3). C'était sur ce point que les opposants se proposaient de pousser à fond leur attaque, car il n'était pas facile pour Walpole de justifier l'élection irrégu-

(1) Par 242 voix contre 238. — H. Walpole à Mann, 28 déc. 1741, *Letters*, t. I, p. 141. — Bussy à Amelot, 25 déc., A. E., Corr. Angl., 412, f. 444. — Orlebar à Etough, 28 déc., Coxe, *R. W.*, t. III, p. 583.

(2) Coxe, *R. W.*, t. I, p. 691. — H. Walpole à Mann, 21 et 28 déc., *Letters*, t. I, pp. 139 et 144. — Orlebar à Etough, 21 déc., Coxe, *R. W.*, t. III, p. 582.

(3) H. Walpole à Mann, 21 déc., *Letters*, t. I, p. 139.

lière de sir Charles Wager et de lord Sundon. Aussi la question fut-elle passionnément débattue dans la nuit du 2 janvier jusqu'à quatre heures du matin (1).

L'excitation des deux côtés était à son comble, et tout moyen semblait permis pour gagner une voix. Les opposants n'hésitèrent pas à menacer un jeune pair irlandais, que Walpole avait fait élire, de susciter une pétition contre sa propre élection, s'il ne votait pas avec eux, et, bien que son concurrent n'eût obtenu qu'une seule voix, lord Donnesaile fut si intimidé qu'il abandonna le ministère (2). En revanche, un des partisans de Walpole se précipita sur l'un de ses compatriotes qui allait voter du côté des opposants, et, pour l'arrêter, il ne trouva rien de mieux que de lui annoncer la mort de son fils. Mais le « vieil homme, qui ressemblait à Lazare, reçut le choc avec beaucoup de fermeté et dit qu'il savait pourquoi on lui annonçait cette nouvelle, mais que lorsqu'il croyait sa patrie en danger il ne s'en irait pas (3). » Finalement, Walpole se trouva encore battu de quatre voix (4).

Les vacances de la Noël procurèrent alors à Walpole un répit de trois semaines (5). Il en avait grand besoin. Les derniers combats avaient usé ses forces, et sa fatigue évidente faisait espérer aux opposants qu'ils l'emporteraient sur lui simplement en venant à bout de sa résistance physique. Pulteney avait été jusqu'à proposer que la Chambre siégeât aussi le samedi après-midi, dans le but évident de priver

(1) Bussy à Amelot, 4 et 8 janv. 1742, A. E., Corr. Angl., 414, ff. 55 et 61. La séance eut lieu le 22 décembre, ancien styie.

(2) H. Walpole à Mann, 4 janv., *Letters*, t. I, p. 147.

(3) H. Walpole à Mann, 2 fév. *Letters*, t. I, p. 167.

(4) *Commons Journal*, t. XXIV, p. 37. — *Parl. Hist.*, t. XII, p. 326. Ce texte ne donne pas le détail des discours.

(5) Le Parlement fut ajourné du 4 au 29 janvier, N. S.

Walpole de moments de repos et de grand air, dont il n'avait jamais pu se passer (1).

La nouvelle élection à laquelle devait procéder la Cité de Westminster eut lieu pendant cet intervalle ; cette fois-ci Walpole refusa le combat ; il n'aurait eu aucune chance de succès, et les opposants, remarquait Chesterfield, « auraient pu faire élire deux soliveaux ». Mr. Edwin, et le jeune lord Percival, qui remplaçait Vernon, le furent triomphalement, au milieu d'exhubérantes démonstrations de joie (2).

Cependant Walpole ne s'avouait pas encore vaincu. Il savait quelles divergences profondes séparaient ses adversaires, unis seulement pour le renverser, et il gardait encore l'espoir de les diviser. Comme les tories, dont la défection lui avait permis de l'emporter l'année précédente, le combattaient maintenant avec ardeur, c'est d'un autre côté qu'il décida de porter son effort. Parmi les groupes d'opposants, celui qu'il jugea le plus susceptible d'être gagné fut celui des jeunes patriotes, qui obéissaient aux ordres du Prince de Galles. C'était pourtant de leurs rangs qu'étaient partis jusqu'alors les plus violentes attaques contre lui. Mais Walpole avait peine à admettre que leur conduite fût simplement dictée par leur passion, alors que leur véritable intérêt n'était pas, à son avis, de rester unis au reste de l'opposition. La brouille entre le Roi et son fils leur ôtait en effet tout espoir de se faire admettre dans le nouveau ministère. Quel motif auraient-ils de préférer au Cabinet actuel un gouvernement conduit par Pulteney, Argyle ou Carteret ?

(1) Orlebar à Etough, 6 janv., Coxe, *R. W.*, t. III, p. 584. — H. Walpole à Mann, 9 janv., *Letters*, t. I, p. 144.

(2) H. Walpole dit à ce propos à Mann (18 janv., *Letters*, t. I, p. 157) : « The Westminster élection passed in favour of lord Perceive-all and Mr. Perceive-nothing as my uncle calls them ». Lord Percival était le fils aîné du Cte d'Egmont, dont nous avons souvent utilisé le « Journal ».

Walpole s'appliqua donc à vaincre les répugnances du Roi, à le persuader de faire le premier pas pour se réconcilier avec son fils. A la veille de la rentrée du Parlement, lord Cholmondeley réussit à convaincre l'évêque d'Oxford (1) de se charger de cette démarche délicate. Le 16 janvier, l'évêque obtenait une audience du Prince et lui présentait des propositions de paix. Si le Prince acceptait d'écrire à son père une lettre « de nature à satisfaire l'honneur du Roi », sa pension serait augmentée de 50.000 livres, comme il le demandait depuis si longtemps. Mais le Prince écarta cette offre sans hésitation. Feignant de croire qu'elle ne venait pas de son père, mais que le noble lord agissait de sa propre initiative, il y répondit brusquement qu'il ne voulait écouter aucune proposition de ce genre, tant que le ministre par lequel il avait été « gravement injurié » resterait au pouvoir (2).

Cet échec humiliant rendait la position de Walpole encore plus difficile; tandis que le Parlement reprenait ses séances, autour de lui, ses collègues, le jugeant perdu, l'abandonnaient.

Lord Hervey, qui lui devait sa place, trouvant maintenant son amitié compromettante, travaillait à s'en dégager; et le jeune Horace, qui détestait Hervey d'autant plus qu'il lui ressemblait quelque peu, observait ironiquement son jeu compliqué. Après la première défaite, il s'était tenu à l'écart pendant une semaine ; puis, apprenant un vote favo-

(1) Secker, évêque d'Oxford, avait déjà tenté en 1737 de réconcilier le Prince avec son Père. Il avait d'ailleurs baptisé ses fils.

(2) Coxe (*R. W.*, t. I, p. 693) utilise un récit rédigé de la main de Walpole. — Edward Walpole au duc de Devonshire, 20 fév. 1742, Coxe, *R. W.*, t. III, p. 585. — Une lettre de Londres du 19 août 1741 (A. E., Corr. Angl., 412, f. 250) semble indiquer que, dès cette époque, Walpole avait fait une tentative analogue. Par contre Richard Glover, *Memoirs of a celebrated Literary and Political Character* (éd. 1813, p. 3) nous dit que Pitt et Lyttelton auraient antérieurement pris l'initiative de faire des avances à Walpole. Von Ruville, (*op. cit*, t. I, p. 185) n'y croit pas, et les affirmations de Glover sont en effet souvent erronées.

rable, il écrivit à sir Robert combien il désirait le voir, non pour parler d'affaires, disait-il, mais « parce qu'il avait l'ennui de sir Robert Walpole ». — « Il ne sera pas en bonne santé, prédisait Horace, jusqu'à ce que la majorité soit assurée dans un sens ou dans l'autre ; mais il vit avec lord Chesterfield et Mr. Pulteney, un triumvirat qui se déteste mutuellement » (1).

Quant à Newcastle, il était indigné que Walpole s'accrochât au pouvoir. Combien tout serait aisé s'il consentait à s'effacer ? « Tout aurait pu se passer facilement, tranquillement et sûrement sans l'obstination d'un seul homme, décidé à ruiner l'État, s'il ne pouvait le conduire » (2).

Ici pourtant l'impatience égoïste de Newcastle ne tenait pas compte de la situation réelle de Walpole. Pour celui-ci, la retraite n'était pas chose aussi facile et sûre que le duc l'imaginait. La menace de « l'*impeachment* » planait sur lui ; ses adversaires n'en faisaient pas mystère, et il ne pouvait s'en aller avant d'avoir obtenu pour sa propre sécurité d'indispensables garanties.

Sans doute son caractère combatif lui rendait particulièrement pénible d'avouer sa défaite, et peut-être son optimisme naturel l'empêchait encore de désespérer du succès. Ses deux fils s'accordent pour nous dire qu'il comptait même alors rallier une forte majorité (3). Mais, si même il ne parvenait pas à se maintenir au pouvoir, mieux valait une fois encore faire front contre ses assaillants et obtenir sur eux un dernier avantage, qui faciliterait ensuite son départ.

(1) H. Walpole à Mann, 18 janv. 1742, *Letters*, t. I, p. 158,.

(2) Newcastle à Hardwicke, 21 janv. 1742, B. M., 32.699, f. 14.

(3) D'après une lettre d'Edward Walpole au duc de Devonshire (31 janv., Coxe, *R. W.*, t. III, p. 585), il escomptait une majorité de 15 à 16 voix. — H. Walpole, écrivant à Mann (18 janv. *Letters*, t. I, p. 156), parle même de 26 voix, mais ajoute que son père se fait des illusions.

Les événements allaient justifier son calcul. Lorsque le 29 janvier le Parlement reprit ses séances, sur la première élection contestée qui vint en discussion, Walpole, prudemment, renonça à demander un vote. Le 31, sir John Rushout présenta un bill établissant un comité parlementaire chargé d'examiner les comptes publics. Walpole encore le laissa passer, comptant qu'il serait arrêté par les Lords (1). Le même jour, une pétition signée par trois cents marchands fut présentée à la Chambre. Elle avait été rédigée par Richard Glover, auquel le succès de sa ballade, « L'ombre de l'amiral Hozier », valait cet honneur. Les marchands se plaignaient que leurs vaisseaux, mal convoyés, fussent insuffisamment protégés contre les pirates espagnols ; les négociations entreprises avec l'Espagne pour un échange de prisonniers traînaient sans aboutir (2), et l'enrôlement des matelots par la presse continuait à entraver le commerce par d'insupportables vexations. La Chambre décida d'examiner leurs griefs le mercredi suivant, et le bruit courut que l'opposition réclamerait la révocation de tous les membres de l'Amirauté, ne faisant d'exception qu'en faveur de sir Charles Wager, dont on respectait l'âge et la probité (3).

Il semblait donc que la bataille allait se livrer sur ce terrain, et Pulteney paraissait avoir renoncé à engager l'attaque directe contre le Premier Ministre, dont il avait lui-même, au moment de la discussion de l'adresse, fixé la date au 1er février.

Ce jour-là le gouvernement ne prévoyait donc aucun débat dangereux. Il venait d'apprendre que, dans l'élection partielle qui avait eu lieu pour le

(1) Coxe, *R. W.*, t. I, p. 693. — Bussy à Amelot, 1er fév., A. E., Corr. Angl., 414, f. 94.

(2) Thompson négociait à ce sujet depuis plus d'un an avec Campo Florido. Cf. Thompson à Newcastle, 15 janv. 1741, R. O., France, 225, f. 16, et 22 déc., *id.*, 226, f. 278.

(3) Bussy à Amelot, 5 fév., A. E., Corr. Angl., 414, f. 108.

comté d'York, son candidat, patronné par le duc de Newcastle, avait brillamment triomphé, et cette bonne nouvelle augmentait son assurance (1).

Mais l'absence de plusieurs députés de la majorité, qui précisément s'étaient rendus dans le comté d'York, celle aussi des trois fils de lord Beauclerc qui assistaient aux funérailles de leur mère, décida Pulteney à tenter un coup de surprise (2).

La Chambre discutait une motion réclamant communication de la correspondance échangée avec le Roi de Prusse. Walpole, qui l'avait déjà fait écarter une première fois avant Noël, s'y opposa encore, et la fit rejeter de nouveau. Tout à coup Pulteney proposa de nommer un comité spécial, de vingt et un membres, qui prendrait connaissance de ces papiers. Sa motion, d'apparence modeste, cachait en réalité une manœuvre très dangereuse. Le comité qu'il envisageait, ne ressemblait point à celui dont on avait, la veille, décidé la formation, comité parlementaire qui ne pouvait être établi qu'en accord avec la Chambre des Lords. Ce serait un comité particulier aux Communes, nommé par elles seules, mais susceptible néanmoins de devenir un comité secret et de recevoir d'elles de pleins pouvoirs d'enquête (3).

Cependant Pulteney n'avait garde de renouveler la faute commise lors du débat sur la « Motion », l'année précédente ; il protestait au contraire que sa proposition n'était dirigée contre aucune personne déterminée. Il désirait seulement mettre le Parle-

(1) Ch. Turner y était élu par une majorité de 956 voix, en remplacement de lord Morpeth décédé au lendemain des élections générales (H. Walpole à Mann, 2 fév., *Letters*, t. I, p. 168. — Newcastle à la duchesse de Newcastle, 3 fév., cité par Torrens, *op. cit.*, t. I, p. 537. — Sur l'activité de Newcastle à ce propos, voir B. M., 32.697, f. 522, 20 sept., 1741 ; et 19 nov., 32.698, f. 225.

(2) H. Walpole à Mann, lettre citée, t. I, p. 163.

(3) Bussy à Amelot, 5 fév., A. E. Corr. Angl., 414, f. 102. — H. Walpole à Mann, 2 fév., *Letters*, t. I, p. 163.

ment en mesure de donner au Roi des conseils éclairés. Les amis de Walpole s'efforcèrent de dénoncer son véritable dessein. Pelham y travailla avec succès et, nous dit Horace, « avec beaucoup de décence il découpa Pulteney en mille morceaux », tandis que sir W. Yonge prononçait une harangue que Walpole jugeait la meilleure du débat. Du côté des opposants Dodington se faisait remarquer par la violence avec laquelle il déclarait déshonorant tout le gouvernement de Walpole (1). Enfin, à dix heures du soir, le jeune lord Percival, qui faisait ses débuts, commit la maladresse d'avouer tout crûment qu'il voterait pour ce comité, parce qu'il le regardait comme un comité d'accusation (2). Aussitôt Walpole se dressa pour lui répondre. « Jamais, nous dit son fils, l'innocence ne fut plus triomphante ». Il dénonça la malice de ses ennemis, qui, après vingt années d'efforts inutiles, en étaient réduits « à cette ruse infâme ». Il les mit au défi de l'attaquer « en plein jour ». Il déversa son ironie sur l'esprit de mortification de Dodington qui lui avait permis de partager pendant seize ans le déshonneur qu'il découvrait aujourd'hui. Il loua Pulteney de sa modération tout en remarquant qu'à la fin de son discours il s'en était départi, et « disséquant son cœur, il le mit tout ouvert sous les yeux de la Chambre ». Son éloquence força même l'admiration de ses adversaires et arracha à Pulteney cet aveu : « Personne ne peut faire ce que vous faites ». Cependant Pulteney lui-même se fit applaudir dans une dernière réplique où, s'étonnant que ses adversaires aient vu dans son comité un « spectre », un « nuage » menaçant, il compara

(1) *Parl. Hist.*, t. XII, p. 332 et suiv. — Winnington et H. Fox se distinguèrent également.

(2) *Parl. Hist.*, t. XII, p. 376. Ce texte ne contient pas le discours de Walpole. — Bussy à Amelot, 5 fév., A. E., Corr. Angl., 414, f. 104, et H. Walpole à Mann, 2 fév., *Letters*, t. I, p. 164.

leurs visions à celles d'Hamlet (1). On passa alors au vote, qui donna lieu à des scènes extraordinaires. Il y avait 503 députés présents (2), la plus grande affluence qu'on eût jamais connue. On avait amené à Westminster, nous dit Horace, « les malades et les morts ». Sir William Gordon parut affublé « d'un bonnet de nuit des plus immenses », qui lui donnait l'air d'une femme déguisée. « Il se fit fortifier de forces linges et flanelles et couvrit le tout d'une des plus monstrueuses perruques noires qui ait jamais couvert tête d'homme, de sorte que son visage, de calcul réglé, ne faisait pas la dix-huitième partie de sa tête ». Le Prince de Galles, qui regardait cet étrange spectacle, dit au général Churchill : « Je vois que vous amenez les boiteux les infirmes et les aveugles »... Oui, répondit le général, les boiteux de notre côté et les aveugles du vôtre ». Quelques partisans du ministère, qui attendaient le vote dans une chambre voisine, au moment décisif ne purent en sortir, parce que la serrure avait été remplie de poussières (3).

Cependant Walpole réussit encore à l'emporter, mais par la majorité de trois voix seulement. Toute la soirée le bruit courut qu'il allait être emmené à la Tour, et le public avait déjà loué des fenêtres pour l'y voir conduire (4). Ce vote le sauvait donc d'un péril immédiat, mais il indiquait pourtant que le moment était venu pour lui de se retirer.

Ce qui devait achever de l'en convaincre était l'attitude de la Chambre des Lords. Walpole jusqu'alors se croyait assuré qu'elle écarterait toute

(1) H. Walpole à Mann, 2 fév., *Letters*, t. I, pp. 164-6. — Sir R. Wilmot au duc de Devonshire, 3 fév., Coxe, *R. W.*, t. III, p. 588.

(2) La Chambre comptait alors 568 députés.

(3) Bussy à Amelot, 5 fév., A. E., Corr. Angl., 414, f. 105. — H. Walpole à Mann, 2 fév., *Letters*, t. I, p. 168. — Sir R. Wilmot au duc de Devonshire, 6 fév., Coxe, *R. W.*, t. III, p. 590. — H. Walpole à Trevor, 2 fév., *Buck. mss*, p. 81.

(4) H. Walpole à Mann, lettre citée, p. 167.

demande d'accusation qui lui serait soumise, mais il observait avec inquiétude la diminution de sa majorité, qui, depuis décembre, s'était progressivement réduite de 45 à 12. Le 8 février, un débat significatif allait encore s'y produire ; Argyle et Chesterfield, alléguant le mauvais état de défense dans lequel se trouvait l'île de Minorque, demandaient que les nombreux officiers de cette garnison qui avaient obtenu des congés et se trouvaient à Londres, aient à rejoindre leur poste sans retard. Leur but véritable était de priver Walpole des votes de ceux de ces officiers qui étaient membres du Parlement. Hardwicke prit encore la défense du Cabinet, mais Newcastle, à bout de patience, se permit d'approuver l'attitude des opposants, et la motion ne fut rejetée qu'à une majorité de 12 voix (1).

Le même jour, les Communes commencèrent à discuter l'élection de Chippenham, dont le ministère contestait les deux sièges aux opposants, et, dans un premier vote, l'abstention de quelques députés ministériels permit à l'opposition de l'emporter d'une voix. Alors, tous les amis de Walpole, même son frère et ses fils, le pressèrent d'abandonner la lutte. Dans la nuit du 11 février il s'y résigna (2). « Ceux que je devrais appeler mes propres amis, écrivait-il au duc de Devonshire, furent saisis d'une panique si forte que tous déclarèrent ma retraite absolument nécessaire » (3).

Le 13, l'élection de Chippenham venait encore en discussion. Cette fois le gouvernement fut battu de 16 voix, mais, avant de le savoir, la décision de Walpole était prise. Tandis que le vote avait

(1) *Parl. Hist.*, t. XII, p. 374. — H. Walpole à Mann, 2 fév., t. I, p. 168. — Bussy à Amelot, 8 et 12 fév., A. E., Corr. Angl., 414, ff. 120 et 128.

(2) H. Walpole à Mann, 15 fév., *Letters*, t. I, p. 171 ; « He was undetermined till Sunday night ». — Bussy, 12 fév., *loc. cit.*

(3) 13 fév., dans Coxe, *R.*, *W.*, t. III, p. 592.

lieu, il fit asseoir à ses côtés Baynton Rolt, l'un des deux députés opposants dont le sort se décidait à ce moment : « Jeune homme, lui dit-il, je vais vous dire l'histoire de tous vos amis, un à un, tandis qu'ils passent devant nous : Celui-ci, j'ai sauvé son frère de la pendaison ; celui-là, de mourir de faim ; pour cet autre j'ai donné de l'avancement à ses deux fils... » (1) ; et, après le vote, il sortit de la Chambre en annonçant à ses amis qu'ils le voyaient pour la dernière fois dans cette salle (2).

(1) Fitzmaurice, *Life of Shelburne*, t. I, p. 37.
(2) Bussy à Amelot, 15 fév., A. E., Corr. Angl., 414, f. 135.

LA CRISE MINISTÉRIELLE

Lorsque, le mardi 13 février, Walpole sortit de la Chambre des Communes, il pouvait se permettre de prédire ainsi quel serait son sort. En s'obstinant à tenir jusqu'au bout, il n'en avait pas moins préparé d'avance sa retraite, et, dans la crise ouverte par son départ, c'est encore lui qui, sans remonter sur la scène, devait conduire à sa guise le jeu des acteurs. Ecrivant le même jour au duc de Devonshire (1), il en annonçait déjà le dénoûment. En quelques semaines on allait le voir échapper aux rancunes de ses adversaires, leur enlever, dans le moment même de leur victoire, tout le crédit qu'ils en escomptaient, et même, en conservant leurs places à presque tous ses collaborateurs, préparer ainsi les voies à son propre retour.

Georges II restait fidèle à son vieux serviteur, et, quand il le vit s'agenouiller devant lui pour lui annoncer son départ, il s'effondra dans ses bras en pleurant (2). Il éleva Walpole à la pairie avec le titre de comte d'Orford ; il lui accorda une pension de 4000 livres ; comblé d'honneurs, l'ancien ministre s'en alla tranquillement s'établir dans le pavillon de chasse qu'il possédait à Richmond (3).

Il pouvait s'éloigner sans inquiétude, car, dès maintenant, les bases du nouveau ministère étaient posées. Wilmington deviendrait premier lord de la Trésorerie, et, bien que lui-même les ignorât encore (4), Walpole connaissait déjà les noms de ses principaux

(1) Coxe, *R. W.*, t. III, p. 592.

(2) Harrington à Devonshire, 15 fév., Coxe, *id.*, p. 593. — H. Walpole à Mann, 15 fév. *Letters*, t, I, p. 171.

(3) *Journal de Lord Percival*, t. III, p. 248.

(4) Il croyait entrer dans un ministère de coalition dont Argyle et Dodington feraient partie. Cf. Percival, *op. cit.*, t. III, p. 249.

collaborateurs. La coalition ne survivrait pas à sa victoire. Malgré les espérances d'Argyle et de Chesterfield, ce n'était point la politique de Bolingbroke qui allait triompher : « Je suis d'avis, écrivait Walpole le 13 février (1), que le parti whig doit rester uni », et il savait que Pulteney, comme Carteret, ne désiraient pas plus que lui partager le pouvoir avec les tories.

Mais, de ces deux chefs, lequel était pour Walpole le plus à craindre? Carteret était un isolé, qui ne demandait qu'à s'entendre avec Hardwicke et Newcastle ses anciens complices, leur abandonnant la direction du Parlement, si on lui confiait celle de la diplomatie. Il y ferait d'ailleurs l'expérience d'une politique belliqueuse, dont Walpole pouvait prévoir l'échec. Pulteney, le principal leader des opposants, était par contre en position de refaire à son profit l'unité du parti whig. Mais, pour l'en empêcher, Walpole sut deviner qu'il ne fallait pas le combattre ; mieux valait au contraire se jeter dans ses bras et paraître voir en lui l'arbitre de la crise. Il connaissait assez le caractère de son rival pour deviner quelle serait son attitude. Orateur brillant et chaleureux, tacticien fort adroit, financier très réputé, Pulteney ne possédait point les qualités auxquelles Walpole devait avant tout ses succès. Il n'avait jamais su s'astreindre à discipliner ses impulsions, ni prendre le temps d'ordonner les idées que la vivacité de son esprit trop prompt lui suggérait. Walpole savait qu'il ne serait pas de taille à soutenir le rôle qu'on l'invitait à jouer. Enivré par la victoire, mais partagé entre l'envie d'en profiter et la crainte de se compromettre, il se crut assez fort pour refuser le pouvoir, comptant qu'après avoir donné cette preuve de désintéressement, il lui serait encore facile de s'en emparer. Par orgueil et par calcul il ne voulut

(1) Coxe, *R. W.*, t. III, p. 592.

accepter pour le moment qu'une pairie, et lorsqu'il découvrit son erreur, il s'affola. Lui-même, en pleine crise, dût reconnaître qu'il avait perdu la tête et se retirer à la campagne pour y reprendre ses esprits (1).

Ce ne fut pas sans peine que Walpole parvint à convaincre son Maître de tenter cette manœuvre hardie, et son fils nous dit la joie qu'il eut d'y réussir (2). Toute l'affaire se conclut avant même que Walpole se retirât du Parlement. Par l'ordre du Roi, Newcastle et Hardwicke vinrent offrir à Pulteney la Trésorerie et même la mission de former le nouveau Cabinet, s'il voulait seulement renoncer à engager des poursuites contre Walpole (3). Pulteney s'effraya de ces ouvertures ; il ne pouvait rien faire sans consulter les autres opposants : « Les têtes des partis, disait-il, sont comme celles des serpents, qui n'avancent que poussés par leurs queues », et lui-même avait trop souvent annoncé qu'il n'entendait tirer aucun profit personnel de la victoire, pour accepter le poste qui lui était offert. Walpole lui fit alors demander s'il approuverait que la Trésorerie fût confiée à Wilmington. Pulteney y consentit, et comme Carteret s'en inquiétait, il l'apaisa en lui annonçant quil lui réservait une des places de secrétaire d'État (4).

Au jour où Walpole ne jugea plus possible de prolonger la lutte parlementaire, il se décida, dans

(1) Fitzmaurice, *Life of Shelburne*, t. I, p. 47 ; le portrait de Pulteney par Chesterfield, *Letters*, t. III, p. 1411 ; celui de Bussy, *Réflexions sur la négociation avec lord Carteret*, 1742-1744, A. E., Mém. et Doc. Angl., f. 265.

(2) H. Walpole, *Reminiscences*, éd. 1819, p. 74 : « I have turned the Key of the closet on him », disait Walpole, joignant le geste aux paroles.

(3) *The Lives of Dr. Z. Pearce and Th. Newton*, 1816. — Ces deux autobiographies contiennent le récit que Pulteney fit à ses deux amis de la crise ministérielle, t. I, p. 393 et t. II, p. 47.

(4) Coxe, *R. W.*, t. I, p. 701, d'après l'évêque de Salisbury.

ces conditions, à risquer la partie (1). Dans une seconde entrevue, Hardwicke et Newcastle prièrent Pulteney de désigner les membres du nouveau Cabinet; ils ne prétendaient plus cette fois qu'il prît l'engagement d'empêcher des poursuites contre Walpole, mais lui demandaient simplement de ne pas en prendre l'initiative. Pulteney s'y prêta volontiers, car il n'était point « un homme de sang », et il jeta les bases du nouveau Cabinet. Wilmington serait Premier Lord et Harrington Lord Président. Carteret pourrait ainsi devenir, à côté de Newcastle, secrétaire d'État; son ami, le marquis de Tweedale, aurait le secrétariat de l'Écosse. Pulteney ne demandait lui-même qu'une pairie, satisfait si son second, Sandys, était chancelier de l'Echiquier (2).

Lorsque ces choix furent connus, ils soulevèrent de vives protestations dans les rangs des opposants. Wilmington voulut se retirer, mais l'insistance du Roi le retint (3). Le duc d'Argyle surtout s'indigna bruyamment et, le 22 février, exposa ses griefs à une réunion des opposants. Allait-on renoncer aux réformes réclamées par le public et si souvent préconisées par l'opposition — le place-bill, le pension-bill, des élections triennales? Abandonner le principe d'un cabinet de coalition, reposant sur des bases plus larges que celles des partis? L'assemblée accueillit avec impatience les explications de Pulteney, qui l'exhortait à la patience et lui faisait espérer que,

(1) Coxe ne précise pas les dates de ces entrevues, mais les croit antérieures au 13 février (t. I, pp. 699 et 703). — Il cite d'autre part une lettre de Sir Robert Wilmot (17 février, t. III, p. 594), qui croit que l'une d'elles eut lieu dans la nuit du 11 février. C'est, on la vu, le moment où Walpole décida d'abandonner la lutte. D'après Newton, *op. cit.*, p. 49, elles ne furent séparées que par « un ou deux jours » d'intervalle.

(2) Newton, *op. cit.*, p. 51.

(3) Percival, *op. cit.*, t. III, p. 253.

dans la formation des conseils de la Trésorerie et de l'Amirauté, elle obtiendrait satisfaction (1).

Mais une intervention décisive contraignit bientôt Argyle au silence. Après avoir entendu Pulteney, le Prince de Galles lui donna raison et pria les mécontents de se soumettre (2). A vrai dire Pulteney seul n'aurait pas obtenu ce résultat, mais Walpole lui avait préparé les voies. Dès le lendemain de sa retraite, celui-ci s'était préoccupé de désarmer l'hostilité du Prince, et, avant de quitter Londres, il était allé s'assurer, au cours d'une audience secrète, que sa colère était tombée. Il n'est pas difficile de deviner de quel prix Walpole avait payé sa neutralité. Si Pitt et Lyttelton ne devaient retirer de la crise aucun avantage, par contre deux amis du Prince allaient figurer sur la liste des nouveaux membres de l'Amirauté, et surtout le Roi allait consentir à accorder à son fils l'établissement de cent mille livres que celui-ci réclamait. Aussi Frédéric demanda-t-il aux principaux leaders des opposants de venir discuter la situation en sa présence, et, lorsque Pulteney eut présenté sa défense, il se déclara satisfait de ce qui avait été obtenu ; Argyle devait s'en contenter et reprendre les anciennes places et commandements qu'on offrait de lui rendre ; lui-même comp-

(1) Newton, *op. cit.*, p. 55. Lord Percival, le fils de l'auteur du *Journal*, donne un récit de cette réunion, en présentant la défense de Pulteney dans la brochure: *Faction detected by the evidence of facts*, 1743, p. 42. Dodington, ami d'Argyle, lui répond dans : *A defence of the people or full confutation of the pretended facts advanced in... Faction detected* », 1744. — Cf. notes de Secker dans *Parl. Hist.*, t. XII, p. 411-12.

(2) Newton, *op. cit.*, pp. 53-55. — Il prétend que l'intervention du Prince se produisit à la demande des partisans d'Argyle. Cela est peu croyable. Bussy (à Amelot, 1er mars, A. E. Corr. Angl., 414, f. 161) dit au contraire que Pulteney, dans un entretien de nuit, parvint à « attendrir » le Prince, et H. Walpole précise qu'il eut lieu à l'insu d'Argyle (à Mann, 1er mars *Letters*, t. I, p. 180). En tout cas le terrain avait été préparé par Walpole.

tait conclure sa réconciliation avec son Père, en retournant à la Cour.

Le 28 février le Prince en effet se rendit au lever du Roi. Le soir Argyle réunissait chez Dodington ses partisans, qui, non sans dépit se résignaient à abandonner la lutte, et, le 1er mars, le duc entouré d'une centaine de députés se présentait à son tour à Saint-James (1).

Ce même jour le Parlement, ajourné pendant la crise, reprenait ses séances. Le comte d'Orford était introduit à la Chambre des Lords, où Chesterfield lui souhaitait ironiquement la bienvenue, tandis que les autres lords évitaient de lui parler. Mais il ne s'en laissait point impressionner ; reprenant aussitôt la route de Richmond, il s'y livrait sans souci à sa distraction favorite, la chasse, et à un visiteur faisait tranquillement observer : « qu'il ne pouvait mieux faire pendant que ses ennemis le chassaient » (2).

Il se sentait hors d'atteinte ; déjà le crédit de Pulteney semblait fort ébranlé. La nomination des membres de la Trésorerie, où un seul tory était admis, renforçait les soupçons des opposants, et celle des membres de l'Amirauté allait sous peu provoquer une nouvelle crise, où sombrerait son prestige.

Au milieu de mars, une maladie de sa fille le retint éloigné du Parlement, et, en son absence, deux intrigues opposées se nouèrent à la fois contre lui. Le 20 mars, le duc d'Argyle en profita pour entamer une brusque offensive. Une motion, présentée par lord Limerick, demanda aux Communes de nommer au scrutin secret un comité d'enquête contre Walpole. Déjà Dodington croyait la partie gagnée, et, debout dans le couloir du vote, il endoctrinait au passage

(1) Bussy à Amelot, 1er mars, A. E., *loc. cit.*. — Percival, *Journal*, t. III, pp. 253-4.

(2) H. Walpole à Mann, 1er mars, *Letters*, t. I, p. 181. — Percival, *Journal*, t. III, pp. 254-256 : « You see, I hunt whilst others hunt me ».

les opposants, lorsqu'il apprit que la motion était rejetée par deux voix de majorité. Argyle, furieux, se précipita dès le lendemain au Palais ; mais le Roi écarta sèchement ses reproches hautains. Il abandonna alors sans délai les fonctions qu'il avait reprises, et le Roi s'empressa de désigner pour elles de nouveaux titulaires (1).

De son côté Walpole avait quitté tout à coup sa retraite, pour venir conférer un soir avec son Maître. Il s'agissait de choisir les lords de l'Amirauté, et Pulteney comptait y faire nommer des tories. Walpole convainquit le Roi de n'en rien faire, et le nouveau conseil ne comprit que des whigs (2).

A ces nouvelles Pulteney, dont la fille venait de mourir, se contenta de faire savoir « qu'il allait à la campagne pour tâcher de calmer l'agitation intérieure où il se trouvait » (3). Puis, rentré au Parlement après quelques jours, il y trouva les troupes de l'opposition dans le plus grand désarroi et voulut tenter encore de regagner la partie.

On lui reprochait de faire bon marché des réformes qu'il avait jadis réclamées ; le 27 février il fit proposer par Sandys un projet de « place-bill ». On l'accusait d'autre part de vouloir éviter des poursuites contre Walpole ; le 3 avril lord Limerick, sur son conseil, demanda de nouveau la nomination d'un comité d'enquête, et Pulteney, en se ralliant à sa motion, la fit adopter. Bien que lui-même refusât d'en faire partie, le comité ne comprit guère que des adversaires de Walpole. Son influence se manifesta enfin par l'attitude du Prince de Galles,

(1) Le Roi lui déclara brutalement que : « he embarrassed his affairs ». Percival, *Journal*, t. III, p. 260. — *Parl. Hist.*, t. XII, pp. 448 et 496. — Bussy à Amelot 22 mars, A. E. Corr. Angl., 414, f. 237. — Carteret s'employa activement à faire échouer la motion.

(2) Bussy, dépêche citée, f. 236. — Percival, *Journal*, t. III, p. 260-1. — H. Walpole à Mann, 19 mars, *Letters*, t. I, p. 197.

(3) Bussy à Amelot, 25 mars, *loc. cit.*, f. 255.

qui se mit à réclamer pour quelques-uns des principaux tories des emplois (1).

Walpole fut prompt à parer cette nouvelle menace. Le Roi accorda au Prince les nominations qu'il réclamait, se contentant de tenir le duc d'Argyle à l'écart. C'est à ce moment aussi que Frédéric vit son établissement porté de 50.000 à 100.000 livres (2). Le Place-bill voté par les Communes fut d'autre part rejeté par les Lords (3). Mais il s'agissait avant tout d'entraver l'œuvre du comité d'enquête. Walpole y parvint grâce à l'appui inébranlable du Roi, qui n'hésita pas à faire connaître sa résolution de le protéger ; mais il y fut aussi aidé par le dévouement de ses anciens serviteurs. Ceux-ci n'étaient pas seulement intéressés à faire avorter l'enquête ; on peut croire qu'ils étaient encore liés à Walpole, dont tous les témoignages s'accordent à dire le caractère sympathique, par un sincère attachement.

Leur attitude fit bientôt tourner l'enquête en comédie. Tour à tour, Paxton, Scrope, tous les principaux agents de la Trésorerie, interrogés, refusèrent de répondre, sous prétexte qu'ils craignaient de se compromettre (4), et la menace de la prison ne put délier leurs langues. Le comité se vit contraint de proposer à la Chambre un bill promettant l'impunité aux dénonciateurs. Les Communes le votèrent,

(1) *Parl. Hist.*, t. XII, p. 532 et 553. — Newton, *op. cit.*, p. 58, dont le récit sur ce point est inexact. — Percival, *Journal*, t. III, pp. 262-4. — Bussy à Amelot, 5 avril, A. E. Corr. Angl., 414, f. 299. — H. Walpole à Mann 4 et 12 avril, *Letters*, t. I, p. 199 et 204.

(2) Percival, *Journal*, t. III, p. 264. — Bussy à Amelot, 29 mars, *loc. cit.*, f. 272. — Parmi les tories qui acceptèrent des emplois l'un des plus notables fut lord Gower, dont la conduite fut sévèrement jugée par son parti. Cf. W. King, *Political and Literary Anecdoles of his own Time*, 1818, p. 45.

(3) *Parl. Hist.*, t. XII, pp. 590 et 592.

(4) Percival, *Journal* ,t. III, p. 264. — Bussy à Amelot, 26 avril, *loc. cit.*, f. 378. — H. Walpole à Mann, 24 avril et 17 mai, *Letters*, t. I, p. 211 et 222. — Sur le cas de Paxton, *Parl. Hist.*, t. XII, p. 625. — Sur Scrope, H. Walpole à Mann, 28 juin, *loc. cit.*, p. 239.

mais il fut arrêté par les Lords. Aveuglés par la rage les opposants voulurent faire passer une résolution censurant l'attitude de la Chambre Haute, mais, au moment de prendre une décision si grave, leurs troupes se débandèrent (1).

Walpole alors dénoua la pièce par un tour de sa façon. Il ne garda point rancune à Limerick, le président du comité, sachant qu'il aurait depuis longtemps accepté quelque emploi, s'il n'avait craint le jugement de ses propres électeurs. Walpole le mit à l'aise en faisant donner à son fils une place de l'Échiquier; et, le jour où le comité devait recueillir la déposition si importante de Keene, les ennemis de l'ancien ministre eurent la mortification de chercher partout leur président, pour apprendre enfin qu'il était à St-James, occupé à remercier le Roi de la faveur faite à sa famille (2). Les commissaires n'avaient plus d'autre ressource que de publier un rapport ridiculement incomplet, car la session parlementaire arrivait alors à son terme, et l'on pouvait, avec le jeune Horace, « souhaiter bonsoir » au comité secret (3)

Pulteney reçut à ce moment la pairie qu'il avait désirée ; mais le nouveau comte de Bath payait trop chèrement son titre pour qu'il pût s'en enorguellir. Sa réputation était ruinée, et, dans le comté de Middlesex, ses propres électeurs refusaient d'élire à sa place le candidat qu'il patronnait. Lors-

(1) *Parl. Hist.*, t. XII, pp. 637, 643 et 715. — Bussy à Amelot, 8 et 31 mai, A. E., Corr. Angl., 414, f. 469 et 479 ; 7 juin, 415, f. 14. — H. Walpole à Mann, 6 juin, *Letters*, t. I, p. 230. — Yorke, *op. cit.*, t. I, p. 290.

(2) Coxe, *R. W.*, t. I, p. 708. Limerick avait pour ce motif refusé le secrétariat de la guerre, ce qui avait permis à Walpole d'y maintenir son ami sir William Yonge. — Bussy à Amelot, 26 juillet et 2 août, A. E. Corr. Angl., 415, ff. 122 et 139.

(3) H. Walpole à Mann, 18 juillet, *Letters*, t. I, p. 250. — Cf. *A report*, et surtout : *A further report from the Committee of secrecy appointed to enquire into the conduct of Robert earl of Orford*, 24 mai et 12 juin, dans *Parl. Hist.*, t. XII, pp. 628 et 788.

qu'il franchit le seuil de la Chambre Haute, Orford s'y trouva prêt à l'accueillir : « Nous voici donc ici, milord, les deux personnages les plus insignifiants de l'Angleterre ». Un témoin nous rapporte qu'on vit Bath jeter à terre et piétiner un papier et qu'on s'aperçut que c'était la patente de son nouveau titre (1).

De son exil, son ancien compagnon, Bolingbroke, ne manqua point de lui adresser une lettre ouverte de condoléances, le louant surtout de n'avoir pas abusé de sa victoire (2). Mais les railleries de Bolingbroke ne pouvaient pas donner le change sur sa propre déception. Sa politique était battue en brèche, et Argyle qui, après Wyndham, s'en était fait l'interprète, abandonnait maintenant la partie. Aucune des ambitions du duc ne se trouvait satisfaite. Le redressement de la politique anglaise qu'il comptait opérer, était l'œuvre de Carteret, et lord Stair obtenait à sa place le commandement des troupes envoyées sur le continent. Comme il essayait de se rapprocher de la Cour, le roi feignit de ne pas comprendre ses avances (3).

Son ami Chesterfield n'était pas moins irrité. Il avait espéré l'offre d'un des postes de secrétaire d'État, ou, du moins, quelque ambassade. Mais aucune offre n'était venue, symptôme instructif de la faible influence qu'il exerçait au Parlement et du

(1) Bussy à Amelot, 17 août, A. E. Corr. Angl., 415, f. 217. — W. King, *Anecdotes*, p. 43. — Fitzmaurice, *Life of Shelburne*, t. I, p. 47. — H. Walpole, *Reminiscences*, p. 74. — Yorke, *op. cit.*, t. I, p. 280, note 2.

(2) *A congratulatory Letter to a certain Right Hon. Person upon his late Disappointment*, 1742. — Pulteney riposta dans : *A proper Repty to a late infamous and scurrilous libel intitled : A congratulatory...* 1743. Il se défendit aussi dans : *A Vindication of the conduct of a certain eminent Patriot*, 1742.

(3) Bussy à Amelot, 21 août et 1er oct., A E. Corr. Angl., 415, ff. 235 et 334. Il n'obtint que le droit de transmettre son titre de duc anglais à sa fille. Il devait mourir l'année suivante.

peu de sympathie dont il y était entouré (1). Aussi reprenait-il la plume pour attaquer à la fois l'ancien et le nouveau Cabinet, en exploitant le thème toujours utilisable de la politique hanovrienne. Horace Walpole occupa d'abord ses loisirs à lui répondre ; bientôt néanmoins il renonça à prolonger la polémique, peut-être parce qu'une campagne contre la politique continentale de Carteret ne lui déplaisait point (2).

Son frère Orford attendait en effet la défaite de Carteret pour compléter sa revanche, et, entre temps il continuait, comme par le passé, à défendre devant l'opinion les actes de son ministère. Lord Hervey et le fidèle évêque de Salisbury s'associaient encore à cette campagne (3). Évitant de prendre part aux débats parlementaires, il n'en conservait pas moins à la Cour toute son influence. Quand, l'année suivante, la mort de Wilmington rendit à Pulteney l'espoir de monter sur la scène, Walpole sut le rejeter dans l'ombre, en faisant attribuer la place de premier lord de la Trésorerie à H. Pelham. Trop gravement atteint dans sa santé pour garder l'espérance de revenir au pouvoir, il y installait du moins celui de tous ses disciples qui s'était montré le plus capable et le plus dévoué ; et son dernier acte de-

(1) Chesterfield au doet. Chenevix, 17 mars 1742, *Letters*, t. II, p. 768.

(2) *The case of the Hanover forces...* (par Chesterfield). — *The Interest of Great Britain steadily pursued* (par H. Walpole). — *The steady pursuit of the interest of Great Britain dispassionately examined* (par Chesterfield). *The Interest of Hanover steadily pursued* (par Chesterfield) et *A further Vindication of the case of the Hanover Troops* (par Chesterfield qui s'étonne que H. Walpole garde maintenant le silenee), 1743.

(3) *Miscellaneous Thoughts on the present Posture both of our Foreign and Domestic Affairs*, (par Hervey). — *Lettre à un M. P. d'Angleterre sur l'Etat présent des affaires au dedans et au dehors*, trad. franç. A. E., Mém. et Doe. Angl., 37, f. 312 (par l'évêque de Salisbury). — *A letter from a By-Stander* (qui paraît avoir été directement inspirée par R. Walpole et qui fut très répandue, 1re et 2e éd., 1742, 3e éd. 1743. — *The conduct of the late administration with regard to foreign Affairs*, 1742.

vait être, en précipitant la chute de Carteret, d'affermir encore l'autorité de celui qu'il avait pris pour successeur (1).

Conclusion.

La débandade des opposants, incapables de s'emparer du pouvoir et de réaliser leur programme, a naturellement disposé la plupart des historiens à juger sévèrement leur entreprise. Ils pouvaient d'ailleurs s'appuyer sur les paroles de Pitt, qui, quelques années plus tard, devait publiquement regretter ses attaques, sur le jugement de Burke, qui, après avoir interrogé les derniers acteurs du drame, constata que tous se prononçaient en faveur du ministre disparu (2). Divisés dans leurs appréciations de la politique intérieure de Walpole, les historiens sont presque unanimes à louer sa diplomatie pacifique. Aux critiques de lord Mahon, s'attachant surtout à montrer en Wapole le corrupteur, Peel répondit en apportant à l'homme d'état un témoignage de chaleureuse admiration (3). Macaulay, dans ses *Essais*, lui est plutôt favorable (4), et Lecky,

(1) Coxe, *R. W.*, t. I, p. 734-5. — Coxe, *H. Pelham*, t. I, p. 104.

(2) H. Walpole à Mann, 6 mars 1747, *Letters*, t. II, p. 263. Rosebery, *op. cit.*, p. 287. — Burke, *Letters on a Regicide Peace* (éd. Bohn, V, p. 194) : « Some years after, it was my fortune to converse... with those that principally excited that clamour. None of them, no not one, did in the least defend the measure or attempt to justify their conduct. » — Burke, *Appeal from the New to the Old whigs*, justifie d'autre part Walpole du reproche de corruption (cité par Morley, *op. cit.*, p. 128). — Johnson, qui l'avait attaqué dans le *Gentl. Mag.*, disait plus tard : « He was the best minister this country ever had » (*Johnsonian Miscellanies*, t. I, p. 379). — Il appelait Pitt « a meteor » et Walpole « a fixed star » (Boswell, *Life of Johnson*, t. V, p. 339)

(3) Earl Stanhope (lord Mahon), *Miscellanies*, 1re série, p. 82-96. — Sa discussion avec Peel est de 1833. — Cf. d'autre part le jugement de Gladstone dans une lettre de 1867 (Morley, *Life of Gladstone*, t. II, p. 638).

(4) Dans ses *Essais* sur les lettres de H. Walpole et sur Chatham (1833 et 1834). Il lui reproche surtout d'avoir été trop attaché au pouvoir et de ne pas s'être retiré en 1739.

plus réservé, n'en conclut pas moins que, dans les principales occasions où Walpole se trouva en désaccord avec ses contemporains, c'est son opinion qui était justifiée (1).

Dans son *Histoire des Cabinets britanniques*, Torrens manifeste contre lui une hostilité de parti pris ; mais lord Morley, et, en dernier lieu, J. M. Robertson lui rendent pleine justice, et le dernier biographe de Pitt, B. Williams est presque seul à condamner sa politique de paix (2).

On ne peut se défendre d'admirer le courage « indomptable », « la tranquillité presque surhumaine » (3) dont Walpole fit preuve dans ses derniers combats, et son caractère lui attirait alors la sympathie même de ses adversaires. Sa gaîté sa bonne humeur, sa générosité les désarmaient : « Jamais homme, dit Percival, écrivant sous l'inspiration de Pulteney, ne fut plus aimé ; et ses pires ennemis reconnaissent que jamais homme, dans sa vie privée, ne le mérita davantage ». Le speaker Onslow estime que, par la bonté de son cœur, il fut le meilleur des hommes et le meilleur des ministres (4).

(1) W. E. Lecky, *History of England in the Eigteenth Century*, éd. 1883, t. I, p. 333.

(2) B. Williams, *Life of W. Pitt*, t. I, p. 79. Pitt « saw deeper at the time than Burke half a century later ».

(3) Lord Morton à Duncan Forbes, 22 février 1742. *Culloden Papers*, éd. 1815, p. 175.

(4) *Faction detected...*, p. 82. — *Onslow mss*, p. 473 : « The bestman from the goodness of his heart, which was characteristic in him, to live with, and to live under, of any great man I ever knew. » — Chesterfield, *Letters*, t. III, p. 1418 : « His good humour, good nature and beneficence in the several relations of father, husband, master and friend gained him the warmest affection of all within that circle. » — Cf. le portrait du second lord Hardwicke dans *Walpoliana*, p. 17. — Voir aussi les vers de Hanbury Williams (*Works*, éd. 1822, t. I, p. 207).

> ...In private amiable, in public great,
> Gentle in power, but daring in disgrace,
> .....
> Whom many loved, few hated, none despised.

Dans quelle mesure alors ses ennemis ont-ils eu raison de le dépeindre sous l'aspect sinistre d'un grand corrupteur? La question ne pourra sans doute jamais être élucidée, car Walpole a trop bien réussi à faire disparaître toutes traces de son activité dans ce domaine. Nous ne sommes pas plus renseignés que les membres du comité d'enquête, qui l'étaient si peu et qui n'ont fourni dans leurs rapports presque aucune preuve de corruption. Les papiers de la Trésorerie, dont l'inventaire pour cette période est achevé, ne contiennent qu'un très petit nombre de renseignements sur l'emploi des fonds secrets ; encore semblent-ils concerner uniquement les agents secrets à l'étranger, dont les dépêches diplomatiques nous montrent que Walpole payait les services (1). Les arguments qu'on a voulu tirer des dépenses somptuaires de l'ancien ministre, et spécialement des sommes englouties dans la construction de Houghton, ne sont pas non plus convaincants. Les calculs auxquels on s'est souvent livré à ce sujet n'obligent point à conclure que Walpole ait mené, aux dépens du public, la vie de luxe qu'on lui reproche ; et rien ne vient confirmer d'autre part les dires des contemporains qui, en quelques occasions, nous signalent le prix dont avait été payé un vote parlementaire (2).

Mais, si les preuves de corruption font défaut, celles d'un patronage de plus en plus envahissant abondent. Nul doute que ce ne soit par une distribution savante de places, de pensions et de faveurs diverses que Walpole se soit assuré la docilité du

(1) A Shaw, *Calendars of Treasury Books and Papers*, 1735-38, pp. III et suiv., et 1739-41, pp. VIII et suiv.

(2) Morley, *op. cit.*, pp. 131 et suiv. — Cf. sur les dépenses de Houghton, *Notes and Queries*, série VII, vol. IV, p. 221 et 239. — Sur la phrase souvent attribuée à Walpole : « Every man has his price », cf. *Notes and Queries*, série X, vol. VII, p. 367, 471 et 492. — Comme exemples de témoignages de corruption, cf. Hervey, *Memoirs*, t. II, p. 280 ; King, *Anecdotes*, p. 27 ; Cambis à Amelot, 10 avril 1738, A. E. Corr. Angl., 398, f. 31.

Parlement. Le nombre des bénéficiaires s'étendait à la fin de son ministère à près de la moitié des députés, et les listes de votants que ses adversaires ont publiées, lors du débat de l'accise et du vote de la Convention, ne nous laissent rien ignorer à ce sujet (1). Il resterait pourtant à montrer dans quelle mesure Walpole, qui certes ne fut pas seul à employer ce système de gouvernement, lui donna une extension inaccoutumée ; si l'adresse qu'il mit à s'en servir et surtout la durée pendant laquelle il pût en disposer ne suffisent point à expliquer la réputation de corrupteur qui s'attache à son nom. A le suivre dans ses démarches, on n'a pas non plus l'impression que la corruption tienne une grande place dans ses succès. Il ne ménageait aucun effort pour convaincre ses interlocuteurs de la justesse de son point de vue. Il leur rendait intelligibles les problèmes les plus difficiles, et, quand ils ne pouvaient les comprendre, il leur donnait au moins l'illusion d'y réussir. Si perspicace pour deviner leurs sentiments qu'on l'aurait dit doué de quelque mystérieux pouvoir d'intuition, il ne devait avoir recours à la corruption qu'en dernier ressort, lorsque tous les appels à l'amitié, à la crainte, à la raison n'avaient point obtenu de réponse (2).

C'est avec des réserves semblables qu'il faut accueillir l'autre reproche adressé à Walpole par ses adversaires : celui d'avoir voulu détruire les libertés anglaises et s'affranchir de tout contrôle. A vrai dire nous touchons ici au grief fondamental des opposants, car la corruption, d'après eux, n'était pour Walpole que le moyen d'atteindre son but : la dictature. Ils l'avaient vu écarter du Cabinet tous les politiciens capables de lui tenir tête, en faire sortir Pulteney, Carteret, Townshend, et rester fidèle à la si

(1) Cf. *supra* p. 281. — Lecky, *op. cit.*, t. I, p. 436.
(2) Chesterfield, *Letters*, t. III, p. 1417. — Morley, *op. cit.*, p. 129.

médiocre compagnie du duc de Newcastle. Lorsqu'au cours de la bataille de l'accise l'indiscipline se glissa dans son ministère, il s'était hâté de rétablir son autorité par des sanctions brutales, dont Chesterfield fut la plus notable victime. La révolte d'Argyle, un peu plus tard, n'avait pas été moins sévèrement châtiée, et, quand son frère Horace déclarait (1) que jamais il ne voulut imposer dans le Cabinet son opinion, ses adversaires étaient en droit de penser qu'il avait pris, à l'avance, toutes les mesures propres à éviter d'en être réduit à cette nécessité. S'il dut s'incliner, à la fin, devant les exigences de ses collègues, ce ne fut qu'à contre-cœur, et, pensaient-ils, pour ne pas abandonner un pouvoir auquel il restait attaché.

On comprend toutefois qu'il ait jugé Pulteney trop impulsif pour apprécier sa collaboration. Carteret et Townshend intriguaient contre lui ; c'est pour se défendre qu'il dut les attaquer ; et Newcastle trouva grâce à ses yeux moins par sa médiocrité, qui l'impatientait, que par son influence électorale, dont il ne pouvait se passer (2). Sa conduite, lors de la discussion de l'accise en particulier, indique assez que son but était d'établir un Cabinet solidaire, s'appuyant sur une majorité disciplinée. Le système des partis, qu'il contribuait à implanter dans les institutions britanniques, servait ses propres ambitions, comme la théorie d'un gouvernement de coalition, inventée par Bolingbroke, s'adaptait à merveille aux rancunes de ses rivaux. Ce système devait pourtant servir aussi la cause des libertés anglaises. Lecky a peut-être raison d'écrire que « Walpole abaissa le niveau moral de la vie publique », il a tort d'ajouter « qu'en paraissant

(1) Apologie d'H. Walpole dans Coxe, *H. W.*, t. I, p. 328.

(2) La thèse et l'antithèse ont été soutenues par Macaulay, dans son essai sur *Chatham*, et par Morley, *op. cit.*, p. 119-120. — Wilmington déclare que Walpole estimait au Parlement : « little people preferable to gentlemen of good estate », Percival, *Journal*, t. I, p. 452.

fortifier les superstructures de notre constitution, il en affaiblit les fondations » (1), car il posait au contraire les fondations du gouvernement parlementaire.

Pour créer son parti il utilisait, il est vrai, le patronage de la Couronne, et sa méthode, en d'autres mains, pouvait devenir dangereuse ; mais on ne saurait en conclure qu'il aspirait à une sorte de dictature. Le rôle d'un favori tout puissant ne lui convenait point ; son influence à la Cour ne se justifiait à ses yeux que par l'autorité qu'il acquérait au Parlement. S'il pensait en outre, comme tous ses contemporains, que le chef de la majorité parlementaire devait aussi posséder la confiance du Souverain, il n'en travaillait pas moins, en contribuant à organiser un parti parlementaire, à rendre la Chambre des Communes capable de s'affranchir dans l'avenir de l'influence de la Couronne.

Mais que faut-il penser de la diplomatie pacifique qu'il ne cessa de pratiquer ? Les historiens de Walpole lui ont presque tous ici accordé leurs suffrages, l'approuvant d'avoir lutté pied à pied pour empêcher la déclaration de guerre à l'Espagne, et son dernier biographe nous présente sa politique extérieure comme la partie la plus réussie de son œuvre (2).

Que Walpole ait eu raison de trouver les griefs des Anglais contre l'Espagne injustifiés, leurs prétentions, dans tous les cas, excessives ; qu'il ait eu du mérite à le dire, il faut en convenir, en reconnaissant aussi qu'il prévoyait avec justesse à quels périls la guerre allait exposer son pays. Mais ces périls provenaient de son isolement, conséquence inévitable de l'indépendance qu'il avait voulu conserver. Depuis le traité de 1731, qui marque son entrée dans le domaine de la politique étrangère, la position de

(1) Lecky, *op. cit.*, t. I, p. 373.
(2) J. M. Robertson, *Bolingbroke and Walpole*, p. 152 et 189.

l'Angleterre, entre ses mains, n'avait cessé de s'affaiblir. Son abstention dans la crise de Pologne l'avait déjà mise en mauvaise posture, et, dans les années suivantes, il n'avait pas réussi à réparer cet échec.

Entre l'alliance française sur laquelle Stanhope avait fondé la paix et l'ordre européen, l'alliance espagnole que Harrington rapportait de Séville, et l'alliance traditionnelle des whigs avec la Maison d'Autriche, Walpole jugea tout d'abord avec raison que la première était devenue la moins utile. L'Angleterre ne pouvait se passer de l'Autriche pour maintenir l'équilibre européen, et les faveurs de l'Espagne étaient nécessaires à son commerce. Il crut pouvoir, en accordant ces deux Puissances, s'affranchir de la politique française. Mais il n'obtint qu'un succès éphémère. Dans la guerre de Pologne il aurait pu sans doute le consolider, si, se rangeant aux côtés de l'Empereur, il avait obtenu de lui des avantages propres à regagner la Cour de Madrid. L'Angleterre au contraire resta absente de l'Europe et n'envoya sur le continent que des négociateurs indiscrets. Elle revint, malgré sa défiance, à l'alliance française, voulant se persuader que la politique de paix du Cardinal servirait ses desseins.

Il se trouva tout au contraire qu'en recherchant la paix, qu'en l'obtenant à Vienne, Fleury enferma les Anglais dans leur isolement. Résolu à ne pas leur permettre d'en sortir, Fleury n'avait sans doute pas le dessein d'en profiter pour une offensive maritime. Mais, sans lui prêter un « système » dont ses contemporains le jugeaient dépourvu, il faut avouer que sa politique continentale avait tout préparé pour cette éventualité et que le conflit anglo-espagnol vint à l'instant propice l'y décider.

A ce moment la guerre de Succession d'Autriche marqua d'une façon imprévue la fin des négociations franco-anglaises, qui perdent tout intérêt lorsque lord

Waldegrave, malade, prend congé de la Cour de France (1). Elle renversa tous les projets du Cardinal, incapable désormais de faire prévaloir sa volonté; mais elle ne permit point à Walpole de prendre sa revanche. Si même il n'avait pas eu à compter avec les intérêts hanovriens, sa situation en Angleterre était dès lors trop compromise pour qu'il pût se relever.

Les Anglais avaient pris conscience de leur isolement, et, depuis 1737, ils sentaient avec une acuité grandissante la menace française. Walpole avait raison de s'effrayer des cris de guerre qui l'environnaient et de juger aveugle la passion belliqueuse qui emportait le public; mais celle-ci prenait son origine dans le sentiment justifié qu'il était temps de rompre avec une politique ruineuse d'atermoiements et de pacifications trompeuses. Ce sentiment, que Chesterfield exprimait dans ses discours, donnait une force irrésistible aux politiciens qui pouvaient se présenter en défenseurs de l'honneur national.

Il venait en outre renforcer les critiques dirigées contre le gouvernement intérieur du Premier Ministre. Walpole avait pu jusqu'alors tenir tête aux accusations de corruption et de dictature, mais la flamme du patriotisme mettait sa conduite trop en lumière. Ses explications judicieuses et lucides, son humeur joviale n'avaient plus de prise sur un pays qu'irritaient la mauvaise récolte, la dépression commerciale, et que commençait à remuer la propagande méthodiste. Une Angleterre nouvelle était en train d'apparaître. Wesley et Pitt étaient plus aptes à lui parler que Walpole.

(1) « Instructions à moi-même », par M. de Bussy, mars 1740, A. E. Mém. et Doc. Angl., 33, f. 85.

APPENDICE Ier

Notes inscrites par Fleury en marge d'un mémoire de Pecquet, 23 avril 1731. (A. E. Mém. et Doc., France, 503, f. 18).

F° 18. Pecquet écrit : « C'est donc effectivement sur la marine que nous devons porter une partie de nos dépenses ». Fleury observe : « Cela est très bon, si l'Espagne se joint à nous, car autrement notre dépense serait en pure perte et nous serons très inférieurs. »

F° 25. Pecquet recommande d'encourager nos armateurs. Fleury remarque : « Bon si nous avons la guerre, car, dans la paix, les armateurs seraient inutiles, mais il faut soutenir Saint-Malo où ils sont les meilleurs. »

F° 25. Pecquet voudrait « avoir dans nos colonies un fond de marine qui puisse contenir les Anglais en contrebande. » Fleury note : « Nous nous brouillerons avec l'Espagne ; encourager les Malouins pour la mer du Sud et fortifier nos colonies. »

F° 26. A propos des cours du Nord, Fleury écrit : « Après avoir réfléchi sur les lettres de Messieurs de Plélo et de Castéja, il me paraît qu'on ne peut faire de traité avec une puissance sans l'autre, et il faut tascher à les réunir, mais l'embarras est la nécessité des subsides. Ils nous ont déjà coûté plus de douze millions, et nous sommes hors d'état de continuer. Si, en répondant dans les termes les plus pleins d'onction et de force, on pouvait les réduire à un traité défensif, par lequel on s'engagerait à se secourir mutuellement en cas d'attaque et à ne point traitter l'un sans l'autre, ce seroit une avance considérable, en promettant des subsides en cas de guerre, dont on conviendroit alors... La Suède et le Danemark joints ensemble, mais ce n'est pas encore assez pour l'équilibre du Nord ; et, quelque mécontentement que les Moscovites témoignent, il ne faut pas espérer de les séparer de l'Empereur à cause des Turcs. Si on pouvoit en cas de guerre ménager avec eux un traitté, cela seroit toujours bon ; celui qu'ils ont avec l'Empereur n'est qu'en cas qu'il soit attaqué dans ses états, et nous ne songeons point à le faire. On pourroit aussi négocier avec

les trois électeurs, et peut-être avec Maïence de ne point donner leur voix à la diette pour (illisible) guerre de l'Empire, mais les subsides viennent toujours traverser les meilleurs desseins ».

F° 29. Pecquet conseille de gagner le Roi de Sardaigne. Fleury note : « C'est ce qu'il y a de plus facile ; mais il faudra avoir d'autres alliés, et je doute qu'il ait grande confiance en l'Espagne, quand même nous l'aurions pour nous. Il ne faut pourtant pas hésiter à le tenter quoique vous ayez vu qu'il n'a pas répondu à mes avances. Si nous le gagnons, nous pourrions à ce que je croi compter sur la rép. de Venise, mais, outre qu'elle est bien faible, elle est investie par l'Empereur et elle craint furieusement les Turcs, contre lesquels elle a besoin de ce prince. »

APPENDICE II

Walpole et le Prétendant

Est-il vrai qu'à la fin de son ministère, Walpole ait engagé des pourparlers secrets avec le Prétendant ? Lord Mahon (1) a cru pouvoir le dire, en s'appuyant sur une lettre du Prétendant à Thomas Carte(2) du 10 juillet 1739, que Coxe s'était abstenu de publier. Morley (3) cependant se refusait à l'admettre, mais la découverte dans les manuscrits de J. Eliot Hodgkin d'une seconde lettre du Prétendant (4), indiquant que, dès 1734, il avait reçu des avances de Walpole, posait un problème embarrassant. Les papiers de Carte conservés dans les archives du Quai d'Orsay donnent quelques éclaircissements à ce propos. Ils comprennent une série de lettres originales du Prétendant, où ne manque que celle qui était restée aux mains de Walpole et que Mahon a publiée. Cette correspondance est accompagnée d'un récit où Carte rend compte du voyage qu'il fit à Londres en 1739 (5).

Au cours de ses entretiens avec Walpole, Carte est amené à retracer tout l'historique de ces pourparlers. En 1734 un émissaire secret du ministre, Avery (6), était venu en

(1) Lord Mahon *History of England...* 1713-1783, (éd. Tauchnitz), t. III, pp. 24 et 420.

(2) Thomas Carte, 1686-1754, auteur d'une vie du duc d'Ormond et d'une histoire d'Angleterre, était un fervent jacobite qui en 1722 avait dû se réfugier en France.

(3) Morley *Walpole*, pp. 229-233.

(4) Le Prétendant au Col. O'Brien, 1er sept. 1734 (*Hodgkin mss*, p. 235). — Une lettre du Comte de D. à la comtesse Fitzwater, 30 mai 1734 (interceptée par le Connu) contient le passage suivant : « Si on ne veut profiter de la bonne intention où on est présentement, il faudra renoncer à jamais à une réconciliation ; si je sais seulement qu'on veut aux conditions proposées conclure le marché, et que le Chevalier l'approuve, je ferai en sorte qu'on m'envoie en Hollande pour régler et terminer les choses entièrement avec M. son frère. » (Archives de Houghton). — Sur le Connu voir *Weston mss*, p. 452.

(5) A. E., Mém. et Doc., Angl. 76, f. 73 : « Journal of my journey in England in sept. 1739. » Les entretiens de Walpole et de Carte eurent lieu les 16 et 26 septembre.

(6) « Nous ignorons de quel membre de cette nombreuse famille il est ici question. Cf. *The Averell-Averill-Avery Family*, 2 vol., 1912.

France apporter à O'Brien, l'agent du Prétendant, un message de Winnington (1) ; et O'Brien avait écrit deux lettres à Winnington, estimant que le fidèle collaborateur de Walpole parlait en son nom. Avery vint alors demander à Th. Carte de se rendre à Rome pour y connaître les intentions du Prétendant. Longtemps Carte hésita à se charger de cette mission ; enfin, après bien des instances, Avery au début de 1739 réussit, dans une entrevue à Calais, à l'y décider. Carte devait annoncer que Walpole travaillerait à une restauration, s'il obtenait « pour la sécurité de l'Église d'Angleterre et de la Maison de Hanovre des assurances convenables (2). » La lettre que le Prétendant écrivit à Carte, le 17 juillet, et que celui-ci rapporta d'Italie, était destinée à lui donner sur ces deux points entière satisfaction. Mais, quand Carte vint à Londres la lui communiquer, il ne reçut pas l'accueil qu'il escomptait.

Walpole, en effet, entama l'entretien en lui demandant des informations sur l'activité des Jacobites ; et, lui rappelant qu'il se trouvait encore sous le coup d'un mandat d'arrêt, il tenta tour à tour de le corrompre et de l'effrayer pour l'engager à son service (3). Lorsque, dans une seconde visite, son interlocuteur, fort troublé, lui exposa le vrai but de son voyage, Walpole parut éprouver le plus profond étonnement (4). A l'entendre, les propos qu'on lui attribuait étaient pure invention. Sans doute, Avery avait-il eu recours à ce subterfuge afin d'attirer Carte en Angleterre, comptant qu'une fois en présence du ministre, il ne pourrait pas se dérober à ses exigences. Séance tenante, Walpole fit mander Avery et l'obligea à confesser que tel avait été son calcul (5) ; puis, il congédia Carte en lui disant que, puis-

(1) Thomas Winnington, 1696-1746, l'un des lords de l'Amirauté, puis de la Trésorerie et l'un des meilleurs lieutenants de Walpole au Parlement.

(2) A. E., loc. cit., f. 77.

(3) A. E., loc. cit., ff. 73 et suiv.

(4) « He then very solemnly told me upon his word and honour that he had never sent me any such message by Avery to Calais, nor had ever talked with him in all his life upon the subject of a restoration ».

(5) « When Avery was come in, Sir R. asked him wether he had ever desired him, at his going to Calais, to deliver me a message to carry to Rome to the effect before mentioned. Avery shuffled and cut, but Sir R. insisted over and over on a direct and positive answer. The other said what His Honour said must be right ; but this answer not satisfied (him). Avery at last expressly declared Sir R. had sent no such message... Upon which Sir R. asked how then he could answer so confidently for bringing me to him ; he said he hoped to do it by the

que un sauf-conduit lui avait été accordé, il ne s'opposerait pas à son départ.

Carte se hâta de rentrer en France, malgré les instances d'Avery, qui l'assurait que toute la scène n'était destinée qu'à l'éprouver et s'offrait à lui ménager une nouvelle entrevue (1). Il est vrai que Walpole, tandis qu'il parlait, ne paraissait nullement en colère, mais semblait au contraire d'excellente humeur (2). Aussi Carte cherchait-il en vain à comprendre de quelle étrange comédie il avait été l'acteur involontaire. Nous nous le demandons aussi.

Walpole avait-il simplement essayé d'enrôler Carte dans la troupe innombrable de ses agents secrets? Ce que nous savons par ailleurs de ses rapports avec les Jacobites ferait penser que son jeu était plus compliqué.

Les *Anecdotes* de King nous apprennent qu'il avait réussi à convaincre le colonel Cecil qu'il appelait de ses vœux une restauration, et que, par ce moyen, il parvint à se procurer beaucoup de renseignements. La duchesse de Buckingham, qui servait avec passion la cause des Stuarts, se laissa si bien prendre au même subterfuge qu'elle en vint, dit-on, à proposer au ministre de l'épouser, et qu'un refus ne la détourna pas de le nommer son exécuteur testamentaire (3).

En ce qui concerne Carte, il est vrai que Walpole parut

pretence he maid use of, and then cxpected Sir Robert's talents of persuasion would work upon me, especially since he did not think I had been well treated by the party I served. »

(1) Avery écrivit, le 27 septembre, une lettre à Carte, disant qu'il venait de revoir Walpole, qu'il le trouva d'abord très réservé : « but he afterwards talked in the old strain, and expressed an affection and estecm for me, but found fault with some part of what I had proposed and with the manner of the address ; and did not yet admit of a third visit from me, but that he would be brought about and be throughly engaged, thô he believed he (Avery) must be forced to comc abroad himself to His Majcsty. »

(2) « What surprised me most in it (dans cettc conversation) was that, all the timc of the squabbling between him and Avcry, Sir R. was smiling, laughing, in good humour, and shewed not thc least sign of anger on an occasion which I should think would raise a sharp resentment in any men upon earth. »

(3) W. King *Political and Literary Anecdotes*, éd. 1818, pp. 37-38. — H. Walpole *(Reminiscences*, éd. 1819, p. 72) dit d'autre part que son père reccvait des lettres du Prétendant, transmises probablement par la duchesse de Buckingham, mais qu'il avait soin de les apporter au Roi et de les faire endosser par lui. — Sur le colonel Cecil, voir *Walpoliana* (par le sccond lord Hardwicke), p. 7. — La duchcsse de Buckingham (Lady Catherine Darnley), mourut en 1743.

au contraire s'appliquer à dissiper ses illusions. Serait-ce qu'il jugeait l'aventure trop dangereuse ? N'est-ce pas plutôt que son but était différent et qu'il ne cherchait plus cette fois à percer les secrets des Jacobites, mais seulement à désarmer leur hostilité.

Les dates auxquelles se produisent les démarches d'Avery sont significatives. En 1734, Walpole allait affronter dans un nouveau Parlement une opposition redoutable (1). En 1739, il était aux prises avec une campagne belliqueuse d'une violence extrême. Walpole avait donc tout intérêt à dissuader le Prétendant d'employer son influence à combattre le ministère. Pour y parvenir, peut-être suffisait-il de le maintenir dans l'expectative. Il est possible que Walpole ait calculé que ses dénégations ne détruiraient pas les espérances que, par les propos d'Avery, il avait éveillées. Elles auraient seulement pour effet de rendre le Prétendant perplexe, incertain, et de le faire hésiter à engager ses troupes dans la bataille parlementaire (2).

(1) La lettre des Archives de Houghton citée plus haut indique que la manœuvre de Walpole avait même commencé avant les élections de 1734.

(2) Les sentiments du Prétendant s'expriment dans la lettre qu'il écrivit à Carte après avoir lu son Journal (11 novembre 1739. A. E., loc. cit, f. 83). « I have perused the whole, and really know not well what to think of the matter. I see no inconvenience can arise in your having left my original letter with the great man, as to whose sentiments towards me I own I am very doubtful. I have myself no further step to take in this affair, but to wait and see wether he makes any direct application to me. If he does, I shall hear all, but act with the utmost caution and reserve. »

TABLE DES MATIÈRES

Pages

INTRODUCTION

I. — Les rapports franco-anglais I

II. — L'évolution intérieure de l'Angleterre VII

BIBLIOGRAPHIE

I. — *Sources manuscrites* 1

Archives des Affaires Étrangères. — Papiers Chauvelin. — British Museum. — Archives de Houghton. — Public Record Office.

II. — *Documents imprimés* 11

La commission royale des manuscrits. — Mémoires et Correspondances. — Journaux. — Pamphlets. — Débats parlementaires. — Documents électoraux.

III. — *Travaux* 18

Travaux voisins de notre sujet. — Biographies. — Histoires diplomatique, coloniale, économique, militaire, constitutionnelle et sociale. — Histoires générales.

CHAPITRE Ier

Le second Traité de Vienne

(16 mars 1731)

I. — *Le Traité de Séville* 25

L'alliance franco-anglaise avant Séville. — Les difficultés d'exécution du Traité.

II. — *Walpole et le Traité de Vienne* 34

La chute de Townshend et le remaniement du Cabinet. — La négociation de Vienne. — La déclaration de Castellar. — Le Traité du 16 mars 1731.

III. — *L'accord de l'Angleterre avec l'Espagne* 43

Chauvelin recommande l'alliance espagnole. — La défiance et la timidité de Fleury. — Elles permettent aux Anglais de s'entendre avec l'Espagne. — La Déclaration du 6 juin et le Traité du 22 juillet.

IV. — *Walpole et l'opposition parlementaire* 49

Lord Bolingbroke et la coalition. — Sa campagne contre le despotisme de Walpole. — Les succès de sa diplomatie permettent à Walpole de lui tenir tête.

V. — *Les projets de Chauvelin et les vues du Cardinal* . 52

La politique de Chauvelin. — Pourquoi Fleury ne veut pas l'adopter. — Sa politique d'attente. — Les instructions de Chavigny.

VI. — *Le bill d'accise et les élections de* 1734 62

Le programme de réformes intérieures de Walpole. — L'opposition qu'il suscite. — L'échec de son projet d'accise. — Les élections. — L'autorité de Walpole diminuée.

CHAP. II

L'Angleterre dans la guerre de Succession de Pologne

(1733-1735)

I. — *L'avant-guerre* 66

Situation difficile de l'Angleterre. — Politique belliqueuse de Chauvelin. — L'entrée en guerre de la France ; ses alliances. — Les précautions du Cardinal ; la Hollande et la Lorraine.

II. — *Les tentatives de médiation des Puissances Maritimes* 79

L'opinion anglaise. — Les sentiments belliqueux du Roi. — La volonté de paix de Walpole. — Défiance des Hollandais et première tentative de médiation. — Réconciliation des Puissances Maritimes et deuxième tentative de médiation. — Inquiétude de Fleury. — Il abandonne Stanislas.

III. — *La négociation de La Haye* 99
Correspondance secrète de Fleury et de H. Walpole. — Raisons qui y décident le Cardinal. — Mission de Jeannel. — R. Walpole se prête à négocier. — Il déjoue les intrigues de Harrington. — Faiblesses et résistances de Fleury. — Échec de la négociation et déception des Anglais.

IV. — *Le plan de pacification des Puissances Maritimes* 123
Publication du plan de pacification. — Accueil qu'il reçoit. — Colère de Fleury. — H. Walpole à Issy. — Les alliés rejettent le plan.

V. — *La demande d'armistice* 135
L'Empereur espère obtenir l'aide des Puissances Maritimes. — Sa déconvenue et sa colère. — Conditions que la France met à accepter l'armistice. — Échec de la négociation générale. — L'Angleterre se prépare à une négociation séparée soit avec l'Espagne, soit avec la France.

IV. — *La négociation de Vienne* 144
L'Angleterre apprend l'envoi à Vienne de M. de la Baune. — La trahison de M. de Bussy. — L'initiative de la négociation appartient à Fleury. — Il veut en écarter les Anglais. — Il leur propose dans ce but une entente secrète. Illusions du Cabinet britannique. — Aveuglement de Robinson. — Fleury conclut les Préliminaires de Vienne. — Importance de son succès.

CHAP. III

Des Préliminaires au troisième Traité de Vienne

(1735-1738)

I. — *L'Angleterre et la négociation de Vienne* 160
Les P. M. affectent d'être satisfaites des Préliminaires. — Elles désirent s'associer à la négociation de paix. — La France réussit à l'éviter. — Convention du 28 août 1736. — Désillusions des Anglais.

II. — *Le conflit hispano-portugais* 178
Médiation franco-anglaise. — Intrigues de Chauvelin. — Accord avec l'Espagne. — Irri-

tation du Portugal. — Découragement des Anglais.

III. — *La disgrâce de Chauvelin* 184

Chute de Chauvelin. — Ses rapports avec les Anglais. — Les causes de sa disgrâce. — L'intrigue de Cour. — Le rôle de l'Espagne. — La politique de Chauvelin opposée à celle de Fleury.

IV. — *Fleury et l'Angleterre après la disgrâce de Chauvelin* 210

Situation de Fleury. — Il garde Chavigny et Pecquet. — Il liquide l'incident portugais. — Mais il écarte les Anglais de la négociation de Vienne. — Leur déception. — Les succès de Fleury en Europe. — Berg et Juliers. — Le Nord et l'Orient. — Le Traité de Vienne du 18 novembre 1738.

CHAP. IV

Les origines de la guerre d'Espagne

(1737-1739)

Introduction 228

Causes du mouvement belliqueux en Angleterre. — Histoire intérieure de l'Angleterre de 1735 à 1737.

I. — *Les points de conflit* 233

Les difficultés de la *South Sea C°*. — Les griefs des marchands. — La Géorgie.

II. — *Newcastle et la campagne en faveur de la guerre* . 243

Pétitions des marchands. — Débats du Parlement en mars. — Instructions de Newcastle à Keene. — Débats du Parlement en mai. — La guerre parait inévitable.

III. — *Walpole, la France et l'Espagne* 253

Intervention de Walpole. — Pourquoi il craint la guerre. — La politique française. — La maladie de Fleury. — Son attitude dans le

conflit anglo-espagnol. — La rivalité anglo-française en Amérique. — Walpole oblige Newcastle à accepter un accord. — La Convention de janvier 1739.

IV. — *La défaite de Walpole* 271

Campagne contre la Convention: les pamphlets, les pétitions, les débats du 12 mars aux Lords et aux Communes. — Victoire parlementaire de Walpole et sécession des opposants. — Newcastle oriente la négociation vers la rupture. — L'Espagne n'exécute pas la Convention. — La guerre décidée.

V. — *La rivalité franco-anglaise* 289

Les Anglais prennent leur parti d'un conflit avec la France. — Leurs désillusions sur Fleury. — Leur crainte des progrès du commerce français. — La paix plus ruineuse que la guerre.

CHAP. V

De la guerre maritime à la guerre continentale

(1740)

I. — *Walpole et l'opposition parlementaire* 303

Walpole reste au pouvoir; ses raisons. — La session parlementaire. — Les divisions des opposants. — La presse et l'embargo. — La prise de Porto-Bello. — La disgrâce d'Argyle et l'entrée d'Hervey au Cabinet.

II. — *La conduite de la guerre jusqu'au printemps de* 1740 318

Newcastle et le projet d'expédition en Amérique. — Walpole et la crainte d'une intervention française. — L'attitude incertaine de Fleury. — Newcastle l'emporte.

III. — *La Régence et le Cabinet pendant l'été de* 1740 .. 328

Le départ du Roi pour le Hanovre. — Les *Lords Justices* et la question du blé. — Le Cabinet et la conduite de la guerre. — Retard de l'expédition d'Amérique. — Attitude menaçante de la France.

IV. — *L'intervention de la France dans la guerre maritime* 337

Envoi des flottes françaises aux Antilles. — Fleury se décide à la guerre. — Hésitations des Anglais. — Départ de l'expédition d'Amérique.

V. — *Le Hanovre et l'alliance prussienne* 345

Avènement de Frédéric II. — Le ministère anglais et l'alliance prussienne. — Résistance de Georges II. — Intrigues de Harrington. — Retour précipité du Roi. — Découragement des Anglais.

CHAP. VI

L'année 1741

Les élections et la guerre de Succession d'Autriche

I. — *La session parlementaire* 353

L'opposition après la mort de Wyndham. — La « motion » de censure contre Walpole. — Walpole était-il Premier Ministre? — Défaite des opposants.

II. — *Les élections de* 1741 370

Campagne électorale : les questions intérieures et extérieures. — Le patronage. — Le Sussex, la Cornouailles, l'Écosse. — L'élection de Westminster. — La défaite de Walpole.

III. — *L'expédition d'Amérique et la guerre continentale* 382

Le désastre de Carthagène. — La guerre en Allemagne. — Efforts de Walpole pour la terminer. — Sa politique continentale opposée à celle de Carteret et de Newcastle.

IV. — *La neutralité du Hanovre* 394

Le Roi redoute une invasion de son électorat. — Il ne veut pas secourir Marie-Thérèse. — Il négocie avec la France. — Embarras du ministère anglais. — Intrigues de Harrington. — La Convention de neutralité. — L'affolement de Newcastle. — La Convention de Klein

Schnellendorf. — L'échec de Haddock en Méditerranée. — Situation difficile de Walpole.

V. — *La bataille parlementaire* 414

Efforts d'Argyle pour unir les opposants. — Voyage de Chesterfield en France. — L'ouverture du Parlement. — Premiers échecs parlementaires de Walpole. — L'arrêt de Noël. — Obstination de Walpole. — Séance du 1er février. — Retraite de Walpole.

La crise ministérielle. — Conclusion.

La crise ministérielle 434
Conclusion 445

Appendice I

Notes de Fleury en marge d'un mémoire de Pecquet 23 avril 1731 453

Appendice II

Les rapports de Walpole et du Prétendant 455

INDEX

A

Acunha (don Luis d'), 183, 216.
Aguesseau (Chancelier d'), 212.
Amelot de Chailloux, 2, 210, 211, 212, 215, 255, 257, 258, 259, 291, 294, 295, 309, 321, 338, 342.
Ancezune (Mme d'), 197.
Angervilliers (d'), 212, 258, 259, 291.
Anson (commodore), 319, 335.
Antin (duc d'), 4, 102, 149, 184, 185.
Antin (marquis d'), 336, 338, 339, 341, 342, 382.
Argenson (marquis d'), III, 13, 208, 256.
Argyle (duc d'), 276, 277, 288 314 à 316, 355, 358, 368, 369, 379, 381, 414 à 416, 420, 432, 437 à 440, 443, 449.
Auguste III, électeur de Saxe, roi de Pologne, 69, 71, 73, 201, 388, 390, 395, 396.
Avery, 455 à 458.
Azevedo (don), 136.

B

Bachelier, 195, 197, 212.
Balchen (amiral), 319, 323, 334, 335, 343.
Barjac, 195.
Barnard (sir John), 135, 233, 274, 282.
Bartenstein (J.-C. baron de), 147, 176.
Baune (de la), 107, 145, 151, 152, 155 à 158, 170.
Bavière (électeur de), 203, 388, 406.
Beauclerc (lord), 429.
Beckford (alderman), 246.
Belle-Isle (maréchal de), 148, 208, 392, 393, 397.
Berwick (maréchal de), 90.
Bishop (sir Cecil), 375.
Bolingbroke (lady), 125.
Bolingbroke (vicomte), 14, 15, 20, 49, 50, 51, 64, 65, 80, 125, 127, 161, 232, 282, 283, 308, 309, 311, 353, 356, 368, 417, 419, 443 à 449.
Borck (comte de), 347.
Bourbon (duc de), 194, 199, 256, 291.
Bourbon (duchesse de), 194.
Broglie (comte de), 1, 40, 44, 46.
Bruyninx, 89, 98.
Burnaby (John), 128.
Bussy (François de), 2, 39, 44, 111, 144, 145, 151, 153 à 155, 157, 170, 176, 189, 207, 214, 215, 219, 222, 293, 301, 308, 316, 322, 334, 336, 341, 342, 367, 385, 405, 406, 414, 438.
Byng (amiral), 265.

C

Cambis (comte de), 2, 173, 185, 188, 214, 220, 221, 255, 256, 270, 294, 296, 310.

Campo-Florido (prince de), 338, 428.
Canterbury (archevêque de), 344.
Carlos (don), roi des Deux-Siciles, 27, 29, 31, 39, 45, 48, 49, 56, 67, 73, 86, 90, 105, 106, 109, 112, 113, 124, 139, 165, 169, 199, 217, 227, 239, 273.
Caroline (la reine), 10, 21, 35, 36, 77, 82, 83, 116, 125, 170, 230, 232.
Carte (Thomas), 455 à 458.
Carteret (lord), ensuite comte de Granville, 20, 51, 80, 126, 161, 241, 251, 252, 273, 276, 287, 305, 306, 308, 317 à 319, 354, 357, 368, 369, 377, 391, 414, 417, 421, 435, 436, 437, 440, 443, 449.
Castelar (marquis de), 41, 42, 45, 46, 48.
Cathcart (lord), 318, 335, 338, 343, 353, 374.
Chammorel, 58.
Charolais (Mlle de), 291.
Chauvelin (Bernard-François, marquis de), 5.
Chauvelin (Claude-François, marquis de), 5.
Chauvelin (Germain-Louis, de) garde des Sceaux, iii, iv, v, 4, 5, 27 à 31, 33, 41 à 47, 52 à 61, 68 à 72, 74, 76, 78, 88, 91 à 93, 95, 96, 101 à 103, 107, 110 à 112, 114, 117 à 121, 125, 128, 129, 132 à 134, 144, 147, 149, 152 à 155, 157, 158, 160, 167 à 169, 171 à 177, 179, 180, 183 à 210, 212, 216, 258, 340.
Chavigny (comte de), 1, 2, 47, 56 à 62, 67 à 72, 75, 77 à 80, 92 à 97, 99, 101, 107, 109, 111, 123 125 à 128, 130, 132, 160, 161, 166 à 169, 173, 188, 204 à 206, 213, 214, 227, 307.
Chesterfield (comte de), v, 12, 15, 16, 20, 38, 39, 51, 64, 76, 126, 277, 283, 287, 296, 306, 308, 314, 315, 354, 356, 358, 369, 416 à 423, 425, 427, 432, 439, 443, 446, 449.
Choiseul-Stainville (marquis de), 149.
Cholmondeley (comte de), 251, 276, 426.
Cobham (vicomte), 64, 232.
Common Sense (the), 310, 371.
Cornbury (lord), 363.
Couraud (John), 10.
Coxe (William). 8, 17, 19, 20, 66, 128, 146, 188, 190, 364.
Craftsman (the), 40, 49, 51, 63, 81, 310, 371, 382.
Cumberland (duc de), 283, 410.

D

Daily Gazetteer (the), 310, 371, 418.
Danemark (roi de), 406.
Delafaye (Ch.), 7, 170, 351.
Derby (lady), 375.
Devonshire (duc de), 432, 434.
Dieden, 39.
Dodington (Bubb), ensuite lord Melcombe, 356, 361, 368, 378, 415 à 417, 430, 434, 438, 439.
Donnesaile (lord), 424.
Duguay-Trouin (amiral), 93, 94.
Du Theil, 167, 169 à 171, 174, 176, 186, 214, 218, 219.

E

Earle (G.), 423.
Edgecumbe (Richard), 378.
Edwin (Ch.), 380, 425.
Élisabeth Farnèse, reine d'Espagne, 27, 29, 30, 45, 47, 56, 67. 85, 105, 107, 171, 199, 200, 227.

Empereur (Charles VI), 26, 27, 31, 33, 37, 38, 67, 69, 71 à 73, 79, 85 à 98, 103 à 106, 114, 122, 124, 127, 135, 137, 138, 143 à 159, 167, 171, 175, 178, 218, 220, 222, 225 à 227, 339, 352, 388.
Essex (lord), 74.
Estrées (maréchal d'), 94, 140, 212.
États-Généraux, 77, 85, 87, 89 à 91, 105, 124, 134, 140, 142, 165, 222, 244, 295, 349, 387, 389.
Etough (révérend), 17.
Eyles (sir John), 274.

F

Fénelon (marquis de), 76, 77, 99, 100, 110, 111, 124, 140, 165, 208, 222, 223, 406.
Finch (Edward), 92.
Fondino, 247.
Fox (Henry), lord Holland, 280, 430.
Frédéric-Guillaume Ier, roi de Prusse, 221, 223, 224, 346.
Frédéric II, roi de Prusse, 158, 227, 340, 345, 347 à 349, 351, 382, 386 à 393, 395 à 400, 408, 409.
Freeman (Ralph), 15.

G

Galles (Frédéric, prince de), 10, 230 à 232, 276, 278, 329, 356, 367, 378, 380, 381, 410, 426, 431, 438 à 440.
Gedda (baron), 99, 100, 110, 195.
Gee (sir Joshua), 301.
Georges Ier, ix, 26.
Georges II, 9, 35 à 37, 71, 82, 83, 85, 86, 91, 114 à 116, 137, 143, 210, 222, 223, 225, 230 à 232, 243, 249, 283, 287 à 289, 303, 304, 328, 329, 335, 345 à 347, 349, 350 à 352, 353, 380, 385, 387, 388, 391, 392, 394, 395, 397 à 399, 405, 406, 410, 420, 421, 434, 440, 441, 443.
Geraldino (don Thomas), 164, 166, 169, 235, 241, 242, 245, 249, 265 à 268, 270, 285, 289, 309.
Glover (Richard), 313, 362, 380, 428.
Godolphin (comte de), 237, 316, 317.
Gower (lord), 441.

H

Haddock (amiral), 252, 253, 271, 285, 288, 290, 295, 296, 312, 319, 320, 335, 401, 412, 421.
Hardenberg, 399.
Hardwicke (comte de), lord-Chancelier, 6, 21, 238, 251, 266, 267, 269, 277, 284, 285, 287, 288, 306, 308, 314, 317, 325, 326, 329, 334, 343, 358, 394, 402 à 404, 432, 435, 436, 437.
Hardwicke (2e comte de), 13, 253.
Harley (Edward), 364.
Harrington (baron de), ensuite comte, 6, 10, 11, 31, 34, 70, 84, 111, 114 à 116, 122, 130, 137, 142, 143, 153, 155, 161, 165, 166, 173, 329, 335, 344 à 351, 353, 385, 392 à 400, 405, 406, 408, 421, 437.
Hattorf (Ph.), 10, 82.
Hervey (lord), 12, 15, 16, 82, 83, 127, 316 à 318, 320, 325, 328, 358, 426, 444.
Hesse-Cassel (prince de), 328.

Horn (comte), 226.
Hozier (amiral), 362.
Hubert (abbé), 188.
Hyndford (lord), 388, 393, 409.

I

Islay (lord), 277, 379.

J

Jeannel, 100, 105, 111 à 113, 117, 118, 124.
Jenkins (Robert), 246, 247.
Johnson (Dr S.), 362, 421, 445.

K

Keene (Benjamin), 6, 38, 42, 45, 48, 75, 76, 99, 105, 107, 127, 136, 140, 164, 166, 180 à 182, 185, 193, 238, 239, 244, 246, 249 à 253, 261, 264 à 270, 284 à 289, 293, 442.
Kinski (comte), 33, 79, 85, 86, 90, 130, 137, 138, 143, 154 à 156, 169, 189, 223.
Königsegg (maréchal, comte de), 33, 138.

L

La Mina (marquis de), 192, 200, 217, 261, 292.
La Paz (marquis de), 45, 48.
La Quadra marquis de Villarias, 245, 249, 251, 252, 261, 265, 266, 268 à 270, 273, 286, 289.
La Torella (prince de), 192.
Le Dran, 3.
Limerick (lord), 439, 440, 442.
Liria (duc de), 49.
Lorraine (François, duc de), 154, 188.
Louis XV, 70, 74, 75, 194 à 196, 212, 257, 386.
Louise-Élisabeth (Mme), 292.
Lumley 375, 376.
Luscius, 223.
Lyttelton (Georges), ensuite lord, 13, 232, 278, 282, 361, 367, 422, 426, 438.

M

Maillebois (maréchal de), 397, 406.
Mailly (Mme de), 195, 291.
Mann (sir Horace), 317.
Marie (Princesse), 328.
Marie-Thérèse, impératrice, reine de Hongrie, 77, 368, 387 à 399, 407 à 410.
Marlborough (duc de), 359.
Maurepas (comte de), 2, 186, 211, 257 à 259, 263, 264, 290, 291, 294, 297, 321, 339.
Mayence (électeur de), 395, 397.
Medley, 375, 376.
Meer (Van der), 104, 127, 166.
Monti (marquis de), 70.
Montijo (comte de), 73, 75, 86, 107, 127, 136, 163, 164, 250, 266.
Münchhausen (G.-A. de), 10, 406.
Munnich (B.-C., général), 390.
Murray (John) ensuite lord Mansfield, 247.

N

Navarro (don José), 401.
Neipperg (général de), 408, 409.
Newcastle (duc de), 6, 7, 10, 21, 40, 41, 45, 73, 74, 83, 104, 114.

à 116, 141, 142, 151, 162, 163, 167, 170, 173, 174, 177, 181, 183, 188 à 191, 218, 238, 242 à 255, 261, 263, 265 à 267, 269, 273, 277, 284 à 290, 292 à 297, 305, 306, 308, 316 à 320, 323 à 327, 333 à 338, 348, 352, 353, 358, 374 à 377, 384, 385, 390, 391, 400 à 410, 411, 414, 427, 435, 436, 437, 449.
Nierodt (baron de), 148.
Noailles (maréchal de), 164, 194, 199, 207, 212, 291
Norris (sir John), amiral, 179, 181, 182, 216, 312, 319, 320, 323, 325, 335, 337, 401, 412.

O

O'Brien, 2, 147, 456.
Ogle (sir Chaloner), 288, 319, 323, 325, 334, 343, 344.
Oglethorpe (général J.-E.), 252.
Onslow (the speaker), 11, 253, 354, 377, 410, 421, 446.
Orange (Guillaume, prince d'), 76, 87.
Orléans (duc d'), 194, 212, 256, 291.
Ormond (duc d'), 419.
Orry (contrôleur général), 185, 212, 214, 259, 321, 339.
Osborne (Francis), 15.
Ossorio (chevalier d'), 74.
Ostein (comte), 388, 391, 394, 397.
Ostende (Cte d'), 26, 37.
Ostermann (comte), 350, 390.

P

Palatin (électeur), 221 à 224.
Patino (don José de), 41, 46, 48, 97, 104 à 107, 127, 140, 141, 179 à 181, 192, 199, 200, 207, 235.
Paxton, 441.
Pecquet (Antoine), 4, 27, 39, 43, 46, 47, 59, 121, 154, 214, 453. 454.
Pelham (Henry), 267, 269, 326, 333, 361, 375, 404, 407, 421, 430, 444.
Percival (lord), 1er comte d'Egmont, 11, 12.
Percival (lord), 2e comte d'Egmont, 425, 430, 438, 446.
Philippe V, roi d'Espagne, 41, 46, 56, 75, 104, 136, 163, 165, 233 à 236, 240 à 242, 245, 252, 254, 285, 289, 293.
Philippe (don), 292, 412.
Pitt (William), ensuite comte de Chatham, 13, 21, 231, 278, 279, 282, 361, 362, 426, 438, 445.
Podevils (comte de), 399.
Polwarth (lord), comte de Marchmont, 13, 282, 354, 420.
Porteous (capitaine), 230, 379.
Portugal (roi de), 136, 182, 183, 216.
Prétendant (Jacques Stuart, dit le), 26, 50, 146, 147, 175 à 178, 418, 419, 455 à 458.
Pulteney (William), comte de Bath, 14 à 16, 20, 40, 50, 52, 61, 64, 65, 80, 81, 126, 136, 161, 247, 248, 252, 272, 280, 282, 283, 302, 306, 307, 310, 311, 326, 354, 356, 362, 363, 368, 370, 377, 380, 415 à 417, 422 à 424, 428 à 431, 435, 437, 438, 440, 442 à 444, 449.

R

Robinson (Thomas), ensuite lord Grantham, 6, 36, 39, 42, 44, 69, 72, 73, 75, 84, 89, 98, 106,

122, 123, 127, 130, 153, 155, 156, 161, 162, 167, 174, 176, 389 à 394, 399, 408, 409.
Roche-Allard (chevalier de la), 338, 383.
Rondeau (Claude), 69.
Rothembourg (comte de), 43, 46, 53.
Royal African C°, 234, 300.

S

Saint-Aubyn (sir John), 378.
Saint-Florentin (comte de), 258, 259, 292.
Saint-Gil (marquis de), 165, 166.
Saint-Séverin (comte de), 226.
Salisbury (évêque de), 16, 358, 371, 444.
Sandys (Samuel), 309, 356, 360, 361, 368, 377, 440, 437.
Sardaigne (roi de), 74, 104, 112, 113, 159.
Scarborough (comte de), 277, 288, 306.
Scrope (John), 441.
Secker, évêque d'Oxford, 17, 426.
Shelley (sir John), 375.
Shippen (William), 126, 363, 369.
Silhouette (Étienne de), 2, 302, 306, 308, 309.
Slingelandt (le Pensionnaire), 19, 76, 79, 91, 96, 99, 100, 105, 111, 112, 118, 130, 131, 139, 168.
South Sea C° (the), 233 à 243, 245, 250, 268, 270, 273, 285, 286.
Stahremberg, 147, 156.
Stair (comte de), 443.
Stanislas Leszczinski, 68, 69, 73, 85, 92, 108, 109, 112, 113, 117, 118, 121, 125, 154, 224.
Steinberg (E. de), 406.
Stert (Arthur), 265.
Stone (Andrew), 10, 351.
Strickland, évêque de Namur, 114.
Suède (roi de), électeur de Hesse, 397.
Suffolk (Henrietta, comtesse de), 12.
Sulzbach (prince de), 221, 223.
Sundon (lady), 12.
Sundon (lord), 380, 381, 424.

T

Talbot (lord), 360.
Tencin, évêque d'Embrun, 256, 291.
Thompson (Anthony), 9, 428.
Torcy (marquis de), 195, 197.
Torres (don Rodriguo de), 338, 401.
Tot (Ferrare du), 302.
Toulouse (comte de), 194, 195, 197, 256.
Toulouse (comtesse de), 193, 194, 256.
Townshend (vicomte), x, 25, 32, 37, 41, 51, 85, 449.
Trevor (Robert), 11, 17, 90, 170, 183, 188, 389, 399, 400, 405.
Truchess (comte), 347 à 349, 388, 390.
Turkey C° (the), 300.
Tweedale (marquis de), 437.
Tyrawley (lord), 182, 183.
Tzarine (Anne), 69, 72, 73, 125, 225 à 227, 351, 388.

U

Uhlefeldt (comte), 99, 124, 130, 138, 223.

V

Valory (marquis de), 224.
Vaughan (capitaine), 275, 284.
Vaulgrenant (comte de), 107, 129, 164, 166, 180, 185, 192, 193, 197 à 199, 207, 213.
Vauréal, évêque de Rennes, 291.
Vernon (amiral), 288, 289, 312 à 314, 319, 323, 335, 343, 373, 380, 381, 383, 384, 401, 402, 411.
Villeneuve (marquis de), 226.
Visme (de), 309.

W

Wade (général), 337, 356.
Wager (sir Charles), 312, 319, 320, 323, 338, 361, 378, 380, 424, 428.
Waldegrave (comte de), 6, 9, 36, 41, 42, 45, 48, 54, 55, 72, 73, 88, 97, 98, 104, 109 à 112, 117, 129, 141 à 145, 151 à 155, 164, 166, 169 à 171, 174 à 177, 179, 180, 183 à 193, 207, 210 à 215, 217, 256 à 262, 264, 265, 292, 294, 296, 320 à 322, 338, 341, 342, 386.
Walpole (Horace) ensuite lord Walpole de Wolterton, v, 4, 9, 16, 20, 31, 36, 38, 40, 42 à 44, 76, 78, 79, 81, 83, 87, 90 91, 93, 96, 99 à 124, 129 à 133, 135, 136, 139, 141, 142, 146, 148, 149, 161, 166, 172, 176, 178, 182, 187, 188, 196, 198, 203, 210, 225, 238, 253, 268, 273, 278, 281, 292, 295, 317, 329, 333, 345, 346, 351, 389, 391, 402 à 405, 444, 449.
Walpole (Horace), ensuite comte d'Orford, 8, 12, 17, 303, 378, 413, 418, 420, 421, 426, 427, 430 à 432, 457.
Walsingham (Francis), 15.
Wentworth (général), 383, 384, 411.
Weston (Edward), 11.
Whitefield (George), 301, 376.
Wied (comte de), 145 à 148, 155.
Williams (Charles-Hanbury), 446.
Willimot (alderman), 247.
Wilmington (comte de), 35, 329, 330, 354, 359, 394, 420, 436, 437, 444, 449.
Wilmot (sir Robert), 437.
Winnington (Thomas), 377, 430, 456.
Wolfenbüttel (duc de), 37.
Woodward, 69, 85.
Wortley Montagu (lady), 12, 419.
Wyndham (sir William), 50, 122, 126, 135, 168, 281 à 283, 302, 307, 354.

Y

Yonge (sir William), 16, 52, 136, 311, 430, 442.

Z

Zinzendorff (comte de), 39, 138, 148.

1154

Date Due

DA 47.1 .V3
Vaucher, Paul, 1887-
Robert Walpole et la politique
010101 000
0 1163 0234685 7
TRENT UNIVERSITY

DA47.1 .V3
Vaucher, Paul.
Robert Walpole et la
politique de Fleury (1731-1742).

DATE | ISSUED TO

293562